{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

[Loi. (Recueil). France]Le Droit public, suite des Loix civiles dans leur ordre naturel [par Jean Domat]. T. IV [et V]. 1701.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

4707.
5.

1

2678.
12.

11777

LE
DROIT PUBLIC,
SUITE
DES LOIX CIVILES
DANS
LEUR ORDRE NATUREL.

TOME V.



A PARIS,
Chez PIERRE EMERY, Quay des Auguſtins, au coin de la ruë Gille-Cœur, prés l'Hôtel de Luynes, à l'Ecu de France.

M. DCCI.

AVEC PRIVILEGE DU ROY.

TABLE

DES TITRES DE CE TOME, & de leurs Sections.

LIVRE SECOND.

Des Officiers & autres personnes qui participent aux fonctions publiques. page 1

TITRE I.

Des diverses sortes d'Offices & autres Charges. 9

SECTION I. *Distinctions des Charges & des Offices par leurs natures, & leurs differens caracteres.* 11

SECT. II. *Distinctions des Officiers par leurs differentes fonctions.* 34

TITRE II.

De l'authorité, dignité, droits, & privileges des Officiers. 50

SECT. I. *Des differentes sortes de dignité & d'authorité des charges.* 56

SECT. II. *Des droits & des privileges des Officiers.* 59

SECT. III. *Du rang des Officiers.* 68

TITRE III.

Des devoirs en general de ceux qui exercent des charges. 72

SECT. I. *De la capacité des Officiers.* 74

SECT. II. *De la probité des Officiers.* 75

SECT. III. *De l'application des Officiers & leurs fonctions.* 78

TABLE DES TITRES

TITRE IV.

Des devoirs des Officiers de Juſtice. 80

SECT. I. *De la capacité des Officiers de Juſtice.* 80
SECT. II. *De la probité ou integrité des Officiers de Juſtice.* 85
SECT. III. *De l'application que les Officiers de Juſtice doivent à leurs charges.* 109

TITRE V.

Des fonctions & des devoirs de quelques Officiers autres que les Juges, & dont le miniſtere fait partie de l'adminiſtration de la Juſtice. 117

SECT. I. *Des fonctions & devoirs des Greffiers.* 119
SECT. II. *Des fonctions & devoirs des Procureurs.* 121
SECT. III. *Des fonctions & des devoirs des Huiſſiers & des Sergens.* 127
SECT. IV. *Des fonctions & des devoirs des Concierges.* 130
SECT. V. *Des fonctions & des devoirs des Notaires.* 132

TITRE VI.

Des Avocats. 137

SECT. I. *Des fonctions des Avocats.* 140
SECT. II. *Des devoirs des Avocats.* 142

TITRE VII.

Des Arbitres. 150

SECT. I. *Des fonctions des Arbitres & de leur pouvoir.* 151
SECT. II. *Des devoirs des Arbitres.* 157

ET DES SECTIONS.

LIVRE III.

Des Crimes & Delits. 165

LIVRE IV.

Des manieres de terminer les procés & les differends, & de l'ordre judiciaire. 215

FIN.

EXTRAIT DU PRIVILEGE DU ROY.

PAR Grace & Privilege du Roy, il eſt permis au Sieur Domat, Conſeiller & Avocat du Roy en la Sénéchauſſée & Siege Preſidial de Clermont, de faire imprimer, vendre & debiter, par tel Imprimeur ou Libraire qu'il voudra choiſir, pendant le temps de quinze années conſecutives, *Les Loix Civiles dans leur ordre naturel* : Avec défenſes à tous autres de contrefaire ledit Livre, ſur les peines en tel cas requiſes, ainſi qu'il eſt plus au long porté à l'original deſdites Lettres données à Verſailles le 30. Aouſt 1688. Signées par le Roy en ſon Conſeil, POULLAIN.

Regiſtré ſur le Livre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, le 3. Aouſt 1689. Signé J. B. COIGNARD, Syndic.

Le Sieur JEAN BAPTISTE COIGNARD, Imprimeur ordinaire du Roy à Paris, a acquis les droits du preſent Privilege pour l'impreſſion du quatriéme & cinquiéme Volume deſdites Loix Civiles concernant le Droit public.

AUTRE PRIVILEGE DU ROY.

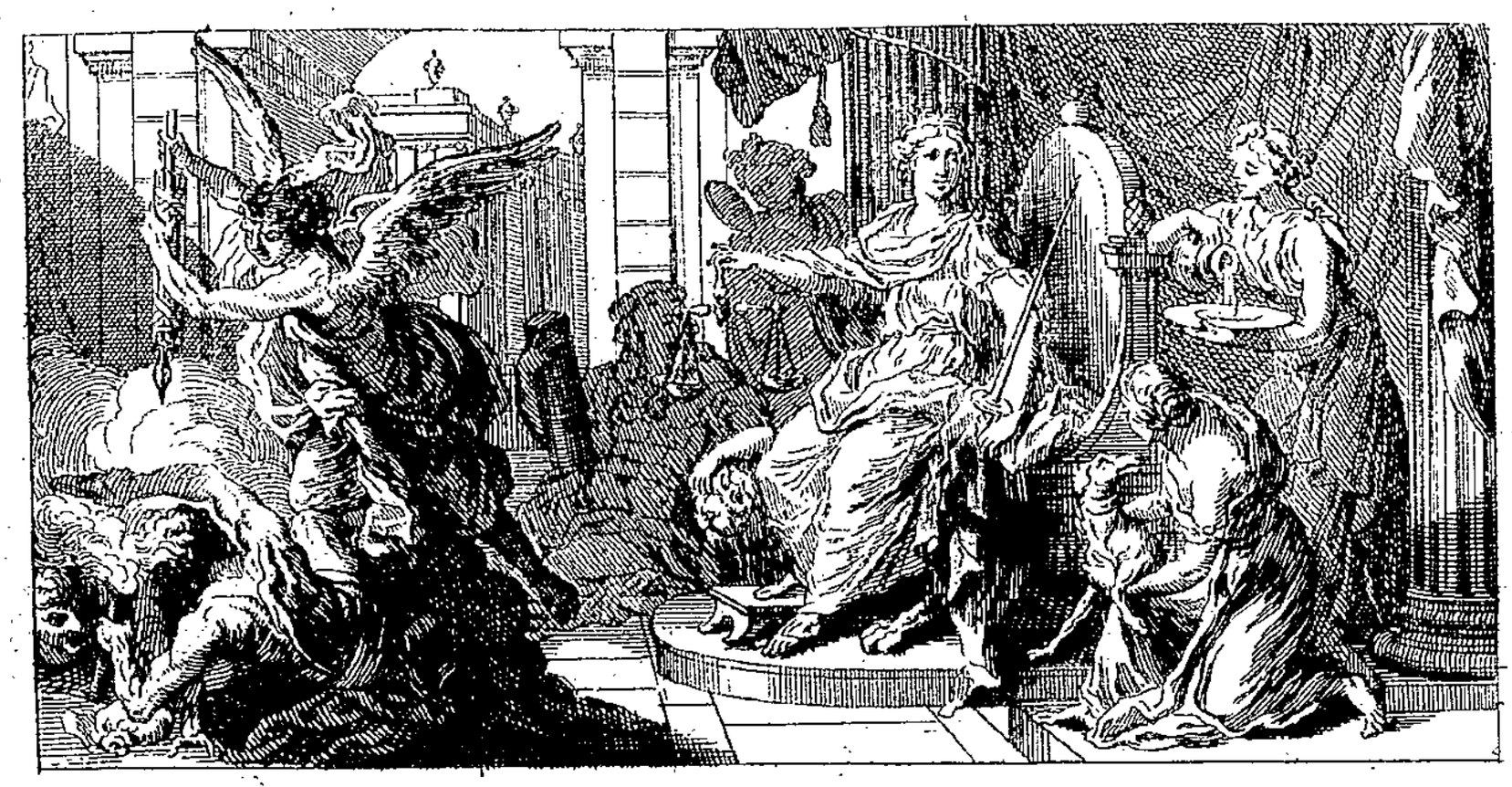
LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos Amez & feaux Conſeillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel, Prevôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, Juges, leurs Lieutenans & autres Officiers qu'il appartiendra : SALUT. Nôtre bien-amé JEAN BAPTISTE COIGNARD nôtre Imprimeur ordinaire, nous auroit fait remontrer que les Fils de feu JEAN DOMAT, nôtre Conſeiller & Avocat en la Sénéchauſſée & Siege Preſidial de Clermont, ayant trouvé parmi les Manuſcrits de leur Pere un Livre intitulé : *Delectus Legum ex Libris Digeſtorum & Codicis ad uſum ſchola & fori; & quelques Diſcours qu'il auroit prononcés dans le temps qu'il exerçoit la Charge de nôtre Avocat*, les luy auroient remis entre les mains pour les imprimer & les donner au public : ce qu'il ne peut faire ſans avoir obtenu nos Lettres ſur ce neceſſaires, qu'il nous a tres-humblement fait ſupplier de lui accorder. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter ledit Expoſant, & luy donner des marques de la ſatisfaction que nous avons des Ouvrages dudit Domat : Nous luy avons permis, permettons & accordons d'imprimer, faire imprimer, vendre & debiter par tout nôtre Royaume, ledit Livre *Delectus Legum en Latin & en François*, *& leſdits Diſcours*, pour les joindre à ce que cet Autheur a laiſſé ſur les Matieres du Droit Public ſuite des Loix Civiles dans leur ordre naturel, qu'il auroit compoſé par nos ordres : pendant le temps de VINGT ANNE'ES conſecutives, à compter du jour que leſdits Livres auront été achevez d'être imprimez, pendant lequel temps nous faiſons tres-expreſſes inhibitions & défenſes à tous Imprimeurs, Libraires & autres perſonnes de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, d'imprimer, faire imprimer, vendre ni debiter leſdits Livres, ſous pretexte de Traduction nouvelle, de changement, augmentation, & generalement ſous quelque pretexte que ce ſoit, ſans le conſentement exprés & par écrit dudit Expoſant, ou de ceux qui auront droit de luy ; à peine de tous dépens, dommages & interêts, confiſcation des Exemplaires contrefaits au profit dudit Expoſant, & de ſix mille livres d'amende appliquable un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Expoſant, à condition de mettre deux

Exemplaires dans nôtre Bibliotheque publique, un dans nôtre Cabinet du Louvre, & un dans la Bibliotheque de nôtre tres-cher & feal le Sieur BOUCHERAT, Chevalier Chancelier de France, avant que de les expoſer en vente, & de faire enregiſtrer ces Preſentes ſur le Livre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, à peine de nullité des Preſentes, du contenu deſquelles vous mandons que vous faſſiez jouïr ledit Expoſant ou ſes ayant cauſe, pleinement & paiſiblement, ſans ſouffrir qu'il luy ſoit fait empêchement; voulons auſſi qu'en mettant copie ou extrait des Preſentes au commencement ou à la fin deſdits Livres, elles ſoient tenuës pour bien & deuëment ſignifiées à tous qu'il appartiendra, & qu'aux copies d'icelles collationnées par un de nos amez & feaux Secretaires, il ſoit ajoûté foy comme à l'original. Mandons au premier Huiſſier ou Sergent ſur ce requis, de faire pour l'execution des Preſentes tous Exploits neceſſaires ſans demander autre permiſſion: CAR tel eſt nôtre plaiſir, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques. Donné à Paris le troiſiéme jour d'Aouſt l'an de grace mil ſix cens quatre vingt dix-ſept: Et de nôtre Regne le cinquante cinq. Par le Roy en ſon Conſeil, MAILLARD.

Regiſtré ſur le Livre des Imprimeurs & Libraires de Paris.

Achevé d'imprimer le 23. Aouſt 1697.

LE DROIT PUBLIC



LE DROIT PUBLIC, SUITE DES LOIX CIVILES DANS LEUR ORDRE NATUREL.

LIVRE SECOND.

Des Officiers & autres perſonnes, qui participent aux fonctions publiques.

APrés avoir expliqué dans le premier Livre l'ordre general du gouvernement & de la police qui regle dans un Etat tout ce qui ſe rapporte au bien commun de la ſocieté des hommes; il faut maintenant paſſer à ce qui regarde l'adminiſtration de la Juſtice ſur les perſonnes qui com-

poſent cette ſocieté, pour les contenir tous dans leurs devoirs envers le public, & maintenir entre-eux en particulier la tranquillité, qui doit être le fruit de l'ordre du gouvernement.

Cette adminiſtration de la juſtice conſiſte à reprimer & punir ceux qui troublent l'ordre public, & cette tranquillité, par des entrepriſes, des delits, & des crimes, & à regler les differends qui diviſent les perſonnes, & troublent le repos des familles.

C'eſt pour ces uſages qu'on a été obligé d'établir des Juges, pour être les protecteurs des Loix, pour en impoſer le joug à ceux qui ne s'y ſoûmettent pas volontairement, & pour maintenir par l'obſervation de ce qu'elles ordonnent, l'ordre & le repos public, qui eſt l'unique fin des loix de la police temporelle, & c'eſt pourquoy il y a toûjours eu des Juges dans tous les Etats, mais differemment; car comme en tous il y a toûjours cela de commun, que le Souverain eſt le premier Juge, & le ſeul qui tient immediatement ſon pouvoir de Dieu, & qui ne pouvant exercer cette fonction dans tout le détail, commet des perſonnes à qui il donne le droit de juger, & à qui il confie ſon autorité; ainſi le Prince peut diſpenſer comme bon luy ſemble le droit de juger. On voit auſſi dans les Livres ſaints; qui contiennent la plus ancienne Hiſtoire du monde, que Moyſe qui avoit ſeul le gouvernement du peuple Juif, ne pouvant ſuffire à juger le détail des affaires choiſit par le conſeil de ſon beaupere des per-

ſonnes à qui il commit cette fonction, leur donnant le pouvoir de juger ſeulement des moindres affaires du peuple, & ſe reſervant la connoiſſance de tout ce qu'il y auroit de plus important[a]. Ainſi dans tous les autres Etats, il a été neceſſaire d'établir des Juges; & comme dans les grands Etats, la multitude des affaires a fait naître une infinité de differends de diverſes ſortes, & a donné ſujet à la multiplication & des loix & des matieres, on a eu beſoin de Juges, qui outre la connoiſſance des regles de l'équité naturelle, euſſent la ſcience de ces loix & du détail de ces matieres; & on a donné à ces Juges leur dignité, leur autorité,& diſtingué même leurs fonctions, établiſſant de differentes juriſdictions pour juger des differentes ſortes de matieres.

Ainſi on voit dans le droit Romain un grand nombre de divers Magiſtrats, dont les juriſdictions étoient diſtinguées, & dont quelques-uns avoient le pouvoir de donner des Juges, qu'ils choiſiſſoient eux-mêmes pour juger les differends qui pouvoient naître entre les particuliers.

On peut juger par cette diverſité de Magiſtrats, dont on voit les noms, & les differentes fonctions dans le droit Romain; que les differentes juriſdictions qu'on voit en France ne ſont pas une nouveauté.

C'eſt donc pour punir les crimes & les delits, & pour juger les procés qu'on a fait des Juges, & qu'on a auſſi établi d'autres fonctions neceſ-

[a] *Exod.* 18. 17.

faires pour l'adminiſtration de la Juſtice, comme on le verra dans la ſuite. Et quoy qu'il ſemble que l'adminiſtration de la Juſtice, & la connoiſſance des crimes, des delits, & des procés, ſoit bornée aux fonctions des Officiers qu'on appelle Officiers de Juſtice, qui ſont diſtinguez des Officiers de Police & de Finances, toutes ces ſortes d'Officiers ont part à l'adminiſtration de la Juſtice, & connoiſſent de certains crimes, de certains délits, de certains procés; & il y a auſſi d'autres ſortes d'Officiers, qui ont leur juriſdiction, & le droit de juger de certains differends, & de certains crimes, comme les premiers Officiers de la maiſon du Roy, les Officiers de guerre, & autres. Ainſi quoy que ce ſecond Livre regarde principalement les Officiers qu'on appelle Officiers de Juſtice, on peut rapporter à tous les autres Officiers qui ont quelque adminiſtration de Juſtice, les regles qu'on expliquera dans ce Livre, ſelon qu'elles peuvent leur convenir.

Comme toutes les fonctions de l'adminiſtration de la Juſtice ſe rapportent aux crimes, aux délits, aux procés, & à tout ce qui peut demander l'uſage de l'autorité de la Juſtice, quelqu'un pourroit penſer que la matiere des crimes & des délits, & celle de l'ordre judiciaire qui feront la matiere du troiſiéme & quatriéme Livre auroit dû preceder ce qui regarde les Officiers, puiſqu'ils ne ſont établis que pour punir les crimes & les délits, & pour juger les procés & les diffe-

rends ; mais parce que l'établiſſement des Officiers, eſt une ſuite neceſſaire de celuy du gouvernement, & que tout ce qui regarde en general le gouvernement, ſuppoſe la neceſſité de contenir les hommes dans leurs devoirs envers le public, dans leurs devoirs entr'eux, & dans la tranquillité qui doit unir la ſocieté qu'ils compoſent tous ; la même raiſon qui a engagé d'expliquer tout ce qui regarde le gouvernement en general, avant que de venir aux crimes, demande qu'on explique auſſi ce qui regarde les Officiers avant ce détail, puiſque leurs fonctions & leurs devoirs font une partie de l'ordre du gouvernement.

L'adminiſtration de la Juſtice qui a rendu neceſſaire l'établiſſement des Juges, a rendu neceſſaire auſſi le miniſtere de perſonnes qui expliquaſſent aux Juges les droits des parties, ſoit parce qu'il y en a peu qui ſoient capables de faire entendre leurs droits, & que pluſieurs ne les entendent pas eux-mêmes, ou parce que d'ailleurs il eſt de la dignité de la Juſtice qu'on éloigne de ſon Tribunal l'indecence & la confuſion, & les autres inconveniens qui ſuivroient de la liberté indiſtinctement donnée aux parties d'expliquer elles-mêmes leurs demandes ou leurs défenſes, tant à cauſe de leur incapacité, que des emportemens de leurs paſſions : c'eſt par ces conſiderations, que s'eſt établi l'uſage du miniſtere des Avocats, & de celuy des Procureurs, & pour ceux-cy, il y a eu encore une autre raiſon qui a rendu leurs fonctions neceſſaires ; car les manie-

res de proceder en Juſtice pour l'inſtruction des procés, ont été reglées à de certaines formes dont l'uſage eſt neceſſaire, & qui ne peuvent s'obſerver ſi chaque partie n'a un Procureur qui la repreſente, & avec qui le procés s'inſtruiſe; mais pour les Avocats leur miniſtere eſt degagé de toutes fonctions pour les procedures, & reſtreint à ce qui ſera expliqué dans la ſuite.

Cette même adminiſtration de la Juſtice demande auſſi d'autres fonctions, comme celles des Greffiers, pour écrire & ſigner les Ordonnances, les Sentences, les Arrêts, & les autres Actes judiciaires, & en être les dépoſitaires, & celles des Huiſſiers & Sergents pour l'execution des ordres de la Juſtice.

On peut mettre dans l'ordre de cette adminiſtration de la Juſtice, la maniere dont elle ſe rend volontairement entre les parties par des arbitres, qu'on prend pour Juges; & ceux qui exercent cette fonction, ont leurs devoirs qui doivent faire partie des matieres de ce Livre. Sur quoy il faut remarquer, que comme on peut prendre pour arbitres des Avocats & autres perſonnes qui n'ayent pas la qualité d'Officiers, cette fonction d'arbitres renferme une eſpece d'adminiſtration de la Juſtice, qui a ſon autorité dans les Loix & dans les Ordonnances, qui permettent les arbitrages, & les ordonnent même entre certaines perſonnes pour de certaines matieres. [b]. Et c'eſt par cette raiſon qu'on a compris

b V. Les Ordonnances.

dans l'Intitulé de ce ſecond Livre, les perſonnes autres qu'Officiers, qui participent aux fonctions dela Juſtice, ce qui comprend auſſi les Juges & Conſuls des Marchands, qui ſans avoir de proviſion du Roy ni titre d'Office, ont par les Ordonnances le pouvoir de juger les differends qui ſont de leur connoiſſance; & il en eſt de même de ceux qui exercent des Charges municipales, d'Echevins, Conſuls, & autres qui ont part à la police, & aux fonctions de Juſtice qui en peuvent dépendre, car ceux-cy n'ont pas le titre d'Officiers [c].

Comme les reflexions qu'on vient de faire ſur la matiere de ce ſecond Livre, ſe rapportent, non ſeulement au Officiers, mais auſſi à d'autres perſonnes qui ſans titre d'Office rendent la Juſtice, ainſi qu'on vient de le remarquer, & qu'elles regardent auſſi d'autres perſonnes, qui ſans Office & ſans qualité de Juges exercent quelque miniſtere, qui ſe rapporte à l'ordre de l'adminiſtration de la Juſtice, comme les Avocats & les arbitres: on comprendra dans ce Livre, les fonctions & les devoirs des Officiers, & des autres perſonnes qui participent aux fonctions de la Juſtice; ainſi les regles qu'on y expliquera pourront ſe rapporter à toutes ces ſortes de perſonnes, Officiers, & autres, ſelon qu'elles pourront convenir aux fonctions de chacun & à ſes devoirs, ce qu'il faut entendre des regles qui ſont du deſſein de ce

c V. Sur la nature des Offices le préambule du premier titre de ce Livre.

Livre, & on ſe reduira aux principes eſſentiels, & aux regles de l'équité naturelle, ſoit qu'elles ſoient compriſes dans les Loix & dans les Ordonnances, ou qu'elles ſoient de la Loy divine ; car c'eſt ſur ces principes & ſur ces regles que ſont fondez tous les devoirs des perſonnes qui exercent des fonctions de l'adminiſtration de la Juſtice, ou qui s'y rapportent.

Comme les matieres des fonctions & des devoirs des Officiers de Juſtice, & autres perſonnes dont on doit parler dans ce Livre, ſont liées à celles qui regardent l'autorité, la dignité, les droits, le rang, & les privileges attachez à ces fonctions, & qu'on eſt obligé d'expliquer les principes & les regles generales de ces autres matieres ; on donnera dans le premier Titre, les idées generales des diverſes natures d'Offices, & d'autres charges ; on expliquera dans le ſecond, ce qui regarde auſſi en general l'autorité, la dignité, les droits, les privileges, & les rangs que donnent les Offices & les autres Charges : le troiſiéme ſera des devoirs de ceux qui les exercent : le quatriéme des devoirs des Officiers de Juſtice : le cinquiéme des fonctions & des devoirs de quelques Officiers autres que les Juges, & dont le miniſtere fait partie de l'adminiſtration de la Juſtice : le ſixiéme des Avocats : & le ſeptiéme & dernier des arbitres.

TITRE

TITRE I.

DES DIVERSES SORTES D'OFFICES & autres Charges.

AVant que de diſtinguer les differentes ſortes d'Offices & d'Officiers, il eſt de l'ordre de définir ce qu'on appelle proprement Office & Officier. L'Office eſt un titre donné par des Lettres du Prince, qu'on appelle proviſions, qui conferent le pouvoir, & impoſent le devoir d'exercer quelques fonctions publiques; & les Officiers ſont ceux qui ſont pourvûs des Offices. On met auſſi au nombre des Officiers ceux des Seigneurs, parce qu'ils ont droit de donner à leurs Officiers de Juſtice dês proviſions, ſelon le pouvoir qu'ils en ont du Roy. Il y a d'autres moindres Officiers, qui ont leurs titres de quelques Officiers ſuperieurs, à qui le Roy donne auſſi le droit de conferer ces petits Offices.

C'eſt par ce titre des proviſions, que les Offices ſont diſtinguez de diverſes Charges, qui engagent à des fonctions publiques, telles que ſont, par exemple, ces Charges qu'on appelle Municipales, celles des Juge & Conſuls des Marchands, celles des Commis qui exercent des recettes, ou d'autres fonctions, qui ne ſont toutes que pour un temps, au lieu que les Offices ſont pour la vie; ainſi le mot de Charge eſt un nom general, commun aux Offices, & à ces autres fonctions.

On peut diſtinguer les differentes ſortes d'Offices & d'Officiers par diverſes vûës, qui en font de differens ordres; car il y en a de Juſtice, de Police, de Finances, de Guerre, de la Maiſon du Roy, & de pluſieurs autres differentes ſortes.

Toutes les differentes manieres de diſtinguer les Charges & les Offices, peuvent ſe reduire à deux principales: l'une, qui les diſtingue par leurs differentes natures, & par de certains caracteres propres à chacune: &

l'autre, qui les distingue par les differentes fonctions de ceux qui les exercent. Il est necessaire de faire ces distinctions, parce qu'elles ont leurs differences essentielles, & qu'il y a de differentes sortes d'Officiers, de qui les fonctions sont les mêmes, quoi que leurs Charges soient distinguées par des caracteres tous differens; & qu'au contraire il y a des Officiers de diverses sortes, & de qui les fonctions sont differentes; quoi que leurs Charges soient de même nature. Ainsi il y a des Charges de Judicature, qui sont des Offices Roiaux, d'autres qui sont Offices des Seigneuries en Justice, & d'autres qui sont Offices d'Eglise dans les Officialitez des Evêchez; mais quoi que ces Charges soient de natures toutes differentes, la plus grande partie de leurs fonctions leurs sont communes, & les Officiers, qui exercent ces Charges, rendent la Justice aux particuliers en plusieurs matieres, qui sont de la Jurisdiction de chacun de ces Tribunaux. Ainsi au contraire, il y a des Charges de même nature, dont les fonctions sont toutes differentes; car dans ces mêmes Tribunaux les fonctions des Gens du Roy dans les Justices Roiales, celles des Procureurs Fiscaux dans les Justices des Seigneurs, & celles des Promoteurs dans les Officialitez, sont toutes differentes de celles des Juges.

C'est à cause de ces distinctions des Offices & des Charges, par les differens caracteres de leur nature, & par leurs diverses fonctions, qu'on a divisé ce titre en deux Sections : la premiere, de la distinction des Charges par leurs natures & leurs differens caracteres : & la seconde, de la distinction des Charges par les fonctions propres à chacune.

SECTION. I.

Distinctions des Charges & des Offices par leurs natures, & leurs differens caracteres.

SOMMAIRES.

1. *Difference entre les Charges & les Offices.*
2. *Toutes les fonctions publiques sont des Charges; mais toutes ces Charges ne sont pas en titre d'Office.*
3. *Les Charges Municipales sont pour un certain tems, les Offices pour la vie, les Commissions pour un tems indéfini.*
4. *Trois sortes d'Officiers, les Roiaux, ceux des Seigneurs, & ceux des Officialitez.*
5. *Etenduë de la Jurisdiction des Officiers des Seigneurs.*
6. *Officiers Ecclesiastiques dans les Officialitez.*
7. *Les Officiers Ecclesiastiques ont deux sortes de Jurisdiction, la spirituelle, & la temporelle.*
8. *Les Officiers des Officialitez, & ceux des Seigneurs, sont Officiers de Justice.*
9. *Differentes sortes de Charges qu'on tient du Roy.*
10. *Le Roi confere toutes les Charges, dont on a parlé dans l'article précedent, ce qui les distingue des autres sortes de Charges.*
11. *Terres titrées & érigées en pairies, qui donnent la qualité de Pairs.*
12. *Charges Ecclesiastiques autres que celles des Officialitez.*
13. *Deux sortes de Charges, celles qui sont venales, & celles qui ne le sont point.*
14. *Provisions du Roi pour les Offices Roiaux, venaux, & autres.*
15. *Diverses combinaisons des fonctions, de Justice, Police, & Finances.*
16. *Charges dont les fonctions sont mêlées de Justice & Police.*
17. *Charges de Justice sans fonctions de Police.*
18. *Charges mêlées de fonctions de Justice & de Finances, & quelques-unes aussi de Justice, Police, & Finances.*
19. *Charges de Finances sans fonctions de Justice ni de Police.*
20. *Les fonctions de Police*

renferment des fonctions de Juſtice.
21. *Grand Conſeil.*
22. *Juges des Privilegiez.*
23. *Juges des Marchands.*
24. *Greffiers.*
25. *Procureurs.*
26. *Huiſſiers.*
27. *Sergens.*
28. *Deux ſortes de Juriſdictions, la volontaire, & la contentieuſe.*
29. *Notaires.*
30. *Diſtinction des Charges compatibles, & de celles qui ſont incompatibles.*
31. *Autres charges que de Juſtice, Police, & Finances.*
32. *Difference entre les charges & les commiſſions.*

I.

1. Difference entre les Charges & les Offices.

QUoiqu'on donne communément & indiſtinctement le nom de Charge à toutes ſortes d'Offices, parce qu'en effet tout office eſt une charge, il ne faut pas confondre le ſens de ces mots; car comme il a été remarqué dans le préambule de ce titre, le mot de charge eſt un nom general, qui outre les Offices comprend d'autres differens emplois diſtinguez des offices, en ce qu'on exerce ces autres emplois, ou charges ſans Proviſions, & ſeulement pour un tems, au lieu que pour les Offices, il faut des Lettres du Prince, qui en aſſûrent le titre aux Officiers pendant leur vie, à moins qu'ils ne s'en rendent indignes, ou qu'ils ne s'en dépoüillent volontairement; ainſi les Charges des Parlemens, & des autres Compagnies Superieures, & celles des Préſidiaux & des Bailliages & Sénéchauſſées, ſont des Offices; ainſi les Charges des Echevins & Conſuls, & les autres charges Municipales, & celles des Juge & Conſuls des Marchands, ne ſont pas des Offices, & ceux qui y ſont appellez ne les exercent que pour un tems, ſans autre titre que celui de leur élection: de ſorte qu'on peut mettre pour une premiere diſtinction des Charges, celles qui ſont en titre d'Office, & qui donnent à ceux qui les exercent la qualité d'Officiers, & celles qui ſans cette qualité donnent le droit d'exercer quelque fonction publique, ſoit de Juſtice ou autre [a].

[a] *V. le préambule de ce titre, & les articles ſuivans.*

II.

Selon cette premiere diſtinction des Charges & des Offices, on peut comprendre ſous le nom de Charges toutes les eſpeces d'emplois publics, qui n'ont pas le titre d'Office ; ainſi outre les charges Municipales, & celles des Juge & Conſuls des Marchands; dont il a été parlé dans l'article précedent, & qui ſont des eſpeces de charges, les Commiſſions que donne le Roy en ſont une autre eſpece; car encore qu'on ne leur donne pas en particulier le nom de Charges, elles en ont en effet le caractere, qui eſt d'impoſer la Charge d'un emploi public, ſoit de Juſtice ou autre, ainſi les Ambaſſades, les Intendances des Provinces, les Chambres compoſées de perſonnes, que le Roy commet pour juger de certaines affaires, les Chambres de Juſtice, & pluſieurs autres emplois de Juſtice, Police, Finances, de la Guerre, & autres, ſont des Commiſſions, & ſont à ceux que le Roy y appelle une Charge, pour exercer une fonction publique ſans titre d'office [b].

2. *Toutes les fonctions publiques ſont des Charges ; mais toutes ces Charges ne ſont pas en titre d'Office.*

b C'eſt une ſuite de l'article précedent.

III.

Il y a cette difference entre les Commiſſions, dont on vient de parler dans l'article précedent, & les Charges municipales, & celles des Juge & Conſuls des Marchands ; que les Commiſſions ſont pour un temps indéfini, & ceſſent quand il plaît au Roi de les revoquer, au lieu que ces autres ſortes de Charges ont leur durée pour un tems reglé. Ainſi il faut diſtinguer dans toutes les Charges, Offices & Commiſſions trois differentes regles de leur durée ; car les Offices ſont pour la vie, les charges Municipales, & celles des Juge & Conſuls des Marchands ſont pour un certain tems, & les Commiſſions ſont pour un tems indéfini, tel qu'il plaît au Roy: de ſorte qu'au lieu que ceux qui exercent des Commiſſions peuvent être revoquez ſans aucune cauſe, ceux qui exercent des Offices les ont pour leur vie, & ne peuvent être revoquez ſans

3. *Les Charges municipales ſont pour un certain temps, les Offices pour la vie, les Commiſſions pour un tems indéfini.*

quelque cauſe qui pût le meriter. Il en eſt de même à l'égard de ceux qui exercent ces autres Charges de Juge & Conſuls, ou Municipales, car ils ne peuvent auſſi être revoquez, ni deſtituez pendant le tems que doit durer leur exercice, s'ils n'ont delinqué[c].

c C'eſt la difference qu'il faut faire entre les Charges municipales, les Offices, & les Commiſſions.

IV.

4. Trois ſortes d'Officiers, les Roiaux, ceux des Seigneurs, & ceux des Officialitez.

Pour les Offices, on peut en faire une premiere diſtinction de trois differentes eſpeces : la premiere, des Offices Roiaux ; c'eſt à dire, dont le Roy donne le titre : la ſeconde, des Offices des Seigneurs, qui ont le droit de donner des Proviſions, pour exercer ces ſortes de Charges de judicature unies à leurs terres, ſuivant le pouvoir qu'ils en ont du Roy par la conceſſion des droits de Juſtice[d] : la troiſiéme des Offices Eccleſiaſtiques, dont les Evêques donnent les titres ou proviſions, & qui rendent la Juſtice dans les Officialitez.

d Les Seigneurs qui ont droit de Juſtice dans leurs terres, y ont auſſi celuy de choiſir & de nommer ceux qui en doivent remplir les Charges, & ils leur donnent les proviſions ; c'eſt à dire, le titre pour poſſeder ces Charges, & les exercer : ainſi les Evêques qui n'avoient que la juriſdiction ſpirituelle aiant obtenu le privilege de la juriſdiction temporelle pour les Eccleſiaſtiques, ils ont le droit de nommer des Juges, qu'on appelle Officiaux, qui outre la juriſdiction ſpirituelle ont auſſi par ce privilege, que les Rois ont accordé à l'Egliſe, la juriſdiction temporelle, pour connoître des matieres de cette juriſdiction ſelon les bornes de la conceſſion de cette juriſdiction.

V.

5. Etenduë de la juriſdiction des officiers des Seigneurs.

Les Officiers des Seigneurs ſont par tout les mêmes pour l'exercice de la Juſtice ordinaire, & de la Police dans les terres de leur diſtrait, où ils connoiſſent de toutes matieres Civiles, hors quelques-unes reſervées aux Juges Roiaux : ils connoiſſent auſſi de tous crimes, excepté de quelques-uns, qu'on appelle cas Roiaux, & ces Officiers ſont les Juges & les Procureurs Fiſcaux, qui exercent dans ces Juſtices les fonctions qu'exercent les Gens du Roy dans les Juſtices Roiales. Les Seigneurs

ont auſſi dans leurs Juſtices des Greffiers, des Notaires, & des Sergens [e].

e On ne doit pas expliquer ici quelles ſont les matieres dont les Juges des Seigneurs ne peuvent connoître, c'eſt un détail aſſez connu.

VI.

Les Officiers Eccleſiaſtiques dans les Officialitez ſont les Officiaux, les Vicegerans; c'eſt à dire, comme Lieutenans des Officiaux, les Promoteurs, qui exercent dans les Officialitez les fonctions qu'exercent les Gens du Roy dans les Juſtices Roiales. Il faut mettre auſſi au nombre des Officiers, dont le miniſtere ſe rapporte à la Juriſdiction Eccleſiaſtique, le Greffiers, les Notaires Apoſtoliques, & les Appariteurs, qui exercent les fonctions des Huiſſiers & des Sergens [f].

6. Officiers Eccleſiaſtiques dans les Officialitez.

f Il ne faut pas mettre dans ce nombre des Officiers Eccleſiaſtiques les Conſeillers d'Egliſe, qu'on appelle auſſi Conſeillers-clercs dans les Compagnies de Juſtice; car ceux-ci ſont Juges Roiaux, & n'ont point de part à la juriſdiction ſpirituelle des Officiaux, dont il ſera parlé dans l'article ſuivant.

VII.

Ces Officiers Eccleſiaſtiques, Officiaux, Vicegerans, Promoteurs ont deux ſortes de Juriſdiction d'un caractere tout different: l'une, pour les matieres ſpirituelles, dont ils ſont Juges naturels comme de l'hereſie, de ce qui regarde les Sacremens & autres, & ils connoiſſent de ces matieres, non ſeulement entre Eccleſiaſtiques, mais auſſi entre Laïques, comme par exemple, de la validité d'un mariage: l'autre Juriſdiction qu'ils ont par Privilege, que les Rois ont accordé à l'Egliſe en faveur des Eccleſiaſtiques, de qui les cauſes même temporelles leur ſont attribuées non ſeulement pour juger entre Eccleſiaſtiques, mais auſſi entre un Eccleſiaſtique & un Laïque pour des matieres qui ne ſont pas reſervées aux Juges Roiaux [g].

7. Les Officiers Eccleſiaſtiques ont deux ſortes de juriſdiction, la ſpirituelle & la temporelle.

g Les Vicegerans ſont comme les Lieutenans des Officiaux, & les Promoteurs ſont ceux qui exercent dans la juriſdiction des Officiaux les fonctions que les Procureurs du Roy exercent dans la juriſdiction temporelle. V. l'art. precedent.

VIII.

8. *Les Officiers des Officialitez, & ceux des Seigneurs, ſont Officiers de juſtice.*

Ces deux ſortes d'Officiers ; ſçavoir, ceux des Officialitez [h], & ceux des Seigneurs ſont tous Officiers de Juſtice, dont les fonctions regardent l'adminiſtration de la Juſtice, & ceux des Seigneurs ont auſſi des fonctions de la Police, comme faiſant partie de la Juſtice ordinaire, & ils ont tous les uns & les autres leurs fonctions bornées, ainſi qu'on l'a expliqué dans les articles précedens: mais les Officiers Roiaux ont leurs fonctions plus diſtinguées, & plus étenduës, comme on le verra par les articles qui ſuivent.

h Il y a cette difference entre les Officiaux & les Conſeillers-clercs, dont on parlera dans l'article 12. *de cette ſection, que les Conſeillers-clercs n'ont aucune part à la juriſdiction ſpirituelle, & ſont ſeulement juges des matieres temporelles dans les Parlemens & dans les Preſidiaux, qui ſont tribunaux laiques, & que les Officiaux ont deux juriſdictions, l'une, qui leur eſt naturelle, & qu'ils tiennent des Evêques pour ce qui regarde le ſpirituel, & l'autre pour le temporel, qu'ils n'ont que par conceſſion.*

C'eſt l'uſage en France que les Seigneurs juſticiers ont leurs Juges dans leurs terres, comme dans les Duchez, Comtez, Marquiſats, & autres terres que les Seigneurs tiennent en juſtice, & où ils nomment leurs officiers, pour la faire rendre.

V. Les remarques qu'on a faites dans l'article 4. *de cette ſection.*

IX.

19. *Differentes ſortes de charges, qu'on tient du Roi.*

Pour diſtinguer les diverſes ſortes d'Officiers qui tiennent leurs Charges du Roy, il faut en conſiderer les differens ordres qu'on a expliquez dans le titre 9. Car on peut mettre dans ce rang tous ceux qui exercent des charges, dont le titre leur vient de l'autorité du Roy, & leur donne la qualité d'Officiers du Roy: ce qui comprend toutes les eſpeces de charges depuis les plus grandes, qu'on appelle plûtôt Charges qu'Offices juſques aux moindres. Ainſi les Charges des Officiers de la Couronne, les Charges des Officiers de la Maiſon du Roy, & celles des Officiers de Guerre, dont on a parlé dans l'article 3. de la Section 2. du Titre 9. ſont trois eſpeces de Charges qu'on tient du Roy. Ainſi les Charges de tous Officiers de Juſtice, Police, Finances, Monnoyes, Mines, Eaux, & Forêts, & toutes autres dont on a parlé dans la Section 3. de ce même Titre 9. ſont auſſi des eſpeces

especes de Charges dont l'autorité du Roy confere le titre [i].

i Pour reconnoître les differens caracteres de charges, dont le Roy confere le titre. V. le titre 9. du premier livre.

X.

Toutes ces differentes sortes de Charges, dont on vient de parler dans l'article precedent ont cela de commun qu'on les tient du Roy: ce qui les distingue des Offices des Seigneurs, & des Charges des Officialitez, & les distingue aussi des Charges municipales, & de celles des Juge & Consuls des Marchands; car quoi qu'ils ayent des fonctions qui ne sont en leurs mains que par l'autorité du Roy, ils les exercent sans provision ni autre titre que leur élection, & ce titre les distingue enfin des commissions; mais il faut remarquer dans ces mêmes Charges, que non seulement elles sont distinguées par leur nature des autres Charges & Commissions, dont on a parlé dans les articles précedens, mais qu'elles sont aussi distinguées entre elles par des caracteres qui leur donnent de differentes natures independamment de leurs fonctions qui en font les autres distinctions qu'on expliquera dans la Section suivante [l].

10. *Le Roy confere toutes les charges, dont on a parlé dans l'article précedent, ce qui les distingue des autres sortes de charges.*

l C'est une suite des articles précedens.

XI.

La plus singuliere des distinctions entre ces Charges, est celle que fait un caractere propre à la seule dignité des Pairs distinguez de tous autres Officiers même de la Couronne, en ce que cette dignité qui des Pairies fait des Charges de la Couronne est attachée pour les Pairs Ecclesiastiques à leurs Evêchez auxquels sont unis les Duchez ou Comtez qui leur donnent le titre de Pairs, & pour les Pairs Laïques à des terres titrées & érigées en pairies, dont tous les Pairs Laïques comme les Ecclesiastiques font ferment au Roy, au lieu que toutes les autres Charges sans exception sont independantes de toute union à aucune terre.

11. *Terres titrées & érigées en Pairies, qui donnent la qualité de Pairs.*

XII.

12. *Charges Eccleſiaſtiques autres que celles des Officialitez.*

On peut remarquer pour une autre diſtinction entre toutes les Charges de tous Officiers Royaux indiſtinctement celle des Charges Eccleſiaſtiques differentes de celles des Officialitez ; ainſi la Charge de grand Aumônier & les autres ſous luy ſont des Charges Eccleſiaſtiques, & il faut mettre dans le même rang les Charges de Conſeillers-Clercs ou Conſeillers d'Egliſe dans les Compagnies de Juſtice : ce qui affecte ces Charges à des Eccleſiaſtiques, & par là leur donne un caractere qui les diſtingue de toutes autres Charges propres aux Laïques; ſur quoy il faut remarquer cette difference entre les Charges de grand Aumônier & autres dont les fonctions ſont du miniſtere ſpirituel & celles des Conſeillers d'Egliſe, que celles-là ſont naturellement des Charges Eccleſiaſtiques à cauſe de leurs fonctions, quoi qu'elles ſoient affectées au ſervice du Prince, & que celles des Conſeillers d'Egliſe dans les Tribunaux Laïques, où ils connoiſſent des affaires temporelles entre toutes perſonnes Laïques & autres, ne ſont affectées à des Eccleſiaſtiques, que par un privilege accordé en faveur de l'Egliſe pour l'honneur de l'Etat Eccleſiaſtique, & pour maintenir dans ces Tribunaux les libertez & immunitez de l'Egliſe.

XIII.

13. *Deux ſortes de Charges, celles qui ſont venales, & celles qui ne le ſont point.*

Il faut encore remarquer une autre diſtinction de toutes les Charges qu'on tient du Roy en deux eſpeces : L'une de celles qui ſont venales, & l'autre de celles qui ne le ſont point ; ainſi les Charges de la Couronne ne ſont point venales ; & de celles de la maiſon du Roy, & auſſi de celles de la guerre pluſieurs ſont venales, & les principales ne le ſont point. Ainſi les Charges de Juſtice & de Finances, à la reſerve d'un tres petit nombre, ſont toutes venales *m*.

m ☞ *Il ſeroit inutile de faire des diſtinctions plus particulieres des Charges qui ſont venales, & de celles qui ne le ſont point, mais*

on ne peut ſe diſpenſer de remarquer ſur la venalité des charges des Offices de Juſtice, qu'on appelle charges de judicature, ainſi qu'elles ſont nommées par les Ordonnances, que cette venalité avoit été tres-expreſſément défenduë par un grand nombre d'Ordonnances.

Nous en ſuivant les Ordonnances de nos prédeceſſeurs, défendons à tous nos Officiers & Conſeillers, & à tous nos Sujets, que dorenavant nos Officiers & Conſeillers ne reçoivent aucune promeſſe, ni don pour faire avoir & obtenir aucun deſdits Offices, ſur peine à nos Officiers & Conſeillers de nous paier le quadruple, d'autant comme leur auroit été promis, donné ou baillé, & d'encourir nôtre indignation, & d'être punis griévement; & à nos Sujets ſur peine de perdre l'Office qu'ils auront obtenu, & privez de tous Offices Royaux, & de nous paier ſemblablement le quadruple. Voulons qu'iceux nos Offices ſoient donnez & conferez à gens ſuffiſans, & idoines liberalement, de nôtre grace, & ſans aucune choſe en paier, afin que ſans exaction ils adminiſtrent la Juſtice à nos ſujets. Ordonnance de Charles VII. du mois d'Avril 1453. *art.* 84.

V. Les Ordonnances de Charles VIII. en Juillet 1493. *art.* 68. *de Loüis XII. en Mars* 1498. *art.* 40. *de François I. en Octobre* 1535. *chap.* 1. *art.* 2. *des Etats d'Orleans, art.* 39. *&* 40. *de Moulins, art.* 11. *& de Blois art.* 100. *&* 104.

Ces Ordonnances étoient conformes aux loix que Juſtinien fit pour défendre la venalité des charges de judicature.

Ad hanc ſacram venimus legem: per quam ſancimus, neque proconſulariam ullam, neque hactenus vocatam vicariam, neque comitem orientis, neque aliam quamlibet adminiſtrationem, neque proconſularem, neque præſidialem, (quam conſularitias & correctivas vocant) quarum expreſſim meminit ſubjecta huic ſacræ legi noſtræ deſcriptio, quaſque ſolas ſub hac lege ducimus, dare aliquod ſuffragium, neque pro adminiſtratione quamlibet donationem neque judici ulli, neque horum qui circa adminiſtrationem ſunt aliqui, neque alteri per occaſionem patrocinii: ſed gratis quidem ſumere adminiſtrationes. *Novel.* 8. *cap.* 1.

Cogitatio igitur nobis facta eſt, quod agentes omnia quæcumque in noſtris provinciis ſunt, uno actu communi ad meliora migraremus. Hoc enim omnino eventurum credimus, ſi præſides gentium quicumque civiles adminiſtrationes provinciarum habent, *puris* procuremus uti *manibus* & ab omni abſtinere acceptione pro illis ſolis contentos eis quæ à fiſco dantur, quod non aliter fiet, niſi & ipſi cingula ſine mercede percipiant, nihil omnino dantes nec occaſione ſuffragiorum, neque iis qui cingula habent, nec alii omnium ulli. Conſideravimus enim, quia licet quæſtus immodicus imminuitur imperio, attamen noſtri ſubjecti incrementum maximum percipient, ſi indemnes à judicibus conſerventur: *&* im-

perium & fiscus abundabit utens subjectis locupletibus : & uno introducto ordine, plurima rerum & innumera erit ubertas. *Nov. 8. in Præfat.*

Volentes enim inhonesta hæc & servilia furta perimere, & nostros subjectos in quiete à provincialibus judicibus conservare : propterea festinavimus gratis administrationes eis dare, ut nec ipsis liceat delinquere, & abripere subjectis, quorum causa omnem perferimus laborem, dedignantes imitari eos qui ante nos imperaverunt, qui pecuniis ordinabant administrationes sibimetipsis auferentes licentiam administratoribus nocentibus increpandi justè, & ipsi ea quæ percipiebant, celando, justi putati & proprios collatores propter hoc abripere à malis judicibus non valentes : unde nec ipsis judicibus increpare poterant agere castè, occasione prædictæ causæ. Nos autem sufficientem imperio quæstum esse putamus, ut collatores sola fiscalia conferant tributa, & nihil aliud extrinsecus quæratur quod subjectis omnem commoveat vitam. *Eod. C.* 11.

Oportet igitur, ut qui hunc magistratum suscipit semper autem gratis eum & absque ulla datione pecuniæ ipsi conferimus ut & ipse per omnia sordibus abstineat, & his solis quæ ex publico solvuntur, contentus sit, id quod etiam prima nostra lex dicit, justè & purè & cum quadam asperitate humaniter se erga subditos gerat quemadmodum in priore lege disposuimus. *Novel.* 24. *c.* 2.

Mais l'exemple de l'ancienne venalité des charges, & les necessitez pressantes de l'Etat dans les siecles passez, firent qu'on commença de déroger à ces loix & à ces Ordonnances, & la venalité s'est insensiblement établie au point où elle est, ainsi cet abus, si fort condamné par toutes ces loix, & par toutes ces Ordonnances, a passé en usage reglé, & a été autorisé par d'autres suivantes.

V. L'Ordonnance du premier Decembre en 1567. *& l'Edit du* 28. *Decembre* 1604. *de sorte qu'il n'a plus le nom odieux d'abus, & peut-être même n'a-t-il pas de plus grands inconveniens que pourroient en avoir les voies les plus naturelles de remplir ces charges.*

Personne n'ignore que la maniere naturelle de remplir ces sortes de charges & toutes les autres, est que le Prince nomme lui-même les Officiers ; & que comme c'est lui qui regle leurs fonctions, & qui leur donne leur autorité, c'est aussi lui qui doit en faire le choix : mais comme il est impossible que le Souverain d'un grand Etat puisse prendre le temps pour pourvoir à toutes les charges vacantes, ni connoître assez de personnes, pour les remplir toutes par son propre choix, il est d'une necessité absoluë qu'il se restreigne à peu d'Officiers, dont il se reserve la nomination, & qu'il se décharge sur d'autres personnes pour la multitude.

C'est par cette raison qu'on voit dans les Ordonnances qu'il avoit

été pourvû à remplir les charges de Judicature par des Elections des Compagnies de Justice, qui faisoit un choix de quelques personnes, dont le Roy en nommoit un, pour remplir la charge vacante ; & ces Elections étoient differemment reglées par les Ordonnances, comme par celles de Philippe le Bel en 1302. *art.* 22. *de Charles VI. en* 1388. *de Charles VII. en* 1406. *en* 1446. *art.* 1. *en* 1453. *art.* 83. *de Loüis XII. en Mars* 1498. *art.* 47. *en Novembre* 1507. *art.* 208. *en Juin* 1510. *art.* 41. *de François I. en Juin* 1536. *art.* 30. *des Etats d'Orleans art.* 39. *de ceux de Moulins art.* 11. *& de ceux de Blois art.* 104.

Cette voie si juste & si reguliere ne laissoit pas d'avoir ses inconveniens ; car l'interêt, la faveur, les brigues, l'autorité des personnes puissantes, & d'autres motifs, faisoient souvent tomber le choix sur des personnes indignes : & on peut dire de cette voie de l'Election, & de toutes autres, qu'on sçauroit penser que tout ce qui peut dépendre des hommes sur tout de plusieurs, est sujet à dépendre souvent de principes bien éloignez de la justice & de la raison ; & que s'il n'y a d'une part que le seul interêt public, il est facile qu'il soit balancé par d'autres vûës plus touchantes, qui portent à tout le contraire à ce bien ; & c'est par-là qu'on peut se consoler de l'état present, & s'accoûtumer à cette maniere de pourvoir aux charges, & peut-être pourroit-on dire même qu'elle donne au public des sujets moins indignes de remplir les charges, que n'en donnoient les Elections ; car au lieu que les Elections sont des occasions à de grands Seigneurs, & autres personnes puissantes d'emploier leur credit & leur autorité, pour faire nommer des personnes à qui ils devroient quelque recompense ou qu'ils voudroient favoriser par d'autres motifs, & qui seroient sans merite, sans probité, sans capacité, & que les Electeurs ont aussi leurs vûës, leurs interêts, & leurs passions, qui font préferer à ceux qu'il faudroit nommer leurs parens & leurs amis capables ou non, au lieu que les personnes, qui ont le moien d'acheter des charges pour leurs enfans, tâchent de leur donner une éducation qui les en rende capables ; & la venalité n'empêche pas qu'il n'y ait plusieurs Magistrats d'un tres-grand merite, & qui joignent à beaucoup de lumiere & de science une parfaite integrité. Il est vrai que la multitude n'a pas ce merite : mais pour faire justice à la verité, il faut reconnoître que ce n'est pas la venalité seule des charges qui en est la cause, & qu'il y en a une autre, dont on auroit bien plus de sujet de gemir, qui est la facilité des receptions des Officiers, car si lors même que les charges de judicature n'étoient pas venales, & que les Officiers étoient choisis avec tant de précaution, les Ordonnances vouloient qu'on ne laissât pas de faire des enquêtes de vie & mœurs de ceux qui étoient nommez par le Roy aprés les élections solennelles des Compagnies, & qu'ils fussent bien examinez sur leur capacité, comme on le voit par les Ordonnances de Loüis XII. en Mars 1498. *art.* 32. *de François I. en Octobre* 1535. *chap.* 1. *art.* 1. *Etats d'Or-*

leans art. 4. *art.* 10. *de Moulins art.* 9. *art.* 71. *& de Blois art.* 102. *art.* 107. *&* 108.

On devroit à bien plus forte raiſon aujourd'hui, que l'examen des officiers fait la preuve unique de leur capacité, le faire tel que les examinateurs ſe cruſſent, comme ils le ſont en effet, cautions & garans envers le public de la capacité de ceux qu'ils reçoivent ; mais au contraire cét examen eſt ſi leger, qu'on ne voit preſque pas d'incapacité qui ſoit rejettée, au lieu que s'il ſe faiſoit bien exactement, & tel qu'il pût ſuffire, pour faire juger du ſens & de la capacité de l'officier, il repareroit l'inconvenient de la venalité des charges, en rendant le commerce inutile à ceux qui ne ſe trouveroient pas en être capables.

Il faut remarquer ici ſur le ſujet des charges venales, que comme le titre de l'office & le droit de l'exercer conſiſte aux proviſions qu'en donne le Roi, qui ſeul peut faire des officiers, & que ce droit eſt attaché à la perſonne, & ne peut pas être en commerce: de ſorte qu'un officier vendant ſa charge met l'acquereur en ſa place pour l'exercer, l'effet de la vente eſt de donner à l'acquereur une demiſſion de la charge entre les mains du Roy en ſa faveur, afin qu'il en ſoit pourvû ſur cette demiſſion, qui ſe fait par une procuration, pour reſigner ; & ſi l'officier meurt ſans avoir diſpoſé de ſa charge, cette reſignation ſe donne par ſes heritiers; & c'eſt ainſi qu'il faut entendre l'effet de la venalité des charges, ſur quoy il faut auſſi remarquer que les héritiers de l'officier n'ont eu ce droit que depuis l'établiſſement du droit annuel par l'Edit de Henry IV. du 12. *Decembre* 1604. *car auparavant la mort de l'officier faiſoit perdre l'office à ſes heritiers, mais par l'annuel l'officier qui l'a paié dans l'année de ſon decés, conſerve le droit de reſigner dans ſa ſucceſſion: mais quoique le paiement du droit annuel faſſe paſſer aux heritiers de l'officier le droit qu'il avoit de le reſigner, on ne donne pas pour cela à ces offices la qualité d'héreditaires, parce que de leur nature ils ne le ſont point, par les raiſons qu'on vient d'expliquer : mais on diſtingue ces offices de ceux qu'on appelle communément héreditaires tels que ſont ces offices, qu'on appelle autrement domaniaux, non ſujets au droit annuel comme les Greffes diſtinguez des autres offices, en ce qu'ils font partie du Domaine du Roy, à cauſe des émolumens qui en proviennent, & qui paſſent des acquereurs de ces Greffes à leurs héritiers, de même que les autres biens du Domaine aliené par engagement, au lieu que les autres offices non héreditaires ne produiſent au Roi aucun revenu que le droit anuuel, qui n'eſt pas un fruit de l'office comme ces émolumens ſont un fruit des Greffes.*

Mais il ſemble qu'on peut dire de cette diſtinction, qui appelle héreditaires ces offices domaniaux, que ce qu'il y a d'héreditaire dans ces offices n'eſt pas l'office même qui donne le droit d'en exercer les fonctions, mais que c'eſt ſeulement le droit de recevoir ce revenu, qui eſt un droit ſéparable de l'office, & tellement ſéparable, que lorſque

le Greffier eſt decedé, ſes héritiers, qui ſe trouveront incapables de cette fonction comme ſi ce ſont des mineurs ou des femmes, ne laiſſeront pas de joüir du revenu; mais ils ſeront obligez de faire commettre un Greffier qui exerce les fonctions du Greffe moiennant un ſalaire, & ce ſera ce Greffier en exercice qui tiendra lieu d'officier ſans droit à ce revenu: de ſorte que dans ces offices ce n'eſt ni la qualité, ni la fonction de Greffier, qui eſt héréditaire, mais c'eſt ſeulement le droit à l'émolument qui peut être ſéparé de la fonction. Ainſi comme ce n'eſt que la fonction qui fait l'officier, ce n'eſt pas proprement l'office qui eſt héréditaire; & c'eſt par cette raiſon qu'on n'a pas mis au nombre des diſtinctions des charges, qu'on a expliqué dans cette ſection, celle des charges héréditaires & domaniales.

Par le droit Romain il y avoit quelques-unes des mêmes charges de la maiſon du Prince, qu'on appelloit milices, qui étoient venales.

Inter venditorem & emptorem militiæ, ita convenit, ut ſalarium, quod debeatur ab illa perſona, emptori cederet. Quæſitum eſt, emptor militiæ quam quantitatem à quo exigere (debet) & quid ex ejuſmodi pacto venditor emptori præſtare debeat. Reſpondit. Venditorem actiones extraordinarias eo nomine, quas haberet præſtare debere. *l. 52. §. 2. ff. de act. empt. & vend.*

Super hypothecis, quas argenti diſtractores vel metaxarii, vel alii quarumque ſpecierum negotiatores pecunias ſibi credentibus dare ſolent, hoc ſpecialiter ſuper amputanda omni machinatione ſancimus, ut ſi poſt hujuſmodi contractum liberis ſuis, vel alio modo cognatis, quamcumque militiam iidem negotiatores acquiſierint (eam tamen quæ vendi vel ad heredes ſub certa definitione tranſmitti poteſt) liceat creditoribus eorum etiam non probantibus ex pecuniis eorumdem negotiatorum liberos eorum vel cognatos militaſſe) (dum tamen contrarium non probetur, alios ex ſuo patrimonio dediſſe pecunias) creditum ab his qui militarint exigere: vel tantum eos efflagitare quanti vendi eadem militia poſſit. Quod ita obtinere ſancimus, & ſi extraneis quibuſdam iidem negotiatores de ſuis pecuniis hujuſmodi militiam acquiſiſſe probentur: ut quod generaliter in ipſis debitoribus militantibus talem militiam, quæ vendi vel ad heredes tranſmitti poteſt, permiſſum eſt, ut liceat creditoribus & adhuc viventium debitorum jure hypothecæ vindicare militias, niſi ſibi ſatisfiat: & poſt mortem eorum exigere quod pro hiſdem militiis pro tenore communis militantium placiti, vel divinæ ſanctionis tale præſtantis beneficium, dari ſolet: hoc in negotiatorum perſonis, licet ipſi militantes minimè debito obnoxii ſint, integrum creditoribus eorum ſervetur. *l. ult. C. de pignor. & hypoth.*

Propterea igitur ſancimus ea quæ appellantur ex caſu, non omnibus promptè ſubjacere: niſi tamen creditor fuerit qui ad hoc ip-

ſum mutuavit, ut militia illi meretur. Alioqui aliis creditoribus non promptè damus hoc: ſed ſiquidem filii fuerint aut uxor defuncti, iſtos omnibus præponimus modis, ut adeant nos : & ſecundum juſſionem noſtram hoc habeant non tanquam paternam hereditatem ſi in aliis inops ſit, ſed tanquam imperialem munificentiam : ut & ſubſtantiam relinquentibus, & non habentibus, merito ſolatium præbeamus. Si vero nullus eis neque filius neque uxor fuerit, neque creditor qui ad ipſam militiam mutuavit : tunc & aliis creditoribus præbemus hoc ne videamur in humanum aliquid facere, & non propter piam & Deo placentem actionem ponere legem: de militia quippe ſpectabilium ſilentiariorum proprie datis & largitis eis privilegiis in ſua virtute manentibus. *Nov.* 53. *cap.* 5.

V. Nouvell. 97. *cap.* 4.

XIV.

14. Proviſions du Roy pour les offices Roiaux, vanaux, & autres.

De toutes ces mêmes Charges dont le Roy pourvoit, venales ou autres, il n'y a qu'une ſeule maniere d'en avoir le titre pour les poſſeder & les exercer, & ce titre conſiſte aux Lettres de Proviſions que le Roy en donne ; car comme il n'y a que luy qui puiſſe créer des Offices, il n'y a auſſi que luy qui puiſſe en pourvoir & en donner la qualité d'Officier que donnent ces Lettres ; mais il y a cette difference entre les Charges venales & celles qui ne le ſont point ; que pour celles-cy c'eſt le Roy qui appelle aux Charges ceux que bon luy ſemble, ſans que rien precede leur titre que le choix qu'il fait pour les donner à ceux qu'il en juge dignes, & pour les Charges venales, il en donne les proviſions ſans diſcernement de perſonnes à ceux qui en ont la reſignation, ſoit de l'Officier s'il reſigne luy-même, ou de ſes héritiers à qui ce droit a paſſé, & il laiſſe la connoiſſance des mœurs & de la capacité de ceux qu'il pourvoit, ſoit d'Offices venaux ou autres aux Officiers à qui il adreſſe leur reception.

n ☞ On peut remarquer ſur cet article, qu'encore qu'il n'y ait qu'une maniere, dont le Roy confere le titre d'une charge, & qui conſiſte aux proviſions, il y a bien des cas differens qui diverſifient les manieres d'acquerir des charges, & d'en faire paſſer le titre d'une perſonne à une autre. Ainſi pour les charges non venales, lors que le Roi en crée de cette nature, il en pourvoit ceux qu'il y appelle par ſon choix.

choix ; & ſi une de ces charges vient à vaquer, ou par la mort du titulaire, ou par ſa demiſſion entre les mains du Roy, pour en diſpoſer, le Roy en pourvoit un autre ; & il en ſeroit de même ſi la charge vaquoit par une deſtitution de l'Officier, qui auroit délinqué d'une maniere qui le rendît indigne de la charge, & qui meritât qu'il en fût privé. Ainſi pour les charges venales, lorſque le Roy en fait une création, comme c'eſt pour en tirer une finance, ceux qui la portent en ſont pourvûs ; & ſi une de ces charges, ſoit d'ancienne ou de nouvelle création, vient à vaquer par la mort du titulaire, qui n'auroit pas paié l'annuel, le Roy en pourvoit celuy qui la leve aux parties caſuelles ; c'eſt à dire, qui y porte la finance à laquelle l'office eſt taxé ; & ſi l'Officier eſt deſtitué le Roy en pourvoit un autre à ſa place, ſoit pour la finance ou par grace, s'il veut la donner ; & ſi l'Officier reſigne ſa charge, ou qu'étant mort aprés le paiement de l'annuel ſes héritiers la reſignent, le reſignataire eſt pourvû pour lui ſucceder ; c'eſt à cauſe de ces manieres qui font vacquer les charges, c'eſt à dire, qui font que l'office ceſſe d'être poſſedé par un titulaire, qu'on dit que les offices vacquent en trois manieres, par mort, par reſignation, & par forfaicture ; c'eſt à dire, par le délit de l'Officier, qui a merité ſa deſtitution ; car l'Officier ne peut être deſtitué s'il n'a delinqué, comme il a été dit dans l'article 3.

XV.

15. Diverſes combinaiſons des fonctions de juſtice, police, & finances.

Il y a des Charges dont les fonctions ſont mêlées de Juſtice & Police, d'autres qui n'ont que des fonctions de Juſtice ſans police ; & il y en a auſſi dont les fonctions ſont mêlées de Juſtice & de Finances, & d'autres qui avec quelques fonctions de Juſtice & de Finances, ont auſſi quelques fonctions de police, & d'autres n'ont que des fonctions de Finances ſans adminiſtration de Juſtice, ni fonction de police ; mais il n'y en a point qui ayent la direction de la police ſans quelque adminiſtration de Juſtice ; car les Reglemens de la police ne peuvent s'obſerver ſans le miniſtere de l'autorité propre à la Juſtice. On verra dans les articles qui ſuivent des Charges de toutes ces ſortes [o].

o On jugera de ces diverſes combinaiſons des fonctions de juſtice, Police, & finances par les articles qui ſuivent.

XVI.

16. Charges dont les fonctions ſont mêlées de juſtice & de Police.

Les Charges dont les fonctions ſont mêlées de Juſtice & de police, ſont celles des Parlemens, des Baillifs, Sénéchaux, & autres ſemblables Officiers Royaux qui ren-

dent la Justice en toutes matieres, & que par cette raison on appelle Juges ordinaires, & les Charges des Officiers des Seigneurs ont aussi la police dans leurs Terres avec la Justice *p*.

p Toutes ces sortes d'Officiers ont l'administration de la justice & de la Police, parce qu'ils ont une juriſdiction universelle pour toutes matieres à la reserve de quelques-unes, qui ont été distraites & attribuées à d'autres Officiers.

V. L'article suivant.

XVII.

17. *Charges de justice sans fonctions de Police.*

Les Charges qui n'ont que des fonctions de Justice sans police, sont celles des Cours des Aides, de la Cour des Monnoyes, des Elections, des Greniers à Sel, & d'autres Officiers qui ont l'administration de la Justice pour les matieres qui sont de leur connoissance, & qui ne s'étendent pas à ce qui regarde la police *q*.

q Les Officiers dont il est parlé dans cet article n'ayant pas l'administration de la justice ordinaire dans toute son étenduë, & la police ne leur étant pas attribuée, ils n'en connoissent point.

XVIII.

18. *Charges mêlées de fonctions de justice & de finances, & quelques-unes aussi de justice, police, & finances.*

Les Charges mêlées de fonctions de Justice & de Finances sont ces mêmes Charges des Cours des Aydes, des Elections, des Greniers à Sel; car dans ces Compagnies on exerce les fonctions de la Justice même entre particuliers pour des matieres qui sont de leur connoissance, & qui sont matieres de Finances, & on y connoît aussi d'autres matieres de Juriſdictions ordinaires qui peuvent y être portées, comme dans des ordres de biens saisis de leur autorité, où il peut naître des questions de toute nature dans les questions du titre de noblesse pour l'exemption des Tailles & autres semblables, & les Charges des Chambres des Comptes, & celles des Tresoriers de France sont aussi mêlées de fonctions de Justice & de Finances, & les Tresoriers de France ont encore des fonctions de police pour la voyerie des chemins, chaussées, ponts, pavez, ports & passages qui leur est attribuée par les Ordonnances. Ainsi les Tresoriers

de France ont tout enſemble des fonctions de Juſtice, de Finances & de police *r*.

r Ces differentes juriſdictions de ces charges ſont un effet des attributions qui leur ont été faites par les Ordonnances.

V. La remarque qui a été faite ſur l'article 13. de la ſection ſuivante.

XIX.

19. *Charges de finances ſans fonctions de juſtice ni de police.*

Les Charges qui n'ont que des fonctions de Finances ſans adminiſtration de Juſtice ni de fonctions de police, ſont celles des Receveurs generaux & particuliers des Tailles & d'autres Officiers ſemblables, de qui les fonctions ſont bornées, ou à recevoir les deniers de leurs Charges, & en rendre compte, ou à d'autres fonctions bornées aux Finances *ſ*.

ſ C'eſt la nature de ces charges.

XX.

20. *Les fonctions de police renferment des fonctions de juſtice.*

On ne donne point d'exemple de Charges qui n'ayent que des fonctions de police ſans aucune fonction de Juſtice; car comme il a été dit dans l'art. 9. l'adminiſtration de la police renferme l'uſage de l'autorité de la Juſtice. Ainſi les Charges même municipales, dont l'une des fonctions eſt la police des Villes que les Officiers municipaux exercent avec les Baillifs, Sénéchaux & autres Officiers Royaux, comme il a été dit en ſon lieu *t*, ont auſſi la fonction de juger les differends qui naiſſent entre particuliers pour le fait de la police, & de faire avec les Officiers Royaux les Reglemens neceſſaires, & en maintenir l'obſervation qui ſont autant de fonctions de Juſtice.

t V. L'art. 2. de la ſection 2. du Titre 9.

XXI.

21. *Grand Conſeil.*

Parmi les Charges des Officiers de Juſtice, il faut diſtinguer une Compagnie d'une dignité & d'une autorité ſinguliere, qui eſt le Grand Conſeil du nombre des Compagnies ſuperieures, & qui eſt unique dans le Royaume & connoît des matieres qui regardent les Archevêchez, les Evêchez, les Abbayes & les autres Benefices, dont

la connoiſſance lui eſt attribuée, des indults, des cauſes de certaines perſonnes, & certains ordres, des reglemens de Juriſdiction entre les Parlemens & les Preſidiaux, des contrarietez d'Arrêts de diverſes Compagnies, & d'autres matieres de cette nature [u].

u Ce Tribunal a ſes fonctions reglées par les Ordonnances & les Reglemens.

XXII.

22. *Juges des Privilegiez.*

Il y a encore d'autres Juriſdictions ſingulieres établies en faveur des perſonnes privilegiées, qui ont pour Juges en leurs cauſes les Officiers de ces Juriſdictions; ainſi les Requêtes de l'Hôtel & celles du Palais ont été établies pour connoître des cauſes des Officiers de la Maiſon du Roy, & d'autres perſonnes qui ont ce droit qu'on appelle de *committimus*, qui leur permet de faire tirer leurs cauſes de toutes autres Juriſdictions pour les faire juger dans ces Tribunaux, en ce qui eſt de leur connoiſſance; ainſi qu'il eſt reglé par les Ordonnances, & on peut mettre en ce rang de Juges pour des privileges, les Conſervateurs des privileges des Univerſitez & autres Officiers à qui les Rois ont fait de ſemblables attributions en faveur de quelques perſonnes [x].

x Ces juriſdictions ſont diſtinguées par les Ordonnances qui les ont établies, & par des reglemens.

XXIII.

23. *Juges des Marchands.*

On peut mettre au nombre des Juriſdictions extraordinaires celle des Juges des Marchands, qu'on appelle Juge & Conſuls des Marchands, dont les fonctions & les Charges ne ſont pas proprement Offices; car ils n'en ont pas de proviſion du Roy, mais les Ordonnances ont permis aux Marchands de nommer chaque année quelques-uns d'entre-eux pour connoître de leurs differends pour le fait de leur commerce; ainſi qu'il eſt reglé par ces Ordonnances, & cette Juriſdiction a ſon utilité par la prompte expedition qui ſe fait des differends, dont la nature eſt telle que les Marchands même peuvent en être les Juges [y].

y V. Les Ordonnances de Novembre 1563. de May 1566. & autres qui regardent l'établiſſement & la juriſdiction de ces Juges.

XXIV.

Dans toutes les Jurisdictions, il faut distinguer une autre nature de charges, qui sont celles des Greffiers, dont les fonctions sont d'écrire les Arrêts, les Sentences, les Jugemens, & les Ordonnances des Juges, & autres Actes, qui se font en justice. C'est encore une autre fonction des Greffiers de demeurer dépositaires des Actes qui doivent être conservez, & d'en faire des expeditions qu'ils signent, pour les délivrer à ceux qui peuvent avoir droit de les demander; & ces expeditions étant signées des Greffiers portent la preuve de leur verité [z]. 24. *Greffiers.*

z V. La section 1. *du Titre* 5.

XXV.

Il faut encore distinguer dans toutes les jurisdictions les charges des Procureurs qui sont établis, pour representer les parties, postuler pour elles, & pour instruire & faire juger les procez [a]. 25. *Procureurs.*

a V. la section 2. *du Titre* 5.

XXVI.

Il y a encore une autre distinction de charges necessaires dans toutes les jurisdictions, qui sont celles des Huissiers, dont les fonctions sont d'assister les Juges dans les leurs selon le besoin, d'être assidus pour ce service aux entrées des Chambres où se rend la justice, & aux occasions des ceremonies. Les fonctions des Huissiers consistent aussi à faire dans le Palais les significations necessaires aux Procureurs des parties, & à mettre à execution les Arrêts, Sentences, & tous les autres ordres de la justice [b]. 26. *Huissiers.*

b V. La section 3. *du Titre* 5.

XXVII.

Les charges des Sergens sont aussi distinguées des autres charges, dont on a parlé dans les articles précedens; & leur principale fonction est de mettre à execution de 27. *Sergens.*

même que les Huiſſiers, les Arrêts, les Sentences, & les autres ordres de juſtice [c].

c V. La ſection 3. du Titre 5.

XXVIII.

28. Deux ſortes de Juriſdictions, la volontaire & la contentieuſe.

On pourroit encore diſtinguer les charges de juſtice par la difference qu'il faut faire de deux ſortes de juriſdictions : l'une, qu'on appelle volontaire, qui s'exerce ſans parties & ſans conteſtation par le pouvoir de faire des reglemens, & par une direction d'un détail d'affaires de la connoiſſance de ceux qui exercent cette juriſdiction ; & l'autre, qu'on appelle contentieuſe, qui s'exerce entre parties, dont on juge les differends : ainſi les Chambres des Comptes & les Treſoriers de France, & d'autres Officiers de finances ont une juriſdiction volontaire & de direction, ſoit pour faire des reglemens generaux ou particuliers, ou pour oüir les comptes des Officiers comptables, & pour d'autres fonctions ſemblables. Ainſi les Parlemens, les Cours des Aydes, les Baillifs & Sénéchaux, & tous autres Officiers qui jugent les differends des particuliers ont une juriſdiction contentieuſe : mais cette diſtinction de la juriſdiction volontaire & de la juriſdiction contentieuſe, qui a ſa juſtice pour diſtinguer ces deux eſpeces de fonctions, ne l'a pas de même pour la diſtinction des charges ; car encore que celles des Chambres des Comptes [d], & des Treſoriers de France ayent leurs principales fonctions de juriſdiction volontaire, elles en ont auſſi quelques-unes de juriſdiction contentieuſe ; & au contraire, quoi que les Parlemens, les Baillifs, & Sénéchaux, & autres Officiers de juſtice, ayent leurs fonctions ordinaires de la juriſdiction contentieuſe, ils ont auſſi des fonctions de juriſdiction volontaire, ſoit pour faire des Reglemens, ou pour des Actes de juſtice, qui

d Quoique les principales fonctions d'Officiers des Chambres des Comptes & des Treſoriers de France ſoient de la juriſdiction volontaire, ils en ont auſſi quelques-unes de la juriſdiction contentieuſe, qui ſe trouvent incidentes aux matieres de leur connoiſſance, & les Treſoriers de France ont une juriſdiction pour le Domaine & pour la voierie, qui leur donne auſſi à juger des conteſtations entre particuliers, ainſi qu'il a été expliqué en ſon lieu.

ſont de cette juriſdiction, comme les receptions d'Officiers, les ſcellez, les Actes de nomination de tuteurs, les Inventaires, & pluſieurs autres. Ainſi on peut dire que de toutes les charges en general quelques-unes ont leurs fonctions plus ordinaires, qui ſont de la juriſdiction volontaire; & que d'autres ont leurs fonctions plus ordinaires, qui ſont de la juriſdiction contentieuſe [e].

e Omnes proconſules ſtatim quam urbem egreſſi ſunt habent juriſdictionem, ſed non contentioſam, ſed voluntariam ut ecce manumitti apud eos poſſunt tam liberi quam ſervi & adoptiones fieri. *l.* 2. *c. de officio Proc. & leg.*

V. L'article 10. *de la ſection* 2.

XXIX.

29. *Notaires.*

Cette diſtinction de la juriſdiction volontaire & de la juriſdiction contentieuſe, oblige à remarquer une eſpece particuliere d'Officiers, dont les fonctions ſont d'un tres-grand & tres-fréquent uſage, & qui ont une eſpece de juriſdiction volontaire ſans aucune part à la juriſdiction contentieuſe, qui ſont les Notaires; car les fonctions des Notaires renferment deux caracteres d'une juriſdiction volontaire: le premier conſiſte en ce que leur preſence & leur ſeing ſert de preuve de la verité des Actes qui ſe paſſent pardevant eux; & qu'au lieu que dans les écritures, qu'on appelle privées; c'eſt à dire, qui ne ſont ſignées que des parties, leurs ſeings étant inconnus en juſtice, il faut les verifier s'ils ſont conteſtez, les ſeings des Notaires Officiers publics portent la preuve de la verité des Actes qu'ils ſignent: & le ſecond de ces caracteres conſiſte en ce que les Actes, qui contiennent quelque obligation d'une partie envers l'autre, étant ſignez par des Notaires, donnent l'hypoteque ſur les biens de celui qui eſt obligé, qu'une obligation ſous ſeing privé ne donneroit pas: & comme c'eſt en France l'autorité de la juſtice qui donne l'hypoteque, c'eſt par une eſpece de juriſdiction que les Notaires ont cette fonction, que l'hypoteque eſt acquiſe par leur ſignature; & c'eſt à cauſe de cette juriſdiction volontaire qu'en quelques Provinces les Notaires mettent dans les Actes qu'on paſſe pardevant eux, que ceux qui les font *ſe ſont dûëment ſoûmis, & ſont condamnez à en-*

tretenir ce qu'ils promettent par où l'on a voulu marquer cette juriſdiction volontaire, à laquelle ſe ſoûmettent les contractans *f*.

f La fonction des Notaires renferme cette eſpece de juriſdiction, qui eſt marquée par le Sceau Roïal, dont ils ſont dépoſitaires pour ſceller les Actes, & ce Sceau eſt ſuppoſé dans les Actes, qui ne ſont point ſcellez.
V. L'art. 2. & ſuivans de la ſection 5. du Titre 5.

XXX.

30. *Diſtinction des Charges compatibles, & de celles qui ſont incompatibles.*

On peut encore remarquer dans les differentes eſpeces de charges un autre caractere, qui en fait une autre ſorte de diſtinction de celles qui ſont incompatibles; c'eſt à dire, qui ne peuvent être poſſedées & exercées par une même perſonne, & de celles qui ſont compatibles, & qu'un ſeul peut avoir & exercer enſemble. Ainſi toutes les Charges de juſtice ſont incompatibles; car outre qu'il eſt de l'ordre de la ſocieté des hommes, que les emplois y ſoient partagez, & que chacun y ait le ſien diſtingué des autres, chacune de ces charges demande une application, dont l'aſſiduité, ſoit pour l'étude, ou pour le détail des fonctions, ne permet pas d'en exercer d'autres; & ces mêmes raiſons, qui rendent deux charges de juſtice incompatibles, font qu'on ne peut auſſi avoir en même tems une charge de juſtice, & une charge de finances. Ainſi au contraire, comme les Charges des Receveurs peuvent s'exercer par des Commis, & qu'un ſeul Officier peut faire deux diverſes recettes, ces ſortes de charges ne ſont pas incompatibles; & on peut exercer une recette de decimes avec une recette de Tailles ou de Taillon *g*.

g V. L'Ordonnance du 17. Juillet 1554.
Nemo ex his, qui advocati cauſarum conſtituti ſunt vel fuerint etiam in hac regia urbe, in quocumque judicio deputati, & in aliis omnibus provinciis noſtro ſubjectis imperio, audeat in uno eodemque tempore tam advocatione uti, quam conſiliarii cujuſcumque magiſtratibus, quibus reſpublica gerenda committitur, curam arripere: cum ſatis abundeque ſufficiat, vel per advocationem cauſis perfectiſſimè patrocinari, vel adſeſſoris officio fungi: ne, cum ad utrumque feſtinat, neutrum bene peragat: ſed ſive advocatus eſſe maluerit, hoc cum debita ſolertia adimplere poſſit: vel ſi adſeſſionem elegerit, in ea videlicet permaneat. Ita tamen ut, poſt conſiliarii ſollicitudinem depoſitam, liceat ei ad munus advocationis reverti. Nec ſit conceſſum cuiquam duobus magiſtratibus adſidere & utriuſque judicii curam peragere: (Neque enim facile credendum eſt etiam duabus neceſſariis rebus unum ſufficere. Nam, cum uni judicio adfuerit,

adfuerit, alteri abſtrahi neceſſe eſt : ſicque nulli eorum idoneum in totum inveniri,) ſed altera adſeſſione penitus ſemota unius magiſtratus eſſe contentum judicio. *l.* 14. *de adſeſſor.*

His quidem quibus indultum hactenus demonſtratur, quo binis aut ternis, pluribuſve mereantur cingulis non conjunctis ex priſca conſuetudine, ſed abſectis, atque diſcrepantibus, detur electio quem retinendum ſibi potius cenſeant, quem deſerendum cognoſcant. Ut in eo quod optaverint, firmiter maneant : eo quod deſpexerint, ſine dubitatione repellantur. In poſterum vero nemini prorſus facultas pateat eodem tempore plus quam unius ordinis nomen affectare : interdicendis in commune cunctis (ut dictum eſt) binis pluribuſve militiis, nec dignitatem conjungere cuilibet alii cingulo concedendis : ut & qui ſupplicandum de re vetita nobis exiſtimaverint, pœna decem librarum auri pro temeritate quamvis infructuoſa plectantur. *l.* 5. *c. qui milit. poſſ.*

XXXI.

Outre les Charges de Juſtice, de Police, & de Finances, il y en a d'autres differentes ſortes, comme ſont les Charges de la Maiſon du Roy, diſtinguées par une infinité de differentes fonctions, ſoit auprés de ſa perſonne, ou pour d'autres ſervices de pluſieurs natures, les charges militaires ſur terre & ſur mer, dans les troupes, dans l'artillerie, & pour d'autres ſortes de fonctions de guerre, les charges des Monnoyes, des Mines, & autres[b].

31. *Autres Charges que de Juſtice, Police, & Finances.*

b Les fonctions de ces ſortes de Charges ſont de caracteres differens de celles de juſtice, Police, & Finances, quoi qu'en un ſens quelques-unes de ces charges aient une eſpece d'adminiſtration de juſtice & de Police en ce qui eſt de leur fait. Ainſi les Officiers de guerre exercent des fonctions de juſtice & de Police ſur les troupes, mais on ne les appelle pas Officiers de juſtice ; car l'exercice de la juſtice n'eſt pas leur principale fonction.

XXXII.

Comme il faut diſtinguer en chacune des differentes ſortes de Charges qu'on vient d'expliquer leurs natures, leurs caracteres & leurs uſages, il faut auſſi remarquer en toutes ce qu'elles ont de commun, & ce qui les diſtingue de ces ſortes d'emplois ou de fonctions qu'on appelle Commiſſions, cette difference conſiſte en ce que le Roy donne quelquefois à ceux qui n'ont que des Commiſſions l'autorité d'exercer de certaines fonctions ſouvent les mêmes que celles des Charges. Ainſi par exemple les Intendances des Provinces ſont des Commiſſions & non pas des Charges, & leurs fonctions ſont mêlées de

32. *Differences entre les Charges & les Commiſſions.*

celles de Juſtice, Police & Finances, & ont l'étenduë & les bornes que le Roy y donne : de ſorte que ce n'eſt pas par les fonctions ni par l'uſage de l'autorité que ces Commiſſions & toutes autres ſont diſtinguées des Charges ; mais il y a cette difference entre les Charges & les Commiſſions, que les Charges ſont ou pour un certain temps, comme les Charges municipales, ou perpetuelles comme le ſont toutes les autres, & quoy que quelques-unes ayent leurs fonctions interrompuës par des intervalles reglez, comme celles des Compagnies ſemeſtres, celles des Officiers qui ſervent par quartier, & des Receveurs qui exercent alternativement les mêmes recettes, ils demeurent toûjours Officiers, & ne peuvent être dépoüillez de leurs Charges s'ils n'ont delinqué, non pas même les Officiers municipaux avant le temps, au lieu que les Commiſſions ne ſont ni perpetuelles, ni pour un certain temps precis & reglé ; mais ſont pour un temps indefini, & durent ou ceſſent ſelon la volonté de celuy qui a donné la commiſſion, & il peut la revoquer lors que bon luy ſemble [i].

i C'eſt la regle du Roiaume que le Roy ne pourvoit d'aucun Office, dont quelqu'un ait été pourvû ſi l'Office ne vaque par ſa mort, ou par ſa reſignation, ou s'il n'a merité ſa deſtitution par une forfaiture : mais les Commiſſions ne donnent pas de titre & de droit d'exercer les fonctions qu'autant qu'il plait au Roy ou autre qui peut commettre.

V. L'Ordonnance du 21. Octobre 1467.

SECTION. II.

Diſtinctions des Officiers par leurs differentes fonctions.

SOMMAIRES.

1. *Il faut diſtinguer les fonctions des Officiers autrement que par la nature des Charges.*
2. *Trois eſpeces generales de fonctions des Charges.*
3. *Premiere eſpece, fonctions qui regardent l'Etat.*
4. *Celles des Officiers de guerre ſont de cette eſpece.*

5. *Et auſſi celles des Gouverneurs des Provinces.*
6. *Seconde eſpece, fonctions qui regardent le ſervice de la perſonne du Prince.*
7. *Troiſiéme eſpece, fonctions qui ſe rapportent au bien des particuliers.*
8. *Autre diſtinction de quatre eſpeces generales des fonctions des Officiers.*
9. *Diſtinction des fonctions de Juſtice, Police, & Finances.*
10. *Toutes les fonctions de Juſtice ſont ou de la Juriſdiction volontaire, ou de la Juriſdiction contentieuſe.*
11. *Et auſſi les fonctions de Police.*
12. *Divers Officiers qui ont une eſpece de Police.*
13. *Il y a dans les Finances des fonctions des deux ſortes de Juriſdiction volontaire & contentieuſe.*
14. *Autres diſtinctions de la juriſdiction.*
5. *Juriſdictions ordinaires & extraordinaires.*
16. *Juriſdictions pour le Civil & pour le Criminel.*
17. *Diſtinction des Juges ordinaires, dont il y a appel, & de ceux dont il n'y en a point.*
18. *Autres Officiers que les Juges ordinaires, dont il n'y a point d'appel.*
19. *Diſtinction des Juges, dont il y a appel, & de ceux qui connoiſſent des appellations.*
20. *Les Juges qui connoiſſent des appellations ont auſſi une autre Juriſdiction.*
21. *Juges des cauſes des perſonnes privilegiées.*
22. *Tribunaux uniques dans le Royaume.*
23. *Charges des gens du Roy.*
24. *Fonctions de quelques Officiers neceſſaires dans toutes les Juriſdictions.*
25. *Juriſdiction du Chancelier de France.*

I.

1 Il faut diſtinguer les fonctions des Officiers autrement que par la nature des Charges.

IL ne faut pas confondre les manieres de diſtinguer les Officiers par leurs fonctions d'avec les manieres de diſtinguer les Charges par les caracteres, qui ont fait la matiere de la premiere ſection; car comme il a été remarqué en un autre lieu [a], il y a des Officiers qui exercent des fonctions d'une même nature, quoy que leurs Charges ſoient diſtinguées par de differens caracteres,

[a] *V. la fin du préambule de ce Titre.*

& il y en a auſſi qui exercent des fonctions d'une nature toute differente, quoi que leurs Charges ayent les mêmes caracteres. Ainſi par exemple les Charges des Officiers Royaux qui exercent la Juſtice ordinaire, ont d'autres caracteres que celles des Officiaux ; car celles-cy ſont Eccleſiaſtiques & ſont conferées par les Evêques, & ne ſont point venales, & les autres ſont Laïques conferées par le Roy, & peuvent être venduës; mais les Officiaux ont les fonctions de juger des procés ſur pluſieurs matieres de même nature que celles dont connoiſſent les Juges Royaux, & les Officiers des Seigneurs ont encore plus de fonctions communes avec les Officiers Royaux, quoy que leurs Charges ſoient d'une autre nature. Ainſi au contraire les Charges de tous les Parlemens ſont de même nature ; mais celuy de Paris a des fonctions que n'ont pas les autres, comme la connoiſſance des cauſes des Pairs & de la Regale ; ainſi dans les Parlemens & dans toutes les autres Compagnies de Juſtice les Charges des Preſidens & des autres Chefs, celles des Conſeillers, & celles des Gens du Roy ont leurs fonctions toutes differentes, quoy que toutes ces Charges ſoient de même nature d'Offices Royaux de Judicature & d'une même Juriſdiction : De ſorte, que c'eſt par d'autres vûës que par la diverſité des Charges, qu'il faut diſtinguer les differentes fonctions, dont on parle ici, comme on l'expliquera dans les articles qui ſuivent.

I. I.

2. Trois eſpeces generales de fonctions des Charges.

Il y a cela de commun à toutes les fonctions de tous Officiers qu'elles ſe rapportent à un bien public : mais comme le bien public eſt compoſé de pluſieurs parties, ces fonctions ſe rapportent differemment à divers uſages qu'on peut diſtinguer en trois ſortes, qui partagent ces fonctions en autant d'eſpeces : la premiere, de celles qui regardent directement & en general le bien de l'Etat & le ſervice du Prince qui en eſt le Chef. La ſeconde, de celles qui ſe rapportent au ſervice de la perſonne du Prince : & la troiſiéme, de celles qui regardent dans le bien

commun de la societé ce qui s'en rapporte aux personnes qui la composent, & qui en sont les membres [b].

b Il n'y a point de fonction de quelque Charge que ce soit qui n'ait un de ces trois usages.

III.

Les fonctions qui regardent directement & en general le bien de l'Etat & le service du Prince, qui en est le Chef, sont de plusieurs sortes: la premiere est celle des personnes que le Prince veut appeller à son Conseil pour le gouvernement de l'Etat, & à qui il peut faire differemment part des affaires qui regardent ce gouvernement, soit Officiers comme ceux de la Couronne, ou Secretaires d'Etat, ou autres, ou Ministres qu'il honore de cette fonction; & on peut mettre dans ce premier ordre de fonctions qui regardent l'Etat celles des Pairs, qui assistent au Sacre & couronnement du Roy [c].

3. *Premiere espece, fonctions qui regardent l'Etat.*

c Ces fonctions sont les premieres par la conséquence du bien de l'Etat.

De tout ce qui peut se rapporter au bien de l'Etat selon les trois differentes vûës expliquées dans l'article précedent, il est naturel de mettre au premier rang les fonctions qui regardent le bien de l'Etat & le service du Prince qui en est le Chef, & par qui le corps & les membres doivent recevoir leur part à ce bien commun.

IV.

C'est dans ce même rang des fonctions qui regardent le bien de l'Etat, que sont celles des Officiers de guerre sur terre & sur mer, qui par leur prudence & par leur courage conduisent sous l'ordre du Prince les entreprises sur les ennemis, & resistent aux leurs par la vigilance à profiter des occasions par le bon menage des troupes, soit pour les marches, soit pour les campemens, les sieges, les batailles, les retraites, & pour tout le fait de la guerre, les Officiers qui ont cet honneur servent le Prince & l'Etat jusqu'à la derniere & la plus glorieuse de toutes les fonctions, qui est celle d'exposer leurs vies [d].

4. *Celles des Officiers de guerre sont de cette espece.*

d Les fonctions de la guerre sont l'appuy de l'Etat comme celles du Conseil du Prince en sont les fondemens.

V.

Il faut encore mettre dans ce même rang des fonctions

5. *Et aussi celles des Gouverneurs des Provinces.*

qui regardent le bien de l'Etat celles des Gouverneurs des Provinces, qui dans les occasions & selon les ordres du Prince maintiennent en chacune le repos & l'ordre public, la fidelité des sujets au Prince, & tout ce qui regarde son service & le bien public [e].

e Ces fonctions se rapportent à la tranquillité publique.

VI.

6. Seconde espece, fonctions qui regardent le service de la personne du Prince.

La seconde espece de fonctions qui est de celles qui se rapportent au service de la personne du Prince en comprend plusieurs de diverses sortes; mais on peut les reduire ici toutes sous un seul article, renfermant dans cette espece de fonctions celles de tous les Officiers de la Maison du Roy depuis les premiers jusques aux moindres, soit pour ce qui regarde les services rendus à sa propre personne, ou pour d'autres fonctions de son service, ou même pour l'execution des ordres particuliers qu'il peut donner aux diverses sortes d'Offices qui approchent de luy *f*.

f Quoique ces fonctions ne regardent pas si précisement le bien de l'Etat que celles de la premiere espece, elles s'y rapportent, & la consequence y en est tres-grande; car ce qui regarde le Chef se rapporte au corps.

VII.

7. Troisiéme espece, fonctions qui se rapportent au bien des particuliers.

La troisiéme sorte de fonctions est de celles qui regardent le bien commun de la societé: de telle sorte qu'elles ne se rapportent pas directement au bien de l'Etat comme celles de la premiere sorte, ni au service de la personne du Prince comme celles de la seconde; mais qu'elles regardent le bien de la societé dans les membres qui la composent, & se rapportent aux particuliers, qui sont ses membres, soit pour les maintenir dans l'usage & la possession libre de leurs biens contre les entrepriſes de ceux qui les y troubleroient, ou pour venger les crimes & les délits contre leur honneur, leur vie, leurs biens, ou pour regler les differends qui peuvent les diviſer, ou pour d'autres usages; & ces fonctions de cette troisiéme sorte, qui sont principalement exercées par les

Officiers de Juſtice, & ceux de Police, Finances, & autres, ont auſſi quelque Juriſdiction ſur des particuliers comme en ont des Officiers de la Maiſon du Roy, des Officiers de guerre, & autres *g*.

g Ces fonctions regardent encore moins préciſément le bien de l'Etat que celles de la ſeconde eſpece, mais elles s'y rapportent ; car ce qui ſe rapporte aux membres regarde le corps.

VIII.

8. Autre diſtinction de quatre eſpeces generales de fonctions des Officiers.

Comme on a diſtingué dans l'article premier de la ſection précedente quatre differentes ſortes de Charges, celles dont le Roy pourvoit, celles des Officiers des Seigneurs, celles des Officiaux, & celles qu'on appelle Municipales, on peut commencer les diſtinctions des fonctions des Officiers par quatre eſpeces qui les comprennent toutes : la premiere renferme toutes les fonctions de diverſes ſortes d'Officiers Royaux, y comprenant celles qui ont été expliquées dans les articles 3. 4. & 5. & celles qui ſeront expliquées dans les articles qui ſuivent: la ſeconde, eſt des fonctions des Officiers des Seigneurs, qui ſont les mêmes que celles des Juges Royaux qui exercent la Juriſdiction ordinaire, dont il ſera parlé dans l'article 15. car les Officiers des Seigneurs connoiſſent de la police & de toutes matieres, à la reſerve de quelques-unes qui ſont reſervées aux Juges Royaux : la troiſiéme eſt celle des fonctions des Officiaux *h*, qui ont été expliquées dans l'article 5. de le ſection précedente : & la quatriéme, eſt des fonctions des Officiers municipaux qu'on a expliquées dans la ſection 2. du Titre 9.

h V. Les articles citez dans celuy-cy.

IX.

9. Diſtinction des fonctions de Juſtice, Police, & Finances.

Pour les fonctions des differentes ſortes d'Officiers Royaux, comme on a expliqué dans les articles précedens, celles qui regardent l'Etat & le ſervice de la perſonne du Prince, il ne reſte que d'expliquer celles qui ſe rapportent aux particuliers, ainſi qu'il a été dit dans l'article 7. & ce ſont ces fonctions qu'on diviſe communément en ces trois eſpeces ſi connuës, des fonctions de Ju-

ſtice, de celles de Police, & de celles de Finances[i].

i Ces trois eſpeces comprennent toutes les fonctions, dont il reſte d'expliquer les diverſes ſortes dans les articles qui ſuivent.

X.

10. *Toutes les fonctions de juſtice ſont ou de la juriſdiction volontaire, ou de la juriſdiction contentieuſe.*

Il faut comprendre dans les fonctions de Juſtice toutes celles qui font partie de l'adminiſtration de la Juſtice, ſoit que ces fonctions s'exercent par une Juriſdiction volontaire, ou par une Juriſdiction contentieuſe. Ainſi les Reglemens que pluſieurs Juges ont droit de faire en ce qui eſt de leur connoiſſance, les receptions des Officiers, & pluſieurs autres ſont des fonctions de Juſtice & de Juriſdiction volontaire communes à diverſes ſortes d'Officiers, & l'adminiſtration de la Juſtice pour la Juriſdiction contentieuſe entre les parties fait une autre eſpece de fonctions de Juſtice communes à tous ceux qui ont cette eſpece de Juriſdiction[l].

l Toutes les fonctions de Juſtice ſont des actes de juriſdictions, & par conſequent elles ſont ou de l'une ou de l'autre des deux ſortes de juriſdiction. V. l'article 18. de la ſection 1.

On doit diſtinguer dans les fonctions de juſtice deux eſpeces de juriſdictions, l'une qu'on appelle volontaire, & l'autre qu'on appelle contentieuſe. La juriſdiction volontaire eſt celle qui s'exerce ſans qu'il ſe paſſe devant le Juge aucune conteſtation entre les parties, dont il ait à juger quelque differend : & la contentieuſe eſt celle qui regle entre particuliers leurs differends qui viennent en juſtice, ainſi la reception d'un Officier, ſon examen, ſon ſerment, ſon inſtallation, la nomination d'un tuteur à des mineurs, une Ordonnance portant quelque Reglement de Police, comme pour les chemins, les ruës, les places publiques, l'examen des comptes d'un Receveur, l'aſſiette des Tailles, la direction des Finances, & pluſieurs autres ſemblables Actes, ſont de la juriſdiction volontaire. Ainſi les jugemens des procez & de tous differends entre particuliers ſont de la juriſdiction contentieuſe. On jugera de cette diſtinction entre la juriſdiction volontaire & la contentieuſe par les articles qui ſuivent.

XI.

11. *Et auſſi les fonctions de police.*

Les fonctions de police ſont auſſi de deux ſortes, l'une de celles de la Juriſdiction volontaire, & l'autre de celles de la Juriſdiction contentieuſe. Ainſi les Reglemens que les Officiers ont droit de faire pour le fait de la police, les condamnations d'amende contre les particuliers qui ont contrevenu à l'ordre de la police, comme ceux qui font quelque avance d'un bâtiment, ou autre choſe ſur une ruë, ceux qui ne tiennent pas la ruë nette dans l'étenduë de leurs

leurs maiſons, & les autres ſemblables, ſont des fonctions de Juriſdiction volontaire : & les Jugemens entre particuliers ſur des conteſtations pour faits de police, comme ſi un particulier ſe plaint d'un autre pour avoir jetté quelque choſe ſur luy dans la ruë, ou pour d'autres cauſes, d'où il naiſſe des conteſtations, l'inſtruction & le jugement de ces ſortes de differends ſont des fonctions de la Juriſdiction contentieuſe [m].

m Ces fonctions de même que celles de juſtice ſont des Actes de juriſdiction, & par conſequent ou de la volontaire, ou de la contentieuſe.

XII.

12. *Divers Officiers qui ont une eſpece de police.*

Ces deux ſortes de fonctions de police ſont communes à diverſes ſortes d'Officiers; car outre les Officiers de juſtice qui ont auſſi la Police, & ceux des Seigneurs qui l'ont dans leurs terres, & les Officiers municipaux qui y ont part, il y a encore d'autres Officiers qui ont une eſpece de Police, comme les Treſoriers de France ſur les chemins, les ponts, les chauſſées; & les Officiers de guerre ont auſſi leur Police propre pour regler ce qui regarde les vivres, les fourrages, l'ordre, & la propreté dans les camps, & autres fonctions de la Police militaire. Il y a auſſi d'autres Officiers qui dans les matieres de leur connoiſſance ont des fonctions de cette nature [n].

n Comme la police eſt cette partie de la Juſtice qui regle les diverſes fonctions de l'ordre public, il y a pluſieurs eſpeces de police exercées par de differentes ſortes d'Officiers, ainſi qu'il eſt reglé par pluſieurs Ordonnances pour la police des chemins, ponts, & chauſſées, & pour la police militaire.

XIII.

13. *Il y a dans les finances des fonctions de deux ſortes de juriſdiction volontaire & contentieuſe.*

Les fonctions des finances de même que celles de Juſtice & de Police ſont auſſi de deux ſortes : l'une de celles de la Juriſdiction volontaire, & l'autre de celles de la Juriſdiction contentieuſe. Ainſi les Reglemens que peuvent faire les Officiers de Finances qui en ont le droit, l'examen des comptes des Receveurs, leur reception, leur ſerment, & autres ſemblables, ſont des fonctions de Juriſdiction volontaire; & le jugement des differends de finances comme entre un Receveur General & un particu-

lier pour le fait de leurs Charges, entre un Receveur & son Commis, & autres semblables, sont des fonctions de jurisdiction contentieuse [o].

o ☞ *Il faut distinguer dans les matieres des finances trois sortes de fonctions des Officiers, qui y sont prepoſez : La premiere dans l'ordre du tems est celle des fonctions qui regardent les impoſitions & la levée de tout ce qui s'appelle finances ſous les divers noms de Tailles, Taillons, Subsistance, Decimes, Capitations, Aydes, Entrées, Gabelles, & toutes autres Impoſitions. La ſeconde, eſt celle de veiller aux devoirs de ceux qui ſont chargez du recouvrement, & qui doivent en rendre compte, de verifier les états de leurs recettes & des dépenſes dont ils ſont chargez comme gages d'Officiers, & autres aſſignées ſur leur recette, & d'oüir & examiner leurs comptes finaux. La troiſième, comprend les fonctions qui ſe rapportent aux differends entre particuliers dans les matieres des finances, ſoit entre ceux qui en ont le recouvrement, & les particuliers redevables, ou pour des privileges & exemptions, ou autrement.*

Les fonctions qui ſe rapportent à l'impoſition & à la levée des divers deniers des finances, ſont des fonctions de juriſdiction volontaire, & conſiſtent en ce qui regarde l'execution des ordres du Prince pour cette impoſition & cette levée, les départemens & aſſiettes des Tailles, & autres deniers qui ſe levent par Capitation, les Reglemens ſur les manieres du recouvrement, & de ces ſortes de deniers, & de ceux des Gabelles, Aydes, & Entrées, & en general en tout ce qui eſt de la direction des finances, & du détail des Reglemens qui en compoſent l'ordre. C'eſt des premieres & plus importantes de ces fonctions, que le miniſtere eſt entre les mains des premiers & principaux Officiers des finances, qui ont part à cette direction, & des autres perſonnes, Miniſtres, ou Officiers à qui le Prince veut en faire part dans ſon Conſeil; & pour le détail des départemens, aſſiettes, impoſitions, & recouvremens, les fonctions de cette nature ſont exercées par les Officiers qui font les départemens & les aſſiettes, & par les Receveurs & autres perſonnes qui ſont prépoſées au recouvrement, ainſi qu'on l'a expliqué en ſon lieu.

Les fonctions qui regardent les devoirs des Receveurs, Commis, ou autres prépoſez au recouvrement & à la levée des diverſes ſortes de deniers Royaux, & les verifications de leurs états ſont auſſi des fonctions de Juriſdiction volontaire exercées ſur les lieux par les Treſoriers de France; & c'eſt aux Chambres des Comptes que les Officiers comptables rendent leurs comptes finaux. La troiſième ſorte de fonctions qui regardent les differends entre particuliers à l'occaſion des impoſitions & levées des deniers Royaux, ſont de la Juriſdiction contentieuſe, & ces matieres ſont de la connoiſſance des Officiers des Ele-

Elions, & des Greniers à Sel en premiere inſtance ſelon leur competence, & vont par appel aux Cours des Aydes, qui en jugent ſans appel. Ainſi les Officiers des Cours des Aydes ne ſont pas ſeulement Officiers de finances par la nature des matieres de finances, dont ils connoiſſent, mais ils ſont Officiers de Juſtice, & jugent de toutes les matieres de la Juriſdiction ordinaire, qui peuvent être incidentes aux affaires dont ils doivent connoître. Ainſi par exemple, quoique le jugement de la qualité de Gentil-homme, ſoit naturellement de la connoiſſance des Juges ordinaires, & que s'il s'agiſſoit d'un droit à une Charge, ou à un Benefice affecté à un Gentil-homme, ou à qui cette qualité fût conteſtée, le Juge ordinaire en devroit connoître. Lorſqu'il s'agit d'exemption des Tailles par la qualité de Gentil-homme conteſtée à celuy qui eſt cottiſé, les Cours des Aydes en connoiſſent. Ainſi dans les ordres des biens des Comptables vendus de leur autorité, ils connoiſſent de toutes les queſtions d'hypotheques, préferences, legs, ſubſtitutions, donations, & toutes autres qui ſe trouvent incidentes aux autres qu'ils ont à juger; car quoy que les principales fonctions des Officiers des Chambres des Comptes & des Treſoriers de France ſoient de la juriſdiction volontaire, ils en ont auſſi quelques-unes de la juriſdiction contentieuſe qui ſe trouvent incidentes aux matieres de leur connoiſſance.

XIV.

Outre ces diſtinctions generales des fonctions de Juſtice, de Police & de Finances, il y en a d'autres propres aux fonctions de la Juſtice qui ont auſſi bien plus d'étenduë que celles de la Police & des Finances, & qui ſont auſſi de differentes ſortes qu'il faut diſtinguer; & parce que ce qui fait la diverſité de ces fonctions, fait en même temps la diverſité des juriſdictions, on ſe ſervira dans les articles qui ſuivent du mot de juriſdiction pour expliquer les diſtinctions de ces fonctions[p].

14. *Autres diſtinctions de la juriſdiction.*

[p] *V. Les articles qui ſuivent.*

XV.

La premiere de ces diſtinctions des Juriſdictions, eſt celle des Officiers qui connoiſſent de toutes matieres civiles, criminelles, beneficiales, & de toutes autres indiſtinctement à la reſerve de quelques-unes qui ont été attribuées à d'autres Juges, & c'eſt par cette raiſon qu'on ap-

15. *Juriſdiction ordinaire & extraordinaire.*

pelle cette juriſdiction ordinaire, pour la diſtinguer de celle de ces autres Juges qu'on appelle par cette raiſon extraordinaire. Ainſi les Parlemens, les Baillifs, les Sénéchaux & les autres Officiers ſemblables exercent la juriſdiction ordinaire, & les autres juriſdictions d'Officiers qui connoiſſent des Finances, des Tailles des Aydes, des Gabelles, des Monnoyes, & d'autres matieres diſtraites de la juriſdiction ordinaire, ſont en ce ſens des juriſdictions extraordinaires diſtinguées entre elles ſelon les matieres propres à chacune, & qui font autant de differentes ſortes de juriſdictions & fonctions de juſtice q.

q ☞ *On peut remarquer ici que les anciens premiers Juges, qui connoiſſoient naturellement de toutes ces matieres, étoient ceux qui exerçoient cette Juriſdiction generale, qu'on appelle aujourd'huy la Juriſdiction ordinaire, telle qu'eſt celle des Parlemens & des Juges leurs inferieurs: on appelle cette Juriſdiction du nom d'ordinaire pour la diſtinguer des autres Juriſdictions établies pour connoître de quelques matieres qui leur ſont attribuées, & qui ſans cette attribution auroient été du tribunal de cette Juriſdiction ordinaire. Ainſi les Juges ordinaires ſont ceux qui ont naturellement la connoiſſance de toutes matieres, ſans autre exception que de celles qui ont été attribuées expreſſément à d'autres Juges. Ainſi il faut mettre dans ce rang les Baillifs, les Sénéchaux, les Prevôts, & autres qui rendent la Juſtice en chaque lieu, & y exercent cette Juſtice generale & ordinaire à la reſerve de ce qui en a été démembré. Ces juriſdictions ſont diſtinguées par les differentes matieres de leur competence. Comme la plenitude de l'autorité de la Juſtice reſide en la perſonne du Prince, & qu'il a auſſi la plénitude de l'une & de l'autre juriſdiction, & même le droit de juger de toutes ſortes d'affaires indiſtinctement; s'il n'y avoit dans un Etat qu'un ſeul ordre d'Officiers qui euſſent les deux juriſdictions pour toutes matieres, il n'y auroit qu'une ſeule eſpece de tribunaux qui auroient chacun dans ſon diſtrait l'adminiſtration entiere de la Juſtice, & les premiers Juges que les premiers Princes ont établi pouvoient avoir naturellement ce miniſtere general partagé entr'eux, non ſelon les diverſes natures d'affaires, mais ſelon l'étenduë de leurs diſtraits. Ainſi Moyſe ayant nommé des Juges pour rendre la Juſtice au peuple, leur donna à tous indiſtinctement le droit de juger de toutes ſortes d'affaires, ſe reſervant ce qu'il y auroit en toutes de difficultez qui meritaſſent ſa connoiſſance; mais dans la ſuite l'étenduë des Etats & la multiplicité des diverſes eſpeces d'affaires a fait diſtinguer de differentes juriſdictions, tant volontaires que contentieuſes: de ſorte qu'on*

a distrait des anciennes jurisdictions divers tribunaux, à qui on affecte des matieres qui pourroient avoir été de ces premiers Juges qui connoissoient naturellement de toutes matieres. On ne doit pas expliquer l'origine de ces anciens Juges, ce seroit paßer les bornes de ce dessein : on a crû qu'il suffisoit de faire ici ces remarques.

XVI.

16. Jurisdictions pour le Civil & pour le Criminel.

On peut distinguer par une autre vuë generale deux sortes de fonctions de Justice ou de jurisdictions qui sont exercées par les mêmes Juges ; l'une pour les matieres civiles, & l'autre pour les criminelles [r], & cette jurisdiction se rencontre non seulement dans toutes les Justices ordinaires, mais aussi dans les autres ; car par exemple, les Cours des Aydes, la Cour des Monnoyes & d'autres Tribunaux ont la connoissance de certains crimes de leur competence, & les Chambres des Comptes ont aussi une jurisdiction pour des crimes qui doivent s'y juger ; ainsi qu'il est reglé par les Ordonnances [s].

r Dans les Compagnies de la jurisdiction ordinaire, le Civil & le Criminel ont leurs fonctions differentes, & il y a même dans les Bailliages & Senéchaußées des Officiers, dont la jurisdiction est bornée aux matieres criminelles, comme celle des Lieutenans Criminels.

s V. Les Ordonnances de Février 1566. art. 4. & 5. & de May 1567.

XVII.

17. Distinction des Juges, dont il y a appel, & de ceux dont il n'y en a point.

Il faut encore distinguer les fonctions de Justice, ou les jurisdictions d'une autre maniere generale en deux especes. L'une des jurisdictions, dont il y a appel, & l'autre de celles, dont il n'y a point d'appel ; ainsi pour les matieres civiles on appelle de toutes les Sentences des Baillifs, des Senéchaux, & de tous les autres Juges Roiaux, & on n'appelle point des Presidiaux lorsque les condamnations sont dans les cas dont les Ordonnances leur donnent le pouvoir de juger en dernier ressort. Ainsi pour le Criminel, les Baillifs, les Senéchaux & les Presidiaux jugent sans appel en certain nombre d'Officiers pour de certains crimes, soit à cause de la consequence d'une prompte punition, comme d'une sedition, ou à cause de la qualité des accusez, comme si ce sont des vagabonds, ou gens sans aveu, ou par d'autres considerations de la

qualité des crimes ; ainſi qu'il eſt reglé par les Ordonnances [t].

t L'uſage des appellations fait deux differentes diſtinctions de juriſdiction, l'une dont il eſt parlé dans cet article, qui diſtingue entre les premiers Juges ceux dont on peut appeller, & ceux de qui les Sentences s'executent ſans appel : Et la ſeconde, qui diſtingue entre les Juges inferieurs, dont on appelle & les ſuperieurs qui connoiſſent des appellations, comme il ſera dit dans l'art. 19.

XVIII.

18. *Autres Officiers que les Juges ordinaires, dont il n'y a point d'appel.*

On peut remarquer ſur les juriſdictions dont il n'y a point d'appel qu'outre celles des Juges ordinaires, dont on vient de parler dans l'article précedent, il y a d'autres Officiers qui jugent ſans appel, comme les Officiers de guerre, pour ce qui eſt du fait de la guerre ; & les Prevôts des Maréchaux qui ſont Juges naturels des crimes des gens de guerre, ont auſſi la connoiſſance qui leur eſt attribuée de divers crimes commis par d'autres que par des gens de guerre, & qu'ils jugent ſans appel, ainſi qu'il eſt reglé par les Ordonnances [u].

u Les Prevôts des Maréchaux ne jugent pas ſeuls ces ſortes de crimes, mais ils les jugent dans les Compagnies des Préſidiaux, & autres Juges Royaux à un certain nombre, aprés y avoir fait juger leur competence, ainſi qu'il eſt reglé par les Ordonnances.

Les Baillifs & Senéchaux & les Préſidiaux jugent ſans appel de pluſieurs crimes, dont les Prevôts des Maréchaux connoiſſent, & les Ordonnances leur donnent à tous la prévention & concurrence, c'eſt à dire, que les premiers qui ont pris connoiſſance du crime en excluent les autres.

XIX.

19. *Diſtinction des Juges, dont il y a appel, & de ceux qui connoiſſent des appellations.*

Les Juriſdictions dont il y a appel ſont une autre diſtinction de celles qui ſont inferieures, & dont on appelle, ſoit au Civil ou au Criminel, & de celles qui ſont ſuperieures, & qui connoiſſent des appellations : ce qui va quelquefois par divers degrez d'appellations à pluſieurs tribunaux ſuperieurs les uns des autres, mais les derniers Juges ſont les Parlemens & les autres Cours ſuperieures, dont il n'y a plus d'appel [x].

x Il eſt juſte qu'on puiſſe appeller hors les cas exceptez ; & il eſt juſte auſſi que les degrez des appellations ſoient bornez.

XX.

20. *Les Juges qui connoiſſent des ap-*

Les Officiers qui connoiſſent des appellations ont

deux Juriſdictions qu'on peut encore diſtinguer, celle de juger les appellations, & celle de connoître les premiers des matieres qui ſont de leur connoiſſance ; car il n'y a point de Juges qui n'ayent que la fonction unique de connoître des appellations. Ainſi les Parlemens ont leur juriſdiction pour des cauſes, dont ils connoiſſent en premiere inſtance, ſoit à cauſe de la qualité des perſonnes, ou à cauſe de la nature des matieres, telles que ſont par exemple les cauſes des Pairs & de la Regale, dont le Parlement de Paris a ſeul connoiſſance y.

pellations ont auſſi une autre juriſdiction.

y Toutes les Compagnies ſuperieures ont des fonctions de juriſdiction autres que la connoiſſance des appellations, comme les enregiſtremens des Ordonnances, Edits & Declarations ; & d'autres fonctions de juriſdiction volontaire, & auſſi des fonctions de juriſdiction contentieuſe pour des matieres dont ils connoiſſent en premiere inſtance, ſoit par la qualité des affaires, ou par des Privileges des perſonnes.

XXI.

On peut encore diſtinguer les Juriſdictions d'Officiers choiſis pour les cauſes des perſonnes privilegiées, ce qui diſtingue ces juriſdictions de toutes les autres ; ainſi les Requêtes du Palais, les Requêtes de l'Hôtel, & les autres Tribunaux, dont il a été parlé dans les articles 16. & 17. de la ſection premiere, ont leur juriſdiction propre & reſtreinte aux bornes reglées par les Ordonnances pour les cauſes des perſonnes qui ont le privilege de les avoir pour Juges ; mais il faut remarquer ſur ces juriſdictions cette difference entre celle des Requêtes de l'Hôtel & toutes les autres, qu'outre les cauſes des perſonnes qui ont leur privilege aux Requêtes de l'Hôtel, ce Tribunal connoît de quelques matieres indépendamment de tout privilege des parties qui plaident, telles que ſont par exemple les cauſes où il s'agit du titre d'Offices Royaux qui ne peuvent ſe juger ailleurs ; ainſi qu'il eſt reglé par les Ordonnances z.

21. *Juges des cauſes de perſonnes privilegiées.*

z Ces juriſdictions ont été établies pour ces uſages.

XXII.

On peut diſtinguer entre toutes les autres juriſdictions celles de quelques Tribunaux uniques pour tout le Roiau-

22. *Tribunaux uniques dans le Royaume.*

me, tels que sont le Conseil pour toutes les matieres dont il peut connoître, ce qui comprend toutes sortes de matieres indistinctement; car il n'y en a aucune qui ne puisse y être portée, & dont il ne puisse prendre quelque connoissance; soit pour les y retenir ou les renvoyer à d'autres Juges, ou pour juger les causes où il s'agit de cassation d'Arrêts des Parlemens & autres Cours Superieures en toutes matieres; le Grand Conseil a aussi sa jurisdiction unique & universelle dans tout le Royaume pour les matieres qui sont de sa connoissance [a]. La Cour des Monnoyes a aussi la sienne de même [b], & il y a encore quelques autres jurisdictions d'Officiers, dont les fonctions s'exercent par tout le Royaume, comme celle des Officiers de Guerre, & celle des Mines & autres.

a V. L'article 7. de la section 1.
b V. L'article 15. de la section 1.

XXIII.

23. Charges des gens du Roy.

Outre ces distinctions des differentes fonctions d'Officiers, il faut distinguer celles des Avocats & Procureurs generaux dans les Cours Superieures, & des Avocats & Procureurs du Roy dans les Bailliages, Senéchaussées, Presidiaux, & autres jurisdictions: ce sont ces Officiers qu'on appelle Gens du Roy dans les Compagnies de Justice & dans tous les Sieges Royaux; parce que leurs fonctions sont de veiller à l'interêt public, qui est celuy du Roy, de poursuivre la punition des crimes lors même qu'il n'y a point de partie, & lors qu'il y en a de requerir ce qui est de l'interêt public, soit pour l'instruction ou pour le jugement, & de conclure aux peines que les crimes peuvent meriter; car les parties ne pouvant demander que les desintereſſemens qui leur sont dûs, & non la vengeance des crimes, c'est la fonction de ces Officiers de tenir lieu de parties pour l'interêt public, & dans ces sortes d'affaires & en toutes autres, où le Roi & le public sont interessés comme dans les causes qui regardent l'interêt de l'Eglise, & dans les autres dont il n'est pas necessaire de parler icy, & comme cette fonction des Gens du Roy est

eſt neceſſaire auſſi dans les juriſdictions Eccleſiaſtiques & dans les Juſtices des Seigneurs, elle eſt exercée en celles-ci par des Officiers qu'on appelle Procureurs Fiſcaux, & en quelques lieux Procureurs d'Office, & dans les Officialitez par les Promoteurs [c]. On peut auſſi diſtinguer dans les fonctions des Gens du Roy, celles des Avocats generaux, de celles des Procureurs generaux, comme celles des Avocats du Roy, de celles des Procureurs du Roy, & cette diſtinction eſt aſſez connuë.

c Comme ces fonctions ne peuvent être exercées par les Juges, il a été neceſſaire d'y prépoſer d'autres Officiers.

XXIV.

Dans toutes ces differentes Juriſdictions, il y a d'autres fonctions diſtinguées de toutes celles qu'on vient d'expliquer, & dont l'uſage y eſt neceſſaire; & ces fonctions qui ſont pour de differens uſages ſont auſſi exercées par des Officiers de differens ordres, qui ſont les Greffiers, les Procureurs, les Huiſſiers, & les Sergens, qu'on a diſtinguez ſelon la nature de leurs Charges dans la ſection précedente [d].

24. *Fonctions de quelques Officiers neceſſaires dans toutes les juriſdictions.*

d V. Les articles 18. 19. 20. & 21. de la ſection précedente.

XXV.

Il faut enfin diſtinguer la Juriſdiction ſinguliere du premier de tous les Magiſtrats qui eſt le Chancelier de France, Chef de la Juſtice, qui préſide au Conſeil du Roy, & à toutes les Compagnies ſuperieures, qui donne la forme & le Sceau aux Edits, aux Declarations, aux Ordonnances, qui donne les proviſions à tous Officiers, & exerce toutes les autres fonctions aſſez connuës de cette premiere & plus importante de toutes les Charges [e].

25. *Juriſdiction du Chancelier de France.*

e V. l'article 7. de la ſection 1.

TITRE II.

*DE L'AUTORITÉ[1], DIGNITÉ[2], droits, & privileges des Officiers.**

* *Voyez sur ce Titre le 9. du premier Livre.*

COmme c'eſt principalement par les fonctions des Charges que les Officiers ſont diſtinguez des autres perſonnes, ils ſont diſtinguez entr'eux par les differences de leurs fonctions; & ſelon que ces fonctions ont plus ou moins de conſequence de dignité & d'autorité, les Charges ſont à proportion plus ou moins importantes & conſiderables.

Selon ce principe les Charges de la Couronne ayant des fonctions qui regardent directement le bien general de l'Etat, elles ſont les premieres les plus conſiderables, les plus importantes, & toutes les autres ont leur rang enſuite proportionné à l'ordre de leurs fonctions, mais de telle ſorte, qu'encore qu'il ſoit vray qu'il y ait des eſpeces de fonctions, qui de leur nature ont plus de dignité que n'en ont quelques autres, il ne s'enſuit pas que les moindres de l'eſpece qui a plus de dignité ayent leur rang au deſſus de toutes celles d'une eſpece qui en ait moins, & que par exemple tous Officiers de Juſtice ayent leur rang au deſſus de tous Officiers de Finances; car lors qu'on deſcend des premiers d'un ordre à ceux qui en occupent les places moyennes, & les autres moindres, la conſequence, l'étenduë, & la dignité des fonctions diminuent à proportion & de telle ſorte, que comparant ceux qui exercent les fonctions moyennes ou les moindres dans un ordre à ceux qui dans un autre moindre ordre exercent des premieres, il ſe forme des combinaiſons de differences de dignité entre Officiers de divers ordres, qui ont fait que leurs rangs ont été reglez par d'autres vûës que celles de la dignité, que donne à chaque ordre en general la nature de ſes fonctions au deſſus

de celles qui ſont d'autres moindres ordres; & c'eſt ce qui fait ces differences de préſéances entre Officiers de tous ordres, & qu'on en voit en chacun qui ont leur rang au deſſus de pluſieurs des autres: ainſi les premiers Officiers des Finances ont leur rang au deſſus d'une infinité d'Officiers de juſtice; & il en eſt de même en general de toutes les ſortes d'Officiers, non ſeulement de Juſtice, Police, & Finances, mais de ceux de la Maiſon du Roy, de ceux de guerre, & de tous autres indiſtinctement.

Outre les conteſtations qui peuvent arriver pour des préſéances entre Officiers de divers ordres, il en arrive auſſi entre Officiers de même ordre, ſoit de juſtice, de Finances, ou autres; & ces préſéances ſe jugent auſſi par les differences de la conſequence & de l'étenduë des fonctions, & par les autres diſtinctions qui peuvent donner quelque avantage à un Officier au deſſus d'un autre, ainſi qu'il ſera expliqué dans la ſection 3.

On ne doit pas s'arrêter icy à expliquer l'ordre de ces préſéances entre Officiers, & c'eſt aſſez de marquer ces principes generaux d'où elles dépendent, & d'y ajoûter, que comme c'eſt le Prince qui créé les Charges & en diſtingue les fonctions, & qui les remplit des perſonnes qu'il en pourvoit, c'eſt auſſi luy qui regle ces préſéances entre les Officiers qui n'ont pas d'autres Juges ſuperieurs communs, qui en puiſſent connoître. Ainſi les préſéances entre Officiers de Juſtice & de Finances ſe jugent au Conſeil du Roy, & celles d'Officiers d'un même ordre, qui ont des ſuperieurs communs, comme les Parlemens & les Cours des Aydes, ſe jugent dans ces Compagnies.

Perſonne n'ignore la multitude infinie de differends qu'on a vû de cette nature, & les Reglemens qui ont fixé les rangs d'Officiers: de ſorte qu'il ſemble qu'il y reſte peu de queſtions qui ne ſoient reglées, mais il en ſurvient pourtant toûjours de nouvelles dans les cas où l'on peut ſe diſtinguer de ceux qui ont été reglez; & il n'eſt pas étrange que la diverſité & le grand nombre des Officiers ait fait naître cette multitude de differends par les diffe-

rentes combinaiſons des comparaiſons d'une Charge à l'autre, & par l'eſtime que font les hommes du rang d'honneur, qui met les uns au deſſus des autres, ſur quoy il faut reconnoître qu'encore que l'ambition & la vanité puiſſent avoir & ayent ſouvent la plus grande part à ces differends; il peut en arriver à des perſonnes qui n'ayent pas d'autre motif que le bien de l'ordre, & des conſiderations ſolides, qui regardent l'utilité de conſerver à leurs Charges leur autorité, pour en faire un meilleur uſage.

On voit par ces remarques ſur les fonctions des Officiers, que c'eſt de ces fonctions que dépendent la dignité, l'autorité, & les autres caracteres, qui font les differens droits & avantages attachez aux Charges, & qui ſont la matiere de ce Titre.

L'autorité des Charges n'eſt autre choſe que le droit qu'ont les Officiers d'exercer les fonctions de leur miniſtere independamment de la volonté de ceux qu'elles regardent, & de forcer à l'obeïſſance ceux qui ne s'y ſoûmettent point.

La dignité des Charges n'eſt autre choſe que le rang d'honneur qu'elles donnent, & cet honneur conſiſte au reſpect & à l'obeïſſance dûë aux Officiers ſelon la qualité de leur miniſtere; car comme ils ſont établis pour exercer des fonctions, qu'aucun homme n'auroit droit d'exercer au deſſus d'un autre, s'il n'en avoit un pouvoir renfermé dans celuy que Dieu donne au Prince, & dont le Prince fait part à ſes Officiers. C'eſt ce pouvoir qu'on doit reverer entre les mains des Officiers par un reſpect ſincere aux ordres de Dieu, & c'eſt à ces ordres qu'on doit l'obeïſſance qu'on eſt obligé de rendre à ceux qui les exercent [a].

[a] Non eſt enim poteſtas niſi à Deo; quæ autem ſunt, à Deo ordinata ſunt. *Rom.* 13. 1.

Data eſt à Domino poteſtas vobis & virtus ab altiſſimo. *Sap.* 6. 4.

Subjecti igitur eſtote omni humanæ creaturæ propter Deum: ſive regi, quaſi præcellenti; ſive ducibus, tanquam ab eo miſſis ad vindictam malefactorum, laudem vero bonorum. 1. *Petr.* 2. 13. 14.

Qui reſiſtit poteſtati, Dei ordinationi reſiſtit. Qui autem reſiſtunt, ipſi ſibi damnationem acquirent; nam principes non ſunt timori boni operis, ſed mali. Vis autem non timere poteſtatem, bonum fac; & habebis laudem ex illa Dei

Comme la dignité & l'autorité des Charges ſont des ſuites de leurs fonctions, chacune a ſa dignité, ſon honneur & ſon rang, ſelon la qualité de ſes fonctions, & les proportions qu'on doit obſerver des unes aux autres, ſoit dans le même ordre de fonctions ou de celles d'un ordre à celles d'un autre, comme il a été déja remarqué : ce qui fait les differens degrez de dignité & d'autorité des diverſes Charges qui ont l'une & l'autre ; car il y a des Charges dont les fonctions ſont ſans dignité, quoy qu'il n'y en ait aucune dont les fonctions ne renferment l'uſage de l'autorité neceſſaire en toutes pour l'execution. Ainſi les derniers des Miniſtres de la Juſtice, de la Police, des Finances, & des autres ordres de Charges peuvent n'avoir aucun degré de dignité, mais ils ont tous cet uſage de l'autorité, qu'encore qu'ils ne puiſſent rien ordonner, ils ont le pouvoir d'executer les ordres qui ſont en leurs mains, ſoit de la part du Prince ou des Officiers, & ce ſont ces ordres qui font que l'on doit conſiderer dans les moindres miniſteres des Officiers la dignité & l'autorité de la Juſtice qui les arme de ſes forces, & l'ordre divin qui a établi cette autorité : ce qui attire à ces Officiers la conſideration que meritent leurs fonctions, qui d'elles-mêmes & par leur nature impoſent le reſpect & l'obeïſſance à ceux ſur qui elles ſont exercées : ce qui eſt ſi vray, que celle de toutes ces fonctions qui n'attire que du mépris, & de l'horreur contre ceux qui l'exercent, & qu'on appelle executeurs de la haute Juſtice eſt neanmoins en effet telle en elle-même & par ſa nature, que de la maniere dont elle étoit exercée dans les premiers temps, loin d'avoir rien d'odieux de mépriſable, elle avoit une eſpece d'honneur & de dignité : car, ou c'étoit ceux même qui avoient droit de faire

enim miniſter eſt tibi in bonum. Si autem malum feceris, time : non enim ſine cauſa gladium portat, Dei enim miniſter eſt : vindex in iram ei qui malum agit. *Rom.* 13. *v.* 2. 3. & 4.

V. Sur ce Titre & ſur les rangs celuy des divers ordres de perſonnes dans le premier Livre.

V. Sur ceci le titre de divers ordres, où l'on définit l'honneur, la dignité, l'autorité, & le reſte.

mourir qui ôtoient la vie aux coupables qui pouvoient meriter une telle punition, ou c'étoit les Officiers qui approchoient la perſonne des Princes, ou tout le peuple s'armoit de zele pour faire à l'envi l'execution. Ainſi Moïſe animé de l'eſprit de Dieu tua l'Egyptien [b] ainſi Phinées fut le vengeur du crime de l'Iſraëlite avec la Madianite [c]; ainſi à ſon exemple le peuple commandé par Moïſe fit perir vingt-quatre mille de leurs freres adorateurs de Beelphegor [d]; ainſi David fit immoler à ſes pieds celuy qui ſe vantoit d'avoir tué Saül [e] ainſi tout le peuple étoit l'executeur des condamnations de mort ordonnées par la loy divine, & chacun s'armoit du zele de la Juſtice pour lapider ceux à qui la loy impoſoit ce ſupplice [f]: De ſorte, que toutes ces manieres d'executions des condamnations à mort n'avoient rien d'odieux ni de mépriſable, & avoient au contraire la gloire du zele de Dieu & de la Juſtice, & le caractere d'œuvres de Religion, & il y a eu même des polices où la veritable Religion étant inconnuë, la ſeule vûë de l'autorité de la Juſtice donnoit un

b In diebus illis poſtquam creverat Moyſes, egreſſus eſt ad fratres ſuos: viditque afflictionem eorum, & virum Ægyptium, percutientem quemdam de Hebræis fratribus ſuis. Cumque circumſpexiſſet huc atque illuc & nullum adeſſe vidiſſet percuſſum Ægyptium abſcondit ſabulo. *Exod.* 2. 11. 12.

Et cum vidiſſet quemdam injuriam patientem vindicavit illum: & fecit ultionem ei qui injuriam ſuſtinebat, percuſſo Ægyptio. Exiſtimabat autem intelligere fratres, quoniam Deus per manum ipſius daret ſalutem illis: atque illi non intellexerunt. *Act.* 7. 24. 25.

c Quod cum vidiſſet Phinees filius Eleazar filii Aaron Sacerdotis, ſurrexit de medio multitudinis & arrepto pugione ingreſſus eſt poſt virum Iſraëlitam in lupanar & perfodit ambos ſimul. *Num.* 25. 7. 8.

d Dixitque Moyſes ad Judices Iſraël, occidat unuſquiſque proximos ſuos qui initiati ſunt Beelphegor. *Num.* 25. 5.

Et occiſi ſunt viginti quatuor millia hominum. *Num.* 25. 9.

e Vocanſque David unum de pueris ſuis, ait accedens irrue in eum qui percuſſit illum & mortuus eſt. 2. *Reg.* 1. 15.

f Educ blaſphemum extra caſtra, & ponent omnes qui audierunt manus ſuas ſuper caput ejus & lapidet eum populus univerſus & ad filios Iſraël loqueris, homo qui maledixerit Deo ſuo portabit peccatum ſuum. *Levit.* 24. 14. & 15.

Lapidibus obrutus necabitur: quia voluit te abſtrahere à Domino Deo tuo, qui eduxit te de terra Ægypti de domo ſervitutis. *Deuter.* 13. 10.

Educes virum ac mulierem qui rem ſceleratiſſimam perpetrarunt ad portas civitatis tuæ & lapidibus obruentur. *Deuter.* 7. 5.

Lapidibus eum obruet populus civitatis, & morietur, ut auferatis malum de medio veſtri, & univerſus Iſraël audiens pertimeſcat. *Deuter.* 21. 21.

rang d'honneur à ceux qui exerçoient cette fonction g ; mais lorſque ceux qui l'exercent n'ont pas d'autre vûë en mettant les mains ſur les perſonnes des criminels pour leur faire ſouffrir les ſupplices auſquels ils ſont condamnez, que le profit qui leur en revient ; ces executions n'ont en leurs mains, ni la gloire du zele de la Juſtice, ni l'honneur de l'autorité : ce qui ne doit pas empêcher qu'en exerçant cette fonction, ils ne puiſſent avoir d'autres meilleurs motifs que celuy du profit qui leur en revient.

C'eſt en ces deux premiers caracteres de la dignité & de l'autorité des Charges, que conſiſte principalement la diſtinction des Officiers & des ſimples particuliers; car c'eſt par l'autorité & par la dignité ou l'honneur attaché aux Charges, qu'ils ont un rang diſtingué chacun dans ſon ordre de la maniere qu'on a remarqué, & qui leur donne une conſideration proportionnée à ce rang & à la qualité de leurs fonctions, afin qu'ils puiſſent les exercer avec le pouvoir & la liberté que demande l'ordre public qui ne ſubſiſte que par l'exercice libre & le bon uſage de toutes les Charges.

Outre ces deux premiers caracteres de la dignité & de l'autorité que les fonctions des Officiers donnent à leurs Charges, elles leur donnent auſſi des droits qui en ſont les ſuites, & qu'on peut reduire à deux eſpeces, l'une des recompenſes ou profits dûs à ces fonctions, & l'autre de quelques privileges ou autres avantages.

Les recompenſes ou profits ſont de deux ſortes, les gages & les émolumens. On appelle ainſi ce que les Officiers peuvent prendre de leurs fonctions, mais ces profits, ces privileges, & ces avantages ne ſont pas indiſtinctement communs à tous Officiers, & il faut en faire de differentes diſtinctions ſelon qu'ils ont ces differens droits ; car quelques-uns ont tout enſemble des gages, des émolumens, des privileges ; quelques autres n'ont ni gages, ni émolumens, ni privileges, d'autres ont des privileges ſans gages, ni autres profits, il y en a qui ont

g *V. Ariſtote 6. Politic. Chp. ult.*

des émolumens ſans gages & ſans privileges, & il y en a qui ont des gages & des privileges ſans émolumens. On verra ces differentes combinaiſons dans la ſection ſeconde de ce Titre, qui ſera des droits & des privileges des Officiers & de leur rang; & on expliquera auparavant dans la premiere ce qui regarde les differentes ſortes de dignité & d'autorité des diverſes Charges.

SECTION. I.

Des differentes ſortes de dignité & d'autorité des Charges.

SOMMAIRES.

1. *Definition de la dignité.*
2. *Definition de l'autorité.*
3. *Le reſpect eſt dû aux Officiers indépendamment de leur merite.*
4. *Differens degrez de dignité & d'autorité & divers uſages de l'une & de l'autre.*
5. *Diverſes combinaiſons de dignité & d'autorité de diverſes ſortes de Charges.*
6. *Uſage de la dignité & de l'autorité dans les Charges qui paroiſſent n'en point avoir.*
7. *L'Uſage de l'autorité demande l'uſage des forces.*

I.

1. *Definition de la dignité.*

ON appelle en general dignité des Charges l'honneur qu'attirent leurs fonctions, & cette dignité peut être conſiderée, ou dans les perſonnes des Officiers qui exercent les Charges, ou dans les Charges même qu'on appelle quelquefois ſimplement du nom de dignitez. [a].

a On dit d'une Charge qu'elle donne de la dignité, & que l'Officier a la dignité que luy donne ſa Charge; & on dit auſſi qu'une Charge eſt une dignité, & on diſtingue auſſi quelquefois dans les Compagnies par le nom de dignité de certaines Charges, qui ſont au deſſus des autres, comme dans les Bailliages & Senéchauſſées, les Charges de Lieutenant General, Lieutenant Criminel, & autres; de même que dans les Chapitres, on appelle Dignitez les premiers titres de Doyen, Prevôt, & autres.

II.

2. *Definition de l'autorité.*

On appelle autorité des Charges le pouvoir qu'ont les

les Officiers d'en exercer les fonctions, & d'y soûmettre, ceux qu'elles regardent independamment de leur volonté [b].

b C'est une suite naturelle de l'usage des Charges que ceux qui les exercent ayent le pouvoir & l'autorité d'en faire les fonctions.

III.

3. Le respect est dû aux Officiers indépendamment de leur merite.

Comme l'autorité & la dignité sont attachées aux Charges independamment des qualitez personnelles des Officiers, & qu'on doit à leurs fonctions le respect & l'obeïssance qu'on doit aux ordres de Dieu qu'ils exercent, ce devoir oblige envers les Officiers même qui n'ont pas le merite dont ils devroient accompagner l'exercice de leurs fonctions [c].

c V. Les articles 4. & 6. de la section 2. du Titre premier du 1. Livre.

IV.

4. Differens degrez de dignité & d'autorité, & divers usages de l'une & de l'autre.

La dignité & l'autorité étant attachées aux fonctions des Charges, on doit distinguer non seulement de differens degrez de dignité & d'autorité selon les differences de ces fonctions; mais parce qu'en quelques-unes il ne paroît ni dignité ni autorité, il faut y distinguer la maniere dont l'une & l'autre y ont leur usage: on verra ces deux sortes de distinctions par les articles qui suivent [d].

d V. Les articles suivans.

V.

5. Diverses combinaisons de dignité & d'autorité des diverses sortes de Charges.

Pour la distinction de la dignité & de l'autorité des Charges par les differences de leurs fonctions, on peut reduire à deux vûës generales toutes les manieres de faire cette distinction; la premiere en considerant les diverses especes de Charges & leurs divers ordres, & comparant celles de l'un à celles de l'autre, & la seconde en comparant en chaque ordre les superieures aux inferieures; ainsi par la premiere de ces vûës la dignité & l'autorité des premiers Magistrats de Justice est au dessus de celles des premiers Magistrats des Finances, parce que les fonctions de Justice ont par leur nature plus de dignité &

plus d'autorité que n'en doivent avoir celles des Finances, & par la seconde, les Officiers des Parlemens ont plus de dignité & d'autorité que les Officiers des Baillia-ges & Senéchaussées, & c'est par ces deux vûës que comparant chaque Charge à toutes les autres, soit de son ordre ou de tout autre, on doit distinguer leur dignité, & leur autorité par la consequence de leurs fonctions, non seulement dans la Justice, dans la Police, dans les Finances ; mais aussi dans la maison du Roy, dans la guerre, & en toutes autres, observant les proportions & d'un ordre à l'autre, & de ceux d'un même ordre entr'eux, & des differens degrez d'un ordre comparez aux differens degrez des autres ; car toutes ces proportions diversifient & la dignité & l'autorité & le rang des Charges & des Officiers [e].

e V. La section 3. de ce Titre. Il faut voir sur ces differences de la dignité des Charges de divers ordres, ce qui en a été dit dans le préambule de ce Titre.

VI.

6. Usage de la dignité & de l'autorité dans les Charges qui paroissent n'en point avoir.

Pour distinguer les manieres dont la dignité & l'autorité ont leur usage dans les Charges même, & dans les fonctions qui paroissent n'en point avoir, il faut remarquer que toutes les fonctions de toutes les Charges ayant leur rapport à l'ordre public, il n'y en a aucune dont le ministere ne fasse partie de l'administration generale de la Justice & de la Police qui regle tout ce qui compose l'ordre de l'Etat; ainsi les moindres de ces fonctions ont ce qui leur convient des caracteres de dignité & d'autorité qui s'étendent à tout ce que demande cette administration, pour en imposer le respect & l'obéïssance à tous ceux que toutes ces fonctions peuvent regarder, & qui de leur part doivent respecter en toutes l'ordre divin qui les y soumet [f].

f V. Sur cet article ce qui en a été dit un peu avant la fin du préambule de ce Titre.

VII.

7. L'usage de

Comme l'usage de la dignité & de l'autorité des

Charges eſt de contenir par le reſpect & par l'obéïſſance tous ceux que les diverſes fonctions des Charges peuvent regarder, afin que perſonne ne bleſſe en rien l'ordre qui doit faire le repos public : cette obéïſſance & ce reſpect ſont des devoirs indépendans de la volonté de ceux qu'ils obligent, ainſi la dignité & l'autorité, qui ſur les bons ont par elles-mêmes tout leur effet, ſeroient inutiles à l'égard des autres, ſi la force n'étoit jointe à l'une & à l'autre, pour leur donner leur uſage contre les rebelles, & chaque Charge doit avoir l'uſage de la force neceſſaire pour l'exercice de ſes fonctions, & celuy même des armes ſi la reſiſtance à l'ordre eſt telle qu'il faille y venir. Ainſi les ordres de la Juſtice auſſi bien que ceux de la guerre s'exercent à main armée par des Miniſtres, qui exercent cette fonction contre ceux qui par leur deſobeïſſance s'attirent cette voye ; & c'eſt auſſi l'uſage naturel des armes & de toute force ſur les hommes de les aſſujetir à l'obéïſſance en ce qui regarde l'ordre exterieur, & de reprimer tout ce qui le bleſſe ; car les guerres même contre les ennemis ne doivent être que la juſtice armée pour ſe les ſoumettre g.

l'autorité demande l'uſage des forces.

g *V. La ſection* 1. *du Titre* 3. *du* 1. *Livre.*

SECTION II.

Des droits & des privileges des Officiers.

SOMMAIRES.

1. *Droit & devoir d'exercer les fonctions des Charges.*
2. *Le droit des Officiers d'exercer leurs Charges renferme celuy d'en tirer la recompenſe.*
3. *Les fonctions des Charges de Ville, qu'on appelle municipales, s'exercent ſans gages.*
4. *Les fonctions des Juges des Marchands s'exercent ſans gages.*
5. *Les fonctions des Officiaux s'exercent ſans gages.*
6. *Pluſieurs Officiers de Juſtice n'ont pas des gages proportionnez à leurs fonctions.*

7. *Deux ſortes de récompenſe des Officiers, les émolumens & les privileges.*
8. *Les privileges des Officiers ſont differens, ſelon que les Roys les ont accordez.*
9. *Droits des Officiers veterans.*
10. *Charges qui donnent le droit de* committimus.
11. *Les privileges des Officiers conſiſtent principalement en diverſes exemptions.*
12. *La qualité, le rang, & les privileges des Officiers paſſent à leurs femmes.*
13. *Les privileges des Officiers ne paſſent pas à leurs enfans, excepté la Nobleſſe.*
14. *Les droits & les privileges ſont differemment partagez aux Officiers.*

I.

1. *Droit & devoir d'exercer les fonctions des Charges.*

ON peut conſiderer comme le premier des droits des Officiers celuy qu'ils ont tous d'exercer les fonctions de leurs Charges ; car c'eſt pour cela qu'ils ſont établis, ainſi ce droit eſt joint en eux à la neceſſité de l'exercer, & leur fait un devoir dont il ſera parlé dans le titre ſuivant [a].

a Le droit qu'ont les Officiers d'exercer leurs Charges eſt fondé ſur le devoir qui les y oblige, & afin qu'ils puiſſent executer ce devoir le public leur doit mettre en main cette autorité.

Cui juriſdictio data eſt ea quoque conceſſa eſſe videntur ſine quibus juriſdictio explicari non poteſt. *l. 2. ff. de juriſd.*

Mandatam ſibi juriſdictionem mandare alteri non poſſe manifeſtum eſt. Mandata juriſdictione privato etiam imperium quod non eſt merum, videtur mandari, quia juriſdictio, ſine modica coercitione nulla eſt. *l. ult. ff. de off. ejus cui mand. eſt juriſdic.*

II.

2. *Le droit des Officiers d'exercer leurs Charges renferme celuy d'en tirer la recompenſe.*

Le droit & le devoir des Officiers d'exercer leurs Charges pour le bien public renferme le droit d'en tirer la recompenſe que les ſervices qu'ils rendent peuvent meriter [b], & c'eſt le devoir du Prince de mettre les Officiers en état d'exercer leurs Charges, ſans qu'elles ſoient à charge à eux-mêmes & à leurs familles, & c'eſt ce qui fait les diverſes recompenſes que donne le Prince aux differentes ſortes d'Officiers, ſoit par des penſions, des gages, des appointemens, & par d'autres bienfaits

ou revenus fixes, ou differemment reglez dans les occaſions ſelon les ſervices ; mais cette regle a ſes exceptions qui ſeront expliquées par les articles qui ſuivent [b].

b Dignus eſt operarius mercede ſua. *Luc* 10. 7. 1. *Timoth.* 5. 18.

Si ceux même qui ſervent dans le Miniſtere du Sacerdoce doivent en tirer leur ſubſiſtance, à plus forte raiſon tous ceux qui exercent d'autres fonctions. Matth. 10. 10.

Nunquid non habemus poteſtatem manducandi & bibendi 1. *Cor.* 9. 4.

Quis militat ſuis ſtipendiis unquam? Quis plantat vineam, & de fructu ejus non edit? Quis paſcit gregem & de lacte gregis non manducat. *Ibid. v.* 7.

Si nos vobis ſpiritualia ſeminavimus, magnum eſt ſi nos carnalia veſtra metamus. *Ibid. v.* 11.

Neſcitis quoniam qui in ſacrario operantur, quæ de ſacrario ſunt edunt: & qui altari deſerviunt, cum altari participant? Ita & Dominus ordinavit iis, qui Evangelium annuntiant de Evangelio vivere. *Ibid. v.* 13. *&* 14.

III.

3. Les fonctions des Charges de Ville, qu'on appelle municipales, s'exercent ſans gages.

Comme les fonctions des Charges des Villes qu'on appelle Municipales, regardent le bien commun des habitans, & qu'ils ſont appellez à les exercer comme leurs affaires propres chacun à ſon tour & pour peu de temps: ce ſervice eſt dû par le ſimple effet du devoir reciproque entre habitans de porter ces Charges pour leur bien commun ſelon qu'ils peuveut en être capables. Ainſi ces fonctions s'exercent ſans gages [c], ſoit qu'elles ayent quelque dignité, quelque autorité comme celles des Echevins, Conſuls & autres, ou qu'elles ne conſiſtent qu'à la levée des deniers publics ou autres ſemblables ; mais pour la levée des deniers publics, on donne au lieu de gages ce qui eſt reglé pour livre des ſommes impoſées, dont il faut faire le recouvrement.

c C'eſt une exception de l'article précedent à l'égard des Officiers de Ville qui exercent leurs fonctions ſans gages.

IV.

4. Les fonctions des Juges des Marchands s'exercent ſans gages.

Les fonctions des Juges des Marchands ſont auſſi ſans gages par la même raiſon que celles des Charges municipales ; car ces Juges ſont choiſis du corps des Marchands pour exercer cette fonction tour à tour ſelon qu'ils en ſont capables, & pour l'exercer pendant peu de temps [d].

d C'eſt une ſuite des articles précedens.

V.

5. Les fonctions des Officiaux s'exercent sans gages.

Les fonctions des Officiaux s'exercent sans gages, car pour ce qui regarde la jurisdiction spirituelle l'Eglise n'a point de fisque pour leur en donner, & les fonctions spirituelles ne se commettent point à gages, & pour la jurisdiction temporelle que les Rois ont accordée à l'Eglise sur les Ecclesiastiques; c'est un privilege qui ne s'étend pas à prendre sur le fisque un fonds pour les gages des Officiaux; mais pour les autres Officiers Ecclesiastiques qui sont les Conseillers-Clercs[e] dans les Compagnies de Justice, dont on a parlé dans le titre precedent; comme ils sont Officiers du Roy & Juges entre Laïques & des affaires temporelles, ils ont leurs gages de même que les autres Officiers de ces Compagnies.

e C'est aussi une autre exception à l'égard des Officiaux.

VI.

6. Plusieurs Officiers de Justice n'ont pas des gages proportionnez à leurs fonctions.

On peut encore remarquer comme une espece d'exception de la regle expliquée dans l'article 2. que plusieurs Officiers, sur tout ceux de Justice n'ont pas de gages proportionnez à leurs fonctions, & que la pluspart les ont si modiques, qu'ils pourroient être justement gagnez par une petite partie de leurs fonctions, mais il y a deux causes qui font cette exception; l'une que ces Charges ont leurs gages reglez sur le pied de la finance qu'en a tiré le Roy, & non sur le pied du prix que leur donne la venalité; car ce prix augmente par les considerations de l'honneur & des autres avantages que regardent dans les Charges ceux qui les achetent; & l'autre que la permission de prendre pour les fonctions de ces Charges, ces émolumens qu'on appelle épices leur tient lieu de gages*f*.

f☞ Il seroit de l'ordre naturel que les Officiers de Justice la rendissent gratuitement, & que par consequent ils eussent des gages du public qu'ils servent, mais la multitude infinie de procès, & l'étrange multiplicité de procedures en chacun ayant multiplié les Officiers, ou la multitude des Officiers ayant multiplié les procès & les procedures; car cha-

cune de ces multiplicitez eſt naturellement & la cauſe & l'effet de l'autre: Il eſt arrivé par cet état où ſont les choſes, que le public ſeroit trop chargé de donner à tous les Officiers de Juſtice d'aſſez bons gages pour les obliger à la rendre gratuitement en leur retranchant ces émolumens : de ſorte qu'il ſemble du bien de l'Etat d'en laiſſer l'uſage, mais ſous trois conditions inviolables à tous Officiers. La premiere, de ne pas compter que ces émolumens doivent être tels, qu'ils rempliſſent ce qui peut manquer aux gages que paroîtroient demander les Charges ſur le pied du prix de leurs ventes, mais ſeulement tels que le travail peut les meriter raiſonnablement, & à proportion de la qualité des affaires & de celles des parties & de leurs biens. La ſeconde, de ne pas omettre les fonctions qui ſont du devoir des Officiers de Juſtice, quoi qu'il n'en revienne aucun profit, comme ſont, par exemple, celles des Procureurs du Roy dans les cas où le public eſt intereſſé, & où ils ſe trouvent être ſeuls parties, & où les Juges de leur part ont auſſi le devoir de leurs fonctions. Et la troiſiéme, qu'à l'égard des affaires où il y a des parties intereſſées, & dont les Officiers pourroient licitement prendre des émolumens, ils ne laiſſent pas de rendre juſtice aux parties, qui n'ont pas le moien de ſe la faire rendre à ce prix; car elle leur eſt dûë autant ou plus qu'aux autres, & ils ne peuvent l'attendre que de ceux qui en ont l'adminiſtration.

C'eſt ſous ces trois conditions que l'uſage des eſpices ſe trouve permis, & le public peut y trouver ſon compte peut-être mieux pour de certains Juges que s'ils avoient ſeulement des gages quoique ſuffiſans; car il s'en trouve que la facilité de porter des Charges, & d'en tirer les avantages qui peuvent venir ſans s'appliquer beaucoup à les exercer, dégoûteroit du travail de voir les procés, & d'y aſſiſter, & en qui l'attrait du gain tient lieu du Zele de rendre juſtice.

On peut ajoûter icy ſur le ſujet de l'uſage des eſpices pour les jugemens des procés, que Juſtinien les avoit permiſes à deux ſortes de Juges, à ceux qu'on appelloit Défenſeurs des Villes, & à ceux qu'on appelloit Juges Pedanées, qui pouvoient prendre juſqu'à une certaine ſomme. Ainſi qu'il l'avoit reglé pour les Défenſeurs.

Quia verò etiam defenſores civitatum extra omne commodum fiunt: & pro decretis eorum, ſi quidem civitates majores ſunt, quatuor ſolummodo dabuntur aurei foro tuæ ſublimitatis: ſi verò minores, tres: ſicut jamdudum noſtris conſtitutum eſt legibus. Si verò quædam ſalaria habent publica, etiam hæc ſecundum conſuetudinem percipient. *Nov.* 15. *c.* 6.

Ne autem circa hæc labor ſine mercede noſtris fiat pedaneis, ſancimus eos in unaquaque dicta apud eos cauſa, vel ſi divinitus fuerit deputata, duos quidem aureos ab utraque parte in conteſtatione litis accipere, & duos in fine negotii, & ultra hoc nihil, (quod etiam prædeceſſores noſtri definierunt) ſed his contentos eſſe ſolis:

privilegiis quippe quæ in deminutione ſumptuum quibuſdam conceſſa ſunt, omnibus integris ſecundum ſuum ordinem conſervandis. Hoc autem dicimus in litibus tranſcendentibus quantitatem aureorum centum. Si enim uſque ad hoc menſura fuerit litium: nihil eos audientiæ cauſa volumus exigi. Qui enim ita parvæ quantitati exactionem facit, pro maxima parte victoria ſic pauperem fraudat. Et neque in hoc ſolum modo ſtamus, ſed etiam de proprio ipſi largimur. Volumus enim unumquemque iſtiuſmodi pedeanorum, annis ſingulis à menſa tuæ celſitudinis percipere duas libras auri, & his eſſe contentum ſolis, & neque redimi: & aurum omnino deſpicere. Propterea enim eligimus fiſcum minuere, quatenus horum unuſquiſque contentus noſtra largitate, & quaternis aureis puras & Deo & nobis & legi cuſtodiat manus, cogitans quæ à prioribus legiſlatoribus de his definita ſunt. *Nov.* 82. *c.* 9.

VII.

7. Deux ſortes de recompenſe des Officiers, les émolumens & les privileges.

Ces droits des Charges d'en tirer des gages, des penſions, des émolumens, ou d'autres profits; car quelques-unes en ont d'autres ſortes & de legitimes qui ſont certains menus droits dont il ſeroit inutile de parler icy, ſont la premiere eſpece de recompenſe du ſervice des Officiers & les privileges en font la ſeconde, & on ne compte pas icy pour une troiſiéme l'honneur qu'attire aux Officiers l'exercice de leurs fonctions; car ſi on entend par cet honneur la dignité & l'autorité, ce n'eſt pas une recompenſe des ſervices des Officiers, mais c'eſt au contraire un engagement qui les y oblige, & ſi on entend par l'honneur l'eſtime & la conſideration que s'attirent les Officiers qui rempliſſent dignement leurs Charges, cet honneur n'eſt pas tant une récompenſe de leurs ſervices qu'un fruit naturel du merite de ceux qui ſe diſtinguent par la capacité, la probité, & les autres qualitez qui font ce merite.

VIII.

8. Les privileges des Officiers ſont differens, ſelon que les Rois les ont accordez.

Les privileges des Officiers ſont de pluſieurs ſortes ſelon que les Rois les ont accordez differemment aux diverſes natures de Charges; ainſi quelques unes ont le privilege d'annoblir ceux qui les poſſedent s'ils les gardent juſqu'à leur mort, d'autres annobliſſent; mais non

le premier poſſeſſeur & n'acquierent la nobleſſe qu'à celuy de qui le pere & l'ayeul ſont morts dans la Charge , ou y ont vécu pendant le temps qui donne la qualité de Veteran , dont il ſera parlé dans l'article qui ſuit , & il y a même quelques Villes où les Charges d'Echevins acquierent la nobleſſe *g*.

g Charles VIII. par un Edit donné à Lyon au mois de Decembre 1495. *accorde le privilege de Nobleſſe aux douze Echevins de la Ville de Lyon , Henry IV. par un Edit du mois de Decembre* 1595. *les reduiſit au nombre de quatre. Il y a d'autres Villes qui ont les mêmes privileges.*

IX.

9. Droits des Officiers veterans.

On appelle veterans les Officiers qui ont ſervi vingt ans dans leurs Charges , & cette qualité fait qu'aprés ce ſervice ceux qui ſe défont de leurs Charges en conſervent la qualité & même les droits , les rangs , & les privileges qui leur ſont confirmez par des lettres du Roy ; mais ils n'ont ni gages ni émolumens. Ainſi les Officiers qui ſont veterans ont par cette qualité une eſpece de privilege , qui a cet effet pour les Officiers de Juſtice qu'ils peuvent aſſiſter aux jugemens des procés, & y ont leurs voix comme ils l'avoient euës étant Officiers; mais ils ne peuvent preſider en cette même qualité , quoy qu'ils conſervent les autres privileges des Charges ſelon que l'uſage & les lettres qu'on obtient du Roy peuvent les regler *h*.

9 *Ce mot de veterans a ſon origine dans le Droit Romain , où l'on appelloit veterans les ſoldats qui avoient vingt ans de ſervice , qui leur meritoit quelque exemption , comme on le voit dans le Titre au Code de veteranis , & un pareil ſervice acqueroit auſſi à d'autres fonctions certains privileges.*

Grammaticos tam Græcos quam Latinos, Sophiſtas & Juriſperitos in hac regia urbe profeſſionem ſuam exercentes, & inter ſtatutos connumeratos, ſi laudabilem in ſe probis moribus vitam eſſe monſtraverint ſi docendi peritiam facundiam dicendi, interpretandi ſubtilitatem , copiamque differendi ſe habere patefecerint & cœtu ampliſſimo indicante digni fuerint æſtimati: cum ad viginti annos obſervatione jugi ac ſedulo docendi labore pervenerint placuit honorari, & his qui ſunt ex vicaria dignitate connumerati. *l. un. C. de Profeſſ. qui in urb. Conſt.*

Qui militiam vel advocationem impleverunt , præter ea privilegia quæ jam adepti ſunt, nec frumenti aut olei comparandi curam, vel inſpectionem operum, vel ratiocinium , vel defenſionem civitatis , vel patris civitatis munus, vel curationem Reipublicæ , vel curationem annonæ exerceant , ſed & habitent ubi voluerint , nec Præſidibus ultra portas occurrere cogantur , nec ad curias ſive collegia vocentur inviti , vel nominentur , vel nominent, nec deſcriptiones præbeant conſuetudinum , vel ſpectaculorum nomine. Unam quoque domum habeant liberam onere ſuſcipiendorum militum ſupervenientium: iis qui in locis

versantur dignitate aliqua præditis suam immunitatem obtinentibus. Hæc enim constitutio priora beneficia auget non minuit. At fiscalia tamen præbeant, & honorem præsides, ac vicissim honorentur ab eis. *l.* 1. *c. quib. muner. excus. hi qui post impl. mil. V. T. C. de veteranis.*

X.

10. *Charges qui donnent le droit de* committimus.

C'est encore un privilege de plusieurs Charges de donner aux Officiers ce droit, qu'on appelle de *committimus*, dont on a parlé dans l'article 16. de la section 1. du Titre précedent [i].

i V. Cet article 16.

XI.

11. *Les privileges des Officiers consistent principalement en diverses exemptions.*

Les autres privileges des Officiers consistent principalement en diverses exemptions differemment accordées à diverses Charges: ainsi quelques-unes donnent l'exemption des Tailles; d'autres de tous deniers Royaux, Gabelles, Aydes, Entrées: quelques-unes exemptent des charges de Ville & des Tutelles: d'autres affranchissent du ban, du guet, & autres services: quelques-unes donnent l'exemption des droits des Greffes dans les Justices Royales, & plusieurs ont ainsi de diverses exemptions, mais differemment; car il y en a qui ont toutes ces sortes d'exemptions, & les autres n'en ont que quelques parties plus ou moins, selon les concessions qui en ont été faites [l].

l La plûpart de ceux qui se font pourvoir de certains Offices ne le font que pour joüir des privileges & des exemptions qui y sont attachées.

XII.

12. *La qualité, le rang, & les privileges des Officiers passent à leurs femmes.*

C'est encore un droit des Charges que la qualité, le rang, & les privileges des Officiers passent à leurs femmes, & leur demeurent quand elles sont veuves; car l'homme & la femme ne font qu'un seul tout de deux en une chair: ainsi la femme tient du mary tout ce qui peut passer à son sexe, mais la veuve qui se remarie suit la condition du second mary [m].

m V. L'article 2. du chap. 3. du Traité des Loix.

Consulari fœminæ utique consularem virum præferendum nemo ambigit. Sed vir præfectorius an consulari fœminæ præferatur, videndum? Putem præferri: *quia major dignitas est in sexu virili.* Consulares autem fœminas dicimus con-

filarium uxores. Adjicit Saturninus etiam matres. Quod nec uſquam relatum eſt, nec unquam receptum. *l.* 1. *ff. de Senat.*

Fœminæ nuptæ clariſſimis perſonis, clariſſimarum perſonarum appellatione continentur. Clariſſimarum fœminarum nomine, Senatorum filiæ, niſi quæ viros clariſſimos ſortitæ ſunt, non habentur. Fœminis enim dignitatem clariſſimam mariti tribuunt: parentes verò donec plebeii nuptiis fuerint copulatæ. Tamdiu igitur clariſſima fœmina erit, quandiu Senatori nupta eſt, vel clariſſimo, aut ſeparata ab eo, alii inferioris dignitatis non nupſit. *l.* 8. *eodem.*

Mulieres honore maritorum erigimus, genere nobilitamus, & forum ex eorum perſona ſtatuimus & domicilia mutamus. Si autem minoris ordinis virum poſtea ſortitæ fuerint: priore dignitate privatæ poſterioris mariti ſequentur conditionem *l.* 13. *c. de dignitat.*

Jubemus, ſalvo honore qui per revocationem ſacræ revocatoriæ defertur, durante, licere cunctis tam minoribus quam majoribus poteſtatem gerentibus, nec non etiam honorariis illuſtribus, ſive ex hac regia urbe, principali videlicet præcedente conſenſu, profecti fuerint, ſive in provinciis habitantes ſacratiſſimum (ſuis ſcilicet poſcentibus negotiis) petere maluerint comitatum: ſine ſacra quoque revocatoria ad hanc regiam urbem pervenire. *l. ult. C. eod.*

XIII.

De tous les droits & privileges des Officiers aucun ne paſſe à leurs enfans que la nobleſſe, que les Charges peuvent donner; car la nobleſſe eſt principalement accordée pour les deſcendans, & les enfans même qui étoient nez avant que la nobleſſe fût acquiſe, ou même avant la reception à la Charge ſont annoblis comme ceux qui naiſſent aprés; mais les enfans des autres Officiers peuvent avoir la conſideration que peut leur donner le rang de leurs peres [n].

13. *Les privileges des Officiers ne paſſent pas à leurs enfans excepté la Nobleſſe.*

n Nec intereſt jam in ſenatoria dignitate conſtitutus eum ſuſceperit an ante dignitatem ſenatoriam. *l.* 5. *in f. ff. de Senat.*

XIV.

Les droits & les privileges qu'on vient d'expliquer ſont differemment partagez aux Officiers & de telle ſorte, que quelques-uns ont tout enſemble des gages, des émolumens & des privileges, comme les Officiers des Parlemens, des Chambres des Comptes, des Cours des Aides & d'autres Compagnies, & pluſieurs autres Officiers de Juſtice & de Finances, les Secretaires du Roy & autres, & il y a quelques-uns qui n'ont ni gages, ni émolumens, ni privileges, comme les Officiers municipaux, à la reſerve de quelques Villes, où les Charges d'Echevins

14. *Les droits & les privileges ſont differemment partagez aux Officiers.*

acquierent la nobleſſe, & ceux-là ont un privilege ſans avoir de gages, ni d'émolumens, & d'autres ont ſeulement des émolumens ſans gages & ſans privileges, comme les Procureurs, les Greffiers, les Notaires, & il y en a qui ont des gages ou des penſions & des privileges ſans émolumens, comme les Officiers de la Couronne, & quelques-uns des premiers Officiers de Juſtice [o].

o On peut aiſément juger de ces differens droits & privileges par les exemples que l'on rapporte icy.

SECTION III.

Du rang des Officiers.

SOMMAIRES.

1. *Definition du rang.*
2. *Definition de la préſéance.*
3. *Les rangs & préſéances ſe reglent par de differentes vûës.*
4. *Entre Officiers d'une même compagnie les Chefs précedent les autres.*
5. *Séances qui ſe reglent par l'ordre des receptions.*
6. *Les derniers Officiers d'une compagnie ſuperieure précedent les premiers d'une compagnie inferieure.*
7. *Ordre de préſéance entre Officiers de diverſes compagnies, qui ne ſont pas ſuperieures, ou inferieures les unes des autres.*
8. *Si les rangs des Officiers ne ſont pas reglez, ils doivent l'être par la dignité, l'autorité, les fonctions, les droits, & les privileges de leurs Charges.*
9. *L'Officier a le rang que le Roy luy donne.*

I.

1. *Definition du rang.*

ON appelle rang des Officiers leur ſituation dans l'ordre des places que donne à chacun ſa Charge au-deſſus ou au deſſous des autres; car il ne peut y en avoir deux dans la même place, non plus que deux corps dans un même lieu; mais chaque Officier comparé à tout autre a de neceſſité ſon rang devant ou aprés l'autre, autrement la place ſeroit conteſtée entre-eux [a].

a On peut voir ſur cette ſection la troiſiéme du Titre 9. du premier Livre des divers ordres de perſonnes qui compoſent un Etat.

II.

Ce rang des Officiers s'appelle auſſi du nom de ſéance, ſur tout entre Officiers qui ont leurs ſieges dans une même compagnie, ou entre diverſes compagnies qui ſe rencontrent dans des aſſemblées ou ceremonies, & on appelle préſéance le droit qu'ont les uns de preceder les autres.

2. Definition de la préſéance.

III.

Le rang, ou les ſéances & préſéances entre Officiers ſe reglent par diverſes vûës, ſelon les differentes manieres de les diſtinguer, comme on le verra par les articles qui ſuivent [b].

3. Les rangs & préſéances ſe reglent par de differentes vûës.

b V. Les articles ſuivans.

IV.

Entre Officiers d'une même Compagnie ceux qui en ſont les Chefs, ou qui ſont diſtinguez par des titres de dignité précedent les autres. Ainſi dans les Parlemens & dans les autres Compagnies, les Préſidens précedent les Conſeillers; ainſi dans les Bailliages & Senéchauſſées les Lieutenans Generaux & Lieutenans Civils ſont les premiers; les Lieutenans Criminels, les Lieutenans Particuliers & les Aſſeſſeurs viennent enſuite & précedent les Conſeillers [c].

4. Entre Officiers d'une même compagnie les Chefs précedent les autres.

c Il eſt naturel que dans chaque Compagnie les Chefs précedent les autres.

Nihil eſt tam injurioſum in conſervandis & cuſtodiendis gradibus dignitatum, quam uſurpationis ambitio. Perit enim omnis prærogativa meritorum, ſi abſque reſpectu & contemplatione vel qualitate etiam provectionis emeritæ cuſtodiendi honoris locus præſumitur potius quam tenetur, ut aut potioribus eripiatur id quod eſt debitum, aut inferioribus proſit quod videtur indebitum. *Cod. Theod. ut. dign. ord. ſerv.*

V.

Entre Officiers d'une même Compagnie qui ne ſont pas diſtinguez par des dignitez, & qui n'ont qu'un même titre, comme les Conſeillers des Parlemens & de toutes autres Compagnies, leurs ſéances ſe reglent par l'ordre de leur reception & les premiers reçûs & inſtalez, c'eſt à dire, mis en poſſeſſion precedent les autres; car il

5. Séances qui ſe reglent par l'ordre des receptions.

ne seroit pas juste que les nouveaux venus fissent reculer les autres, & il y auroit d'ailleurs trop d'inconveniens à les distinguer d'une autre maniere [d].

d Antiquitus statutum est consularibus viris cæteros quidem honoratos ipsius trabeæ summitate, pares vero insulis, consideratione tantum temporis anteire. Quis enim in uno eodemque genere dignitatis prior esse debuerat, nisi qui prior meruit dignitatem? Cum posterior etiam si ejusdem honoris pretendat auspicia, cedere tamen illius temporis consuli debeat, quo ipse non fuerit. hoc observando & si iterata vice fastigia consulatus aliquis ascenderit repetiti etenim fasces, virtutes sæpe meriti comprobant, non augent quia nihil altius dignitate. Quod si quis prior consul posteriori consuli eidemque patricio posthabitus, patriciatum postea consequatur: vinci eum oportet: qui prior meruit patriciatum, postquam iste honore patriciæ dignitatis decoratus est. *l. 1. c. de Conf. & non.*

VI.

6. Les derniers Officiers d'une Compagnie superieure précedent les premiers d'une Compagnie inferieure.

Entre Officiers de diverses Compagnies dont les unes sont superieures aux autres, les derniers des superieures precedent les premiers des inferieures; ainsi les derniers Officiers des Parlemens precedent les premiers des Presidiaux, & les derniers des Cours des Aydes precedent les premiers des Elections [e].

e Potioris gradus judicibus ab inferioribus competens reverentia tribuatur. *l. 5. C. de offic. Rector. Prov.*

Quoique ce texe n'ait pas un rapport précis à cette regle, on peut l'y appliquer, puis qu'il fait voir la préséance des juges superieurs aux inferieurs.

VII.

7. Ordre de préséance entre Officiers de diverses Compagnies qui ne sont pas superieures, ou inferieures les unes des autres.

Entre Officiers de diverses Compagnies qui ne sont pas superieures ou inferieures les unes des autres, les premiers des Compagnies superieures dont les fonctions ont plus de dignité, precedent les premiers des Compagnies superieures dont les fonctions ont moins de dignité; ainsi les premiers des Compagnies superieures de la Justice ordinaire qui sont les Parlemens, precedent les premiers des Chambres des Comptes & des Cours des Aydes.

VIII.

8. Si les rangs des Officiers ne sont pas reglez, ils doivent l'être par la dignité, l'autorité, les fonctions,

Entre tous Officiers de Justice, Police, Finances, & de toute autre nature de qui le rang n'est pas fixé par les regles qu'on vient d'expliquer, il se regle par les differens égards qu'on doit avoir aux diverses causes qui don-

nent le rang, & comme ces cauſes ſont la dignité, l'autorité, les fonctions, les droits & les privileges des Charges, & ſe rencontrent differemment & en divers degrez dans les differentes eſpeces de Charges : ce qui en fait une infinité de combinaiſons, c'eſt par les vûës de ces differentes combinaiſons que ſe reglent les préſéances ; ainſi par exemple encore que la Juſtice ordinaire ait de ſa nature plus de dignité que n'en ont les autres juriſdictions, les Officiers des Cours des Aides precedent les Officiers des Preſidiaux, à cauſe que dans leur ordre ils ont plus d'autorité que n'en ont dans le leur les Preſidiaux, & qu'ils ont auſſi plus de privileges, & c'eſt par de ſemblables vûës & par de pareilles proportions que ſe reglent les rangs de toutes les Charges *f*.

les droits, & par les privileges de leurs Charges.

f V. Ce qui a été dit ſur ce ſujet au commencement du préambule de ce Titre.

IX.

Si le rang d'une Charge eſt reglé par la volonté du Roy, l'Officier aura le rang que luy donne ce Titre.

9. L'Officier a le rang que le Roy luy donne.

TITRE III.

DES DEVOIRS EN GENERAL de ceux qui exercent des Charges.

LA dignité, l'autorité, les droits, & les privileges des Officiers ne leur ſont donnez qu'à cauſe du ſervice qu'ils doivent au public; ainſi le devoir general de tous Officiers eſt de rendre ce ſervice en s'acquittant bien de leurs fonctions.

Ce devoir general & commun à tous Officiers les oblige à ſe conſiderer dans leurs Charges, comme y étant placez de la main de Dieu pour y remplir les devoirs particuliers de leurs fonctions envers le public & envers les perſonnes que ces devoirs peuvent regarder, & de telle ſorte qu'ils comprennent que leurs Charges les obligent à ces fonctions, & qu'ils ſont deſtinez par leur miniſtere à les remplir toutes, d'où il s'enſuit bien évidemment que c'eſt une erreur groſſiere & tres-capitale de s'imaginer, comme font pluſieurs Officiers, qu'ils n'ont ce rang que pour eux-mêmes, & de rapporter leurs fonctions à leur propre uſage : de ſorte qu'ils ne s'en acquittent que ſelon qu'ils peuvent y trouver leur compte & leur avantage, & qu'ils les abandonnent ou s'en acquitent moins fidellement, s'ils n'y ſentent que l'interêt public ou celuy des autres.

Cette erreur ou cet abus eſt plus ou moins frequent, & plus ou moins important en quelques Charges qu'en quelques autres ; car il faut diſtinguer deux ſortes de Charges, celles dont les fonctions ſont telles que la fortune de l'Officier dépend de ſon application à les exercer, & celles que l'Officier peut negliger en faiſant ſon compte. Ainſi les Officiers de la Maiſon du Roy, les Officiers de guerre dans le temps du ſervice, les Receveurs, les Procureurs, les Notaires, & pluſieurs autres ſortes d'Officiers ne peuvent ſans nuire à leur fortune abandonner

donner ou negliger l'exercice de leurs fonctions ; ainſi au contraire les Officiers de Juſtice qui n'ont pas l'inſtruction des procés, ont des fonctions qu'ils peuvent negliger ſans que leurs affaires en aillent plus mal, & ſelon cette difference de ces deux eſpeces de Charges, il eſt rare que les Officiers de la premiere de ces deux ſortes, dont l'interêt demande l'exercice de leurs fonctions manquent de s'y appliquer, & ils ont ſeulement à craindre d'y prévariquer ou de ne pas s'en acquitter fidellement ; mais ceux de la ſeconde au contraire n'ayant pas toûjours dans leurs fonctions l'attrait de leurs interêts il eſt plus facile qu'ils les abandonnent & qu'ils les negligent.

Ce premier devoir general des Officiers qui les oblige à l'exercice de leurs fonctions en renferme trois, la capacité, la probité, & l'application ; car pour bien exercer quelque Charge, il faut en entendre les fonctions, avoir une intention ſincere de s'en acquiter fidellement, & ſe rendre aſſidu aux occaſions de les exercer. Sans la capacité, on tombe dans des fautes ſouvent criminelles & qui font tort à ceux que les fonctions peuvent regarder ; ſans la probité, on prévarique & on commet pluſieurs injuſtices ; & ſans l'application, on s'expoſe à manquer à ſon devoir, & à faire ſouffrir les mauvaiſes ſuites de cette negligence.

Ces trois devoirs des Officiers de la capacité, de la probité & de l'application, feront la matiere de trois ſections de ce titre, & on y comprendra ce qui reſte à expliquer de ces devoirs, à la reſerve de ceux des Officiers de Juſtice qui feront la matiere du titre ſuivant ; car pour les devoirs de toutes les autres ſortes d'Officiers, les regles s'en trouveront ou dans ce titre ou en d'autres precedens ; ainſi les devoirs des Officiers de guerre ont été expliquez dans la ſection deuxiéme du titre troiſiéme du premier Livre. Ainſi ceux des Officiers municipaux ont été expliquez dans la ſection 2. du tit. 9. de ce même Livre, & pluſieurs regles du devoir des Officiers de Finances & de tous autres, ont été expliquées

en divers titres de ce premier Livre, selon que les matieres y avoient rapport.

SECTION I.

De la capacité des Officiers.

SOMMAIRES.

1. *Ce qu'on entend par la capacité d'un Officier.*
2. *Il doit avoir un bon ſens éclairé de la ſcience des Loix & des Ordonnances.*
3. *En quoy conſiſte la capacité des Officiers de police.*
4. *La capacité des Officiers de Finances conſiſte principalement en la connoiſſance des Ordonnances & des Reglemens de cette matiere.*
5. *Capacité des Officiers de guerre.*
6. *En quoy conſiſte en general la capacité de toute ſorte d'Officiers.*

I.

1. Ce qu'on entend par la capacité d'un Officier.

ON appelle capacité d'un Officier les qualitez proportionnées à ſes fonctions, ainſi la capacité des Officiers eſt differente ſelon leurs differentes fonctions.

II.

2. Il doit avoir un bon ſens éclairé de la ſcience des loix & des Ordonnances.

La capacité d'un Officier de Juſtice conſiſte au bon ſens éclairé de la ſcience des loix [a] & des Ordonnances & des autres regles ſelon la qualité de ſes fonctions; ainſi les Greffiers quoy qu'Officiers de Juſtice ne ſont pas obligez de ſçavoir les loix, & parmi les Juges les petits Officiers des Seigneurs en ſont auſſi diſpenſez; car il leur eſt permis & même ordonné de prendre conſeil pour juger les procés dont les difficultez peuvent demander l'uſage des loix.

[a] Turpe eſſe patricio, & nobili, & cauſas oranti, jus in quo verſaretur ignorare. *l.* 2. §. 43. *ff. de orig. jur.*

III.

La capacité des Officiers de police qui ne ſont pas des Officiers de Juſtice conſiſte au bon ſens inſtruit des reglemens dont ils doivent maintenir l'execution.

3. *En quoy conſiſte la capacité des Officiers de Police.*

IV.

La capacité des Officiers de Finances eſt differente ſelon les differences de leurs fonctions ; ainſi ceux qui ont la direction des Finances doivent avoir la connoiſſance des Ordonnances & des reglemens de cette matiere, & ceux qui ont quelque maniement, & quelque recette doivent avoir la connoiſſance des reglemens de leurs fonctions, & leur ſolvabilité, fait partie de leur capacité pour la ſeureté des deniers du Roy, qui oblige quelques-uns de ces Officiers à donner caution pour être reçûs à leur exercice [b].

4. *La capacité des Officiers de Finances conſiſte principalement en la connoiſſance des Ordonnances & des Reglemens de cette matiere.*

b Conſtitutiones principum nec ignorare quemquam nec diſſimulare permittimus. *l.* 12. *C. de jur. & fact. ign.*

V.

La capacité des Officiers de guerre conſiſte au courage & à l'experience du fait de la guerre.

5. *Capacité des Officiers de guerre.*

VI.

La capacité de toute autre ſorte d'Officiers conſiſte en general aux connoiſſances neceſſaires pour leurs fonctions, & aux qualitez propres pour les exercer.

6. *En quoy conſiſte en general la capacité de toute ſorte d'Officiers.*

SECTION II.

De la probité des Officiers.

SOMMAIRES.

1. *Ce qu'on entend par la probité d'un Officier.*
2. *Elle doit avoir plus ou moins d'étenduë ſelon les differences des fonctions des Charges.*
3. *La probité des Officiers de Juſtice doit être d'un caractere diſtingué.*
4. *Probité des Officiers de*

Police.
5. *Probité des Offices de Finances.*
6. *La probité des Officiers de Finances prepoſez aux Recettes & recouvrement des deniers publics conſiſte principalement dans l'humanité.*
7. *Probité des Officiers de guerre.*
8. *En quoy conſiſte en general la probité de toute ſorte d'Officiers.*

I.

1. Ce qu'on entend par la probité d'un Officier.

ON appelle probité d'un Officier la diſpoſition d'eſprit & de cœur où il doit être de s'acquiter dignement de ſes fonctions, & la fermeté à mettre cette diſpoſition en uſage dans les occaſions.

II.

2. Elle doit avoir plus ou moins d'étenduë ſelon les differences des fonctions des Charges.

Comme l'uſage de la probité a plus ou moins d'étenduë & de conſequence, ſelon les differences des fonctions des diverſes eſpeces de Charges, chaque Charge demande un degré de probité proportionné à ſes fonctions, ſelon l'ordre qui ſera expliqué dans les articles qui ſuivent.

III.

3. La probité des Officiers de Juſtice doit être d'un caractere diſtingué.

La conſequence, & l'importance des fonctions de Juſtice font qu'elles demandent une probité d'un caractere diſtingué de celle qui peut ſuffire pour les fonctions des autres eſpeces de Charges, & c'eſt pour marquer cette diſtinction qu'on donne les noms de force & d'integrité à la probité neceſſaire aux Officiers de Juſtice; on verra dans le titre ſuivant en quoy cette force & cette integrité doivent conſiſter.

IV.

4. Probité des Officiers de Police.

La probité des Officiers de Police conſiſte dans la fermeté pour faire obſerver exactement & ſans acception de perſonnes les reglemens dont ils ſont les executeurs.

V.

5. Probité des Officiers de Finances.

La probité des Officiers de Finances qui ont une di-

rection ſans maniement, conſiſte en un eſprit d'équité pour conſerver & maintenir d'une part l'interêt du Prince, & pour proportionner de l'autre les Charges aux biens des Provinces, des Villes, & des particuliers dans les départemens & dans les aſſiettes, & faciliter les recouvremens, par les reglemens des voyes pour les contraintes, & par les autres temperamens qui peuvent ſe mettre entre les neceſſitez de l'Etat & les interêts des particuliers.

VI.

6. La probité des Officiers de Finances prépoſez aux Recettes & recouvremens des deniers publics conſiſte principalement dans l'humanité.

Pour les Officiers de Finances prépoſez aux recettes & recouvrement des deniers publics, Tailles, Aides, & tous autres, leur probité conſiſte à joindre toute l'humanité poſſible aux voyes des contraintes neceſſaires pour leurs fonctions, les exerçant dans les temps propres pour faciliter d'une part le recouvrement, & pour ſoulager de l'autre les redevables, à n'exiger que ce qui eſt dû, à ne faire de frais que ceux qui ſont neceſſaires, & à ne prendre ſur chacun que la part qu'il doit en porter ; & en general à s'abſtenir de toute concuſſion, de toute violence, & de toute autre mauvaiſe voye.

VII.

7. Probité des Officiers de guerres.

La probité des Officiers de guerre conſiſte à n'uſer que ſagement & moderément de la force qu'ils ont en main, & ſelon que le demande le ſervice du Prince dans leurs fonctions : ce qui renferme le devoir de ne point commettre de concuſſion, ſoit dans les paſſages & les logemens, ſoit dans les garniſons, ou ailleurs, & celuy d'une exacte fidelité à l'obéïſſance aux ordres du Prince, & de ceux qui ont au deſſous de luy le commandement ; & en general l'obſervation reguliere de tous leurs devoirs.

VIII.

8. En quoy conſiſte en general la probité de toute ſorte d'Officiers.

La probité de toutes les autres ſortes d'Officiers conſiſte à s'acquiter de leurs fonctions chacune en ſon tems & ſelon leurs regles: de ſorte qu'ils rendent les ſervices tels

que les demandent leurs engagemens, & sans faire tort à qui que ce soit.

SECTION III.

De l'application des Officiers à leurs fonctions.

SOMMAIRES.

1. *Application aux fonctions des Charges.*
2. *Il y a des fonctions qui doivent être exercées par l'Officier même, & d'autres qui peuvent être commises.*
3. *Quelle doit être l'application des Officiers qui commettent des personnes à leurs Charges.*
4. *Quelle doit être celle de ceux qui doivent exercer eux-mêmes les fonctions de leurs Charges.*
5. *Ils sont tenus à la residence.*
6. *Ils ne peuvent se dispenser de la residence que pour de justes causes.*

I.

1. Application aux fonctions des Charges.

L'Application aux fonctions des Charges consiste dans la disposition à l'exercice actuel dans le lieu & au temps où il faut le faire.

II.

2. Il y a des fonctions qui doivent être exercées par l'Officier même, & d'autres qui peuvent être commises par l'Officier.

Le devoir de l'application des Officiers à leurs fonctions est different selon deux differentes especes de Charges qu'il faut distinguer : l'une de celles dont les fonctions doivent être exercées par l'Officier même : & l'autre de celles dont les fonctions peuvent être commises par les Officiers à d'autres personnes qui les exercent pour eux. Ainsi les Officiers de Justice doivent exercer eux-mêmes les fonctions de leurs Charges : ainsi les Receveurs peuvent commettre d'autres personnes à leurs fonctions.

III.

3. Quelle doit être

L'application des Officiers qui peuvent commettre à

leurs Charges consiste au soin d'y prépoſer des perſonnes qui s'en acquitent ainſi qu'ils ſeroient obligez de s'en acquiter eux-mêmes s'ils les exerçoient, & ils doivent répondre & de la negligence & des autres fautes de leurs Commis comme de leur fait propre.

l'application des Officiers qui commettent des perſonnes à leurs Charges.

IV.

Les Officiers qui ne peuvent commettre les fonctions de leurs Charges doivent s'appliquer à les exercer eux-mêmes: ce qui demande leur preſence & l'exercice actuel de leurs fonctions dans les temps & dans les lieux où elles ſont dûës.

4. *Quelle doit être celle de ceux qui doivent exercer eux-mêmes les fonctions de leurs Charges.*

V.

Il s'enſuit de ce devoir de l'application des Officiers à leurs fonctions, que ceux qui doivent les exercer eux-mêmes en perſonne, ſont obligez à la reſidence dans les lieux & pendant le temps que leur miniſtere peut le demander.

5. *Ils ſont tenus à la reſidence.*

VI.

Comme il n'eſt pas poſſible que la reſidence ſoit ſi continuelle & ſi aſſiduë qu'aucun Officier n'y manque jamais, & que tous ſoient toûjours prêts à s'acquiter en temps & lieu de leurs fonctions, puiſque pluſieurs juſtes cauſes peuvent interrompre & empêcher quelquefois, non ſeulement l'application à quelques fonctions particulieres, mais la reſidence. Ce devoir ſe borne à une aſſiduité raiſonnable, & dont l'Officier ne ſe diſpenſe que pour de juſtes cauſes, dont chacun doit être luy-même le juge, prenant pour principe la prudence qui doit juger des égards qu'il faut avoir à la conſequence des affaires qui demandent ſon miniſtere, & à celle des cauſes qui peuvent demander ſa preſence ailleurs, & conſervant toûjours l'inclination à l'exactitude pour ce devoir autant qu'il ſe peut, & l'oppoſition à s'en détourner.

6. *Ils ne peuvent ſe diſpenſer de la reſidence que pour de juſtes cauſes.*

TITRE IV.

DES DEVOIRS DES OFFICIERS de Juſtice.

ON a expliqué dans le Titre précedent les devoirs des Officiers en general, & en d'autres lieux les devoirs propres de quelques Officiers en particulier, ainſi qu'il a été remarqué à la fin du préambule de ce même Titre; & on diſtingue en celui-ci les devoirs des Officiers de Juſtice à cauſe de la diverſité & de la conſequence de leurs fonctions; car le devoir de tout Officier conſiſte à ſe bien acquiter de ſes fonctions.

Comme les devoirs des Officiers en general ſe reduiſent à la capacité, à la probité, & à l'application à leurs fonctions, les devoirs des Officiers de Juſtice ſe diviſent de même: ainſi ces trois ſortes de devoirs feront la matiere de trois Sections.

Il faut entendre tout ce qui ſera dit dans ce Titre ſur les devoirs des Officiers de Juſtice de toutes ſortes d'Officiers, qui rendent la Juſtice, ſoit dans les Juriſdictions ordinaires, ou dans les Finances, ou dans la Juriſdiction Eccleſiaſtique.

SECTION I.

De la capacité des Officiers de Juſtice.

SOMMAIRES.

1. *Capacité des Officiers de Juſtice.*
2. *Ils doivent avoir une capacité proportionnée à l'étenduë de leurs fonctions.*
3. *Ils doivent ſçavoir les loix, les Ordonnances, & les Coûtumes des lieux où leur miniſtere doit s'exercer.*

Le

4. *Le bon ſens & la ſcience ſont neceſſaires pour trouver le juſte point de la Juſtice.*

5. *Cauſes des difficultez qui naiſſent en toute ſorte de queſtions.*

I.

LA capacité des Officiers de Juſtice conſiſte au bon ſens inſtruit des regles de leurs fonctions, & comme elles ſont differentes ſelon les Charges la capacité doit être differente auſſi, comme il ſera expliqué par les articles qui ſuivent [a].

1. *Capacité des Officiers de Juſtice.*

a V. l'article 2. de la ſection 1. du Titre précedent.

II.

Les Officiers de Juſtice de qui les fonctions ont plus d'étenduë doivent avoir à proportion plus de capacité; ainſi les Officiers des Bailliages & Senéchauſſées doivent avoir plus de capacité que les petits Officiers des moindres Juſtices, qui ſont même diſpenſez de ſçavoir les loix, comme il a été déja remarqué dans l'article 2. de la ſection premiere du titre precedent. Ainſi les Officiaux doivent avoir la ſcience des matieres ſpirituelles & temporelles qui ſont de leur connoiſſance, & il en eſt de même des autres differentes Charges à proportion [b].

2. *Ils doivent avoir une capacité proportionnée à l'étenduë de leurs fonctions.*

b Dabis ergo ſervo tuo cor docile, ut populum tuum judicare poſſit, & diſcernere inter bonum & malum: quis enim poterit judicare populum iſtum, populum tuum hunc multum? 3. *Reg.* 3. 9.

III.

La capacité des Officiers de Juſtice obligez de ſçavoir les loix, conſiſte au bon ſens avec un degré d'intelligence & droiture d'eſprit capable de cette ſcience, qui conſiſte en une connoiſſance claire, ſolide, & en ordre des definitions, des principes, & des regles des diverſes matieres du droit, afin de poſſeder la liaiſon des regles à leurs principes, & d'en ſçavoir faire l'application aux queſtions qui ſont à juger, & ils doivent avoir auſſi la

3. *Ils doivent ſçavoir les loix, les Ordonnances, & les Coûtumes des lieux où leur miniſtere doit s'exercer.*

connoiſſance des Ordonnances qui regardent leurs fonctions, & celle des coûtumes des lieux où leur miniſtere ſe doit exercer ; car ſans le bon ſens & l'intelligence & droiture d'eſprit on ne ſçauroit avoir cette vraye ſcience, & ce qu'on pourroit avoir de connoiſſance ne ſeroit que confuſion ſouvent pire que le défaut de ſcience; mais ſans cette ſcience le meilleur ſens ne ſçauroit ſuffire pour entendre & juger les difficultez, ni pour ſuppléer à la connoiſſance de pluſieurs regles, qui étant ſimplement arbitraires, doivent être connuës & ſuivies bien préciſément ſans que le bon ſens puiſſe faire ſçavoir ce qui eſt reglé *c*.

c Conſtitutiones principum nec ignorare quemquam nec diſſimulare permittimus. *l.* 12. *C. de jur. & fact. ign.*

Scire leges non hoc eſt verba earum tenere, ſed vim ac poteſtatem. *l.* 17. *ff. de legib.*

☞ *On peut remarquer icy que ce qui ſe trouve établi par une ancienne Coûtume, & obſervé par une longue ſuite d'années, eſt comme une convention tacite du peuple, & doit être maintenu autant qu'une loy écrite ; & c'eſt même une autorité conſiderable de la Coûtume de ce qu'elle a été tellement approuvée, qu'il n'a pas été neceſſaire d'en faire une loy écrite.*

Sed & ea, quæ longa conſuetudine comprobata ſunt, ac per annos plurimos obſervata, velut tacita civium conventio, non minus, qua mea, quæ ſcripta ſunt, jura ſervantur. *l.* 35. *ff. de leg. ſenat.*

Imo magnæ auctoritatis hoc jus habetur: quod in tantum probatum eſt, ut non fuerit neceſſe ſcripto id comprehendere. *l.* 36. *Ibid.*

Que s'il arrive quelque difficulté ſur l'interpretation d'une loy, on doit principalement conſiderer ce qui a été reglé par le paſſé en de pareils cas, & quel a été l'uſage du lieu ; car c'eſt la Coûtume qui eſt le meilleur interprete de l'eſprit des loix, & l'Empereur Severe a dit dans un reſcrit, que dans les doutes qui naiſſent des loix la Coûtume & l'autorité des jugemens qui ont toûjours été conformes doit ſervir de loy.

Si de interpretatione legis quæratur: in primis inſpiciendum eſt, quo jure civitas retro in ejuſmodi caſibus ipſa uſa fuiſſet : optima enim eſt legum interpres conſuetudo. *Ibid. l.* 37.

Nam Imperator noſter Severus reſcripſit, in ambiguitatibus, quæ ex legibus proficiſcuntur, conſuetudinem, aut rerum perpetuo ſimiliter judicatarum auctoritatem, vim legis obtinere debere. *Ibid.* 38.

Lors qu'il s'agit de ſçavoir ſi une Coûtume d'une ville ou d'une

Province que l'un allegue & l'autre conteſte eſt en uſage ou non, il faut principalement conſiderer s'il y a eu quelques Jugemens contradictoires qui confirment cette Coûtume, en faiſant connoître ce qui s'eſt obſervé.

Cum de conſuetudine civitatis, vel provinciæ conſidere quis videtur: primum quidem illud explorandum arbitror an etiam contradicto aliquando judicio conſuetudo firmata ſit. *l.* 34. *Ibid.*

On peut enfin remarquer que dans les matieres où il n'y a point de loix écrites, il faut obſerver ce que la Coûtume & l'uſage y ont établi; & s'il arrive quelques cas, où la Coûtume & l'uſage qu'on a ne s'entende point, il faut ſe regler par les conſequences qu'on peut en tirer naturellement: que ſi cela même ne donne aucun jour pour regler la difficulté, il faut recourir à ce qui s'obſerve dans la ville, qui entre toutes les autres tient le premier rang.

De quibus cauſis ſcriptis legibus non utimur, id cuſtodiri oportet, quod moribus & conſuetudine introductum eſt, & ſi qua in re hoc deficeret tunc quod proximum & conſequens ei eſt, ſi nec id quidem appareat: tunc jus, quo urbs Roma utitur ſervari oportet. Inveterata conſuetudo pro lege non immerito cuſtoditur. *l.* 32. *ibid.*

IV.

C'eſt par l'uſage du bon ſens & de la ſcience que les Juges doivent diſcerner dans les queſtions ce qui fait naître la difficulté & penetrer les cauſes des doutes; car comme chacun des deux partis a ſon fondement qui forme le doute, & que ce doute ne peut venir d'une égalité de juſtice & de verité qui ſoit dans les deux; puiſqu'il ne peut y avoir ni deux juſtices ni deux veritez qui ſoient oppoſées, & que rien ne met en balance les deux partis, que le défaut de vûë du juſte point de la Juſtice & de l'équité qui ne peut être que dans l'un des deux, c'eſt par la vûë de ce point qu'on ceſſe de douter & de balancer, & pour le trouver il faut avoir & le bon ſens & la ſcience, & obſerver la regle qui ſuit.

4. Le bon ſens & la ſcience ſont neceſſaires, pour trouver le juſte point de la Juſtice.

V.

Comme les difficultez en toute ſorte de queſtions viennent ou de l'oppoſition apparente d'une regle à une autre, d'un principe d'équité à la diſpoſition litterale d'une loy écrite, d'une rigueur étroite du droit à un temperament que l'équité ſemble demander, d'une ma-

5. Cauſes des difficultez qui naiſſent en toute ſorte de queſtions.

xime generale à une autre qui peut en faire une exception, ou de l'application d'une regle propre à une matiere dans une autre qui a d'autres regles toutes differentes, ou de la faveur que chaque parti peut tirer des conſiderations d'équité qui ſe rencontrent de part & d'autre, ſoit par la qualité des parties, comme entre un donateur & un donataire, un pere & un fils, ou par la nature des pretenſions oppoſées, s'agiſſant par exemple d'une part de quelque perte conſiderable, & ſeulement d'un profit de l'autre, & d'autres ſemblables combinaiſons de motifs oppoſez qui forment des doutes & des difficultez de pluſieurs natures; on ne peut s'y determiner que par les differentes vûës de diverſes ſortes de regles pour diſtinguer quelles ſont celles qui conviennent à toutes matieres, & quelles ſont celles qui ont leurs bornes à quelques-unes, quelles ſont les regles de l'équité naturelle, & celles qu'on appelle arbitraires, quelles ſont celles qui ſont generales, & ſi elles ſouffrent des exceptions ou n'en ſouffrent point, & quelles ſont les exceptions de celles qui en ſouffrent, quels ſont les cas où il faut ſuivre la rigueur du droit, & quand on peut la moderer par des temperamens d'équité, quel eſt l'effet des loix nouvelles à l'égard du paſſé, & quels ſont les cas où elles reglent également & le paſſé & l'avenir, & ceux où elles n'ont leur effet que pour l'avenir, quelles ſont les regles & les differentes manieres d'interpreter les obſcuritez & les autres difficultez dans les conventions, dans les diſpoſitions à cauſe de mort, dans les bienfaits des Princes: & pour mettre en uſage ces connoiſſances toutes neceſſaires, il faut un ſens qui ait l'étenduë, la lumiere, & la juſteſſe pour juger par toutes ces vûës des divers égards qu'il faut avoir à chacun, & ſçavoir choiſir la deciſion par les principes & les regles qui ont le plus juſte rapport aux faits & aux circonſtances [d].

[d] *V. Tout le titre des regles du Droit en general dans les loix Civiles.*

SECTION II.

De la probité ou integrité des Officiers de Justice.

CE n'est pas sans raison qu'on a distingué la probité des Officiers de Justice de celle des autres sortes d'Officiers par le nom propre d'integrité, puis qu'en effet ils ont besoin d'un caractere de probité si pure, si delicate, & si entiere, quelle doit être de beaucoup au dessus du caractere de probité que toutes les autres sortes de Charges peuvent demander; car au lieu que pour toutes les autres Charges, soit de guerre ou de Finances, il suffit que l'Officier soit homme de bien, c'est-à-dire, de bonnes mœurs par rapport à ses fonctions, & qu'il les exerce fidellement sans faire tort à personne: de sorte que, par exemple il suffit pour la probité d'un Receveur en ce qui ne regarde que les fonctions de sa Charge, qu'il ne fasse point de concussions, & qu'il l'exerce avec la moderation que peut y demander l'humanité [a], & qu'il suffit pour les Officiers de guerre pour ce qui regarde la probité, qu'ils ne commettent point de violences, & d'injustices, & qu'ils se contentent de ce qu'ils ont de la part du Roy [b]. Il n'en est pas de même des Officiers de Justice, car ils sont non seulement obligez à ne point faire de concussion ni de violences, & à se contenter de leurs gages & des émolumens qui peuvent leur être accordez; mais ils doivent de plus avoir au moins les qualitez que devoient avoir ceux que Moïse choisit pour juger les moindres differends du peuple, c'est-à-dire, qu'ils doivent avoir la force & le courage necessaire pour leurs fonctions, la crainte de Dieu, la connoissance & l'amour de la verité, & un éloignement de l'avarice qui aille jusqu'à la haïr [c], & on peut dire que

[a] *V. l'article 6. de la section 3. de ce Titre.*

[b] Neminem concutiatis, neque calumniam faciatis, & contenti estote stipendiis vestris. *Luc.* 3. 14.

[c] Provide autem de omni plebe viros potentes, & timentes Deum in quibus sit:

ces qualitez comprennent tout ce qui peut être neceſſaire pour faire un bon Juge, & qu'on ne ſçauroit l'être ſi l'on manque de quelqu une.

On peut remarquer ſur ces qualitez, qu'elles conſiſtent principalement dans les diſpoſitions du cœur, & que l'eſprit y a la moindre part, & quoy qu'elles comprennent également ce qui regarde la capacité des Juges, & ce qui regarde leur integrité, elles font conſiſter le plus eſſentiel de leurs devoirs dans les diſpoſitions du cœur qui font l'integrité, & reduiſent ce qui regarde la capacité à poſſeder la verité, *in quibus ſit veritas*, c'eſt-à-dire, en avoir une plenitude qu'ils puiſſent mettre en uſage; ſur quoy il faut remarquer que lorſque Moïſe choiſit des Juges pour le ſoulager dans ſon miniſtere de Juge du peuple, il n'y avoit pas encore d'autres loix que celles de la nature, ni de differends qui demandaſſent d'autres regles pour les decider, & qu'ainſi la capacité de ces Juges devoit conſiſter à connoître cette équité, dont la connoiſſance & l'amour fait ce devoir qui ſe doit entendre par celuy de poſſeder la verité; mais comme aujourd'huy la multiplication des loix oblige les Juges non ſeulement d'avoir un eſprit de verité que devoient avoir ces Juges choiſis par Moïſe; mais de plus encore la connoiſſance du détail des loix & des regles dont nous avons aujourd'huy l'uſage; leur capacité doit avoir bien plus d'étenduë, & pour ce qui eſt de l'integrité, elle doit être au moins la même aujourd'huy qu'au temps de ces Juges & peut-être la faudroit-il encore plus grande; puiſque les obſtacles au devoir de l'integrité ſont aujourd'huy bien plus grands qu'ils n'étoient alors; car ces Juges n'avoient ni fortune à ménager, ni d'égard aux perſonnes dont ils euſſent quelque choſe à craindre, ayant

veritas, & qui oderint avaritiam. Et conſtitue ex eis tribunos, & centuriones, & quinquagenarios, & decanos qui judicent populum omni tempore; quidquid autem majus fuerit referant ad te, & ipſi minora tantummodo judicent. *Exod.* 18. 21.

Optamus ut omnes judices noſtri ſecundùm voluntatem & timorem Dei, & noſtram electionem atque ordinationem ſic ſuos adminiſtrationes gubernare ſtudeant, ut nullus eorum cupiditati. *l.* 1. §. 5. *C. de offic. præf. prat. affr.*

de leur part en main l'autorité divine qui se rendoit visible dans le ministere de gouvernement & de l'administration de la Justice, dont Moïse leur faisoit part.

C'est donc au moins à ces qualitez necessaires aux Juges des moindres affaires que doit se reduire l'integrité dont on parle icy, & il est facile d'en voir les raisons, & quelles sont les causes qui demandent ces dispositions dans le cœur d'un Juge; qu'il ait de la force & du courage, qu'il craigne Dieu, qu'il aime la verité, & qu'il ait de l'horreur pour l'avarice.

La premiere de ces qualitez est sans doute la crainte de Dieu, puisqu'elle est le fondement des autres & les comprend toutes; car si la crainte de Dieu est un devoir commun à toutes personnes de toute sorte de condition, personne n'y est plus étroitement obligé que ceux qui tenant sa place au dessus des autres ont à luy rendre compte de l'usage qu'ils auront fait du pouvoir qu'il leur a confié, & c'est à ce rang de dignité & d'autorité que doivent être proportionnez les devoirs de ceux qui en sont les dépositaires, & de qui les fonctions sont de maintenir cette dignité, & de mettre en usage cette autorité.

Comme les Juges tiennent la place de Dieu, c'est par cette raison qu'il les appelle luy-même des Dieux [d]: Car comme la fonction de juger les hommes que la nature rend tous égaux n'est naturelle à aucun d'eux, & que toute autorité d'un homme au dessus d'un autre est une participation de celle de Dieu, la fonction de juger est une fonction qu'on peut en ce sens appeller divine, puis qu'on y exerce un pouvoir qui n'est naturel qu'à Dieu, & que nous apprenons dans l'Ecriture que ce n'est pas un jugement des hommes que les Juges doivent rendre, mais celuy de Dieu même [e]; & si les fonctions du Sacerdoce ont

d Deus stetit in Synagoga Deorum: in medio autem Deos dijudicat. Ego dixi, dii estis, & filii excelsi omnes. *Ps.* 81. *v.* 1. *v.* 6.

Nonne scriptum est in lege vestra, quia ego dixi, dii estis? Si illos dixit Deos ad quos sermo Dei factus est, & non potest solvi scriptura. *Joan.* 10. 34. 35.

Constitui te Deum Pharaonis. *Exod.* 7. 1.

e Præcipiens judicibus videte ait quid faciatis, non enim hominis exercetis judicium, sed Domini. 2. *Paralip.* 19. 6.

une dignité qui par d'autres raiſons eſt beaucoup au deſſus de celle des Juges, celle-cy a cet avantage, qu'au lieu que la fonction d'interceder pour le peuple eſſentielle au Sacerdoce renferme l'aſſujettiſſement & la dépendance, & ne peut ſe trouver que dans une nature inferieure à celle envers qui le Prêtre ou le Pontife eſt l'interceſſeur *f*, celle de juger renferme la ſuperiorité & le caractere de l'autorité divine, qui ſeule a par elle-même le droit de juger.

Puis que c'eſt donc une fonction divine qu'exercent les Juges, & que ce ſont les jugemens même de Dieu qu'ils doivent rendre, ce leur eſt un premier devoir de craindre qu'il ne manque à leurs jugemens quelqu'un des caracteres eſſentiels, qui doivent les rendre dignes de ce nom; & c'eſt le premier ſentiment que doit leur inſpirer cette crainte de Dieu, & qui doit leur graver dans le cœur l'attente du poids de ce jugement qu'il fera des leurs, & des châtimens qu'il prépare à ceux qui n'auront pas fait de la puiſſance qu'il leur avoit confiée, l'uſage qu'il en ordonnoit *g*.

La ſeconde de ces qualitez que les Juges doivent avoir eſt la force & le courage qui ſuivent naturellement de

f Omnis namque pontifex ex hominibus aſſumptus, pro hominibus conſtituitur in his quæ ſunt ad Deum: ut offerat dona & ſacrificia pro peccatis *Hebr.* 5. 1.

g Judices Romani juris diſceptatores, non aliter litium primordium accipere, niſi prius ante ſedem judicialem ſacroſanctæ deponantur ſcripturæ, & hæ permaneant non ſolum in principio litis, ſed etiam in omnibus cognitionibus uſque ad ipſum terminum, & definitivæ ſententiæ recitationem. Sic etenim attendentes ad ſacroſanctas ſcripturas, & Dei præſentia conſecrati, ex majore præſidio lites diriment, ſcituri, quod non magis alios judicant, quam ipſi judicantur: cùm etiam ipſis magis, quam partibus, terribile judicium eſt. Si quidem litigatores ſub hominibus, ipſi autem Deo inſpectore adhibito cauſas proferunt trutinandas. *l.* 14. *in fine c. de jud.*

Non enim hominis exercetis judicium, ſed Domini, & quodcunque judicaveritis in vos redundabit. 2. *Paralip.* 19. 6.

Diſcite judices finium terræ. Præbete aures vos qui continetis multitudines, & placetis vobis in turbis nationum: quoniam data eſt à Domino poteſtas vobis, & virtus ab altiſſimo, qui interrogabit opera veſtra, & cogitationes ſcrutabitur: quoniam cum eſſetis miniſtri regni illius non rectè judicaſtis, nec cuſtodiſtis legem juſtitiæ, neque ſecundùm voluntatem Dei ambulaſtis. Horrende & cito apparebit vobis quoniam judicium duriſſimum his qui præſunt fiet. Exiguo enim conceditur miſericordia: Potentes autem potenter tormenta patientur. *Sap.* 6. 2.

cette

cette premiere, qui eſt la crainte de Dieu; car le fruit naturel de cette crainte eſt la fermeté & l'intrepidité à l'égard de tout ce qui peut venir de la part des hommes [h]; & l'uſage de cette force eſt de reſiſter à toutes ſollicitations, recommandations, & aux autres impreſſions de la part des perſonnes puiſſantes, ou qui pourroient nuire, & de ſoûtenir & proteger la juſtice & la verité au peril de tout [i], & ſur tout dans les occaſions où il faut la rendre à ceux qui n'ont pour toute recommandation que leur foibleſſe ou leur pauvreté [l]: c'eſt à cauſe de la neceſſité de cette force & de ce courage pour exercer les fonctions de Juge que Dieu défend à ceux qui en manquent de s'engager dans ce miniſtere, de crainte que la conſideration de quelque perſonne puiſſante ne les porte à quelque injuſtice [m].

La troiſiéme qualité dont Dieu commande l'uſage aux Juges, eſt d'avoir en eux-mêmes la verité, c'eſt-à-dire, de l'avoir dans l'eſprit & dans le cœur, de la connoître & de l'aimer; car c'eſt dans la connoiſſance & dans l'amour de la verité que conſiſte la ſageſſe & la principale ſcience d'un Juge, & c'eſt la crainte de Dieu qui

h In timore Domini, fiducia fortitudinis. *Proverb.* 14. 26.

Qui timet Dominum nihil trepidabit, & non pavebit quoniam ipſe eſt ſpes ejus. *Eccli.* 34. 16.

Qui timet hominem cito corruet. *Proverb.* 29. 25.

i Pro juſtitia agoniſare pro anima tua & uſque ad mortem certa pro juſtitia: & Deus expugnabit pro te inimicos tuos. *Eccli.* 4. 33.

l Væ qui condunt leges iniquas: & ſcribentes, injuſtitiam ſcripſerunt: ut opprimerent in judicio pauperes, & vim facerent cauſæ humiliuni populi mei: ut eſſent viduæ præda eorum, & pupillos diriperent. *Iſay.* 10. 1. 2.

Uſquequo judicatis iniquitatem, & facies peccatorum ſumitis. Judicate egeno & pupillo, humilem & pauperem juſtificate. *Pſ.* 81. 2.

Declina pauperi ſine triſtitia aurem tuam, & redde debitum tuum, & reſponde illi pacifica in manſuetudine. Libera eum qui injuriam patitur de manu ſuperbi: & non acidè feras in anima tua, in judicando eſto pupillis miſericors ut pater, & pro viro matri illorum. *Eccli.* 4. *v.* 8. 9. & 10.

Non facias violentiam pauperi, quia pauper eſt: neque conteras egenum in porta. Quia judicabit Dominus cauſam ejus & configet eos, qui confixerunt animam ejus. *Prov.* 22. *v.* 22. 23.

Aperi os tuum, decerne quod juſtum eſt, & judica inopem & pauperem. *Ibid.* 31. 9.

Novit juſtus cauſam pauperum. *Prov.* 29. 7.

m Noli quærere fieri judex niſi valeas virtute irrumpere iniquitates: ne forte extimeſcas faciem potentis, & ponas ſcandalum in æquitate tua. *Eccli.* 7. 6.

donne cette ſcience & cette ſageſſe [n]. C'eſt par la lumiere de la verité qu'un Juge diſcerne en chaque occaſion quel eſt ſon devoir, & c'eſt par l'amour de la verité qu'il s'y porte & qu'il l'embraſſe de toutes ſes forces[o]; car perſonne n'ignore que l'amour eſt le principe unique de nos mouvemens, de nos actions, & de nôtre conduite; & que comme nous ne ſçaurions agir que pour quelque fin qui nous attire, c'eſt à cet attrait où tendent toutes nos demarches comme un poids au centre, & c'eſt la pente de ce poids qu'on appelle amour : de ſorte, que ſi le Juge ne ſent un attrait dans la verité & dans la Juſtice, & ſi ſon poids a ſa pente vers quelque autre objet, il ſe portera par d'autres attraits à des injuſtices, & ſera ſans mouvement pour rendre juſtice dans les occaſions, où elle ne ſera accompagnée de rien qui l'attire.

La quatriéme qualité neceſſaire aux Juges eſt l'éloignement de l'avarice, & cette qualité comme les autres, ſuit la crainte de Dieu qui juge que rien n'eſt plus méchant qu'un avare [p], & que rien ne luy eſt par conſequent plus oppoſé; car l'avare plonge ſon cœur dans un amour capitalement oppoſé à celuy qui eſt commandé par les deux premieres loix, & qui ruine ces deux fondemens de toute Juſtice, puiſqu'il engage l'avare dans une idolatrie, qui eſt la ſource de tous les maux [q].

n Sapientia enim & diſciplina timor Domini. *Eccli.* 1. 34.
Initium ſapientiæ timor Domini. *Pſ.* 110. 10.

o Diligite juſtitiam qui judicatis terram. *Sap.* 1. 1.
Dabis ergo ſervo tuo cor docile, ut populum tuum judicare poſſit & diſcernere inter bonum & malum. 3. *Reg.* 3. 9.
Cui enim non eſt cognitum, antiquos judices non aliter judicialem calculum accepiſſe, niſi prius ſacramentum præſtitiſſent, omnimodo ſeſe cum *veritate* & legum obſervatione judicium eſſe diſpoſituros? *l.* 14. *c. de judiciis.*

p Avaro autem nihil eſt ſceleſtius. *Eccli.* 10. 9.

q Avaritia ſimulacrorum ſervitus. *Coloſſ.* 3. 5. *Epheſ.* 5. 5.
Nam qui volunt divites fieri incidunt in tentationem, & in laqueum diaboli, & deſideria multa inutilia, & nociva quæ mergunt homines in interitum & perditionem, radix enim omnium malorum eſt cupiditas. 1. *Timoth.* 6. 9. & 10. *v. Col.* 3. 5.

☞ *Si l'avarice dans l'uſage des biens temporels eſt un ſi grand crime, qu'elle eſt appellée une idolatrie, & même la ſource de tous les maux, quel nom pourroit-on donner à l'avarice des Juges dans le ni-*

Ainſi un Juge avare éteint dans ſon cœur l'amour de la verité & de la juſtice, & ſe porte ou à l'abandonner, ou à la negliger ſi ſon interêt ne s'y trouve joint, ou à prevariquer même ſi ſon avarice va juſqu'à cet excés de vendre l'injuſtice pour de l'argent ; mais ce n'eſt pas aſſez qu'un Juge n'ait pas une pente à l'avarice qui le porte à prevariquer, il doit de plus haïr toute diſpoſition à ce vice, juſqu'à faire ceder toûjours ſes interêts aux devoirs qui peuvent demander cette preference, & l'un des uſages de cette haine eſt celuy de ne recevoir jamais de preſens d'aucune nature ; car cette baſſeſſe ne peut être qu'un mouvement de l'avarice, & renferme deux injuſtices capitalement oppoſées à l'integrité qui doit regner dans le cœur d'un Juge : l'une qu'elle enga-

niſtere divin de la diſpenſation de la juſtice, puiſque ce crime à leur égard n'eſt pas un ſimple violement des devoirs communs & mutuels des hommes entr'eux, mais encore une prévarication contre l'ordre univerſel & contre le devoir de ce ſervice & de ce miniſtere public, auquel les Juges ſont ſingulierement deſtinez par leurs fonctions, & cette prévarication de l'avarice des Juges eſt d'autant plus criminelle que l'avarice des particuliers en ce que les particuliers n'exercent leur avarice que par des voyes qui portent les apparences & le caractere de l'iniquité, & qui peuvent être reprimées par l'autorité des Juges, au lieu que l'avarice des Juges s'exerce par la voye même de l'autorité, qui établit l'injuſtice par le miniſtere de la juſtice.

On peut remarquer icy deux effets de l'avarice, qui ſont les plus ordinaires dans le miniſtere de la juſtice, & qui paroiſſent les moins criminels.

Le premier eſt de prendre plus d'émolumens qu'on ne doit en prendre, ou d'en prendre dans des occaſions, où l'on ne doit pas en prendre. On ſe flate aiſément dans cette injuſtice, & pluſieurs circonſtances y contribuent ; la modicité de chaque prévarication, & l'uſage les rendent inſenſibles, & le profit réel ſe rencontrant avec l'impunité, l'avarice ſe porte ſans bornes à tous les profits illicites & criminels.

Le ſecond de ces deux effets de l'avarice dans la perſonne des Juges, c'eſt de ceſſer d'exercer les fonctions de la juſtice lors qu'il n'a pas d'autre partie que le public, & dans les affaires des pauvres, qui demandent la juſtice, & qui ſont dans l'impuiſſance par leur pauvreté de recompenſer le travail des Juges. On doit mettre dans le même rang l'interêt public ſans partie, & celuy des pauvres, parce que l'un & l'autre ſont également importans, & également abandonnez.

V. les textes citez au commencement de ce préambule ſur les devoirs des Juges de rendre la juſtice aux pauvres.

ge ou met en peril les plus ſages de favoriſer celuy de qui ils reçoivent le preſent, & par conſequent de prévariquer, ſe laiſſant aller à un autre penchant qu'à celuy de l'amour de la verité & de la Juſtice qui doit être leur principe unique, & l'autre qu'ils ne peuvent recevoir un preſent ſans approuver la conduite de celuy qui l'offre, ni par conſequent ſans luy faire voir qu'approuvant ſa vûë de les flechir par le preſent, ils y correſpondent & entrent en part dans les intentions & dans le commerce qu'il prétend faire d'avoir pour la recompenſe de ſon preſent la faveur du Juge [r].

Comme ce n'eſt donc que par ce courage & cette force, par cette connoiſſance & cet amour de la verité & de la Juſtice, & par cet éloignement de l'avarice qu'on peut être un bon Juge, & que ces qualitez ne ſe trouvent au point qu'il faut qu'avec la vûë de Dieu que donne la crainte de manquer à ce qu'on lui doit; c'eſt cette crainte qui eſt le fondement de l'integrité des Juges, & ceux qui en manquent ne ſçauroient que tomber dans des injuſtices, & c'eſt par cette raiſon qu'on voit dans l'Evangile, que le caractere d'un mauvais Juge eſt de n'avoir pas la crainte de Dieu [ſ].

Quelqu'un pourra penſer qu'on a vû des Juges parmi les Payens, qui ſans la crainte de Dieu ont rendu Juſtice, & qu'aujourd'huy pluſieurs de ceux qui connoiſſent Dieu

[r] Nec accipies munera quæ etiam excæcant prudentes & ſubvertunt verba juſtorum. *Exod.* 23. 8.

Non accipies perſonam nec munera: quia munera excæcant oculos ſapientum, & mutant verba juſtorum. *Deuter.* 16. 19.

Xenia & dona excæcant oculos judicum, & quaſi mutus in ore avertit correptiones eorum. *Eccli.* 20. 31.

Dominus Deus veſter ipſe eſt Deus deorum, & Dominus dominantium, Deus magnus & potens, & terribilis, qui perſonam non accipit nec munera facit judicium pupillo & viduæ. *Deuter.* 10. *v.* 17. 18.

Qui dat munera, animam autem aufert accipientium. *Prov.* 22. 9.

Munera de ſinu impius accipit, ut pervertat ſemitas judicii. *Ibid.* 17.

Qui juſtificatis impium pro muneribus, & juſtitiam juſti aufertis ab eo. *Iſai.* 5. 23.

V. Sur les preſens la remarque à la fin de ce préambule.

[ſ] Judex quidem erat in quadam civitate, qui Deum non timebat, & hominem non reverebatur. Vidua autem quædam erat in civitate illa: & veniebat ad eum dicens, vindica me de adverſario meo. Et nolebat per multum tempus. *Luc.* 18. 2. 3. 4.

ſans avoir ſa crainte, ne laiſſent pas de paſſer pour de bons Juges, & qu'il y en a même qu'il vaudroit mieux avoir pour Juges avec ce défaut, que d'autres qui paroiſſent avoir cette crainte, cette objection merite ſans doute qu'on y ſatisfaſſe; car encore que ce fût aſſez pour l'aneantir d'y répondre qu'il ne peut y avoir de raiſon qui puiſſe balancer l'autorité de la parole divine lors même que les raiſons n'en paroiſſent point, & que par conſequent les veritez qu'on vient d'expliquer étant ſi expreſſes dans l'Ecriture, on doit en être convaincu. Il n'eſt pas difficile de faire ſentir qu'elles ſont ſi ſures, que rien n'eſt plus indubitable.

On convient qu'il y a eu des Juges & des Officiers [t] dans le Paganiſme qui ont mieux valu que quelques-uns de ceux d'aujourd'huy & des temps paſſez; mais rien n'oblige à convenir que pendant qu'on a été dans l'igno-

t ☞ *Il faut diſtinguer les Juges & les Officiers dans le droit Romain; les Officiers ou Magiſtrats étoient ceux qui avoient l'autorité & la juriſdiction, & on ne leur donnoit pas le ſimple nom de Juges, quoi qu'ils euſſent le droit de juger, mais ils avoient le pouvoir de commettre leur juriſdiction, & de nommer des Juges qui jugeoient les differends des particuliers: ainſi le Preteur, le Prefet du Pretoire, les Proconſuls, & les Préſidens, qui étoient les Gouverneurs des Provinces, & d'autres Magiſtrats avoient leurs juriſdictions, & ils pouvoient juger; mais ils avoient auſſi le pouvoir de donner des Juges aux parties.*

Ad vicem magiſtri equitum Præfectos prætorio antiquitus inſtitutos eſſe, à quibuſdam ſcriptoribus traditum eſt. Nam cùm apud veteres dictatoribus ad tempus ſumma poteſtas crederetur, & magiſtros equitum ſibi eligerent, qui adſociati participales cura (admilitiæ gratia) ſecundam poſt eos poteſtatem gererent: regimentis reipublicæ ad imperatores perpetuos tranſlatis, ad ſimilitudinem magiſtrorum equitum Præfecti prætorio à principibus electi ſunt. Data eſt plenior licentia ad diſciplinæ publicæ emendationem..... credidit enim princeps, eos, qui ob ſingularem induſtriam, explorata eorum fide, & gravitate, ad hujus officii magnitudinem adhiberentur, non aliter judicaturos eſſe pro ſapientia ac lucæ dignitatis ſuæ, quam ipſe foret judicaturus. *l.* 1. *&* §. 1. *ff. de off. Præf. Præt.*

V. tot. hunc tit. & ſeq. de offic. Præf. orb.
V. tit. Cod. de offic. Præf. Prætor. de offic. Præf. urb. &c.

rance de la veritable Religion, il y ait eu des Juges qui ſans les lumieres du Chriſtianiſme ayent eu une ſi parfaite integrité, qu'ils ayent rendu la juſtice de la maniere dont Dieu veut qu'elle ſoit renduë, & avec la rectitude & la fidelité qu'il demande; car pour la rendre de cette maniere, il faut avoir un amour ardent & genereux de la verité & de la Juſtice, une delicateſſe de diſcernement pour la reconnoître, une oppoſition à toute injuſtice, à toute mauvaiſe voye, à toute mauvaiſe foy; une force & une fermeté à ſoûtenir & proteger uniformément en toute ſorte d'occaſions la juſtice & la verité contre les obſtacles de toute nature, un deſintereſſement qui mette toute conſideration au deſſous de celle du devoir de rendre Juſtice, une application exacte & fidéle à n'en pas differer l'adminiſtration, & toutes ces qualitez ſuppoſent l'empire de la raiſon ſur les interêts, ſur les paſſions, ſur la froideur, ſur la negligence, & ſur tous les autres défauts qui peuvent porter ou à quelque injuſtice, ou à manquer à quelque devoir que Dieu demande de ceux qui rendent la juſtice; & il n'eſt pas poſſible qu'on ne manque de quelqu'une de ces diſpoſitions, ſi on n'a pas dans le cœur pour le principe de ſa conduite dans ſes devoirs un amour & un zele de la verité & de la Juſtice, dont la crainte de Dieu ſoit le fondement; car ſans la ſtabilité inebranlable de ce principe, l'uniformité dans tous les devoirs ne peut ſubſiſter, & le Juge qui en manque, tombera ou dans des negligences ou dans des foibleſſes, ou en d'autres plus grandes fautes contre ſes devoirs, ſelon que ſes interêts, ſes paſſions, & ſes diverſes vûës pourront l'en diſtraire ou l'en égarer; & comme on ſçait que dans les tenebres du Paganiſme, l'homme n'agit que par les mouvemens de ſes paſſions, & que les plus grandes vertus des Romains même n'étoient que l'ambition & la vanité dont l'avarice eſt un inſtrument, ces vices étoient ſi communs à Rome, & l'avarice même aux Officiers de Juſtice, qu'un des premiers Peres de l'Egliſe a remarqué pour une preuve certaine de cette avarice l'excés de la corruption & des concuſſions des Officiers

de Juſtice, qui donna ſujet à une loy expreſſe pour les reprimer *u* mais cette loy même qui ne venoit pas de l'eſprit de Dieu, n'avoit pas auſſi pourvû à ce deſordre d'une maniere digne de la vraye Juſtice, puiſqu'elle n'avoit défendu aux Magiſtrats de la Ville de recevoir des preſens qu'au delà de cent pieces d'or qu'elle leur permettoit de prendre pendant une année *x* ce qu'il étoit aſſez difficile de contrôller, & n'empêchoit pas que l'Officier qui auroit voulu ſe tenir dans ces bornes, mais ſans perdre l'avantage d'un preſent bien ménagé pour ſes interêts, ne prit en un coup les cent pieces d'or pour une injuſtice qui peut les valoir : & pour les Magiſtrats des Provinces, Proconſuls & Preſidens qui en étoient les Gouverneurs, & qui avoient la fonction de Juges des affaires particulieres, il leur avoit été permis par d'autres loix de prendre des preſens de choſes qu'on pouvoit manger ou boire, pourvû qu'il n'y en eût que pour peu de jours *y*.

u Lex Julia repetundarum pertinet ad eas pecunias, quas quis in magiſtratu, poteſtate, ratione, legatione, vel quo alio officio, munere, miniſteriove publico cepit, vel cum ex cohorte cujus eorum eſt. *l.* 1. *ff. ad leg. Jul. repet.*

Eadem lege tenentur, qui ob denuntiandum, vel non denuntiandum teſtimonium, pecuniam acceperint. Hac lege damnatus, teſtimonium publicè dicere, aut judex eſſe poſtulareve prohibetur. *l.* 6. *&* §. 1. *ff. eod. V. hunc titul. & tit. c. de lege jul. repet.*

C'eſt de cette loy que ſaint Jerôme a dit dans le chapitre 13. *ſur Iſaie, qu'elle étoit une preuve tres-certaine de l'avarice des Romains ; & il eſt remarquable ſur ce ſujet que ce même Pere a dit au commencement de ſes Commentaires ſur la Geneſe, que Ciceron avoit été accuſé par les Grecs de concuſſion, luy qu'on ſçait avoir dit de luy-même qu'il étoit ſi regulier ſur les preſens, qu'il ne prenoit pas même ceux que les loix permettoient de prendre.* V. Cicer. 5. ad action. 20.

x Lege Julia repetundarum cavetur..... utque urbani magiſtratus ab omni ſorde ſe abſtineant: neve plus doni muneris in anno accipiant quam quod ſit aureorum centum. *l.* 6. *in f. ff. ad leg. jul. repet.*

y Plebiſcito continetur, ut ne quis præſidum, munus donum caperet: niſi eſculentum, potulentumve, quod intra dies proximos prodigatur. *l.* 18, *ff. de off. præſidis.*

Jubemus igitur, quoties apud quoſcunque judicantes aut adminiſtratores, lites aut appellationes examinantur: præ omnibus principales litigantium perſonas, aut illos ad quos in medium negotium ſorte migraverit, in præſentia judicum tangentes ſancta Evangelia, jurare, quod nihil penitus judicibus, aut patrocinii cauſa ipſis vel alii cuicunque perſonæ pro hac cauſa quolibet modo dederunt, aut promiſerunt, aut poſtea dabunt vel per ſe, vel per aliam quamcunque mediam perſonam : exceptis iis quæ propriis advocatis pro patrocinio præſtant, aliiſque perſonis quibus noſtræ leges dari diſpoſuerunt. *Nov.* 124. *c.* 1.

On voit par ces loix que non ſeulement les Juges, mais les Legiſlateurs même des Romains étoient bien éloignez de la connoiſſance que nous donne la Religion de l'iniquité des Juges qui recevoient les moindres preſens, parce qu'ils n'avoient pas aſſez penetré la flexibilité de l'eſprit au cœur, & celle du cœur aux preſens, & qu'ils n'avoient pas même ſenti les effets naturels qu'on a déja remarquez que font les preſens, ou que s'ils l'avoient ſenti, ils étoient bien injuſtes de ſouffrir cette licence par de telles loix.

On pourroit faire d'autres reflexions, & ſur les principes de la Religion, & ſur d'autres loix injuſtes du droit Romain, pour faire voir que ſans la connoiſſance de la veritable Religion, il n'y a point de juſtice parfaite, & ce n'a été auſſi que par les lumieres de la Religion & par la connoiſſance de la loy divine, que tout uſage des preſens aux Juges a été aboli par une loy de l'Empereur Conſtantin qui défendit aux Officiers même à qui ces loix permettoient ces petits preſens, qu'on appelloit *Xenia* d'en recevoir à peine de la vie z, & nos Rois ont

V. La remarque qu'on vient de faire ſur l'avarice des Juges dans le miniſtere de la diſpenſation de la juſtice, & les textes de l'Ecriture qu'on y a citez.

z Si qui eorum qui in diverſis agunt officiis principatus xenia aut munuſcula quæ canonica ex more fecerunt extorſerit vel etiam ſponte oblata non refutaverit ſublatis omnibus facultatibus ultimo ſubjugetur exitio. *Cod. Theod. ne dam. Provinc. inflig.*

☞ *Il eſt remarquable que Tribonien n'a pas reüeilli cette loy dans le Code de Juſtinien: ce qui peut confirmer ce qu'on dit de luy, qu'il recevoit des preſens, & commettoit de plus grandes concuſſions, comme il a été remarqué en un autre lieu a. En quoi il prévariquoit, non ſeulement contre la Loy divine, contre le droit naturel, & contre cette loy, mais auſſi contre une autre de Juſtinien, qui eſt la Novelle* 17. *adreſſée à luy-même, puis que par cette loy il luy étoit ordonné d'exercer ſa Charge avec une integrité qui ſurpaſſât celles de tous les Officiers, & d'avoir les mains ſi pures envers Dieu, envers l'Empereur, & envers la loy, qu'il ne trouvât aucun profit, aucun gain, ni grand ni petit, autre que ce qu'il recevoit du Prince des deniers publics, & qu'il ne commît dans ſa Charge aucune malverſation. Si cette loy étoit de Tribonien même, comme il y a apparence, il eſt difficile de croire*

a *V. le préambule du Titre* 3. *du Livre* 3. *des Succeſſions au Tome* 3. *des Loix Civiles.*

fait

fait les mêmes défenſes à tous Juges de recevoir des preſens, non pas méme des choſes qui ſe conſomment à manger ou à boire, & ont ordonné de groſſes peines contre tout uſage des preſens ſi petits qu'ils ſoient.

que s'il étoit tel qu'on le dit ces dernieres expreſſions fuſſent ſerieuſes.

Oportet igitur, te purè ſumentem adminiſtrationem, & ſine omni ſuffragio, præ omnibus aliis mundas ſervare Deo nobiſque & legi manus, & nullum contingere lucrum, neque majus, neque minus: neque captioſum quiddam contra ſubjectos facere negotiatione: ſed contentum eſſe ſolis à fiſco tibi miniſtratis, & tam per te quam per eos qui circa te ſunt purum eis undique ſervare jus: & feſtinare, primum quidem fiſcalia tributa exigi vigilanter, nihil diminuens circa publicam curam requirere, ne forte fiſcus inde minuatur, & ſalvare ei undique quæ propria ſunt. Sicut enim privatos injuſtitiam paſſos adjuvamus ſic & publicum illæſum manere volumus. Collatores namque omni alia calumnia liberi conſervati, facile & in promptu ſolvent tributa: & qui in furta prius dantes manebant debentes adhuc fiſcalia, ex nunc ipſis fiſcalibus exſolventes liberabunt facile ſe tributis. *Nov.* 17. *c.* 1.

Cogitatio igitur nobis facta eſt, quod agentes omnia quæcunque in noſtris provinciis ſunt, uno actu communi ad meliora migraremus. Hoc enim omnino eventurum credimus, ſi præſides gentium quicunque civiles adminiſtrationes provinciarum habent, puris procuremus uti manibus & ab omni abſtinere acceptione pro illis, ſolis contentos eis quæ à fiſco dantur. Quod non aliter fiet, niſi & ipſi cingula ſine mercede percipiant, nihil omnino dantes nec occaſione ſuffragiorum, neque iis qui ſingula habent, nec alii omnium ulli. Conſideravimus enim, quia licet quæſtus immodicus imminuitur imperio, attamen noſtri ſubjecti incrementum maximum percipient, ſi indemnes à judicibus conſerventur: & imperium & fiſcus abundabit utens ſubjectis locupletibus: & uno hoc introducto ordine, plurima rerum & innumera erit ubertas. An certe non omnibus manifeſtum eſt, quoniam qui aurum dat, & ita adminiſtrationem emit: non dat hoc ſolum quantum occaſione adinventum eſt ſuffragiorum, ſed & aliud extrinſecus addit amplius occaſione commodi adminiſtrationem aut dantibus aut ſpondentibus, & ſic uno principio illicito dato plurimas neceſſe eſt manus circumire eum qui donationem facit: & hoc non de ſuo forte præbere, ſed mutuatum, & ut mutuare poſſit, damnificatum: & computare apud ſe, quia convenit eum tantum ex provincia percipere, quantum liberet quidem ei debita, ſortes, & uſuras, & damna pro ipſo mutuo, computabit autem & in medio expenſas largio-

res, jam & judici, & qui circa ipſum ſunt, convenientes : & quemdam etiam ſibimet recondet quæſtum in tempore ſequenti, in quo forte non adminiſtrabit. *Nov.* 8. *in Præfat.*

Quoique cette Novelle regarde la venalité des Charges, on peut l'appliquer icy.

V. L'Ordonnance du 28. *Octobre* 1446. *art.* 6. *d'Avril* 1453. *art.* 118. 119. 120. *de Juillet* 1493. *art.* 16. *& ſuivans, de* 1535. *ch.* 1. *art.* 53. *d'Orleans art.* 43. *&c. de Blois art.* 114.

SOMMAIRES.

1. *Premiere regle de l'integrité des Juges.*
2. *Ils doivent avoir la crainte de n'être pas aſſez fideles à leur miniſtere.*
3. *Ils doivent avoir la fermeté & la force, pour ſoûtenir la juſtice & la verité.*
4. *Ils doivent rendre la juſtice ſans acception de perſonne.*
5. *Ils doivent avoir dans le cœur l'amour & le zele de la verité & de la juſtice.*
6. *Les Juges qui ont l'adminiſtration du bien public doivent avoir ce même zele pour la juſtice, quoy qu'il n'y ait aucune partie qui la demande.*
7. *Vigilance des Officiers qu'on appelle gens du Roy.*
8. *Deſintereſſement commandé aux Juges.*
9. *Ils doivent borner les procedures à ce qu'il y a de neceſſaire pour l'inſtruction des procés.*
10. *Les Officiers qui par leurs Charges ſont obligez aux fonctions de la juſtice dûe au public doivent les exercer quoy qu'il n'y ait pas d'émolumens.*
11. *Juges dont les fonctions ſont reſtreintes aux jugemens des procés.*
12. *Les Juges avares abandonnent les fonctions dont il ne leur revient point d'émolumens.*
13. *Les preſens corrompent les Juges.*
14. *Ils doivent s'abſtenir de connoître de certaines cauſes.*

I.

COmme les Juges tiennent leur pouvoir de Dieu par les mains du Prince qui le leur confie [a], & que c'eſt le jugement de Dieu même qu'ils doivent rendre [b], la premiere regle de leur integrité eſt qu'elle ſoit proportionnée à la fonction divine de juger [c], & qu'ils joignent aux lumieres de la capacité, dont on a parlé dans la ſection precedente, les autres qualitez qu'on expliquera dans les articles qui ſuivent, afin que non ſeulement ils ne commettent aucune ſorte de malverſation ; mais qu'ils rendent la juſtice d'une maniere digne d'une fonction de ce caractere.

1. *Premiere regle de l'integrité des Juges.*

a Data eſt à Domino poteſtas vobis. *Sap.* 6. 4.

Omnis anima poteſtatibus ſublimioribus ſubdita ſit : non eſt enim poteſtas niſi à Deo : quæ autem ſunt, à Deo ordinata ſunt. Itaque qui reſiſtit poteſtati Dei ordinationi reſiſtit. *Rom.* 13. 1. 2.

b Præcipiens judicibus, videte ait quid faciatis non enim hominis exercetis judicium, ſed Domini. 2. *Paralip.* 19. 6.

c Dignè Deo. *Coloſſ.* 1. 10.

II.

La premiere des qualitez qui doivent faire l'integrité d'un Juge, eſt la fidelité à conſerver dans toutes ſes fonctions la vûë de ce que demande de luy un miniſtere où il tient la place de Dieu, & où chaque demarche luy fait un devoir dont il luy rendra un compte ſevere : ce qui l'oblige à prendre pour la premiere regle de tous ſes devoirs celuy de la crainte de n'être pas aſſez fidelle à ſes volontez [d].

2. *Ils doivent avoir la crainte de n'être pas aſſez fidéles à leur miniſtere.*

d ☞ Non enim hominis exercetis judicium, ſed Domini & quodcunque judicaveritis in vos redundabit. 2. *Paralip.* 19. 6.

Quoniam data eſt à Domino poteſtas vobis, & virtus ab altiſſimo, qui interrogabit opera veſtra, & cogitationes ſcrutabitur : quoniam cum eſſetis miniſtri regni illius, non rectè judicaſtis, nec cuſtodiſtis legem juſtitiæ, neque ſecundum voluntatem Dei ambulaſtis. Horrendè & cito apparebit vobis : quoniam judicium duriſſimum his qui præſunt fiet. Exiguo enim conceditur miſericordia : potentes autem potenter tormenta patientur. *Sap.* 6. 4.

V. Pſ. 118. *v.* 120.

Optamus, ut omnes judices noſtri ſecundum voluntatem & timorem Dei, & noſtram electionem atque ordinationem ſic ſuas adminiſtrationes gubernare ſtudeant : ut nullus eorum aut cupiditati ſit deditus, aut violencias aliquas vel ipſe inferat, vel judicibus, aut officiis eorum aut quibuſcunque aliis collatoribus inferre permittat. *l.* 1. §. 5. *C. de offic. Præf. Præt. Afric.*

La crainte que doivent avoir les Juges conſiſte à ſe conſiderer comme dépoſitaires de ce pouvoir qui leur eſt donné, & à ne pas croire qu'il leur ſoit propre, afin qu'ils en uſent comme devant en rendre un compte ſevere. Les Juges qui manquent de cette crainte ſe rendent maîtres & uſurpateurs de l'autorité, dont ils ne ſont que dépoſitaires: & au lieu de maintenir parmy les hommes injuſtes l'interêt de la juſtice, qui eſt celuy de Dieu même qui leur en commet la diſpenſation, ils ne mettent en uſage leur autorité dans la juſtice, que pour la faire ſervir à leurs interêts & à leurs paſſions juſqu'à l'employer contre la juſtice. Que ſi l'injuſtice & la violence des particuliers eſt un objet de colere & d'indignation, que doit-on dire de cet horrible renverſement de voir la violence dans l'autorité & la juſtice s'armer contre elle-même.

III.

3. *Ils doivent avoir la fermeté & la force, pour ſoûtenir la juſtice & la verité.*

La ſeconde qualité d'un Juge eſt la force & la fermeté pour ſoûtenir & pour proteger dans toutes les occaſions la juſtice & la verité [e], & ſur tout dans celles où la veuve & l'orphelin, le pauvre & les perſonnes foibles gemiſſent ſous l'oppreſſion : de ſorte, que s'il dépend du Juge de faire ceſſer l'injuſtice, il luy impoſe le joug de l'autorité ſans aucune acception de perſonnes [f], & que ſi ſon miniſtere n'a pas aſſez d'étenduë pour reprimer cette injuſtice, qu'il ne prenne aucune part à la violence qu'il ne pourroit vaincre, & qu'il faſſe connoître par ſa conduite qu'il ne plie à aucune conſideration contre ſon devoir, & qu'aucune puiſſance oppoſée n'eſt capable de l'en détourner.

[e] Noli quærere fieri judex : niſi valeas virtute irrumpere iniquitates, ne fortè extimeſcas faciem potentis, & ponas ſcandalum in æquitate tua. *Eccli.* 7. 6.

Pro juſtitia agoniſare pro anima tua, & uſque ad mortem certa pro juſtitia, & Deus expugnabit pro te inimicos tuos. *Eccli.* 4. 33.

[f] Judicate egeno, & pupillo hominem, & pauperem juſtificate, eripite pauperem, & egenum de manu peccatoris liberate. *Pſ.* 81. 3.

Quod juſtum eſt judicate ſive civis ſit ille, ſive peregrinus. Nulla erit diſtan-

tia perſonarum, ita parvum audietis, ut magnum: nec accipietis cujuſquam perſonam, quia Dei judicium eſt. *Deuter.* 1. 16.

Auris audiens beatificabat me, & oculus videns teſtimonium reddebat mihi: eo quod liberaſſem pauperem vociferantem, & pupillum cui non eſſet adjutor. Benedictio perituri ſuper me veniebat, & cor viduæ conſolatus ſum. Juſtitiâ indutus ſum, & veſtivi me, ſicut veſtimento & diademate, judicio meo. Oculus fui cæco, & pes claudo pater eram pauperum: & cauſam quam neſciebam, diligentiſſime inveſtigabam. Conterebam molas iniqui, & de dentibus illius auferebam prædam. *Job.* 29. 11.

☞ *La fermeté & la force ſont neceſſaires aux Juges, pour pouvoir ſurmonter toutes les difficultez qui peuvent s'oppoſer à la juſtice; & auſſi pour mépriſer tous les maux qui peuvent leur arriver aprés l'avoir renduë; car ſans ce courage & cette fermeté, il eſt viſible qu'ils cederont à ces difficultez, & qu'ils abandonneront la juſtice pour les éviter. Cette fermeté doit être accompagnée d'un zele divin, exempt de trouble & de paſſion, toûjours égal, & incapable de ſe rallentir. Ce courage & cette fermeté pour les interêts de la juſtice ſuffiſent aux Juges, pour reſiſter à tous les efforts qu'on pourroit faire pour les corrompre, ſans qu'ils ayent beſoin des forces exterieures pour ſe ſoûtenir; & lors même qu'il faut agir & entreprendre, ils ne laiſſeront pas de remplir l'étenduë de leurs devoirs par les preuves qu'ils pourront donner de leur reſiſtance & de leurs efforts contre l'injuſtice; & conſervant par cette conduite le reſpect & la dignité de leur miniſtere, ils préviendront par cette voye pluſieurs injuſtices. Mais ceux qui manquent de cette vertu, quelque dignité & quelques forces exterieures qu'ils puiſſent avoir d'ailleurs, au lieu qu'ils devroient être une image vivante de la divinité qu'ils repreſentent dans leurs fonctions, ils ne ſeront, ſelon l'expreſſion d'un Prophete, qu'une ſtatuë ſans bras & ſans yeux: & loin d'attirer le reſpect, il n'attireront que le mépris* a.

On ne doit pas rapporter icy toutes les occaſions, où les Juges ont beſoin de force & de courage, pour ſurmonter toutes les difficultez qui peuvent naître dans l'exercice de leurs fonctions. Il ſuffit de remarquer que tous les Juges doivent s'animer de cette vertu dans toutes les occaſions, où la juſtice ſe trouve opprimée, quand les riches oppriment les pauvres, quand les violens accablent les foibles, quand les Seigneurs veulent abuſer de l'autorité de la juſtice contre leurs juſticiables, & dans toute ſorte de rencontres, où les inégalitez & les diſproportions des particuliers oppoſez entr'eux mettent l'injuſtice en balance contre la juſtice.

Et ce n'eſt que pour ces ſortes d'occaſions que les Juges ſont établis, & Dieu ne leur donne ſa place, pour les élever au deſſus des autres par le caractere & l'autorité qu'il leur communique, qu'afin qu'ils élevent auſſi la juſtice par leur force & par leur courage au deſſus de toutes les forces de l'injuſtice.

a *Zach.* 11. 17.

On pourroit peut-être penſer que cette force eſt une vertu peu neceſſaire aux Juges dans les moyennes juſtices: mais on peut dire tout au contraire, qu'elle leur eſt encore plus neceſſaire qu'aux autres Juges qui ſont élevez, parce qu'il leur arrive ſouvent des occaſions difficiles; & qu'étant dépoüillez de l'éclat & de la dignité qui environne & ſoûtient les autres Juges ſuperieurs, ils ne peuvent ſoûtenir par leur vertu le caractere de la dignité, que leur donne le titre de Juges, & ils doivent faire éclater du moins leur courage s'ils ne peuvent faire ſentir leur autorité; & il eſt du devoir de ceux qui en ſont revêtus de les maintenir contre l'oppreſſion & contre les violences de ceux qui pourroient les troubler dans l'exercice de leurs fonctions, afin qu'ils puiſſent par leur fermeté & par leur courage, ſoûtenu de la protection des Juges ſuperieurs, avoir la force & toute l'autorité neceſſaire pour l'adminiſtration de la juſtice.

On peut encore remarquer ſur ce qui regarde la force & la fermeté neceſſaire aux Juges, que par le droit Romain on ne pouvoit exercer les fonctions de juſtice dans la Province, où l'on étoit né, non pas même la fonction d'Aſſeſſeur, qui étoit d'aſſiſter & donner conſeil aux Magiſtrats dans les jugemens, de crainte que les conſiderations des parens & des amis n'engageaſſent à quelque injuſtice.

Si eadem provincia, poſtea diviſa, ſub duobus præſidibus conſtituta eſt: velut germania Myſia: ex altera ortus in altera adolebit. *l. 3. ff. de off. adſeſſ.*

Nequis ſine ſacrilegii crimine deſiderandum intelligat gerendæ ac ſuſcipiendæ adminiſtrationis officium intra eam provinciam in qua provincialis & civis habetur: niſi hoc cuiquam ultronea liberalitate per divinos affatus imperator indulgeat. *l. ult. C. de crim. Sacr.*

Ces défenſes n'étant pas de nôtre uſage, la liberté d'être Officier dans ſon pays augmente la neceſſité de l'uſage de la force & de la fermeté; & c'eſt pour exciter les Juges à ce devoir que les Ordonnances leur ont défendu d'avoir égard aux Lettres Clauſes ou de Cachet du Roy dans leurs fonctions: ce qui leur apprend qu'aucune conſideration ne doit balancer celle de la juſtice qu'ils ſont obligez de rendre. V. l'article 81. de l'Ordonnance de Moulins, qui fait les mêmes défenſes, reſervant l'execution des ordres du Prince, qui ne bleſſeroit les droits de perſonne, ou les graces pour les crimes.

On peut remarquer ſur ce même ſujet que c'étoit autrefois une diſcipline du Parlement, pour conſerver la fermeté & l'integrité que les Officiers de ce Corps ne frequentoient pas les maiſons des Princes, & n'alloient pas même au Louvre s'ils n'étoient mandez par le Roy.

IV.

Comme la fermeté du Juge ne doit être que pour la juſtice & ſans acception de perſonnes, il ne doit conſiderer dans les pauvres & dans les foibles que l'oppreſſion qu'ils peuvent ſouffrir par quelque injuſtice pour y oppoſer ſon autorité; mais ſi la cauſe du pauvre, de la veuve & de l'orphelin n'eſt accompagnée de la Juſtice, il ne doit pas ſe laiſſer flechir aux motifs de compaſſion, mais il doit la juſtice ſans acception de ces perſonnes non plus que des autres *g*.

4. Ils doivent rendre la juſtice ſans acception de perſonnes.

g Pauperis quo quenon miſereberis in judicio. *Exod.* 23. 3.

Nulla erit diſtantia perſonarum, ita parvum audietis ut magnum: nec accipietis cujuſquam perſonam, quia Dei judicium eſt. *Deuter.* 1. 17.

Cognoſcere perſonam in judicio non eſt bonum. *Prov.* 24. 23.

Qui cognoſcit in judicio faciem, non benefacit: iſte & pro buccella panis deſerit veritatem. *Ibid.* 28. 21.

Rex qui judicat in veritate pauperes, thronus ejus in æternum firmabitur. *Ibid.* 29. 14.

Deus judicium tuum regi da: & juſtitiam tuam filio regis. Judicate populum tuum in juſtitia, & pauperes tuos in judicio, *Pſ.* 71. 1.

V.

La troiſiéme qualité d'un Juge eſt l'honneur & le zele de la verité & de la juſtice *h*; car le cœur n'eſt flexible qu'à ce qu'il aime, & celuy d'un Juge ne ſçauroit être docile à ſes devoirs s'il n'y eſt porté par le poids & le penchant de l'amour de la juſtice, & ſouvent même le défaut de cet amour fait perdre aux Juges le diſcer-

5. Ils doivent avoir dans le cœur l'amour & le zele de la verité & de la juſtice.

h Diligite juſtitiam qui judicatis terram. *Sap.* 1. 1.

☞ *Tous les devoirs des Juges dépendent tellement de cet amour & de ce zele pour la juſtice & pour la verité, que Salomon demandant à Dieu les qualitez neceſſaires, pour juger ſon peuple, ne luy demanda que la bonne diſpoſition du cœur, parce qu'il ſçavoit qu'il ne pouvoit rendre la juſtice s'il ne l'aimoit, & s'il n'avoit un cœur flexible à tous les mouvemens de l'amour de la juſtice, & que cet amour étoit un principe univerſel, qui le conduiroit dans tout le détail de tous ſes devoirs. L'amour de la juſtice eſt le principe de la conduite des Juges; & c'eſt par conſequent une verité divine auſſi que les Ju-*

nement de ce qui eſt juſte ou injuſte, & les porte à des injuſtices qu'ils éviteroient s'ils avoient la lumiere que l'ardeur de cet amour devroit leur donner [i].

ges les plus éclairez & les plus habiles ſont indignes de ce rang, & que toute leur ſcience n'eſt qu'une lumiere languiſſante & inutile ſi elle n'eſt animée d'un amour actif, qui les applique à tous leurs devoirs. Il n'y a donc rien de plus important que de bien connoître & bien obſerver cette loy ſi eſſentielle aux devoirs des Juges, & pour comprendre cette loy de l'amour, de la juſtice dans toute ſa force & dans toute ſon étenduë, il faut la conſiderer ſur ſes fondemens, qui ſont les mêmes que ceux de la loy generale, qui commande aux hommes de s'aimer reciproquement; & c'eſt auſſi le même eſprit qui fait la force & la juſtice de l'une & de l'autre. V. le chap. 2. du traité des loix dans les Loix Civiles.

C'eſt par cet amour de la juſtice que les Juges s'appliquent à toutes les fonctions de leur miniſtere; c'eſt cet amour qui les porte à la recherche & à la punition des crimes & des entrepriſes, qui troublent l'ordre de la ſocieté des hommes: c'eſt par cet amour pour la juſtice qu'ils préferent la juſtice à toute autre vûë, & que les interêts de leurs amis & de leurs proches & les leurs même, ne les touchent pas quand ils ſont contraires à leurs devoirs: c'eſt par cet amour pour la juſtice qu'ils mépriſent les preſens, les promeſſes, les menaces, & toute ſorte d'évenemens, & que rien ne ſçauroit les empêcher de rendre la juſtice: c'eſt par cet amour qu'ils la rendent également en toute ſorte d'occaſion ſans exception de perſonnes, & avec un zele proportionné à leurs fonctions, & ſelon que l'état des choſes peut le demander; & c'eſt enfin par cet amour que les Juges s'attachent fidélement à l'étude neceſſaire, pour s'acquiter dignement de leur miniſtere, & qu'ils s'appliquent exactement à la diſcuſſion de tous les faits & de toutes les circonſtances des affaires, dont ils doivent être Juges.

i Dabis ergo ſervo tuo cor docile, ut populum tuum judicare poſſit, & diſcernere inter bonum & malum. 3. *Reg.* 3. 9.

Diligite lumen ſapientiæ omnes qui præeſtis populis. *Sap.* 6. 23.

Sapientia facile videtur ab his qui diligunt eam & invenitur ab his qui quærunt illam præoccupat qui ſe concupiſcunt, ut illis ſe prior oſtendat. *Sap.* 6. 13.

Comme c'eſt en general l'amour de la fin qu'on ſe propoſe, qui eſt le principe de toutes les actions & de tous les devoirs des hommes, c'eſt l'amour de la verité & de la juſtice qui eſt le principe du devoir des Juges, & cet amour doit aller au zele; car les fonctions de la juſtice qu'ils exercent dans le corps de la ſocieté, ſe rapportant à reprimer les injuſtices, les violences, les oppreſſions, à faire regner la juſtice, à punir les crimes, & aux autres devoirs, qui demandent l'uſage de l'autorité, de la force, & de la fermeté, ils ne ſçauroient s'en acquiter s'ils n'ont dans le cœur l'amour & le zele de la verité & de la juſtice, qui eſt le principe de cette fermeté & de cette force neceſſaire ſur tout aux Officiers, dont il ſera parlé dans l'article qui ſuit.

VI.

Ce zele de la justice necessaire à tous les Juges indistinctement est singulierement necessaire aux Officiers de qui les fonctions ne consistent pas seulement à rendre la justice aux parties qui la leur demandent ; mais qui la doivent de plus dans les occasions où le public a interêt qu'on rende justice, & où personne ne paroît pour la demander. Ainsi les Officiers qui ont la direction de la Police & la punition des crimes, doivent ces fonctions au public, quoy qu'il n'y ait aucune partie qui demande justice, & qu'ils ne puissent en attendre d'émolumens : de sorte, qu'il n'y a que l'amour & le zele de la justice, qui puisse leur faire embrasser toûjours toutes les occasions de cette nature, & agir en chacune avec toute la diligence, toute l'application, & toute la fidelité que Dieu leur commande [l].

6. Les Juges qui ont l'administration du bien public doivent avoir ce même zele pour la justice, quoi qu'il n'y ait aucune partie qui la demande.

l Les Juges étant principalement établis pour les foibles & pour les pauvres, qui sont plus exposez aux violences & aux injustices, il s'ensuit que les Juges doivent, non seulement la justice aux pauvres, mais aussi qu'ils doivent la leur rendre gratuitement, autrement on pourroit prétendre que la justice n'est pas dûë aux pauvres, puis qu'on doit supposer qu'étant pauvres ils n'ont pas le moyen de la demander si l'on ne la leur rend. Il n'y a point aussi d'excuse pour couvrir une injustice aussi capitale qu'est celle de refuser la justice aux pauvres.

VII.

Comme l'administration de la justice dans la Police, & la punition des crimes demandent deux sortes de fonctions ; l'une de ceux qui doivent juger, & l'autre de ceux qui doivent tenir lieu de parties pour faire observer les reglemens de la Police, & la punition des crimes, & que les Juges ne peuvent exercer ces deux sortes de fonctions, celle de veiller à l'observation des reglemens de Police & à la punition des crimes, fait le devoir des Officiers qu'on appelle gens du Roy, dont il a été parlé en son lieu, & ce devoir les oblige singulierement à un zele de la justice qui les anime contre l'injustice, & qui les excite à une vigilance continuelle à leurs fonctions pour n'en negliger aucune, & pour les exercer toutes avec un de-

7. Vigilance des Officiers qu'on appelle gens du Roy.

sintereſſement & une fermeté digne de ce miniſtere [m].

m V. l'article 23. de la ſection 2. du Titre premier de ce ſecond Livre.

Juſtinien a fait pluſieurs loix, pour recommander aux Juges de s'appliquer avec beaucoup de vigilance à punir tous les crimes qui vont à un tel excés, que de troubler l'ordre public & l'interêt des particuliers.

Ad hæc diligenter ibi ipſum locorum proſpicere volumus, ut omnes qui latrocinia exercent, qui alienas ſubſtantias, aut etiam uxores rapiunt, qui alia denique patrant crimina, perſequatur, comprehendat, & competentibus ſuppliciis ſubdat, & omnem prorſus injuſtitiam reprimat: neque committat, ut in aliquo probiores & manſuetiores injuriis afficiant, ne aliis denuo talium perſecutoribus opus habeamus, cogamurque rurſus violentiarum repreſſores latrunculatores, & alia id genus tolerare nomina, ſimul & negotia quæ nos averſati ipſum ad hunc ordinem produximus. *Nov.* 29. *c.* 5.

Adulteria vero & raptus virginum, & immoderatas illicitaſque, & augendæ rei ſuæ cauſa comparatas circumſcriptiones, neque non homicidia, & ſi quid ejuſmodi delictorum eſt, ita acerbe punito, ut paucorum hominum ſupplicio omnes reliquos continuè caſtiges: eſtoque ſecundum legem exquiſitus delinquentium caſtigator neque enim inhumanitas hoc, ſed potius ſumma quædam humanitas eſt, cum multi paucorum animadverſione ſalvantur. Quod ſi quem hoc nomine in crimen vocatum ſuſtineat, qui vel cinguli vel dignitatis, vel ſacerdotii, vel ejuſmodi alio prætextu ſperet ex illius ſe manibus ereptum iri: certo ſciat quod noſtro judicio indignus videbitur: nemo enim quacunque potentia ſua fretus quodcunque alienum prætendens patrocinium in talibus delictis ſeveritatem legis effugiet. *Nov.* 30. *c.* 11.

VIII.

8. Deſintereſſement commandé aux Juges.

La quatriéme des qualitez dont Dieu commande l'uſage aux Juges eſt le deſintereſſement & la haine de l'avarice: car cette paſſion éloigne tellement de Dieu qu'au lieu de ſa crainte, elle ſubſtituë l'idolatrie [n] & qu'elle eſt la racine de tous les maux [o], & lorſqu'elle regne dans le cœur d'un Juge, elle y eſt un principe de mille injuſtices, comme on le verra par les articles qui ſuivent.

n Avarus quod eſt idolorum ſervitus. *Epheſ.* 5. 5.

o Radix enim omnium malorum eſt cupiditas. 1. *Timoth.* 6. 10.

Eſt quoque hoc ſacrorum eloquiorum mirabile & verum, quod avaritia omnium ſit mater malorum, maxime quando non privatorum, ſed judicum inhæret animabus. Quis enim ſine periculo non furetur, quis non latrocinabitur ſine reatu ad adminiſtratorem reſpiciens? Illum namque videns omnia auro vendentem, & præſumens quia quicquid egerit illicitum, hoc pecuniis dando redimet: hinc homicidium, & adulterium, & invaſiones, & vulnera, & captus virginum, & commerciorum confuſio, & contemptus legum & judicum, omnibus hæc venalia præpoſita eſſe putantibus, tanquam aliquod vilium mancipiorum. *Nov.* 8. *in Præfat. in fine.*

IX.

9. Ils doivent borner les procedu-

Les Juges de qui les fonctions ſont de regler ce qui re-

garde l'inſtruction des procés ne doivent pas y avoir d'autres vûës que celle de donner lieu par les procedures à mettre en jour la verité, & à faire connoître les droits des parties: ce qui leur fait un devoir de borner ces procedures à ce qu'il y a de neceſſaire pour cet uſage ſelon qu'il eſt reglé par les Ordonnances, ou que l'equité peut le demander dans les circonſtances; mais comme il depend d'eux d'abreger les procedures ou de les alonger, & qu'il leur revient des émolumens de la pluſpart des Ordonnances qu'ils rendent, ceux qui n'ont dans le cœur qu'un eſprit d'avarice, commettent dans ces occaſions deux ſortes d'injuſtices; l'une de multiplier les procedures ſans neceſſité, & l'autre de taxer leurs droits au dela de ce qu'ils peuvent en prendre legitimement, & par ces deux injuſtices ils ſont coupables de deux concuſſions; l'une en ce qu'ils prennent au dela de ce qui eſt juſte pour les procedures qui ſe doivent faire, & l'autre de l'émolument de celles qu'ils ordonnent ſans neceſſité, & ils ſe rendent de plus reſponſables devant Dieu des conſequences du retardement de la juſtice qui eſt dûë aux parties.

ves à ce qu'il y a de neceſſaire pour l'inſtruction des procés.

X.

Les Officiers qui par leurs Charges ſont obligez aux fonctions de la juſtice dûë au public dans les cas où il n'y a aucune partie, ſoit pour l'execution des ordres de la police ou pour la punition des crimes, n'ayant dans ces cas aucun émolument pour leurs fonctions, doivent les exercer par la ſeule vûë de leur devoir, & par l'interêt de rendre la juſtice; mais s'ils ſont avares, le défaut d'attrait d'un émolument les engourdira, & ils abandonneront ou negligeront ce devoir à proportion du dégré de leur avarice, & qu'elle pourra balancer la honte & les autres ſuites qu'ils auroient à craindre de manquer à des fonctions de cette nature; on peut voir ſur cet article ce qu'on vient de dire dans le ſixiéme de cette ſection *p*.

10 *Les Officiers qui par leurs Charges ſont obligez aux fonctions de la juſtice dûë au public doivent les exercer, quoi qu'il n'y ait pas d'émolumens.*

p Voyez l'article ſixiéme de cette ſection.

XI.

11. *Juges dont les fonctions sont restreintes au jugement des procés.*

Les Juges de qui les fonctions sont restreintes aux jugemens des procés, soit qu'ils les rapportent ou que seulement ils assistent pour y opiner, & qui du rapport ou de leur presence ont les retributions qui leur sont permises, sont obligez à ces fonctions & à regler moderément leurs émolumens, épices ou autres que les Rapporteurs peuvent avoir de l'instruction; mais s'ils sont avares ils ne manqueront pas de taxer excessivement ces épices & ces autres droits.

XII.

12. *Les Juges avares abandonnent les fonctions, dont il ne leur revient point d'émolumens.*

C'est encore une autre injustice des Juges avares qu'ils abandonnent ou negligent les fonctions dont il ne leur revient point d'émolument; & quoy qu'ils doivent à leurs Charges l'application dont il sera parlé dans la section suivante, cependant l'avarice les éloigne des fonctions qui sont sans profit; ainsi les Juges avares se dispensant de rendre la justice aux pauvres, negligent d'assister aux jugemens des procés, dont ils n'attendent aucun profit, comme aux audiences s'ils n'y sont attirez par quelqu'autre vûë, & quelques-uns même sont esclaves de l'avarice jusqu'à traverser les accommodemens entre les parties *p*.

p V. les textes citez à l'article suivant.

XIII.

13. *Les presens corrompent les Juges.*

L'avarice porte les Juges à se laisser corrompre par des presens, & cette passion est si forte en quelques-uns, qu'elle les aveugle jusqu'au point de ne pas comprendre, que tout present a cet effet dans le cœur d'un Juge qu'il y éteint ce qu'il pourroit avoir de zele ou de mouvement contre l'injustice, qu'il enleve l'ame de celuy qui le reçoit, qu'il l'engage à favoriser celuy qui le donne, qu'il le trompe s'il fait autrement, & que quelque usage qu'il sçache en faire, il prevarique contre les loix humaines, & commet un crime capital contre les défenses de la loy divine *q*.

q L'avarice dans les presens n'a rien qui paroisse inhumain, elle y trouve soy-

objet, ſon travail, & ſans violence il s'offre ſoy-même dans le ſecret tout plein d'agrémens & d'une maniere ſi ſurprenante, que l'Ecriture dit que les Sages même en ſont aveuglez.

Non accipies perſonam, nec munera: quia munera excœcant oculos ſapientum, & mutant verba juſtorum. Juſte quod juſtum eſt perſequeris. *Deuter.* 16. 19. 20.

Xenia & dona excœcant oculos judicum, & quaſi mutus in ore avertit correptiones eorum. *Eccli.* 20. 31.

Munus abſconditum extinguit iras, & donum in ſinu indignationem maximam *Prov.* 21. 14.

Qui dat munera animam aufert accipientium. *Prov.* 22. 9.

Nec accipies munera quæ etiam excæcant prudentes, & ſubvertunt verba juſtorum. *Exod.* 23. 8.

Principes tui infideles, ſocii furum: omnes diligunt munera, ſequuntur retributiones. Pupillo non judicant: & cauſa viduæ non ingreditur ad illos. *Iſ.* 1. 23.

V. ce qui a été dit des preſens dans le préambule de cette ſection, & les Ordonnances citées à la fin de ce même préambule.

XIV.

14. *Ils doivent s'abſtenir de connoître de certaines cauſes.*

La plus parfaite integrité des Juges n'empêche pas qu'on ne puiſſe les recuſer, & qu'ils ne doivent s'abſtenir eux-mêmes de connoître les cauſes où ils pourroient avoir quelque interêt, & auſſi celles où il y auroit quelque juſte ſujet qui pût les rendre ſuſpects, & ils ſont même obligez de declarer les cauſes qu'on pourroit avoir de les recuſer ſi elles étoient inconnuës aux parties; car encore qu'un Juge puiſſe être au deſſus de la foibleſſe de ſe laiſſer corrompre, & aſſez ferme pour rendre la juſtice contre ſes proches, & dans les autres cas où l'on peut recuſer les Juges, ils doivent ſe défier d'eux-mêmes, & ne pas s'attirer le juſte reproche d'une temerité qui ſeroit une veritable malverſation.

SECTION III.

De l'application que les Officiers de Juſtice doivent à leurs Charges.

IL n'y a point de condition, ſans en excepter même les plus élevées, qui n'ait pour ſon caractere eſſentiel, & pour ſon devoir capital & indiſpenſable l'application aux fonctions pour leſquelles elle eſt établie: & ceux qui prétendroient ſe diſpenſer de cet engagement

renverſeroient l'ordre, & violeroient la loy naturelle, & la loy divine ; car il eſt également vray & dans l'ordre de la Religion, & dans l'ordre de la nature, que l'homme eſt né pour le travail, & que c'eſt pour le travail [a] que cette vie luy eſt donnée ; puiſqu'il eſt donc vray que l'application à quelque fonction eſt le devoir eſſentiel de chaque condition, les Juges qui ſont dans un employ d'une conſequence infinie, ſont engagez à une application telle que la demande une profeſſion ſi importante, & pour être pleinement convaincu de la neceſſité de cette application, il faut ſeulement faire reflexion ſur ce que l'Ecriture nous apprend de la grandeur, & de l'importance du miniſtere des Juges, de l'exactitude & de la diligence avec laquelle ils doivent s'en acquiter, & du compte qu'ils doivent rendre de toutes les fautes qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions, & de toutes celles mêmes où ils tombent pour n'avoir pas acquis par leur application les connoiſſances neceſſaires pour s'acquiter dignement de leurs Charges.

Un ſeul paſſage de l'Ecriture nous inſtruit de toutes ces veritez, qui ſont répanduës dans tous les autres lieux qui enſeignent quels ſont les devoirs des Juges : c'eſt une inſtruction que le ſaint Eſprit donne par la bouche d'un ſaint Roy à tous les Juges du Royaume de Juda : prenez garde à la ſainteté & à la grandeur du miniſtere que vous exercez ; car ce n'eſt pas le jugement des hommes que vous devez rendre, mais c'eſt le jugement du Seigneur [b], ſouvenez-vous que vous répondrez de tout ce que vous aurez jugé, & que vos fautes retomberont ſur vous pour vous faire juger vous-mêmes, formez donc tous vos jugemens dans la vûë & dans la crainte du Seigneur pour qui vous jugez, & qui jugera luy-même tous vos jugemens, & pour prévenir ſa recherche & ſa juſte ſeverité, travaillez fortement à juger avec tant d'exactitude,

[a] Homo naſcitur ad laborem. *Job.* 5. 7.

[b] Conſtituitque judices terræ in cunctis civitatibus Juda munitis per ſingula loca, & præcipiens judicibus, videte ait, quid faciatis : non enim hominis exercetis judicium, ſed Domini, & quodcunque judicaveritis, in vos redundabit. 2. *Paralip.* 19. 5. 6.

de diligence & d'application, que vos jugemens ſoient purs de toute iniquité ; parce qu'il n'y en a aucune en Dieu dont vous tenez la place, & qu'ils ſoient remplis des lumieres de l'équité & de la juſtice comme les ſiens ; parce que ce ſont ces propres jugemens que vous devez rendre. Tout le monde voit que c'eſt le ſens veritable de cette inſtruction abregée ſelon la force admirable de l'éloquence divine & inimitable de l'Ecriture qui nous apprenant que le peuple doit trouver la ſcience de la loy divine dans la bouche du Prêtre [c], nous apprend auſſi que le peuple doit trouver le jugement de Dieu dans la bouche du Juge : c'eſt ce que Moïſe a enſeigné lorſque jugeant les moindres affaires, il diſoit que le peuple venoit à luy pour luy demander les jugemens de Dieu [d] ; c'étoit par cette raiſon que David demandoit à Dieu pour luy & pour Salomon, ſon jugement & ſa juſtice pour juger ſon peuple, & Salomon demandoit la ſageſſe ; parce qu'il ſçavoit qu'il ne pouvoit rendre le jugement de Dieu ſans cette ſageſſe, que c'eſt elle qui eſt le principe unique de toute juſtice & de l'intelligence des loix & de l'équité, comme il l'a remarqué au même endroit, & que ſans elle les plus habiles ne peuvent que tomber dans l'erreur & l'égarement ; & comme cette ſageſſe n'eſt pas donnée à tous avec la même plenitude, l'unique voye commune & neceſſaire à tous les Juges pour acquerir cette ſageſſe ſelon leur beſoin & l'étenduë de leurs fonctions, eſt de s'appliquer à cette recherche d'une maniere qui y ſoit proportionnée.

Il faut donc que les Juges travaillent & qu'*ils* travaillent beaucoup pour bien entendre leur profeſſion, cette application au travail conſiſte à l'exercice actuel de toutes les fonctions qui ſont differentes ſelon les Charges ; les uns doivent s'appliquer à la recherche de la punition

c Lex veritatis fuit in ore ejus, & iniquitas non eſt inventa in labiis ejus : in pace & æquitate ambulavit mecum, & multos avertit ab iniquitate. Labia enim ſacerdotis cuſtodient ſcientiam, & legem requirent ex ore ejus. *Malac.* 2. 6. 7.

d Venit ad me populus quærens ſcientiam Dei, cumque acciderit eis aliqua diſceptatio, veniunt ad me ut judicem inter eos, & oſtendam præcepta Dei, & leges ejus. *Exod.* 18. 15. 16.

des crimes, d'autres à inſtruire les procés, d'autres à les juger, quelques-uns à pluſieurs de ces fonctions & d'autres à toutes enſemble ; mais tous ſont également obligez à s'appliquer à toutes leurs fonctions, & à y travailler avec la diligence & l'application que demande ce divin employ, il eſt important de faire voir quel eſt le motif qui doit porter les Juges à cette application de leurs fonctions, & quelles ſont les cauſes qui les en détournent.

Pour ſe porter au travail il faut l'aimer, parceque le cœur qui eſt le principe de toutes nos actions ne peut agir que pour ce qu'il aime ; ainſi qu'on l'a déja remarqué dans le préambule de la ſection precedente, & pour aimer le travail, il faut quelque attrait qui nous y porte & nous y engage, & parce que nous devons être toûjours diſpoſez à nous appliquer dans chaque occaſion au travail & à l'application que la juſtice demande de nous, il faut que cet attrait qui nous y porte ſoit un attrait perpetuel qui dure toûjours, & qui nous attire dans toutes les occaſions, & il ne peut y en avoir d'autre de cette nature que la juſtice, elle eſt perpetuelle comme dit le ſage [e] ; & c'eſt elle qui s'offre toûjours dans toutes les occaſions du devoir des Juges, & c'eſt auſſi la juſtice qui eſt la fin unique & naturelle que Dieu a preſcrite au travail des Juges. Ceux qui aiment la juſtice & qui ne ſe propoſent que cette fin, ſont toûjours prêts à s'appliquer à rendre juſtice, parce que cet attrait ne manque jamais de les attirer ; mais au contraire ceux qui agiſſent par d'autres fins ſont toûjours dans la diſpoſition ou dans le peril de ſe détourner de la juſtice, & de negliger l'application qu'ils doivent aux fonctions de leur miniſtere.

L'amour du repos qui fait la pareſſe éloigne quelques-uns de cette application, d'autres la negligent par l'attrait du plaiſir qui les porte ailleurs, pluſieurs s'en dégoûtent par le défaut du profit qui eſt leur principal attrait, & quand la juſtice ſe trouve ſeule dans la cauſe de la veuve & de l'orphelin ils les laiſſent dans l'oppreſſion.

[e] *Sap.* 1. 15.

La

La pluſpart s'appliquent aux fonctions de la juſtice ; mais par d'autres vûës que pour la juſtice, il y en a pluſieurs qui s'appliquent viguoreuſement à la punition des crimes quand ils y trouvent lieu de ſe venger ou quelqu'autre avantage particulier ; mais ils ſe repoſent quand il ne s'agit uniquement que de la juſtice ; quelques-uns étalent leur autorité pour exercer leur ambition, & ils abandonnent lâchement les devoirs les plus eſſentiels ſi la juſtice eſt oppoſée à leurs propres interêts, c'eſt par ces motifs & par d'autres ſemblables que pluſieurs Juges negligent l'aſſiduité & l'application qu'ils doivent à leurs Charges.

SOMMAIRES.

1. *Les Officiers de juſtice doivent joindre à la capacité & à l'integrité l'application à leurs fonctions.*
2. *Ils doivent reſider dans le lieu où leurs fonctions doivent être exercées.*
3. *Ils ne doivent s'abſenter que pour de juſtes cauſes.*
4. *La reſidence eſt un des principaux devoirs de ceux qui doivent regler l'inſtruction des procés.*
5. *Ils doivent joindre à la reſidence l'exactitude.*
6. *Autres devoirs des Officiers de juſtice.*
7. *Un Officier peut exercer les fonctions d'un autre en cas d'abſence.*

I.

1. Les Officiers de juſtice doivent joindre à la capacité & à l'integrité l'application à leurs fonctions.

LA capacité & l'integrité des Officiers de juſtice ſeroient inutiles s'ils ne s'appliquoient à l'exercice de leurs fonctions ; car ſi ce leur eſt un devoir indiſpenſable de s'en acquitter ſelon les regles que leur preſcrivent les loix divines & humaines, ce leur eſt un devoir auſſi & le premier même de les exercer : ce qui renferme la fidelité à s'appliquer à leurs fonctions & à les remplir toutes.

II.

2. Ils doivent reſider dans le lieu :

La premiere regle de cette application que les Officiers de Juſtice doivent à leurs Charges, eſt celle qui les obli-

où leurs fonctions doivent être exercées.

ge à la residence dans le lieu où leurs fonctions doivent s'exercer, & comme il y a des Compagnies de justice qui sont semestres, les Officiers de chaque semestre doivent la residence pendant leur service.

III.

3. Ils ne doivent s'absenter que pour de justes causes.

La residence consiste en un séjour continuel dans le lieu où elle est dûë : de sorte que l'Officier y soit assidu & ne s'absente que pour de justes causes, dont il doit se rendre luy-même son juge, & qu'il doit peser à la balance du compte que Dieu luy en fera rendre.

IV.

4. La residence est un des principaux devoirs de ceux qui doivent regler l'instruction des procés.

Cette residence est principalement le devoir de ceux qui doivent regler l'instruction des procés, & ce devoir leur étant assez recommandé par leur interêt de ne pas perdre le émolumens qui peuvent leur revenir de cette instruction, ils péchent rarement contre ce devoir; mais ceux qui ne doivent leur presence qu'au jugement des procés n'y trouvant pas le même attrait, n'ont souvent pour principe de leur assiduité que l'engagement indispensable qui les y oblige, encore qu'ils n'y trouvent ni profit ni autre avantage ; ainsi c'est par le motif de s'acquiter de ce devoir qu'ils doivent être fidelles à la residence.

V.

5. Ils doivent joindre à la residence l'exactitude.

Comme la residence n'est neceſſaire que pour faciliter l'assiduité au détail des fonctions où l'Officier doit être present, le devoir de l'application l'oblige à joindre à la residence l'exactitude à chacune de ses fonctions, & ceux mêmes qui ne devant pas juger seuls, comme les Conseillers d'une Compagnie de justice, pourroient croire que leur absence n'empêcheroit pas que la justice ne fût bien renduë par les autres Juges ; ne sont pas par là dispensez d'être presens au rapport & au jugement des procés ; car ce devoir est commun à tous, & chacun doit craindre que son absence ne nuise à la bonne cause : ainsi chacun doit contribuer de ses lumieres à faire rendre la justice, & ne

pas se reposer de ce devoir sur les sentimens des autres, dont il peut, sans en mal juger, craindre que la justice & la verité ne soient pas assez défenduës, puisque souvent les plus habiles & les plus clairs-voyans peuvent se tromper, ou dans les faits ou dans les raisons, & que les vûës des autres, quoy que moins habiles, les font revenir à des sentimens qu'auparavant ils trouvoient injustes ; ainsi chaque Juge doit son assiduité à sa fonction, dont il faut supposer qu'il ait la capacité : car s'il en manquoit, son devoir seroit de prendre un autre parti que celuy de Juge.

VI.

6. Autres devoirs des Officiers de justice.

Outre la residence & l'assiduité que les Juges doivent à leurs fonctions, ils doivent en chacune une exactitude d'application & de vigilance pour s'en acquiter selon que leur devoir peut les y obliger : ce qui consiste en general à bien entendre les faits dont ils doivent juger, peser les circonstances, balancer les raisons de part & d'autre, & donner à ces fonctions l'attention & la patience que demande le devoir de rendre justice ; cette vigilance, cette attention & cette patience sont necessaires sur tout à ceux qui doivent être les Rapporteurs ; car ils sont obligez de voir par eux-mêmes & les pieces & les écritures, & de s'instruire parfaitement des droits des parties, ils doivent enfin ne blesser jamais les interêts des particuliers ni ceux du public [a].

[a] Omnes cujuscumque majoris vel minoris administrationis universæ nostræ reipublicæ judices monemus, ut nullum rescriptum, nullam pragmaticam sanctionem, nullam sacram adnotationem, quæ generali juri vel utilitati publicæ adversa esse videatur, in disceptationem cujuslibet litigii patiantur proferre : sed generales sacras constitutiones modis omnibus non dubitent observandas. *l. ult. ff. si contr. jus.*

VII.

7. Un Officier peut exercer les fonctions d'un autre en cas d'absence.

Comme il arrive souvent que les Juges ne peuvent être exactement assidus à toutes leurs fonctions, & que des absences legitimes & d'autres justes obstacles peuvent les en détourner, il a été pourvû par les loix à y

ſuppléer, & il n'y a point d'Officier de qui un autre ne puiſſe exercer les fonctions en ſon abſence ſelon leur ordre & les reglemens, & pour ce qui regarde les cauſes qui peuvent juſtement diſpenſer, ou de la reſidence, ou de l'exercice de quelques fonctions, il faut voir la regle expliquée dans l'article ſixiéme de la ſection troiſiéme du titre precedent.

TITRE V.

DES FONCTIONS ET DES DEVOIRS de quelques Officiers autres que les Juges, & dont le miniſtere fait partie de l'adminiſtration de la juſtice.

L'Adminiſtration de la juſtice renferme l'uſage de pluſieurs ſortes de fonctions autres que celles des Juges ; car ce qu'ils ordonnent ſeroit inutile s'il n'y avoit des Miniſtres pour mettre leurs ordres à execution : & pour les y mettre il faut qu'ils ſoient écrits, & que le dépôt en ſoit conſervé par d'autres que par eux-mêmes. Ainſi pour la juriſdiction volontaire tout ce qui eſt ordonné pour des reglemens de juſtice, de police, & autres, demande l'uſage de ces deux ſortes de fonctions, & elles ſont auſſi neceſſaires pour ce qui regarde la juriſdiction contentieuſe, & les Arrêts & Jugemens entre les parties. C'eſt pour cette fonction d'écrire & conſerver le dépôt des Reglemens, des Arrêts, & des Jugemens, & autres Actes, qui doivent être conſervez, qu'on a établi des Greffiers, & que pour les mettre à execution, on a eu beſoin d'Huiſſiers & de Sergens: Et comme dans l'une & dans l'autre juriſdiction volontaire & contentieuſe on a eu beſoin de priſons publiques pour la garde des priſonniers, ſoit pour dettes, ou pour crimes, ou délits ; il a été neceſſaire auſſi qu'il y eût des perſonnes chargées de cette garde ; & c'eſt la fonction de ces Officiers qu'on appelle Concierges : mais pour la juriſdiction contentieuſe comme la juſtice ne ſe rend qu'à ceux qui la demandent, & qu'il eſt de ſa dignité que les demandes, les défenſes, & les autres procedures, qui doivent ſe faire devant les Juges, ſe faſſent avec l'ordre & le reſpect dû à leur miniſtere ; & qui ſeroit ſouvent violé par les parties même, qui d'ailleurs ignorent ces procedures, on a établi des

Procureurs qui repreſentent les parties, poſtulent pour elles, font les procedures, & les autres fonctions qui ſont de leurs Charges.

Outre ces fonctions neceſſaires dans l'adminiſtration de la juſtice en toute ſorte d'affaires importantes ou legeres indiſtinctement, celles où le droit des parties doit être expliqué & appuyé ſur des principes des loix, ſoit dans les plaidoyers de vive voix ou par écrit, ont demandé le miniſtere de perſonnes capables de ces fonctions, & elles ſont exercées par des Avocats: mais il y a cette difference entre ce miniſtere & tous les autres des diverſes fonctions de l'adminiſtration de la juſtice, qu'au lieu que pour les autres on a établi des Officiers, on a laiſſé libre celuy des Avocats à toutes les perſonnes qui ont obtenu les degrez de Bachelier & Licentié dans les Facultez du Droit Canonique & du Droit Civil, & qui ont prêté le ſerment d'Avocats dans un Tribunal de Juſtice; car comme il ſera expliqué dans le Titre 6. les fonctions des Avocats ſont d'une nature, qui a demandé que leur miniſtere ne fût pas érigé en titre d'Office.

C'eſt par la conſideration de cette difference entre la fonction des Avocats, qui ne demande pas qu'ils ſoient Officiers comme il faut l'être pour toutes les autres, qui ſont neceſſaires dans l'adminiſtration de la juſtice, qu'on n'a pas compris dans les Titres précedens, & qu'on ne comprendra pas non plus dans celuy-cy ce qui regarde le miniſtere & les fonctions des Avocats, & qu'on en a fait un Titre ſéparé, qui eſt le Titre ſuivant.

Outre ces ſortes de fonctions des Greffiers, des Procureurs, des Huiſſiers, des Sergens, & des Concierges qui ſont neceſſaires dans l'adminiſtration de la juſtice, il y a une autre ſorte de fonctions qui entrent dans l'ordre de cette adminiſtration, mais d'une maniere toute differente, qui ſont celles des Notaires établis pour deux principaux uſages qu'ont les Actes paſſez devant eux, l'un que leur ſeing ſert de preuve de la verité des Actes qu'ils ſignent, & l'autre que leur preſence & leur ſignature donne à ceux envers qui d'autres s'obligent par les Actes qu'ils ſignent

un droit d'hypotheque, que ne donneroit pas un Acte fous ſeing privé: ce qui fait une fonction de juriſdiction volontaire attribuée à leurs Charges, ainſi qu'on l'a expliqué dans l'article 23. de la ſection 1. du Titre 1.

Comme ces fonctions des Notaires ſont une matiere de trop peu d'étenduë, pour en faire un Titre: & que comme on vient de le remarquer, elles ſont partie de l'ordre de l'adminiſtration de la juſtice. On les expliquera dans ce Titre comme celles des Greffiers, & autres, dont le miniſtere fait partie de cette adminiſtration: ainſi ce Titre ſera diviſé en cinq ſections: la premiere, des Greffiers: la ſeconde, des Procureurs: la troiſiéme, des Huiſſiers & Sergens: la quatriéme, des Concierges: & la cinquiéme des Notaires.

SECTION I.

Des fonctions & devoirs des Greffiers.

DE toutes les fonctions qui entrent dans l'ordre de l'adminiſtration de la juſtice, il n'y en a point qui ayent autant de liaiſon aux fonctions des Juges que celles des Greffiers; car ils doivent écrire ce qui eſt dicté ou prononcé par les Juges, & demeurer dépoſitaires des Arrêts, Jugemens, & autres Actes qui doivent ſubſiſter, & en faire les expeditions aux parties; & c'eſt leur ſeing qui fait la preuve de la verité de ce qu'ils ſignent. Ainſi aprés les fonctions des Juges celles des Greffiers ſont les premieres dans l'ordre de l'adminiſtration de la juſtice.

On ne définira pas icy ce que c'eſt que la Charge d'un Greffier, pour ne pas repeter ce qui a été dit dans l'article 18. de la ſection 1. du Titre 1. & on ne s'étendra pas non plus à expliquer tout le détail des fonctions des Greffiers qui ſont differentes, & qui ſe partagent même à pluſieurs Greffes & à divers Greffiers, comme ceux des preſentations, des diſtributions des procez, du dépôt des minutes, des Arrêts, Sentences & autres Actes, des inſinuations, & autres; car ce détail aſſez connu & reglé par les Ordonnances n'eſt pas du deſſein de ce Livre; &

on se restreindra dans cette section aux regles generales de ces fonctions, & des devoirs qui en sont les suites.

SOMMAIRES.

1. *Définition des Greffiers.*
2. *Principal devoir des Greffiers.*
3. *Ils sont obligez au devoir du secret.*
4. *Il est de leur devoir de veiller à la conservation des choses dont ils sont dépositaires.*
5. *Autres devoirs des Greffiers.*

I.

1. *Définition des Greffiers.*

LEs Greffiers sont des Officiers établis pour écrire sous les Juges les Arrêts, les Sentences, Jugemens, & les autres Actes qui se font en justice pour demeurer depositaires de ce qui doit être conservé, & en faire des expeditions à qui il appartient[a].

a V. l'article 18. *de la section* 1. *du Titre* 1.

II.

2. *Principal devoir des Greffiers.*

Comme la principale fonction des Greffiers est d'écrire ce qui est prononcé, ou dicté par les Juges, leur principal devoir est de l'écrire exactement & fidélement; car encore que ce qu'ils écrivent doive être revû par les Juges, qui doivent le signer, le défaut d'exactitude, & à plus forte raison l'infidélité, peuvent faire glisser des mots, ajoûter, ou retrancher des expressions, & donner lieu par de semblables erreurs ou surprises à des injustices, qui pourroient échaper à des Juges, ou peu éclairez, ou peu attentifs.

III.

3. *Ils sont obligez au devoir du secret.*

Les Greffiers ayant souvent connoissance de ce qui se passe dans le secret des Chambres, où se rend la justice avant que les resolutions ayent été prises; & étant les dépositaires de ce qui est ordonné, & qui ne doit être connu des parties que dans

dans ſon temps, ils ſont obligez au devoir du ſecret, non ſeulement de ce qui s'eſt paſſé avant le Jugement, & qui merite cette reſerve, mais auſſi de ce qui eſt ordonné juſqu'au temps, où la connoiſſance doit en être donnée aux parties.

IV.

La fonction des Greffiers, qui les rend dépoſitaires des Arrêts, Jugemens, & autres Actes, & des Regiſtres qui doivent demeurer au Greffe, leur fait un devoir de veiller à la conſervation de ce dépôt pendant qu'il eſt en leurs mains, & juſqu'à ce qu'il paſſe de leur Charge dans le public, où il doit être gardé pour toûjours.

4. Il eſt de leur devoir de veiller à la conſervation des choſes dont ils ſont dépoſitaires.

V.

Les autres devoirs des Greffiers ſe reduiſent en general à la capacité de leurs fonctions, à la probité pour les exercer avec l'honneur; l'integrité & la fidelité dûë à chacune, & à ne faire aucune exaction, & ſe contenter des droits qui leur ſont reglez.

5. Autres devoirs des Greffiers.

SECTION II.

Des fonctions & des devoirs des Procureurs.

ON appelle du nom general de Procureurs ceux qui font quelques affaires pour d'autres ayant charge d'eux, & les engagemens reciproques de ces Procureurs & de ceux qui les conſtituent, c'eſt-à-dire, qui les nomment & leur confient leurs affaires, ont été expliquez dans le titre des Procurations dans les Loix Civiles; ainſi ce n'eſt pas de ces Procureurs en general que l'on traite icy, mais de ceux qui ont cette qualité en titre d'Office, pour exercer cette fonction dans les procés pour les parties qui les en chargent; car c'eſt nôtre uſage, qu'au lieu qu'il étoit naturellement permis aux parties d'expliquer aux Juges leurs droits & leurs prétentions, ou de choiſir à leur défaut des Procureurs qui leur rendiſſent cet office, & que c'étoit auſſi l'uſage dans le Droit Romain : on

eſt obligé en France d'avoir un Procureur en toute ſorte de cauſes, & on ne peut en choiſir que du nombre de ceux qui ont cette qualité en titre d'Office, & cet uſage a eu ſon origine de deux cauſes qui l'ont rendu neceſſaire, comme il a été remarqué dans le préambule de ce ſecond Livre; car d'une part la liberté qu'avoient les parties d'expliquer leurs droits devant les Juges étoit ſuivie d'emportement, de confuſion, de tumulte, & d'irreverences, qui bleſſoient le reſpect dû à la juſtice, & en troubloient l'ordre: Et de l'autre les procedures neceſſaires pour l'inſtruction des procés ont rendu neceſſaire le miniſtere des Procureurs qui les entendent, & qui ſoient obligez d'en garder l'ordre que la plûpart des parties ignorent, & qui ne peut s'obſerver que par ce miniſtere. Ainſi par exemple, il eſt neceſſaire pour inſtruire un procés, que celuy qui eſt aſſigné comparoiſſe à l'aſſignation, & que luy & ſa partie puiſſent dans la ſuite ſignifier l'un à l'autre leurs demandes, leurs conteſtations, leurs écritures, & leurs pieces: ce qui rend neceſſaire la reſidence d'un Procureur dans le lieu où le procés ſe doit inſtruire; car autrement il faudroit que pour chaque ſignification les parties qui auroient leurs domiciles en d'autres lieux, ſe fiſſent les ſignifications à grands frais & avec de grandes longueurs: & il y auroit auſſi pluſieurs autres inconveniens, dont il n'eſt pas neceſſaire de parler icy.

On peut juger par cette idée generale du miniſtere des Procureurs quelles ſont leurs fonctions, & en même tems quels ſont leurs devoirs, puiſqu'ils doivent être proportionnez à l'uſage pour lequel ils ſont établis, comme on en pourra juger par les regles qui ſuivent.

SOMMAIRES.

1. *Définition des Procureurs.*
2. *Uſage & premier devoir des Procureurs.*
3. *Ils doivent s'abſtenir des mauvaiſes voyes, dont l'interêt de leurs parties pourroit demander l'uſage.*
4. *Ils doivent exercer leur miniſtere avec moderation, & s'abſtenir de toute ſurpriſe.*

§. *Ils ne doivent pas faire durer les procedures, dont la multiplicité cause souvent la ruine de toutes les parties.*
6. *Le ministere des Procureurs renferme des fonctions, qui dans l'ordre de l'administration de la justice se doivent à d'injustes causes.*
7. *Suite de l'article précedent.*
8. *Il est défendu aux Procureurs de faire les écritures qui servent à établir, & fonder le droit de leurs parties.*
9. *Autres devoirs des Procureurs.*

I.

LEs Procureurs sont des Officiers établis, pour representer en justice les parties de qui ils ont charge, expliquer leurs droits, & instruire & faire juger les procés [a].

1. Définition des Procureurs.

a V. l'article 19. de la section 1. du Titre 1.

II.

Comme l'usage des Procureurs a été établi pour faire cesser dans les Tribunaux la liberté qu'avoient les parties d'y faire éclater leurs passions, leurs emportemens, & y causer les irreverences & autres abus, qui sont les suites du défaut de moderation & de respect dûs aux Juges, la premiere fonction des Procureurs, & le premier de leurs devoirs, est de se considerer comme ayant épousé les interêts de leurs parties, pour les défendre selon que la justice peut le demander, & comme s'ils étoient eux-mêmes les parties, mais exempts de leurs passions, & capables de demander la justice avec la moderation & la decence que demande son tribunal [b].

2. Usage & premier devoir des Procureurs.

b V. ce qui a été dit de cet usage des Procureurs dans le préambule de cette section.

III.

Il s'ensuit de ce premier devoir des Procureurs, que ne devant défendre leurs parties que dans la justice & sans passion, ils doivent s'abstenir de toutes mauvaises voyes dont l'interêt de leurs parties pourroit demander

3. Ils doivent s'abstenir des mauvaises voyes, dont l'interét de leurs parties pourroit demander l'usage.

l'uſage, & que ſi elles vouloient les y engager la qualité de leur Procureur, loin de les obliger à leur rendre de tels ſervices, les oblige au contraire à y reſiſter juſqu'à abandonner leur défenſe, & à l'empêcher par les autres voyes que la juſtice & la prudence pourroient demander [c].

c V. les Ordonnances de Charles VII. en 1446. *art.* 34. *&* *de François I. en* 1535. *art.* 10. *& autres ſur cette matiere.*

IV.

4. Ils doivent exercer leur miniſtere avec moderation, & s'abſtenir de toute ſurpriſe.

Ce même devoir des Procureurs d'épouſer les interêts de leurs parties ſans leurs paſſions, les oblige entr'eux à exercer leur miniſtere avec la moderation, la douceur, & l'honnêteté que ſe doivent reciproquement des perſonnes dont la profeſſion eſt de ne demander que la juſtice ſans interêt propre, & ce devoir renferme à plus forte raiſon celuy d'une fidelité parfaite à s'abſtenir de toute ſurpriſe [d].

d V. l'Ordonnance de Charles VII. en 1446. *art.* 18. *citée à l'article dernier de cette ſection. Quoique cette Ordonnance n'ait pas un rapport précis à cette regle, on peut l'y appliquer.*

V.

5. Ils ne doivent pas faire durer les procedures, dont la multiplicité cauſe ſouvent la ruïne de toutes les parties.

Si les Procureurs ſont obligez de s'abſtenir dans leur miniſtere de toute part aux paſſions & aux injuſtices de leurs parties, ils ſont à bien plus forte raiſon obligez de ne pas ſubſtituer les leurs à celles des autres, & corrompre l'integrité de leur miniſtere, y mélant les vûës de leurs interêts propres qu'il leur eſt facile de favoriſer dans leurs fonctions, ſoit en faiſant durer les procés pour profiter d'une multiplicité inutile de procedures & d'écritures, ſoit en uſant d'autres plus mauvaiſes voyes qu'on voit que quelques-uns mettent en uſage, & qui ont plus ou moins d'étenduë & ſont plus ou moins criminelles ſelon la qualité des affaires, la diverſité d'incidens qui s'y trouvent joints, & les occaſions qu'en donne la confuſion qui ſuit de cette multiplicité comme dans les ſaiſies, decrets, & ordres de biens, & en d'autres affaires ſemblables, où ſouvent les injuſtices de la multiplication des proce-

dures de leur longueur, & les autres encore plus grandes ne vont pas à moins qu'à la ruine de plusieurs familles & des debiteurs & des créanciers [e].

e Nemo ex industria protrahat jurgium. *l.* 6. §. 4. *C. de Postul.*

C'est pour prévenir la multitude des procedures, qu'il leur est expressément défendu de faire de nouvelles écritures, ou d'augmenter les rôlles, aprés que le procés est terminé.

Défendons aux Procureurs & à tous autres de refaire des écritures, ni d'en augmenter les rôlles aprés le procés jugé, à peine de restitution du quatruple contre le contrevenant, qui ne pourra être moderée, & de suspension de leurs Charges; &c. *Ordonnance de Loüis XIV. en* 1667. *art.* 11. *des dépens.*

V. l'article 10. *de ce même Titre.*

VI.

6. Le ministere des Procureurs renferme des fonctions, qui dans l'ordre de l'administration de la justice se doivent à d'injustes causes.

Quoy qu'il soit du devoir des Procureurs de ne pas épouser les injustices de leurs parties, & qu'il semble par cette raison qu'un Procureur ne puisse non plus qu'un Avocat se charger d'une cause injuste, cependant leur ministere renferme des fonctions qui dans l'ordre de l'administration de la justice se doivent à d'injustes causes. Ainsi par exemple, c'est une regle de l'ordre judiciaire que ceux qui sont assignez doivent comparoître, & constituer un Procureur avec qui le demandeur puisse faire instruire sa demande & la faire juger; & si celuy qui est assigné y manque, on juge contre luy un défaut, dont il doit les dépens: ce qui oblige le Procureur chargé par un défendeur contre une demande pleine de justice à se présenter; c'est à dire, à comparoître pour sa partie, afin de prévenir ce defaut; & quelque injuste que soit la cause de ce défendeur, le Procureur qui la connoîtroit telle ne laisseroit pas de devoir se presenter *f*; car cette démarche n'empêche pas que ce défaut ne puisse faire des effets raisonnables qui fassent cesser le procés.

f V. l'Ordonnance de 67. *Titre* 4. *des presentations.*

VII.

7. Suite de l'article précedent.

Outre les fonctions de la nature de celles qu'on vient d'expliquer dans l'article précedent, les Procureurs peuvent aussi occuper, c'est à dire exercer les fonctions de leur ministere pour des causes injustes en un autre sens,

& dans des cas où les Avocats ne pourroient pas exercer les leurs : Car au lieu que la fonction des Avocats étant de donner conseil aux parties, les oblige à discerner les prétentions justes de celles qui ne le sont point, & à ne point se charger de causes injustes, les Procureurs peuvent ignorer les droits des parties, & ne sont pas tenus d'examiner les questions de droit. Ainsi ils ne sont tenus de s'abstenir de servir les parties, que dans les cas d'injustices criantes, ou qui leur soient connuës; car dans ces cas ils se rendroient complices d'une injustice, demandant ou sollicitant pour leurs parties, ce qu'ils croyroient qu'elles ne pourroient pas demander elles-mêmes, & qu'il seroit injuste de leur accorder *g*.

g V. l'article précedent.

VIII.

8. Il est défendu aux Procureurs de faire les écritures qui servent à établir & fonder le droit de leurs parties.

Comme les fonctions des Procureurs sont bornées à ce qui regarde les procedures & l'instruction, & qu'il n'est pas de leur ministere d'écrire ou plaider aux Audiences pour leurs parties hors ce qui regarderoit leurs fonctions, il leur est défendu par les Ordonnances de faire les écritures qui servent à établir & fonder les droits de leurs parties, & ces sortes d'écritures doivent être faites & signées par des Avocats *h*.

h V. l'Ordonnance de François I. du 11. *Février* 1519. *art.* 19.

Quoy qu'il ne soit pas necessaire que les Procureurs ayent la capacité pour établir & fonder les droits de leurs parties, ils doivent avoir une capacité publiquement reconnuë.

Nul ne soit reçû en nôtre Cour comme Procureur, jusqu'à ce qu'il ait été dûëment examiné par nôtredite Cour, & trouvé suffisant. *Ordonnance de Charles VII. en* 1446. *art.* 47.

IX.

9. Autres devoirs des Procureurs.

Les autres devoirs des Procureurs se reduisent à bien sçavoir les regles de leur profession, à s'appliquer aux affaires dont ils sont chargez, avec une telle vigilance, diligence, & exactitude qu'il n'y ait contre leurs parties aucune surprise, & que leurs causes soient poursuivies sans retardement; & qu'aussi de leur part ils observent à l'é-

gard des parties adverſes tout ce que demande l'ordre de la juſtice & la bonne foy. Qu'ils ſe contentent pour tous émolumens de leurs Charges de ceux qui leur ſont attribuez par les Reglemens : qu'ils ſervent les pauvres gratuitement, comme il leur eſt enjoint par les Ordonnances : qu'ils ſervent de leur miniſtere ceux qui à cauſe de leur pauvreté, ou du credit de leurs parties, ſe trouveroient obligez de leur faire enjoindre par le Juge d'occuper pour eux : qu'ils s'abſtiennent de toute ſorte de concuſſion, & ſur tout du crime de compoſer avec leurs parties de ce qui peut revenir des cauſes, dont ils ſont chargez, ou d'une partie, & traiter avec elles d'aucune maniere, qui doive directement ou indirectement avoir un pareil effet [i].

i Præterea nullum cum litigatore contractum quem in propriam recipit fidem ineat advocatus, nullam conferat pactionem. *l.* 6. §. 2. *C. de Poſtul.*

V. l'art. 5. *de la ſect.* 2. *du Titre ſuivant.*

V. Sur la capacité que doivent avoir ceux qui exercent ces fonctions, l'Ordonnance de Charles VII. en 1446. *art.* 47. *citée à l'article précedent. V. celle de Loüis XII. en* 1507. *art.* 118. *& d'Henry II. en* 1551. *art.* 9.

V. l'Ordonnance de Charles V. en 1364. *art.* 7.

V. l'Ordonnance du 30. *Août* 1536. *chap.* 1. *art.* 38.

SECTION III.

Des fonctions & des devoirs des Huiſſiers & des Sergens.

QUoy-que les Sergens n'ayent pas toutes les mêmes fonctions que les Huiſſiers, & que par exemple les ſignifications des procedures dans le Palais entre Procureurs ſe faſſent par les Huiſſiers, non par des Sergens, & que les Huiſſiers appellent les cauſes aux Audiences : comme ils exercent auſſi pluſieurs fonctions des Sergens, par exemple les executions, les ordres de juſtice, les ſaiſies, les empriſonnemens, & autres : on a dû comprendre ſous une même ſection les regles qui ſont communes à ces deux ſortes d'Officiers, pour ne pas compoſer deux ſections de regles toutes les mêmes : ce qui ne fera aucun

préjudice aux distinctions que font entr'eux leur nom & leur rang, & quelques autres fonctions qui peuvent les distinguer, comme celles des Huissiers pour les services qu'ils rendent aux Juges prés de leurs personnes, soit dans les Chambres où ils rendent la justice, ou dans les occasions de Ceremonies, ou autrement.

SOMMAIRES.

1. *Définition de ces deux sortes d'Officiers.*
2. *Deux principales fonctions des Huissiers & Sergens, significations, & executions.*
3. *Significations.*
4. *Executions.*
5. *Autres devoirs des Huissiers & Sergens.*

I.

1. *Définition de ces deux sortes d'Officiers.*

LEs Huissiers sont des Officiers établis, pour executer les ordres de la justice: ce qui renferme les fonctions de faire les significations necessaires, soit pour l'instruction des procés, & pour parvenir aux Jugemens & Arrêts, ou pour les mettre à execution, & pour contraindre les particuliers par les voyes qui sont en usage à tout ce que l'ordre de l'administration de la justice peut rendre necessaire ; & les Sergens sont aussi des Officiers, qui sous un autre titre exercent les mêmes fonctions que celles des Huissiers [a].

a V. les articles 20. *&* 21. *de la section* 1. *du Titre* 1.

II.

2. *Deux principales fonctions des Huissiers & Sergens, significations, & executions.*

Ces fonctions des Huissiers & des Sergens peuvent se reduire à deux principales, l'une des significations, & l'autre des executions & contraintes, & chacune de ces sortes de fonctions les oblige aux devoirs qui y sont proportionnez, & qu'on expliquera dans les regles qui suivent [b].

b V. Les articles suivans.

III.

III.

3. *Significations.*

Pour les significations le devoir de cette fonction consiste à donner à ceux à qui les significations sont faites les copies des Actes qu'on leur signifie ; car c'est pour leur en faire connoître la teneur qu'il faut les signifier, & à donner ces copies, ou aux personnes, ou en leur absence à quelqu'un de leur domicile, & à ne dater leurs significations que des jours où elles sont faites, y ajoûtant les heures dans les cas où cette formalité doit être observée [c].

c Exploits de Sergens, contenant execution, saisie, ou arrêt, porteront les jours & le temps, devant ou aprés midy, qu'ils auront été faits, & mettront lesdits Sergens, au bas de leurs Exploits, ce qu'ils auront pris pour leurs salaires, ensemble leur nom, &c. Etats de Blois art. 173.

V. sur cette matiere l'Ordonnance de François I. art. 12.

IV.

4. *Executions.*

Pour les contraintes, saisies, executions, emprisonnemens, & autres fonctions semblables, les devoirs consistent à les exercer avec la force necessaire, mais sans violence, & avec la moderation & l'humanité que demande le ministere de la justice [d], à ne saisir que les meubles qui peuvent y être sujets, laissant aux debiteurs ceux que les Ordonnances ne permettent pas qu'on prenne par execution, à specifier bien exactement dans leurs procés verbaux les meubles qu'ils prennent, & ne charger les gardiens & les dépositaires que de ce qui est en effet commis à leur garde ; & lors qu'il y a des rebellions, ou quelque resistance à leur ministere soit de la part des parties, ou autres, en faire mention dans leurs procés verbaux sans ajoûter la verité.

d Sur la moderation & l'humanité que doivent avoir ceux qui exercent ces sortes de Charges. V. l'Edit d'Amboise article 6. qui défend expressément aux Sergens d'user de paroles arrogantes ou insolentes dans les executions où ils peuvent être appellez, sur peine de punition corporelle s'ils y contreviennent.

V.

5. *Autres devoirs.*

Tous les autres devoirs des Huissiers & des Sergens se

des Huissiers & Sergens.

reduisent à être bien instruits de leurs fonctions, & les exercer avec la droiture & la fidelité que demande l'ordre de la justice, à ne point commettre de concussions, & à se contenter de ce qui peut leur être dû legitimement selon les usages & les Reglemens, & dans les doutes selon les taxes que pourront leur faire les Juges [e].

e Enjoignons tant à nos Jurisdictions Souveraines qu'à toutes autres subalternes, de regler les salaires des Greffiers & Sergens, & autres Ministres de justice. Etats de Blois art. 159. & 160.

Ce Reglement porte aussi que s'ils prennent de plus grands salaires que ceux qui ont été reglez par les Juges, ils seront punis du dernier supplice.

Sur tous les autres devoirs des Huissiers & Sergens. V. les Ordonnances de Philippe IV. en 1302. art. 18. art. 27. de François I. en 1535. chap. 6. art. 10. & en 1536. chap. 20. art. 3. & celle de Charles VIII. en 1490. art. 3.

SECTION IV.

Des fonctions & des devoirs des Concierges.

SOMMAIRES.

1. *Définition des Concierges.*
2. *Ils doivent être commis à cette fonction par l'autorité de la justice.*
3. *Deux differentes sortes de devoirs des Concierges.*
4. *Ils doivent veiller à la garde des prisonniers.*
5. *Vigilance particuliere à l'égard des criminels.*
6. *Outre le soin de la garde, ils doivent avoir l'humanité autant qu'il leur est permis de l'exercer.*

I.

1. *Définition des Concierges.*

LEs Concierges sont les dépositaires des personnes des prisonniers, criminels, & autres.

II.

2. *Ils doivent être commis à cette fonction par l'autorité de la justice.*

L'interêt public de la garde seure des prisonniers ne permet pas d'autres prisons que dans les lieux publics [a], destinez pour cet usage, & cette garde est une fonction publique qu'un simple particulier ne peut exercer. Ainsi

[a] Jubemus nemini penitus licere per Alexandrinam splendidissimam civitatem

le Concierge doit être commis à cette fonction par l'autorité de la justice ; & c'est une Charge, dont le Roy pourvoit.

vel Ægyptiacam diœcesim, aut in quibuslibet imperii nostri provinciis, vel in agris suis aut ubicumque domi privati carceris exercere custodiam *l. 1. C. de priv. carc. inhib.*

I I I.

Cette fonction des Concierges renferme deux differentes sortes de devoirs, l'un de ceux qui regardent le public & les personnes interessées à la garde des prisonniers, & l'autre de ceux qui regardent les prisonniers même ; & ces deux sortes de devoirs se reduisent aux regles qui suivent.

3. *Differentes sortes de devoirs des Concierges.*

I V.

Le devoir des Concierges envers le public, & les personnes interessées à la garde des prisonniers, consiste à veiller à cette garde : de sorte qu'ils répondent des évasions des prisonniers hors les cas d'une force, qui ne pourroit leur être imputée.

4. *Ils doivent veiller à la garde des prisonniers.*

V.

Outre le soin de la garde des prisonniers, pour empêcher leur évasion, pour quelque cause que ce puisse être, qu'ils tiennent prison, la garde des prisonniers accusez de crimes oblige de plus les Concierges à tenir dans les fers & dans les cachots ceux qui sont accusez de crimes lorsque la justice l'ordonne ainsi. Ils doivent de plus prendre soin que ces criminels, & tous autres accusez de crimes, dont l'instruction demande que personne n'ait avec eux aucune communication, soient gardez de sorte que cet ordre soit executé, & que rien ne soit mis en leurs mains qui ne soit dûëment connu & visité, soit de ce qui pourroit servir aux accusez d'instruction, pour éluder les preuves de la verité, ou d'instrument de poison à ceux dont on pourroit craindre que le desespoir les portât à prévenir par une mort volontaire leur condamnation.

5. *Vigilance particuliere à l'égard des prisonniers.*

VI.

6. Outre le ſoin de la garde, ils doivent avoir l'humanité autant qu'il leur eſt permis de l'exercer.

Le devoir des Concierges envers les priſonniers les oblige à joindre au ſoin de la garde de leurs perſonnes tout ce que ce ſoin peut permettre à l'humanité [b], ſoit pour ce qui regarde leur logement [c] & ameublement, leur nourriture, s'ils en ſont chargez, la communication avec leurs amis, lors qu'elle peut leur être permiſe, & les autres offices ſemblables.

b In quacunque cauſa reo exhibito, ſive accuſator exiſtat, ſive eum publicæ ſollicitudinis cura produxerit, ſtatim debet quæſtio fieri, ut noxius puniatur, innocens abſolvatur. Quod ſi accuſator aberit ad tempus aut ſociorum præſentia neceſſaria videatur: id quidem debet quàm celerrimè procurari. Interea vero reum exhibitum non per ferreas manicas & inhærentes oſſibus mitti oportet, ſed prolixiores catenas, ſi criminis qualitas etiam catenarum acerbitatem poſtulaverit, ut & cruciatio deſit, & permaneat ſub fida cuſtodia. Nec vero ſedis intimæ tenebras pati debebit incluſus, ſed uſurpata luce vegetari, ac ſublevari: & ubi nox geminaverit cuſtodiam, in veſtibulis carcerum, & ſalubribus locis recipi: ac revertente iterum die, ad primum ſolis ortum illico ad publicum lumen educi, ne pœnis carceris perimatur: quod innocentibus miſerum noxiis non ſatis ſeverum eſſe dignoſcitur. Illud etiam obſervabitur, ut neque his qui ſtratorum funguntur officio, neque miniſtris eorum liceat crudelitatem ſuam accuſatoribus vendere: & innocentes intra carcerum ſepta lethio dare, aut ſubtractos audientiæ longa tabe conſumere, non enim exiſtimationis tantum, ſed etiam periculi metus judici imminebit, ſi aliquem ultra debitum tempus inedia, aut quocunque modo aliquis ſtratorum exhauſerit, & non ſtatim eum penes, quem officium cuſtodiæ eſt, atque ejus miniſtros capitali pœnæ ſubjecerit. *l.* 1. *C. de cuſtod. Reor.*

c Quoniam unum carceris conclave permixtos ſecum criminoſos includit: hac lege ſancimus, ut etiam ſi pœnæ qualitas permixtione jungenda eſt: ſexu tamen diſpares diverſa clauſtrorum habere tutamina jubeantur. *l.* 3. *C. eod.*

SECTION V.

Des fonctions & des devoirs des Notaires.

LEs fonctions des Greffiers & des Procureurs, & celles des Huiſſiers & des Sergens, s'exercent ou pour l'adminiſtration de la juſtice dans les Tribunaux, ou ailleurs, pour en executer les ordres, & ſont par-là diſtinguées de celles des Notaires, qui s'exercent hors des Tribunaux, & ſans qu'il ſoit neceſſaire qu'ils ayent un ordre particulier à executer: mais leur miniſtere s'exerce volontairement, pour engager ou par des conventions,

ou autrement, ceux qui veulent donner à leurs obligations, ou autres Actes, la forme publique qui les rend authentiques, qui fait la preuve de leur verité, & qui y donne une pleine & entiere execution, ainsi qu'on l'a déja remarqué à la fin du préambule de ce Titre, & qu'on l'expliquera dans la suite de cette section.

SOMMAIRES.

1. *Définition des Notaires.*
2. *Differentes sortes de fonctions des Notaires.*
3. *Ils ne doivent pas passer les bornes de leur ministere.*
4. *Ils sont obligez à conserver exactement & fidelement les minutes dont ils sont dépositaires.*
5. *La consequence des Actes qu'ils passent les oblige à garder inviolablement le secret.*
6. *Autres devoirs des Notaires.*

I.

1. Définition des Notaires.

LEs Notaires sont des Officiers établis, pour donner aux Actes qui se passent pardevant eux le caractere de la forme publique, & de l'autorité de la justice, qui fait que ces Actes portent la preuve de leur verité, & donnent l'hypotheque sur les biens de ceux qui s'obligent; car au lieu que les Actes, qui ne se font que sous seing privé sont sujets à une verification, qui prouve qu'ils ont été signez par ceux de qui on y voit les noms; & qu'encore que la verité en soit reconnuë ou prouvée, ils ne donnent pas d'hypotheque sur les biens de ceux qui s'obligent lorsque ces mêmes Actes sont passez ou reconnus devant les Notaires, soit qu'il n'y en ait qu'un avec des témoins, ou qu'il y en ait deux sans témoins, selon les differens usages des lieux, ils sont authentiques, & ont cet effet que leur verité est prouvée par le seing des Notaires, & qu'ils donnent le droit d'hypotheque. Ainsi la fonction des Notaires renferme une espece d'autorité & de jurisdiction volontaire, que leur donne dans le public le titre de leurs Charges pour ces deux effets.

II.

2. *Differentes sortes de fonctions des Notaires.*

Comme on a besoin dans une infinité de divers Actes qu'ils soient authentiques, & qu'ils ayent ce caractere de la forme publique pour l'un ou l'autre de ces deux effets, qu'on vient d'expliquer dans l'article précedent, les fonctions des Notaires s'étendent à toute sorte d'Actes, où cette forme peut être necessaire, comme Contrats de mariage, Testamens, Donations, Associations, Ventes, Echanges, Loüages, Baux, Transactions, Compromis, Obligations, Procurations, Transports, Delegations, Quittances, Offres réelles de deniers pour un payement refusé, ou pour un retrait lignager, & tous autres Actes. Les Notaires peuvent aussi faire des Inventaires des biens des successions, dont les heritiers sont mineurs, ou pour des benefices d'Inventaires, ou dans des cas de successions abandonnées, de banqueroutes, ou autres, selon qu'ils peuvent être appellez à ces fonctions par les parties intereſſées, où qu'ils y sont commis en justice comme pourroient l'être des Greffiers; car cette fonction est du ministere de la justice, & souvent les Juges l'exercent eux-mêmes.

III.

3. *Ils ne doivent pas passer les bornes de leur ministere.*

Ces differentes fonctions des Notaires, & tout ce qui peut être du détail du fait de leurs Charges, les oblige premierement à la capacité pour les exercer, & à sçavoir distinguer dans les Actes, où l'on a besoin de leur ministere, ceux dont ils sçavent assez les formes, & ceux dont la consequence peut demander plus de connoissance que n'en demande leur profession, sur tout dans les lieux où les Notaires sont moins habiles, & dans les affaires où les difficultez demandent un conseil d'Avocats; car encore que ce soit le fait des parties de prendre un conseil, il est de la prudence des Notaires de ne pas s'ingerer à ce qui peut passer leur capacité, & donner au moins avis aux parties des difficultez qu'elles ne sont pas capables d'entendre, & qu'il est neceſſaire de regler comme dans des transactions & autres traitez.

IV.

4. Ils ſont obligez à conſerver exactement & fidelement les minutes, dont ils ſont dépoſitaires.

Comme il y a pluſieurs des Actes qui ſe paſſent pardevant Notaires, dont les originaux qu'on appelle minutes doivent être conſervez pour toujours, comme les Contrats de mariage, les Donations, les Contrats de vente, les Teſtamens, que les teſtateurs mettent en leur puiſſance, ou qui aprés leur mort ſont mis en dépôt chez les Notaires, & divers autres Actes; c'eſt un devoir des Notaires de conſerver exactement, fidelement, & dans un bon ordre toutes ces minutes, & d'en faire des expeditions conformes aux originaux; pour donner ces expeditions aux parties & aux autres perſonnes qui doivent en avoir, ou à qui il eſt permis en juſtice de s'en faire délivrer, & ils ne doivent prendre pour la façon des Actes & pour delivrer les expeditions, que ce qui peut être dû legitimement.

V.

5. La conſequence des Actes qu'ils paſſent les oblige à garder inviolablement le ſecret.

La conſequence du ſecret de pluſieurs Actes qui ſe paſſent pardevant Notaires leur fait un devoir de garder inviolablement la foy du ſecret, non ſeulement de ce qui ſe paſſe entre les parties avant que les Actes ſoient ſignez, mais auſſi des Actes même quand ils ſont parfaits; car les Notaires doivent le ſecret pour les Actes, qui de leur nature ſont tels, que le ſecret y eſt de peu d'importance, puis qu'ils doivent cette fidelité à l'intention des parties, qu'ils ne peuvent bleſſer ſans prévariquer: le défaut de ce ſecret dans les Teſtamens & autres Actes de toute nature iroit à troubler la paix des familles, & à d'autres étranges inconveniens, dont leur fidelité ou indiſcretion les rendroit reſponſables, & envers Dieu & envers le public, ſelon la qualité des faits & les circonſtances.

VI.

6. Autres devoirs des Notaires.

Tous les autres devoirs des Notaires ſe reduiſent à une ſi parfaite fidelité & à une exactitude ſi entiere à éviter dans leurs fonctions tout ce qui pourroit bleſſer la juſtice & la verité, que non ſeulement ils ne commettent rien

de leur part qui y ſoit contraire, car ce ſeroit violer capitalement leur premier devoir, mais qu'ils ne ſe rendent complices d'aucun dol, d'aucune ſurpriſe, & qu'ils s'oppoſent même à de telles voyes contre les parties qui en uſeroient ; & qu'enfin ils exercent un miniſtere de juſtice & de paix entre les parties, & d'où dépend le repos des familles, la ſeureté de leurs biens, la fermeté des engagemens, les liaiſons des ſocietez & des commerces les plus importans, & la mediation & negociation des affaires qui ſont de plus de conſequence à toutes perſonnes d'une maniere digne des fonctions ſi neceſſaires & ſi importantes, & proportionnant les émolumens qu'ils peuvent prétendre, non à cette conſequence de leur miniſtere, mais à ce que l'uſage, les Reglemens, & une integrité deſintereſſée peuvent leur permettre, & moderant même leurs droits à l'égard des perſonnes qui n'auroient pas le moyen de les payer ſelon leur travail, puis qu'ils reçoivent ſouvent de l'honnêteté des autres perſonnes plus que leur travail ne meriteroit.

TITRE

TITRE VI.

DES AVOCATS.

QUoyque les Avocats ne ſoient pas du nombre des Officiers comme le ſont tous ceux qui exercent dans l'ordre de l'adminiſtration de la juſtice les fonctions dont on a parlé juſqu'icy, comme on doit traitter dans ce Livre, non ſeulement des Officiers, mais auſſi des autres perſonnes qui participent aux fonctions publiques; & que celles des Avocats regardent le public; & font partie de l'ordre de l'adminiſtration de la juſtice; elles ſont auſſi partie de la matiere de ce Livre, & on ne peut ſe diſpenſer d'y expliquer quelles ſont ces fonctions, & quels ſont les devoirs qui en ſont les ſuites.

La profeſſion des Avocats eſt de donner conſeil ſur les affaires qu'on leur propoſe, & de plaider & écrire pour les parties qui les chargent de leurs cauſes s'ils les trouvent juſtes : & comme il y a peu de perſonnes qui n'ayent quelquefois beſoin de ces fonctions, que pluſieurs ſont obligez d'en faire un frequent uſage, & ſouvent pour des affaires où il s'agit de leur honneur, de leurs biens, de l'état de leurs perſonnes, du repos ou du renverſement de leurs familles, & de tout ce qu'on peut avoir d'interêts plus chers & plus importans, la conſequence de ce miniſtere des Avocats leur donne dans le public un rang d'honneur ſi conſiderable, qu'on ſçait que dans l'état le plus floriſſant de la Republique de Rome, les perſonnes qui étoient dans les premieres dignitez ſe diſtinguoient encore par la fonction de défendre en juſtice les cauſes de ceux qui les prenoient pour leurs défenſeurs, & qu'ils appelloient leurs cliens; & ils embraſſoient cet employ comme une occaſion d'étaler d'une part leur courage dans les cauſes où il falloit appuyer la juſtice opprimée par des perſonnes puiſſantes; & de l'autre leur érudition & leur éloquence, & par ces deux voyes ils tâ-

choient de s'acquerir en même temps une estime generale de toute la Republique, & l'attachement de tous ceux qui avoient été leurs cliens. C'étoit à cause de cet honneur singulier d'une profession qui avoit tous ces avantages, qu'elle s'exerçoit gratuitement & que quelques Avocats ayant commencé de recevoir de leurs cliens, ou des presens, ou d'autres payemens, un Tribun du peuple, nommé *Cincius* fit faire une loy, qui de son nom fut appellée la loy *Cincia*, par laquelle ce commerce leur fut défendu; mais dans la suite on s'accoûtuma à le trouver juste; & il l'est aussi par la raison generale, que tout service merite une recompense, soit du public, si on exerce des fonctions qui le regardent, ou des particuliers, si les services qu'on leur rend sont d'une nature qui seroit injustement à charge à ceux qui les rendent lorsque ceux qui les reçoivent en feroient un profit ingrat; & puisqu'il est juste que les Ministres de l'Eglise, qui doivent la servir sans avarice, & par d'autres vûës que par leur interêt, ne manquent pas de leur subsistance [a], & qu'on ait soin de la leur donner, quoy qu'ils n'ayent pas celuy de la demander, il est aussi juste que toute profession licite produise à celuy qui l'exerce une recompense proportionnée à son travail, & au service qu'on tire de luy: ainsi quoyque la profession des Avocats ne s'exerce pas aujourd'huy sans recompense, & qu'elle n'ait pas cette dignité qu'elle avoit à Rome lors qu'elle s'y exerçoit gratuitement, & par les premiers de la Republique, elle a toûjours les caracteres essentiels de l'honneur attaché à des fonctions, qui de leur nature renferment l'usage des premieres qualitez de l'esprit, & des premieres vertus du cœur, puisque pour l'esprit un Avocat doit l'avoir bon, & joindre à l'intelligence & à la justesse du sens la science de sa profession, & l'art de bien écrire & de bien parler: Et que pour le cœur il doit l'avoir droit, & joindre à la rectitude une pente charitable

[a] Si nos vobis spiritualia seminavimus, magnum est si nos carnalia vestra metamus? 1. *Cor.* 9. 11.

Nescitis quoniam qui in sacrario operantur, quæ de sacrario sunt edunt: & qui altari deserviunt, cum altari participant? Ita & Dominus ordinavit iis qui Evangelium annuntiant de Evangelio vivere. *Ibid. v.* 13. & 14.

à la défenſe de ſes parties, ſur tout des pauvres, des veuves, des orphelins, & des autres perſonnes expoſées aux oppreſſions ; & une fermeté, un courage, & un zele qui l'anime contre l'injuſtice, pour défendre la juſtice & la verité contre toutes perſonnes indiſtinctement; c'eſt avec ces qualitez qu'un Avocat peut avoir un honneur bien élevé au deſſus de celuy de ceux qui exerçoient à Rome cette profeſſion, & qui n'avoient en vûë que leur propre gloire, & de qui le merite n'étoit que l'ouvrage de l'ambition.

C'eſt à cauſe de la nature de ces fonctions des Avocats ſi frequentes & ſi neceſſaires à toutes perſonnes, & qui ſont d'une telle conſequence, qu'il eſt juſte que chacun choiſiſſe à ſon gré un Avocat, qui ait les qualitez qu'il peut deſirer, & qu'il faut qu'il y ait des Avocats d'une grande capacité, d'une longue experience, & qui ayent des talens ſinguliers pour les cauſes les plus importantes, ſur tout dans des compagnies ſuperieures, où il arrive même des occaſions de parler en public ſur d'autres matieres que ſur des plaidoyers, où leur miniſtere eſt neceſſaire, & où ils doivent étaler les ornemens de l'érudition & de l'éloquence. Ainſi il a été juſte de laiſſer à toutes perſonnes la liberté d'entreprendre une profeſſion de cette nature ſelon qu'on peut avoir les talens pour y réüſſir, & où ceux qui ont moins de biens peuvent exceller par le travail joint au naturel : ce qui fait qu'il eſt juſte que les fonctions des Avocats demeurent libres, & que ce miniſtere ne ſoit pas reſtreint à des Officiers, qui auroient ſeuls le droit de les exercer, & en exclure les autres. Ainſi pour exercer les fonctions d'Avocat, il ne faut pour tout titre qu'avoir les dégrez de Bachelier & Licentié de quelque Univerſité dans les Facultez du Droit Canonique & du Droit Civil, & prêter le ſerment en juſtice de bien exercer cette profeſſion.

C'eſt ſur ces fondemens de la nature du miniſtere des Avocats, qu'il faut juger du détail de leurs fonctions & de leurs devoirs: ce qui fera la matiere de deux ſections, l'une de leurs fonctions, & l'autre de leurs devoirs.

SECTION I.

Des fonctions des Avocats.

SOMMAIRES.

1. *Premiere fonction des Avocats.*
2. *Seconde fonction des Avocats, se charger des causes des parties s'ils les trouvent justes.*
3. *Troisiéme fonction des Avocats, faire les écritures.*
4. *Fonctions particulieres des Avocats en certains Tribunaux.*
5. *Rapport entre les fonctions des Avocats & des Procureurs.*

I.

1. *Premiere fonction des Avocats.*

LA premiere fonction des Avocats est de donner leur conseil sur les affaires, dont on les consulte, comme pour sçavoir si celuy qui demande un conseil doit entreprendre un procés, s'il doit donner les mains à une demande qui luy est faite, ou s'il doit s'en défendre, s'il doit appeller d'un Jugement, ou y acquiescer, se pourvoir par Requête Civile contre un Arrêt, ou l'executer: comment il doit regler les dispositions de son Testament, les conditions d'un mariage, d'un accommodement, & se conduire en d'autres semblables difficultez dans les affaires de toute nature [a].

a La consequence & la dignité de cette fonction faisoit autrefois à Rome dans le temps de sa plus grande gloire celle des personnes du premier rang, & fait aujourd'huy un tres-grand honneur à ceux qui l'exercent suivant les regles qui seront expliquées.

II.

2. *Seconde fonction des Avocats, se charger des causes des parties s'ils les trouvent justes.*

La seconde fonction des Avocats est de se charger des causes qu'on met en leurs mains, s'ils les trouvent justes pour les plaider aux Audiences des Tribunaux, où ils exercent leur profession, soit la cause au fonds, si elle est en état d'être jugée, ou les incidens qui peuvent meriter qu'eux mêmes les plaident [b].

b Qui laborantium spem vitam, & posteros defendunt. *l.* 14. *C. de advoc. diver. judicior.*

Ce devoir des Avocats de ſe charger des cauſes qu'ils trouveront juſtes renferme celuy de les abandonner ſi dans la ſuite ils venoient à y reconnoître de l'injuſtice.

Le miniſtere des Avocats renferme deux fonctions differentes, qui ſont tout enſemble les fondemens & de la dignité de leur profeſſion & des regles de leurs devoirs, celle du Conſeil qu'ils doivent donner aux parties, & celle de la défenſe des cauſes qu'ils ont conſeillées. Dans le conſeil, ils font la fonction de Juges envers leurs parties; & dans la défenſe des cauſes ils repreſentent les parties devant les Juges. Comme Juges, & les premiers Juges de leurs parties, ils doivent leur prononcer la juſtice & la verité, comme leur prononçant le jugement même de Dieu, & comme leurs défenſeurs ils doivent repreſenter les parties comme dépouillées de leurs paſſions, & les défendre devant les Juges comme devant Dieu: de ſorte que les Avocats ſont comme les mediateurs de la verité & de la juſtice entre les Juges & les parties, car ils en ſont les diſpenſateurs envers les parties, & ils en ſont les défenſeurs envers les Juges; c'eſt cette dignité de leur miniſtere qui leur donne cet avantage, que comme l'Ecriture a donné le nom de Dieu à ceux à qui Dieu commet cette autorité, en les faiſant Juges des autres hommes, elle a donné le nom d'Avocat à celuy qui a été choiſi, pour être tout enſemble le mediateur envers Dieu & le Juge de tous les hommes.

III.

3. *Troiſiéme fonction des Avocats, faire les écritures.*

La troiſiéme fonction des Avocats eſt de faire les écritures neceſſaires dans l'inſtruction, pour établir les prétentions de leurs parties, ſoit par des moyens de droit, ou par des preuves de faits, reſultans des pieces, ou d'enquêtes, ou autrement, & pour détruire les prétentions oppoſées des parties adverſes par les mêmes voyes, & en general de faire toutes les eſpeces d'écritures, demandes, défenſes, repliques, avertiſſemens, contredits, & autres, qui peuvent demander l'uſage de leur miniſtere [c].

[c] *Par l'Ordonnance de Charles V. en 1364. art. 3. de Charles VII. en 1446. art. 24. & 37. & par celle de Charles VIII. en 1490. art. 92. il leur eſt enjoint de dreſſer leurs écritures le plus ſuccinctement qu'il leur ſera poſſible.*

IV.

4. *Fonctions particulieres des Avocats en certains Tribunaux.*

Il y a d'autres fonctions des Avocats, qui ſont particulieres en certains Tribunaux, & ne leur ſont pas communes en tous, ainſi dans quelques-uns c'eſt une fonction d'Avocat de requerir les enregiſtremens des Lettres de proviſion des premieres Charges de l'Etat, & d'y haranguer ſur cette Ceremonie. Ainſi dans les Sieges Royaux, où il n'y a pas aſſez de Juges, pour juger les crimes, qui doivent y être jugez ſans appel par les Prevôts des Maréchaux, les Ordonnances veulent qu'on prenne des Avo-

cats, pour remplir le nombre des Juges [d]. Ainſi dans ces mêmes Sieges, & autres moindres, le plus ancien des Avocats en l'abſence des Juges tient le Siege, & exerce les autres fonctions, comme il eſt auſſi reglé par les Ordonnances [e]. Ainſi dans quelques Senéchauſſées & Preſidiaux, les Avocats exercent la profeſſion de Procureurs, & ceux-là ont leurs fonctions mêlées de ces deux miniſteres [f].

d V. les Ordonnances du 20. *Mars* 1533. 5. *Février* 1549. *art.* 2. *& autres.*

e V. les Ordonnances du 11. *Avril* 1519. *art.* 2. *& de Decembre* 1540. *art.* 19. *au defaut des Avocats l'ancien Praticien exerce cette fonction dans les petites juſtices.*

f L'uſage des Villes où les Avocats ſont Procureurs eſt approuvé par l'article 58. *de l'Ordonnance d'Orleans, qui permet aux Avocats de faire l'une & l'autre charge d'Avocats & de Procureurs.*

V.

5. Rapport entre les fonctions des Avocats & des Procureurs.

Toutes les fonctions des Avocats dans le miniſtere de la juſtice, & qui s'exercent pour ſoûtenir & défendre les interêts de leurs parties, ont cela de commun avec celles des Procureurs, qu'ils repreſentent leurs parties dégagées de leurs paſſions. Ainſi il eſt eſſentiel à ces fonctions qu'elles n'ayent leur uſage que pour la juſtice, & ne la défendent que par des voyes qui en ſoient dignes : ce qui oblige les Avocats aux devoirs, qui ſeront expliquez dans la ſection ſuivante [g].

g V. la ſection ſuivante.

SECTION II.

Des devoirs des Avocats.

SOMMAIRES.

1. *Premier devoir des Avocats.*
2. *Les Avocats nommez Arbitres doivent avoir la capacité des Juges.*
3. *Ils doivent ſoûtenir leurs cauſes par la force de la verité & de la juſtice, non par des ſuppoſitions, emportemens, injures, &c.*
4. *Il leur eſt défendu de ſoûtenir ou défendre des cau-*

ſes injuſtes.

5. *Ils ne doivent pas exercer leurs fonctions par le motif du gain.*

I.

LE premier devoir des Avocats eſt de ſe rendre capables de leur profeſſion [a], non de telle ſorte qu'ils ſoient obligez pour en commencer l'exercice d'être capables de toutes les fonctions, de plaider toutes les cauſes, & de conſulter, mais ils doivent n'en point entreprendre dont ils n'ayent la capacité, & ne s'engager qu'à proportion de celle qu'ils peuvent avoir acquiſe; car il y a cette difference entre la capacité des Avocats & celle qui eſt neceſſaire aux Juges, que les Avocats s'engagent librement à leurs fonctions, ſelon qu'ils veulent en embraſſer les occaſions; mais les Juges ne peuvent commencer leur miniſtere qu'aprés en avoir acquis la capacité; ainſi ils doivent dés le commencement avoir un degré de capacité qui réponde à ce miniſtere.

1. *Premier devoir des Avocats.*

a *C'eſt par cette raiſon que nos Rois ont fait des Ordonnances, qui défendent d'exercer la fonction d'Avocats à ceux qui n'ont pas de degrez, qui font une preuve de capacité pour cette profeſſion.*
V. l'Ordonnance de François I. en 1535. *art.* 1.

II.

Dans les occaſions où les Avocats ſont appellez à des fonctions de Juges, comme il a été dit dans l'article 4. de la ſection précedente, ils ſont obligez aux mêmes devoirs de capacité, d'integrité, & d'application que ceux des Juges, qu'on a expliquez dans le Titre 4 [b].

2. *Les Avocats nommez Arbitres doivent avoir la capacité des Juges.*

b *V. l'art.* 4. *de la ſection précedente.*

III.

Comme les Avocats doivent repreſenter leurs parties dégagées de leurs paſſions [c], ils ne doivent employer dans la défenſe des plus juſtes cauſes que la juſtice & la verité, & s'abſtenir non ſeulement de ſuppoſitions dans les faits, de toute mauvaiſe foy, de toute ſurpriſe dans les raiſon-

3. *Ils doivent ſoûtenir leurs cauſes par la force de la verité & de la juſtice, non par des ſuppoſitions, emportemens, injures, &c.*

c *V. l'article dernier de la ſection précedente.*

nemens, & de toute autre mauvaiſe voye, mais auſſi des injures, des emportemens, & de tout ce qui pourroit bleſſer, non ſeulement la juſtice, mais la decence & le reſpect dû à ſon Tribunal *d*.

d Ante omnia autem univerſi advocati ita præbeant patrocinia jurgantibus: ut non ultra, quam litium poſcit utilitas, in licentiam conviciandi, & maledicendi temeritatem prorumpant. Agant, quod cauſa deſiderat temperent ſe ab injuria. Nam ſi quis adeo procax fuerit, ut non ratione, ſed probris putet eſſe certandum: opinionis ſuæ imminutionem patietur. Nec enim conniventia commodanda eſt: ut quiſquam, negotio derelicto, in adverſarii (ſui) contumeliam aut palam pergat aut ſubdole. Præterea nullum cum eo litigatore contractum, quem in propriam recipit fidem, ineat advocatus: nullam conferat pactionem. *l.* 6. §. 1. *&* 2. *c. de poſtul.*

Les Ordonnances font les mêmes défenſes aux Avocats & aux Procureurs, à peine d'interdiction & d'amende arbitraire. V. l'Ordonnance de Charles VII. en Avril 1453. *art.* 54.

IV.

4. Il leur eſt défendu de ſoûtenir ou défendre des cauſes injuſtes.

S'il n'eſt pas permis aux Avocats de défendre la juſtice par aucune mauvaiſe voye, il leur eſt encore moins permis de ſoûtenir ou défendre des cauſes injuſtes; & ceux qui violent ce devoir ſe rendent complices de l'injuſtice de leurs parties, & coupables d'un parjure contre leur ſerment; car par ce ſerment ils jurent de garder les Ordonnances, & elles leur défendent de ſoûtenir ou défendre de mauvaiſes cauſes; & y ajoûtent la peine de tous dépens, dommages, & interêts des parties *e*.

e V. l'article 58. *de l'Ordonnance d'Orleans.*

Il ſeroit bien étrange qu'il fût permis à un Avocat de ſoûtenir une cauſe injuſte; car ce ſeroit ériger les Tribunaux de juſtice en retraites de voleurs.

☞ *Par le Droit Romain ce ſerment étoit réïteré en chaque cauſe, où les Avocats après la conteſtation en cauſe devoient jurer ſur les ſaints Evangiles, qu'ils défendroient de toutes leurs forces ce qu'ils eſtimeroient juſte & veritable, & abandonneroient la défenſe de la cauſe qu'ils trouveroient injuſte, où dont l'injuſtice leur paroîtroit dans la ſuite.*

Patroni cauſarum, qui utrique parti ſuum præſtantes auxilium ingrediuntur, cum lis fuerit conteſtata, poſt narrationem propoſitam, & contradictionem objectam, in qualicumque judicio majore vel minore, vel apud arbitros ſive ex compromiſſo, ſive aliter datos vel electos, ſacroſanctis Evangeliis tactis juramentum præſtent, quòd omni quidem virtute ſua, omnique ope, quod verum & juſtum exiſtimaverint, clientibus ſuis inferre procurabunt, nihil

nihil ſtudii relinquentes, quod ſibi poſſibile eſt non autem credita ſibi cauſa cognita : quod improba ſit, vel pænitus deſperata, & ex mendacibus allegationibus compoſita, ipſi ſcientes prudenteſque mala conſcientia liti pronuntiabuntur, ſed & ſi certamine procedente aliquid tale ſibi cognitum fuerit, à cauſa recedent, ab hujuſmodi communione ſeſe penitus ſeparantes. *l.* 14. §. 1. *C. de judic.*

Ce ſerment n'étoit pas ſeulement déferé par les Avocats ; toutes ſortes de Juges & les Arbitres même y étoient auſſi obligez.

Sancimus omnes judices, ſive majores, ſive minores, qui in adminiſtrationibus poſiti ſunt vel in hac regia civitate, vel in orbe terrarum, qui noſtris gubernaculis regitur, ſive eos quibus nos audientiam committimus, vel qui à majoribus judicibus dantur, vel qui ex juriſdictione ſua judicandi habent facultatem, vel qui ex recepto, id eſt compromiſſo (quod judicium imitatur) cauſas dirimendas ſuſcipiunt, vel qui arbitrium peragunt, vel ex authoritate ſententiarum & partium conſenſu electi ſunt, & generaliter omnes omnino judices Romani juris diſceptatores, non aliter litium primordium accipere, niſi prius ante ſedem judicialem ſacroſanctæ deponantur ſcripturæ, & hæ permaneant non ſolum in principio litis, ſed etiam in omnibus cognitionibus uſque ad ipſum terminum, & definitivæ ſententiæ recitationem ſic enim attendentes ad ſacroſanctas ſcripturas, & Dei præſentia conſecrati, ex majore præſidio lites diriment, ſcituri, quod non magis alios judicant, quam ipſi judicantur : cum etiam ipſis magis, quam partibus, terribile judicium eſt. Si quidem litigatores ſub hominibus, ipſi autem Deo inſpectore adhibito cauſas proferunt trutinandas & hoc quidem jusjurandum judiciale omnibus notûm ſit, & Romanis legibus optimum à nobis accedat incrementum, & ab omnibus judicibus obſervandum : & ſi prætereatur, contemptoribus periculoſum ſit. *l.* 14. *C. de judic.*

V.

5. Ils ne doivent pas exercer leurs fonctions par le motif du gain.

L'honneur de la profeſſion des Avocats ne les engage pas ſeulement à ſoûtenir & défendre la juſtice & la verité *f*, & à n'uſer d'aucune mauvaiſe voye dans leur miniſtere ; mais cet honneur demande de plus qu'ils embraſſent leurs fonctions par d'autres vûës que celles du gain *g*, & que non ſeulement ils s'abſtiennent de toute

f Juramentum præſtent, quod omni quidem virtute ſua, omnique ope, quod verum & juſtum exiſtimaverint, clientibus ſuis inferre procurabant. *l.* 14. §. 1. *C. de judic.*

g Apud urbem autem Romanam etiam honoratis, qui hoc officium putaverint eligendum, eo uſque liceat orare, quo uſque ma-

prévarication [h], de traiter des droits de leurs parties, ou d'y entrer en part [i], de faire durer les procés [l], de conseiller les parties [m] de faire la fonction de Juges dans les cauſes où ils ont fait celle d'Avocats [n], & de toute autre malverſation ; mais auſſi de toute avarice, & de la ſordidité de ſe rendre difficiles au payement de leurs vacations, mais ils doivent ſe contenter d'une retribution moderée ſelon leur travail, & à proportion de la qualité des affaires, & de celle des parties & de leurs biens [o] s'abſtenant dans leurs écritures de diſcours inutils & ſuper-

luerint, videlicet ut non ad turpe compendium ſtipemque deformem hæc arripiatur occaſio, ſed laudis per eam augmenta quærantur. Nam ſi lucro pecuniaque capiantur : velut abjecti atque degeneres, inter viliſſimos numerabuntur. *l.* 6. §. 5. *C. de poſtul.*

h Si patronum cauſæ prævaricatum putas, & impleveris accuſationem non deerit adverſus eum pro temeritate commiſſi ſententia : atque ita de principali cauſa denuo quæratur. Quod ſi non docueris prævaricatum : & calumnia notaberis, & rebus judicatis, à quibus non eſt provocatum ſtabitur. *l.* 1. *C. de Advocat. diverſ. judicior.*

i Litis cauſa malo more pecuniam tibi promiſſam ipſe quoque profiteris, ſed hoc ita jus eſt ſi ſuſpenſa lite ſocietatem futuri emolumenti cautio pollicetur. *l.* 1. §. 12. *ff. de extraord. cognit.*

Si qui advocatorum exiſtimationi ſuæ immenſa atque illicita compendia prætuliſſe ſub nomine honorariorum ex ipſis negotiis, quæ tuenda ſuſceperint, emolumenta ſibi certæ partis cum gravi damno litigatoris & deprædatione poſcentes fuerint inventi, placuit ut omnes qui in hujuſmodi ſævitate permanſerint ab hac profeſſione penitus arceantur. *l.* 5. *C. de poſtul.*

l Nemo ex induſtria protrahat jurgium. *l.* 6. §. 4. *C. de poſtul.*

m V. l'Ordonnance d'Octobre en 1535. *ch.* 4. *art.* 35.

n Quiſquis vult eſſe cauſidicus, non idem, in eodem negotio ſit advocatus & judex : quoniam aliquem inter arbitros & patronos oportet eſſe delectum. *l.* 6. *C. de poſtul.*

V. l'Ordonnance d'Octobre 1535. *chap.* 14. *art.* 16.

Il faut entendre cette regle, qui défend aux Avocats de ſe rendre Juges des cauſes, où ils font la fonction d'Avocats, des cauſes où ils ſeroient pris pour Juges par les Juges même, & non de celles où les parties prennent leurs Avocats pour Juges & Arbitres, comme il ſera dit dans le Titre ſuivant.

o Nemo ex his quos licebit accipere, vel decebit aſpernanter ha-

Aust ; & ils doivent même ſervir gratuitement les perſonnes pauvres, comme il leur eſt enjoint par les Ordonnances q, qui obligent même les Juges de donner des Avocats à ceux qui à cauſe de leur pauvreté, ou du credit de leurs parties, n'en trouveroient point r ; & c'eſt dans ces occaſions des cauſes des pauvres, des perſonnes foibles, des veuves, des orphelins, & de ceux qui ſouffrent quelque oppreſſion par la violence de leurs parties, que les Avocats doivent ſignaler l'honneur de leur miniſtere par une défenſe genereuſe de la verité & de la juſtice contre les perſonnes les plus puiſſantes s.

beat quod ſibi ſemel officii gratia libero arbitrio obtulerit litigator. *l.* 6. §. 3. *C. de poſtul.*

Nam ſi lucro pecuniaque capiantur velut abjecti atque degeneres inter viliſſimos numerabuntur. *d. l.* §. 5. *in f.*

V. l'Ordonnance d'Avril en 1453. *art.* 45.

p. V. Baſilic. l. 2. *t.* 33. *art.* 3.

V. les Ordonnances du Roy Jean en 1363. *du* 28. *Octobre* 1446. *art.* 37. *d'Avril* 1453. *art.* 53. *d'Octobre* 1535. *chap.* 4. *art.* 4. *& ſuivans, & pluſieurs autres Ordonnances.*

q V. l'Ordonnance de Charles V. de 1364. *art.* 7.

r Obſervare itaque eum oportet, ut ſit ordo aliquis poſtulationum, ſcilicet ut omnium deſideria audiantur, ne fortè, dum honori poſtulantium datur, vel improbitati ceditur, mediocres deſideria ſua non proferant : qui aut omnino non adhibuerunt aut minus frequentes, neque in aliqua dignitate poſitos advocatos ſibi proſpexerunt. Advocatos quoque petentibus debebit indulgere, *(proconſul)* plerumque fœminis, vel pupillis, vel alias debilibus vel his, qui ſuæ mentis non ſunt, ſi quis eis petat : vel ſi nemo ſit, qui petat, ultro eis dare debebit. Sed, ſi qui per potentiam adverſarii non invenire ſe advocatum dicat, æque oportebit ei advocatum dare. Cæterum opprimi aliquem per adverſarii ſui potentiam non oportet hoc enim etiam ad invidiam ejus, qui provinciæ præeſt, ſpectat : ſi quis tam impotenter ſe gerat, ut omnes metuant adverſus eum advocationem ſuſcipere. *l.* 9. §. 4. *&* 5. *ff. de off. proc. & leg.*

V. l'Ordonnance du 30. *Août* 1536. *ch.* 1, *art.* 38.

s Advocati qui dirimunt ambigua fata cauſarum, ſuæque defenſionis viribus in rebus ſæpè publicis ac privatis lapſa erigunt, fatigata reparant, non minus provideant humano generi, quam ſi præliis atque vulneribus patriam parentesque ſalvarent. *l.* 14. *C. de ad-*

vocat. diver. judic. laborantium ſpem & poſteros defendunt. d. l. in f.

C'étoit à cauſe de cet honneur des fonctions des Avocats qu'elles ſont préferées dans une loy du droit Romain à la fonction de juger les procés ; car le miniſtere des Avocats demande, non ſeulement la capacité & l'integrité neceſſaire aux Juges, mais encore une plus grande étenduë d'érudition avec le don & l'art de parler en public, & de joindre les ornemens d'une éloquence ſolide aux raiſonnemens & à la ſcience des loix ; & comme au temps de cette loy ceux qui jugeoient les procés n'étoient pas toûjours les Magiſtrats même, mais des perſonnes qu'ils choiſiſſoient pour juger ſeuls, ou qu'ils appelloient à leur conſeil, & que la fonction d'Avocats pouvoit être exercée par des perſonnes d'un rang plus conſiderable que celuy de ces Juges ; la qualité d'Avocat étoit plus conſiderée que celle de ces Juges, qui pouvoient ſans déroger quitter cette fonction, pour ſe mettre au rang des Avocats. Quiſquis igitur ex his quos agere permiſimus vult eſſe cauſidicus eam ſolum quam ſunt tempore agendi ſibi ſciat eſſe perſonam quouſque cauſidicus eſt. Nec putet quiſquam honori ſuo aliquid eſſe detractum cum ipſe neceſſitatem elegerit ſtandi, & contempſerit jus ſedendi. *l.* 6. §. *ult. C. de poſtul.*

On peut remarquer icy ſur tout ce qui a été dit dans ce Titre ſur les devoirs des Avocats qu'il y a trois ſortes de cauſes qui les occupent, les unes ſont évidemment injuſtes, d'autres ſont évidemment juſtes ; & il y en a enfin qui ſont douteuſes.

Pour les cauſes évidemment injuſtes, ſoit contre le droit naturel, ſoit contre le droit poſitif, il n'eſt jamais permis de les ſoûtenir, de même qu'il n'eſt jamais permis de dérober ni de ſoûtenir une injuſtice. Que ſi les parties ne peuvent entreprendre ces ſortes de cauſes ſans abandonner les regles de leur conſcience, & commettre un crime tres-énorme & tres-odieux aux hommes, & d'autant plus grand devant Dieu, qu'ils uſent de ſon autorité, pour s'en ſervir comme d'inſtrument à leur injuſtice ; les Avocats qui les défendent & qui les ſoûtiennent ſont d'autant plus coupables & plus criminels, qu'ils ſe rendent complices de la malice de leurs parties, & prévaricateurs de leur miniſtere & de leur devoir eſſentiel, qui eſt de détourner leurs parties d'entreprendre des cauſes injuſtes. Mais ceux qui les entreprennent contre les pauvres & les autres perſonnes foibles, ſe rendent encore complices d'un crime, dont on ne ſçauroit aſſez exprimer l'énormité. L'Ecriture compare l'oblation de celuy qui offre à Dieu une aumône ou un ſacrifice, le bien des pauvres à l'oblation que feroit à un pere celuy qui immoleroit ſon fils à ſes yeux [a]. Par quelle expreſſion pourroit-elle marquer l'action de ceux qui ſe preſentent au Tribunal, non de la miſericorde, mais de

[a] Qui offert ſacrificium ex ſubſtantia pauperum, quaſi qui victimat filium in conſpectu patris ſui. *Eccli.* 34. 24.

la juſtice de Dieu, non pour luy offrir le bien d'autruy & s'en dépoüiller, mais pour l'arracher de la poſſeſſion des autres, & ſe le rendre propre, & qui oſent invoquer les Juges pour les rendre executeurs de cette injuſtice.

Pour ce qui eſt des cauſes juſtes, la ſeule regle eſt de ne les défendre que par les voyes juſtes ſans menſonge & ſans artifice; car ſi les actions juſtes par elles-mêmes deviennent injuſtes lors qu'elles ne ſont pas faites avec les circonſtances de la juſtice, ſelon cette parole du Sage [b], à plus forte raiſon les actions de juſtice même doivent être accompagnées de la verité & de la juſtice; & ſi tous les hommes ſe doivent entr'eux & dans toutes leurs actions la verité & la ſincerité de Dieu, ſelon l'expreſſion de S. Paul, ils la doivent infiniment plus à Dieu même, & dans ſon Tribunal, qui eſt la juſtice [c].

Pour les cauſes douteuſes, la principale regle des Avocats eſt de ne pas prendre pour douteuſes les cauſes qu'on peut rendre telles, en couvrant l'injuſtice des apparences de la juſtice, mais de prendre ſincerement pour douteuſes toutes celles dont les deciſions ſont incertaines, ſoit par les circonſtances des faits, ſoit par l'obſcurité du droit, ou par d'autres conſiderations, qui mettent la juſtice en balance dans ces ſortes de cauſes, les Avocats doivent ſe déterminer par leur lumiere & par leur conſcience, & ils ne doivent ni les entreprendre, ni les défendre que de la même maniere, & par les mêmes voyes que les cauſes juſtes.

Toutes ces regles des devoirs des Avocats ſe reduiſent à deux maximes, l'une de ne jamais ſoûtenir une cauſe injuſte, & l'autre de ne ſoûtenir les cauſes juſtes que par les voyes de la juſtice, & ces deux maximes ſont ſi eſſentielles aux devoirs des Avocats, & ſi indiſpenſables, qu'encore qu'elles paroiſſent plûtôt des maximes de la Religion, elles ſont cependant en propres termes exprimées dans les Loix du Code & du Digeſte.

[b] Qui enim cuſtodierint juſta juſtè, juſtificabuntur. *Sap.* 6. 11.

[c] Nam gloria noſtra hæc eſt, teſtimonium conſcientiæ noſtræ, quod in ſimplicitate cordis, & ſinceritate Dei, & non in ſapientia carnali, 2. *Cor.* 1. 12.

TITRE VII.

DES ARBITRES.

TOutes les matieres dont on a traité juſqu'icy, ſont par leur nature tellement du Droit Public, qu'il n'y en a aucune qui faſſe partie du Droit Privé, & dont on ait traité dans les Loix Civiles; mais la matiere de ce Titre eſt d'une telle nature qu'elle s'y trouve mêlée: de ſorte qu'elle renferme des regles qui ſont du Droit Privé, & d'autres qui ſont du Droit Public, ce qui vient de la nature même des arbitrages, & de la qualité du pouvoir qu'ont les Arbitres de juger des differends, dont on les fait Juges; car il faut conſiderer deux choſes dans les Arbitrages: la premiere, eſt la convention des parties, qu'on appelle compromis, par lequel ceux qui veulent terminer, ou prévenir des procés entr'eux, donnent pouvoir à des perſonnes qu'ils choiſiſſent d'examiner leurs prétentions & de les juger, & s'obligent à executer ce qui ſera reglé par ceux qu'ils prennent pour Juges: & la ſeconde, eſt la fonction des Arbitres choiſis par les parties, & les devoirs qui en ſont les ſuites: ce qui regarde la convention des parties eſt une matiere du Droit Privé, & on l'a traitée dans le premier Tome des Loix Civiles avec les autres ſortes de conventions, & ſous le Titre des Compromis; & ce qui regarde la fonction & les devoirs des Arbitres fait une matiere du Droit Public, puiſque c'eſt une eſpece d'adminiſtration de la juſtice. Ainſi quoi qu'on ait expliqué dans ce Titre des Compromis la qualité du pouvoir qu'ont les Arbitres de juger par l'effet du conſentement des parties, on n'y a pas expliqué les regles de leurs fonctions & de leurs devoirs: & ce qui a été dit dans ce Titre des Compromis du pouvoir des Arbitres ne regarde que l'effet que doit avoir le compromis, pour donner à ce pouvoir l'étenduë, ou les bornes que les parties veulent y donner. Ainſi on expliquera

dans ce Titre ce qui regarde les fonctions & les devoirs des Arbitres par rapport à la fonction de rendre justice, ce qui convient aux matieres du Droit Public, & sera la matiere de deux sections, l'une des fonctions des Arbitres, & de leur pouvoir, & l'autre de leurs devoirs.

SECTION I.

Des fonctions des Arbitres, & de leur pouvoir.

SOMMAIRES.

1. *Les Arbitres ont le même pouvoir que les Juges, quoy qu'ils ne le soient pas par un titre qui leur donne cette qualité.*
2. *La fonction des Arbitres finit par leur Sentence définitive.*
3. *Les Arbitres étant mediateurs ne sont pas tenus de juger à la rigueur.*
4. *Les Ordonnances obligent à nommer des Arbitres pour de certaines affaires.*
5. *Le pouvoir des Arbitres, reglé par le compromis, ne peut s'étendre au-de-là.*
6. *Il y a des matieres dont on ne peut compromettre.*
7. *Les Sentences des Arbitres n'ont pas le même effet que celles des Juges.*
8. *On peut appeller des Sentences arbitrales.*
9. *La Sentence n'étant renduë dans le temps porté par le compromis demeure sans effet.*
10. *Personnes qui ne peuvent être Arbitres.*

I.

1. Les Arbitres ont le même pouvoir que les Juges, quoy qu'ils ne le soient pas par un titre qui leur donne cette qualité.

QUoyque les Arbitres ne soient pas Juges par un titre qui leur donne absolument cette qualité, & qu'ils ne soient Juges que des parties qui les ont nommez, pour juger ce qui est remis à leur jugement par le compromis, ils exercent les mêmes fonctions que feroient les Juges si les parties plaidoient en justice. Ainsi les Arbitres peuvent instruire les procés qu'ils ont à juger, rendre des Sentences interlocutoires, donner du temps, oüir des témoins, & aprés l'instruction rendre une Sentence défi-

nitive qui termine les differends, dont ils étoient Juges [a].

a Compromiſſum ad ſimilitudinem judiciorum redigitur, & ad finiendas lites pertinet. *l.* 1. *ff. de recept.*

Tametſi neminem prætor cogat arbitrium recipere (quoniam hæc res libera & ſoluta eſt, & extra neceſſitatem juriſdictionis poſita :) attamen ubi ſemel quis in ſe receperit arbitrium, ad curam, & ſollicitudinem ſuam hanc rem pertinere prætor putat : non tantum quod ſtuderet lites finiri: verum quoniam non deberent decipi, qui eum quaſi virum bonum diſceptatorem inter ſe elegerunt finge enim, poſt cauſam jam ſemel, atque iterum tractatam, poſt nudata utriuſque intima, & ſecreta negotii aperta, arbitrium vel gratiæ dantem, vel ſordibus corruptum : vel alia qua ex cauſa nolle ſententiam dicere : quiſquam poteſt negare, æquiſſimum fore prætorem interponere debuiſſe ; ut officium quod in ſe recepit, impleret. *l.* 3. §. 1. *ff. de recept. l.* 14. §. 2. *C. de judic.*

II.

2. La fonction des Arbitres finit par leur Sentence définitive.

Aprés que les Arbitres ont rendu une Sentence définitive leurs fonctions ſont finies, & ils n'ont pas même le pouvoir de la mettre à execution, quand même il n'y auroit point d'appel de leur Sentence, mais la partie qui veut en pourſuivre l'execution doit ſe pourvoir perdevant les Juges ordinaires, pour faire ordonner contre celuy qui refuſeroit de l'executer, ou qu'il y acquieſcera, ou qu'il payera la peine portée par les compromis [b].

b Ex compromiſſo placet exceptionem non naſci, ſed pœnæ perſecutionem. *l.* 2. *ff. de recept.*

Par nôtre uſage celuy qui veut faire executer la Sentence arbitrale en pourſuit l'homologation, c'eſt à dire la confirmation pardevant le Juge ordinaire ; & s'il y a appel, il eſt jugé, comme il ſera dit dans l'article 8.

III.

3. Les Arbitres étant mediateurs ne ſont pas tenus de juger à la rigueur.

Comme les Arbitres ſont choiſis, pour accommoder autant que pour juger les affaires qu'on met en leurs mains, & que par cette raiſon ils ſont comme des mediateurs, à qui les Ordonnances donnent les noms d'Arbitres, Arbitrateurs, & amiables Compoſiteurs, leurs fonctions ne ſont pas bornées à la même ſeverité, ni à la même exactitude que celle des Juges : mais au lieu que les Juges doivent regler les condamnations ſuivant les droits des parties ſans y apporter d'autres temperamens que ceux que les loix permettent ſelon la qualité des affaires, & que les faits & les circonſtances peuvent y obliger par

les

les regles qui ont été expliquées en leur lieu, les compromis marquant aux Arbitres que chaque partie veut se relâcher de ce qu'elle pouvoit esperer en justice, & remettre pour le bien de la paix une partie de ses interêts, cette disposition des personnes, qui au lieu des Juges ordinaires prennent des Arbitres, donne pouvoir à ceux qu'ils choisissent de préferer les considerations du bien de la paix à l'exactitude de la justice, qui pourroit laisser des occasions de division. Ainsi on voit quelquefois que dans des questions douteuses, que les Juges sont obligez de décider en faveur de l'une ou de l'autre des parties sans aucun milieu, les Arbitres prennent des temperamens & des moyens, tels que les parties les prendroient elles-mêmes, si au lieu d'un jugement elles prenoient la voye d'une transaction [c].

c. V. l'Ordonnance de Juin 1510. *art.* 34.

I. V.

4. Les Ordonnances obligent à nommer des Arbitres pour de certaines affaires.

Comme le motif de conserver la paix entre les parties est singulierement favorable entre personnes proches, & dans les affaires de famille, les Ordonnances obligent ceux qui ont des differends pour des partages de successions entre proches, pour des comptes de tutelle & autres administrations, restitution de dot, & doüaire, à nommer des Arbitres, & ordonner qu'au refus d'une des parties il en soit nommé par le Juge; & les Ordonnances veulent aussi qu'on fasse juger par des Arbitres les differends entre Marchands pour leurs commerces, & entre associez pour le fait de leur societé: ce qui donne aux Arbitres nommez pour toutes ces sortes de differends, le droit de les terminer avec toute la diligence possible, pour éviter les longueurs des instructions qui se font en justice; & aussi le droit d'apporter dans les jugemens de ces sortes d'affaires les temperamens que la qualité des faits & les circonstances peuvent rendre justes [d].

d V. l'Ordonnance d'Août 1560. *art.* 2. 3. *&* 4. *celle de Moulins art.* 83. *& de* 1673. *ch. des societez art.* 9. *& suivans,*

V.

5. Le pouvoir des Arbitres reglé par le compromis ne peut s'étendre au delà.

Le pouvoir des Arbitres eſt reglé par le compromis pour ce qui regarde les differends qu'ils ont à juger, & ce qu'ils pourroient ordonner au delà de cette étenduë ſur des conteſtations que le compromis ne comprendroit point [e] ſeroit ſans effet, & pour les differends dont le compromis les rend Juges, ils y ont le pouvoir d'exercer les fonctions qu'on vient d'expliquer, & ce qui pourroit être reglé par le compromis.

e De officio Arbitri tractantibus ſciendum eſt omnem tractatum ex ipſo compromiſſo ſumendum nec enim aliud illi licebit quam quod ibi, ut efficere poſſit cautum eſt, non ergo quodlibet ſtatuere arbiter poterit nec in qua re libet niſi de qua re compromiſſum eſt. *l.* 32. §. 15. *ff. de recept.*

☞ *Il y a deux ſortes de cauſes qui empêchent qu'on ne puiſſe mettre de certaines affaires en compromis : l'une regarde les affaires qui intereſſent le public, ainſi comme le public a interêt que les crimes ſoient punis, on en compromettroit inutilement, & le compromis feroit même une preüve des crimes : & l'autre regarde les affaires qui intereſſeroient l'honneur de ceux qui compromettroient ; car au lieu qu'on peut honêtement compromettre tout autre interêt, il ſeroit contre les bonnes mœurs d'expoſer au jugement d'Arbitres un interêt d'honneur, puiſque ce ſeroit en hazarder la perte volontairement, ce qu'on ne peut pas imputer à ceux qui défendent leur honneur devant les Juges ordinaires, car il faut de neceſſité qu'ils les ayent pour Juges; ainſi celuy qu'on prétendroit n'être pas legitime, n'être pas Gentilhomme, ou à qui on feroit de ſemblables conteſtations, ne pourroit en compromettre pour les faire juger par des Arbitres. Ainſi on dit communément des affaires qu'on tient cheres & importantes, qu'on ne les met pas en compromis: ce qui confirme la remarque qu'on a déja faite, que ceux qui compromettent conſentent à relâcher de leurs droits pour le bien de la paix; & qu'on ne doit pas faire dans une affaire où il s'agît de l'honneur comme dans une queſtion d'Etat de ſçavoir ſi un homme eſt batard ou legitime, roturier ou Gentil-homme; car pour ces ſortes de cauſes il faut avoir pour Juges ceux qui ont naturellement l'autorité & la dignité jointe au droit de juger.*

De liberali cauſa compromiſſo facto, rectè non compelletur arbiter ſententiam dicere: quia favor libertatis eſt ut majores judices habere debeat. *l.* 32. §. 7. *ff. de recept. qui arb.*

In litibus, in quibus, utrum ingenuus, an libertinus ſit aliquis, quæritur, quinquennii præſcriptionem (poſt quod divino adjutorio opus eſſe veteres leges præcipiebant) in poſterum ceſſare ſancimus : & hujuſmodi lites etiam poſt memoratum tempus, ad exem-

plum cæterarum, vel in provinciis apud earum moderatores, vel in hac alma urbe apud competentes maximos judices examinari. Quod etiam si clarissima persona super tali conditione vel etiam servili quæstionem patiatur, tenere censemus. *l. ult. c. ubi caus. stat. ag. deb.*

V. les art. 7. & 8. de la sect. 1. des compromis.

VI.

Le pouvoir des Arbitres est borné aux matieres, dont les parties peuvent avoir la liberté de compromettre; & si le compromis n'étoit dans ces bornes, les Arbitres jugeroient inutilement, & se rendroient même coupables de l'entrepriſe qu'ils pourroient faire contre les défenses des loix : ainsi par exemple, comme il est de l'interêt public que les crimes soient punis en justice, on ne peut compromettre d'un crime *f*; & il y a d'autres matieres qu'on ne peut mettre au jugement d'Arbitres, comme il a été expliqué dans le Titre des compromis, & dans la remarque de l'article précedent.

6. Il y a des matieres dont on ne peut compromettre.

f Julianus indistinctè scribit : si per errorem de famoso delicto ad Arbitrum ítum est: vel de ea re de qua publicum judicium sit constitutum, veluti de adulteriis, sicariis, & similibus : vetare debet prætor sententiam dicere nec dare dictæ executionem. *l.* 32. §. 6. *ff. de recept. qui arb.*

VII.

Les Sentences des Arbitres n'ont pas le même effet que celles des Juges, car elles n'obligent ceux qui ne veulent pas les executer qu'à payer la peine dont on est convenu par le compromis : de sorte que si celuy qui se trouve blessé par la Sentence arbitrale aime mieux payer cette peine que de se soumettre à cette Sentence, elle demeurera sans autre effet que celuy d'acquerir cette peine à l'autre partie *g*.

7. Les Sentences des Arbitres n'ont pas le même effet que celles des Juges.

g Ex compromisso placet exceptionem non nasci, sed pœnæ petitionem. *l.* 2. *ff. de recept.*

VIII.

La faveur des Sentences arbitrales n'empêche pas qu'on n'en appelle, & les appellations de ces Sentences vont d'abord aux Juges superieurs, de qui il n'y ait point d'appel, soit au Parlement, ou aux Présidiaux pour ce qui est de leur competence *h*.

8. On peut appeller des Sentences arbitrales.

h V. l'Ordonnance d'Août 1560. *art.* 1.

IX.

9. *La Sentence n'ayant pas été renduë dans le temps porté par le compromis il demeure ſans effet.*

S'il y a appel d'une Sentence arbitrale, ou que la Sentence n'ayant pas été renduë dans le temps porté par le compromis, il demeure ſans effet, une des parties ne voulant le proroger, c'eſt à dire le rénouveller, & y donner aux Arbitres un autre délay, ou temps pour juger les Actes qui ſe trouveroient faits en execution du compromis pour l'inſtruction, ſubſiſteroient pour l'effet qu'ils devroient avoir : ainſi par exemple s'il y avoit quelque reconnoiſſance d'une des parties ſur la verité d'un fait conteſté, ou qu'il en eût été fait quelque preuve devant les Arbitres, ces Actes pourroient être produits en juſtice, & les Juges y auroient l'égard que la qualité & la forme de ces Actes pourroit meriter [i].

i Ad hæc generaliter ſancimus, in his quæ apud compromiſſarios facta ſunt, ſi aliquid in factum reſpiciens, vel profeſſum eſt vel atteſtatum, poſſe eo & in ordinariis uti judiciis. *l. pennl. in f. c. de recept. arb.*

X.

10. *Perſonnes qui ne peuvent être Arbitres.*

Toutes ces fonctions des Arbitres qu'on vient d'expliquer ne pouvant convenir qu'à des perſonnes en qui il n'y ait point d'obſtacles qui les en excluent, on ne peut prendre pour Arbitres les perſonnes en qui il y auroit de pareils obſtacles. Ainſi les femmes, les ſourds, les muets, & les autres, qui ſe trouveroient en de ſemblables incapacitez, ne peuvent être Arbitres [l].

l Sancimus, mulieres ſuæ pudicitiæ memores, & operum, quæ eis natura permiſit, & à quibus eas juſſit abſtinere, licet ſummæ atque optimæ opinionis conſtitutæ in ſe arbitrium ſuſceperint, vel, ſi fuerint patronæ, etiam ſi inter libertos ſuam interpoſuerint audientiam : ab omni judiciali agmine ſeparari, ut ex earum electione nulla pœna; nulla pacti exceptio adverſus juſtos earum contemptores habeatur. *l. ult. C. de recept.*

Neque in pupillum, neque in furioſum, aut ſurdum, aut mutum, compromittitur. *l. 9. §. 1. ff. eod.*

Il ſemble par ce texte qu'il n'y ait que les impuberes qui ne peuvent être Arbitres, & qu'un adulte pourroit l'être aprés 14. *ans, mais il eſt dit dans la loy* 41. *au même titre qu'il faut avoir* 20. *ans : il eſt difficile que de pareils cas arrivent, mais s'il arrivoit qu'un jeune homme de moins de* 20. *ans d'une capacité extraordinaire eût été nommé Arbitre, & eût rendu ſa Sentence, elle ne ſeroit pas nulle dans*

nôtre uſage comme elle l'auroit été à Rome par cette loy, & il n'y avoit que la voye d'appel, car par nôtre uſage les Actes où il ſe trouve des nullitez ne ſont annullez que lors qu'ils le ſont en juſtice; & c'eſt ce qui fait qu'on dit que les nullitez n'ont point de lieu en France.

Cum lege Julia cautum ſit, *ne minor viginti annis judicare cogatur:* nemini licere minorem viginti annis compromiſſarium judicem eligere, ideoque pœna ex ſententia ejus nullo modo committitur. Majori tamen viginti annis, ſi minor viginti quinque annis ſit, ex hac cauſa ſuccurrendum, ſi temere auditorium receperit multi dixerunt. *l.* 41. *ff. de recept.*

Les fils de famille peuvent être Arbitres.

Sed & filius familias compellatur. *l.* 5. *ff. de recept.*

SECTION II.

Des devoirs des Arbitres.

ON peut remarquer icy ſur les devoirs des Arbitres, que nous n'obſervons pas quelques regles de ces devoirs qui étoient établis dans le Droit Romain [a], & trois entre autres des plus ſingulieres.

La premiere qui obligeoit les Arbitres aprés qu'ils avoient promis aux parties de juger leurs differends, à rendre leur Sentence, & même on les y contraignoit en juſtice par cette raiſon, qu'il auroit pû arriver qu'un Arbitre ayant vû le fonds d'une affaire, & connu les ſecrets des parties, & tous leurs moyens, & voulant favoriſer la mauvaiſe cauſe, ou étant corrompu par l'argent, ou par quelque recommandation refuſât de rendre ſa Sentence, & fit par-là tort à la bonne cauſe.

a Tametſi neminem prætor cogat Arbitrium recipere (quoniam hæc res libera & ſoluta eſt, & extra neceſſitatem juriſdictionis poſita:) attamen, ubi ſemel quis in ſe receperit Arbitrium, ad curam, & ſollicitudinem ſuam hanc rem pertinere prætor putat: non tantum quod ſtuderet lites finiri: verum quoniam non deberent decipi, qui eum quaſi virum bonum, diſceptatorem inter ſe elegerunt. Finge enim, poſt cauſam jam ſemel, atque iterum tractatam, poſt nudata utriuſque intima, & ſecreta negotii aperta Arbitrum vel gratiæ dantem, vel ſordibus corruptum, vel alia qua ex cauſa nolle ſententiam dicere: quiſquam poteſt negare æquiſſimum fore, prætorem interponere ſe debuiſſe, ut officium, quod in ſe recepit, impleret. Ait prætor, *qui arbitrium pecunia compromiſſa receperit.* Tractemus de perſonis Arbitrantium: Et quidem Arbitrum cujuſcunque dignitatis coget, officio, quod ſuſceperit, perfungi: etiam ſi ſit conſularis: niſi fortè ſit in aliquo magiſtratu poſitus, vel poteſtate, con-

Par nôtre uſage on n'impoſe pas aux Arbitres une telle neceſſité, & ſi l'Arbitre étoit capable d'une telle corruption, ce ne ſeroit pas un grand bien de le forcer à rendre une Sentence dans de telles diſpoſitions, & d'ailleurs comme il peut ſurvenir des cauſes qui obligent un Arbitre à s'abſtenir de juger, quoy qu'il eût promis, & même des cauſes qu'il ne devroit pas être obligé d'expliquer en juſtice, quoy qu'il fût incapable de ces ſortes de corruptions, on laiſſe la liberté d'exercer, ou ne pas exercer cette fonction, qui doit être libre, & on évite par là des inconveniens, qu'il eſt facile de voir, mais les Arbitres ne s'engagent & n'acceptent les compromis que lors qu'ils font quelque fonction de l'arbitrage qui eſt en leurs mains, & c'eſt toûjours avec la liberté de s'en abſtenir quand il leur plaira.

La ſeconde regle du Droit Romain, qui faiſoit un ſecond devoir aux Arbitres, & qui n'eſt pas de nôtre uſage, étoit celle qui dans les cas où il n'y avoit que deux Arbitres nommez par le compromis, ordonnoit qu'ils fuſſent contraints par le Magiſtrat de choiſir un tiers, de qui le ſentiment faiſoit la Sentence ſi les deux ne s'accordoient point [b] : ce qui ne ſeroit pas approuvé dans nôtre uſage, & bleſſeroit même l'équité; car ceux qui compromettent ne veulent pas d'autres Juges que ceux qu'ils choiſiſſent eux-mêmes, & ſi les Arbitres veulent prendre un tiers, ce ne peut être que du conſentement des parties; & lors qu'on nomme des Arbitres en nombre pair, ſi on leur donne pouvoir de prendre un tiers, on y ajoûte que ce tiers ne ſoit pas ſuſpect aux parties, ce qui ſuppoſe qu'elles en confirmeront la nomination.

ſul fortè, vel prætor : quoniam in hoc imperium non habet. *l.* 3. §. 1. *ff. de recept. qui arb.*

b Principaliter (quæramus) ſi in duos Arbitros ſit compromiſſum: an cogere eos prætor debeat, ſententiam dicere : quia res ferè ſine exitu futura eſt propter naturalem hominum ad diſſentiendum facilitatem. In impari enim numero idcirco compromiſſum admittitur. Non quoniam conſentire omnes facile eſt : ſed quia, etſi diſſentiant, invenitur pars major, cujus Arbitrio ſtabitur. Sed uſitatum eſt etiam in duos compromitti & debet prætor cogere Arbitros ſi non conſentiant tertiam certam eligere perſonam, cujus auctoritati pareatur. *l.* 17. §. 6. *eod.*

La troiſiéme de ces regles eſt celle qui veut que celuy qui devoit être Juge d'un procés ne puiſſe en être Arbitre [c]. Il eſt vray qu'il eſt de la dignité d'un Juge & de ſon devoir de ne pas s'abſtenir de ſes fonctions, ni ſe mettre hors d'état de rendre la juſtice dans les occaſions de ſon miniſtere ; & qu'ainſi un Juge, qui devroit naturellement connoître d'un differend en cette qualité, & non comme Arbitre, doit demeurer dans cet état, & ne pas s'expoſer à ne pouvoir dans la ſuite rendre la juſtice par des engagemens à un compromis, qui pourroit l'obliger à s'abſtenir de ſes fonctions de Juge, ſoit par une recuſation ou par d'autres ſuites de compromis : ainſi cette regle eſt pleine de juſtice, & il y a même une Ordonnance qui défendoit aux Préſidens & Conſeillers de ſe charger d'arbitrages, d'affaires pendantes dans les Cours, ou devant les Juges inferieurs [d] : ce qui ſembloit moins neceſſaire que dans le Droit Romain, où chaque affaire n'avoit pas le nombre de Juges que nous avons en France, où les Compagnies ſont compoſées de pluſieurs Juges ; mais cette Ordonnance ne s'obſerve point, & on ſouffre dans nôtre uſage que des Officiers d'une Compagnie ſoient pris pour Arbitres des procés, dont ils devoient être Juges, & on préfere à cette regle du Droit Romain le bien des accommodemens ; & quoyque les parties ayent ſoin de choiſir pour Arbitres les plus habiles, & qu'il puiſſe arriver que l'affaire ne s'accommodant pas, elle ſe Juge ſans eux, ceux qui les auroient choiſis pour Arbitres ne peuvent l'imputer qu'à eux-mêmes, & ils auront pour Juges ceux qui reſteront. Ainſi quand on ne conſidereroit cet uſage que par la vûë du bien public, il ne ſemble pas qu'il y ſoit contraire, & la faveur des accommodemens peut l'autoriſer.

On ne mettra pas dans cette ſection parmy les regles des engagemens des Arbitres celuy de la capacité ; car encore qu'il ſoit vray que pour juger d'une conteſtation il

c Si quis judex ſit, Arbitrium recipere ejus rei, de qua judex eſt, in re ſe compromitti jubere prohibetur lege Julia & ſi ſententiam dixerit non eſt danda pœnæ perſecutio. *l.* 9. §. 2. *eod.*

d *V. l'Ordonnance d'Octobre* 1535. *ch.* 1. *art.* 75.

faut ſçavoir les regles de la matiere dont il s'agit, la capacité des Arbitres étant de l'interêt de ceux qui les choiſiſſent, ils ne manquent pas de choiſir ceux qu'ils eſtiment les plus capables; ainſi on choiſit d'ordinaire des Juges ou des Avocats : mais ſi pour une queſtion de Droit des parties avoient choiſi d'autres perſonnes par la vûë de leur bon ſens & de leur probité, ces Arbitres pourroient ou s'abſtenir de juger, s'ils s'en reconnoiſſoient incapables, ou ſe faire inſtruire des difficultez, pour les entendre d'une maniere dont les parties euſſent ſujet d'être contens & d'en attendre une deciſion d'accommodement, que ces Arbitres pourroient former, ou par leurs lumieres, ſelon que l'intention des parties leur en donneroit des ouvertures, ou par le ſecours des perſonnes, dont les parties trouveroient bon qu'ils priſſent l'avis; & on pourroit juſtifier un tel choix d'Arbitres par le conſeil même de ſaint Paul, qui pour ſi peu de choſe qu'un bien temporel conſeille aux fideles d'en prendre plûtôt pour juger les moindres d'entr'eux, que de porter aux Tribunaux des infideles [e] des prétentions, dont aucune ne ſçauroit être de la conſequence de la paix qui doit les unir : ainſi il ne paroîtroit pas d'inconveniens qu'un Bourgeois, qu'un Gentil-homme, ou autre perſonne de bon ſens & de probité fût pris pour Arbitre de queſtions de Droit.

e Audet aliquis veſtrum habens negotium adverſus alterum, judicari apud iniquos, & non apud ſanctos? An neſcitis quoniam ſancti de hoc mundo judicabunt? Et ſi in vobis judicabitur mundus, indigni eſtis qui de minimis judicetis? Neſcitis quoniam angelos judicabimus? quanto magis ſæcularia? Sæcularia igitur judicia ſi habueritis : contemptibiles, qui ſunt in Eccleſia, illos conſtituite ad judicandum. Ad verecundiam veſtram dico. Sic non eſt inter vos ſapiens quiſquam, qui poſſit judicare inter fratrem ſuum? ſed frater cum fratre judicio contendit : & hoc apud infideles? 1. *Cor.* 6. 1. &c.

SOMMAIRES.

1. *Les Arbitres ne doivent pas ſe charger de juger des matieres qui ſont au deſſous de leur capacité.*
2. *Ils ſont obligez à diſcerner les droits des parties ſans acception de perſonne.*
3. *La liberté qu'ont les Arbitres de ne pas rendre juſtice en rigueur ne doit pas aller*

aller à des injuſtices ſous prétexte d'accommodement.

4. *Les Arbitres doivent s'abſtenir de connoître des matieres qui ne peuvent être miſes en compromis.*

I.

QUoyque le choix des parties qui nomment les Arbitres tienne lieu de preuve qu'ils ſont capables de juger les affaires qu'on met en leurs mains, c'eſt un devoir de ceux qui ſe trouvent nommez Arbitres par un Compromis de ne pas ſe charger de juger des matieres qui paſſeroient leur capacité, & de faire entendre leur juſte défiance aux parties, ou s'excuſer par quelqu'autre voye [a], à moins qu'aprés leur declaration les parties ne veüillent bien les avoir pour Juges, & qu'ils ne prennent les mêmes pour s'inſtruire, & regler les differends par les temperamens que les droits des parties & le bien de la paix peuvent demander.

1. *Les Arbitres ne doivent pas ſe charger de juger des matieres qui ſont au deſſus de leur capacité.*

a Quod ſi difficile vobis viſum aliquid fuerit, referte ad me. *Deuter.* 1. 17. *Quoyque ce paſſage regarde les Juges, on peut l'appliquer icy.*

II.

Comme il arrive ſouvent que dans les compromis chaque partie nomme ſon Arbitre, & le conſidere moins comme ſon Juge que comme ſon Avocat engagé à la défenſe de ſes interêts, & que par cette raiſon on nomme des ſurnumeraires, cette intention des parties n'empêche pas que ceux qu'elles nomment ne ſoient en effet Arbitres, obligez à diſcerner les droits de part & d'autre, & à former en conſcience leurs ſentimens ſur les differends qui ſont à juger; ainſi ce leur eſt un devoir de ne pas ſe conſiderer comme Arbitres pour une partie, obligez à juger plûtôt en ſa faveur qu'en faveur de l'autre, mais ils doivent ſe regarder comme mediateurs de la paix entre les parties : ce qui les oblige dans le choix des temperamens à ne pas pencher par acception de perſonnes [b] à diminuer

2. *Ils ſont obligez à diſcerner les droits des parties ſans acception de perſonne.*

b Non accipies perſonam *Deuter.* 16. 19.
Quod juſtum eſt judicate; ſive civis ſit ille, ſive peregrinus. *Ibid.* 1. 16.

plûtôt des droits d'une des parties que de ceux de l'autre, mais d'avoir les mêmes égards à toutes les deux, & ne distinguer le plus ou moins de retranchement sur les droits de l'une des deux que par les vûes des differences de ces mêmes droits comme le feroient ceux à qui les parties seroient inconnuës; car cette acception de personnes seroit une injustice, que la liberté des temperamens permis aux Arbitres ne sçauroit excuser.

Juste quod justum est persequeris. *Deuter.* 16. 20.

Nulla erit distantia personarum, ita parvum audietis ut magnum: nec accipietis cujusquam personam, quia Dei judicium est. *Ibid.* 1. 17.

Non consideres personam pauperis, nec honores vultum potentis. Juste judica proximo tuo. *Levit.* 19. 15.

Non accipiet Dominus personam in pauperem, & deprecationem læsi exaudiet. *Eccli.* 35. 16.

Usquequo judicatis iniquitatem: & facies peccatorum sumitis? Judicate egeno, & pupillo: humilem, & pauperem justificate. Eripite pauperem: & egenum, &c. *Ps.* 81. *v.* 2. 3. *&* 4.

Judices & magistros constitues in omnibus portis tuis, quas Dominus Deus tuus dederit tibi, per singulas tribus tuas: ut judicent populum justo judicio. Nec in alteram partem declinent. Non accipies personam, nec munera: quia munera excæcant oculos sapientum, & mutant verba justorum, juste quod justum est persequeris. *Deuter.* 16. *v.* 18. 19. *&* 20.

Quoy que ces textes regardent le devoir des Juges, on peut les appliquer ici, puisque ceux qui sont nommez Arbitres en exercent les fonctions. Il faut distinguer entre les considerations qu'un Arbitre peut avoir pour une partie plûtôt que pour l'autre, celles qui regardent la personne par la seule vûë de ce que l'Arbitre a pour elle quelque attachement, soit à cause de ce qu'elle l'a nommé pour son Arbitre, ou qu'il est son ami, & les autres semblables, & celles qui regardent dans les personnes la qualité de leurs droits, s'agissant par exemple d'une prétention d'une grosse somme de la part d'une partie riche contre une pauvre, & par un titre contentieux, les considerations de la premiere sorte sont une acception de personnes qui n'est jamais permise; car on ne peut jamais préferer en justice l'interêt d'une personne à celuy d'une autre, parce qu'on l'aime, qu'on l'estime, qu'on luy a quelque obligation, & cette vûë est toûjours injuste; mais ce n'est pas une acception de personnes dans un Arbitrage sur un droit douteux si pour le bien de la paix on est obligé de prendre un temperament, & qu'on penche plûtôt à retrancher de la prétention d'une des parties que de celle de l'autre, à cause des differends que mettent entre elles, non l'affection de l'Arbitre pour l'une & pour l'autre, mais la qualité de leurs prétentions & les circonstances, soit des personnes ou de leurs droits.

III.

La liberté que peuvent avoir les Arbitres, de ne pas rendre la juſtice en rigueur, & d'apporter des temperamens pour le bien de la paix entre les parties, a ſes bornes & ſon étenduë ſelon l'équité, & ne doit pas aller à des injuſtices ſous prétexte d'accommodement ; ainſi c'eſt un devoir des Arbitres d'uſer ſagement des temperamens, de les choiſir tels dans les cas où l'équité peut les demander, qu'ils ne bleſſent pas cette équité même par quelque excés, & de n'en mettre aucun dans les cas où la juſtice eſt dûe entiere à des demandes ſi juſtes & ſi claires, qu'elles ne ſouffrent ni retranchement ni difficulté.

3. *La liberté qu'ont les Arbitres de ne pas rendre juſtice en rigueur, ne doit pas aller à des injuſtices ſous prétexte d'accommodement.*

c Quodcunque judicaveritis, in vos redundabit. 2. *Paralip.* 19. 6.
Nolite facere iniquum aliquid in judicio in regula, in pondere, in menſura, *Levit.* 19. 35.

IV.

Comme il y a des matieres qui ne peuvent être miſes en compromis, ainſi qu'il a été dit dans l'article 6. de la ſection précedente, s'il y avoit quelque Compromis contraire à cette regle, il ſeroit du devoir de ceux qui ſeroient nommez pour Arbitres de s'abſtenir de connoître de telles matieres.

4. *Les Arbitres doivent s'abſtenir de connoître des matieres, qui ne peuvent être miſes en compromis.*

LE DROIT PUBLIC, SUITE DES LOIX CIVILES DANS LEUR ORDRE NATUREL.

LIVRE TROISIÈME.

Des crimes & delits.

NOus n'avons dans nôtre Langue aucun mot commun, qui comprenne en general & préciſément tout ce qu'on entend par ces deux mots de crimes, & de delits : Car le mot de *méfaits*, qui pourroit ſignifier l'un & l'autre, n'eſt plus en uſage : mais non ſeulement

nous n'avons pas de mot propre dont la signification comprenne les crimes & les délits ; nous n'avons pas même de regle ni d'uſage qui diſtingue préciſément le ſens du mot de délits de celuy de crimes: Et quoy qu'on entende communément par le mot de crimes, un vol, un meurtre, un homicide, une fauſſeté, & autres méchantes actions, qui meritent les peines de mort, de galeres, de banniſſement, & autres grandes peines ; & que le ſimple mot de délits s'entende d'ordinaire d'actions moins méchantes & moins puniſſables, mais qui peuvent meriter quelque peine, comme des injures, quelque bleſſure dans une querelle: on ne laiſſe pas d'uſer quelquefois du mot de delits, pour exprimer les plus grands crimes. Ainſi l'on dit qu'un accuſé a fait quelque diſpoſition de ſes biens aprés le délit, qu'un larron, un voleur, un meurtrier a été ſurpris en flagrant délit : mais on ne donne jamais le nom de crime à des injures, ni à des bleſſures dans une querelle : & on les appelle de ſimples délits. Ainſi le mot de délit s'entend quelquefois des crimes, mais le mot de crime ne ſe dit jamais d'un leger délit.

C'eſt par cette conſideration du defaut dans nôtre Langue d'un terme commun qui convienne à tous crimes & à tous délits, qu'on a intitulé ce Livre des crimes & des délits : & comme ces deux mots ont de differentes ſignifications, mais qui ne ſont pas aſſez diſtinguées ; pour en donner une idée juſte & préciſe, il a été neceſſaire avant que de parler des crimes & des délits de

faire cette premiere reflexion sur l'usage de ces deux mots ; & il faut encore y ajoûter que dans le droit Romain, d'où ces mots ont été tirez, ils n'y ont pas non plus leur signification propre à chacun, & qui ne convienne point à l'autre, mais souvent on les y confond ; & il n'y a pas non plus dans le droit Romain de mot juste & propre qui signifie exactement & précisément tout ce que signifient les deux mots & de crimes & de delits, sur quoy il seroit inutile de s'étendre icy ; mais il est necessaire d'y remarquer une difference qu'on faisoit dans le droit Romain de deux sortes de crimes ou de délits qui les comprenoient tous, & les divisoient en deux especes, qu'il faut entendre à cause du rapport qu'elles ont à nôtre usage.

La premiere de ces deux especes de crimes ou de délits, étoit de ceux qu'on appelloit publics : & la seconde de ceux qu'on appelloit privez. Les crimes publics étoient ceux dont quelque loy avoit permis à toute sorte de personnes de former l'accusation en justice encore qu'on n'y eût aucun interêt : & les délits privez étoient ceux dont la poursuite n'étoit permise qu'aux personnes interessées. Ainsi les crimes de leze-Majesté, de peculat, de fausseté, d'adultere, & plusieurs autres étoient des crimes publics. Ainsi les Empereurs Arcadius, Honorius, & Theodose mirent au nombre des crimes publics l'héresie des Manichéens [a]. Ainsi au contraire les injures, les libel-

[a] Huic itaque hominum generi nihil ex moribus, nihil ex legibus, commune sit cum cæteris. Ac primum quidem volumus esse publicum crimen. *l.* 4. *C. de heret.*

les diffamatoires, le larcin, le ſtellionat, & quelques autres étoient des delits privez.

On verra dans la ſuite ce qu'il y a dans cette diſtinction des crimes publics & des delits privez, qui ſe rapporte à nôtre uſage; mais il faut auparavant remarquer qu'encore que dans le droit Romain on usât communément du mot de delits pour les delits privez, & du mot de crimes, pour les crimes publics: on donnoit le nom de crimes à des delits privez [b], & le nom de delits à toute ſorte de crimes indiſtinctement [c].

Cette diſtinction du droit Romain entre les crimes publics & les delits privez, a fait qu'encore qu'elle ne ſoit pas de nôtre uſage de la même maniere que dans le droit Romain, nous avons conſervé ces expreſſions de crimes publics & delits privez dans un autre ſens & un autre uſage, dont il faut remarquer ce qui les diſtingue de celuy du droit Romain.

Dans le droit Romain il n'y avoit de crimes publics que ceux qui étoient declarez tels par quelque loy: & on les appelloit crimes publics, parce que la punition en étoit importante au pu-

b Le ſtellionat étoit un delit privé, & il eſt mis dans ce rang au Titre 20. du 47. Livre du Digeſte, & dans le 34. Titre du 9. Livre du Code, il eſt appellé crime, quoy qu'il ſoit dit dans la troiſiéme loy de ce Titre qu'il n'eſt pas un crime public.

c Quoy qu'en quelques lieux les delits ſoient diſtinguez des crimes comme dans le §. 18. de la loy 17. ff. Ædil. edit. où les delits ſont oppoſez aux crimes publics, quæcumque committuntur ex delictis non publicis criminibus. *On voit en d'autres lieux que le mot de delits ſignifie toute ſorte de crimes. Ainſi dans la loy 2. ff. de re militari, tous les crimes des ſoldats ſont appellez delits. Ainſi dans la loy 131. §. 1. ff. de verb. ſignif. le mot de peine eſt defini comme un nom general, qui ſignifie le châtiment de toute ſorte de delits: ce qui comprend bien évidemment tous crimes & tous delits, puiſqu'ils ont tous leurs peines*, cum pœna generale ſit nomen omnium delictorum coercitio. *d. l.*

blic.

blic, & que par cette raiſon quiconque vouloit ſe rendre accuſateur d'un crime de cette nature, y étoit reçû, comme l'on vient de le remarquer : & quoyque la perſonne, s'il y en avoit qui fût intereſſée au crime, ne s'en plaignît point, l'accuſateur pouvoit pourſuivre l'inſtruction du crime, & en faire les preuves, pour parvenir à la punition. Et dans les delits privez il n'y avoit que les parties intereſſées qui pûſſent s'en plaindre, & en pourſuivre la punition, comme il a été auſſi remarqué, parce qu'on jugeoit que la punition de ces crimes n'importoit pas de même au public. Et on mettoit dans ce rang le larcin, les libelles diffamatoires, l'enlevement du bétail, le crime de ceux qui coupent des arbres en cachette, le ſtellionat, & quelques autres.

Dans nôtre uſage perſonne n'a droit de pourſuivre l'inſtruction & la punition d'un crime, que la partie intereſſée & l'Officier public chargé de ce ſoin : & c'eſt pour cet uſage que dans tous les Tribunaux, & dans toutes les Juſtices, il y a des Officiers dont l'une des fonctions plus importantes eſt la vigilance, & l'application à la punition des crimes, comme il a été dit en un autre lieu. Ce ſont ces Officiers qu'on appelle gens du Roy, qui ſont les Avocats & Procureurs Generaux dans les Cours ſuperieures : les Avocats & Procureurs du Roy dans les Bailliages, Senéchauſſées, & autres Juſtices, & les Procureurs qu'on appelle Fiſcaux, ou Procureurs d'Office, dans les Juſtices des Seigneurs, comme il a été remarqué dans le

même lieu : de sorte que ces Officiers étant obligez par le devoir de leurs Charges de poursuivre la punition de tous les crimes, dont la vengeance importe au public ; on ne permet à aucun particulier de se rendre accusateur d'aucun crime, pour en poursuivre en son nom l'instruction, mais parce qu'il peut arriver que des personnes qui ont quelque connoissance particuliere des preuves d'un crime, & qui veulent par quelque motif s'interesser à ne le plus laisser impuni, on leur permet de se rendre denonciateurs, c'est-à-dire de denoncer au Procureur du Roy qu'un tel a commis un tel crime, & luy marquer les circonstances d'où l'on pourra en tirer les preuves. Cette denonciation qui est écrite dans le Registre du Procureur du Roy, & signée par le denonçant demeure secrete, sans que le Procureur du Roy fasse aucune procedure sous le nom du denonciateur, ni qu'il le nomme dans aucun Acte : mais si par l'évenement l'accusé est justifié, le Procureur du Roy est obligé de luy nommer son denonciateur, afin qu'il le poursuive sur la fausse accusation : Et pour les accusateurs, qu'on appelle autrement plaintifs, qui sont les parties interessées, ils sont nommez dans les Actes de la procedure, qui se font sous le nom & à la Requête du Procureur du Roy, & sur la plainte & à la diligence de la partie plaintive, qu'on appelle partie civile, parce qu'elle n'agit que pour son interêt civil : Car il y a cette difference entre cet interêt de la partie, & celuy du Procureur du Roy : que toutes les démarches

de la partie civile ne tendent à ſon égard qu'à obtenir une condamnation de dommages & interêts, ou de reparation civile de la perte que le crime peut luy avoir cauſée : mais elle ne peut requerir que l'accuſé ſoit condamné à la peine que le crime peut meriter envers le public ; car c'eſt le miniſtere du Procureur du Roy de requerir cette peine, ſoit de mort, galeres, ou autre : ce qui fait une police conforme à l'eſprit de la Religion Chrétienne, qui met entre les mains du Prince & de ſes Officiers, le droit de venger & punir les crimes [d], & qui défend la vengeance aux particuliers [e]. Ainſi nôtre uſage eſt en cela different du droit Romain, qu'il ne laiſſe à aucun particulier la liberté de requerir la punition d'un crime, & il en eſt encore different, en ce qu'au lieu que par le droit Romain pluſieurs crimes qui meritoient une punition publique n'étoient pas pour cela des crimes publics. Nous mettons au rang des crimes publics, & dont les Procureurs du Roy peuvent pourſuivre la punition, des crimes qui n'étoient pas publics dans le droit Romain, comme le larcin, le crime des receleurs, de larrons, ou de vo-

d Mea eſt ultio. *Deuter.* 32. 35.

Si autem malum feceris, time : non enim ſine cauſa gladium portat. Dei enim miniſter eſt : vindex in iram ei, qui malum agit. *Rom.* 13. 4.

e Nulli malum pro malo reddentes : providentes bona non tantum coram Deo, ſed etiam coram omnibus hominibus. Si fieri poteſt, quod ex vobis eſt, cum omnibus hominibus pacem habentes. Non voſmetipſos defendentes chariſſimi, ſed date locum iræ. Scriptum eſt enim : mihi vindicta ; ego retribuam. *Rom.* 12. *v.* 17. 18. *&* 19. *Matth.* 5. *v.* 39.

Qui vindicari vult, à Domino inveniet vindictam, & peccata illius ſervans ſervabit. Relinque proximo tuo nocenti te : & tunc deprecanti tibi peccata ſolventur. Homo homini reſervat iram, & à Deo quærit medelam. *Eccli.* 28. *v.* 1. 2. 3.

leurs, de ceux qui coupent des arbres en cachette, de ceux qui s'attroupent pour commettre quelque violence, ou enlever quelque choſe de force, l'enlevement de bétail, le bris des priſons[f]. Car il n'y a aucun de ces divers crimes, dont la juſtice ayant eu connoiſſance, le Procureur du Roy ne puiſſe pourſuivre la punition, quoyque la partie qui en avoit fait ſa plainte s'en deſiſte, ou s'accommode avec l'accuſé.

Il a été neceſſaire de faire ces remarques des differences de nôtre uſage, & du droit Romain ſur les manieres, dont on conſidere les crimes & les delits en quelque ſens qu'on veüille entendre l'un & l'autre de ces deux mots; & on peut maintenant juger qu'il importe peu; & qu'il ne ſeroit pas même facile de donner une idée bien juſte & préciſe de la diſtinction des crimes & des delits, & qu'il ſuffit de ſçavoir que par nôtre uſage on conſidere comme crimes & crimes publics tous crimes & tous delits, dont il eſt important au public qu'ils ne demeurent pas impunis, afin qu'ils ne ſe multiplient pas par l'impunité, & que les peines retiennent au moins quelques-uns de ceux qui ne s'en abſtiendroient pas par d'autres motifs. Car encore qu'il ſoit vray que les plus grands ſupplices ne font ceſſer aucun crime, ils en diminuent la frequence, & l'impunité ſeroit ſuivie d'une multitude infinie de toute ſorte de crimes; & c'eſt par cette raiſon que lorſque quelques crimes ſont

f Tous ces divers crimes ſont mis au rang des delits privez dans le 47. Livre du Digeſte.

plus frequens, on en aigrit les peines, & on en ordonne de plus grands supplices.

C'est à cette punition des crimes & des delits que se rapportent toutes les regles de cette matiere, & tout ce qui en sera dit dans ce troisiéme Livre n'a son usage que par son rapport à cette punition, sans quoy la matiere des crimes ne seroit pas une matiere des loix humaines, & elle n'auroit pour regles que la Loy divine, sur quoy il faut remarquer les differentes manieres, dont l'esprit de la Loy divine & celuy des loix humaines regardent les crimes : Car c'est en cette difference que consiste la distinction entre la conduite que doivent tenir les Pasteurs de l'Eglise, & les Ministres de la Puissance spirituelle à l'égard des crimes; & celle que doivent y tenir les Ministres de la Justice & de la Puissance temporelle.

L'esprit de la Loy de Dieu, qui prépare aux crimes qu'il n'aura pas remis en cette vie d'autres supplices que la mort, & que toutes les peines les plus severes, tend à la correction des plus criminels, & à les ramener à leurs devoirs par un changement qui de grands scelerats les rend de grands Saints; & on en voit quelques-uns ou qu'il dérobe aux peines des loix temporelles, pour en faire un tel changement, ou que même il touche au milieu des peines comme il arriva à ce voleur, qui au dernier moment de sa vie fit de son supplice un passage au Ciel. Mais la police des Loix humaines qui tend à regler la societé des hommes, & à reprimer les entrepriſes, qui en troublent l'ordre, a

établi des peines proportionnées aux differens crimes, & celle de la mort même contre quelques-uns qui ne seroient pas assez reprimez par de moindres peines, & elle y ajoûte même des supplices qui impriment plus de terreur que la simple mort : & comme cet usage des peines & des supplices a toûjours été necessaire dans la multitude des crimes qui ont toûjours regné, on a vû que dans les tems où il plut à Dieu de gouverner luy-même d'une maniere visible, le peuple qu'il s'étoit choisi, & de mêler le gouvernement spirituel & le temporel par sa Loy divine qu'il donna à Moyse, il y établit la peine de mort contre plusieurs crimes[g] : Mais lors qu'il a envoyé son Fils dans le monde, pour faire succeder l'Evangile à l'ancienne Loy, il a separé du Ministere spirituel de la Religion, l'usage de la peine de mort & des autres peines corporelles, & il l'a laissée aux Puissances temporelles, pour maintenir autant qu'il se peut l'ordre de la societé.

On ne s'étendra pas davantage sur cette distinction de l'esprit de la Religion, & de celuy de la Police temporelle, le Lecteur peut voir ce qui en a été dit dans le Chapitre 10. du Traité des Loix, & dans le Titre 19. du premier Livre du

g Cumque blasphemasset nomen, & maledixisset ei, adductus est ad Moysen. (vocabatur autem mater ejus Salumith, filia Dabri de tribu Dan) miseruntque eum in carcerem, donec nossent quid juberet Dominus. Qui loquutus est ad Moysen dicens : Educ blasphemum extra castra, & ponant omnes qui audierunt, manus suas super caput ejus, & lapidet eum populus universus. Et ad filios Israël loqueris : homo, qui maledixerit Deo suo, portabit peccatum suum: & qui blasphemaverit nomen Domini, morte moriatur : lapidibus opprimet eum omnis multitudo, sive ille civis, sive peregrinus fuerit. Qui blasphemaverit nomen Domini morte morietur. Qui percusserit, & occiderit hominem morte moriatur. *Levit.* 24. *v.* 11. *&c. Exod.* 21. *v.* 23. 24. *Deuter.* 19.

Droit Public. Il ſuffit de remarquer icy les cauſes de la neceſſité de punir les crimes, ſur quoy il faut premierement diſtinguer deux ſortes de crimes.

La premiere de ceux qui ſans faire aucun tort à perſonne en particulier bleſſent l'ordre public ; & troublent la ſocieté, comme les impietez, les hereſies, les blaſphemes, le deſeſpoir de ceux qui ſe font mourir, & autres crimes, dont quelques-uns ne doivent pas même être nommez. Et la ſeconde de ceux qui outre qu'ils bleſſent l'ordre public font tort à quelques perſonnes, comme le larcin, le vol, le peculat, la fauſſe monnoye, l'homicide, & autres. Les crimes de la premiere de ces deux ſortes ne meritent qu'une ſimple peine, qui venge le public du crime, & qui châtie le criminel : & ceux de la ſeconde meritent outre cette vengeance & ce châtiment, une reparation du dommage cauſé par le crime, comme la reſtitution de la choſe dérobée, le deſintereſſement d'une veuve de qui le mary a été tué, & les autres ſemblables interêts civils à qui ils ſont dûs. Ainſi il y a deux ſortes de peines pour cette ſeconde eſpece de crimes : celle du crime ſans rapport au dommage par la ſimple vûë du châtiment qu'il peut meriter : & celle du dedommagement du mal cauſé par le crime.

Outre cette premiere diſtinction de ces deux ſortes de peines, neceſſaire pour entendre l'uſage des peines dans l'eſprit des loix, il faut remarquer une ſeconde diſtinction de quatre diverſes eſpeces

de ces châtimens, qui font la premiere des deux fortes de peines, dont on vient de parler. La premiere à commencer par les moindres, eſt celle des peines, qu'on appelle pecuniaires, qui ſont bornées à une condamnation à quelque ſomme d'une maniere qui ne note pas d'infamie; & il faut mettre dans ce même rang de cette premiere ſorte de moindres peines, les admonitions & corrections qui ſe font en Juſtice, & qui ne notent pas non plus d'infamie. La ſeconde eſt celle des peines qui regardent l'honneur, & qui notent d'infamie, comme une condamnation d'une amende envers le Roy, & cette ſorte de correction, qu'on appelle en Juſtice blâme. La troiſiéme de celles qu'on impoſe à la perſonne, & ſur le corps de l'accuſé, comme le foüet, la fletriſſure, l'amende honorable, le banniſſement, les galeres, & autres peines corporelles, qui toutes emportent auſſi l'infamie. Et la quatriéme eſt des diverſes ſortes de derniers ſupplices, par la corde, le feu, la roüe, & autres.

On peut juger par ces diverſes ſortes de peines, des diverſes vûës des loix qui les ont ordonnées. La premiere de ces vûës commune à toutes ces quatre ſortes de peines, eſt de punir & venger le crime par la ſatisfaction publique impoſée au criminel *b*. La ſeconde commune auſſi à toutes peines, eſt de retenir par l'exemple des châtimens ceux qui n'ont pas de meilleurs motifs pour s'ab-

b Ad vindictam malefactorum. 1. *Petr.* 2. 14.

ſtenir

ſtenir des crimes [i]. La troiſiéme, qui ne convient qu'aux trois premieres ſortes de peines, eſt celle de la correction des criminels : Car encore que quelques-unes de ces peines ayent une ſeverité qui paſſe les bornes de la correction, elles renferment toutes l'effet d'une correction qui oblige les accuſez à s'attendre à de plus grandes peines, s'ils tombent dans de nouveaux crimes; & il y a quelques-unes de ces peines qui ſont des corrections dans la bouche des Juges, lorſqu'ils font à quelques accuſez des admonitions ; car la fin de ces ſortes d'admonitions n'eſt pas ſeulement de punir les accuſez par la honte d'être repris en Juſtice, mais auſſi de les corriger & les avertir de changer de vie [l] : & on peut ajoûter pour une quatriéme vûë des loix dans les peines, celle de mettre les ſcelerats & les coupables de grands crimes hors d'état d'en commettre de nouveaux : ce qui ne convient proprement qu'à la peine de mort, quoy qu'il y en ait d'autres qui peuvent avoir cet effet.

Quoy qu'il ſoit certain que la ſeverité des peines diminuë de beaucoup le nombre des crimes dans un Etat, & qu'à proportion que les loix apportent plus de précaution, & les Officiers plus de diligence & d'exactitude à en faire la recherche & à les punir, il s'en commet moins ; il faut reconnoître que ces remedes n'empêchent pas

i Ut audientes cæteri timorem habeant, & nequaquam talia audeant facere. *Deuter.* 9. 20.

l Interlocutio præſidis, quæ indicta eſt, infamem eum de quo quæris feciſſe non videtur : cum non ſpecialiter ob injuriam vel admiſſam vim condemnatus ſit, ſed ita præſidis verbis gravatus & admonitus, ut ad melioris vitæ frugem ſe reformet. *l.* 19. *C. ex quib. cauſ. inf. irr.*

que les crimes ne ſoient bien frequens ; car ils ne ſçauroient guerir les cauſes du mal, qui ſont les differentes paſſions des hommes, ſi fortes en pluſieurs & tellement maîtreſſes du cœur, que la vûë même des ſupplices ne les empêche pas de tomber dans les crimes, dont ils voyent la punition. Ainſi ceux que l'avarice a engagez dans l'habitude du larcin, dérobent aux ſpectateurs d'un larron pendant le ſupplice, & les habitudes des autres crimes, les emportemens de la vengeance, & des autres paſſions, allument un feu que rien ne ſçauroit éteindre, & qui éteint même toute vûë des ſuites des crimes, ou fait qu'on s'abandonne aux évenemens tels qu'ils puiſſent être.

C'eſt de cette ſource qu'on voit naître tous les jours ces divers crimes ſi frequens ſur tout dans les grandes Villes, où les occaſions en ſont plus frequentes, & où il eſt plus facile de cacher les crimes, & de dérober les criminels à la vigilance des Juges.

Cette frequence des crimes eſt-elle donc un mal ſans aucun remede, qui puiſſe au moins la diminuer ? Et ne ſeroit-il pas poſſible de rendre moins frequens ceux qui le ſont le plus, comme les larcins, les vols, les aſſaſſinats ? Ne pourroit-on pas eſperer de l'exemple ſi grand & ſi ſingulier de la ceſſation des duels la diminution de ces autres crimes, non par les mêmes voyes qui n'auroient pas de rapport à un tel deſſein, mais par d'autres proportionnées aux cauſes du mal. Les cauſes de la fréquence des larcins, des vols, & des

meurtres qu'on en voit ſuivre, ſont la pauvreté jointe à la mauvaiſe éducation, la faineantiſe, les méchantes habitudes, la débauche, & les dereglemens, où ſe jettent ceux qui de ces premieres cauſes viennent à ces crimes. La naiſſance en met pluſieurs dans la pauvreté, la mauvaiſe éducation entretient la faineantiſe, & l'habitude à ne rien faire conduit à faire le mal, qui ne peut plus être arrêté que par les forces de la Juſtice qui viennent trop tard, & qui ne ſont que comme des digues à un torrent, dont le cours ſurmonte.

Il ſemble donc qu'il ſeroit d'une grande utilité dans un Etat d'y établir une police, pour y diminuer autant qu'il ſeroit poſſible ces méchans effets, en diminuant leurs cauſes, qui ſont l'oiſiveté, la pauvreté, la mauvaiſe éducation, qui multiplient les larcins, les vols, & les meurtres qui ſuivent les vols; car ce ſont ces ſortes de crimes qui ſont les plus frequens, & ils ne le ſont que parce qu'ils naiſſent de ces trois cauſes communes par tout: deſorte qu'il y a cette difference entre ces ſortes de crimes & tous les autres; qu'encore qu'il y ait pluſieurs autres eſpeces de crimes, comme de leze-Majeſté divine & humaine, d'impietez, de blaſphemes, de ſortileges, de ſeditions, de rebellion à juſtice, de fauſſe monnoye, d'homicides, & d'aſſaſſinats pour des querelles & des vengeances, empoiſonnemens, de fauſſetez, de concuſſions, d'adulteres, & autres, on voit autant ou plus de crimes de la ſeule eſpece des larcins, des vols, & des meurtres que font les vo-

leurs, que de toutes les autres especes de crimes. Et il y a aussi cette autre difference entre ces crimes & tous les autres : qu'au lieu qu'il n'y a aucun remede, pour prévenir la multitude des differens crimes que l'exemple des supplices, & qu'on ne peut guerir en chacun l'ambition, l'avarice, la débauche, le libertinage, l'impieté, l'envie, les haines, & les autres passions & déreglemens qui portent à ces differentes sortes de crimes ceux même qui ont des biens, & quelques-uns qui n'ont pas manqué d'éducation, il ne paroît pas impossible de pourvoir dans un Etat à faire subsister toutes les familles, ou par leur travail s'il peut y suffire, ou par un secours qu'on ne peut sans injustice leur refuser ; à punir ceux qui étant sans biens, & pouvant travailler & gagner leur vie demeureroient dans l'oisiveté ; à faire incessamment une recherche exacte dans les pauvres familles, pour y reconnoître & châtier ceux qui manqueroient au travail ; à veiller à des visites dans toutes les maisons soupçonnées de donner retraite à des faineans, & de receler les choses volées ; à faire rendre compte à toutes personnes, dont la condition seroit inconnuë de leur domicile, de leur famille, de leur employ, & enfin on pourroit entrer dans un détail de précautions justes & possibles, qui diminuant le nombre des faineans & des vagabonds, diminueroit aussi les crimes qui suivent de la faineantise ; cette recherche produiroit d'ailleurs ce bien dans l'Etat d'y multiplier les travaux & les commerces, & d'ajoûter à la tran-

quillité publique une des meilleures voyes, pour la maintenir; & quoyque cette police renfermât la neceſſité d'Officiers chargez d'y veiller, & l'uſage de travaux publics, ſoit par des établiſſemens de Manufactures, ou autres, & qu'elle obligeât par conſequent à des dépenſes conſiderables, ce ne ſeroit pas un inconvenient; car il n'y auroit pas de proportion entre la charge de cette dépenſe, & les avantages que cette police bien entenduë, bien executée, cauſeroit en pluſieurs manieres, & même par le ſimple effet de diminuer conſiderablement la faineantiſe, & les vices qui en ſont les ſuites.

Pour les autres ſortes de crimes, il ne faut pas en eſperer la ceſſation non plus que celle des vices & des paſſions, & il faut au contraire reconnoître que ce n'eſt que par un effet ſingulier de la Providence de Dieu, que le nombre de toutes ſortes de crimes n'eſt pas plus grand, comme il le ſeroit s'il abandonnoit chacun à ſes paſſions, mais ſa conduite ſur la ſocieté des hommes modere en pluſieurs la pente aux vices & aux paſſions, par le ſimple effet de la raiſon, & d'un naturel moins corrompu: de ſorte que la multitude eſt éloignée des habitudes qui portent aux crimes, & prend le parti de ſe contenir dans l'ordre exterieur de la police temporelle, & cet ordre eſt d'ailleurs principalement maintenu par l'union de la Religion & de la police, & par le bon uſage que doivent faire de l'eſprit de l'une & de l'autre, & les particuliers pour ſe contenir dans tous leurs devoirs; &

ceux qui ont part au gouvernement & à l'administration de la Justice, pour reprimer ceux qui troublent cet ordre.

C'est par cette conduite de Dieu sur le genre humain, & par le concours de la Religion & de la police, qu'encore que les crimes qui troublent l'ordre de la societé y soient tres-frequens par rapport aux grands maux qu'ils causent, on peut dire en un autre sens que par rapport à la pente universelle qui porte les hommes au mal, les crimes qui vont jusqu'à l'excés de meriter quelque supplice y sont peu frequens à proportion des autres maux, qui ne vont pas jusqu'à cet excés: Car il faut distinguer dans la societé des hommes deux sortes de maux, qu'y causent les passions & les mauvaises inclinations de la plûpart de ceux qui en sont les membres. L'une de cette multitude infinie d'infidelitez, d'injustices, de tromperies, de procés injustes, de querelles, d'inimitié, de divisions, & d'autres maux, qui inondent la societé, & qui étant les ouvrages de l'avarice, de l'ambition, de la haine, de la colere, de l'envie, & de toute sorte de cupiditez de vices & de passions sont devant Dieu, & dans le langage de la Religion de differens crimes dignes des supplices, que la Justice prepare à ceux qui violent la Loy, quoy qu'ils n'aillent pas à cet excés, qui met au rang des crimes, au sens que donne à ce mot le langage des loix humaines. Et l'autre de ces sortes d'injustices, est de celles-là même que les loix humaines appellent des crimes, & qu'elles punissent de diverses

peines : & il faut encore diſtinguer entre toutes ces injuſtices des hommes, qui ne ſont pas du nombre des crimes au ſens que les loix humaines donnent à ce mot, quoy qu'elles puiſſent être crimes devant Dieu, celles qui ne cauſent aucun trouble dans la ſocieté, & qui ne ſont tort qu'à ceux qui y tombent; & celles qui faiſant tort à d'autres qu'à ceux qui les commettent, bleſſent l'ordre de la ſocieté. Les premieres qui ne cauſent aucun trouble dans la ſocieté, qui merite d'être vengé par les loix humaines, & qui ne ſont tort à perſonne, ſont une matiere des regles de l'Egliſe, qui en ordonnent les remedes, & qui preſcrivent à ſes Miniſtres les manieres de corriger, & d'en guerir ceux qui les commettent par des voyes proportionnées à l'eſprit de la Religion, qui demande la juſtice dans le fonds du cœur, & la police temporelle n'y prend point de part; mais pour celles qui bleſſent l'ordre de la ſocieté, & qui vont à cet excés, qui fait les crimes & les delits, elles ſont non ſeulement une matiere des regles de l'Egliſe qui les défend, mais elles ſont de plus la matiere de la police temporelle, & de l'adminiſtration de la Juſtice, qui doit reprimer les entrepriſes & maintenir chacun dans ſes droits, ce qui fait le devoir de ceux qui ſont prépoſez à cette police & à cette adminiſtration. Ainſi la police temporelle, qui doit regler l'ordre exterieur de la ſocieté s'exerce en deux differentes manieres, qui ſe rapportent à toutes les eſpeces d'injuſtices qui troublent cet ordre.

La premiere qui regarde en general toute sorte de troubles, d'entrepriſes, & d'injuſtices, qui ne ſont pas du nombre des crimes & des delits, & qui ne meritent ni ſupplice, ni punition. Et la ſeconde, qui regarde la punition des crimes & delits, qui peuvent meriter des ſupplices, ou d'autres peines. Et c'eſt ce qui diſtingue la matiere de ce troiſiéme Livre de toutes les autres matieres des loix, ſoit du Droit Public, ou du Droit Privé.

Il a paru neceſſaire de faire toutes ces reflexions generales ſur cette matiere des crimes & des delits, pour donner l'idée du rang qu'elle tient dans le Droit Public, & de l'uſage des loix qui la reglent; il reſte maintenant d'expliquer en quoy conſiſte le détail de cette matiere, & les vûës qu'on s'eſt propoſé pour le mettre en ordre.

La matiere des crimes & des delits renferme deux parties, dont chacune a ſes regles de natures differentes qu'il faut diſtinguer, & qui doivent avoir leur rang ſeparé. La premiere de ces deux parties comprend tout ce qui regarde les diſtinctions des diverſes eſpeces de crimes & de delits, & de leurs peines, les regles de la proportion des peines aux crimes & aux delits par les vûës de leur énormité, de leur matiere, de leur conſequence, de la neceſſité de l'exemple, ou des conſiderations oppoſées qui peuvent y apporter du temperament, les regles des égards que meritent les differentes circonſtances de la qualité des perſonnes, de leur âge, du tems, du lieu, des diſpoſitions des accuſez, qui diſtinguent ceux qui ont

delinqué

delinqué par deſſein, par promptitude, par quelque effet d'un cas fortuit, & les autres circonſtances ſemblables, les diſtinctions qu'on doit faire entre les principaux accuſez & leurs complices, & autres, qui peuvent avoir participé aux crimes & aux delits : quelles doivent être les preuves des crimes, & comment on les tire, non ſeulement des dépoſitions des témoins & des écrits s'il y en a, mais auſſi de la bouche même des accuſez, ſoit par leur confeſſion, ou par les conſequences qui ſe tirent de leurs réponſes, comme s'ils nient des veritez connuës, ou s'ils alleguent des faits évidemment faux, ou s'ils varient dans leurs interrogatoires, & donnent d'autres ouvertures qui ſervent à leur conviction. Quels ſont les cas où l'on peut venir à la torture, qu'on appelle la queſtion; Quelles ſont les regles de l'abolition, remiſſion ou pardon des crimes par des Lettres du Prince.

La ſeconde partie des matieres des crimes & des delits contient ce qui regarde l'inſtruction des procés criminels, les manieres de faire les plaintes, accuſations, & denonciations, les informations, & les autres preuves, les decrets pour la capture des accuſez, ou pour obliger à comparoître en Juſtice ceux qui ne doivent pas être empriſonnez, leurs interrogatoires, les recollemens & confrontations des témoins quand il y faut venir, & le reſte qui regarde les procedures neceſſaires pour l'inſtruction des procés criminels.

Il eſt facile de juger que ces deux ſortes de

matieres étant differentes, elles doivent être traitées ſeparément, & que celles de cette ſeconde partie ſont de l'ordre judiciaire, & doivent être expliquées dans le quatriéme Livre, où l'on expliquera tout ce qui regarde les procedures qui ſe font en Juſtice, tant pour les procés civils, que pour les procés criminels; & ces matieres des procedures pour le criminel feront la ſeconde partie de ce quatriéme Livre. Ainſi il reſte pour la matiere de celuy-cy les regles qui regardent le détail de cette premiere partie des crimes & delits qu'on vient d'expliquer, & dont il eſt neceſſaire de tracer le plan.

L'ordre naturel de ces matieres met au premier rang ce qui regarde les diſtinctions des differentes eſpeces de crimes & de delits; car avant que d'expliquer le détail d'une matiere, il faut en avoir connu la nature; & c'eſt même dans la nature des choſes qu'on découvre les fondemens & les principes des veritez eſſentielles qui les regardent; & que quand il s'agit des regles qui ſont les veritez de la ſcience des loix, c'eſt dans le fonds de la nature de ce qui fait leur objet qu'il faut les puiſer.

Les diſtinctions des differentes eſpeces de crimes & de delits peuvent ſe faire differemment par diverſes vûës, comme par la difference entre les crimes publics & les delits privez, entendant cette diſtinction ſelon qu'elle ſe rapporte à nôtre uſage, expliqué au commencement de ce préambule, ou par les differens degrez de malice & d'é-

normité des crimes, distinguant les plus grands des moindres. Ainsi les meurtres sont plus grands que les larcins, & les seditions plus que des calomnies & des libelles diffamatoires : ou par la consequence de l'interêt public plus grand en quelques-uns qu'en d'autres. Ainsi les rebellions à Justice troublent plus le repos public que les larcins, & la fausse monnoye plus qu'un crime de faux : ou par la difference des objets que les crimes peuvent regarder. Ainsi les blasphemes, les impietez, l'atheisme, & les autres crimes de leze-Majesté divine regardent Dieu même. Ainsi les attentats contre le Prince & contre l'Etat, qu'on appelle crimes de leze-Majesté, regardent le Souverain & l'ordre du gouvernement. Ainsi les vols, les meurtres, l'adultere, les libelles diffamatoires, & autres regardent les particuliers, soit en leurs biens ou en leur honneur, ou en leurs personnes : ou par la difference des peines que les differens crimes peuvent meriter ; car quelques-uns de leze-Majesté divine sont moins punis que d'autres contre les particuliers. Ainsi les blasphemes ne sont pas punis de mort comme l'homicide. On pourroit encore par une autre vûë distinguer les crimes, dont les Officiers des Seigneurs peuvent connoître de même que les Juges Royaux, & ceux qu'on appelle cas Royaux, dont il n'y a que les Juges Royaux qui puissent connoître, comme la fausse monnoye, la sedition, & plusieurs autres.

On pourroit encore distinguer par d'autres

vûës les diverſes eſpeces de crimes, & les placer en differens ordres: mais il ſemble que la maniere la plus ſimple & la plus naturelle de diſtinguer les diverſes ſortes de crimes & de delits, eſt de conſiderer premierement quel eſt le caractere commun à tous qui les met au nombre des crimes & des delits, & remarquer en chacun ce qu'il a de propre & de ſingulier dans ſa nature, qui fait qu'elle participe de ce caractere. Cette idée qui peut avoir pour quelques-uns quelque obſcurité, deviendra facilement claire par une ſimple explication de ce caractere, & par deux exemples de quelques crimes, dans leſquels on le conſidere.

Le caractere commun, qui fait tous les crimes & tous les delits, eſt qu'ils bleſſent l'ordre de la ſocieté des hommes d'une maniere qui offenſe le public, & qui par là merite quelque châtiment; & ce caractere eſt tellement eſſentiel à la nature des crimes & des delits, que comme il ſe trouve en tous, il n'y a point auſſi d'actions de ce caractere qui ne ſoit un crime ou un delit. Ainſi une ſedition eſt un crime, parce qu'elle trouble l'ordre de la ſocieté des hommes, & qu'elle offenſe le public & le Prince même, & par là merite quelque châtiment. Et la ſedition offenſe le public, parce qu'elle trouble la tranquillité publique par une entrepriſe, qui met ceux qui doivent obéir à la place de ceux qui commandent, & qui rend des mutins & des ſcelerats diſpenſateurs de l'autorité, & par là elle offenſe auſſi le Prince. Ainſi la fauſſe monnoye eſt un crime, parce qu'elle

trouble l'ordre de la ſocieté des hommes, & qu'elle offenſe le public & le Prince même; & par là merite quelque châtiment. Et la fauſſe monnoye offenſe le public, parce qu'elle cauſe une infinité de pertes à toute ſorte de particuliers, trouble les commerces, & fait injure au Prince, qui a ſeul le droit de donner cours à la monnoye qu'il fait battre, ou dont il veut approuver l'uſage.

On voit dans ces deux exemples que chacun de ces deux crimes a le caractere de bleſſer l'ordre de la ſocieté, & d'offenſer le public; & on voit en chacun ce qu'il a de propre, & de ſingulier dans ſa nature, qui fait qu'elle participe de ce caractere, la ſedition en troublant la tranquillité publique, & entreprenant ſur le gouvernement & l'autorité, & la fauſſe monnoye en cauſant ces troubles dans le commerce, & ces pertes aux particuliers; & il faut diſcerner de même en chaque crime & en chaque delit ce caractere qui leur eſt commun, & diſtinguer auſſi de même en la nature de chacun ce qu'elle a de propre qui bleſſe l'ordre de la ſocieté, & qui offenſe le public d'une maniere qui ſoit puniſſable; & pour faire ce diſcernement & cette diſtinction, il faut auparavant conſiderer ce qu'il y a dans l'ordre de la ſocieté des hommes, qui fait ce bien public, que les crimes & les delits bleſſent; & on verra aiſément en chacun en quoy ſa nature a ce caractere.

On ſuppoſe icy ce qui a été expliqué dans le Traité des Loix des fondemens, ſur leſquels Dieu

a établi la societé des hommes; & il suffit pour ce qui regarde les distinctions des diverses sortes de crimes & de delits, de considerer en general le plan de cette societé, suivant la description qui en a été faite dans ce Traité des Loix, & de distinguer dans ce plan l'ordre divin qui l'a établie, & qui l'a fait subsister par sa Providence, par le Ministere de la Religion dans les lieux où elle est connuë, par le gouvernement temporel, & par les liaisons & par les engagemens qui unissent les hommes entr'eux, pour former leur societé; car c'est par les distinctions de ces fondemens de l'ordre de la societé, & de ces liaisons & de ces engagemens, qui font comme de differentes parties de l'ordre que Dieu y a établi, qu'on peut juger en chaque crime & en chaque delit, de quelle maniere il blesse cet ordre.

Selon cette vûë on peut distinguer dans l'ordre de la societé des hommes comme six differentes parties qui en sont les fondemens, & qui composent cet ordre, & selon que les crimes & les delits blessent differemment quelqu'une de ces parties, on pourra les diviser en six especes.

La premiere de ces parties de l'ordre de la societé consiste dans la dépendance de cet ordre de Dieu qui l'a formée, & qui la maintient par sa Providence, par ses Loix divines, par les regles du droit naturel, & par la Religion dans les lieux où elle est connuë.

La seconde, est l'autorité que Dieu a donnée

aux Puiſſances temporelles pour le gouvernement.

La troiſiéme, eſt la police generale de chaque Etat.

La quatriéme comprend les deux ſortes de liaiſons naturelles, dont Dieu s'eſt ſervi pour former la premiere eſpece d'engagemens qui uniſſent les hommes; ces deux liaiſons ſont le mariage qui unit les deux ſexes, & la naiſſance qui unit les parens à leurs deſcendans, & compoſe les familles dont l'aſſemblage doit former la ſocieté.

La cinquiéme renferme toutes les autres eſpeces d'engagemens, qui lient les hommes entr'eux pour tous leurs beſoins que Dieu a établis, pour les rendre neceſſaires les uns aux autres, & exercer entr'eux la ſeconde Loy, ainſi qu'on l'a expliqué dans le chapitre 4. de ce même Traité des Loix.

La ſixiéme & derniere de ces párties qui doivent former l'ordre de la ſocieté regarde chaque particulier, le conſiderant comme membre de ce corps, & par rapport à ce qu'il doit en ſa perſonne à la ſocieté dont il eſt un membre: ce qui diſtingue cette ſixiéme partie de la précedente qui regarde les engagemens de chacun envers les autres en particulier, au lieu que cette derniere ne regarde que les engagemens de chacun envers le public: ainſi par exemple chaque particulier ſe doit à ſoy-même, & doit au public le bon uſage de ſa perſonne: ce qui rend puniſſables quelques actions, quoy qu'elles paroiſſent bornées

aux perſonnes de ceux qui les commettent ; & elles ſont, comme on va le voir, une derniere eſpece de crimes & de delits.

Parmy toutes les differentes manieres, dont on auroit pû diſtinguer les diverſes eſpeces de crimes, ainſi qu'on l'a déja remarqué, on a crû pouvoir choiſir celle de les diviſer, ſelon qu'ils bleſſent quelqu'une de ces ſix parties de l'ordre de la ſocieté, puiſqu'il eſt certain que le caractere commun des crimes conſiſte en ce qu'ils bleſſent cet ordre ; & qu'ainſi il eſt naturel de les diſtinguer par leur rapport à quelqu'une de ces ſix parties, ce qui fait ſix differentes eſpeces de crimes & de delits qui les comprennent tous.

La premiere de ceux qui bleſſent la premiere partie de l'ordre de la ſocieté, & dont le caractere eſt d'attenter directement ou indirectement à la Majeſté divine, tels que ſont les blaſphemes, les impietez, les héreſies, les ſacrileges, les ſortileges ; & autres.

La ſeconde de ceux qui violent la ſeconde partie de l'ordre de la ſocieté, & qui bleſſent le Prince & l'Etat, tels que ſont les crimes de leze-Majeſté au premier chef qui regarde la perſonne du Prince ; & au ſecond qui regarde l'Etat, & les autres crimes qui participent de cette nature.

La troiſiéme des crimes qui bleſſent la police generale & l'ordre public, & qui d'une part ne regardent ſingulierement l'interêt d'aucune perſonne en particulier, & de l'autre ne ſont pas proprement des crimes de leze-Majeſté, quoy qu'ils bleſſent

bleſſent l'autorité du Prince, tels que ſont les crimes des aſſemblées illicites de monopole, de fauſſe monnoye, & autres ſortes.

La quatriéme, des crimes qui bleſſent les liaiſons naturelles du mariage & de la naiſſance d'une maniere qui trouble l'ordre public, & dont la conſequence demande une punition publique, tels que ſont l'adultere, le double mariage, qu'on appelle bigamie, ou digamie, le rapt, la ſuppoſition d'enfans, l'inceſte, le parricide, les attentats ſur les perſonnes des parens, l'expoſition des enfans, le crime des meres qui ſuffoquent leurs enfans à leur naiſſance, & les autres crimes & delits qui bleſſent ces ſortes de liaiſons.

La cinquiéme, des crimes & delits qui violent les differens engagemens entre particuliers: ce qui comprend tous les crimes & delits qui bleſſent quelqu'un, ſoit en ſa perſonne, ou en ſon honneur, ou en ſes biens, juſqu'à un excés qui merite quelque eſpece de peine impoſée en juſtice, tels que ſont l'homicide, le meurtre, le vol, le larcin, la fauſſeté, les injures, les libelles diffamatoires, & autres.

La ſixiéme, des crimes & delits, qui ſans bleſſer les interêts de perſonne troublent l'ordre public par le mauvais uſage que font de leurs perſonnes les faineans, les prodigues, ceux qui ſe deſeſperent, les femmes débauchées, & les perſonnes qui tombent dans ces monſtres de crimes qu'on n'oſe nommer.

Il eſt facile de voir par cette diſtinction de ces

ſix eſpeces de crimes & de delits qu'elles les comprennent tous, & qu'il n'y en a aucun dont on ne juge d'abord ſous laquelle de ces eſpeces on doit le ranger ; & il faut ſeulement remarquer qu'il peut y avoir quelques crimes & delits compliquez de deux caracteres qui ſe rapportent à plus d'une eſpece, mais ceux-là même ont leur ſituation plus naturelle dans l'une des deux, ce qu'il eſt tres-facile de diſcerner. Ainſi par exemple, un vol de vaſes ſacrez eſt un ſacrilege, & par ce caractere il eſt de la premiere eſpece, mais parce que ce crime fait tort à ceux à qui étoient ces vaſes ſacrez, il eſt par cette ſeconde vûë de la cinquiéme eſpece: mais comme le caractere du ſacrilege le diſtingue des autres vols, il eſt plus naturellement qualifié ſacrilege, & par-là il eſt de la premiere eſpece.

C'eſt ſuivant cet ordre qu'on expliquera dans ce troiſiéme Livre toutes les differentes eſpeces de crimes & de delits, non en les reduiſant tous à ſix Titres, ſelon ces ſix eſpeces generales, mais les rangeant ſous leurs Titres propres, & mettant les Titres dans l'ordre de ces ſix eſpeces, comme ils ſont dans la table, où ceux de la premiere ſont les premiers, & les autres de ſuite chacun dans l'ordre de ſon eſpece.

La matiere des crimes & des delits renferme deux ſortes de regles : la premiere de celles qui ſont propres à chaque crime & à chaque delit, telles que ſont celles qui regardent leur nature, leurs caracteres, la conſequence d'en rechercher les coupables, & de les punir, les peines proportion-

nées à la qualité du crime, ou du delit, & les autres ſemblables. La ſeconde, de quelques regles qui ſont communes, ou à toute ſorte de crimes & de delits, ou à quelques-uns; ainſi les regles de l'égard qu'on doit avoir à l'intention de l'accuſé, & aux circonſtances ſont communes à tous crimes & à tous delits, & celles de l'effet que doivent avoir l'intention & les circonſtances, pour obtenir la remiſſion d'un crime capital, ſont propres à quelques crimes, & ne conviennent pas à tous: ainſi les regles qui regardent en general les preuves des crimes conviennent à tous crimes & delits; & celles de la preuve qu'on tire de la queſtion des accuſez, ſont propres à des crimes capitaux.

Pour diſtinguer ces deux ſortes de regles, & les ranger chacune en ſon lieu, on expliquera celles de la premiere dans les Titres propres de chaque crime & de chaque delit ſelon leurs differentes natures qui diverſifient ces regles; & pour les regles de la ſeconde ſorte, on les reduira ſous ſix Titres, qui ſeront les derniers de ce Livre. Le premier, où l'on expliquera les cauſes des crimes dans les diſpoſitions, & l'intention des criminels & de leurs complices. Le ſecond, des differentes circonſtances des crimes, & des égards qu'on doit y avoir. Le troiſiéme, des accuſations & des engagemens des accuſateurs. Le quatriéme, des diverſes ſortes de preuves des crimes & delits. Le cinquiéme, des peines des crimes & delits. Le ſixiéme & dernier, des manieres dont les accuſez ſont ou juſtifiez, ou déchargez des peines des crimes.

TITRE I.

DES CRIMES ET DELITS.

ON a parcouru en general toutes les differentes natures d'affaires & de commerces, qui ſe paſſent entre les hommes, les manieres de la communication & de l'uſage des biens & des travaux entr'eux, & les manieres dont les biens paſſent d'une generation à l'autre. On a vû auſſi que la Providence a ainſi multiplié ces communications & ces uſages, pour tenir les hommes dans l'exercice de la Loy de l'amour ; Et comme toutes ces matieres ſe rapportent à cette loy capitale, toutes les loix particulieres qui en ſont les regles ne ſont que des ſuites de cette premiere loy, qui eſt le fondement & le principe de toutes les autres, & qu'elles tendent toutes à unir les hommes, & les contenir dans la paix, ſans laquelle ils ne peuvent garder la Loy qui commande de s'aimer.

C'eſt cette paix qui eſt l'ouvrage naturel de la Juſtice, & qui eſt la fin de toutes les loix, mais parce que la plûpart des hommes ne connoiſſent, ne recherchent, & n'aiment aucune autre paix que l'uſage tranquille de tous les objets de leur amour propre, & que la recherche de cette fauſſe paix engage ſouvent les mêmes à la pourſuite des mêmes objets, loin de s'unir ils ſe diviſent, & n'en viennent pas ſeulement à des conteſtations & à des differends, qui les obligent à les faire regler par les voyes de la Juſtice, mais ils ſe portent à des entrepriſes, pour ſe rendre eux-mêmes les maîtres de ce que demandent leurs interêts & leurs paſſions ; & il arrive ſouvent auſſi que ſans diviſion, & ſans differends les paſſions portent à des excés d'une autre nature, dont les conſequences ou la ſeule vûë trouble le public ; ainſi les hommes ſe portent differemment à toutes les diverſes eſpeces d'entrepriſes, de violences, & d'autres excés, qu'on appelle crimes ou delits,

Ce ſont ces crimes & ces delits qui troublent la paix en tant de manieres, qui feront les matieres de ce troiſiéme Livre, qu'il faut maintenant conſiderer pour les mettre en ordre.

On appelle crime ou delit une injuſtice qui merite punition, ce n'eſt pas qu'il y ait aucune injuſtice qui ne merite une punition proportionnée à la deſobéïſſance à la loy qu'elle viole, puiſque toute injuſtice enferme le violement de quelque loy, & que l'effet de la loy n'eſt pas ſeulement de commander ou de défendre, mais de punir ceux qui ne font pas ce qu'elle commande, ou ceux qui font ce qu'elle défend : mais comme il y a deux ſortes de loix, celles de la Religion & celles de la police, dont on expliquera dans la ſuite les caracteres & les differences, les injuſtices ſont differemment conſiderées & punies par ces deux eſpeces de loix; & il arrive ſouvent que des injuſtices, qui dans la Religion ſont de grands crimes, comme l'avarice, la haine, l'envie, & autres ſemblables, qui violent davantage la loy de l'amour, ne ſont regardées dans l'ordre de la police que comme des injuſtices d'un genre, dont elle ne prend aucune connoiſſance ſi les crimes de cette nature ne paſſent au dehors à des excés qui troublent ſon ordre: de ſorte que pluſieurs injuſtices, qui ſont de grands crimes dans la Religion, ſont impunis dans la police, & qu'on n'appelle crimes dans la police que les injuſtices, qui meritent une punition ſelon ſa conduite & ſelon ſes regles. On verra en ſon lieu les cauſes de cette difference entre la conduite de la Religion & celle de la police: mais il ſuffit icy de remarquer l'un des fondemens de cette difference, qui conſiſte en ce que la Religion ne ſe contente pas de la fauſſe paix qui s'entretient par l'amour propre, mais qu'elle tend à établir une veritable & une parfaite paix, qui ſoit l'ouvrage d'une Juſtice univerſelle, qui obſerve toute la loy; & qu'auſſi elle produit en ceux qui aiment & gardent cette Juſtice ce double effet de former dans l'interieur de l'eſprit & du cœur une paix ſincere, & de les contenir dans la paix exterieure avec tous les autres, & avec ceux même qui

n'aiment pas la paix, ou qui la haïſſent ; Et ainſi elle condamne & punit differemment, & par des peines proportionnées à ſon eſprit & à ſa conduite, toutes les injuſtices qui violent cette double paix : mais comme cet eſprit de la Loy divine & de la Religion tend principalement à corriger ceux qu'elle punit, & les ramener à la paix qu'elle leur propoſe ; cette loy de paix n'uſe des peines en cette vie, que pour ramener ceux qu'elle punit, & s'abſtient de toutes celles qui ne ſont pas propres à un tel effet : mais comme cet eſprit de la Religion ne regne pas dans la multitude, & ne forme pas en tous la paix interieure, Dieu a pourvû par une autre conduite de ſa Loy divine dans la police à corriger ou reprimer ceux que l'eſprit de la Religion ne corrige pas, & qui ſe portent à des violences & à des entrepriſes, & à d'autres excés, qui troublent l'ordre exterieur de la ſocieté ; & c'eſt pourquoy la police conſervant l'eſprit univerſel de la Loy divine pour le bien commun de la ſocieté, & pour contenir les hommes au moins dans la paix exterieure autant qu'il ſe peut, fait trois differens uſages ſelon cet eſprit des peines & des ſupplices, qu'elle établit contre tous les crimes.

Le premier, qui eſt propre à toutes les peines, à la reſerve du dernier ſupplice, eſt de corriger ceux que l'on punit.

Le ſecond, propre aux derniers ſupplices, eſt de mettre les criminels hors d'état de cauſer de nouveaux troubles dans la ſocieté.

Le troiſiéme, commun à toute ſorte de peines & de ſupplices, eſt l'uſage de l'exemple, pour contenir par la vûë, & la crainte des peines, ceux qui ne s'abſtiennent des crimes que par cette crainte ; & c'eſt cet exemple qui diminuë le nombre des crimes, qu'on verroit étrangement multipliez par l'impunité.

Ce ſont donc ces violences, ces entrepriſes, & ces autres excés, qui troublent la paix exterieure & l'ordre public, que la Police punit par des ſupplices, & par d'autres peines.

On peut conſiderer dans l'ordre exterieur de la ſocieté trois ſortes de biens, dont l'uſage y eſt neceſſaire, & ſur leſquels les hommes ne peuvent attenter que par des crimes, ou par des delits. La premiere, eſt la vie & l'uſage libre de ſa perſonne. La ſeconde, eſt l'uſage libre du bien temporel, que Dieu donne aux hommes, pour les faire ſubſiſter dans cet uſage de la vie & de leurs perſonnes: Et la troiſiéme, eſt ce bien qu'on appelle honneur, & qu'on eſtime au deſſus des autres.

Tout le monde comprend aſſez quelle eſt la nature de ces deux premieres eſpeces de biens, & chacun en conçoit une même idée; mais pour l'honneur c'eſt un bien, qui quoyque réel, n'eſt pas d'une nature, dont il ſoit auſſi facile de concevoir une juſte idée: & puiſque la neceſſité de bien entendre quels ſont les crimes qui bleſſent l'honneur, oblige à connoître auſſi quel eſt cet honneur que ces crimes peuvent offenſer; on ne peut ſe diſpenſer de conſiderer de quelle maniere on regarde dans l'ordre des loix cet honneur, qui fait cette troiſiéme eſpece de bien, dont elles prennent la protection juſqu'à uſer des peines, & quelquefois du dernier ſupplice, pour punir ceux qui l'ont ravi ou voulu ravir.

Ce mot d'honneur dans nôtre langue a divers ſens; car il ſignifie le reſpect ou la conſideration qu'on a pour la vertu, pour le merite, pour la dignité, & c'eſt en ce ſens qu'on dit rendre honneur.

Il ſignifie auſſi la vertu même, le merite, & la dignité qui attirent cet honneur exterieur; & c'eſt en ce ſens qu'on dit que ces qualitez font l'honneur d'un homme.

Il ſignifie encore en un ſens plus étendu & plus ordinaire cet avantage qu'ont au deſſus de ceux dont la vie eſt ſujette à quelque reproche, qui les décrie dans le public, ceux qui vivent de telle maniere même dans les moindres conditions, qu'ils ne s'y attirent aucun reproche de cette nature, & on dit de ces perſonnes qu'elles vivent avec honneur.

Il ſignifie cet état honête, où ſont les filles qui ont conſervé leur integrité, & les femmes qui n'ont pas bleſ-

ſé la continence où les oblige le mariage, & les veuves chaſtes. Et il ſignifie enfin la reputation, qui eſt l'eſtime qu'attirent dans le public toutes ces differentes eſpeces d'honneur ; & c'eſt en ce ſens qu'on dit de ceux qui bleſſent la reputation, qu'ils bleſſent l'honneur.

On peut juger par toutes ces differentes ſignifications de ce mot d'honneur, qu'il y a en chacune ce caractere propre d'exprimer la maniere dont on conſidere dans le public, l'état où ſe trouve chaque perſonne par ſa vertu, par ſon merite, par ſa dignité, & par ſes autres qualitez, ſelon que cet état & ſes qualitez luy attirent de l'eſtime, ou l'exemptent de juſtes reproches : de ſorte que l'honneur, ſelon toutes les differentes ſignifications qu'on vient de remarquer, eſt un bien réel qui conſiſte principalement en ces qualitez, qui attirent l'eſtime, ou qui exemptent de reproches, & cette eſtime auſſi qui fait la reputation eſt un bien réel ; car encore que ce ne ſoit pas un bien d'agréer cette eſtime, c'eſt un bien de ſe l'attirer, non ſeulement parce qu'elle eſt une ſuite naturelle du merite & de la vertu, & des autres bonnes qualitez, mais parce qu'il eſt important dans la ſocieté, que chaque perſonne y ſoit regardée ſelon qu'elle y eſt utile, ou nuiſible, conſiderable ou mépriſable par ſes qualitez ; & il n'importe pas ſeulement à la ſocieté que les hommes qui la compoſent ayent les qualitez, qui les rendent utiles, & leur font un honneur proportionné à l'utilité & aux avantages de leurs qualitez : mais il importe auſſi beaucoup que le public reconnoiſſe & conſidere ces qualitez en ceux qui les ont, & que la honte & le mépris que cauſent un décrit & une diffamation ne rendent pas ou inutiles ou moins utiles, ou mépriſables, ceux dont les qualitez reconnuës peuvent ſervir. Et c'eſt enfin un uſage naturel de l'honneur dans l'ordre de la ſocieté, qu'il entretient l'amour mutuel, que rien n'attire tant l'eſtime ; car encore qu'on doive aimer ceux en qui l'on n'eſtime rien que la nature & l'eſperance de les rendre bons, l'amour qui eſt reduit à de tels motifs, eſt de peu d'uſage dans l'ordre exterieur de la ſocieté, & celuy qui s'entretient par les

liaiſons

liaiſons de l'honneur & de l'eſtime, eſt d'un uſage plus univerſel, & dans la Religion & dans la police.

Ce ſont ces raiſons ſi eſſentielles, qui font que l'honneur eſt un bien réel & un tres-grand bien, & pour ceux qui l'ont & pour le public, & dans la Religion & dans la police : Et ce bien dans l'une & dans l'autre eſt d'un ſi grand prix, que dans la Religion les plus ſages & les plus humbles ſont obligez de préferer l'honneur à tout le reſte des biens temporels, & à ſe défendre même des calomnies qui le fletriſſent ; & dans la police les loix conſiderent tellement l'honneur, qu'elle ne permettent en aucun cas ni de le bleſſer en ceux qui en ont, ni d'en reprocher le défaut à ceux qui en manquent, & perſonne ne peut impunément déshonorer qui que ce ſoit, ou par la calomnie, ou par le reproche d'un vray défaut ; & il n'y a que le Magiſtrat qui puiſſe déshonorer dans l'ordre de la juſtice ceux qui meritent une telle peine.

C'eſt donc en ce point que conſiſte l'importance & la conſequence de l'honneur, que comme tous les hommes ſont obligez de ſe rendre utiles les uns aux autres, & de ſe rendre aimables par les bonnes qualitez qui font l'un & l'autre, on doit préferer à tout autre bien cet Etat d'honneur, où l'on a les qualitez qui rendent utiles, & qui font aimer, & la reputation qui met en uſage ces qualitez : ce qui fait voir que l'honneur ſolide ne doit pas s'entendre, ni des vaines qualitez, qui ſans vertu & ſans uſage font un vain merite, ni de la vaine reputation que toutes ces vaines qualitez peuvent attirer.

Il a été neceſſaire de faire icy toutes ces remarques, pour mieux diſcerner dans la ſuite les differens caracteres des crimes, qui bleſſent les differentes eſpeces d'honneur ; & on peut maintenant conſiderer les divers crimes qui bleſſent ces trois diverſes eſpeces de biens, la vie, l'honneur, & les biens.

Les crimes & delits, qui attaquent la vie & la perſonne, ſont l'aſſaſſinat, le duel, l'homicide, l'empoiſonnement, les violemens, & voyes de fait ſur les perſonnes, les coups, & tous excés qui bleſſent, defigurent, eſtro-

pient, & qui alterent autrement l'uſage des membres, ou qui nuiſent à la ſanté [b].

Les crimes & delits qui regardent les biens ſont les diverſes entrepriſes, violences, voyes de fait, fraudes, & autres manieres, par leſquelles on entreprend ſur le bien d'autruy, ou par force, ou autrement, ou par d'autres voyes, comme ſont le vol, le larcin, le recelement, l'uſure, le faux, le ſtellionat, les banqueroutes frauduleuſes, l'enlevement du bétail, le coupement d'arbres, l'incendie, l'enlevement des bornes, & tous les crimes & delits qui cauſent quelque perte & quelque dommage.

Les crimes & delits qui regardent l'honneur, ſont toutes les entrepriſes & toutes les manieres, qui fletriſſent ou bleſſent l'honneur : ce qui arrive en deux manieres, ou par un traitement injurieux, ou par une entrepriſe contre la reputation ; car on peut maltraiter une perſonne & l'offenſer en ſon honneur par des actions, ou par des paroles injurieuſes, ou de mépris, ſans que la reputation en reçoive d'atteinte, & on peut flêtrir ſon honneur par des paroles, par des écrits, & par d'autres entrepriſes contre ſa reputation, ou attaquer même par une ſeule voye, & la reputation & la perſonne par une action, ou par une injure qui aura le double caractere d'offenſer & de décrier.

Outre ces trois ſortes de crimes contre ces trois eſpeces de biens, il y en a quelques-uns qui bleſſent differemment, l'un ou deux des trois, ou les trois enſemble, & qui ſont d'autant plus griefs, quoyque ſouvent plus impunis, qu'ils ont leur occaſion dans le miniſtere de la juſtice, & qu'ils ſont propres aux trois ſortes de perſonnes qui rempliſſent ce miniſtere. Ces trois ſortes de perſonnes ſont les Juges, les parties, & ceux qui défendent en Juſtice les interêts des parties.

Les crimes propres aux Juges ſont la concuſſion, l'acceptation des preſens, & les autres malverſations.

Les crimes propres aux parties ſont la calomnie & les voyes illicites, comme le faux, & autres ſemblables ;

[b] Melius eſt bonum nomen quam divitiæ multæ. *Prov.* 22. 1.

& les crimes propres à ceux qui défendent les parties eſt la prévarication : Et tous ces crimes entreprennent indiſtinctement, ou ſur la vie, ou ſur la perſonne, ou ſur l'honneur, ou ſur les biens, ou ſur les deux, ou les trois enſemble, comme ſi la calomnie de la partie, ou la prévarication du défenſeur, où la corruption du Juge regarde une accuſation d'un crime, qui mette en peril la perſonne, l'honneur, & les biens.

Toutes ces differentes eſpeces de crimes comprennent dans leur détail tous les crimes de toute nature, & il n'y en a aucun qui ne ſe reduiſe à quelqu'une de ces ſix eſpeces, quoyque quelques-uns ſe trouvent en pluſieurs enſemble, comme par exemple le larcin d'une choſe ſacrée, qui eſt un crime compoſé du double caractere de la premiere & de la ſixiéme eſpece. La fauſſe monnoye, qui a le double caractere de la ſeconde & de la ſixiéme, & autres ſemblables ; & quoy qu'il y ait quelques crimes qui paroiſſent n'être compris ſous aucune de ces eſpeces, comme par exemple le changement de nom, il eſt pourtant vray que ce crime n'arrive jamais dans le particulier, que par quelque vûë qui luy donne le caractere de l'une de ces ſix eſpeces. Ainſi lorſque celuy qui change de nom ſe déguiſe, pour ſuborner la femme d'un abſent, & ſuppoſer qu'il eſt le mary, le crime du changement de nom prend le caractere du crime de l'adultere ; & ſi ce changement eſt fait dans le deſſein de tuer, de dérober, ou pour d'autres crimes, il prend ſon caractere du crime, dont il devient une circonſtance, & le changement de nom a toûjours en general le caractere du deſſein de tromper quelqu'un, s'il n'eſt fait avec les circonſtances qui peuvent le rendre licite [c].

Comme il n'y a aucun de tous ces crimes & delits de toutes eſpeces, qui ne merite quelque punition dans l'ordre de la police, & que tous les crimes ne ſont pas égaux ſelon l'erreur des Stoïciens, non pas même ceux d'une même eſpece, il eſt important de conſiderer ce qui fait cette difference, & qui rend les crimes plus ou moins

[c] *l. 13. ff. de fal. Paulus. 5. Sent. 25. 20. C. de mutat. nom.*

griefs, & plus ou moins puniſſables dans la police.

Il y a trois cauſes des differences entre les crimes, ou entre les delits. Le caractere de chaque crime & de chaque delit, le mouvement de celuy qui l'a commis, & l'état des choſes, qui accompagnent le crime ou le delit, que l'on appelle les circonſtances.

Le caractere de chaque crime eſt ce qu'on appelle la qualité du crime; & c'eſt premierement par la qualité du crime, qu'on diſtingue entre l'énormité & l'atrocité d'un aſſaſſinat, & la legereté d'un coup de poing dans une rixe. Ainſi dans les autres crimes & delits le mouvement de celuy qui commet le crime eſt le principe qui l'y a porté, & l'a fait agir. Et il y a trois manieres dont on ſe porte, ou dont on s'engage dans quelque crime, ou dans quelque delit, le deſſein prémedité, l'emportement, & l'imprudence: Et il eſt facile de reconnoître que dans la même eſpece de crime l'emportement eſt bien plus grief que l'imprudence, & que le deſſein prémedité eſt beaucoup plus grief que l'emportement.

Il y a des crimes qu'on ne peut commettre que par deſſein prémedité, comme l'aſſaſſinat, le duel, l'empoiſonnement, le rapt, le vol, le larcin, & pluſieurs autres; & il y en a qu'on peut commettre, ou par deſſein prémedité, ou par emportement, ou par imprudence, comme l'homicide; car on peut tuer avec un deſſein prémedité, de faire mourir, on peut tuer par emportement, ou par imprudence, ſans deſſein prémedité, & ſeulement par un deſſein ſurvenu dans le mouvement de la paſſion; & on peut tuer par imprudence, comme par exemple celuy qui tueroit ſon ami croyant tuer une bête derriere un buiſſon; & c'eſt cette difference des principes & des mouvemens qui engagent dans le crime, ou dans le delit, qui eſt la ſeconde cauſe qui diſtingue entre les crimes & les delits, & qui les rend plus ou moins griefs, ſelon ce qui s'eſt paſſé dans l'eſprit & dans le cœur de celuy qui l'a commis.

Les circonſtances, qui ſont les diſpoſitions & l'état, où ſe trouvent les choſes qui environnent l'action, & qui

peuvent y avoir quelque rapport, font une troiſiéme cauſe de la diſtinction des crimes ou des delits, & produiſent ces deux effets, l'un de rendre ou criminelles ou innocentes quelques actions par la ſeule difference des circonſtances ; & l'autre de rendre celles qui ſont en effet des crimes plus ou moins griéves & puniſſables. Ainſi par exemple l'homicide eſt une action qui dans la circonſtance d'une guerre eſt innocente, & qui eſt un crime dans la circonſtance d'une ſedition. Ainſi c'eſt un moindre crime de dérober une choſe profane dans la maiſon d'un particulier, que de dérober une choſe ſacrée dans un lieu Saint.

On ne s'arrête pas icy aux diverſes eſpeces de circonſtances, qu'on doit conſiderer pour juger des crimes, comme celles des perſonnes du lieu, du temps, & les autres ; & on reſerve cette matiere pour le détail : mais il a été neceſſaire de faire ces remarques generales, pour donner les premieres idées de cette matiere, & en concevoir l'ordre ; & on ajoûtera ſeulement deux reflexions ſur le ſujet des circonſtances. La premiere, que ſelon la ſignification ordinaire de ce mot, il y a deux ſortes de circonſtances, celles qui ſe rencontrent dans la perſonne, qui fait l'action, dont il faut juger, pour ſçavoir ſi elle eſt criminelle ou non, ou ſi elle eſt plus ou moins griéve, & celles qui ſe rencontrent au dehors. Ainſi on conſidere dans la perſonne ſa qualité ſelon le rapport à ſes actions ; & ſi c'eſt par exemple une perſonne déja repriſe pour le même crime, cette circonſtance rend le ſecond crime plus grief & plus puniſſable que le premier. Ainſi on conſidere hors de la perſonne le temps, le lieu, & les autres circonſtances exterieures, où le crime a été commis, & ces deux ſortes de circonſtances, ou dans la perſonne, ou au dehors, ont cela de commun, qu'elles font connoître la diſpoſition où a été le criminel, par les vûës qu'il doit avoir, & des circonſtances où il s'eſt trouvé.

La ſeconde reflexion, eſt que parmy les diverſes vûës qu'on doit avoir dans la matiere des crimes, l'une des principales eſt celle des évenemens, que les loix mettent

au nombre des circonſtances [d] qui aigriſſent ou adouciſſent le crime & la peine ; car il eſt important de remarquer pour le fondement de quelques principes, qu'encore que l'évenement d'une action ſoit une circonſtance indifferente devant Dieu qui juge du cœur, & que ſa Juſtice ne conſidere que les vûës & les mouvemens, qui ſont les principes de nos actions, & qui leur donnent le caractere ſur lequel il juge ſans mêler dans ſes jugemens les vûës des évenemens, dont il diſpoſe indépendamment de nos vûës & de nos deſſeins ; il eſt pourtant vray qu'on conſidere dans la police les évenemens, & qu'il eſt même juſte qu'on les conſidere, & que de deux actions qui ſont d'un même caractere, & par la qualité de l'action, & par les mouvemens du criminel, celuy qui eſt ſuivy d'un évenement qui trouble davantage l'ordre exterieur, doit être autrement conſideré dans la police que celuy qui le trouble moins. Ainſi par exemple, ſi l'on compare dans deux rixes deux emportez qui veulent tuer, & portent le coup, & qu'on ſuppoſe que l'un bleſſe ſeulement, & que l'autre tuë, l'évenement de l'homicide dans l'une de ces deux rixes, & l'évenement d'une ſimple bleſſure dans l'autre, ſont dans la police une telle difference entre ces deux crimes, que celuy qui n'a que bleſſé ne ſera puni que legerement, & que celuy qui aura tué ſera pourſuivi pour un homicide, & ne ſera délivré que par la grace du Prince, que les circonſtances peuvent attirer ; & on ne doit pas penſer qu'il y ait rien d'injuſte dans cette conduite, qui traite ſi differemment ces deux coupables, que rien ne diſtingue que l'évenement ; car encore que dans le cœur & devant Dieu ces deux actions ſoient égales, il y a deux raiſons eſſentielles dans l'ordre exterieur de la police pour les diſtinguer.

La premiere, eſt que l'eſprit de la police étant de regler l'ordre exterieur, elle s'attache à la recherche & à la punition des crimes, à proportion qu'ils troublent cet ordre ; & ainſi c'eſt juſtement qu'elle conſidere d'une autre maniere, & qu'elle releve & venge plus ſevére-

[d] *V. l. 16. ff. de pœnis.*

ment les actions qui ſont ſuivies d'un plus grand trouble que celles qui ſe bornent à de moindres ſuites, laiſſant à l'exactitude de la Juſtice divine le diſcernement, & une plus ſevere punition de ces actions, qui troublent moins l'ordre, quoy qu'elles ſoient autant ou plus criminelles dans l'interieur.

L'autre raiſon eſt, qu'il eſt quelquefois difficile, & même impoſſible de diſcerner quel a été le mouvement & le principe, qui a fait agir celuy qui eſt tombé dans quelque crime ou dans quelque delit; & s'il y a ou plus d'imprudence ou d'emportement, ou de vray deſſein, & lorſque l'action & l'évenement, & les autres circonſtances laiſſent douter de la diſpoſition & de l'intention de celuy qui a delinqué, il ſeroit injuſte de ſuppoſer que ſon deſſein a été plus criminel que ne le marque l'évenement & les circonſtances, & ſelon qu'il peut y avoir raiſon de douter, on préſume, s'il ſe peut, l'imprudence plûtôt que l'emportement; & plûtôt l'emportement que le vray deſſein.

Mais lorſque le crime eſt tel qu'il ne peut être commis ni par emportement, ni par imprudence, & qu'il eſt l'effet d'un deſſein prémedité, comme le vol, le larcin, l'aſſaſſinat, & autres ſemblables, ſi le deſſein conçû dans l'eſprit, & formé dans le cœur a produit quelque mouvement qui ait paru dans l'exterieur, ce mouvement eſt conſideré dans la police comme un trouble qui bleſſe l'ordre; & quoyque l'évenement ne l'ait pas ſuivy, que le meurtrier n'ait pas tué, & que le voleur n'ait rien emporté, les loix prennent pour évenement les ſimples entrepriſes des crimes de cette nature, parce que ces entrepriſes troublent l'ordre exterieur, & font connoître que ceux qui s'y ſont portez, ſont d'un caractere, qui mettent en peril la vie & les biens des hommes; & on punit ces entrepriſes à proportion de leur malignité, & des conſequences.

On peut maintenant juger que toutes ces matieres, dont on vient maintenant de parler, doivent entrer dans ce traité des crimes & des delits, & qu'il doit contenir

les diverſes eſpeces de crimes & de delits ; les trois differentes manieres dont on les commet, & les circonſtances, & il reſte de conſiderer en general les autres matieres, que ce troiſiéme Livre doit auſſi comprendre.

Aprés cette premiere vûë ſur les cauſes & les circonſtances des crimes & des delits, il faut paſſer aux matieres qui en ſont les ſuites, qui ſont toutes celles qui regardant la punition des crimes, l'accuſation, la captu-re, la garde des accuſez, les preuves, les queſtions, les condamnations, les pieces, la juſtification, les graces & abolitions ; & il eſt premierement neceſſaire de donner les idées generales de toutes ces matieres, pour les concevoir d'une maniere qui les faſſe entendre, & ſelon nôtre uſage & ſelon l'uſage du Droit Romain, & qui ſervent de fondement aux principes qui leur ſont propres, & auſſi pour regler l'ordre de chacun dans ce traité.

Puiſque les crimes & les delits doivent être punis, il eſt de neceſſité qu'il y ait non ſeulement des Juges, pour ordonner la punition, mais des perſonnes qui exercent les pourſuites contre les criminels, parce que ceux qui doivent juger ne peuvent faire la double fonction de Juges & parties, non plus qu'ils ne peuvent être Juges en leurs propres cauſes ; & quelque integrité qu'ils puiſſent avoir, ils ne peuvent pourſuivre & juger ſelon les regles & les raiſons, qui ſeront marquées dans la matiere des accuſateurs.

Cette pourſuite des crimes peut avoir deux vûës, l'une pour la punition du crime, & pour l'exemple dans le public, & l'autre pour la reparation du dommage qu'a ſouffert le particulier ; & comme on a déja remarqué que dans nôtre police les particuliers ne peuvent demander que la reparation de leur interêt, & que la vengeance & l'exemple ſont du miniſtere de l'Officier public ; par nôtre uſage nous avons deux ſortes de perſonnes qui concourent par ces deux vûës à la pourſuite des criminels, la partie intereſſée qui veut ſe plaindre, & demande la reparation de ſon interêt, & l'Officier qui pourſuit la punition pour le public, & ils concourent differemment à cette pourſuite.

Les

Les particuliers intereſſez dans les crimes ou dans les delits peuvent ou pourſuivre ou ne pas pourſuivre, comme bon leur ſemble : mais lorſqu'ils pourſuivent l'Officier public doit leur être joint, & il ne peut refuſer d'exercer ſon miniſtere avec le particulier qui ſe plaint, parce que tout crime & tout delit merite une peine, & comme la partie ne peut y conclure, il eſt de neceſſité que l'Officier public pourſuive de ſa part la punition, pendant que le particulier agit & pourſuit pour ſon interêt; & c'eſt par cette raiſon qu'on l'appelle partie civile, parce qu'encore qu'il pourſuive un criminel, il agit ſeulement pour ſon dédommagement, ou ſa reputation, qu'on appelle interêt civil, & il ne peut jamais conclure à la peine; & lorſque la partie ne veut pas ſe plaindre, l'Officier public eſt obligé ou diſpenſé de pourſuivre de ſa part ſelon la qualité du crime; car s'il eſt grief, & merite un exemple, il eſt obligé de pourſuivre ſeul, quoyque la partie ne ſe plaigne pas; & il y a des regles ſelon leſquelles il doit faire le diſcernement des cas, où il peut demeurer dans le ſilence, & de ceux où ſon devoir l'oblige à pourſuivre, quoyque la partie ne pourſuive pas.

Nous avons donc en France deux manieres, dont l'Officier public doit pourſuivre la punition du criminel, l'une lorſqu'il eſt joint avec la partie, & l'autre quand il agit ſeul & ſans partie; & il y a auſſi deux manieres dont les particuliers peuvent accuſer, l'une lorſqu'ils accuſent publiquement, ſe rendant parties, & pourſuivant le criminel, & l'autre quand ils ne font qu'une ſimple denonciation ſans faire partie; & cette denonciation peut ſe faire par deux ſortes de perſonnes; car elle peut ſe faire par la partie intereſſée, lorſqu'elle ne peut ou ne veut faire les pourſuites, & ſe reduire à une ſimple denonciation, & on la reçoit auſſi dans les grands crimes de ceux qui ſans aucun interêt perſonnel accuſent les criminels, & par cette accuſation s'engagent à fournir les preuves; & quoique la paſſion excite plus de denonciateurs que le zele de la Juſtice & du bien public, & que l'on ne doive pas en Juſtice écouter ceux qui n'agiſſent que par paſſion, deux

conſiderations importantes ſont recevoir les denonçans, l'une qu'il peut y en avoir qui agiſſent pour quelque motif legitime, & l'autre qu'il eſt de l'ordre du gouvernement pour le bien public d'imiter la conduite divine qui ſçait tirer le bien du mal, & de faire ſervir à la preuve & à la punition des crimes, la recherche de ceux qui n'y contribuent que par de mauvaiſes intentions.

L'accuſation étant formée, on commence par la recherche des preuves du crime, & lorſqu'il en paroît aſſez pour mettre le criminel en Juſtice, ou pour le juſtifier, ou pour ſubir la peine du crime, on l'oblige à comparoître; & ſi le crime eſt tel qu'on doive s'aſſurer de ſa perſonne, en ordonnant qu'il ſera oüy, on ordonne qu'il ſera arrêté & empriſonné, & dans les deux cas, ou d'un empriſonnement, ou d'une libre comparoiſſance; on l'interroge ſur l'accuſation dans la vûë de découvrir & de reconnoître la verité, ou pour le juſtifier, ou pour le convaincre.

Si l'accuſé reconnoît le crime, & que le crime ſoit capital, on ne laiſſe pas d'achever les preuves; car il ne ſeroit pas juſte de condamner un innocent ſur une fauſſe Confeſſion; & on acheve auſſi les preuves lorſque l'accuſé denie le crime, & pour les achever on rappelle les témoins, & on leur fait voir ce qu'ils ont déja declaré du fait, pour leur donner lieu, ou de ſe tenir fermes dans la verité, s'ils l'ont dite entiere, ſans rien alterer, ou pour expliquer & corriger ce qui peut meriter quelque changement; & enſuite on met en face à l'accuſé, & le témoin, & ce qu'il a dit, & les autres preuves; & lorſque les preuves ſont telles qu'elles obligent à uſer de la queſtion, ſelon les regles qui ſeront expliquées en leurs lieux, on y applique le criminel; & enfin on le juge, & on le condamne à la peine qu'il peut meriter.

Les peines ſont les divers maux qu'on fait ſouffrir aux criminels, & que la Juſtice met en uſage, ſelon les trois vûës qu'on a remarqué, ou pour corriger, ou pour prévenir les rechûtes, & toûjours pour faire un exemple; car les peines ſont le ſeul remede qui peut retenir la licen-

ce des malfacteurs : & quoyque ce remede ſoit imparfait, & que la force des paſſions ſurmonte en pluſieurs la crainte des peines, c'eſt l'unique voye dont on peut uſer, pour contenir le plus grand nombre ; car comme aucun ne ſe porte au crime que par quelque amour illicite d'un objet, qui excite ſa paſſion, on ne peut arrêter la violence de la paſſion qu'en ſubſtituant à l'objet qu'elle ſe propoſe un évenement contraire & aſſez deſagreable, pour ſuſpendre ſa vehemence; & c'eſt pour donner aux malfacteurs la vûë de cet évenement qu'on fait des punitions exemplaires, & qu'on change en ceux qui profitent de l'exemple le mouvement de l'amour propre & de la paſſion, qui les porte au crime en un mouvement contraire du même amour propre, qui ſans éteindre la paſſion fuit ou le crime ou au moins la peine, & il peut arriver auſſi que l'uſage des exemples contribuë en quelques-uns à les contenir dans une veritable moderation, & dans une averſion ſincere autant du crime que de la peine.

C'eſt pour cet uſage des peines, ſelon ces trois vûës, de corriger les criminels, ou de les mettre hors d'état de commettre de nouveaux crimes, & de faire exemple que les loix ont établi toute cette multitude de diverſes peines differentes, non ſeulement ſelon les crimes, mais differemment établies en divers lieux & en divers temps pour les mêmes crimes.

Comme toutes ces differentes peines doivent avoir ce caractere de faire ſentir à ceux qu'on punit un mal que le crime leur attire, & qui imprime de la crainte aux autres, toutes les peines peuvent ſe reduire aux trois eſpeces de maux qu'on a remarqué, qu'on peut faire aux hommes, & ſelon cette vûë la premiere eſpece de peines eſt de celles qui ſe font ſentir ſur la perſonne, comme la condamnation à la mort, aux galeres, au foüet, au banniſſement, l'amputation d'un membre, & autres ſemblables : la ſeconde eſpece eſt celle des peines, qui touchent particulierement l'honneur ; car encore que toute peine détruiſe ou diminuë l'honneur de celuy qui eſt condamné, il y a des peines qui regardent ſingulierement l'hon-

neur, comme l'amende honorable & le blaſme, & qui emporte l'infamie du condamné lors même qu'elle ne touche ni la perſonne ni le bien, comme eſt le ſimple blâme; & la troiſiéme eſpece de peines, eſt de celles qui ôtent les biens, ou une partie, comme les reſtitutions, les reparations civiles, les amendes, & les confiſcations.

Toutes ces peines ont cela de commun, qu'encore qu'elles ne regardent pas toutes directement l'honneur du condamné, il n'y en a aucune qui ne déshonore, & celles mêmes qui ſont les plus legeres, comme l'aumône & l'admonition, & qui ne nottent pas de cette infamie qu'on appelle de droit, & qui rend les condamnez incapables de certaines fonctions, ne laiſſent pas de flêtrir, ou tacher l'honneur dans l'eſtime commune des hommes, & quelquefois on accumule les trois eſpeces de peines enſemble, comme en ceux qui ſont condamnez à l'amende honorable, à la mort, & à la confiſcation, qui ſuit toûjours la peine de mort.

Les accuſez peuvent éviter les peines en trois manieres, par la juſtification, par la grace du Prince, & par une abolition.

La juſtification ne décharge pas ſeulement de la peine, mais auſſi du crime; & il ne faut aucune grace du Prince, ni aucune indulgence du Juge, pour celuy dont le crime n'eſt pas prouvé, ou qui ſe juſtifie contre les preuves qu'il peut y avoir, & on l'abſout ou par le défaut de preuves contre luy, ou par l'effet de celles qu'il allegue de ſa part, & qu'il établit.

La grace du Prince, qui ſeroit ſuperfluë à ceux qui ſont mal accuſez d'un crime qu'ils n'ont pas commis, eſt neceſſaire pour ceux qui ont commis un crime, qui de ſa nature peut meriter le dernier ſupplice, ou qui ſe trouvent chargez de quelque eſpece de complicité, mais qui ſe trouvent dans des circonſtances qui peuvent meriter que le crime ſoit pardonné, & que le Prince remette la peine. Ainſi par exemple, ſi celuy qui a commis un homicide, qui eſt un crime qui merite la peine de mort, a tué ſans deſſein par un évenement fortuit, ou s'il

a tué pour ſauver ſa vie en ſe défendant de cette maniere qu'on appelle dans la police une défenſe legitime, parce que dans l'ordre exterieur de la police on l'excuſe, & qu'on luy pardonne, ou qu'il ſe ſoit trouvé d'intelligence avec celuy qui a tué en ſa compagnie, il faut qu'en ces cas le criminel recoure au Prince, pour obtenir que le crime luy ſoit pardonné, & que la peine luy ſoit remiſe : ce qui fait bien voir la difference entre l'innocent qui n'a pas tué, & celuy qui a tué, ou contribué à l'homicide de quelques circonſtances que l'homicide ſoit accompagné, puiſque l'un eſt abſolument ſans crime & ſans faute, & que l'autre eſt tellement dans le crime, ou dans la faute, qu'il a beſoin d'être pardonné.

L'abolition eſt neceſſaire pour ceux qui ſont convaincus, & qu'aucune circonſtance ne peut excuſer ; car alors ſi le Prince veut pardonner, il faut qu'il le faſſe par une autre voye que par la grace, & la remiſſion qui ſont fondées ſur les circonſtances, & que par ſa volonté & ſon authorité abſoluë il aboliſſe le crime & la peine par des motifs qui luy font préferer l'impunité à la punition, comme par le merite du criminel ou la conſideration qu'il a pour ſa famille, ou par d'autres vûës, dont il ne doit rendre compte qu'à Dieu ſeul.

Comme les graces, les remiſſions, & les abolitions ne ſont en uſage que pour les crimes qui meritent de leur nature la peine de mort, on n'a pas mis au nombre des manieres, par leſquelles les accuſez évitent les peines, la mort, & la fuite ; car il y a des crimes dont la mort ne finit pas les recherches & les ſupplices, & la fuite eſt elle-même une peine, & ne délivre pas de toutes les autres.

LE DROIT PUBLIC, SUITE DES LOIX CIVILES DANS LEUR ORDRE NATUREL.

LIVRE QUATRIÉME.

Des manieres de terminer les procés & les differends, & de l'ordre judiciaire.

CE n'eſt pas aſſez pour connoître & pour exercer la ſcience du Droit & des Loix, de ſçavoir à fonds la nature, les principes, & le détail de toutes les diverſes matieres qui ſont le ſujet des conteſtations, des differends, des

crimes, & des delits, & toutes les diviſions qui troublent la paix & l'union qui doit lier la ſocieté, mais il faut encore ſçavoir les manieres dont on juge & termine ces differends, ces diviſions, & les affaires de toute nature.

Il y a trois differentes manieres, dont on peut finir toutes ſortes d'affaires & de differends entre particuliers, en comprenant ſous ce mot de particuliers toutes ſortes de perſonnes, ſans en excepter même les Communautez.

La premiere, eſt l'accommodement volontaire que les parties font entr'elles, ou par elles-mêmes, ou par l'entremiſe de leurs amis, de leur conſeil, ou de quelque tiers, ſans attendre aucun jugement.

La ſeconde, eſt le choix de quelques perſonnes à qui elles donnent le pouvoir de regler & terminer leurs differends.

La troiſiéme, qui devient neceſſaire lorſque ceux qui ont quelque conteſtation, où l'un d'eux ne veulent aucune des deux premieres voyes, eſt d'aller aux Juges, ſoit qu'une partie y ſoit attirée, ou qu'elle veüille y attirer l'autre.

On ne met pas dans ce rang des manieres de terminer les differends deux autres voyes, qui ſemblent produire le même effet. L'une tyranique, lorſque l'une des parties impoſe ſilence à l'autre par ſa violence: & l'autre toute ſimple, lorſqu'une partie aimant aſſez la paix, & mépriſant ce qui pourroit faire le differend, abandonne, non par negligence, mais par prudence & par vertu,

ou

ou ce qu'il pourroit demander, ou ce qu'on luy ravit injuſtement. Ces deux partis ne peuvent être mis au nombre des manieres de terminer les differends ; car l'un eſt un crime puniſſable, quoyque tres-fréquent & tres-peu puni ; & l'autre eſt une vertu ſi peu connuë, que pluſieurs luy donnent un autre nom, & que peu de ceux qui la connoiſſent veulent en uſer, & d'ailleurs la violence des uns & la patience des autres, ne rendant pas à chacun ce qui luy appartient, ne ſont pas des manieres de terminer les differends, non plus que l'impuiſſance de plaider, & les autres manieres dont on peut abandonner ſon droit.

On a reſtraint ces trois manieres de terminer les differends à ceux qui ſont entre les particuliers, de quelque nature qu'ils puiſſent être ; car dans les crimes où l'interêt public de la punition ſe trouve mêlé à l'interêt des particuliers, quoy qu'ils puiſſent pour ce qui regarde leurs interêts finir en celle de ces trois manieres qu'ils voudroient choiſir, ils ne peuvent toucher à ce qui regarde l'interêt public ; car l'Officier qui en eſt chargé ne peut prendre que la ſeule voye de la pourſuite en Juſtice, parce qu'il n'eſt pas le maître de cet interêt public, comme les particuliers le ſont des leurs propres pour en diſpoſer ; car cet Officier étant obligé par ſon miniſtere de pourſuivre la punition du crime, il ne peut être déchargé de ce devoir, qu'en pourſuivant ſans aucun accommodement, & pardevant le Juge, qui eſt le ſeul à qui l'interêt public a été commis.

Ces trois manieres de terminer les differends entre particuliers ont leurs noms, leurs natures, & leurs principes tous differens.

La premiere, qui eſt l'accommodement volontaire, dont les parties conviennent, s'appelle tranſaction, c'eſt-à-dire un traité ſur un differend ou commencé, ou à commencer, & qui le termine.

La ſeconde, qui eſt le choix d'une ou de pluſieurs perſonnes qu'on prend pour Juges, s'appelle Arbitrage, parce qu'on appelle Arbitres ceux qu'on prend pour Juges, & à qui on donne le pouvoir de terminer le differend par une Sentence, qu'on appelle par cette raiſon Sentence Arbitrale, & le traité par lequel on leur donne ce pouvoir, & qui porte l'engagement des parties, s'appelle un compromis, parce que les parties ſe promettent mutuellement d'executer ce que les Arbitres auront ordonné, & parce que les Arbitres n'étant choiſis que par de ſimples particuliers n'ont pas l'autorité de vrais Juges, qui exercent la fonction publique de juger, il a été neceſſaire de donner à leurs Sentences une autre force que celle de l'autorité publique, & qui fût proportionnée au pouvoir que les Arbitres tiennent ſeulement des parties qui les ont nommez; & c'eſt par cette raiſon, qu'au lieu que les Sentences des Juges s'executent par la force naturelle que leur donne l'autorité, on ſupplée au défaut de l'autorité que les particuliers ne peuvent donner à ceux qu'ils choiſiſſent pour leurs Arbitres par une autre

voye qui dépend d'eux, qui eſt la convention d'une peine où ils s'engagent par le compromis, & que celuy qui refuſera d'executer la Sentence ſera tenu de payer à l'autre : de ſorte que tout l'effet des compromis ſe reduit au payement de cette peine [a], qu'on appelle par cette raiſon la peine compromiſſaire, & celuy qui n'eſt pas content a le choix entre le payement de la peine, & l'execution de la Sentence.

La troiſiéme maniere de terminer les differends & les procés, & qui eſt beaucoup plus frequente que les deux autres eſt le recours aux Juges, qu'on appelle la voye de la Juſtice, ce n'eſt pas qu'il ſoit plus juſte de ſe pourvoir par cette voye, que de finir par un Arbitrage, ou par une tranſaction ; car au contraire il eſt infiniment plus conforme à la Loy divine, & par conſequent plus juſte, & d'ailleurs plus utile auſſi d'éviter cette voye, & de rechercher la paix au peril même de quelque perte, que de plaider & de s'engager dans les ſuites où conduiſent tous les procés, qui ſont également contraires à la charité & à l'amour propre. Mais on appelle cette troiſiéme maniere de terminer les procés & les differends la voye de la Juſtice, parce qu'il eſt juſte que l'autorité legitime juge, & termine les procés & les differends, que les parties n'ont pas voulu aſſoupir par une autre voye, & que ce doit être la Juſtice qui accompagne cette autorité, & auſſi parce que c'eſt la Juſtice que les parties

[a] Ex compromiſſo placet exceptionem non naſci, ſed pœnæ petitionem. *l. 2. ff. de recept.*

doivent attendre par cette voye; & qu'enfin quand il arriveroit que les derniers Juges, qui ont l'autorité de mettre la derniere fin à tous les procés, rendroient un jugement qui ſeroit injuſte, il eſt juſte d'y demeurer, & il n'y auroit rien de plus propre à introduire les rebellions & les ſeditions; & par conſequent rien de plus injuſte que de laiſſer aux particuliers la liberté de reſiſter à l'autorité, & de ſe rendre à eux-mêmes la juſtice qu'ils n'auroient pas trouvée dans le lieu où elle devoit leur être renduë, & il n'y a que les Souverains, qui ne reconnoiſſant aucun ſuperieur commun à qui ils puiſſent demander Juſtice, lorſqu'ils ne peuvent s'accorder, ſe trouvent naturellement engagez à la voye de la guerre, qui eſt une eſpece de recours au jugement que Dieu qui eſt ſeul leur Maître commun, voudra rendre entr'eux par l'évenement qu'il donnera par le ſort des armes.

Ce ſont donc ces trois manieres de terminer les procés & les differends par tranſaction, par arbitrage, & par la voye de la Juſtice, qui feront la matiere de ce dernier Traité, & parce que les matieres particulieres des tranſactions & des arbitrages ont peu d'étenduë, & qu'il eſt naturel de ne venir à la voye de la Juſtice, que lorſqu'un d'eux n'a pû réuſſir, ce Traité general des manieres de terminer les procés & les differends, & de l'ordre judiciaire, ſera commencé par deux Traitez particuliers, l'un des tranſactions, & l'autre des compromis & des arbitrages, & celuy de l'ordre judiciaire ſera mis enſuite.

On ne marquera pas icy les matieres particulieres, qui doivent entrer dans le Traité des tranſactions & des arbitrages; car outre qu'elles ont peu d'étenduë, il ſuffit de donner icy ces idées generales, pour concevoir la nature & l'ordre des matieres : mais pour ce qui regarde l'ordre judiciaire, la multitude & la diverſité des matieres qu'il en fera, ont obligé à donner les idées neceſſaires, pour en concevoir la nature, & en faire l'ordre.

Comme on a vû au commencement du partage general de toutes les matieres du droit, qu'il faut conſiderer les perſonnes, les choſes, & les manieres dont les perſonnes uſent des choſes, il faut auſſi conſiderer dans la matiere de l'ordre judiciaire les perſonnes qui y ont part, les choſes qui s'y paſſent, & les manieres dont elles ſe paſſent.

Les perſonnes qu'il faut conſiderer dans l'ordre judiciaire ſont les parties qui plaident, les Juges qui doivent leur rendre Juſtice, & tous ceux dont le miniſtere eſt neceſſaire, ou pour agir pour les parties, & défendre leurs droits, ou pour leur faire rendre juſtice.

Les parties viennent en Juſtice en quatre manieres, qui donnent autant de noms differens à ceux qui plaident. Celuy qui vient demander juſtice, & qui y en appelle un autre contre lequel il l'a demande, s'appelle le demandeur. Celuy contre lequel on demande juſtice, s'appelle le défendeur; & lorſqu'il arrive qu'un tiers prétend quel-

que droit ſur la choſe conteſtée entre le demandeur & le défendeur, & que ſans appeller ni être appellé, il intervient pour ſon interêt, on l'appelle l'intervenant; & lorſque celuy à qui on demande prétend qu'un autre eſt tenu pour luy, & le fait appeller pour le mettre en ſa place, & le garantir, ou que ſans être appellé il s'offre luy-même, il devient partie, & on l'appelle garand & défendeur en ſommation; c'eſt-à-dire ſommé de garantir. Ainſi pour voir dans un ſeul exemple ces quatre parties, demandeur, défendeur, intervenant, & garand. Si Jean a vendu à Pierre un heritage, qui appartient à Jacques, & que Pierre étant en poſſeſſion Jacques faſſe appeller Pierre, pour luy rendre ſon heritage, & que Pierre faſſe appeller Jean, qui le luy a vendu, pour le garentir, Jacques ſera le demandeur, Pierre le défendeur, & Jean, qui eſt le garand, ſera défendeur en ſommation; & ſi André ſe trouvant créancier de Jacques, & ayant hypotheque ſur cet heritage, veut empêcher que Jacques en ſoit mis en poſſeſſion, & veut luy demander qu'il luy ſoit permis de joüir de l'heritage pour ſa créance, il ſera intervenant.

Ces quatre manieres de plaider, en demandeur, en défendeur, en garand, & en intervenant, ſont les manieres dont les procés ſont commencez devant les premiers Juges, où les parties doivent aller; mais le procés étant jugé par la Sentence des premiers Juges, ſi l'une des parties ne veut pas s'y tenir, elle doit ſe pourvoir pardevant

les Juges Superieurs, & la voye de venir aux Superieurs, pour demander la reformation de la Sentence, se nomme appellation, & la partie qui use de cette voye se nomme appellant, soit qu'il fût demandeur, ou défendeur, ou garand, ou intervenant, & celuy qui soutient la Sentence s'appelle intimé.

Les Juges sont de plusieurs sortes, & differemment distinguez, ou par la difference de leur Jurisdiction, ou par la difference de l'autorité dans la même espece de Jurisdiction entre les inferieurs dont on appelle, & les Superieurs à qui on appelle; & il y a plusieurs autres differences entre les Juges: mais pour ce qui regarde l'ordre judiciaire, il suffit de considerer en la personne de chaque Juge sa fonction de rendre la justice aux parties dans toute l'étenduë de son ministere, qui comprend tout ce qu'il doit regler, & pendant l'instruction, & en terminant le procés par une derniere Sentence, & ce qui regarde l'execution de son jugement.

Outre le ministere des Juges on considere dans l'ordre judiciaire celuy d'une autre espece d'Officiers, qui est singulierement important & necessaire dans toutes les affaires, où le public est intereſſé, soit civiles ou criminelles, & qui dans ces sortes d'affaires & en toutes celles dont la connoissance leur est donnée tiennent lieu de parties.

Aprés ces premiers Officiers, dont les fonctions sont accompagnées & d'autorité & de di-

gnité, on considere dans l'ordre judiciaire les autres Officiers, dont le ministere est necessaire ou aux Juges, ou aux parties. Ainsi les Greffiers sont necessaires & aux Juges & aux parties, pour écrire tout ce que le Juge fait & ordonne, & les Huissiers & les Sergens pour l'executer, & pour faire les significations entre les parties.

Outre ces personnes qu'il faut considerer dans l'ordre judiciaire, il y a encore deux autres sortes de personnes pour les parties; car la plûpart ne pouvant, ou ne voulant pas paroître en Justice, ou y causant plusieurs inconveniens quand ils se presentent eux-mêmes aux Juges avec les mouvemens de leurs passions & de leurs interêts, & l'ignorance où sont la plûpart de leurs droits & de leurs raisons, toutes ces considerations & de l'interêt des parties & de la decence dans la distribution de la Justice, ont rendu necessaire en la plûpart des Tribunaux le ministere de personnes assiduës & instruites des manieres de proceder à chaque démarche, pour parvenir au jugement des differends & des procés; & on a établi des Procureurs qui representent les parties, & parmi ceux qui exercent ce ministere chaque partie en peut & doit chercher un qui fasse pour elle toutes les fonctions, pour lesquelles ils sont établis, si ce n'est dans les Tribunaux, où il est permis aux parties de se passer du ministere des Procureurs.

Et parce qu'il y a plusieurs differends & plusieurs procés en des matieres, qui demandent la connoissance des principes du droit qu'on ne peut

avoir

avoir ſans beaucoup d'étude & d'experience, & dont les parties ni les Procureurs ne ſont pas inſtruits, il a été neceſſaire qu'il y eût des perſonnes qui euſſent la connoiſſance de ces matieres & de ces principes, & qui ſçûſſent expliquer & établir le droit des parties ou de vive voix, ou par écrit, ſelon que les differends ſe doivent inſtruire en l'une ou en l'autre de ces deux manieres: & ce ſont ces perſonnes qu'on appelle Avocats, qui exercent ou peuvent exercer ces trois fonctions de conſeiller les parties d'écrire, & de plaider pour elles.

Aprés cette vûë generale des perſonnes qui ſe trouvent dans l'ordre judiciaire, il faut venir à ce qui s'y paſſe.

On appelle des noms generaux d'actes & de procedures tout ce qui ſe paſſe dans l'ordre judiciaire, & parce que ces actes & ces procedures ſe font en certaines manieres & en de certaines formes reglées par les Uſages, ou preſcrites par les Ordonnances, on appelle la maniere de faire ces actes des formalitez, & on ſe ſert auſſi de ces mêmes noms pour les actes même. Ainſi, par exemple, on dit qu'une procedure eſt dans les formes, ou que toutes les formes & formalitez y ont été gardées, lorſqu'on y a fait tous les Actes neceſſaires, pour la rendre reguliere; & c'eſt en ce ſens qu'on dit que les demandes, les défenſes, & les autres actes, ſont les formes qu'il faut obſerver; & l'on dit en un autre ſens qu'un acte eſt dans les formes, lorſqu'il eſt fait de la maniere que

les loix préſcrivent, & les formes ou formalitez ſignifient en ce ſens les bonnes manieres dont on fait les actes.

Ce n'eſt pas ſeulement pour expliquer la ſignification de ces mots de formes & formalitez qu'on fait icy cette remarque, elle eſt neceſſaire par une autre vûë bien plus importante, & pour faire connoître un abus aſſez ordinaire, dont ces deux mots ſont l'occaſion, & le juſte uſage qu'on en doit faire.

Comme ces mots de formes & formalitez ſignifient indiſtinctement & les actes ou procedures, & les manieres des actes & des procedures, & que ſouvent ces manieres ſont indifferentes, quoyque les actes ſoient tres-neceſſaires, il eſt perilleux de confondre le ſens de ces mots, & de penſer qu'à cauſe que les manieres de certains actes ſont indifferentes, on puiſſe dire que les formes ſont indifferentes auſſi, parce qu'il y a des formes tres-eſſentielles, ſoit qu'on entende par ce mot ou les actes ou leurs manieres.

Pour concevoir donc la juſte idée qu'on doit avoir de ces deux mots de formes & formalitez, il faut diſtinguer & conſiderer dans chaque acte ce qu'il a de naturel & d'eſſentiel, & qui le rend neceſſaire dans la procedure, & ce qu'il peut y avoir dans ſa maniere qui ſoit eſſentiel ou indifferent, un ſeul exemple fera concevoir tout ce qu'on a dit des actes & de leurs manieres.

Tout le monde ſçait que pour juger un differend entre deux parties, il faut connoître la verité

des faits essentiels au differend, & que pour connoître cette verité, il faut entendre les deux parties, afin que chacun puisse découvrir ce que l'autre peut supposer ou dissimuler. Il s'ensuit de ces principes que celuy qui veut faire quelque demande pardevant un Juge, doit y attirer sa partie, & qu'il faut une voye pour l'obliger à venir au Juge, ou pour nier, ou pour confesser la verité, & pour reconnoître la justice de la demande, ou pour s'en défendre; & cette voye necessaire pour obliger la partie à venir au Juge, est le premier acte qui commence tous les procés, & qui est si naturel & si necessaire par les raisons essentielles qu'on vient de remarquer, qu'il n'y a aucune police où la partie qui prétend faire quelque demande ne soit obligée à avertir, ou faire avertir sa partie de venir au Juge; mais les manieres d'avertir peuvent être differentes, & le sont aussi. Ainsi autrefois à Rome le demandeur conduisoit le défendeur au Juge, & aujourd'huy c'est un Officier public qui assigne & ajourne la partie pardevant le Juge, & fait un acte qu'on appelle Exploit, qui contient le recit de cette assignation, ou de cet ajournement; & cet Exploit peut être fait en plusieurs manieres, qui ont changé parmy nous selon les inconveniens qui ont obligé à ces changemens.

On voit par cet exemple que l'Exploit d'ajournement est un acte tellement naturel & essentiel, qu'on ne peut avoir justice sur une demande qu'en la formant par cette voye, & on

voit en même tems que les manieres des assignations sont indifferentes, mais deviennent necessaires selon qu'elles sont établies par les loix & par les usages, d'où il s'ensuit qu'il seroit faux & tres-injuste de penser que les formes n'ont rien d'essentiel en donnant à ce mot le sens ordinaire, selon lequel il signifie & les actes & leurs manieres, & le seul vray sens de cette expression assez fréquente, qu'il ne faut pas s'attacher aux formes, doit être restreint aux manieres indifferentes, & qui ne sont pas essentielles aux actes. Ainsi par exemple, dans un Exploit d'ajournement il faut s'attacher à ce qu'il soit fait par un Officier public, qu'il soit daté, qu'il explique la demande, qu'il soit signifié à la personne assignée, ou à son domicile; & ainsi du reste: mais il est indifferent qu'il soit conçû en de certains termes, & selon un certain stile; & on peut diversifier sans nullité l'ordre & les termes comme l'on voudra, & il en est de même de tous les autres actes judiciaires; car en chacun il faut considerer ce qu'il a de naturel & d'essentiel, & ce qui est seulement de la maniere dont on doit le faire, sur quoy il ne reste que de remarquer pour cette forme exterieure des actes qu'on a en chaque lieu un stile & des manieres reglées & uniformes pour chaque espece d'actes, & que ces stiles & ces manieres n'ont rien de necessaire, que d'exprimer ce que l'acte a de naturel & d'essentiel, & il doit subsister pourvû qu'il soit fait de cette maniere, quoyque d'ailleurs la forme en soit differente de celle du stile.

On ne doit pas comprendre icy de certains actes, où quelques coûtumes ont preſcrit de certains termes, qu'on ne peut changer ſans les rendre nuls, non pas même en y ſubſtituant d'autres termes d'un même ſens, ce qu'on obſerve dans ces coûtumes en de certaines matieres, comme en celle de Paris pour la forme des Teſtamens, de même qu'autrefois à Rome chaque demande devoit être faite en de certains termes ſolennels, & ſi neceſſaires, que celuy qui manquoit d'une ſyllabe perdoit ſa demande, & ces formalitez ſcrupuleuſes & odieuſes ne furent abolies que par l'Empereur Conſtantin, mais hors ces cas ſinguliers on a la liberté des expreſſions, pourvû qu'elles contiennent ce que les actes ont de naturel & d'eſſentiel.

Il reſte à faire une derniere remarque ſur le ſujet de tout ce qui ſe paſſe dans l'ordre judiciaire, que tous les actes doivent être écrits, afin que la preuve ſubſiſte de ce qui a été bien ou mal fait, & que rien ne ſoit alteré au préjudice de la verité.

Il a été neceſſaire de diſtinguer ces diverſes idées d'actes, de formes & formalitez, parce que ce ſont ces actes & ces formes qui ſont toute la matiere de l'ordre judiciaire, & qu'il eſt important de ſçavoir bien diſcerner ce qu'il y a en chaque acte de naturel, d'eſſentiel, & de neceſſaire, & ce qui eſt de la maniere qui doit répondre à la nature de l'acte & à ſon uſage; & c'eſt par cette raiſon qu'on a été obligé de faire icy toutes ces remarques generales ſur ce ſujet, pour donner

l'idée de la nature & des fondemens de cette matiere; & on parcourra de la même maniere & en general la nature & l'essentiel des diverses sortes d'actes qui composent l'ordre judiciaire, & qui sont necessaires dans toutes les polices: mais pour ce qui est des manieres de faire ces Actes, on se restreint à ce que l'on en a dit icy en general; car il n'est pas du dessein de ce Livre de faire un stile judiciaire: & comme nôtre stile & nôtre ordre judiciaire est different de celuy que l'on observoit dans le droit Romain, & que par la raison qu'on se restreint à ce qui est commun au droit Romain & à nôtre usage, il suffira de considerer ce qu'il y a d'essentiel dans l'ordre judiciaire.

Comme l'ordre judiciaire ne doit tendre qu'à faire connoître la verité, & à donner lieu aux parties de la faire voir, & d'établir leurs droits: la maniere la plus simple & la plus naturelle en laquelle cet ordre devroit consister, seroit que les parties vinssent au Juge expliquer le fait de leurs differends; & que les ayant entendus il leur rendît sur le champ la justice qui leur seroit dûë: mais cette voye n'est en usage parmy nous que pour quelques legers differends entre pauvres gens, où il ne s'agit que de peu de choses, & qu'ils peuvent eux-mêmes expliquer au Juge; mais toutes les autres affaires de toute nature ne se terminent pas en si peu de tems, ni si aisément, mais elles sont d'ordinaire alongées & embarassées par toutes les difficultez qu'on y voit multipliées en tant de manieres, & il n'est pas étrange que Dieu ait

répandu toutes ces épines sur une voye, où les démarches de la plûpart ne sont que des mouvemens d'avarice, d'ambition, de haine, de vengeance, & des autres passions, & où ils ne se conduisent que d'une maniere proportionnée à ces mouvemens qui engagent au mensonge, à la calomnie, aux chicanes, & à toutes les especes d'injustices qu'on voit se multiplier dans tous les procés.

Les passions des parties ne sont pas la seule cause d'un si grand mal & si étendu, car si elles sont la premiere cause qui attire tous ces maux, comme autant de peines que Dieu leur impose, il s'y en mêle d'autres qui sont comme les mains, qui répandent sur les plaideurs tous ces divers maux pour la punition de ceux qui les meritent, & pour l'exercice de ceux qui les tournent en un bon usage.

Il est facile de juger que ces autres causes de la multitude de chicanes & de miseres si fréquentes, venant d'ailleurs que des parties, ne peuvent venir que des autres personnes, dont les fonctions entrent dans la dispensation de la Justice; & que si ceux qui ont cet honneur, quelque place qu'ils y occupent, n'ont pas dans le cœur un amour ferme & sincere pour la Justice & la verité, & qu'ils regardent leur ministere par d'autres vûës: bien loin de détourner les parties des mauvaises voyes, ils leur en fourniſſent ou les favorisent selon la qualité de leur ministere, & trouvent leur compte à multiplier les mauvaises voyes, & à alonger

celles qui ſont neceſſaires. Il n'eſt pas étrange qu'un tel concours de la paſſion dans les parties, & de l'interêt en ceux qui exercent des fonctions de la Juſtice, & la facilité de l'occaſion, produiſent toutes ces horribles ſuites que les loix les mieux établies ne peuvent faire ceſſer, & qui au contraire tournent les loix en occaſions de nouvelles inventions, pour multiplier les procés & les procedures.

On n'a pû ſe diſpenſer de faire cette reflexion, & on ne doit pas la conſiderer comme une digreſſion, ou inutile, ou ſuperfluë, car elle eſt eſſentielle au deſſein qu'on s'eſt propoſé de conſiderer la nature de chaque matiere.

Ainſi on a été obligé à faire cette remarque generale, & abſolument neceſſaire pour diſtinguer les procedures naturelles & neceſſaires de celles qui ſont l'effet, ou de la paſſion des parties, ou de la malverſation de ceux qui ont part au miniſtere de la Juſtice, & pour faire connoître la difference entre ceux qui exercent leur miniſtere dans l'eſprit des loix, qui eſt l'eſprit de la verité & de la Juſtice, & qui bornent leurs interêts par les juſtes regles de ce miniſtere, & ceux qui abuſent de leur miniſtere pour leur interêt.

Pour juger donc de ce qu'il y a de naturel & d'eſſentiel dans l'ordre judiciaire, & diſcerner par cette connoiſſance ce qu'on y mêle de vitieux ou de ſuperflu, il faut parcourir l'ordre naturel, dont on doit faire connoître aux Juges la juſtice & la verité.

On

On a vû que la premiere démarche, par laquelle tous les procés ſont commencez, eſt celle de l'aſſignation que fait donner celuy qui veut plaider, à la partie contre laquelle il a quelque prétention, & cette demande eſt ſuivie ou du ſilence de celuy qui eſt aſſigné, ou de ſa comparoiſſance, s'il demeure dans le ſilence juſqu'au delay que les loix luy donnent, il eſt juſte que celuy qui a fait aſſigner puiſſe avoir juſtice ſans que ſa partie ſoit entenduë, puiſqu'elle n'a pas voulu uſer de ce droit; & en ce cas ſi la demande ſe trouve ſuffiſamment établie par ce qui paroît, le Juge peut condamner celuy dont le ſilence fait préſumer qu'il eſt ſans défenſe.

Mais lorſque celuy qui eſt aſſigné, qu'on appelle le défendeur, vient pour ſe défendre, c'eſt-à-dire ſelon nôtre uſage qu'il conſtituë un Procureur : la premiere démarche de ſa part, qui eſt la ſeconde dans l'ordre judiciaire, eſt qu'il ſe défende, ou que s'il a quelque choſe à demander qui ſoit neceſſaire pour ſa défenſe, il l'explique, & puiſſe ſe défendre, & que ſa défenſe ſoit connuë à ſa partie, afin qu'elle la conteſte, ou qu'elle en convienne; & ſi par la demande & par les défenſes le fait & les raiſons ſont établies & entenduës de part & d'autre, le Juge peut alors rendre ſa Sentence.

Mais ſi la défenſe attire une conteſtation de la part du demandeur, cette conteſtation s'appelle une replique, & ainſi les parties établiſſent de part & d'autre chacune ſon droit par des écritures

Toutes les conteſtations des parties ſont de deux ſortes ; car on ne peut conteſter que de deux choſes l'une, ou la verité du fait, ou les conſequences qu'on en tire ; on appelle queſtions de fait celles où il s'agit de faire connoître la verité des faits ; & on appelle queſtions de droit celle où il s'agit du raiſonnement ſur les faits dont on convient, pour en tirer les conſequences qui peuvent ſervir au droit des parties.

Les queſtions de fait ſe reſolvent & ſe decident par les preuves qui font connoître la verité des faits conteſtez.

Les preuves des faits ſont de pluſieurs ſortes ; car comme on appelle preuve tout ce qui fait connoître une verité, & qu'il y ait pluſieurs manieres de faire connoître la verité des faits, il y a auſſi pluſieurs eſpeces de preuves.

Toutes les manieres de prouver des faits en juſtice ſont de quatre ſortes : la confeſſion de la partie, le témoignage des perſonnes qui ſçavent le fait, le témoignage écrit, & la connoiſſance de certains faits tellement liez à celuy dont on cherche la verité, qu'on puiſſe conclure cette verité par la liaiſon de ce fait à ceux dont la verité ſe trouve prouvée : ces quatre eſpeces de preuves ſont communes aux matieres civiles & aux criminelles.

La confeſſion de la partie eſt toûjours une preuve certaine contre celle du fait qu'elle avouë, ſi ce n'eſt que la verité contraire fût tellement établie, qu'on pût juger que la confeſſion ſeroit un effet de

la folie, ou de la ſtupidité de celuy qui confeſſeroit contre luy-même ce qui ſeroit faux, & cette regle n'a qu'une ſeule exception dans les accuſations capitales, où il ne ſuffit pas que l'accuſé confeſſe un crime qui n'eſt pas prouvé; mais il faut d'autres preuves pour le faire perir que ſa propre confeſſion, qui pourroit être un effet de ſon deſeſpoir; ou d'une autre cauſe, que de la force de la verité.

Pour parvenir à cette preuve, qui ſe tire de la confeſſion de la partie, on permet à ceux qui veulent uſer de cette voye de propoſer les faits ſur leſquels il leur eſt important d'avoir ou la confeſſion de la partie, ou des réponſes qui découvrent ſa mauvaiſe foy, lors qu'on oppoſera à ſes réponſes les preuves des faits qu'elle aura niez, ou qu'on tirera de ſes variations, & des autres vices ou circonſtances de ſes réponſes des conſequences qui font connoître la verité, & l'on obſerve en France, ſelon les Ordonnances que chaque partie ait la liberté de propoſer des faits, & de demander que la partie adverſe ſoit obligée d'y répondre par ſon ſerment, & de declarer ſur chaque fait ce qui eſt de ſa connoiſſance; & on tire enſuite des interrogations & des confeſſions, denegations, & autres eſpeces, les conſequences qui peuvent ſervir à la preuve des faits, dont on veut faire connoître la verité.

La preuve par témoins eſt celle qui reſulte de la declaration de deux, de trois, ou de pluſieurs perſonnes qui ont connoiſſance, ou des faits dont il

s'agit, ou d'autres qui peuvent ſervir à la preuve de ces faits principaux, & cette preuve a toute ſa force, lorſque la foy des témoins n'eſt détruite par aucun reproche, qui rende leur témoignage nul ou ſuſpect; car encore qu'il puiſſe arriver que des témoins faſſent de fauſſes declarations, & qu'on n'ait rien à leur reprocher, c'eſt une neceſſité abſoluë dans l'ordre de la ſocieté des hommes que dans la multitude infinie de faits, dont les preuves ſont neceſſaires, & dépendent du rapport des perſonnes qui en ſont témoins, on doit ſuppoſer que ceux qui font le rapport des faits, declarent la verité lorſque rien n'oblige à une declaration qui y ſoit contraire; & cette maniere de preuves n'eſt pas ſeulement établie ſur cette neceſſité & ſur l'ordre naturel, mais elle eſt encore de la Loy divine qui en a fait la regle.

Les témoignages écrits ſont de pluſieurs ſortes, ſelon les diverſes eſpeces d'actes dont on veut conſerver la memoire par cette voye pour en prouver la verité, & auſſi ſelon les diverſes manieres de conſerver les actes, & de les prouver par l'uſage de l'écriture.

Si les actes dont on doit conſerver la memoire ſe paſſent en juſtice, la ſeule maniere d'en prouver la verité eſt qu'ils ſoient écrits, & que l'écrit ſoit ſigné par un Officier public, qui rende par ſa ſignature le témoignage de la verité de l'acte qu'il ſigne. Ainſi parmy nous les Huiſſiers & les Sergens ſignent les aſſignations & les ſignifications: ainſi les Juges ſignent leurs Sentences: ainſi les

Greffiers qui ſont depoſitaires des Sentences, & qui doivent en délivrer les expeditions aux parties ſignent ces expeditions, & chaque Officier ſigne les actes qui doivent recevoir leur forme & leur preuve de ſon miniſtere ſelon les regles que les Ordonnances & les uſages ont établi, & pour la qualité des actes, & pour les fonctions de chaque Officier, ſi les actes ne ſe paſſent pas en Juſtice, mais ſont tels qu'on doive prévoir qu'ils pourront être neceſſaires, ou pour y prouver la verité quand on y viendra, ou qu'il y aye d'autres cauſes qui rendent neceſſaire la preuve écrite, comme les exemples le feront voir; il y a deux manieres d'écrire ces actes ſelon deux eſpeces qu'on en peut faire; car il y a des actes qui de leur nature regardent ſeulement les particuliers qui ont à faire enſemble ou leurs heritiers, comme ſi l'un emprunte de l'autre ce qu'il luy doit. S'ils ont quelque compte à regler enſemble, s'ils vendent, échangent, tranſigent, & traitent en d'autres manieres; & il y a des actes qui de leur nature regardent d'autres perſonnes que ceux qui les font, comme les Teſtamens, les Codiciles, les Regiſtres publics où doit être dépoſée la preuve de la naiſſance des perſonnes, de leur mariage, de leur promotion aux Ordres, de leur Profeſſion en religion, de leur mort, les déliberations des Communautez, les collations des Offices, des Benefices, & generalement tous les actes, dont il eſt neceſſaire que la verité ſont reconnuë par une preuve authentique, & où l'on puiſſe recourir dans toutes les

occaſions où cette preuve devient neceſſaire, ſoit en Juſtice ou autrement, & tous les actes de ces deux eſpeces ont leurs manieres propres dont on les écrit.

Ceux qui de leur nature regardent ſeulement les particuliers, qui traitent enſemble, ou leurs heritiers, comme un prêt, une vente, un compte, une quittance, & autres ſemblables, pour prouver des conventions, & autres affaires, peuvent être écrits en deux manieres, ou par les parties ſi elles ſçavent ſigner, ou par un Officier public, qui eſt le Notaire pour les perſonnes qui n'ont point de litterature; & il eſt libre auſſi, & ſouvent utile, & même neceſſaire aux perſonnes qui ſçavent écrire, que les actes ſoient reçûs par un Notaire, dont le miniſtere fait parmy nous entre autres effets ces deux principaux: l'un que les actes reçûs par un Notaire portent leur preuve par l'autorité publique que leur donne le caractere de l'Officier, au lieu que les écritures privées peuvent être deniées, & obligent à une verification; & l'autre que les actes reçûs par des Notaires donnent hypotheque ſur les biens de celuy qui s'oblige, & que l'écriture privée n'en donne aucune, parce que ſi elle en donnoit, il ſeroit facile aux particuliers d'en faire perdre par une antidate & par une créance dont l'obligation & l'hypotheque ſeroient plus anciennes.

Tous les autres actes qui regardent d'autres perſonnes qui les font, comme ſont les actes qu'on vient de remarquer, Teſtamens, Regiſtres pu-

blics, collations, proviſions, & autres ſemblables, doivent être écrits par les perſonnes qui ont le caractere & le miniſtere public, ou pour faire, ou pour recevoir toutes ces differentes eſpeces d'actes. Ainſi parmy nous les Notaires & les Curez reçoivent les Teſtamens & les Codicilles, les Curez tiennent les Regiſtres des Batêmes, des Mariages, & Mortuaires : ainſi les Collateurs des Benefices en donnent les proviſions, & tous les autres differens actes doivent être faits par l'Officier qui en eſt chargé, & les Notaires reçoivent tous les Contracts & tous les actes entre particuliers.

Tous ces divers actes de toute nature ont cela de commun, qu'ils ſont des preuves écrites, & que la verité des actes étant prouvée par le caractere que leur donne ou la forme publique & la ſignature de l'Officier, ou la ſignature des particuliers, ils ſervent de preuve de la verité du fait qu'ils énoncent.

Il y a encore une quatriéme eſpece de preuves, qu'on appelle préſomptions, c'eſt-à-dire des conſequences qu'on tire de certains faits connus, & prouvez pour en conjecturer ou conclure le fait dont on cherche la verité, & dont ces faits connus ſont des marques & des indices; & ces ſortes de preuves s'appellent préſomptions, parce qu'elles ne démontrent pas le fait même qui doit être prouvé, mais prouvent la verité d'autres faits, dont la connoiſſance découvre, indique, & fait conjecturer & préſumer ce fait dont on

cherche la verité à cauſe de la liaiſon naturelle & neceſſaire de ces faits connus aux inconnus. Les préſomptions étant des conſequences qu'on tire des faits connus au fait dont on a beſoin de chercher la preuve, elles ſont ſeures ou douteuſes à proportion que la liaiſon des faits connus au fait inconnu eſt ſeure ou douteuſe : & comme il y a des faits dont la liaiſon d'autres eſt indubitable, il y a auſſi des préſomptions qui forment des preuves certaines & indubitables ; mais celles qui ne ſont fondées que ſur des faits dont la liaiſon eſt incertaine, ne ſont pas des preuves. Ainſi pour un premier exemple d'une préſomption certaine, s'il eſt prouvé que deux hommes s'étant querellez, l'un a ſuivy l'autre qui fuyoit, & que celuy-cy s'étant ſauvé dans une maiſon, l'autre y ſoit entré, & en ſoit ſorti l'épée ſanglante, cet homme pourſuivy de cette maniere, ſe trouvant bleſſé d'une épée dans cette maiſon où perſonne ne s'eſt trouvé, tous ces faits enſemble emportent la preuve que c'eſt cet agreſſeur qui a tué cet homme ; & quoyque perſonne ne l'ait vû tuer, c'eſt aſſez qu'on ait vû le mouvement de l'agreſſeur avec l'épée nuë, & la pourſuite & l'entrée dans la maiſon, la ſortie avec l'épée ſanglante, la mort du bleſſé, la maiſon vuide d'autres perſonnes ; car ces faits prouvez ont une liaiſon naturelle & neceſſaire avec le ſeul qui reſte à prouver que c'eſt cet homme qui a porté le coup que perſonne n'a vû donner : cette liaiſon de ce fait aux autres forme une preuve tres-ſuffiſante pour en conclure que

c'eſt

c'eſt cet aggreſſeur qui a donné ce coup, & cette preuve d'un fait qui n'eſt connu ni par la confeſſion ſi cet aggreſſeur denie, ni par des témoins qui ayent vû porter le coup, ni par d'autres voyes: ſe reduit à la conjecture & à la préſomption, c'eſt-à-dire à la conſequence naturelle par laquelle on conclut de ces indices, qu'étant impoſſible d'une part qu'aucun autre ait fait le coup, & naturel de l'autre que c'eſt celuy qui a pourſuivy de cette maniere, il eſt neceſſaire de conclure, & impoſſible de ne pas juger qu'il en eſt l'auteur.

Mais pour un ſecond exemple d'une préſomption incertaine, s'il eſt prouvé qu'un homme ſoit trouvé ſeul auprés du corps mort d'un homme tué dans un grand chemin, la conſequence n'eſt pas ſeure qu'il ait fait le coup; car il peut être ſurvenu aprés le fait du meurtrier, & ſa preſence n'ayant pas une liaiſon neceſſaire à l'homicide, la préſomption demeure incertaine, & ne fait pas une preuve inconteſtable. On voit par ces deux exemples, que les préſomptions peuvent être ou ſeures & indubitables, ou douteuſes & incertaines; elles ſont ſeures lorſqu'elles ſont telles, qu'elles forment une preuve entiere & parfaite; & que ſans que perſonne ait vû le fait, dont on cherche la verité, on peut s'aſſûrer qu'il eſt arrivé lorſqu'on voit ſes cauſes, ſes indices, ſes effets, ſes ſuites, & les autres faits qui en ſont inſeparables, & qui y ſont tellement liez, qu'on ne peut ſuppoſer que ce fait ne ſoit arrivé quand on voit les autres, comme dans le premier exemple; & au contraire les

préſomptions ſont douteuſes, lorſqu'elles ſont fondées ſur des indices incertains ou faux, & dont on concluroit mal ; & qu'ainſi toute la force de cette eſpece de preuves pour les préſomptions conſiſte dans la neceſſité de la liaiſon des faits connus au fait inconnu, & les preuves de cette nature ſont fortes ou foibles, ſeures ou incertaines à proportion que cette liaiſon eſt naturelle & neceſſaire, ſeure & certaine, ou qu'elle eſt douteuſe.

Il s'enſuit de ces remarques de cette derniere eſpece de preuves par préſomptions, que comme elles dépendent du jugement qu'on doit faire de la neceſſité de la liaiſon des faits connus au fait inconnu, & dont on cherche la verité ou de l'incertitude de cette liaiſon, elles dépendent par conſequent du diſcernement des cauſes dont on peut conclure, ou ne pas conclure cette liaiſon ; & au lieu qu'il faut peu de lumiere pour reconnoître la verité d'un fait quand elle eſt prouvée, ou par ceux qui l'ont vû, ou par un écrit, il faut beaucoup de lumiere & de prudence, & auſſi d'experience dans les occaſions, où il faut juger par préſomption, pour diſcerner entre les indices qui paroiſſent, ceux qui ſont douteux, & ceux qui ſont ſeurs ; & il en faut encore davantage lorſque les indices ne paroiſſent pas pour les rechercher & les découvrir.

C'eſt cette difficulté qui fait juſtement admirer la lumiere & la ſageſſe de Salomon dans ce celebre jugement entre la mere de l'enfant, qui

étoit vivant, & celle qui avoit étouffé le ſien ; car il s'agiſſoit de découvrir la verité d'un fait caché, & dont aucune circonſtance n'étoit connuë : de ſorte que rien ne fourniſſoit la vûë d'aucun indice, pour en former des préſomptions, & la ſageſſe de ce jugement conſiſtoit à découvrir un fait qui pût être connu, & qui découvrît quelle étoit la mere ; & ce fut dans cette vûë que Salomon expoſa les deux femmes au peril de la mort de l'enfant, dont l'une & l'autre ſe diſoient la mere, étant ſeur que ce peril ſurprendroit & troubleroit la mere, & que l'autre ne pourroit ſentir une pareille impreſſion, ni qui produisît de ſemblables marques, ce fut la ſurpriſe & le trouble de celle qui étoit la mere, qui faiſoit connoître l'amour & la tendreſſe que la nature luy avoit donnée pour ſon enfant, & qui firent ſeurement juger qu'elle étoit la mere, parce qu'il y avoit une liaiſon naturelle & neceſſaire entre la qualité de mere & cette tendreſſe, & entre cette tendreſſe & ce trouble à la vûë d'un tel peril, & ce fut cette liaiſon de ces effets neceſſaires à leurs cauſes naturelles, qui découvroit la mere avec plus de certitude que n'en auroit produit le rapport de pluſieurs témoins ; car au lieu que les témoins peuvent tromper, ou être trompez, & que toute la force de la preuve par témoins conſiſte en la préſomption de leurs diſcernemens, pour reconnoître les faits dont ils ſont témoins, & de leur fidelité à les rapporter, & que cette preſomption peut être mal fondée, comme étoit celle du témoignage des deux Vieillards contre Suſanne,

les preuves qu'on tire des conſequences neceſſaires des effets naturels à leurs cauſes, & des cauſes à leurs effets, ſont bien plus certaines & plus infaillibles. Ainſi, par exemple, le mouvement d'une paſſion en celuy à qui il échape ſon deſſein de diſſimuler, eſt une preuve parfaitement ſeure de la paſſion qui a produit ce mouvement, & les autres effets marquent leurs cauſes; & il n'eſt queſtion que de ſçavoir diſcerner la neceſſité de la liaiſon des effets aux cauſes, & la neceſſité de la conſequence des faits qui paroiſſent à celuy dont on veut connoître la verité: de ſorte que ce que l'on dit d'ordinaire, qu'il ne faut pas juger ſur des preſomptions, eſt tout enſemble faux & veritable, ſelon les deux manieres de preſumer qu'on vient de remarquer; car on conclut ſeurement la verité de la cauſe par la verité de l'effet, ou la verité de l'effet par la verité de la cauſe, lorſque la liaiſon eſt infaillible de l'une à l'autre : mais on conclut fauſſement lorſqu'on attribuë à une cauſe l'effet d'une autre, où l'on conclut ſans certitude ſous pretexte d'une liaiſon apparente entre cette cauſe, & l'effet de l'autre lorſqu'on attribuë l'effet à ſa cauſe, mais legerement ſi les indices en ſont incertains, ou ſi dans le cas d'un homme tué dans un grand chemin un homme ſe trouvant ſeul auprés du corps mort, ſi on juge qu'il l'a tué on ſera en peril, ou de juger fauſſement, parce qu'il ſe peut faire que cet homme ſoit ſurvenu aprés la fuite du meurtrier, ou de juger ſans certitude, & le condamner mal s'il n'y a pas d'autres indices qui déterminent

ſeurement à juger qu'il en eſt le coupable, parce que dans le doute il ſeroit injuſte de le condamner, & qu'il vaut mieux laiſſer au jugement de Dieu le vray coupable, lorſque ſon crime n'eſt pas prouvé, que de hazarder l'injuſte condamnation de celuy qui peut n'être pas coupable.

Les préſomptions ne ſont donc certaines & concluantes que lorſque la liaiſon du fait connu au fait inconnu eſt ſi neceſſaire, qu'elle fait juger ſeurement de la verité de ce fait par la vûë des autres, & cette eſpece de preuve eſt ſi naturelle & ſi concluante, que les Loix ont établi de certaines préſomptions pour la verité. Ainſi, par exemple, dans le droit Romain [b] ſi un homme & une femme accuſez d'adultere s'étant défendus ſur leur pauvreté, & ayant été abſous venoient enſuite à ſe marier, ils étoient punis de l'adultere par la ſeule préſomption que le mariage n'étoit qu'un effet de la même paſſion qui les avoit rendus ſuſpects d'adultere. Ainſi en France la femme qui recele ſa groſſeſſe & ſon enfantement eſt préſumée avoir fait mourir ſon enfant, s'il ne ſe trouve avoir été enterré ou batiſé publiquement, par cette préſomption que celle qui n'a pas voulu paroître mere, a étouffé l'enfant, dont la naiſſance la deshonoroit.

Ce ſont ces ſortes de préſomptions qu'on appelle violentes, ſelon l'expreſſion du Pape Alexandre III. [c] dans un autre exemple, ſur lequel on peut fonder un jugement ſeur.

b l 34. C. de adult.
c Alexand. 3. C. 12. de præſ.

HARANGUES PRONONCÉES

PAR L'AUTEUR DE CET OUVRAGE, dans le temps qu'il exerçoit la Charge d'Avocat du Roy, au Siege Presidial de Clermont.

HARANGUE PRONONCÉE aux Assises de l'année 1657.

CETTE coûtume que nous renouvellons toutes les années, est aujourd'huy bien éloignée de l'esprit de son origine, & du dessein des Loix qui l'ont établie. On convoquoit autrefois les Assises, pour y faire la lecture des Ordonnances, & pour obliger les Juges d'y venir répondre de leurs jugemens : mais c'étoit en un temps où les Loix n'étoient

pas encore ſi multipliées, que la lecture en fût longue, ni le ſouvenir difficile, & où les Juges portoient eux-mêmes la peine de leur injuſtice. Maintenant il eſt arrivé par un effet bizarre du déreglement ordinaire dans la condition de toutes les choſes humaines, que la multiplication des abus, ayant donné ſujet à la multiplicité des loix, & celle des loix ayant encore produit de nouveau par une malheureuſe fecondité des deſordres encore plus grands, il n'a plus été poſſible, ni de lire les loix, ni d'en punir les violemens.

Ainſi les remedes cedant au mal, ces Aſſemblées, qui étoient deſtinées à la reformation des deſordres & des abus, & qui étoient conſiderées comme une eſpece de ſpectacle, où l'on faiſoit voir la Juſtice à tout le monde; en la faiſant ſentir publiquement aux mauvais Juges, ne ſervent plus qu'à la ſeule curioſité, & l'on n'y vient plus qu'avec le même eſprit qu'on apporte aux occaſions les moins ſerieuſes: de ſorte que cette diſproportion, qui ſe rencontre entre l'attente de ceux qui viennent nous écouter, & le deſſein que nous devons avoir dans nos Remontrances, ſeroit un juſte motif de nous tenir dans le ſilence.

Ce n'eſt pas ſans ſujet que Dieu demande aux Juges l'amour de la verité, qui peut être appellée, ſelon que nous la concevons, une lumiere qui éclaire l'entendement, & le perſuade par elle-même avec une clarté ſi pure, ſi manifeſte, &

toûjours

toûjours ſi égale & ſi invariable, qu'auſſitôt qu'elle luy paroît, il l'embraſſe comme ſon objet ſans aucun mélange d'erreur ni de doute, & ſans aucun embarras de raiſonnement. Par exemple, dans la Juſtice dont nous parlons, cette lumiere, qui nous enſeigne que nous ne devons pas faire aux autres, ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fiſt, eſt une verité à laquelle on conſent en même temps qu'on l'a connuë; & c'eſt auſſi l'une des regles de la Juſtice: De même tous les autres préceptes de la Juſtice, qui participent de cette clarté & de cette certitude, ſont des veritez dont tout le monde eſt convaincu, & des regles ſur leſquelles on eſt jugé ou juſte ou injuſte, ſelon qu'on s'y attache, ou qu'on s'en éloigne, & parce que ces regles ſont immuables, & demeurent toûjours les mêmes, ſoit qu'on s'en approche, ou qu'on s'en éloigne, il faut qu'elles ſoient quelque choſe de plus relevé que l'eſprit de l'homme qui eſt ſi changeant; ainſi elles ne peuvent être que Dieu même.

Auſſi eſt-il certain qu'il n'y a que Dieu ſeul qui ſoit toute verité & toute Juſtice, parce que la verité eſt une regle & un modelle qui ne peut changer; & il n'y a que Dieu qui ne change point, & qui eſt l'idée & le modelle de toutes choſes. Car pour ne toucher que ce qui regarde nôtre ſujet, lorſque Dieu, par exemple, établit l'ordre general de tout l'Univers, & qu'il ordonne des devoirs de l'homme, il le fait en luy propoſant ſa Loy, qui eſt la verité, ce qu'un Pere de l'Egliſe a

Aug. 4. Conf. c. 9. dit en ces deux paroles, *la Loy de Dieu, c'eſt la verité, & la verité c'eſt Dieu même*, & cette Loy s'appelle Juſtice, ainſi cette Juſtice eſt la verité; & ſi nous voulons monter juſques à la ſource, cette verité c'eſt Dieu même; mais pour deſcendre de cette Loy & de cette Juſtice univerſelle, qui comprend en general tous les devoirs de l'homme, à la Juſtice dont nous penſons nous diſpenſer à cauſe de l'enchaînement, où ſont toutes les Loix entr'elles, de remarquer la diſpoſition de l'ordre où Dieu a placé l'homme parmy le reſte des creatures.

Cette diſpoſition eſt telle que tous les hommes enſemble font une ſocieté naturelle, où tous ſont deſtinez à une fin qui leur eſt commune; cette fin de l'homme, c'eſt la verité, où Dieu même qui la regle, & qui le diſpoſe de telle ſorte, qu'il eſt au deſſous d'elle, parce qu'elle eſt au deſſus de tout, & qu'en même temps il eſt au deſſus de tout le reſte des créatures, qui luy ſont ſoûmiſes autant par la neceſſité que par la dignité de ſa condition, comme des moyens qui luy ſont donnez pour le conduire à cette fin.

Sap. 11. 21. C'eſt de cet ordre qu'il eſt dit dans la Sageſſe que toutes choſes ont été faites avec poids, nombre & meſure; car le poids dans les hommes, *Iſaia. 28. 17.* c'eſt l'amour qui leur eſt donné pour les porter à cette fin, & dans toutes les autres creatures le poids, c'eſt la pente qui les porte chacune en leur lieu, pour conſerver l'ordre naturel de tout l'Univers, afin qu'elles ſe trouvent en leur place

lorſque l'homme, pour qui elles ſont faites, en aura beſoin. Le nombre ſe remarque dans la multitude neceſſaire de tout ce qui compoſe cet Univers; & la meſure c'eſt la regle de l'uſage que l'homme doit faire de toutes les creatures qui ſont pour luy.

Maintenant on peut voir que les veritez ou les Loix, qui reglent cet ordre, ſont cette Juſtice dont nous parlons, & dont il eſt dit dans un Prophete que la Juſtice s'établit dans le poids & dans la meſure; car ce ſont ces veritez qui montrent à tous les hommes en general & en particulier ce qu'il faut faire pour conſerver leur ſocieté, lorſqu'elles enſeignent dans ces premieres notions communes à tout le monde, que tous doivent vivre dans l'ordre, que perſonne ne doit troubler les autres dans le leur, & qu'il faut que chacun dans le ſien ait la liberté de l'uſage des moyens qui luy ſont neceſſaires pour aller à ſa fin, ce que nos Loix dans leur maniere expriment ainſi, mais toûjours dans le même ſens: *Vivre dans l'honnêteté, ne faire mal à perſonne, & rendre à chacun ce qui luy appartient*: ce qui fait les premiers préceptes de la Juſtice. *§. 3. de Juſt. & Jur.*

Mais comme la verité ne paroît jamais mieux que par l'oppoſition du menſonge, pour voir plus clairement l'étenduë & la neceſſité de ces préceptes generaux, il faut voir les deſordres qui s'y oppoſent, & qui ſont le ſujet de la Juſtice qui nous occupe.

Le premier deſordre qui arrive dans cette ſo-

cieté universelle, & qui est la source de tous les autres, est que la plûpart s'égarent dans la recherche de la fin; & qu'au lieu d'aller à la verité par le poids de leur amour dans la mesure de l'usage des moyens qui les y conduisent, ils s'arrétent sur ces moyens, & parce qu'ils y trouvent quelque vestige & quelque caractere de la verité, qui en est le modelle, ils s'attachent à ces beautez particulieres par où ils devoient seulement passer; & au lieu de s'en servir dans la mesure pour la necessité qu'ils en ont, ils en veulent joüir sans bornes pour le plaisir qu'ils y rencontrent; & comme ils ne trouvent dans aucune de toutes ces choses la felicité qu'ils y cherchent, c'est une suite toute naturelle que le besoin qu'ils en ont, le plaisir qu'ils y goûtent, & la recherche inutile du repos qu'ils n'y trouvent pas, forment une soif inquiete qui les tourne vers tous ces objets, & les attache en cent manieres differentes à tous ceux où ils trouvent quelque complaisance. Or comme presque tous les hommes sont dans le même égarement, & dans la même inquietude, & qu'il faut que les volontez, qui sont dans cette soif malade, sortent de necessité comme au dehors, pour aller chercher cette vaine felicité; lorsque les uns se la proposent dans les plaisirs, les autres dans les honneurs, & la plûpart dans tous les deux, & dans tout le reste de ce qu'ils aiment. Il arrive que toutes ces volontez, sortant comme hors d'elles pour aller à cette recherche, elles se rencontrent dans le chemin, & selon la force &

l'attache differente de tous ces amours égarez, les uns raviſſent ou diminuent l'honneur, le plaiſir ou le bien des autres, qui ſont tous ces moyens & tous ces objets; & par ce combat interieur, qui eſt une ſuite infaillible du premier renverſement de l'ordre; les liens de la ſocieté naturelle ſont briſez, la meſure & le poids ſont dans le déreglement & la décadence, & toutes les veritez qui regloient l'ordre ſont violées lorſque preſque tous ſortent de leur place, troublent les autres dans la leur, & ſe raviſſent la liberté & l'uſage de leurs moyens.

Il n'eſt pas beſoin maintenant de venir à des exemples particuliers, nous voyons aſſez dans cette idée generale qui eſt l'égarement des volontez & la ſource de toutes les injuſtices, & nous voyons en même temps qu'elles ont toutes cela de commun, qu'elles ſont comme autant de fauſſes regles oppoſées à celles de la verité. Il n'eſt pas neceſſaire non plus de venir au particulier des autres préceptes de juſtice, qui dérivent de ces premiers que nous avons touchez, il ſuffit de remarquer que ces premiers principes, qui par leur clarté perſuadent l'entendement, ſont en même temps comme des ſources de lumiere, d'où découlent toutes les loix particulieres, qui reglent l'ordre dans les diverſes occaſions, & qui toutes ne paroiſſent & ne ſont en effet veritables que dans la dépendance & dans la participation de la verité de ces premiers, qui ſe font voir par elles-mêmes, & font voir les autres en elles,

comme cette lumiere corporelle qui nous éclaire se voit elle-même par elle-même, & nous fait voir tout le reste que nous voyons, sans qu'il soit possible de rien voir que dans elle & par elle seule.

Et il est si certain que toutes les Loix particulieres sont des suites de ces premieres veritez, que la contrarieté même qui se trouve entr'elles selon les temps & selon les lieux, en est un effet; car cela même est encore une verité, que selon les temps & selon les lieux, il faut differemment ou permettre ou défendre la même chose.

Tellement que comme il n'y a qu'une seule lumiere pour tous les yeux, il n'y a aussi qu'une seule verité & une seule Justice pour tous les esprits; & comme l'œil ne peut rien voir sans la lumiere, il n'y a point aussi de connoissance certaine, ni de précepte de Justice, dont la verité ne soit la forme & le modelle.

Le propre de la verité c'est d'éclairer & d'instruire, c'est ce que fait la Justice.
Joan 8. 44.
Joan. 14. 6.

Il est donc vray que la Justice en elle-même est la verité, & pour en donner une preuve qui ne laisse plus aucun doute, nous l'avons dans l'Ecriture, qui nous apprend que la justice de l'Ange & de l'homme étoit de demeurer dans la verité, & que leur injustice a été de s'en éloigner; aussi nous voyons que l'iniquité s'appelle mensonge dans le langage de l'Ecriture, & que pour condamner ce mensonge, il n'y a que la verité seule qui est offensée qui puisse juger; c'est pourquoy elle dit d'elle-même dans l'Evangile, que tout jugement luy a été donné, parce que pour

Jean. 5. 22.

juger il faut être au deſſus de ce que l'on juge, & que dans l'ordre que nous avons dit, elle ſeule eſt au deſſus de toutes choſes.

De même encore dans la Juſtice que nous exerçons, il n'y a qu'elle ſeule qui ſoit la Juſtice, & qui puiſſe juger, parce que toutes les injuſtices particulieres, qui découlent de la premiere, ſont auſſi comme elle des éloignemens de la verité; c'eſt pourquoy lorſque Moïſe donne des Juges au Peuple Juif, il choiſit des hommes qui fuſſent remplis & animez de la verité; & par la même raiſon en un ſens contraire nous voyons que ce mauvais Juge, qui demandoit ce qu'elle étoit, fut indigne de la connoître, parce qu'il ne l'aimoit pas, & n'en faiſoit pas la regle de ſes jugemens.

La Juſtice eſt l'union de la raiſon avec la verité.

Exod. 18. 21.

Joan. 18. 38.

Mais comment ſe peut-il faire que cette verité, qui eſt la regle éternelle & immuable, & qui eſt elle-même le principe & la fin de tout, ne nous tienne pas dans l'ordre qu'elle nous preſcrit, & où il luy ſeroit facile de nous maintenir? C'eſt pour nous faire voir que ce n'eſt pas à elle, mais que c'eſt à nous à qui cet ordre eſt neceſſaire; & c'eſt pour cela qu'elle en confie la conduite aux hommes, & leur ſert de modelle s'ils veulent la regarder & l'aimer aſſez pour la ſuivre. Il eſt donc neceſſaire que les Miniſtres de la Juſtice ſoient amateurs de la verité, parce que c'eſt leur devoir de s'attacher à la regle, & de ſe mettre de ſon côté, afin de ſe rendre inflexibles comme elle, & de l'appliquer dans les rencontres où il eſt beſoin

de remettre l'ordre troublé. Et ſi un Pere de l'Egliſe a dit excellemment, que nôtre vertu eſt l'ordre de l'amour, nous pouvons dire que nôtre Juſtice eſt l'amour de l'ordre comme elle eſt l'amour de la verité qui le diſpoſe ; mais nous pouvons dire encore que ſans cet amour on eſt incapable d'entrer dans les moindres fonctions de la Juſtice. Et s'il ne nous eſt pas poſſible de le donner à ceux qui pourroient ne le pas avoir, nous eſperons du moins de montrer l'indiſpenſable neceſſité qu'en ont tous ceux qui participent à ce miniſtere ; & que même ce n'eſt pas aſſez qu'ils aiment la verité s'ils ne l'aiment au deſſus de tout.

La premiere neceſſité qu'il y a d'aimer la verité ſur toutes choſes, eſt la même neceſſité qu'il y a de la bien connoître. Il eſt important de la bien connoître afin de la diſcerner de l'injuſtice pour ne prendre jamais le change & ne ſe pas imaginer qu'on la ſuit, lors qu'on ne ſuit que ſa paſſion ; mais pour la connoître de cette maniere, il eſt plus neceſſaire encore de l'aimer qu'il n'eſt pas neceſſaire de connoître les autres choſes avant qu'on les aime. Il faut donc aimer la verité plus que tout pour la bien connoître, parce que ſi on ne l'aime pas de cette ſorte, il faut de neceſſité qu'on aime quelque erreur au deſſus d'elle par un autre amour qui ne pourra être qu'un amour aveugle, puiſqu'il s'éloigne de la lumiere, & par conſequent il ſera impoſſible qu'on la connoiſſe, car ſi l'on aime par exemple

ſon interêt plus que la verité qui s'y oppoſe, cet amour qui eſt dans l'erreur, éleve un nuage contre cette lumiere qui le condamne; & s'il arrive qu'elle ſoit ſi forte, qu'elle ne laiſſe pas de traverſer ce nuage par quelque rayon, comme elle n'éclairera pas aſſez pleinement pour perſuader, on oppoſera quelque raiſon à cette foible lumiere qu'on ne peut couvrir; & comme on ne manque jamais de raiſons, & que les plus fauſſes paroiſſent des veritez à celuy qu'elles favoriſent, cet amour aveugle s'y arrêtera, & l'on n'ira pas à la verité pour la diſcerner, parce qu'on ne l'a pas aimée.

Que ſi au contraire on aime la verité plus que l'interêt, on s'élevera juſqu'à elle, & on la diſcernera tellement dans ſa lumiere, qu'on ne ſçauroit être ny touché ny ébloüi d'aucun autre objet. Nous verrons tout cela dans un exemple de nôtre ſujet.

Nous ſçavons que parmi ces regles dont nous avons parlé, il y en a deux entr'autres, dont l'une enſeigne qu'il ne faut condamner perſonne ſans l'avoir oüy, qui eſt le principe d'où dérivent tous les delais legitimes & l'ordre de nos procedures, & l'autre qu'il faut rendre promptement juſtice pour ne pas ſouffrir long-temps l'injuſtice. Un Juge deſintereſſé qui par ſon amour ira juſqu'à la ſource & à la pureté de ces regles ſans s'arrêter à ſon interêt, verra clairement & ſera tout perſuadé qu'il faut conſiderer les longueurs des Formalitez comme un temps en-

nuyeux qui doit enfanter la verité entre les parties, & non pas comme une occaſion de profit; & dans cette lumiere il diſcernera la meſure pour étendre, pour abreger ou pour ſupprimer tous les delais & tous les actes d'une procedure. Au lieu qu'un Juge intereſſé qui n'aimera pas la pureté de ces regles, ſera incapable de faire ce diſcernement, & ſur la fauſſe regle de ſon interêt il regardera tous les actes de chaque procés comme des occaſions de gain qu'il faut embraſſer ſans ſe mettre en peine d'avancer la connoiſſance de la verité qu'il devoit chercher.

Que s'il arrive que ce mauvais Juge connoiſſe encore quelque rayon de cette lumiere, & qu'il ſçache groſſierement qu'il faut garder l'ordre de la procedure; comme il ne peut ſe ſervir utilement de cette connoiſſance obſcure & ſans amour ny diſcernement de la verité, il mêlera cette petite lumiere dans ſa conduite, & ſe formera par ce mélange une image & une figure de verité dans le menſonge qu'il embraſſe, pour ſe flatter de la penſée qu'il a fait juſtice, parce qu'il s'en rencontre quelque ombre dans ſon avarice, & que les formalitez ont ſervi de pretexte & d'illuſion à ſon interêt.

Et tout cela, c'eſt une ſuite neceſſaire de ce que ce Juge n'a pas aimé la verité, car s'il l'avoit aimée & qu'il l'eût été chercher juſques dans ſa ſource, il auroit vû d'une part ce qu'il devoit faire, & de l'autre il auroit appris que dans toute l'étenduë de ſes regles, il n'y en a pas une ſeule qui parle

pour ſon interêt contre celuy de la Juſtice, & qu'au contraire elles ont toutes cela de commun d'enſeigner aux Juges qu'ils doivent tout abandonner plûtôt que d'en bleſſer la moindre, car autrement ce ne ſeroient ny des regles ny des veritez ſi elles pouvoient fléchir pour ſi peu de choſe que pour tous les interêts enſemble de tous les Juges de la terre.

S'il eſt donc tres-important de diſcerner la verité dans les objets des paſſions, il eſt de neceſſité de l'aimer au deſſus de tous ces objets, qui ſont les nuages qui l'obſcurciſſent ou qui la couvrent, afin que ſon amour plus fort qu'aucun autre diſſipe & traverſe tous ces broüillars pour aller juſqu'à ſa lumiere & que la connoiſſance qui ſuivra, faſſe croître encore le même amour qui l'a produite, car l'amour & la connoiſſance de cette beauté ſont comme les anneaux d'une chaîne qui nous y attache, chacun des deux étant également le principe & tout enſemble la ſuite de l'autre.

Outre cette premiere neceſſité, il y en a une autre bien plus importante qui oblige tous les Miniſtres de la Juſtice d'aimer la verité au deſſus de tout, parce qu'ils doivent toûjours être en état d'entreprendre & de quitter tout plûtôt que de l'abandonner, & que c'eſt elle qui doit être le motif univerſel & comme l'ame de leur conduite, afin que dans les occaſions difficiles ils l'embraſſent & la deffendent au peril de tout, & que dans toute la ſuite de l'exercice ordinaire de leurs

fonctions ils travaillent pour elle avec une fidelité & une égalité qui faſſe voir que c'eſt elle principalement qu'ils cherchent, & que nul autre amour ne les en ſepare ny n'altere ſon interêt par le mélange d'aucun autre.

Pour comprendre le beſoin de cet amour, il faut ſeulement faire une reflexion que l'experience peut rendre également facile à tout le monde. Que l'objet que l'on aime au deſſus de tout, ne manque jamais de faire deux choſes ſur la volonté, l'une qu'il l'attire ſi puiſſamment par ſon amour qu'elle ne ſçauroit s'arrêter ſur aucun objet qui fût incompatible avec celuy que nous ſuppoſons qu'elle aime plus que tous les autres; & l'autre qu'il ſe rend le maître abſolu de tous les mouvemens de la volonté qui tous ſe portent vers cet objet par une pente generale & continuelle qui ſe découvre dans toute la conduite de la vie.

Ainſi ſi un homme aime le bien plus que toutes choſes il faut de neceſſité qu'il laiſſe perir ſon amy & qu'il s'expoſe ſoy-même plûtôt que ſon bien, autrement ce ne ſeroit pas le bien qu'il aimeroit plus, & il faut encore que cet amour paroiſſe dans toute la ſuite des actions qui ne manqueront pas de tendre ou à l'augmentation ou à la conſervation de ce bien.

De même au contraire ſi l'on aime la verité pardeſſus tout on ſera en état de quitter tout, plûtôt que de l'abandonner, & l'on ſera encore dans cette diſpoſition generale de travailler toûjours pour elle dans toutes les rencontres où il

s'agira de ſon interêt; & s'il arrivoit autrement dans l'un & l'autre de ces deux exemples, il ne ſeroit pas veritable, comme nous l'avons ſuppoſé, qu'on aimât ou le bien ou la verité au deſſus de tout; car enfin ſi l'on aime quelque choſe plus que tout le reſte, on ne va jamais proprement que là, & l'on y va de toutes ſes forces.

Et cette grande puiſſance de l'objet qu'on aime, vient de la nature de l'amour, parce que comme l'amour eſt le poids de la volonté quelque part qu'elle aille, c'eſt toûjours ce poids qui l'y porte; & ſi elle va vers ſon centre qui eſt cet objet, il faut qu'il l'y porte de toute ſa force ſans qu'aucune reſiſtance puiſſe arrêter la rapidité de ſon mouvement, & lors même que cet objet luy eſt ravy, ſa pente ne s'arrête pas, il le cherche encore à travers de tous les obſtacles, & ſelon les diverſes impreſſions dont il ſera touché dans les états differens, où cet objet ſe rencontrera, cet amour qui eſt le maître ou plûtôt qui eſt luy-même tous les mouvemens de la volonté, en prendra toutes les figures, & ſoit qu'il pourſuive dans le deſir, ſoit qu'il combatte ſes ennemis dans la colere ou de quelque autre mouvement enfin qu'il s'anime, c'eſt toûjours l'amour qui court à ſon centre. Comme l'eau qui ſort de la terre par toutes les ſources pour couler par les rivieres juſqu'à la mer, quelque impreſſion & quelque detour qu'elle reçoive de toutes les choſes par où elle paſſe, c'eſt toûjours la même eau qui coule à la mer.

Cette puiſſance ſi ſouveraine de l'amour qui

le rend le principe & la ſource de tous les mouvemens de l'ame, & qui le met au deſſus de tout ce qui n'eſt pas ſon dernier objet, eſt ſi grande que l'Ecriture la compare à celle de la mort, pour nous faire entendre, que rien n'eſt plus fort que l'amour, & qu'il eſt invincible comme la mort même.

Cant. 6. 8.

Que ſi cette force eſt capable des entrepriſes & des prodiges que nous voyons dans l'amour funeſte des avares, des ambitieux, & de tout le reſte des hommes paſſionnez; elle doit être bien plus grande encore & plus naturelle dans l'amour de la verité, car il faut remarquer que cette force eſt un effet de l'attache à l'objet qu'on aime, & que plus on eſt eſclave de cet objet, plus auſſi eſt-on détaché & comme élevé au deſſus du reſte; de ſorte que plus il y a de ſtabilité dans l'objet où l'on s'attache, il y a de même plus de fermeté & plus de force dans l'amour; & c'eſt pourquoy quand cet amour s'unit à la verité qui eſt ſon repos, il devient immuable comme elle, & autant qu'il en eſt eſclave, autant devient-il libre en ſoy-même par une generoſité invincible, qui le rend capable de tout entreprendre pour elle & par une fermeté inebranlable qui luy fait mépriſer toutes les difficultez & tous les obſtacles qui pourroient naître pour l'en ſeparer.

Joan. 8. 32. & ſeq.

Et c'eſt pour cela qu'il eſt dit divinement dans l'Evangile, qu'il n'y a que la verité ſeule qui delivre & qui rende libre, parce qu'elle ſeule eſt au deſſus de toutes choſes, & qu'on ne peut s'y at-

racher ſans entrer dans la participation de ſon indépendance & de ſon repos; & comme la liberté civile eſt de demeurer dans ſa patrie ſous la domination de ſon Souverain, & que c'eſt une ſervitude d'en être banny, de même la liberté naturelle eſt proprement dans la verité qui eſt comme la patrie de l'ame & hors de laquelle elle tombe dans l'eſclavage.

Maintenant nous voyons quelle eſt l'importance d'avoir un bon ou mauvais amour, & d'aimer ou la verité ou quelque autre choſe que ce puiſſe être; car ſelon les conditions que nous avons vûës, ſi l'amour qui domine l'eſprit du Jugé, eſt celuy de la verité, ce ſera un amour clairvoyant qui ſçaura toûjours ſeparer la juſtice de ſon interêt, ce ſera un amour égal & fécond, qui portera tous ſes mouvemens à l'équité contre l'injuſtice, ce ſera un amour libre au deſſus de tout, que ni les promeſſes ni les menaces ne pourront fléchir, parce que le bien où il eſt uni, eſt plus aimable, que tout ce qu'on pourroit luy promettre, & que la perte en eſt plus à craindre que tous les maux enſemble dont on pourroit les menacer, & ce ſera un amour enfin invincible comme la mort, & qui ne pourra ceder à nul autre amour, & qui rompra tous les obſtacles de l'iniquité, ſelon la parole de l'Ecriture. *Eccl. 7. 6.*

Voilà le caractere de l'amour de la verité, & la regle certaine du devoir des Juges, ſur laquelle chacun peut voir s'il eſt digne de porter ce nom. Encore que nôtre deſſein ne ſoit pas de marquer

ici ni les perſonnes ni les choſes en particulier pour ce qui pourroit être du devoir des Juges, qui ſont appellez à cette Aſſemblée, nous ne pouvons diſſimuler en general, que la plûpart ne nous paroiſſent pas animez de l'amour de la verité; car ſi cet amour eſt clairvoyant pour la diſcerner, & agiſſant pour travailler toûjours pour elle, ceux qui ne la connoiſſent point quand elle eſt ſéparée de leur interêt; ceux qui n'ont de la joye que dans la multitude des procés, & dans les longueurs de la chicanne qu'ils fomentent; ceux qui ſe rendent l'animoſité des parties intereſſées, & qui pour des differends indignes d'occuper un Juge, inſtruiſent des procés dans toutes les formes; ceux qui protegent les mauvais plaideurs, comme l'appuy de leur famille; ceux qui conſomment en frais de chicanne & en droits injuſtes l'orphelin, la veuve, & le pauvre; ceux qui ſe rendent eux-mêmes parties ſous prétexte d'interêt public, pour venger leur injure particuliere, & qui laiſſent le crime impuni s'ils ne trouvent pas leur compte dans la pourſuite du châtiment; & tous ceux enfin qui travaillent dans leur miniſtere, comme dans un métier & dans un commerce, tous ceux-là n'ont point l'amour de la verité, parce qu'ils aiment leur interêt, & que ſans la diſcerner, c'eſt pour eux-mêmes qu'ils travaillent, & non pas pour elle, ou plûtot ils travaillent pour eux contre elle.

Et pour voir encore les autres marques de cet amour, ſi c'eſt un amour libre au deſſus de tout

inflexible

inflexible aux promeſſes & aux menaces, à l'eſperance & à la crainte. Ceux qui par l'eſperance de quelque établiſſement de fortune, ou même de quelque preſent, retiennent la verité dans l'injuſtice : ceux qui trahiſſent leur devoir, & qui abandonnent l'honneur de leur charge par la crainte de déplaire à un Seigneur ; ceux qui n'ont pas la force de reſiſter au Puiſſant injuſte, qui veut ravir le bien du plus foible ; & tous ceux enfin qui craignent ou qui eſperent quelque autre choſe que la verité, tous ceux-là n'ont point ſon amour, & ſont indignes de la défendre, comme ils ſont incapables de rendre juſtice ; car s'il arrive que quelquefois, & que même le plus ſouvent ils faſſent juſtice, ce ſera quand il n'y aura ni crainte ni eſperance qui s'y oppoſent, & quand leur interêt ſe trouvera joint à celuy de la verité ; mais dans le moment que ces interêts ſeront diviſez, il eſt indubitable qu'ils ſuivront toûjours le leur comme le plus aimé. Mais encore lors même que l'on fait juſtice, la maniere eſt le plus ſouvent une injuſtice ; car au lieu de la rendre promptement comme on le doit, la plûpart la font acheter aux parties par la longueur d'une procedure, qui eſt leur partage, comme s'ils la mettoient en commerce, parce que l'amour de l'interêt, qui regne dans l'eſprit de ces mauvais Juges, ne manque pas de ſe répandre dans chaque action ; mais s'il ſe découvre à chaque démarche, & s'il fait trébucher le Juge, lors même que l'interêt s'accorde en quelque façon avec la

Rom. 1. 18.

juſtice, ce même amour le fera tomber lorſque dans les rencontres importantes, qui ne manqueront pas d'arriver, il faudra ſe donner ſans partage ou à la verité, ou à l'interêt; car alors le plus fort emportera l'autre, & la neceſſité du choix entre les menaces ou les promeſſes d'une part, & la verité ſeule de l'autre découvrira la foiblesſe du cœur du Juge. C'eſt donc principalement pour ces occaſions ſingulieres que les Miniſtres de Juſtice ſe doivent préparer, parce que dans le grand renverſement où ſont toutes choſes, comme il ne leur eſt pas poſſible de les remettre, quand ils auroient aſſez de zele pour l'entreprendre, ce leur eſt une obligation tres-étroite d'embraſſer du moins ces occaſions, où il faut employer toute la generoſité & toutes les forces, pour faire voir que ſi la Juſtice ne regne pas, c'eſt plus par l'impoſſibilité de l'état des choſes, que par l'impuiſſance de leur amour.

Ce que nous avons touché juſqu'à cette heure, ne regarde pas ſeulement le devoir des Juges, c'eſt encore la regle de tous ceux qui participent aux fonctions de la Juſtice, qui doivent tous être animez de la verité, & qui ſeroient tous dignes de reſpect s'ils l'aimoient autant que chacun d'eux y eſt obligé par ſon miniſtere; mais ſi tous également ſont obligez à cet amour, ceux-là le ſont encore en quelque façon au deſſus des autres, qui ſont les premiers dans l'ordre de nos fonctions à faire connoître la verité dans leurs conſeils aux parties qui la leur demandent, & dans

le rang desquels & parmi lesquels nous pouvons dire tous tant que nous sommes, que nous avons été élevez à sa connoissance. Nous marquerons encore mieux la dignité de leur fonction, en leur proposant une idée de leur devoir, qui soit digne de l'excellence de leur ministere; ce devoir indispensable de tous ceux qui veulent porter le nom d'Avocats, les oblige à se rendre les arbitres de la verité contre leurs parties, & à condamner les premiers, tous ceux qui leur font l'injure de les prendre pour protecteurs du mensonge & de l'injustice, & de quelque qualité que puissent être ces mauvais plaideurs, à leur faire entendre qu'il n'y a que la verité qui trouve des deffenseurs dans la Justice, mais qu'elle en trouve d'assez genereux pour la deffendre dans sa plus grande oppression contre les plus violens & les plus redoutables de ceux qui l'oppriment.

Le plus grand témoignage que nous demanderions aux Procureurs de leur amour pour la verité, ce seroit qu'en conservant l'ordre des formalitez necessaires ils travaillassent de toutes leurs forces pour abolir les longueurs & les miseres de la chicane par une sincerité, qui fit qu'ils fussent plus touchez de cet amour que de la crainte du châtiment & de la vengeance terrible qu'ils ne peuvent éviter, s'ils mépriſent ou s'ils negligent ce premier devoir de leurs charges.

Que si nous n'osons pas esperer que tous les ministres de la Justice se trouvent unis dans une même fermeté pour faire cesser toute l'injustice

quelque grand que ſoit ce deſordre, il y en aura du moins quelques-uns à qui la verité ſera chere & toûjours aimable en quelque état qu'elle paroiſſe ; car lors même qu'elle ſemble opprimée par la violence, elle conſerve toûjours ce rang de gloire & de majeſté ſi auguſte & ſi divine, qu'elle eſt encore plus aimable & plus digne de reſpect dans ceux même qui ſouffrent pour elle, que dans ceux qui la font regner ; ainſi quand il arriveroit que ſes amateurs ne ſeroient pas aſſez puiſſans pour la faire regner, leur amour ne ſera pas pour cela ſterile, car ſoit que leurs efforts ſoient inutiles par le deffaut de la correſpondance des autres, ſoit que produiſant quelque effet ils ne ſervent qu'à les expoſer à la violence, ils auront la joye de ne point abandonner leur devoir, & ils pourront dire ces paroles de Josüé, ce ſaint & premier Juge du Peuple Juif, *Encore que tous les autres quittent le Seigneur, ma maiſon ſeule demeurera dans ſon ſervice.* Et s'il arrive qu'ils ſouffrent pour la verité, elle ne manquera pas, comme c'eſt ſon propre de les delivrer, & de même qu'elle les a rendus libres au deſſus de la malice de ſes ennemis, elle les rendra pareillement libres de tous les maux qu'ils pourroient endurer pour elle.

Joſué. 24. 15.

Jean. 8. 32.

Mais pour ceux qui ſe contentent de faire Juſtice quand elle s'accorde à leur interêt, & qui l'abandonnent quand cet interêt leur eſt contraire, ſoit qu'ils la trahiſſent dans les grandes occaſions, ſoit qu'ils la mépriſent ou la negligent dans les moindres, ou qu'ils l'alterent dans les unes

& dans les autres par le mélange de quelque autre amour dans le deſſein ſecret d'élever leur fortune ſur la verité; qu'ils apprennent de ſa bouche même que tous leurs deſſeins ſeront confondus, qu'ils tomberont eux-mêmes, & ſe briſeront ſur elle, s'ils marchent contr'elle; parce que dans ſa ſtabilité elle eſt la pierre angulaire du fondement ſur lequel on ne peut élever que des ruines; & qu'ils ſçachent encore qu'aprés leur chûte, cette pierre tombera ſur eux, & que tous ceux ſur qui elle tombera, ſelon la propre expreſſion de l'Evangile, en ſeront écraſez : *Super quem ceciderit, conteret eum.* *Matth. 21. 44.*

Matth. 21.

HARANGUE

PRONONCE'E AUX ASSISES de l'Année 1660.

NOus ſommes obligez d'avoüer dés l'entrée de ce Diſcours, que nous ne nous y ſommes engagez qu'avec peine, & pour ne pas troubler la coûtume; car outre la connoiſſance que nous avons de nôtre foibleſſe, nous pouvons d'ailleurs aſſez remarquer le peu d'utilité des Remontrances qu'on fait en ce Lieu.

L'experience d'une part nous fait bien voir, qu'une Harangue ne ſuffit pas pour faire un bon Juge, & de l'autre nous pouvons encore ajoûter, que toute l'Eloquence humaine eſt incapable de produire un pareil effet; car elle peut bien inſtruire & perſuader l'eſprit de quelques veritez

ſenſibles, mais elle ne peut pas changer les mauvaiſes inclinations, ni guerir l'avarice, la timidité, & toutes les autres paſſions qui occupent les cœurs des Juges.

Que ſi nos Remontrances ſont inutiles pour nous guerir de nos paſſions & de nos foibleſſes, nous aurions bien plus de ſujet de garder le ſilence que de parler. Mais puiſque nous ſommes indiſpenſablement obligez de remontrer aux Juges quel eſt leur devoir, nous avons penſé que la maniere la moins inutile, que nous pourrions prendre, ſeroit de nous ſervir de la Parole divine, qui nous enſeigne toutes les regles de ce devoir. Car comme c'eſt cette Parole, dont il eſt dit qu'elle a parlé, & que toutes choſes ont été faites, & que c'eſt elle qui a formé l'eſprit de l'homme; c'eſt elle auſſi qui ſeule peut le rétablir dans ſa rectitude par la lumiere & par la vertu des veritez divines qu'elle publie. Ainſi nous pouvons emprunter quelques-unes de ces veritez, pour annoncer le devoir des Juges dans la force, & dans l'autorité de cette Parole qui en eſt la ſource. Pour bien entendre en quoy conſiſte le devoir d'un Juge, il eſt neceſſaire de bien concevoir la grandeur de ce caractere: Et c'eſt ce que nous trouvons en une ſeule parole dans l'Ecriture; car on ne peut rien dire de plus grand, ni de plus veritable de la qualité de Juge, que le mot qu'elle repete en divers endroits, & que l'on n'oſeroit ſeulement penſer qu'aprés elle, que les Juges ſont des Dieux. C'eſt Dieu même qui l'a prononcé;

Pſ. 32. 6. 9.

& il l'a dit deux fois entr'autres bien remarquables, & en propres termes. L'une en parlant au Peuple par la bouche de Moïſe, pour leur apprendre l'honneur qu'ils devoient aux Juges, lors même qu'ils croyoient en avoir reçû quelque injuſtice. Car il leur dit ces mêmes paroles, *Vous ne parlerez jamais mal des Dieux.* Et l'autre, en parlant aux Juges mêmes par la bouche d'un Roy Prophete, pour leur apprendre ce qu'ils ſont, & ce qu'ils doivent être au Peuple; car il leur dit en propres termes, *Vous êtes des Dieux.* Ce qui a été dit avec tant de verité dans ſon ſens, que le Fils de Dieu a dit que cette parole ne pouvoit être repriſe ny contredite; & qu'il s'en eſt ſervy d'argument pour prouver ſa Divinité par cette conſequence que ſi les Juges ſont appellez des Dieux par l'Ecriture qui ne peut mentir, les Juifs ne devoient pas l'accuſer de blaſphême pour s'être dit le Fils de Dieu.

Exod. 22. 28.

Pſ. 81. 6.

Joan. 10. 35.

Mais ce n'eſt pas aſſez pour marquer la grandeur du miniſtere des Juges, que de dire qu'ils ſont des Dieux, nous pouvons dire encore que ce nom leur eſt donné par un privilege ſi ſingulier, qu'il n'a été donné à aucune autre dignité. De ſorte que cette ſingularité jointe à la grandeur de ce titre marque clairement que la Divinité ſe communique davantage dans la qualité de Juge, que dans aucune autre.

En effet de tous les attributs de Dieu qui ont un rapport particulier aux creatures raiſonnables, nous devons conſiderer celuy de Juge comme le

premier, le plus grand & le plus auguſte. Car c'eſt en qualité de Juge que Dieu regarde, & qu'il conduit la creature libre & raiſonnable, qui eſt le plus grand ou plûtôt l'unique objet qu'il puiſſe avoir dans ſes creatures, & ſur lequel il fait paroître ſingulierement l'excellence de ſa conduite, & la grandeur de ſa domination ſouveraine. C'eſt en cette qualité qu'il commande ou qu'il deffend; qu'il juſtifie ou qu'il condamne; qu'il recompenſe ou qu'il punit; ce qui comprend également toutes les fonctions de Juge, & toute la conduite de Dieu envers l'homme. Tellement qu'il faut que cette qualité de Juge, en laquelle Dieu regarde & conduit ſon plus noble objet, ſoit auſſi celle qui ait plus d'éclat & de majeſté, & qui attire davantage le profond reſpect & la ſoumiſſion entiere de la creature. Ainſi lorſque Dieu communique aux hommes ce titre de Juge, il leur communique ce qu'ils peuvent voir en luy de plus élevé & de plus auguſte: & par conſequent il eſt veritable que la Divinité ſe communique davantage dans la qualité de Juge, qu'en aucune autre, ſans en excepter même le Sacerdoce. Car il y a cette difference bien remarquable entre la fonction de Prêtre & celle de Juge, que le propre du Prêtre eſt d'interceder, & qu'ainſi la principale fonction du Sacerdoce enferme l'aſſujetiſſement & la dépendance, & ne ſe peut trouver que dans une nature ſujette & inferieure; au lieu qu'au contraire la fonction du Juge marque une nature ſuperieure; & c'eſt pourquoy ſi le Fils de

Hebr. 5. 1.

Dieu

Dieu prend le nom de Pontife, c'eſt ſeulement depuis qu'il eſt homme : mais il eſt Juge par ſa nature avant qu'il fût homme. Ainſi au lieu qu'il faut qu'il s'abbaiſſe à la nature de l'homme pour prendre la qualité de Prêtre & de Pontife, il faut au contraire qu'il éleve l'homme à ſa nature divine pour luy donner celle de Juge. Nous pouvons donc dire que la qualité de Juge eſt bien plus propre à Dieu que celle de Prêtre, & qu'elle eſt auſſi plus élevée qu'aucune autre dignité qui ſoit ſur la terre.

Auſſi liſons-nous en divers lieux dans les Livres ſaints, que les Juges exercent le Jugement de Dieu même & non pas le leur. La remarque en eſt ſinguliere dans la réponſe que fit Moïſe à ſon beau pere, qui l'ayant viſité le trouva accablé de la foule du peuple qui luy venoit demander Juſtice. *Ce peuple*, luy dit Moïſe, *vient à moy pour conſulter Dieu, & pour me demander ſon Jugement.* Et pour faire voir encore combien eſt propre à Dieu ce droit de Juge, il en a voulu faire la fonction luy-même, & ſans le miniſtere des hommes dans quelques occaſions extraordinaires, où il a fait éclater ſa Juſtice en envoyant le feu du Ciel, & faiſant ouvrir la terre pour la punition de quelques crimes.

2. *Paral.* 19. 6.

Exod. 18. 15.

Mais ce qui marque ſingulierement & par deſſus tout, que c'eſt ſon propre pouvoir que Dieu donne aux Juges, c'eſt qu'il leur donne le pouvoir de faire mourir. Car aprés qu'il a defendu l'homicide, il n'y a point d'homme qui eût droit

d'en tuer un autre; & il faut dire, ſelon l'expreſſion d'un Pere, que c'eſt Dieu qui tuë lorſque le Juge fait mourir; comme c'eſt auſſi luy qui venge, lorſque le Juge punit le coupable, parce qu'il communique au Juge le droit de vengeance, qui luy eſt propre comme le droit de vie & de mort.

Aug. de civ. l. 1. c. 21.

Et il a été bien neceſſaire que Dieu donnât ce pouvoir aux hommes; car tous les hommes étant égaux par la nature, il a fallu qu'il communiquât à quelques uns une participation de ſa ſouveraineté, pour les élever au deſſus des autres, afin qu'ils exercent la Juſtice entr'eux; & que pendant le temps qu'il ſouffre & permet l'injuſtice, il y ait des Puiſſances viſibles ſur la terre qui le repreſentent pour la reprimer, juſqu'à ce que luy-même à la fin des temps ſe rende viſible, pour reparer toutes les injuſtices & tous les deſordres.

Voila pourquoy Dieu donne ſon pouvoir & ſon nom aux Juges, afin qu'étant établis pour tenir ſa place parmi les hommes leurs ſemblables, l'égalité de nature n'empêche pas qu'ils ne ſoient conſiderez & reſpectez comme luy-même dans leurs Jugemens. Et cet honneur eſt tellement communiqué à tous les Juges, que Dieu le donne même aux plus petits & aux plus indignes; car l'Ecriture nous apprend en divers endroits, qu'ils tiennent tout leur pouvoir de luy; & c'eſt ſans aucune diſtinction qu'il leur a dit qu'ils ſont tous des Dieux; parce que dans la diſtance infinie où ſont tous les Juges au deſſous de Dieu, la gloire de ſon nom ne s'abaiſſe pas davantage, ni dans les

Exod. 22. 8. 6. Ipa. 4. 5.

Joan. 19. 11. Rom. 13. 1. 2. Petr. 2. 13. 14. Joan. 10. 35. Pſ 81.

uns, ni dans les autres ; & ils le repreſentent tous dans le point unique qui conſiſte au droit de juger.

Nous croyons avoir aſſez montré la grandeur des Juges, & le ſolide fondement du reſpect qui leur eſt dû par le nom qu'ils portent, les plus ambitieux d'entr'eux n'avoient peut-être pas penſé que leur dignité fût ſi élevée. Mais ſi nous avons tâché d'établir ſolidement la dignité de leur caractere, c'eſt ſeulement pour leur propoſer leur devoir d'une maniere qui en ſoit digne : car s'ils ſont appellez des Dieux, c'eſt afin qu'ils penſent quels ils doivent être pour ſoûtenir cette dignité.

La plus ſimple regle & la plus generale du devoir des Juges, eſt qu'ils doivent imiter Dieu pour uſer de ſon pouvoir qu'il leur a donné, comme luy-même en uſeroit, autant qu'ils peuvent en être capables. Cette regle eſt bien naturelle, mais nous la trouvons encore dans l'Ecriture, qui nous l'apprend par la bouche d'un Roy, qui parle aux Juges de ſon peuple. *Prenez bien garde*, leur dit-il, *à ce que vous faites ; car ce n'eſt pas le Jugement d'un homme que vous devez rendre, mais celuy de Dieu.* 2. *Paral.* 19. 6. S'il faut donc que les Juges rendent le Jugement de Dieu, & non pas le leur, il eſt évident qu'ils doivent juger comme Dieu jugeroit luy-même.

Ce n'étoit pas aſſez que l'Ecriture preſcrivît cette regle aux Juges ; elle leur a auſſi marqué les qualitez qu'ils doivent avoir pour la pratiquer. Nous les trouvons principalement dans l'Hiſtoire

Sainte, qui nous apprend que lorſque Moïſe établit des Juges, pour ſe décharger du ſoin des petits differends du *peuple*, il fit un choix d'*hommes ſages, forts, craignans Dieu, pleins de la connoiſſance, & de l'amour de la verité, & ennemis de l'avarice.*

Exod. 18. 21. *Proverb.* 24. 5.

Si ces perſonnes furent choiſies ſi pleines de tant de qualitez divines, pour juger ſeulement les moindres differends d'un peuple, qui étoit gouverné par une conduite pleine de ſageſſe, & de miracles viſibles & continuels; elles le ſont ſans doute bien plus parmi nous.

Vous voyez donc bien que tout ce que nous pouvons dire avec plus de condeſcendance du devoir de tous les Juges, & même des moindres, eſt qu'ils doivent être indiſpenſablement pourvûs de ces mêmes qualitez, que Moïſe exigeoit pour ceux à qui il commettoit les moindres affaires. Auſſi eſt-il veritable que nous trouvons dans ces qualitez tout ce qu'on doit avoir pour être bon Juge; & que ſi on manque d'une ſeule, on eſt indigne d'en tenir le rang.

Nous vous avons autrefois parlé de la connoiſſance & de l'amour de la verité; nous toucherons maintenant le reſte de ces qualitez, mais ſuccinctement.

Pour la crainte de Dieu, les Juges doivent l'avoir d'une maniere particuliere, qui doit conſiſter à ſe conſiderer comme dépoſitaires de ce pouvoir qui leur eſt donné, & ne pas croire qu'il leur ſoit propre, afin qu'ils en uſent comme de-

vant en rendre un compte ſevere. Le Juge, qui manque de cette crainte, ſe rend maître & uſurpateur de l'autorité, dont il n'étoit que dépoſitaire ; il en uſe comme ſi elle luy étoit propre ; & au lieu de maintenir parmy les hommes injuſtes l'honneur & l'interêt de la Juſtice, qui eſt celuy de Dieu même, qui luy en avoit commis la diſpenſation, & qu'il doit toujours avoir en vûë dans ſon miniſtere ; comme on voit que les Ambaſſadeurs des Princes de la terre conſervent avec jalouſie le rang & les interêts de leurs Maîtres chez les Etrangers ; ce Juge, qui ne regarde pas Dieu, prend pour ſoy-même tout l'honneur que l'on rend à ſa dignité, non comme s'il tenoit ſeulement la place de Dieu, mais comme s'il l'étoit luy-même, & il fait ſervir ſon autorité à ſes interêts & à ſes paſſions juſqu'à l'employer contre la juſtice. Que ſi l'injuſtice & la violence des particuliers eſt un objet de colere & d'indignation, que doit-on dire de cet horrible renverſement, de voir la violence dans l'autorité, & l'injuſtice s'armer des forces de la juſtice contre elle-même. Nous n'avons point de paroles pour exprimer l'excés de ce mal. Cependant c'eſt une ſuite ordinaire & infaillible du manquement de la crainte de Dieu : car le défaut de cette crainte eſt la ſource de toutes ſortes de déreglemens ; & c'eſt pourquoy nous remarquons dans l'Evangile, qu'il eſt dit d'un tres-mauvais Juge, *qu'il ne craignoit pas Dieu*, pour nous apprendre par cette ſimple expreſſion, que le défaut de cette crainte enferme toute l'i-

Luc. 18. 2.

niquité qui ſe peut trouver en un Juge.

Il nous reſte à parler du détachement ou de la haine de l'avarice, de la force, & de la ſageſſe, qui ſont les autres qualitez que Dieu demande pour un Juge. Dans la haine de l'avarice, nous remarquons la temperance, comme nous verrons dans la ſuite. Dans la ſageſſe nous reconnoiſſons la prudence. Ainſi dans ces trois qualitez nous trouvons la Temperance, la Force, & la Prudence, qui ſont trois vertus ſans leſquelles on ne ſçauroit s'acquiter d'aucun devoir. Car tout devoir conſiſte à s'attacher à quelque fin juſte; & pour cela la Temperance eſt neceſſaire, afin qu'on s'abſtienne du deſir de tout autre objet contraire à la fin qu'on s'eſt propoſée, ou qui en détourne. La Force eſt neceſſaire pour vaincre toutes les difficultez, & la Prudence pour regler toute la conduite. Nous allons voir en peu de paroles le beſoin particulier que nous avons de ces trois vertus, & nous verrons en même temps qu'elles forment l'imitation de Dieu dans les jugemens, ce que nous avions établi pour la regle univerſelle du devoir des Juges.

Quand nous parlons de la Temperance en un Juge, on voit bien que cela ne s'entend pas au ſens qui comprend ſeulement la ſobrieté. Ce n'eſt pas qu'un Juge ne doive être ſobre; nous ſerions reduits à une extremité bien étrange, s'il nous fallait mettre en peine de le prouver, aprés que les anciennes Ordonnances vouloient même qu'on rendît la juſtice à jeun. Mais il le faut entendre

Car. magn. l. 1. c. 62. Conſer. de ord. l. 1. §. 1.

dans le ſens general que nous avons touché, ſuivant lequel la haine de l'avarice eſt une Temperance univerſelle à l'égard de tous les objets capables de corrompre un Juge. Car il n'y a aucun de tous ces objets qui ne s'acquiere par les richeſſes. Ainſi la haine de l'avarice, qui enferme le mépris du bien, eſt la veritable Temperance neceſſaire au Juge.

Par cette vertu le Juge imite cette qualité qu'on remarque en Dieu, qu'étant luy-même ſa ſeule fin, il ne peut s'arrêter qu'en ſoy-même, & n'a beſoin d'aucune choſe. Car tout de même le Juge doit s'attacher tellement à ſa fin de rendre juſtice, qu'il s'abſtienne de tout ce qui pourroit l'en détourner, comme s'il étoit hors de tout beſoin. Que s'il n'eſt pas en cet état par ſa fortune, il faut qu'il s'y mette par ſa temperance. Nous verrons la neceſſité de cette vertu dans un ſeul exemple; & que non ſeulement il faut que le Juge ne ſoit point avare pour ne point faire de concuſſions; mais qu'encore il ait de la haine contre l'avarice, pour ne ſe pas laiſſer corrompre aux preſens. Car l'avarice dans les preſens n'a rien qui paroiſſe inhumain, elle y trouve ſon objet ſans travail & ſans violence. Il s'offre ſoy-même dans le ſecret tout plein d'agrément, & d'une maniere ſi ſurprenante, que l'Ecriture dit que les Sages même en ſont aveuglez: de ſorte que ſi un Juge n'eſt pas preparé contre ces ſurpriſes par une forte habitude de haine formée contre l'avarice; il ſe laiſſera vaincre ſans doute aux preſens, & il

Prov. 22. 9. éprouvera la verité de cette parole du Sage, *Que celuy qui donne un preſent gagne la victoire ; & qu'il ravit & enleve le cœur de celuy qui le reçoit :* & qu'étant devenu le maître du cœur, il le tourne ſelon ſes deſſeins; juſques là que nous apprenons

Prov. 21. 14. encore de la Sageſſe, *Qu'un preſent caché éteint la colere & l'indignation la plus extrême :* Et comme nous allons voir que le Juge doit être toûjours en colere contre l'injuſtice; s'il reçoit un don, il ſe deſarme de cette colere, & de toute ſa vigueur contre l'injuſtice.

Ce n'eſt pas aſſez qu'un Juge ait la temperance pour s'abſtenir de tout ce qui pourroit le corrompre; il faut encore qu'il ait la force, afin qu'il ſurmonte toutes les difficultez qui s'oppoſeront pour l'empêcher de rendre Juſtice ; & qu'il mépriſe tous les maux qui luy arriveront pour l'avoir renduë. Autrement il eſt viſible que s'il cede à ces difficultez, & s'il craint ces maux, il abandonnera ſon devoir pour les éviter. Et afin qu'un Juge ſoit toûjours dans cette diſpoſition de n'abandonner jamais ſon devoir; il faut que ſon courage ne ſoit animé d'aucune paſſion comme celuy des hommes injuſtes, dont les plus grandes entrepriſes ne ſont que foibleſſe & aveuglement : car ce ne ſont pas eux, mais leurs paſſions qui ſont fortes. Mais la force du Juge doit être un zele divin, exempt de trouble & de paſſion, toûjours égal, & toûjours incapable de ſe rallentir. Car cette force eſt enfermée dans l'imitation de deux qualitez que nous remarquons

marquons en Dieu, qui mettent ſes jugemens au deſſus de toute foibleſſe, l'une qu'il eſt, comme dit un Prophete, dans une indignation continuelle contre l'injuſtice, parce qu'il eſt la Juſtice même; & l'autre, qu'il ne fait point d'acception de perſonnes, parce qu'il eſt independant & ne peut être touché d'aucune eſperance ny d'aucune crainte, ce qui le rend inflexible & inexorable à toute injuſtice. *Pſ.* 7. 12. *Deuter.* 10. 17.

Les Juges qui doivent imiter Dieu n'étant pas la Juſtice même; ils la doivent aimer, & concevoir une noble indignation contre l'injuſtice: afin d'agir contre elle de toutes leurs forces, & de vaincre toutes ſortes de difficultez pour rendre juſtice. Et s'ils ne ſont pas independans par leur condition, il faut qu'ils le deviennent par leur courage; afin qu'ils ne ſe laiſſent jamais affoiblir ny par le deſir d'obliger, ny par la crainte d'offenſer les perſonnes les plus puiſſantes; & qu'ils ſe rendent inexorables & inflexibles comme Dieu même, à toute eſperance & à toute crainte.

Que ſi l'on vouloit dire que Dieu ſe laiſſe fléchir quelquefois, ce n'eſt jamais contre la Juſtice, ny pour l'injuſtice. Mais ſur tout il eſt inexorable en ce qui regarde l'ordre politique de la ſocieté civile: car il veut indiſpenſablement que les Juges qu'il a établis pour la maintenir, ſe rendent inflexibles pour reprimer de tous leurs efforts tous les excés & tous les violemens qui troublent cet ordre. C'eſt pour cela qu'il eſt dit que *quand la loy eſt violée, il eſt temps d'agir*, & *Pſ.* 118. 126.

de mettre en uſage cette ſainte indignation contre l'injuſtice. Et c'eſt encore pour cela même que la force eſt ſi neceſſaire à tous les Juges, que le Sage a dit, *Que perſonne ne doit entreprendre de ſe faire Juge, s'il n'a pas un courage & une fermeté invincible pour combattre contre l'injuſtice, & forcer toute la violence de l'iniquité, afin de ne ceder pas même aux plus grands.* Et c'eſt une remarque ſinguliere ſur ce ſujet dans l'Hiſtoire ſainte, que le premier commandement qu'elle marque avoir été fait aux Juges, fut celuy que leur fit Moïſe, de faire mourir ceux de leurs freres qui étoient tombez dans l'idolatrie. Car ce premier ordre ſi exprés de faire mourir, marque d'une part la haine irreconciliable, & l'autre la genereuſe vigueur qu'un Juge doit avoir pour agir contre l'injuſtice; & que quand il doit faire l'office de Juge, bien loin qu'il s'y doive jamais porter pour obliger ſes amis, ou pour en faire de nouveaux, comme on s'imagine, il doit au contraire s'animer de cette haine parfaite dont il eſt parlé dans les Livres ſaints, qui luy faſſe mettre au nombre de ſes ennemis, & juger dignes de toute haine & de tout mépris, ceux qui voudroient le corrompre ou par leurs prieres, ou par leurs menaces.

Eccli. 7. 6.

Num. 25. 5.

Pſal. 138. 20. 21. *Math.* 10. 34. & *ſeq.* *Luc.* 14. 26. *Pſal.* 13.

Ces veritez ne ſont pas ſeulement fondées ſur la pureté de la loy divine; les loix humaines les ont reconnuës, & ont pourvû par divers reglemens à conſerver aux Juges la liberté que donne cette force dont nous parlons: car elles ont dé-

fendu aux Juges d'obéïr même aux Lettres des Princes, ſi elles leur ordonnoient quelque choſe de contraire à la Juſtice, & ces défenſes ſubſiſtent encore; elles avoient auſſi défendu même, ſous peine de Sacrilege, qu'on entreprît l'adminiſtration de la Juſtice dans ſon pays, de peur qu'on ne s'y laiſsât corrompre par ſes amis, ou par ſes proches; & l'on remarque encore que c'étoit autrefois une diſcipline du Parlement obſervée dans ce même eſprit, que ceux de ce Corps ne fréquentoient point les maiſons des Princes, ni des Seigneurs, & n'alloient pas au Louvre s'ils n'étoient mandez par le Roy.

l. Pen. cod. de prec. Imp. v. code Henry l. 7. T. 13. n. 1. l. ult. c. de crim. ſacril. tit. c. ut nullo patriæ ſuæ.

Loyſel fol. 679.

Si ces derniers Reglemens ne s'obſervent plus, & s'il eſt aujourd'huy permis de fréquenter les Grands, & de ſe faire Juge dans ſon pays même dans les premieres Charges, cette liberté n'eſt qu'une occaſion de foibleſſe aux Juges, qui les doit obliger à ſe rendre plus forts & plus fermes. Car étant toûjours obligez à ne rien accorder contre la Juſtice à la faveur des Grands, ni des proches qui les environnent, ils doivent être comme Etrangers dans leur Patrie, & comme s'ils n'avoient ni alliance, ni amitié, ni engagement, ni dépendance, & ils doivent encore regarder toutes les perſonnes les plus éclairées & les plus puiſſantes, comme infiniment abbaiſſées au deſſous de Dieu qu'ils repreſentent, afin qu'ils ſe tiennent dans une fermeté inébranlable, pour ſoûtenir la Juſtice contre tous les efforts, & toutes les ſurpriſes de l'iniquité.

Nous finirons par la Sageſſe, que nous avons appellée la prudence du Juge, qui ſe rapporte à la ſageſſe & à l'intelligence divine. On voit aſſez la neceſſité de cette vertu, & que ſans elle toutes les autres pourroient nuire autant que ſervir ; & l'on voit bien encore que le principal fondement de cette Sageſſe, eſt que le Juge ait un bon ſens ; car ſans la lumiere naturelle du bon ſens, on ne ſçauroit en poſſeder le moindre degré. Mais il faut auſſi la connoiſſance du droit, & l'experience dans les affaires ſelon la Charge qu'on entreprend ; & qu'on apporte beaucoup de diligence & d'exactitude pour bien prendre la verité des faits que l'on doit juger ; & il faut enfin qu'on ne rende jamais juſtice dans la paſſion ; car la paſſion aveugle le jugement, & produit le même effet que l'ignorance & le manquement de bon ſens, qui ſont les contraires de la Sageſſe.

Perſonne ne peut douter de la neceſſité de ces qualitez, qui compoſent en partie la ſageſſe du Juge, & ſans leſquelles il eſt évident qu'on ne pourroit rendre que des jugemens pleins d'ignorance & d'aveuglement ; & l'on ne peut auſſi douter que l'aveuglement & l'ignorance dans les jugemens ne ſoient un grand mal, puiſqu'il eſt ſi grand, que l'Ecriture a dit qu'il eſt cauſe que tous les fondemens de la terre ſont ébranlez ; pour marquer par cette forte expreſſion le renverſement étrange que cauſe dans la ſocieté civile l'ignorance des Juges.

Pſal. 61. 5.

Nous laiſſerons tout le reſte que nous avions

à dire sur cette sageſſe ; mais nous ne pouvons ſupprimer que le premier & le principal uſage qu'en doivent faire tous ceux qui veulent être Juges, c'eſt d'examiner avant qu'ils s'engagent dans ce Miniſtere s'ils ont les qualitez neceſſaires pour s'en acquiter, ſur tout en ce temps, que chacun ſe choiſit ſoy-même pour ſe faire Juge ; & de conſiderer que s'ils n'ont pas ces diſpoſitions, ils commettent une imprudence capitale, & ils font une injuſtice inſigne au Public de s'ingerer dans cette fonction ſacrée : car oſant ainſi s'élever à la place de Dieu, ils troubleront l'ordre de la juſtice par mille erreurs & mille foibleſſes où ils tomberont infailliblement ; & ils ſeront cauſe par leurs injuſtices, que le nom de Dieu ſera blaſphemé, ſelon l'expreſſion d'un Prophete. En effet, peut-il y avoir un plus grand ſujet de blaſpheme contre la ſainteté de la conduite de Dieu, que lors qu'on demande la juſtice à ceux qui ſont dans l'ordre qu'il a établi pour la diſpenſer, & qu'on n'y trouve que l'injuſtice & l'oppreſſion. *Iſ. 52. 5.*

Que s'il y a des perſonnes, qui mépriſant l'importance de toutes ces ſuites, oſent ſe preſenter pour ſe faire Juges ſans avoir les qualitez neceſſaires pour ce Miniſtere ; & même avec les défauts contraires, comme de l'âge, de l'incapacité, & d'autres ſemblables, qui ſont marquez par les Ordonnances ; n'eſt-il pas évident qu'ils doivent être renvoyez, & que c'eſt la veritable peine qui leur eſt dûë. Ainſi c'eſt à ceux que le Roy a établis Juges de leur ſuffiſance, d'uſer de leur auto-

rité pour les refuſer, de crainte que s'ils les reçoivent avec ces défauts, ils ne s'en rendent eux-mêmes reſponſables; car le Roy luy-même doit bien auſſi répondre envers Dieu de ceux à qui il aura donné le pouvoir qu'il tenoit de luy.

Mais puiſque nous parlons des Juges, qui ſont déja dans les fonctions plûtôt qu'à ceux qui pourroient prétendre à l'avenir de s'y engager, il eſt important que nous tous, qui ſommes déja dans le miniſtere de la Juſtice, ne penſions pas que pour y avoir été reçûs, nous puiſſions nous en croire dignes, ſi nous n'obſervons toutes les regles que nous venons de propoſer, pour former l'idée generale de nôtre devoir.

Nous ne craignons pas que perſonne oſe contredire aucune de toutes ces regles. Quand on ne conſidereroit que l'honneur du monde, nous pourrions dire qu'on ne ſçauroit être bon Juge devant les hommes ſans les obſerver; & en effet, comment pourroit-on diſpenſer un Juge d'aimer la verité, & de craindre Dieu. Comment pourroit-on luy permettre d'aimer les preſens, & de rendre la juſtice au gré de ſes amis & des Grands du monde. Comment, vous qui tenez vos Charges des Gentils-hommes, pourriez-vous ſuivre leurs paſſions en rendant Juſtice? Comment pourriez-vous vendre ou conſentir qu'on vendît l'impunité des crimes dans vos Juſtices? Mais comment enfin pourrions-nous prétendre, nous tous à qui Dieu a commis ſon propre pouvoir, de l'exercer autrement qu'en la maniere, & ſuivant les re-

gles que luy-même nous en a preſcrites.

Nous n'avons dit autre choſe que ces mêmes regles ; & nous les avons toutes appuyées ſur l'autorité de Dieu même, qui a voulu nous les enſeigner, afin que nous ne puiſſions point en douter ni les contredire, & que nous ſçachions que ce ſont ces mêmes veritez, ſur leſquelles nous ſerons jugez, ſans que nous puiſſions prétendre d'oppoſer à la ſeverité apparente de ces maximes, le peu d'uſage qu'on en fait au temps où nous ſommes. Tant s'en faut que le mauvais exemple de tous les Juges du monde nous puiſſe excuſer ; il ne ſert au contraire qu'à rendre le mal plus univerſel, plus déplorable, & plus digne de punition. Car enfin puis qu'il eſt vray que toutes les veritez de la parole Divine ſont inviolables ; & *qu'au lieu que le Ciel & la terre doivent perir, la moindre de ces veritez ne ſçauroit changer.* Il eſt encore plus indubitable que toute la contradiction de la terre ne peut alterer la moindre des regles, que la verité divine a preſcrites pour le devoir de tous les hommes ; mais beaucoup moins aucune de celles qui regardent le devoir des Juges, qui doivent eux-mêmes reprimer l'injuſtice de tous les autres. *Matth.* 5. 18.

Il ne nous reſte donc que de nous attacher à ce devoir, dont nous voyons qu'il ne nous eſt pas poſſible de nous diſpenſer, & à nous regler ſuivant ces maximes, non ſeulement dans les rencontres importantes ; mais même dans toutes les moindres de nos fonctions. C'eſt dans cette

égale fidelité que consiste le devoir d'un Juge; car c'est dans les petites occasions qu'il faut s'exercer pour les grandes; & d'ailleurs les moindres dans l'exercice de la Justice sont pleines de suites, soit à cause de l'interêt de la Justice, qui est toûjours grand, soit en ce qu'elles marquent l'esprit du Juge, & font connoître le principe qui le fait agir, selon cette verité tirée de l'Evangile, que si le cœur se découvre par les paroles, il se découvre bien davantage par les actions.

Ainsi toute nôtre conduite doit marquer par une continuelle uniformité que le principe, qui nous fait agir, est toûjours celuy de rendre justice, pour remplir en toutes rencontres toute l'étenduë de nôtre devoir; & nous devons tous tant que nous sommes nous y attacher d'autant plus, & y prendre garde, que si nous manquions à nous y rendre fidelles, sur tout aprés que nous en avons connu l'importance, nous ne pourrions éviter le Jugement terrible que Dieu prépare aux mauvais Juges; car en voicy les menaces qui sont étonnantes. C'est dans un de ses Prophetes qu'il *Ps. 52. 5.*

» nous dit les mêmes paroles. Ceux qui gouvernent
» mon peuple, le gouvernent dans l'injustice; ils
» sont cause que la sainteté de mon Nom est violée
» par de continuels blasphemes; mais je feray con-
» noître un jour à mon peuple la grandeur & la sain-
» teté de mon Nom; car je viendray moy-même
» pour prendre ma place. Et quand il sera venu
pour juger les Dieux, comme il dit luy-même: Voicy ce qu'il nous apprend en un autre endroit

du

du traitement qu'il doit faire aux Juges. C'eſt par la bouche du Sage, qui nous l'annonce de la part de Dieu, & qui veut que nous l'écoutions, & que nous le gravions dans nôtre memoire & dans nos cœurs avec une attention & un reſpect digne du ſujet, & de la Majeſté de Dieu, pour lequel il parle. Ecoutez donc, dit-il, entendez & apprenez, Juges de la terre; prêtez l'oreille, vous qui étes établis pour maintenir la Juſtice parmy les peuples. Sçachez que ſi le Seigneur vous a donné ſon pouvoir, & s'il vous a confié ſon autorité, il recherchera toutes vos penſées & toutes vos œuvres; & parce qu'il vous avoit rendu les Miniſtres de ſon Regne, qui eſt la Juſtice, & que vous n'avez pas ſuivy l'équité, la Juſtice, & ſa volonté dans vos Jugemens, vous ſerez ſurpris & accablez de ſon horrible & prompte venuë, lors qu'il viendra luy-même rendre & executer contre vous, qui jugez les autres, un Jugement tout plein de rigueur. Car, dit-il, en continuant, il peut y avoir quelque pardon pour ceux du peuple; mais pour ceux qui ont été élevez dans l'autorité, leur pouvoir ſera la meſure de la grandeur, & de la ſeverité de leurs ſupplices.

Sap. 6. 2.

HARANGUE
1
PRONONCEE AUX ASSISES de l'Année 1666.

NOus remarquons que le deſſein des Rois, qui avoient inſtitué cette ſorte d'Aſſemblées pour l'inſtruction des Juges, & qui avoient voulu qu'on y fit toutes les années la lecture de leurs Ordonnances, n'a été qu'une imitation du deſſein que Dieu avoit inſpiré à Moïſe, lors qu'il ordonna peu avant ſa mort que toutes les ſept années on feroit une lecture ſolennelle au Peuple & aux Juges, des préceptes de leurs devoirs, qui étoient contenus dans la Loy divine.

Deuter. 31. 9. 10. 24. 28.

Il ſeroit à ſouhaiter que cette imitation fût entiere; & qu'au lieu d'une ſimple lecture qu'on faiſoit autrefois dans ces Aſſemblées, de ces Loix humaines, qui n'inſtruiſent les Juges que des formes de la Juſtice, ils y fuſſent encore inſtruits par la lecture de la Loy divine, des principes plus eſſentiels pour rendre la juſtice, non ſeulement dans le cours des formalitez, mais dans le fonds des lumieres de la verité.

Ils ne pourroient recevoir d'inſtructions plus ſimples, plus ſolides, & plus touchantes, que celles de ces veritez divines, qui ſont l'objet naturel de nôtre raiſon, & ces veritez ne pourroient être annoncées avec une parole plus propre, pour les graver dans les eſprits & les cœurs des Juges,

que la même dont Dieu s'eſt ſervy quand il a parlé pour les publier ; car comme il a proportionné la nature de nôtre raiſon à ces veritez & à ces regles de nôtre devoir, il a de même proportionné ſa parole à nôtre raiſon, pour nous les faire ſentir, & nous en inſtruire.

Mais quelque ſujet que nous euſſions de ſouhaiter l'uſage de cette maniere divine de parler aux Juges, il faut ceder à la coûtume qui demande bien tous les ans un Diſcours ; mais qui ne pourroit ſouffrir le même, tout divin qu'il fût. Nôtre nature mêlée de principes oppoſez, l'un corruptible, & l'autre éternel, ne peut ſouffrir ni la ſtabilité, ni le changement, il faut des nouveautez pour plaire, & il faut ſuivre les vieilles coûtumes pour ne pas déplaire, & nôtre inconſtance inquiete ne pouvant changer les regles immuables de nôtre devoir, & ne le ſouffrant d'ailleurs qu'avec peine, elle cherche au moins le changement & la nouveauté dans la maniere de les exprimer, & préfere à la ſimplicité féconde de la parole divine qui eſt le fondement & la ſource de ces veritez, la vaine étenduë des penſées humaines, & l'embarras des raiſonnemens & du diſcours, & de toutes les autres foibleſſes où le langage des hommes eſt aſſujetti : de ſorte que nous ſommes reduits à ne dire icy que nos penſées, & il y a même quelque ſujet de les expoſer plûtôt que ces veritez divines à la curioſité, qui eſt preſque l'unique motif de ceux qui viennent nous écouter.

Mais comme nous ne pouvons nous diſpenſer de parler toûjours aux Juges du même ſujet de la juſtice & de leur devoir ; ſi nous ne pouvons leur en parler d'une maniere qui en ſoit digne, & qui puiſſe leur en inſpirer l'amour dans les cœurs ; nous tâcherons du moins d'en former dans leurs eſprits quelque nouvelle idée, dont le ſouvenir puiſſe leur en laiſſer quelque impreſſion, & nous trouverons dans cette idée quelle eſt l'importance, & quel doit être l'uſage de l'une des principales qualitez des Juges, qui eſt la force & le courage dont ils doivent être toûjours animez, pour rendre la juſtice dans toutes ſortes d'occaſions.

Nous obſervons que la juſtice en general enferme deux choſes que ce mot de juſtice ſignifie également dans toutes les Langues ; car on appelle juſtice l'équité ou la rectitude de la loy, & l'on appelle encore juſtice l'obſervation de la Loy. L'équité de la loy n'eſt autre choſe que la juſtice de Dieu, qui eſt le principe de toute Loy, & qui juſtifie par ſa ſeule volonté tout ce qu'il ordonne, & l'obſervation de la Loy eſt la juſtice des hommes, qui ne conſiſte qu'en la conformité de leurs actions à la Loy qui les doit regler.

Ainſi la Juſtice comprend univerſellement tout ce qui eſt juſte ; c'eſt à dire, & la loy même vivante en Dieu, & tout ce qui eſt conforme à la Loy, & elle enferme encore en ce ſens toutes les vertus, parce qu'il n'y en a aucune qui ne ſoit la pratique de quelque Loy ; & c'eſt pourquoy la

veritable & parfaite juſtice conſiſte dans l'aſſemblage de toutes les vertus.

Cette juſtice de Dieu, & celle des hommes avec toutes les vertus qui la compoſent, ont enſemble cela de commun, que l'effet de l'une & de l'autre n'eſt autre choſe que la paix : mais avec cette difference, que la juſtice de Dieu n'eſt précedée d'aucune guerre, ni d'aucun trouble ; & que c'eſt une paix éternelle que nul changement & nulles contrarietez ne peuvent troubler : mais *Iſ. 9. 7.* la paix des hommes eſt ſeulement le calme & la tranquillité que produit la juſtice & les vertus qu'elle comprend, au lieu de la guerre & du trouble que cauſent les paſſions qui leur ſont contraires. Ainſi la paix eſt l'ouvrage de la juſtice, ſelon l'expreſſion d'un Prophete, & l'Ecriture nous *Iſ. 32. 17.* confirme cette verité en divers endroits, nous ap- *Sap. 14. 22.* prenant que ceux qui ignorent la Loy ſont dans une grande guerre ; que ceux qui l'aiment ſont *Iſ. 48. 22.* dans une grande paix ; que la juſtice & la paix ſe *Pſ. 118. 165.* ſont embraſſées ; que celuy qui eſt appellé le Juge *Pſ. 84. 11.* des vivans & des morts eſt auſſi appellé le Prince *Eccli. 5. 12.* de la paix. Toutes ces expreſſions ſont autant de *Act. 10. 42.* preuves de cette verité, que la paix eſt l'ouvrage *Iſ. 9. 6.* de la juſtice.

Et parce que c'eſt principalement dans l'interieur de chaque particulier, que ſe forme cette guerre & ce trouble, par l'empire des paſſions qui le dominent & qui l'agitent ; la principale juſtice eſt celle qui éteint ou reprime ces paſſions dans leur ſource, qui eſt le cœur de l'homme ;

& cette juſtice eſt proprement l'ouvrage de Dieu.

Mais parce qu'il permet que ces paſſions, non ſeulement agitent l'interieur des particuliers qui en ſont remplis, mais qu'elles paſſent encore au dehors dans le corps politique, dont ils ſont les membres, & que cette guerre interieure ſe répandant au dehors par une infinité de diverſes injuſtices, trouble auſſi en une infinité de manieres la paix exterieure de la ſocieté des hommes, Dieu permettant cette guerre & ce trouble exterieur. Il a auſſi pourvû à établir un ordre & des voyes, pour procurer & maintenir la paix de cette ſocieté, en reprimant par l'autorité des Juges les effets exterieurs de ces paſſions qui la troublent. Et comme il a voulu qu'on appellât du nom de juſtice le calme des paſſions qui violent ſa Loy divine, & qui troublent la paix interieure dans le cœur de l'homme; il a voulu qu'on appellât auſſi du même nom de juſtice, le calme des deſordres qui violent la Loy civile, & qui troublent la paix exterieure qui doit être parmy les hommes. Et c'eſt par ce rapport à la juſtice divine ſur l'interieur, que celle dont nous avons l'honneur d'être les Miniſtres ſur l'exterieur, a pris auſſi le même nom; parce que ſa fin & ſon exercice eſt d'établir la paix dans le corps politique, comme la fin de l'autre eſt de l'établir dans les cœurs des hommes.

Nous découvrons par cette ſuite que cette double juſtice & cette double paix interieure &

exterieure forment les deux regnes, ſous leſquels Dieu conduit les hommes; le Regne ſpirituel & inviſible de la Religion ſur les cœurs des particuliers, & le Regne temporel & viſible de la Police ſur le corps politique de la ſocieté des hommes. Il eſt ſeul le Souverain unique de ces deux Regnes, & il laiſſe éclater de temps en temps des marques viſibles de ſa conduite ſecrete, & de ſon empire ſur l'un & ſur l'autre. Mais pour cacher aux hommes la grandeur & la gloire de cette conduite, & pour les tenir dans les voyes ſenſibles dont ils ſont capables; il laiſſe ſur la terre un Miniſtere viſible & continuel de l'un & de l'autre de ces deux Regnes.

C'eſt pour cela qu'il a mis le Miniſtere du Regne ſpirituel & inviſible de la Religion ſur les cœurs dans le Sacerdoce, dont les fonctions ſont de procurer la paix interieure par la juſtice des cœurs dans les voyes, & par les moyens qu'il diſpenſe dans ſon Egliſe; & il a mis le Miniſtere du Regne temporel de la Police ſur le corps politique dans la puiſſance viſible, qu'il donne aux Rois & aux Juges qui tiennent ſa place, pour maintenir la paix exterieure par les voyes de la force, & de l'autorité qu'il leur confie.

C'eſt dans ce Miniſtere du Regne temporel de la Police, que Dieu a établi la juſtice que nous exerçons; & la fin de ce Miniſtere eſt de maintenir la paix & l'ordre parmy les hommes dans le mêlange où ils doivent vivre, pour s'aider les uns les autres de leur induſtrie par les Arts de

leurs biens, par le commerce, & pour former les autres liaiſons & dépendances mutuelles que la nature & les loix ont miſes entr'eux.

Nous voyons dans cet objet de la juſtice, que la principale fonction des Juges eſt de reprimer par leur force & par leur courage les violences & les injuſtices qui rompent les liens de cette ſociété, qui doit être parmy les hommes; & qu'ainſi l'Office des Juges eſt d'exercer ſur les actions exterieures l'empire de la juſtice, qu'ils ne peuvent porter juſques dans les cœurs, & de faire ſur le corps politique, dont ils ſont les Chefs, ce que chaque particulier eſt obligé de faire en ſoy-même ſur ſes paſſions.

C'eſt par cette raiſon, que comme dans la conduite ſpirituelle de la Religion ſur les cœurs, Dieu anime les particuliers d'une force divine, qui les éleve au deſſus de leurs paſſions, afin qu'ils puiſſent s'en rendre les Maîtres. Il a de même étably dans la conduite temporelle du corps politique, une autorité divine qui éleve une partie des hommes au deſſus du reſte, pour les rendre les Juges & les vengeurs des injuſtices qui troublent ce corps.

Mais cette force & cette autorité, que Dieu donne aux Juges, n'eſt qu'un inſtrument d'une autre force ſpirituelle qui eſt celle dont nous parlons, qui doit être dans le cœur du Juge, pour animer & employer cette autorité contre les rebellions & les entrepriſes des particuliers, qui ſont les membres qui compoſent le corps politi-

que

que. Car ces membres que l'on compare ſi communément aux membres du corps humain, ſont aſſemblez d'une maniere bien differente ; les membres du corps naturel n'ont aucun bien particulier qui leur ſoit propre, leur uſage unique, & leur fin commune eſt le bien du corps. Ainſi ils s'expoſent tous pour le corps ſans ſe faire la moindre violence, & il faudroit au contraire leur faire une extrême violence, pour retenir leur pente naturelle à s'expoſer pour le bien du corps; & loin de ſe nuire les uns aux autres, ils s'expoſent auſſi les uns pour les autres. Mais les particuliers, qui ſont les membres du corps politique, ayant leurs fins differentes & leurs interêts ſeparez de celuy du corps, ils conſiderent peu la paix commune à l'égard du bien particulier qu'ils ſe propoſent en la violant.

C'eſt pourquoy ce corps politique ne pouvant ſubſiſter comme le corps naturel par un concours univerſel & mutuel de tous ſes membres dans une union volontaire, Dieu y a mis les principes d'une autre union par l'autorité des Rois & des Juges qui contient ce corps & regit ces membres. Car le principal du devoir des Rois eſt de prevenir les entrepriſes & les rebellions des membres contre le corps ; & le principal du devoir des Juges eſt de reprimer les injuſtices & les entrepriſes des membres entr'eux.

Il ſeroit facile de venir au détail de ces entrepriſes qui ſont les occaſions où les Juges ont beſoin de force ; mais ce ſeroit une longueur ſu-

perfluë que d'entreprendre ce qu'il y auroit à dire ſur ce détail. Il ſuffit en un mot que les Juges doivent s'animer de cette vertu dans toutes les rencontres où la juſtice ſe trouve opprimée ; quand les fins ſurprennent les ſimples ; quand les riches oppriment les pauvres ; quand les violens accablent les foibles ; quand les Seigneurs veulent abuſer de l'autorité de la juſtice contre leurs juſticiables, & dans toute ſorte d'autres rencontres où les inegalitez & les diſproportions des particuliers oppoſez entr'eux mettent l'injuſtice en balance contre la juſtice.

Ce n'eſt que pour ces ſortes d'occaſions que les Juges ſont établis, & Dieu ne leur donne ſa place pour les élever audeſſus du reſte des hommes par le caractere & l'autorité qu'il leur communique, qu'afin qu'ils élevent auſſi la juſtice par leur force & par leur courage audeſſus de toutes les forces de l'injuſtice.

On dira peut-être que cette force eſt une vertu peu neceſſaire aux Juges dans les petites Juſtices ; mais nous pouvons dire tout au contraire qu'ils en ont autant ou plus de beſoin que les plus grands Juges, parce qu'il leur arrive ſouvent des occaſions difficiles, & qu'étant dépoüillez de l'éclat de la dignité qui environne & ſoûtient les autres, ils ne peuvent ſoûtenir que par leur vertu le caractere de la Divinité que leur donne le titre de Juges, & ils doivent faire éclater du moins leur courage s'ils ne peuvent faire ſentir leur autorité.

Ce courage ſuffit ſeul au Juge pour reſiſter à tous les efforts qu'on pourroit faire pour le corrompre ſans qu'il ait beſoin d'aucunes forces exterieures pour ſe ſoûtenir, & lors même qu'il faut entreprendre & qu'il faut agir, il ne laiſſera pas de remplir l'étenduë de ſon devoir par les preuves qu'il pourra donner de ſa reſiſtance & de ſes efforts contre l'injuſtice, & conſervant par cette conduite le reſpect & la dignité de ſon Miniſtere il previendra même & arrêtera pluſieurs injuſtices. Mais le Juge qui manque de cette vertu, quelque dignité & quelques forces exterieures qu'il ait d'ailleurs, au lieu qu'il devroit être une image vivante de la Divinité qu'il repreſente dans ſa fonction, ce ne ſera, ſelon l'expreſſion d'un Prophete, qu'une Statuë ſans bras & ſans yeux, & loin d'attirer le reſpect, il n'attirera que le mépris, non ſeulement ſur ſa perſonne, mais encore ſur ſa dignité. *Zach.* 11. 17.

Nous voyons maintenant la verité & l'importance de cette parole du Sage; Que celuy qui n'a pas le courage & la force de s'élever pour la juſtice, & de briſer la force oppoſée de la violence & de l'injuſtice, ne doit pas s'expoſer à ſe faire Juge : car le miniſtere des Juges étant de tenir la place de Dieu, & d'être comme les cautions & les garants qu'il donne aux hommes pour la juſtice qu'il leur promet afin de les garentir de l'oppreſſion & de l'injuſtice, ils ne peuvent ſoûtenir la grandeur de ce miniſtere, que par leur courage & par une genereuſe indi- *Eccli.* 7. 6.

gnation qui les anime & les excite inceſſamment contre l'injuſtice d'une maniere digne de Dieu, & ceux qui manquent de ce courage ont déja violé la premiere des regles qu'ils devoient s'être propoſée en ſe faiſant Juges.

Ce devoir des Juges dans cette place qu'ils doivent remplir nous fait comprendre le caractere d'un Juge foible & d'un Juge fort, & la difference de l'un & de l'autre, & cette oppoſition ſera une derniere preuve de la neceſſité indiſpenſable où ſont tous les Juges d'avoir beaucoup de courage & beaucoup de force. Le Juge foible n'eſt qu'une figure inanimée, une ſtatuë & un tronc informe qui deshonore la place qu'il occupe de la Divinité vivante, & qui n'eſt que l'objet du mépris & de la colere de Dieu & des hommes. Mais voicy une deſcription que nous trouvons dans l'Ecriture du caractere d'un Juge fort. Les premiers du peuple demeuroient en ſa preſence dans le ſilence & dans le reſpect, & il étoit l'objet de l'admiration de la multitude, parce qu'il delivroit le pauvre & l'orphelin de l'oppreſſion, & qu'il étoit l'appuy & le vengeur des veuves & des miſerables. Sa gloire étoit de relever ceux qui étoient ſur le point de perir ſans luy. Son cœur étoit plein de l'amour & du zele de la juſtice, & cette plenitude ſe répandoit & éclatroit au dehors dans toute ſorte d'occaſions. S'il luy ſurvenoit quelque obſcurité dans la recherche de la juſtice, il s'appliquoit avec une extrême diligence pour la decouvrir, &

Job. 29. 9. & ſeq.

quand il voyoit l'injuſtice, il s'élevoit contre les « injuſtes, il briſoit les efforts & la violence des « méchans, & il leur arrachoit la proye des mains. «

Ces paroles divines nous donnent un exemple ſingulier & une pleine idée d'un Juge fort, & ſi nous y ajoûtions quelque choſe nous ne ferions que les obſcurcir & les affoiblir. Tous les Juges pourront faire leurs reflexions particulieres ſelon leur uſage ſur toutes les occaſions qui n'arrivent que trop ſouvent, d'exercer leur force contre les menaces, contre les promeſſes, contre les violences, contre les fineſſes, contre les chicanes, contre les ſollicitations, contre les preſens qui aveuglent & affoibliſſent le cœur du Juge contre leur propre fortune & leurs interêts particuliers, & contre tous les autres obſtacles qui peuvent s'élever contre la juſtice.

Nous n'ajoûterons que deux ſimples reflexions qui ne ſont que deux conſequences neceſſaires des veritez que nous avons établies, mais que l'on ne ſentiroit peut-être pas comme les autres ſuites de ces principes ſans une obſervation particuliere. Nous croyons avoir montré que la paix eſt l'objet de la juſtice, c'eſt une conſequence tres-évidente de ce principe que les Juges ne doivent jamais empêcher ni prevenir les accommodemens entre les parties; car au lieu de la paix ſeulement exterieure qu'ils peuvent procurer par leurs jugemens & aprés beaucoup de dépenſes & de longueurs, les accommodemens forment une paix plus prompte, plus en-

tiere & plus naturelle, & nous pouvons encore ajoûter à cette premiere reflexion qu'il eſt même quelquefois de la prudence & du devoir du Juge dans de certaines rencontres de ménager les occaſions de porter les parties à s'accommoder, & ſi ces voyes d'accommodement ne ſont pas des occaſions aux Juges d'exercer leur force contre les paſſions des autres, ils l'exerceront ſur eux-mêmes contre leur avarice ſi elle les retenoit de faire ce bien.

Nous pourrions en ce lieu repreſenter aux Avocats le bon uſage qu'ils peuvent faire de ces voyes d'accommodemens, ils jugeront de leur devoir ſur ce point par l'honneur qu'ils ont de participer au miniſtere de la juſtice & à la fonction de Juges, puiſqu'ils ſont les premiers Juges volontaires des parties par leurs conſeils.

L'autre reflexion que nous avons à faire dépend de cette verité que nous avons aſſez prouvée, que Dieu a établi les Juges principalement pour les foibles, les pauvres & les miſerables, comme les plus expoſez aux violences & aux injuſtices. Il s'enſuit de ce fondement que les Juges doivent non ſeulement la juſtice aux pauvres, mais qu'ils doivent la leur rendre gratuitement; autrement on pourroit pretendre que la juſtice n'eſt pas dûë aux pauvres, puiſqu'on doit ſuppoſer qu'étant pauvres ils n'ont pas le moyen de la demander ſi on la leur vend. Il n'y a point d'excuſe pour couvrir une injuſtice auſſi capitale qu'eſt celle de refuſer la juſtice au pauvre faute

d'argent, quelque uſage contraire qu'on puiſſe alleguer, ou il faut penſer que Dieu qui a fait le Juge pour venger le pauvre, pourroit luy permettre de l'abandonner parce qu'il eſt pauvre. Il eſt permis à tous les Juges de quitter leurs Charges, s'ils ne les acceptent avec cette condition qui n'en peut être ſeparée, de rendre gratuitement la juſtice aux pauvres; mais il ne peut leur être permis de demeurer Juges ſans s'y ſoumettre. Ce ſeroit une temerité étrangement criminelle devant Dieu, & odieuſe devant les hommes, que d'oſer contredire cette verité, & l'on ne pourroit le faire qu'inutilement; mais nous n'avons point de paroles pour exprimer la malice & la lâcheté de ces Juges, qui loin de rendre la juſtice aux pauvres & aux miſérables, ſe ſervent de leur autorité pour les opprimer. Ce deſordre aſſez frequent meriteroit un diſcours particulier; mais il faut d'autres remedes que des paroles pour ceux dont l'aveuglement eſt venu juſqu'à cet excés.

Il ne nous reſte pour finir que de lever une difficulté que nous craignons être reſtée dans quelques eſprits ſur ce que nous avons dit que le devoir des Juges eſt de reprimer les injuſtices qui troublent l'ordre de la ſocieté des hommes, afin d'en conſerver la paix; car on pourra penſer qu'il n'eſt pas poſſible que les Juges arrêtent ou vengent toutes les injuſtices, ni qu'ils entretiennent une paix entiere parmy les hommes; Que Dieu même laiſſe arriver beaucoup de

maux, qu'il en diſſimule une infinité, & qu'il ſe laiſſe flechir & même oublie tous les crimes dont on ſe repent, & qu'ainſi les Juges qui tiennent ſa place, peuvent auſſi en uſer de même.

Il eſt vray que Dieu permet une infinité de maux qu'il laiſſe arriver, & qu'il n'en punit même que tres-peu par des punitions viſibles qui éclatent en cette vie, & il eſt vray encore qu'il pardonne & oublie pluſieurs injuſtices; mais ſoit qu'il diſſimule ſeulement, où qu'il pardonne effectivement, il ne ſouffre jamais l'injuſtice; mais quand il pardonne, il rend juſtes les coupables, & il les punit en les corrigeant, & quand il diſſimule, ſa patience n'eſt qu'une colere lente & plus terrible que tous les ſupplices dont il laiſſe l'uſage aux hommes, car conduiſant toutes choſes en cette vie dans les ſecrets de ſa Sageſſe qui fait ſervir à ſes deſſeins toutes les injuſtices qu'il laiſſe arriver, il reſerve à la fin des temps de rompre ce ſilence qu'il paroît maintenant garder, pour faire éclater ſeulement alors la force infinie de ſa juſtice par une punition ſubite & univerſelle qui accablera tout d'un coup toute l'iniquité de tous les injuſtes, ſans qu'ils puiſſent aprés cauſer plus aucune guerre ni aucun trouble que dans eux mêmes.

Mais les Juges temporels qui ne ſont établis que dans le miniſtere de la juſtice exterieure, n'ayant aucune part aux ſecrets de cette Sageſſe, ni aucun pouvoir de rendre juſtes les injuſtes & les criminels, & n'ayant aucun autre temps que le

le preſent pour l'exercice de la juſtice qui leur eſt commiſe, ils ne peuvent ni diſſimuler les injuſtices, ni les pardonner. Il eſt vray que les Princes Souverains qui repreſentent Dieu plus ſingulierement & plus pleinement que le commun des Juges & des Magiſtrats uſent dans de certaines occaſions de leur puiſſance plus entiere & plus abſoluë pour le pardon; mais c'eſt à la charge de rendre compte à Dieu de la maniere dont ils en uſent, & ce pouvoir n'ayant pas été confié aux Juges, ils ne peuvent entreprendre de l'uſurper.

Ainſi nous voyons la difference que Dieu a miſe entre la conduite qu'il laiſſe aux Juges, & celle qu'il s'eſt reſervée: car au lieu qu'il cache ſa juſtice en cette vie ſous l'obſcurité continuelle de ſes deſſeins pour commencer de la faire paroître à l'ouverture d'une autre vie, il veut au contraire que celle des Juges qui doit finir, quand ſa juſtice éternelle commencera, faſſe maintenant éclater ſa force dans chaque occaſion particuliere qui en arrive.

Nous comprendrons encore mieux cette verité par l'oppoſition des deux miniſteres du regne ſpirituel de la Religion, & du regne temporel de la Police, & par la conduite differente que Dieu a établie dans ces deux regnes.

Le miniſtere des Juges dans la Police ayant pour objet de reprimer les injuſtices exterieures, ils ont pour partage l'autorité, & la force qui

doit animer cette authorité, le miniſtere des Prêtres dans la Religion, ayant pour objet non de punir l'injuſtice, mais de l'abolir & de rendre juſtes les plus criminels ; le partage du Sacerdoce eſt de compatir, parce que l'empire de la Religion qui eſt celuy des cœurs ne s'établit que par la tendreſſe & par la douceur ; c'eſt pourquoy ſaint Paul nous apprend que le Prêtre doit ſe conſiderer comme environné luy-même de foibleſſes & d'infirmitez, afin qu'il entre dans les ſentimens de compaſſion & de tendreſſe pour gagner les cœurs ; mais nous apprenons du même ſaint Paul, que les puiſſances temporelles ſont établies pour imprimer non la tendreſſe & la douceur, mais la crainte & la terreur ſur les eſprits des injuſtes & des méchans, ſur leſquels Dieu les a rendus les Miniſtres de ſa colere & de ſa vengeance.

Hebr. 4. 15.

Hebr. 5. 2.

Rom. 13. 3. 4.

C'eſt par la raiſon de cette difference & de cette oppoſition des deux miniſteres de la Religion & de la Police, & du devoir du Prêtre & du Juge, que celuy qui poſſede ſeul les deux qualitez de Juge & de Pontife éternel a ſeparé ces deux avenemens pour l'uſage different de l'une & de l'autre de ces qualitez. Il eſt venu la premiere fois comme Pontife, non pour juger, comme il a dit luy-même, mais plûtôt pour être jugé, & pour être luy-même la victime de ſon Sacerdoce, afin d'étaler l'abondance de ſa douceur & de ſa benignité ſans mélange de ſa colere de Juge : car il n'en a preſque jamais fait

Joan. 5. 22.
Pſ. 109. 4.
Hebr. 5. 6. & 10. 12.

Joan. 3. 17. 12. 47.

la fonction, & il l'a même refusée, quoy qu'il eût seul tout droit de juger ; & il viendra la seconde fois comme Juge étaler la gloire de sa justice, & tout l'éclat de sa vengeance & de sa colere contre toutes les injustices sans mélange de compassion.

Luc. 12. 14. *Joan.* 8. 11. 15. *Joan.* 5. 22.

Cet ordre de la dispensation divine de la justice fait voir aux Juges, que leur partage est de n'avoir que de la colere contre l'injustice, & qu'ils n'en doivent souffrir aucune sans s'y opposer autant qu'ils le peuvent. Que si le torrent de la multitude des injustices, & les violences des personnes injustes surpassent le pouvoir des Juges, leur courage au moins ne doit pas ceder, & ils ne peuvent ni pardonner, ni dissimuler aucune injustice par foiblesse, ou par lâcheté ; & si la qualité qu'ils ont de membres du corps politique, dont ils font partie comme le reste des hommes, les assujettit à toutes les foiblesses qui peuvent leur faire abandonner les interêts de la justice, ils doivent se regarder, non comme de simples membres de ce corps, mais comme étant élevez au dessus en qualité de Chefs, & comme participans à la puissance divine qui leur est confiée, & dont les interêts étant beaucoup plus importans, leur doivent être aussi beaucoup plus chers que les leurs propres.

Ce sont là les bornes du pouvoir des Juges, & l'étenduë de leur devoir ; leur force, & leur autorité ne peut rien contre la justice, ils la doivent toute entiere contre l'injustice. Ceux qui par

leur foibleſſe violeront ou abandonneront ces devoirs dans la place de Dieu qu'ils ofent remplir, ſeront eux-mêmes l'objet de cette juſtice, dont ils auront prophané le miniſtere : ils en ſentiront tout le poids & toute la force, & ils tomberont de
Pſ. 74. 8. cette place entre les mains de celuy qui doit juger toutes les juſtices.

HARANGUE
PRONONCE'E A L'OUVERTURE des Audiences de l'Année 1669.

CETTE ouverture des Audiences étant principalement établie pour le ferment des Avocats, comme les Aſſiſes pour la convocation des Juges, nous nous trouvons obligez de parler ici du devoir des Avocats, comme aux Aſſiſes de celuy des Juges ; & il eſt juſte que ces deux fonctions, qui ſont les deux plus importantes dans l'exercice de la juſtice, partagent les remontrances que nous ſommes obligez de faire en ce lieu.

Nous ne pouvons mieux connoître les regles du devoir des Avocats, & par une voye plus ſimple & plus courte, qu'en conſiderant quel eſt leur miniſtere & leur fonction dans l'ordre de la juſtice : mais parce que cette fonction n'a pas été établie dans le premier état de la juſtice comme celle des Juges, & qu'elle y a été ſeulement introduite dans la ſuite des temps par des conſiderations qui

l'ont renduë neceſſaire ; nous ne pouvons bien juger du miniſtere, pour lequel les Avocats ont été établis, que par la connoiſſance de ce premier état de la juſtice, & de ces conſiderations qui les y ont rendu neceſſaires : ce qui nous oblige à faire reflexion ſur l'ordre que Dieu a établi pour la ſocieté civile parmy les hommes, qui eſt le fondement de cette juſtice, dont nous parlons, & ſur les cauſes des injuſtices, qui ont troublé cet ordre, & qui ſont les mêmes qui ont donné ſujet à l'établiſſement des Avocats.

Cet ordre de la ſocieté civile, eſt tel que tous les hommes naiſſent égaux en deux manieres. Ils naiſſent égaux par la nature, c'eſt à dire, qu'il n'y a aucune difference d'homme à homme par les ſimples qualitez naturelles & perſonnelles, qui les rendent ſuperieurs ou dépendans les uns des autres ; & ils naiſſent auſſi égaux dans le beſoin des creatures que Dieu a faites pour l'homme, tous ayant par leur naiſſance les mêmes beſoins. Mais parce que la multitude ne pourroit ſe contenir dans ces deux ſortes d'égalité, Dieu a établi des ſuperioritez & des dépendances, ou par la naiſſance même, comme des Peres ſur les enfans, ou par la Police des Loix, comme des Princes ſur les Peuples, & des Juges ſur les particuliers, afin de lier & de contenir, ſelon l'expreſſion du Sage, la multitude par ces dépendances ; & pour affermir ces ſuperioritez, il a fait auſſi une differente diſpenſation de la poſſeſſion des biens ; & il a ainſi proportionné ces deux égalitez naturelles, & ces deux

differences politiques pour contenir tous les hommes dans la societé & dans l'unité ; car la difference des conditions, établies par l'ordre de Dieu, fait que la multitude demeure soûmise dans l'obéïssance, personne ne pouvant s'élever au dessus des autres que ceux que Dieu éleve luy-même, comme dit S. Paul, & l'égalité naturelle fait que ceux qui sont au dessus des autres se contiennent dans la moderation par la vûë de leur état naturel, qui les rend égaux à la multitude.

Hebr. 5.

Cet ordre est établi de cette maniere, pour reprimer deux passions capitales de tous les hommes, le desir de dominer, & le desir de posseder; le desir de posseder doit être borné par le besoin naturel, & par la differente dispensation que Dieu a faite de la possession des biens, & le desir de dominer doit être arrêté par l'égalité naturelle, & par l'autorité de Dieu commise aux Princes & aux Juges; car c'est l'autorité de Dieu, dont ils sont les dépositaires, parce que comme tous les hommes sont égaux par la nature, & que Dieu, qui est le seul Juge naturel, ne veut pas juger luy-même visiblement en cette vie, il rend ceux qu'il éleve au dessus des autres participans de son autorité, pour contenir la multitude dans l'ordre naturel qu'il a établi.

Mais ces mêmes passions, que cet ordre devoit reprimer, l'ont violé & renversé dans tous ses points ; car le desir de dominer, d'être au dessus des autres, & indépendant, a violé en cent manieres & l'égalité naturelle & les dépendances

établies par l'ordre de Dieu, & le desir de posseder & de remplir par la multitude des possessions, la multiplicité infinie des desirs que forment la passion de l'indépendance, & toutes les autres passions, qui sont les causes de ce desir de posseder, a violé les bornes du besoin propre, & la differente dispensation de la possession des biens : de sorte que le desir de l'indépendance causant les querelles d'honneur, le desir de posseder, les differends pour les biens, & l'un & l'autre, les entreprises sur la vie & sur les personnes : ces deux passions sont les sources de ce torrent d'injustices, qui troublent l'ordre de la societé civile, & qui sont le sujet de la justice que nous exerçons.

Voilà quelle est l'idée de cette societé civile, & de la justice, établie pour maintenir l'autorité & la Majesté de Dieu renduës visibles dans les Tribunaux, pour reprimer les injustices que les hommes commettent entr'eux. C'est dans cette idée que nous devons tous considerer nos diverses fonctions dans la justice, ceux qui la rendent comme rendant le jugement de Dieu, selon l'expression de l'Ecriture, & ceux qui la demandent comme demandant & attendant ce même jugement de la bouche des Juges.

Si tous ceux qui ont eu des differends avoient consideré la justice de cette maniere, & qu'ils eussent recouru aux Juges avec le respect & la sincerité qu'ils doivent à Dieu, la fonction des Avocats, & celle des Procureurs auroient été peu necessaires. Mais il est arrivé que ces mêmes pas-

ſions, qui ont porté les hommes à entreprendre les uns ſur les autres, les ont auſſi portez au mépris même de l'autorité, & juſques dans les Tribunaux, où les plaideurs injuſtes ſe ſont portez à deux excés que les Juges n'ont pû ſouffrir ; car ils ont violé le reſpect qu'ils devoient à l'autorité des Juges par des emportemens & des paroles indecentes, & ils ont violé la verité & la ſincerité qu'ils devoient à la juſtice par des ſuppoſitions, des fauſſetez, & autres ſemblables artifices, parce que ne pouvant uſer ni de la force contre l'autorité qui leur reſiſte, ni de la juſtice qui les condamne, ils ſe portent à couvrir leur injuſtice des apparences de la juſtice par le menſonge & les fauſſetez. C'a été la premiere cauſe qui a introduit les Procureurs & les Avocats au lieu des Parties dans les jugemens, pour y introduire la moderation & la verité au lieu des emportemens & des fauſſetez, qu'on ne pouvoit étouffer dans la bouche des Parties : de ſorte que par ce premier motif, les Procureurs & les Avocats ſont comme les Parties dépoüillées de leurs paſſions.

Mais outre cette cauſe commune aux Avocats & aux Procureurs, il y en a une autre particuliere pour l'établiſſement des Avocats ; car la multiplicité infinie des injuſtices, que ces deux paſſions ont produites, ayant donné ſujet à une infinité de Loix, & ces Loix ayant été ſuivies de nouveaux differends, ou par leur obſcurité, ou par les évenemens infinis qu'elles n'ont pû prevoir, il n'a plus été poſſible aux particuliers ni par le bon

ſens,

ſens, ni par la bonne foy de défendre eux-mêmes, ni même de connoître en pluſieurs rencontres la juſtice de leurs interêts, de ſorte qu'on a eu beſoin de perſonnes inſtruites de l'interpretation des Loix, & ç'a été la ſeconde cauſe de la neceſſité des Avocats.

Il paroît par ces deux cauſes de l'établiſſement des Avocats que leur miniſtere enferme deux fonctions differentes qui ſont tout enſemble les fondemens & de la dignité de leur profeſſion, & des regles de leur devoir ; celle du conſeil qu'ils doivent donner aux Parties, & celles de la défenſe des cauſes qu'ils ont conſeillées. Dans le Conſeil ils font la fonction de Juges envers leurs Parties, & dans la défenſe des cauſes, ils repreſentent les Parties devant les Juges ; comme Juges & les premiers Juges de leurs Parties ils doivent leur prononcer la juſtice & la verité, comme leur prononçant le jugement même de Dieu ; & comme leurs défenſeurs ils doivent repreſenter les Parties comme dépoüillées de leurs paſſions, & les défendre devant les Juges comme devant Dieu ; de ſorte que les Avocats ſont comme les mediateurs de la verité & de la juſtice entre les Juges & les Parties, car ils en ſont les diſpenſateurs envers les Parties, & ils en ſont les défenſeurs envers les Juges. C'eſt cette dignité de leur miniſtere qui leur donne cet avantage ; que comme l'Ecriture a donné le nom de Dieux, à ceux à qui Dieu commet ſon authorité en les faiſant Juges des autres hommes, elle a

donné le nom d'Avocat à celuy qui a été choi-si pour être tout enſemble le Mediateur envers Dieu & le Juge de tous les hommes.

Il n'eſt pas maintenant difficile de voir quelles ſont les regles du devoir des Avocats ; cette idée de leur miniſtere en découvre les principes & tout le détail, & nous pouvons dire par occaſion que les Procureurs peuvent y voir auſſi à quoy ils ſont obligez pour s'acquitter de leur fonction. On voit bien que nous ne parlons icy que des devoirs les plus eſſentiels, & qui regardent l'honneur de la profeſſion des Avocats ; nous aurions bien à leur parler auſſi d'autres choſes aſſez importantes, & entre autres de la brieveté à laquelle ils ſont obligez dans leurs plaidoyers, & à leur faire voir combien cette brieveté eſt importante, ſur tout à preſent que toutes les cauſes ſe doivent porter aux Audiences, & combien ils y ſont obligez même par leur ferment de garder les Ordonnances, parce qu'elles les obligent à la brieveté, & que cette obligation n'eſt fondée que ſur la verité & ſur le bon ſens ; car la verité les oblige à retrancher les faits ſuppoſez & les raiſons fauſſes ; comme le bon ſens les oblige à retrancher les redites, les diſcours inutiles, & toutes les autres ſuperfluitez ſi contraires à l'éloquence dont le principal ornement eſt de reduire au naturel la lumiere & la force de la verité ; mais ce ſujet demanderoit un diſcours entier ; il ne nous reſte pour conclure, comme nous nous ſommes propoſez, que d'expliquer en peu de pa-

roles de quelle maniere les Avocats & les Procureurs auſſi ne doivent jamais ſoûtenir que la juſtice & la verité : Il y a trois ſortes de cauſes qui les occupent, les cauſes évidemment injuſtes, les cauſes évidemment juſtes, & les cauſes douteuſes.

Pour les cauſes évidemment injuſtes, ſoit contre le droit naturel, ſoit contre le droit poſitif, il eſt évident qu'il n'y a aucune maniere permiſe de les ſoûtenir, non plus qu'il n'y en a aucune de dérober le bien d'autruy, & qu'il ne peut jamais être juſte de ſoûtenir une injuſtice ; que ſi les Parties ne peuvent entreprendre ces ſortes de cauſes ſans abandonner leur conſcience & commettre un crime odieux aux hommes, & d'autant plus grand devant Dieu, qu'ils prennent ſon autorité pour l'inſtrument de leur injuſtice. Les Avocats & les Procureurs qui les défendent ſont d'autant plus coupables qu'ils ſe rendent complices de la malice de leurs Parties ; & prevaricateurs de leur miniſtere, & dans leur devoir eſſentiel, qui eſt de détourner leurs Parties d'entreprendre des cauſes injuſtes ; mais ceux qui les entreprennent contre les pauvres & les autres perſonnes miſerables ſe rendent encore complices d'une eſpece de ſacrilege dont on ne ſçauroit aſſez exagerer l'énormité. L'Ecriture compare l'oblation de celuy qui offre à Dieu en aumône ou en ſacrifice le bien des pauvres, à l'oblation que feroit à un pere celuy qui immoleroit ſon fils à ſes yeux ; *Qui offert ſa-* Eccli. 34. 24.

crificium ex ſubſtantia pauperum quaſi qui victimam filium in conſpectu patris ſui. Par quelle expreſſion pourroit-elle marquer l'action de ceux qui ſe preſentent au tribunal non de la miſericorde, mais de la juſtice de Dieu; non pour luy offrir le bien d'autruy & s'en dépoüiller, mais pour l'arracher de la poſſeſſion des autres & ſe le rendre propre, & qui oſent invoquer Dieu & le Juge, Miniſtre de ſon autorité pour le rendre executeur de cette injuſtice.

Pour les cauſes juſtes la ſeule regle eſt de ne les défendre que par les voyes juſtes, ſans menſonge & ſans artifice, car ſi les actions connuës juſtes d'elles-mêmes deviennent injuſtes lorſqu'elles ne ſont pas faites avec toutes les circonſtances de la juſtice ſelon cette parole du Sage, *Qui cuſtodierint juſta juſte juſtificabuntur*, à plus forte raiſon les actions de juſtice même doivent être accompagnées de la verité & de la juſtice, & ſi tous les hommes ſe doivent entr'eux & dans toutes leurs actions la verité & la ſincerité de Dieu, ſelon l'expreſſion de ſaint Paul, ils la doivent infiniment plus à Dieu même & dans ſon Tribunal qui eſt la juſtice.

Sap. 6. 11.

2. Cor. 1, 12.

Pour les cauſes douteuſes la principale regle eſt de ne pas prendre pour douteuſes les cauſes qu'on peut rendre telles en couvrant l'injuſtice des apparences de la juſtice, mais de prendre ſincerement pour douteuſes celles ſeulement dont les deciſions ſont incertaines, ou par les circonſtances des faits, ou par l'obſcurité du

droit, ou par d'autres conſiderations qui mettent la juſtice en balance dans ces ſortes de cauſes, les Avocats doivent ſe déterminer par leur lumiere & leur conſcience, & ils ne doivent les entreprendre ni les deffendre que de la même maniere, & par les mêmes voyes que les cauſes juſtes.

Toutes ces regles du devoir des Avocats ſe reduiſent à deux maximes, l'une de ne jamais ſoûtenir une cauſe injuſte, & l'autre de ne ſoûtenir les cauſes juſtes que par les voyes de la juſtice, & ces deux maximes ſont ſi eſſentielles au devoir des Avocats & ſi indiſpenſables, qu'encore qu'elles paroiſſent plûtôt des maximes de Religion que du Barreau, elles ſont en propres termes dans les Loix Civiles, & non ſeulement elles y ſont en maximes, mais en regles, dont les Loix obligent les Avocats de faire ſerment, & un ſerment non ſeulement general, mais qu'elles obligent les Avocats de réiterer dans chaque cauſe, par lequel ils juroient deux choſes, l'une qu'ils la croyoient juſte, & l'autre qu'ils n'y uſeroient d'aucune chicanne, ni d'aucune mauvaiſe voye; les Avocats ſçavent ces Loix & ces ſermens.

L'on ne doit pas s'imaginer, ni que ces Loix puiſſent être affoiblies par aucun uſage contraire, ni que les Avocats ſoient diſpenſez de l'obligation de ces ſermens, parce qu'ils ne les font plus ſingulierement, & en propres termes, il n'y a aucune préſcription contre le ſens commun & les bonnes mœurs; & quand il n'y auroit aucun ſerment, ni aucune Loy, qui obligeât les Avocats

à ne point soûtenir de causes injustes, & à ne soûtenir ni l'injustice, ni le mensonge, ni se servir d'aucune voye injuste dans les causes justes, l'obligation naturelle subsiste inviolable, indispensable, & infiniment plus forte qu'aucune Loy; nous obscurcirions l'évidence de cette verité, si nous ajoûtions de nouvelles preuves; la justice & la verité sont les regles de l'honneur & de la conscience dans toute sorte de professions, mais si celle des Avocats a quelque avantage au dessus des autres, c'est le point d'exactitude & de pureté, auquel ils sont obligez de porter l'honneur de la verité & de la justice. Tous les Avocats sont assez persuadez de cette dignité de leur profession, qu'ils demeurent tous aussi convaincus de la fidelité avec laquelle ils sont obligez de la soûtenir, & de l'amour qu'ils doivent avoir pour la justice & la verité, puisqu'ils en sont les dispensateurs & les défenseurs.

HARANGUE
1
PRONONCÉE AUX ASSISES
de l'Année 1670.

SI parmy les devoirs des particuliers il eſt neceſſaire qu'ils ſoient inſtruits de ceux qui regardent leur conduite dans la ſocieté commune & dans le public, il eſt bien plus important que les Juges, qui doivent contenir les particuliers dans l'ordre de cette ſocieté, ſoient eux-mêmes inſtruits des regles qu'ils doivent ſçavoir pour garder cet ordre.

C'étoit dans la vûë de cette importance de l'inſtruction des Juges, que les Aſſiſes ont été autrefois établies, & que leur premier uſage étoit d'une part d'inſtruire les Juges par des diſcours & par la lecture des Ordonnances, & de l'autre de venger leurs injuſtices ſur les plaintes publiques, qui en étoient reçûës dans ces Aſſemblées. Mais il ne reſte de cette coûtume que la partie la moins utile, & nous ſommes reduits à parler du devoir des Juges, mais ſeulement à en parler de ſorte que tout ce que nous pouvons ici, c'eſt d'eſſayer par nos paroles de mettre les Juges en état de ſe juger eux-mêmes dans le ſecret, en leur repreſentant les regles ſur leſquelles il étoient autrefois jugez en public.

Pour bien entendre les regles du devoir des Juges, il en faut rechercher les principes dans

l'ordre, avec lequel Dieu a établi la juſtice & le Miniſtere des Juges; la juſtice n'eſt autre choſe que le bon ordre de l'état où Dieu a placé l'homme dans cette vie, & cet état de l'homme conſiſte en trois divers rapports à trois objets differens qui l'environnent; l'un à Dieu pour lequel il a été créé, l'autre aux creatures, qui ſont créées pour luy, & le troiſiéme des hommes entr'eux. L'homme ſe rapporte à Dieu par une dépendance abſoluë qui l'éleve & l'attache à Dieu en tout ce qu'il eſt, & tout ce qu'il peut, comme à la cauſe & à la fin unique de ſon être & de ſes puiſſances. L'homme ſe rapporte aux créatures pour l'uſage qu'il en peut faire pour ſes beſoins; & le troiſiéme rapport des hommes entr'eux conſiſte dans les liaiſons de tous leurs devoirs mutuels.

Nous n'entrons pas dans le détail de ces trois devoirs, on voit aſſez qu'ils enferment toute la juſtice des hommes, & qu'ils ſont l'objet de toutes les Loix divines & humaines, ſpirituelles & temporelles; mais il ſuffit pour nôtre ſujet d'obſerver que comme il n'y a que Dieu ſeul qui ait pû par ſa lumiere former cet ordre, & y proportionner les Loix qui doivent le maintenir, il n'y a que luy ſeul auſſi qui puiſſe par une autorité naturelle contenir les hommes dans l'obéïſſance à ces Loix. Ainſi c'eſt proprement Dieu qui eſt le ſeul Juge de tous les hommes par ſon autorité divine, comme il eſt l'unique Legiſlateur par la lumiere naturelle de ces premiers devoirs qu'il a répanduë dans l'eſprit de l'homme; & comme toutes les

Loix

Loix particulieres que les hommes ont faites, ne ſont que des productions de cette lumiere divine ; toute l'autorité des Juges n'eſt auſſi qu'une dépendance & une participation de l'autorité & de la puiſſance de Dieu. C'eſt par cette raiſon qu'il eſt dit ſi ſouvent dans l'Ecriture, que les Juges exercent le Jugement & la Puiſſance de Dieu, & qu'ils ſont même appellez des Dieux, parce qu'ils participent au miniſtere de Juge, qui eſt propre à Dieu, & qu'ils ſont les depoſitaires & les diſpenſateurs de ſa lumiere & de ſon autorité ; & il ſemble que c'eſt par une impreſſion de cette premiere lumiere naturelle reſtée parmy les tenebres du paganiſme, que quelques Anciens ont eu cette penſée que les Jugemens devoient ſe prononcer ſur les autels comme une fonction divine.

Et c'eſt encore par cette même raiſon, & pour faire voir que la fonction de Juge eſt une fonction divine, que Dieu ayant conduit l'homme par trois divers degrez de cette lumiere des devoirs de l'homme, qui font ces trois états de l'homme, qu'on appelle la Loy de nature, la Loy écrite, & la Loy de grace, chacun de ces états a eu ſon Legiſlateur & ſon Juge, qui n'ont exercé cette fonction que dans la lumiere & l'autorité divine, & comme un miniſtere divin.

Dans le premier état Dieu a paru luy-même le Legiſlateur & le Juge pendant le temps qu'on appelle la Loy de nature ; il a fait la fonction de Legiſlateur par la lumiere naturelle inſpirée au pre-

mier homme & à ſes enfans, quoy qu'en des manieres differentes, & il a fait la fonction de vengeur de la Loy & de Juge, mais de Juge univerſel par la punition generale de tous les hommes dans le Déluge, & il a ſignalé par ce miracle prodigieux la grandeur de ſon nom de Juge.

Dans le ſecond état, il a établi un homme à ſa place, qu'il a fait le Legiſlateur & le Juge de la ſeconde publication de ſa Loy, & pour faire voir que cette qualité étoit encore dans cet homme une fonction divine, il l'a accompagné d'une infinité de punitions miraculeuſes & d'autres miracles.

Et dans le troiſiéme état, il a étably un nouveau Legiſlateur & un nouveau Juge, qui a publié la derniere perfection de cette Loy; mais parce que ce nouveau Juge étoit non ſeulement Juge & Legiſlateur, mais encore, s'il nous eſt permis d'uſer de ce mot, Juſtificateur & Reparateur de l'homme, pour le rétablir dans la perfection de la juſtice, & que la fin principale de ce nouveau Legiſlateur étoit non de punir l'homme, mais de le juſtifier. Il a diviſé ſon miniſtere en deux temps; & au lieu que Moïſe a fait en même temps la double fonction de Legiſlateur & de Juge, & fait éclater l'une & l'autre par pluſieurs miracles, JESUS-CHRIST n'a fait dans ſon premier avenement que la fonction de Legiſlateur avec une infinité de miracles, de Juſtificateur & Liberateur; & il a reſervé ſa fonction & ſes miracles de Juge à ſon ſecond avenement, où il paroîtra

comme le ſeul Juge, à qui tout jugement a été donné, ainſi qu'il a dit de ſoy-même; mais cependant il laiſſe dans l'Univers l'exercice de ſon double miniſtere à deux ſortes de Puiſſances qui le partagent; & comme il eſt Juge, & tout enſemble Juſtificateur, il laiſſe le miniſtere interieur de la juſtification aux miniſtres de ſon Egliſe, & ce miniſtere forme la Religion, qui eſt la juſtice des cœurs, & il laiſſe le miniſtere exterieur de Juge & de Vengeur à tous les Juges, qu'il rend les diſpenſateurs de la lumiere divine des Loix, & les depoſitaires temporels de ſon autorité & de ſa puiſſance, pour venger & maintenir l'ordre de ces Loix, en reprimant les deſordres exterieurs que commettent contre cet ordre ceux que le miniſtere ſpirituel de la Religion n'a pas retenus, & qui troublent en public & dans l'exterieur, ou la dépendance de Dieu, ou la ſocieté des hommes, ou le bon uſage des creatures, qui ſont les devoirs generaux des hommes.

Nous voyons par cette ſuite de la conduite de Dieu pour la Juſtice, que les Juges ſont les depoſitaires & les diſpenſateurs de la lumiere & de l'autorité divine, & qu'ils tiennent dans cette fonction la place de Dieu. Cette grandeur de la fonction des Juges doit imprimer plus de terreur dans leurs eſprits par la vûë d'un miniſtere ſi redoutable, qu'ils n'en peuvent imprimer eux-mêmes ſur les particuliers qui leur ſont ſoumis, & elle doit en même temps leur faire connoître les qualitez qu'ils doivent avoir pour s'acquiter de ce miniſtere.

Puiſque les Juges ſont les diſpenſateurs de la lumiere divine des Loix, leur premiere qualité c'eſt la lumiere & l'intelligence pour diſcerner la juſtice d'avec l'injuſtice; & puiſqu'ils ſont les depoſitaires de l'autorité divine, leur ſeconde qualité c'eſt la force & le courage pour ſoûtenir cette autorité, & maintenir la juſtice contre l'injuſtice; mais ces deux qualitez ſi neceſſaires à tous les Juges ne peuvent ſubſiſter ſans une troiſiéme, qui eſt l'amour de la juſtice, ſans lequel le Juge ne peut avoir ni aucune lumiere, ni aucune force; & c'eſt ici la grande regle du devoir des Juges.

C'eſt pour nous faire comprendre l'importance de cette regle que le Livre de la Sageſſe, qui commence par s'adreſſer aux Juges comme à ceux dont le devoir eſt le premier de tous les devoirs, commence ce premier devoir par ce précepte qui enferme tous les autres: *Aimez la juſtice, vous qui jugez la terre.*

Sap. 1.

Pour comprendre la force & l'étenduë de cette parole, il n'y a qu'à comprendre la force & l'étenduë de l'amour, & quelle eſt la nature de ce principe de toutes les actions des hommes. Comme l'homme ne peut agir que pour une fin, & que la fin n'eſt autre choſe qu'un objet qui plaît, & qui attire la volonté; c'eſt la pente vers cette fin, qu'on appelle amour. Ainſi c'eſt l'amour qui eſt le principe univerſel de toutes les actions des hommes: ce qui a fait dire à un Pere de l'Egliſe, que l'amour eſt un poids qui nous porte à tous

Aug.

les objets où nous nous portons comme les autres

creatures ſe portent par leur poids au lieu qui leur eſt naturel. Car comme Dieu a donné le poids & les autres pentes naturelles aux creatures, qui les portent chacune en ſon lieu pour conſerver l'ordre de l'Univers, il a donné l'amour à l'homme comme une pente qui doit le porter à cet ordre, dont nous avons parlé, qui fait ſa juſtice : de ſorte que comme les particuliers ne peuvent ſe porter à leurs devoirs que par l'amour, le devoir des Juges conſiſte dans l'amour qu'ils doivent avoir pour l'ordre univerſel ; mais cet amour eſt ſingulierement & abſolument neceſſaire pour conſerver la lumiere & la force des Juges, qui ſont les fondemens de tous leurs devoirs.

Pour ce qui eſt de la force, on jugera de la neceſſité qu'il y a d'aimer la juſtice pour conſerver cette force, ſi on fait reflexion ſur deux effets naturels de l'amour, & qu'il ne manque jamais de produire. Comme l'amour eſt un poids & une pente, il s'enſuit, & c'eſt le premier effet de l'amour que la même volonté ne peut jamais ſe porter à deux objets contraires, non plus qu'elle ne peut avoir deux pentes oppoſées ; car, comme il eſt dit dans l'Evangile, ces deux objets oppoſez ſont deux maîtres qu'un même eſclave ne peut ſervir ; & il s'enſuit auſſi de cette pente, & c'eſt le ſecond effet de l'amour, qu'étant un poids on ne manque jamais de ſe porter à l'objet qu'on aime, & qu'on s'y porte de toutes ſes forces : ce qui a fait dire à S. Paul que l'amant eſt eſclave de l'objet qu'il aime, que celuy qui aime la juſtice eſt eſcla-

Math. 6. 24.

Rom. 6.

ve de la juſtice, & que celuy qui aime l'injuſtice eſt eſclave de l'injuſtice, parce que l'amant eſt comme l'eſclave qui ne poſſede & ne fait rien que pour ſon maître. C'eſt dans cette pente & dans cette attache que conſiſte la force infinie de l'amour que l'Ecriture compare à la force invincible de la mort; car comme rien ne reſiſte à la puiſſance de la mort, il n'y a rien auſſi dans l'homme qui reſiſte à la puiſſance de l'amour; & c'eſt au contraire l'amour luy-même qui fait agir toutes les puiſſances de l'homme, & qui les fait agir de toutes leurs forces. Il eſt facile de comprendre ſur ces principes, que ſi un Juge n'aime la juſtice, il n'aura aucune force pour la ſoûtenir; & que ſi au contraire il aime quelque objet oppoſé à la juſtice, il n'aura de la force que pour l'injuſtice.

Cant. 8. 6.

Que ſi l'amour de la juſtice eſt ſi neceſſaire pour conſerver la force du Juge, il ne l'eſt pas moins pour conſerver ſa lumiere & ſa connoiſſance: car c'eſt le propre de l'amour qu'il ne reçoit point d'autre impreſſion que de ce qu'il aime: c'eſt cet objet qui fait toute ſa lumiere & tout ſon attrait par la vûë du bien qu'il y trouve, qui l'attire & l'aſſujettit, & ce n'eſt que par cette lumiere qu'il forme ſa conduite, & qu'il juge enſuite des autres objets. Ainſi celuy qui aime la juſtice, reçoit les impreſſions de la lumiere de cet objet, il s'y ſoumet & s'y aſſujettit, & c'eſt enſuite par cette lumiere qu'il ſe conduit & juge du reſte. Et de même au contraire ceux qui aiment par d'autres amours qu'on appelle les paſ-

ſions, c'eſt-à-dire, les maladies de la volonté qui ſont toutes ſes pentes à d'autres objets que la juſtice, ils reçoivent les impreſſions & les attraits des objets de ces paſſions qui leur tiennent lieu de lumiere à laquelle ils s'aſſujettiſſent, & c'eſt enſuite par ces fauſſes lumieres qu'ils s'aveuglent dans leur conduite & dans le jugement des autres objets. Nous voyons par cet effet de l'amour que celuy de la juſtice doit être la lumiere des Juges comme il eſt leur force, & que s'ils en manquent, ils tomberont dans l'aveuglement & dans la foibleſſe.

Aprés l'ouverture de ces principes generaux des devoirs des Juges & des cauſes qui peuvent les corrompre, il eſt facile de connoître le détail de toutes les cauſes particulieres de la corruption des Juges. Tout ce qu'un Juge peut aimer contre la juſtice, parens, amis, preſens; tous ces objets & tous les autres ſemblables qu'on peut penſer, ſont autant de cauſes qui peuvent corrompre les Juges, parce qu'ils ſont des objets dont l'amour peut obſcurcir la lumiere & affoiblir la force du Juge, & c'eſt par cette raiſon que les Loix civiles ont pourvû à les retrancher. Elles ont par exemple défendu aux Juges de connoître des cauſes de leurs proches, parce qu'elles ont ſuppoſé qu'on a de l'amour pour ſes parens, & que l'amour de leur interêt pourroit emporter celuy de la juſtice; elles ont défendu les preſens, car on ne peut les recevoir ſans les aimer & ceux qui les donnent. Il en eſt de même de

toutes les autres precautions des Loix pour prevenir la corruption des Juges. Toutes les recusations ne ſont établies que ſur ce fondement d'ôter au Juge l'occaſion d'un objet dont l'amour pourroit être oppoſé à celuy de la juſtice ; mais parce que les Loix n'ont pû défendre aux Juges toutes ces ſortes d'occaſions, ils doivent eux mêmes employer leur lumiere & leur force, ou pour reſiſter aux affections qui peuvent les corrompre, ou pour s'abſtenir de rendre juſtice lorſqu'elles les mettent en peril de s'en affoiblir.

Que ſi les Juges ſont obligez de reſiſter aux affections ſecrettes qui peuvent les affoiblir, ils ſont bien plus obligez de ſe dépoüiller des paſſions ouvertes qui ne ſont pas de ſimples mouvemens, mais qui ſont des emportemens violens de la volonté qui produiſent les injuſtices les plus capitales, l'amour de l'argent, par exemple, ou le deſir de ſe venger ſont des amours violens qui entraînent tellement l'eſprit & le cœur du Juge qu'il s'abandonne aux dernieres corruptions ; il vend ou la juſtice, ou l'injuſtice, ou la punition, ou l'impunité pour l'objet de ſon amour qui eſt l'argent, il ſacrifie à l'amour de la vengeance les juſtes interêts de ſon ennemy, & proſtituant à ſes paſſions l'autorité de Dieu dont il tient la place, il le fait ſervir à ſon injuſtice.

Tout le monde comprend & abhorre l'excés de cette eſpece d'iniquité, qui eſt le comble de l'injuſtice, & rien ne peut ſi juſtement attirer la haine publique, parce que c'eſt le dernier renverſement de

de l'ordre public, & une profanation ſacrilege des premiers fondemens de la Loy divine. Cette Loy dont l'eſprit eſt toûjours nôtre premiere regle, condamnoit à la mort les particuliers qui s'élevoient à la moindre inſolence contre la Loy, parce que c'étoit s'élever contre Dieu même auteur de la Loy, *Anima quæ per ſuperbiam aliquid commiſerit, quoniam adverſus Dominum rebellis fuit, peribit.* Les Juges pouvoient venger par la mort la rebellion des particuliers; mais pendant que les Juges joüiſſent & abuſent de l'autorité, qui vengera leurs injuſtices ? Un ſaint Juge & un ſaint Roy ſouhaite pour la punition des mauvais Juges la precipitation du haut des rochers, parce que comme les Juges ſont élevez au haut du rocher, & unis à la pierre, ſelon l'expreſſion de l'Ecriture, c'eſt-à-dire, à l'immutabilité de la juſtice & de l'autorité divine, rien n'eſt plus naturel pour leur punition qu'une chûte proportionnée à la profanation qu'ils ont faite d'un miniſtere ſi élevé que celuy de Juge, & le ſouhait de ce Prophete arrivera d'une maniere inviſible à tous les Juges qui auront profané ce miniſtere par leurs injuſtices.

Num. 15. 30.

Ce ſujet & tout le reſte du devoir des Juges meriteroit un plus long diſcours; mais il faut finir, & comme nous avons vû que tous les devoirs des Juges ſe reduiſent à conſerver la lumiere & la force par l'amour de la juſtice, nous ne pouvons mieux finir que par trois paroles qui ſont trois Oracles de la Sageſſe divine,

qui contiennent ces trois precepres du devoir des Juges, *Erudimini qui judicatis terram.* Instruisez-vous, Juges de la terre, & rempliſſez-vous de la lumiere de la juſtice, *Noli quærere fieri Judex ſi non valeas virtute irrumpere iniquitates.* Ne vous expoſez pas à vous faire Juges ſi vous n'avez la force de reſiſter à l'injuſtice, & d'en briſer les efforts & la violence. *Diligite juſtitiam qui judicatis terram.* Aimez la juſtice vous qui jugez la terre, afin que l'attrait de cet objet ſoit vôtre lumiere & vôtre force contre toutes les fauſſes lumieres, & tous les efforts des amours contraires.

Pſal. 2. 16.

Eccli. 7. 6.

Sap. 1.

HARANGUE
PRONONCE'E AUX ASSISES
de l'Année 1671.

L'ECRITURE qui nous apprend les devoirs de toute ſorte de conditions, nous a marqué celuy des Juges d'une maniere toute ſinguliere, car pour nous faire comprendre l'importance de ce devoir & la grande application que les Juges doivent avoir pour s'en acquiter, elle a donné une idée de la grandeur du miniſtere des Juges, qui ſurpaſſe infiniment tout ce qu'on auroit pû s'en imaginer, & en même temps elle a marqué les qualitez que ces Juges doivent avoir pour ſoûtenir cette dignité. Elle donne aux Juges le nom de Dieux, *Ego dixi Dii eſtis* : ce qu'elle re-

Pſ. 18. Exod. 22. 28.

pete en plusieurs endroits, & l'Evangile nous apprend que c'est avec verité que ce nom leur est donné pour faire voir que Dieu communique aux Juges une authorité qui n'est naturelle qu'à luy seul, comme il est seul l'unique Juge de tous les hommes, & c'est pourquoy la même Ecriture apprend aussi aux Juges que ce n'est pas leur jugement qu'ils doivent rendre ; mais celuy de Dieu, *Non enim hominis exercetis judicium sed Domini.* Paral. 2. 19. 6.

Il est donc bien juste que les Juges qui tiennent la place de Dieu, & qui doivent rendre ses jugemens, exercent ce ministére avec les qualitez que luy-même a marquées, & qu'il exige de tous ceux qui entreprennent cette fonction. Il en demande quatre principales, la force, la crainte de Dieu, l'amour de la verité, & la haine de l'avarice. Ce sont ses quatre parties sur lesquelles l'Ecriture nous apprend que Moïse fit le choix des Juges qui devoient juger sous luy des moindres differends du Peuple. *Provide de omni plebe viros potentes & timentes Deum in quibus sit veritas & qui oderint avaritiam ... quidquid autem majus fuerit referant ad te, & ipsi minora tantummodo judicent.* Exod. 18. 21.

Par la force les Juges doivent s'élever au-dessus de tous les efforts de l'iniquité, & se rendre independans par leur courage de tout ce qui pourroit les corrompre & les porter à l'injustice, comme Dieu par son independance naturelle est au dessus de toute foiblesse.

Par la crainte de Dieu les Juges doivent entrer dans les ſentimens de celuy dont ils tiennent la place, & regarder toûjours avec tremblement s'ils uſent dans chaque occaſion de ſon autorité qu'ils diſpenſent, comme luy-même en uſeroit, s'il ſe rendoit viſible pour l'exercer.

Par l'amour de la verité qui doit être tel dans le cœur des Juges, ſelon l'expreſſion de l'Ecriture, que la verité reſide en eux, *in quibus ſit veritas.* Les Juges diſcernent la verité dans le menſonge, la juſtice dans l'injuſtice, & ils embraſſent la juſtice & la verité ſans la perdre de vûë par l'obſcurité & les nuages des paſſions, comme Dieu qui eſt luy-même la verité, & incapable de paſſions, diſſipe le menſonge & l'injuſtice par la lumiere de ſa verité.

Par la haine de l'avarice, les Juges ſe mettent au deſſus de tout interêt, & tenant la place de Dieu qui eſt au deſſus de toutes choſes, parce qu'il eſt luy-même ſon propre bien & ſa fin unique, ils regardent la juſtice comme leur fin; & dans cette vûë non ſeulement ils mépriſent les biens qu'ils pourroient acquerir par l'injuſtice, mais ils ne craignent pas même les pertes qui pourroient leur arriver pour rendre juſtice.

C'eſt donc en ces quatre qualitez que conſiſte le devoir des Juges, & comme les devoirs de toute ſorte de conditions ſont une imitation de Dieu dans l'étenduë infinie de ſes perfections, & que tous les hommes qui ſont ſes enfans ſont obligez à imiter Dieu ſelon cette parole de ſaint

Paul, *Estote imitatores Dei sicut filii.* Les Juges qui sont eux-mêmes des Dieux, sont obligez à cette imitation d'une maniere toute particuliere, & c'est par ces quatre qualitez qu'ils doivent former cette expression de Dieu dans leurs jugemens.

Nous avons autrefois parlé de la force necessaire aux Juges, nous avons aussi parlé de l'amour de la verité, & c'est maintenant une suite naturelle que nous parlions de la haine de l'avarice.

Pour bien comprendre combien les Juges sont obligez de hair l'avarice & combien elle est contraire à tous leurs devoirs, il faut connoître auparavant en general les caracteres & les effets de cette passion. Il n'y a point de crime dont l'Ecriture ait exprimé la matiere avec plus de force que de l'avarice, elle la nomme la source de tous les maux *Radix omnium malorum*, & elle la nomme encore une idolatrie *idolorum servitus*, & ces deux caracteres de l'avarice que nous apprenons de saint Paul sont un effet de cette verité de l'Evangile, que le bien qui fait l'objet de l'avarice est un Maître, & comme un Dieu dont l'avare est adorateur, que ce Maître separe celuy qui le sert du culte du veritable Dieu, qui est le seul Maître, & qu'on ne peut servir avec l'autre; ainsi l'avarice est une idolatrie, & elle est encore la source de tous les maux par l'abandonnement du veritable Maître, qui est la source de tous les biens, & par l'attache à ce faux Maître qui est l'instrument de tous les maux. Et

1. *Tim.* 6. 9. 10.
Eph. 5. 5.
Col. 3. 5.
Matth. 24. 24.

comme toutes les Loix divines & humaines ſe reduiſent aux deux preceptes de l'amour de Dieu & de l'amour du Prochain, & que ces deux preceptes ſont les fondemens de tous les devoirs envers Dieu, & envers les hommes, l'avarice ruine ces deux fondemens, & elle eſt encore en ce ſens la ſource de tous les maux: car elle ruine le premier precepte dans toute ſon étenduë juſqu'à l'excés de l'idolatrie, comme nous venons de le faire voir; & elle ruine le ſecond precepte, car l'avare ceſſe d'aimer ſon Prochain comme ſoy-même, & il ceſſe même de l'aimer non ſeulement par cette raiſon tirée de l'Ecriture, & qui eſt un des fondemens de la Religion, que l'amour de Dieu & celuy du Prochain ſont inſeparables, mais encore par cette raiſon particuliere à l'avarice que l'avare prend ſon bien pour l'objet de ſon idolatrie, auquel il rapporte uniquement ſon temps, ſon travail & ſon affection; de ſorte qu'il prive le Prochain de tous les devoirs; car c'eſt ce temps, ce travail, cette affection, & même ce bien, qui doivent être les inſtrumens de tous les devoirs que demande l'amour du Prochain.

Matth. 22. 40.

Joan. 4. 20. 21.

Nous voyons par ces principes de l'Evangile en quoy conſiſte l'iniquité de l'avarice, & avec combien de verité l'Ecriture l'appelle une idolatrie & la ſource de tous les maux, puiſqu'elle ruine les fondemens de tous les devoirs envers Dieu & envers les hommes. Ce qui a fait dire à l'Eccleſiaſtique qu'il n'y a rien de ſi méchant qu'un avare; mais cette expreſſion n'eſt pas aſſez

forte pour exprimer celle de l'Eccleſiaſtique, *Avaro nihil eſt ſceleſtius.* On voit aſſez que toutes ces veritez que l'Ecriture nous apprend de l'iniquité de l'avarice ne s'entendent pas des larcins, des fraudes, des concuſſions & des autres deſordres que l'avarice peut cauſer, mais qu'elle s'entendent évidemment de la ſimple avarice, comme il paroît par les paſſages de ſaint Paul & de l'Evangile que nous avons touchez, & encore tres-expreſſément par la ſuite de ce paſſage de l'Eccleſiaſtique; car aprés cette parole *Avaro nihil eſt ſceleſtius.* il ajoûte: *Nihil eſt iniquius quam amare pecuniam.*

Eccli. 10. 9.

Eccli. 10. 10.

Que ſi la ſimple avarice dans l'uſage profane des biens temporels eſt un ſi grand crime, qu'elle ſoit appellée avec verité une idolatrie & la ſource de tous les maux, quel nom pourra-t'on donner à l'avarice des Juges dans le miniſtere divin de la diſpenſation de la juſtice? Mais pour mieux comprendre combien la ſimple avarice des Juges eſt plus criminelle que celle des autres, il eſt encore neceſſaire de remarquer que ſi les particuliers avares violent les deux premiers preceptes, les Juges avares les violent d'une maniere bien plus criminelle; car pour le premier precepte, ſi les particuliers perdent la qualité d'enfans de Dieu par l'avarice, & qu'en ſe ſeparant de ſa providence & de ſon amour par l'attache au bien, ils tombent dans l'idolatrie; les Juges qui ſont non ſeulement les enfans de Dieu, mais qui ſont eux-mêmes appellez des Dieux, parce

qu'ils tiennent la place de Dieu pour maintenir l'ordre de cette providence parmy les hommes dans la poſſeſſion des biens temporels & pour reprimer l'avarice des particuliers qui troublent cet ordre ; lorſqu'ils ſoüillent leurs fonctions par l'avarice, ils profanent le miniſtere de Dieu qu'ils exercent, ils deshonorent ſon nom qu'ils portent, & ils rendent ce miniſtere divin, le miniſtere de l'iniquité ; & l'authorité de Dieu, l'inſtrument de l'idolatrie.

Et pour ce qui eſt du ſecond precepte qui conſiſte aux devoirs mutuels des hommes entr'eux, comme des membres d'un même corps, les Juges qui ſont comme les chefs de ce corps, ſont bien plus coupables lorſqu'ils manquent par l'avarice à ce qu'ils doivent à ce corps & à ces membres, que les particuliers qui manquent par l'avarice à ce qu'ils ſe doivent les uns aux autres. Pour mieux entendre cette verité, il faut en remarquer une autre tirée de l'Ecriture, qui nous apprend que toutes les Puiſſances ſpirituelles & temporelles par leſquelles Dieu éleve quelques-uns des hommes au deſſus des autres, ſont en même temps des liens de devoir qui les aſſujettiſſent par une autre ſorte de ſoumiſſion à ceux même au-deſſus deſquels ils ſont élevez, & c'eſt par cette raiſon que l'exercice & la diſpenſation de ces puiſſances s'appelle un miniſtere, c'eſt-à-dire, un ſervice. Ce qui a fait dire à ſaint Paul, dans la grandeur de ſon miniſtere de l'Apoſtolat, qu'il étoit redevable & debiteur à tous ceux que Dieu ſoûmettoit

Rom. 1. 14.

soûmettoit à son ministere, & c'est par cette même raison qu'il est dit dans l'Evangile, que celuy qui veut être le premier, doit être le serviteur de tous, parce qu'il doit rendre à tous le service du ministere pour lequel il est établi. *Matth. 23. 11.*

Il est facile d'appliquer cette verité au ministere des Juges, & de comprendre par cette application combien l'avarice dans leur ministere est plus criminelle que celle des particuliers, puisque l'avarice des Juges n'est pas un simple violement des devoirs communs & mutuels des hommes entr'eux, mais une prevarication contre l'ordre universel, & contre le devoir de ce service & de ce ministere public, auquel les Juges sont singulierement destinez par leur dignité; & cette prevarication de l'avarice des Juges est d'autant plus criminelle que l'avarice des particuliers, qu'au lieu que les particuliers n'exercent leur avarice que par des voyes qui portent les apparences & le caractere de l'iniquité, & qui peuvent être reprimées par l'authorité des Juges; l'avarice des Juges s'exerce par la voye même de l'authorité qui établit l'iniquité par le ministere de la justice.

Mais ce n'est pas assez de connoître combien l'avarice des Juges est plus criminelle que celle des particuliers. Il est encore necessaire de bien connoître combien cette passion est contraire au devoir des Juges, & comment elle corrompt les fonctions de leur ministere. Pour juger des effets de l'avarice dans le ministere des

Juges, il faut remarquer en quoy consiste le devoir des Juges. Personne n'ignore que ce devoir consiste en une volonté de rendre la justice dans toute sorte d'occasions ; ce qui enferme l'affection & la diligence pour s'appliquer à l'intelligence des faits que l'on doit juger, & des regles sur lesquelles il faut juger l'application fidelle de ces regles sans autre vûë que de la verité & de la justice, la prompte expedition, l'attache, & la vigilance à la recherche & à la punition des crimes, & pour toutes ces fonctions un zele qui porte le Juge à y donner le temps & le travail qu'elles demandent ; & enfin ce devoir consiste à rendre au public & aux particuliers le ministere & le service de toutes ces fonctions dans les occasions qui en arrivent, & à considerer ces occasions comme autant de commissions particulieres ausquelles les Juges sont appellez & engagez par l'ordre exprés de la providence de Dieu qui fait naître ces occasions, & qui a destiné les Juges pour y exercer le ministere de sa justice.

Voila quel est en general le devoir des Juges ; & pour connoître maintenant combien l'avarice est contraire à tous ces devoirs, il faut faire reflexion sur la verité de cette parole du premier des Peres de l'Eglise, que l'avarice est le poison de la Charité, c'est-à-dire, que comme le poison éteint les principes de la vie, l'avarice détruit les principes de tous les devoirs envers Dieu & envers les hommes. Nous avons fait voir les

Charitatis venenum est spes adipiscendorum aut retinendorum temporalium. *Aug. l. 83. quæst. 37.*

causes de cet effet de l'avarice, & nous pouvons dire avec la même verité, que l'avarice des Juges est un venin mortel qui éteint dans leur esprit la lumiere de la verité, & dans leur cœur le zele & l'amour de la justice qui sont les principes de tous leurs devoirs.

C'est ce venin qui ébloüit la vûë du Juge dans le discernement de la verité & de la justice, lorsque son interêt luy propose un objet contraire : c'est ce venin qui assoupit la vigilance du Juge, & qui étouffe ou engourdit les sentimens de la justice par les impressions contraires de la crainte secrette de quelque perte, ou de l'esperance de quelque gain ; & si l'une & l'autre de ces impressions vient à cesser, c'est assez pour empêcher un Juge avare de rendre justice que l'attrait du gain ne l'attire pas : car il est arrêté par l'indifference & la paresse naturelle du cœur de l'homme pour tout objet qui ne se rapporte pas à sa fin ; & comme la fin de l'avare est d'acquerir ou de conserver toutes les occasions de rendre la justice où les Juges avares se trouvent sans peril de perte, & sans esperance de gain sont pour eux des objets sans aucun attrait & ils sont incapables de s'y porter à rendre justice.

Il est facile de juger par ce caractere de l'avarice que cette passion & ce venin, que S. Paul appelle la source de tous les maux, est aussi la source de toutes les injustices : nous ne parlons pas icy seulement des concussions, de l'impunité venduë pour de l'argent, de la corruption, des presens,

de l'abus que font les Juges de leur authorité pour leur interêt, & des autres ſemblables excés de l'avarice. Tous ces crimes ſont les derniers deſordres de cette paſſion, & comme ceux qui ſont capables de ces deſordres ont renoncé aux principes de la Religion, qui nous apprennent le devoir des Juges, & qu'ils ont éteint les lumieres de la conſcience & les ſentimens de l'honneur, ils ſont plus dignes de punition que d'inſtruction, & ils portent déja la peine de la haine publique & de l'infamie. Mais nous parlons en general de tous les mauvais effets que cauſe l'avarice des Juges dans la diſpenſation de la juſtice; chacun peut juger par ces principes generaux que nous venons de remarquer, les differens effets de ce poiſon de l'avarice dans chaque occaſion du devoir des Juges. C'eſt elle qui laiſſe les crimes impunis, & bien ſouvent ce n'eſt que l'avarice qui les fait pourſuivre: c'eſt elle qui retarde ou qui avance l'expedition de la juſtice: c'eſt elle qui rend les Juges hardis & timides, diligens & negligens ſelon les divers mouvemens de leur interêt; deſorte qu'il eſt évident que ce n'eſt pas la juſtice, mais l'interêt qui eſt l'objet des Juges avares; & quoy qu'ils s'imaginent quelquefois que c'eſt la juſtice qu'ils ont en vûë, ils ne regardent en effet que leur interêt qui s'y trouve joint; car en même-temps que la juſtice ſe trouve ſeule & ſeparée de cet interêt, elle devient pour eux ſans aucun attrait, au lieu qu'elle devroit être leur fin principale.

Mais ce n'eſt pas ſeulement le miniſtere des

Juges qui eſt corrompu par l'avarice, cette paſſion eſt auſſi le poiſon qui corrompt les fonctions de tous ceux qui participent au miniſtere de la juſtice, Avocats, Procureurs, Greffiers & tous autres. C'eſt l'avarice qui engage les Avocats dans la défenſe des mauvaiſes cauſes: c'eſt l'avarice qui cauſe les negligences & les ſurpriſes des Procureurs & des Greffiers, & c'eſt enfin l'avarice qui cauſe l'excés des émolumens & une infinité d'autres deſordres communs à tous les Miniſtres de la juſtice, ſur leſquels chacun peut ſe juger ſoy-même, ſans que nous entrions dans tout ce détail.

Nous remarquerons ſeulement deux effets de l'avarice qui ſont les plus ordinaires dans le miniſtere de la juſtice, & qui paroiſſent les moins criminels, afin que par l'idée qu'on en doit avoir, on comprenne combien les Juges & tous ceux qui participent aux fonctions de la juſtice doivent haïr l'avarice & être exempts de cette paſſion.

Le premier, eſt de prendre plus d'émolument qu'on ne doit en prendre, ou d'en prendre dans des occaſions où l'on ne doit pas en prendre. On ſe flatte aiſément dans cette injuſtice, & pluſieurs circonſtances y contribuent, la modicité de chaque prevarication & l'uſage les rendent inſenſibles, & le profit réel ſe rencontrant avec l'impunité, l'avarice ſe porte ſans bornes à tous ces profits illicites & qui ſont declarez criminels par la Loy divine; car nous apprenons de l'Evangile dans la Predication de ſaint Jean au *Luc. 3. 12.*

peuple, que les Soldats & les Publicains étant venus luy demander ce qu'ils devoient faire pour ne pas encourir les Jugemens de Dieu & les peines qu'il leur annonçoit, il leur dit qu'ils ne prissent pour leurs droits que ce qui leur avoit été ordonné & permis de prendre. Il n'eſt pas neceſſaire icy de prouver que les Juges & les autres Miniſtres de la juſtice doivent être du moins auſſi juſtes & auſſi moderez à exiger leurs droits que les ſoldats & les Publicains, & nous apprenons de ſaint Auguſtin, que les Juges & tous ceux qui exercent des fonctions publiques ſont compris dans ce precepte, & encourent la condamnation de la Sentence de ſaint Jean s'ils y contreviennent.

De Verb. Dom. Serm. 19. 2. cap. milit. 23. q. 1.

On dira qu'on achete les charges ou du Roy ou des Seigneurs, & qu'il n'y a point de gages, ou qu'ils ne ſont pas ſuffiſans ; mais il eſt libre d'acheter les charges, & leur prix eſt fondé ſur d'autres conſiderations que l'émolument, & enfin il eſt certain qu'à quelque prix qu'on achete les charges, c'eſt toûjours à condition de les exercer avec les droits & émolumens accoûtumez & legitimes, & c'eſt même une des clauſes expreſſes des proviſions qui oblige les Juges par leur propre fait à s'en tenir aux reglemens. Deſorte que c'eſt une concuſſion auſſi bien aux Juges qu'aux ſoldats, de contrevenir aux reglemens qui fixent leurs droits, & une concuſſion puniſſable par les Loix humaines, & capitale dans la Loy divine, & s'il eſt permis d'acheter des char-

ges, & de s'engager aux fonctions publiques quand on en eſt digne, il n'eſt jamais permis d'y entrer pour y faire de tels profits : c'eſt ce que nous apprend ſaint Auguſtin d'une maniere encore plus forte, *Rempublicam gerere non eſt crimin ſum, ſed ideo gerere Rempublicam, ut rem familiarem potius augeas videtur eſſe damnabile.* Ibid.

Le ſecond de ces deux effets de l'avarice dont nous avons parlé, c'eſt de ceſſer de faire les fonctions de la juſtice dans deux ſortes d'occaſions où les Juges ne peuvent s'en diſpenſer ; dans les crimes publics lors qu'il n'y a pas d'autre partie que le public, & dans les affaires des pauvres qui demandent juſtice, & qui ſont dans l'impuiſſance par leur pauvreté de recompenſer le travail du Juge. Nous mettons dans le même rang l'interêt public ſans partie, & celuy des pauvres, parce que l'un & l'autre ſont également importans & commandez, & également abandonnez ou negligez.

De tous les preceptes du devoir des Juges, il n'y en a point de plus frequent & de plus exprés dans l'Ecriture que celuy de rendre la juſtice aux pauvres, parce que comme Dieu a commis aux Juges ſon authorité pour ſoûtenir la juſtice contre toute force contraire, les Juges qui ſont deſtinez pour ce miniſtere, & qui en ſont redevables à toute ſorte de perſonnes, doivent le rendre principalement aux pauvres, comme les plus expoſez à l'oppreſſion ; & c'eſt par cette raiſon de ce qu'il ſemble que c'eſt principalement pour les

pauvres que les Juges ſont établis, qu'afin que les Juges ne penſent pas pour cela qu'ils doivent les favoriſer : la même Loy divine qui ordonne aux Juges de rendre la juſtice aux pauvres, leur deffend de les favoriſer en rendant juſtice. *Non conſideres perſonam pauperis, pauperis non miſereberis in judicio.* Ce qui fait voir évidemment que lorſque Dieu commande ſi fortement aux Juges de rendre la juſtice aux pauvres, il ne leur commande autre choſe que de les écouter & de la leur rendre, ce qui enferme la neceſſité de la leur rendre gratuitement, puiſque nous ſuppoſons qu'étant pauvres, ils ſont dans l'impuiſſance de recompenſer le travail du Juge. Et c'eſt principalement à cauſe de ces ſortes de devoirs que l'avarice eſt ſi particulierement deffenduë aux Juges, afin qu'ils ſe portent ſans peine à rendre la juſtice dans les occaſions où ils ſont dans la neceſſité de la rendre ſans aucun autre avantage que de s'acquiter de leur miniſtere. Et il n'eſt pas étrange que l'aumône de la juſtice ſoit ſi expreſſément commandée aux Juges envers les pauvres, & que ce ſoit une partie eſſentielle de leur devoir, puiſque c'eſt bien un commandement indiſpenſable pour tous les particuliers, & dont le violement attire la derniere colere & le dernier Jugement de Dieu, que la diſtribution du bien temporel aux mêmes pauvres. On voit aſſez que cette neceſſité de rendre la juſtice aux pauvres qui regarde principalement les Juges, regarde auſſi tous les autres Miniſtres de la juſtice

Lev. 19. 15. Exod. 23. 3.

tice, ſans les fonctions deſquels la juſtice ne peut être renduë aux pauvres.

On ne pretendra pas que ces Loix divines puiſſent être changées par aucun uſage, ni par aucune autre raiſon contraire, ſoit du prix des charges ou autre quelconque. Toutes ces conſiderations ne ſont d'aucun poids pour diſpenſer des premiers principes de la Loy divine pour les regles du devoir des Juges, & il faut que les Juges qui pretendront de ſe diſpenſer de ce devoir envers les pauvres de leur rendre la juſtice gratuitement, declarent en même temps que c'eſt par un autre ordre que celuy de Dieu qu'ils ſont établis Juges; que c'eſt une autre authorité que la ſienne qu'ils diſpenſent, & que c'eſt à d'autres conditions qu'aux ſiennes qu'ils exercent ce miniſtere, & qu'enfin ils declarent qu'ils renoncent aux Loix, aux regles, & aux conditions que Dieu a établies pour leur devoir, & s'ils n'expriment pas ce langage par leurs bouches, ils l'ont déja formé dans leurs cœurs : car c'eſt le langage réel & naturel de l'idolatrie, où la parole divine nous apprend que les avares ſont tombez.

Mais ſi c'eſt un effet de l'idolatrie des Juges avares, & un violement ſi capital de la Loy divine que de ne pas rendre la juſtice aux pauvres, quel eſt le crime de ceux qui ſe ſervent de l'autorité de la juſtice pour les opprimer? Le ſilence, répondra mieux aux ſentimens qu'on doit avoir de cet excés d'iniquité qu'aucune ſorte d'expreſ-

ſion, & nous ſupprimerons auſſi toutes les autres choſes que nous aurions à dire ſur ce vaſte ſujet de l'avarice des Juges, & des autres Miniſtres de la juſtice, pour finir par une remarque de l'Hiſtoire Sainte, qui nous aidera à comprendre, & à retenir quelle eſt la malice & l'iniquité de cette avarice. Cette Hiſtoire divine nous apprend que ce fut par l'avarice que l'iniquité des Juges d'Iſraël fut conſommée, & que le Peuple ſe ſouleva contre les enfans de Samuel qui furent les derniers Juges, pour demander à leur pere une autre forme de gouvernement. *Cum ſenuiſſet Samuël poſuit filios ſuos judices Iſraël & non ambulaverunt filii illius in viis ejus, ſed declinaverunt poſt avaritiam.* & ce fut pour cela que ce Peuple demanda un Roy; mais cette même Hiſtoire Sainte nous apprend auſſi que l'avarice & le refus de rendre la juſtice aux pauvres, fut encore la premiere cauſe du renverſement de la Monarchie & de la fin des Rois, comme elle l'avoit été de celle des Juges; c'eſt ce que nous apprenons de l'Hiſtoire de la captivité de Joakim fils de Joſias que Nabucodonoſor fit conduire enchaîné à Babylone; car le Prophete Jeremie luy prononça en ces termes la Prediction & la cauſe de cette captivité, qui fut ſuivie de la ruine de la Monarchie. *Pater tuus judicavit cauſam pauperis & egeni in bonum ſuum. Tui verò oculi & cor ad avaritiam.* Et enſuite il luy annonça cette captivité, & les autres peines que Dieu luy preparoit pour ſes injuſtices.

Reg. 8. 1.

4. *Reg.* 24.
2. *Paral.* 36.

Jer. 22. 16.

Nous n'avons rien à ajoûter à toutes ces preuves

de l'iniquité de l'avarice dans le miniſtere de la juſtice, & nous affoiblirions la force & l'autorité de la parole divine, ſi nous y mêlions quelque choſe du nôtre. Il faut donc que ce ſoit cette même parole qui finiſſe nôtre diſcours. Nous apprenons de ſaint Paul que la malice & l'injuſtice des hommes répand ſa malignité ſur toutes les creatures, & ſur l'ordre de l'Univers, & que par l'abus qu'ils font des creatures par leurs paſſions, ils les tiennent dans une eſpece d'eſclavage que ſaint Paul appelle la ſervitude de la corruption, & ſous laquelle il dit que toutes les creatures gemiſſent. Mais comme c'eſt principalement l'avarice qui fait le plus mauvais uſage des creatures, & qui les tient dans la ſervitude de la derniere corruption, juſqu'à les prendre pour l'objet de ſon idolatrie, & que de toutes les avarices, celle des Juges eſt la plus oppoſée à cet ordre de l'Univers. Un ſaint Juge & un grand Prophete a dit que les Juges avares & qui refuſent la juſtice aux pauvres, troublent cet ordre de l'Univers & des creatures, juſqu'à ébranler les fondemens. *Judicate egeno & pupillo ... eripite pauperem, & egenum de manu peccatoris liberate ... neſcierunt neque intellexerunt, movebuntur omnia fundamenta terræ.* Mais il ajoûte que ces Juges avares & qui n'entendent pas le langage de ce precepte de rendre la juſtice aux pauvres, ſeront eux-mêmes jugez & punis, mais de la punition des Grands & des Princes, c'eſt-à-dire, ſelon la parole du Sage, d'un ſupplice proportionné à la grandeur du mi-

Rom. 8. 20.

Ibid. 21. 22.

Pſ. 81. 3.

Sap. 6. 6. 7. Pſ. 81. 6.

niſtere qu'ils auront profané. *Ego dixi Dii eſtis ... vos autem ſicut homines moriemini, & ſicut unus de principibus cadetis ;* Ce jugement des Grands & des Juges vengera l'ordre de Dieu violé par les injuſtices, les foibleſſes & les negligences des Juges avares, & remettra toutes les creatures dans l'ordre & dans la liberté de la juſtice, ſelon cette autre parole du Sage. *Vidi ſub ſole in loco judicii impietatem & in loco juſtitiæ iniquitatem, & dixi in corde meo juſtum & impium judicabit Deus, & tempus omnis rei tunc erit.*

Eccle. 3. 16.

HARANGUE
PRONONCÉE AUX ASSISES de l'Année 1672.

LE devoir des Juges, & le devoir des particuliers ſont également appellez dans l'Ecriture du nom de Juſtice, parce que la juſtice des hommes n'eſt autre choſe que la conformité de leurs actions aux regles divines de l'équité. Ainſi le premier fondement de cette juſtice, eſt la connoiſſance des regles qui enſeignent le bien qu'il faut pratiquer, & la connoiſſance des maux contraires qu'il faut éviter, parce que c'eſt par cette connoiſſance que l'homme s'éleve à cette conformité aux regles qui fait ſa juſtice. C'eſt cette connoiſſance que l'Ecriture appelle la ſcience du bien & du mal, & cette ſcience ſi neceſſaire à tous les hommes eſt ſingulierement neceſſaire aux Juges.

Avant que de parler de la neceſſité & de l'utilité de cette connoiſſance & de cette ſcience, que les Juges doivent avoir du bien & du mal, il faut premierement conſiderer l'ordre naturel, par lequel l'homme eſt venu à la connoiſſance & au diſcernement du bien & du mal.

La premiere verité que l'Ecriture nous apprend de nôtre nature, eſt que Dieu a fait l'homme à ſon image & à ſa reſſemblance par les dons de la nature & ceux de la grace, & nous remarquons qu'en même temps que l'Ecriture nous apprend cette reſſemblance, elle nous découvre auſſi que parmy les differences infinies, qui ſe rencontroient entre Dieu & l'homme, il y en avoit une entre autres aſſez ſinguliere, qui conſiſtoit en ce que l'homme dans cette premiere pureté de ſon origine connoiſſoit ſeulement le bien; & qu'encore qu'il ne fût qu'un vaiſſeau fragile, *figmentum*, comme l'Ecriture l'appélle, & qu'il fût capable du mal, il n'avoit neanmoins encore aucune connoiſſance de mal, & que Dieu au contraire, qui étoit la pureté & la ſainteté même, & incapable de tout mal, connoiſſoit tout enſemble le bien & le mal, & Dieu n'avoit pas ſeulement caché à l'homme la connoiſſance du mal, il luy avoit fait encore une défenſe expreſſe de manger du fruit, qui devoit luy ouvrir cette connoiſſance, & luy apprendre la ſcience & le diſcernement du bien, & du mal: *De ligno ſcientiæ boni & mali ne comedas.* Mais l'homme étant tombé dans le mal par le deſir de connoître comme

Eccli. 39. 30.

Gen. 2.

Gen. 3. Dieu, le bien & le mal; *Eritis ſicut dii ſcientes bonum & malum.* Il tomba dans une extrémité oppoſée à ſon premier état; & au lieu qu'avant ſa chûte il ne faiſoit & ne connoiſſoit que le bien, *bona bonis creata ſunt ab initio.* Depuis ſa chûte il ne fut capable de pratiquer & de connoître que le mal,

Eccli. 39. 30. *Cuncta cogitatio cordis nitente ad malum omni tempore.* Mais enfin aprés ce funeſte changement, l'homme a été remis par la reparation de la grace dans un troiſiéme état entre le bien & le mal; le bien où il peut s'élever, & le mal où il penche par

Eccli. 15. 18. ſa nature: *Ante hominem vita & mors, bonum & malum quod placuerit ei, dabitur illi:* & dans le troiſiéme état. Dieu l'a élevé à la participation de ſa na-

2. Petr. 1. 4. ture divine, ſelon cette parole de S. Pierre: *Divinæ conſortes naturæ:* & luy a donné la lumiere de la ſageſſe divine, & le diſcernement du bien & du mal: de ſorte que cette parole, *Eritis ſicut dii ſcientes bonum & malum*, qui étoit une parole de menſonge, eſt devenuë une parole de verité.

Mais ſi tous les hommes ſont obligez au diſcernement du bien & du mal par la participation de la lumiere divine, à laquelle ils ſont élevez, les Juges qui ſont élevez non ſeulement à cette lumiere, mais à la fonction divine de juger, ſont encore bien plus obligez à la ſcience & au diſcernement du bien & du mal, & à juger du bien & du mal comme Dieu en juge, puiſque c'eſt ſa propre fonction & ſon jugement qu'ils exercent.

Pour faire voir que c'eſt le jugement de Dieu

que les Juges exerçent, il faut remarquer deux veritez que l'Ecriture nous apprend ; l'une, que Dieu eſt ſeul le Maiſtre de la juſtice ; & l'autre que Dieu eſt ſeul noſtre Juge, ſelon ces deux paroles d'Iſaïe : *Deus Judicii Dominus. Dominus Judex noſter.* Il eſt ſeul le Maître de la Juſtice, parce que c'eſt ſa volonté qui fait la juſtice ; & il eſt ſeul nôtre Juge par l'ordre de la dépendance naturelle, qui aſſujettit la volonté de la creature libre & raiſonnable à la volonté de ſon Createur, de même que ſa nature eſt aſſujettie en tout ce qu'elle eſt à celle de Dieu. Comme il eſt donc vray que Dieu eſt le ſeul Maître de la juſtice, & ſeul nôtre Juge, il s'enſuit de cette verité, que la diſpenſation de la juſtice eſt un miniſtere divin, & propre à Dieu ſeul ; & c'eſt par cette raiſon qu'il veut que nous le regardions ſeul, lorſqu'il nous diſpenſe la juſtice par quelque voye qu'il nous la diſpenſe. C'eſt pourquoy ſon Fils, qui a été Juge univerſel, a dit qu'il ne jugeoit pas de luy-même, mais qu'il rendoit les jugemens qu'il apprenoit de ſon Pere, *Sicut audio judico ;* & à l'égard des autres jugemens, l'Ecriture nous apprend que c'eſt le jugement de Dieu qu'ils doivent rendre : *Videte quid faciatis non enim hominis exercetis Judicium, ſed Domini.*

If. 30. 18. 33. 22.

Paral. 2. 19. 6.

C'eſt donc le premier fondement du devoir des Juges, que comme ils doivent rendre le jugement de Dieu, ils doivent accompagner leurs jugemens de la lumiere neceſſaire pour diſcerner le bien & le mal, que l'Ecriture appelle la lumiere de la Sageſſe toûjours inſeparable des Jugemens de

Dieu, & indiſpenſablement auſſi neceſſaire aux Juges, *Diligite lumen ſapientiæ omnes qui præeſtis populis.* Mais s'il eſt neceſſaire que les Juges ayent cette ſcience & cette lumiere pour diſcerner le bien & le mal, il eſt de la même neceſſité qu'ils connoiſſent en quoy conſiſte cette ſcience & quelle eſt ſon étenduë, puiſque nous pouvons dire qu'elle enferme toute l'étenduë du devoir des Juges.

Sap. 6. 24.

La ſcience du bien conſiſte dans la connoiſſance des regles de la juſtice & de l'équité, dont l'obſervation fait tout le bien que les Juges peuvent procurer au public & aux particuliers, & la connoiſſance du mal conſiſte dans le diſcernement de l'injuſtice contraire à ces regles.

Pour ce qui eſt de la connoiſſance des regles nous n'en parlerons pas icy en détail, nous remarquerons ſeulement en general que ces regles ſont de deux ſortes; celles de l'équité naturelle & celles des Loix poſitives, comme les Loix Civiles & les Ordonnances. La connoiſſance de l'équité naturelle eſt neceſſaire à tous les Juges, & cette connoiſſance ſe puiſe dans la lumiere du bon ſens, & le bon ſens eſt la premiere qualité neceſſaire aux Juges. La connoiſſance des Loix & des Ordonnances ne peut s'acquerir que par l'étude, & cette connoiſſance eſt differemment neceſſaire aux Juges; les Juges des Seigneurs doivent ſçavoir les Ordonnances pour les procedures, & ſçavoir diſcerner les queſtions qui meritent l'avis du Conſeil, & les Juges ſuperieurs doivent

doivent avoir au moins une connoiſſance generale des matieres pour diſcerner les queſtions, & les reduire aux principes ſur leſquels elles doivent être jugées, & joindre à cette connoiſſance celle des principes par une étude & une application proportionnée à leur employ. Et tous les Juges generalement doivent s'inſtruire des regles & des devoirs de leur profeſſion. *Erudimini qui judicatis terram*, & ils doivent ſçavoir que s'ils y manquent, ils ruinent le fondement de l'ordre du monde qui eſt établi ſur leur miniſtere, ſelon cette parole de l'Ecriture ſur le ſujet des Juges qui ignorent les regles de leur devoir, *Neſcierunt neque intellexerunt, movebantur omnia fundamenta terræ.*

Pſal. 2.

Pſal. 81.

Pour ce qui eſt de la connoiſſance du mal, elle paroît facile & peu importante, mais nous pouvons dire qu'elle eſt tres-importante & infiniment plus difficile que la connoiſſance des regles ny aucune autre connoiſſance. Elle conſiſte à diſcerner deux ſortes de maux, l'injuſtice qu'on doit reprimer, & les obſtacles qui peuvent empêcher les Juges de rendre juſtice, comme ſont les preoccupations & les impreſſions que peuvent faire ſur l'eſprit d'un Juge les promeſſes, les menaces, les preſens, la haine ou l'affection pour une Partie, l'interêt & autres ſemblables. Tous les Juges connoiſſent aſſez que ces ſortes d'impreſſions peuvent les détourner de rendre juſtice, & qu'elles peuvent auſſi les aveugler, & leur ôter le diſcernement de l'injuſtice qu'ils doivent juger.

mais il ne leur eſt pas ſi facile de diſcerner dans chaque occaſion où ils rendent juſtice ſi leur eſprit eſt libre de toutes ces ſortes d'impreſſions, ni de connoître en quoy conſiſte leur force ſur l'eſprit de l'homme ; & comme il arrive tres-ſouvent qu'encore qu'un Juge ne ſente en luy-même l'effet d'aucune de ces impreſſions, il ne laiſſe pas d'en être prevenu & d'agir par ce principe, lorſqu'il s'imagine de n'agir que pour la juſtice, & que dans cette preoccupation il ne perd pas ſeulement la connoiſſance de l'impreſſion qui l'occupe, mais que même il ceſſe de diſcerner l'injuſtice ou le mauvais droit des Parties. Il eſt important de faire voir la verité de cet effet de ces ſortes d'impreſſions, & la cauſe de cet effet, afin que la connoiſſance du mal nous mette en état de le prevenir & de diſcerner tout enſemble les injuſtices des Parties & les nôtres propres.

La connoiſſance de ce mal & de ſa cauſe dépend ſeulement d'une verité que perſonne n'ignore, c'eſt que le cœur de l'homme, c'eſt-à-dire, ſa volonté eſt toûjours le principe qui le fait agir, ſoit qu'il ſe porte au bien ou au mal ; parce que l'homme étant libre, c'eſt toûjours ſa volonté qui eſt la maîtreſſe de ſes actions ; mais non ſeulement la volonté eſt la maîtreſſe des actions, elle eſt encore la maîtreſſe de toutes les puiſſances de l'homme : car lors que Dieu l'éleve au bien, la volonté eſt tellement la maîtreſſe qu'elle ſurmonte la pente naturelle de l'homme

au mal, & porte au bien toutes ſes puiſſances; mais ſi au contraire elle ſe porte au mal, elle y tourne auſſi toutes les puiſſances : nous apprenons cette parole du Sage, qui nous explique ces deux effets de la volonté bonne ou mauvaiſe : *Cor ſapientis in dextera ejus, & cor ſtulti in ſiniſtra illius.* Eccle. 10. 2.
Le cœur du Sage le conduit à la droite ; c'eſt à dire au bien, & le cœur du méchant le conduit à la gauche, c'eſt à dire, au mal, & il ne le conduit que par l'empire qu'il exerce ſur toutes les puiſſances, & ſur l'eſprit même que le cœur tourne comme il luy plaît, quoyque non pas toûjours par la même voye ; car il arrive quelquefois qu'il l'entraîne contre ſa propre lumiere : *Video meliora proboque, deteriora ſequor.* Rom. 7. 15.
ce qui arrive principalement dans l'excés de la violence de quelques paſſions, qui ne pouvant effacer les traits des premieres veritez, ne laiſſent pas d'entraîner l'eſprit contre ſa lumiere, parce que la connoiſſance eſt inutile, ſi le cœur qui eſt le principe, ne veut pas agir : *Videntes & non ponentes in præcordiis.* Sap. 4. 15.
Mais cet empire de la volonté ſur l'eſprit s'exerce le plus ſouvent d'une autre maniere bien plus fine & plus dangereuſe lorſque le cœur ſe contente de tourner l'eſprit ſans le contredire ; car il le détourne de la vûë de la verité, & le tourne à la vûë du bien qu'il trouve dans ſon objet; & cette vûë fournit à l'eſprit eſclave du cœur, des apparences qui luy tiennent lieu de raiſon & de verité ; c'eſt ce qui a fait dire au Sage que ceux qui marchent dans la voye de l'injuſtice, marchent dans les te-

Proverb. 4. 19. nebres, & qu'ils ne ſçavent où ils tombent : *Via impiorum tenebroſa neſciunt ubi corruunt.* Perſonne n'ignore cet effet de la volonté, & cet empire du cœur ſur l'eſprit, & on le diſcerne ſur tout dans les autres par une experience infaillible, lorſqu'on voit la même perſonne ſur le même fait ſans interêt & ſans paſſion juger ſainement de la verité, & changer de raiſonnement en même temps qu'il luy ſurvient quelque paſſion ou quelque interêt, parce que l'interêt & la paſſion tournent l'eſprit, & renverſent les idées, ſelon cette parole du Sage : *Malitia mutat intellectum, & inconſtantia concupiſcentiæ tranſvertit ſenſum.* *Sap. 4. 10.*

Ainſi les Juges diſcernent aſſez les faux raiſonnemens des parties, la mauvaiſe foy, & les autres injuſtices des mauvais plaideurs, lorſqu'ils regardent les affaires qu'ils doivent juger ſans affection, ſans interêt, & ſans aucune autre préoccupation ; mais s'il arrive qu'un Juge ait quelque interêt ſecret, quelque affection, quelque haine ou quelque autre impreſſion ; ſon cœur prevenu de ce mouvement tournera ſon eſprit à d'autres vûës, & il ne verra plus du même œil la juſtice ou l'injuſtice dont il doit juger.

Ce ſont ces ſortes d'injuſtices, qui ſont les plus perilleuſes & les plus fréquentes, tout le monde connoît de reſte que c'eſt un crime horrible de vendre la juſtice pour de l'argent, mais il n'eſt pas ſi facile de s'appercevoir qu'un interêt ſecret, une crainte, une eſperance, une affection, une averſion, un mépris, une careſſe, un

preſent, & toutes les autres impreſſions de cette nature, peuvent tourner & tournent tres-ſouvent l'eſprit du Juge contre la juſtice. Cependant il n'y a point de verité plus certaine que celle de cet effet de ces ſortes d'impreſſions; & c'eſt ſur ce principe que ſont fondées les Loix des recuſations. Pourquoy eſt-ce que les Loix ordonnent qu'un Juge parent s'abſtiendra de la cauſe de ſon parent? pourquoy eſt-ce qu'un Juge, qui a dit ſon ſentiment, ou qui a un interêt ſemblable, eſt recuſé? Pourquoy eſt-ce que toutes les Loix divines & humaines ont défendu ſi fortement aux Juges de recevoir des preſens? Ce n'eſt pas que les Loix ayent jugé que les Juges dans ces circonſtances trahiroient leur propre lumiere, & jugeroient contre la connoiſſance de la verité. Il y a peu de Juges abandonnez juſques à ce point; mais c'eſt qu'ils ont jugé que l'affection pour ſes parens, l'amour de ſon interêt, la complaiſance de ſon propre ſentiment, le plaiſir de recevoir des preſens, & la reconnoiſſance pour ceux qui les donnent; & les autres ſemblables impreſſions touchent le cœur & tournent l'eſprit, non ſeulement des méchans, mais même de ceux qui ſeroient les mieux intentionnez, comme le Sage nous l'apprend par cette parole: *Concupiſcentia tranſvertit ſenſum ſine malitia.* Et la Loy divine nous apprend encore cette même raiſon des recuſations dans l'exemple des preſens; car elle nous marque expreſſément la raiſon pour laquelle elle les défend, qui n'eſt pas fondée ſur ce que les preſens portent les Juges à

faire une injuſtice ouverte contre les lumieres ; mais parce qu'ils obſcurciſſent la lumiere des plus éclairez, & renverſent les jugemens des plus ſages & des plus juſtes : *Ne accipias munera quæ etiam excæcant prudentes & ſubvertunt verba Juſtorum.* Et c'eſt par cette même raiſon que l'Ecriture défend ſi frequemment & ſi fortement aux Juges toute ſorte d'acception de perſonnes, ce qui n'eſt fondé que ſur les diverſes impreſſions que peuvent faire ſur l'eſprit des Juges les differentes conſiderations d'affection, d'amitié, d'averſion, d'eſperance, de crainte, de complaiſance & autres ſemblables qu'ils peuvent avoir pour les perſonnes qui pourroient les empêcher de faire juſtice.

Il s'enſuit de ces veritez que les Juges ne ſont pas ſeulement obligez de s'abſtenir de juger dans les occaſions où il y a des recuſations que les Loix ont établies, mais qu'ils doivent étudier eux-mêmes dans le ſecret s'ils ſont libres de toutes les impreſſions qui pourroient les détourner de faire juſtice, & ils doivent en cela ſe rendre plus ſuſpects à eux-mêmes qu'ils ne le ſont aux parties qui les recuſent.

Mais les Juges ne doivent pas ſeulement examiner & diſcerner les motifs qui peuvent les empêcher de rendre juſtice, ils doivent encore employer la ſcience & le diſcernement du mal à conſiderer les obſtacles qui peuvent les empêcher de rendre la juſtice en la maniere en laquelle ils la doivent rendre, c'eſt-à-dire, le

plus promptement & le plus exactement qu'il ſe peut. Ainſi la pareſſe & le plaiſir ſont des obſtacles qui détournent ſouvent les Juges de leurs fonctions neceſſaires, & ce ſont des maux qu'ils doivent diſcerner pour les éviter. Il en eſt de même des autres paſſions & des impreſſions dont nous avons parlé, qui peuvent toutes enſemble détourner un Juge de rendre juſtice & les détourner auſſi de l'exactitude, de la diligence, & de l'integrité qu'ils doivent apporter dans ſon miniſtere.

Ainſi l'avarice n'eſt pas ſeulement capable de corrompre les Juges dans leurs jugemens, mais elle les porte ſouvent à diverſes corruptions dans les procedures ſelon qu'ils y trouvent leur interêt, & ſur tout cette paſſion eſt perilleuſe & criminelle lorſque le Juge fait ſon principal motif de ſon interêt. Car ſi les Juges les mieux intentionnez, & qui n'ont pour leur fin principale que la Juſtice, ſont en peril de ſe corrompre s'ils n'évitent toutes les impreſſions qui peuvent les ſurprendre dans leur bon deſſein de rendre juſtice, ceux dont la fin principale eſt leur interêt, tombent bien plus facilement dans les injuſtices. Ainſi par exemple, au lieu que les Juges doivent regarder les émolumens comme une recompenſe de leur travail legitime; les Juges qui regardent principalement leur interêt dans leur miniſtere rapportent à cette fin toutes les fonctions qu'ils peuvent y rapporter, multiplient les procedures & avancent ou retardent

l'expedition de la juſtice, ſelon que leur interêt les y peut porter.

Il eſt facile de juger par ce ſeul exemple & par la connoiſſance du principe d'où il eſt tiré, qui eſt l'impreſſion & l'empire du cœur ſur l'eſprit de l'homme, combien il eſt important que les Juges ayent l'eſprit & le cœur libre de toute ſorte d'impreſſions, qui peuvent donner quelque mauvaiſe pente à leur volonté, puiſque cette pente eſt capable de détourner leur eſprit de la vûë de la verité & de la juſtice, & les portent à quelque injuſtice ſans que même ils y faſſent de reflexion. Nous n'entrerons pas davantage dans le détail, chacun peut s'appliquer les principes, & en tirer les conſequences; nous remarquerons ſeulement pour reduire tout ce que nous avons dit en peu de paroles que les Juges qui doivent rendre les jugemens de Dieu, doivent rendre la juſtice avec la lumiere de la ſageſſe & de la ſcience divine du bien & du mal, ils doivent ſçavoir les regles & les principes de leur profeſſion, ils doivent regarder les affaires qu'ils doivent juger avec une extrême exactitude; pour bien entendre les faits, les queſtions & les raiſons, ils doivent regarder les Parties ſans aucune pente ni pour, ni contre, & ſans aucune impreſſion qui puiſſe les corrompre & les affoiblir.

Ainſi nous pouvons dire par occaſion aux Avocats, aux Procureurs & aux autres qui participent aux fonctions de la juſtice qu'ils doivent

à proportion de leur miniſtere, uſer de la ſcience du bien & du mal, pour ſçavoir les regles de leur profeſſion & diſcerner les principes qui les font agir. Les Avocats & les Procureurs doivent prendre garde au peril continuel où ils ſont de donner de mauvais conſeils par l'affection à l'interêt de leurs Parties ou au leur propre, & ils doivent craindre que cet interêt tournant leur cœur au gain que les Parties leur procurent, ils ne détournent en même temps leur vûë de l'injuſtice des mauvaiſes cauſes; & ainſi dans chaque fonction tous ceux qui participent au miniſtere divin de la juſtice, Juges, Avocats, Procureurs, Greffiers & tous autres doivent employer la lumiere de la ſageſſe pour ſonder les mauvais motifs qui peuvent les porter à quelque injuſtice, afin de prevenir la recherche exacte que la Sageſſe elle-même ſçaura bien faire de tous ces motifs les plus ſecrets & les plus cachez, qui auront fait de mauvaiſes impreſſions ſur leur cœur & ſur leur eſprit, & qui les auront portez à quelque injuſtice. *Interrogabit opera veſtra & cogitationes ſcrutabitur, quoniam cum eſſetis miniſtri regni illius non recte judicaſtis nec cuſtodiſtis legem juſtitiæ*, & parce qu'ils auront negligé la recherche & la connoiſſance de cette lumiere de la Sageſſe divine, elle leur paroîtra un jour mais d'une maniere horrible, pour les ſurprendre & les accabler. *Horrendè & citò apparebit vobis quoniam judicium äuriſſimum his qui præſunt, fiet.* Sap. 6. 4. Sap. 6. 6.

HARANGUE

1

PRONONCEE A L'OUVERTURE des Audiences de l'Année 1672.

CE Serment que les Avocats & les Procureurs vont renouveller à cette Ouverture des Audiences, ne doit pas être regardé comme une simple ceremonie, mais ils doivent le conſiderer comme un devoir tres-eſſentiel & d'une conſequence tres-importante, puiſque c'eſt un engagement qui les oblige aux devoirs de leur profeſſion. Et ils doivent regarder ce Serment comme un premier devoir general & univerſel qui les engage à tous les devoirs particuliers de l'obſervation de ces regles : car comme il leur eſt libre d'embraſſer cette profeſſion & d'en faire les fonctions ou s'en abſtenir, il ne leur eſt plus libre quand ils les font d'en bleſſer les regles, & ils y ſont encore bien plus étroitement obligez aprés leur ſerment. Il eſt donc bien important qu'ils faſſent reflexion ſur la qualité de cet engagement, & ſur les conſequences de cette obligation qu'ils contractent par leur Serment.

Tous les devoirs en general ont cela de commun que ce ſont des liens qui aſſujettiſſent ceux qui y ſont engagez, & ainſi il eſt certain que de tous les devoirs les plus ſaints & les plus inviolables ſont ceux dont les liens ſont les plus fermes & les plus ſacrez. C'eſt par cette raiſon

que les premiers de tous les devoirs ſont ceux de la Religion, parce qu'elle nous lie & nous ſoumet à Dieu par une infinité de liens & de dépendances. *Hoc vinculo pietatis aſtricti Deo & obligati ſumus, unde ipſa Religio nomen accepit* : Mais parce que la Religion ne forme pas ſeulement les liens des premiers devoirs envers Dieu, & qu'elle enferme dans ſon étenduë tous les devoirs de toute ſorte de conditions qui en ſont des ſuites. C'eſt elle auſſi qui lie tous les hommes à tous leurs devoirs, car tous les devoirs ſe reduiſent à ceux de la vie privée & à ceux des fonctions publiques, & c'eſt la Religion qui oblige à ces deux ſortes de devoirs en deux manieres differentes, ſelon la difference de leur nature. Elle engage tous les hommes ſans exception aux devoirs de la vie privée, par un engagement general & neceſſaire à tous par l'authorité de la Loy divine, parce que ces devoirs ſont communs à tous par la condition de leur nature.

Lactan. lib. 4.

Mais pour ce qui eſt du devoir de ceux qui entrent dans les fonctions publiques, & particulierement dans le miniſtere de la juſtice, comme les Avocats & les Procureurs, qui ont l'honneur d'y participer, parce que l'engagement dans ces fonctions eſt un engagement volontaire & particulier à quelques-uns. Les Loix animées de l'eſprit de la Religion ont établi le Serment qui eſt comme un contrat par lequel ceux qui s'engagent dans ces fonctions s'obligent envers Dieu

qui les leur commet, & envers le public qu'ils doivent ſervir, de s'en acquitter en la maniere qui leur eſt preſcrite ; & comme ces particuliers qui s'engagent les uns aux autres par les contrats ordinaires & profanes des choſes qui ſont en commerce, dépoſent leur foy entre les mains d'un Miniſtre de la juſtice, ceux qui s'obligent envers Dieu & envers le public pour les fonctions publiques, & particulierement les Avocats & les Procureurs, celebrent un contrat ſi ſaint, & qu'ils traittent avec Dieu même, en dépoſant la foy de leur promeſſe entre les mains & des Miniſtres & du Dieu même de la juſtice, repreſenté dans ſon Tribunal viſible ſur la terre par les Juges qui tiennent ſa place, & entre les mains deſquels il depoſe de ſa part ſa parole ſacrée & divine ſur laquelle il les reçoit & les ſoûtiendra dans ces fonctions, & ſur laquelle ils vont luy jurer l'obſervation des regles qu'il leur a preſcrites, c'eſt-à-dire, que les Avocats qui ont l'honneur d'être appellez dans le miniſtere de la juſtice pour y faire la fonction de Juges envers leurs Parties par leur conſeil, & de défenſeurs de la verité & de la juſtice devant les Juges, & que les Procureurs qui ont l'honneur de participer à cette fonction des Avocats, vont tous enſemble comparoître devant Dieu aux pieds des Juges qui tiennent ſa place, & à la vûë du Ciel & du public, jurer entre ſes mains & le gage de ſa parole & de ſa Loy qu'ils le prennent pour témoin, pour dépoſitaire, & pour Juge de la

promeſſe libre, publique & ſolemnelle qu'ils vont luy faire, qu'ils s'acquitteront du devoir de leur profeſſion, & qu'en même temps ils le prennent pour vengeur de tous les violemens qu'ils en pourront faire, comme ceux qui jurent pour la verité, prennent par leur ſerment Dieu pour témoin de la verité, ou pour vengeur de leur menſonge & de leur parjure.

Il recevra ce Serment & cette promeſſe non comme quelques-uns pourroient la faire, comme une ceremonie de coûtume ſans reflexion, mais il la recevra comme une obligation tres-ſerieuſe, & il ſe ſouviendra & du Serment & des parjures: car il regarde le Serment comme un lien ſacré qu'il a luy-même établi pour s'obliger envers les hommes lorſqu'il leur communique ce qu'il y a de plus ſaint, & dans ſes communications les plus ſaintes & les plus élevées comme dans celle du Sacerdoce de ſon Fils pour lequel il a juré, & non pour celuy des autres Prêtres, comme S. Paul a remarqué, ce qui fait voir combien eſt inviolable l'obligation du Serment que Dieu reſerve pour les plus grandes de ſes promeſſes, & qu'il ordonne aux hommes pour les engagemens les plus ſaints & les plus importans, comme eſt celuy de tous ceux qui participent aux fonctions de la juſtice dont il a uny le miniſtere ſouverain au ſouverain Sacerdoce en la Perſonne de ſon Fils. Les Avocats & les Procureurs doivent donc diſcerner en eux mêmes s'ils comprennent & s'ils ſentent tout le poids de cette obligation

Hebr. 7. 20.

de leur Serment dont les liens se multiplient & se fortifient par le renouvellement qu'ils en font toutes les années, & s'ils entendent serieusement de contracter cette obligation & s'en acquiter ; car autrement il vaudroit mieux s'abstenir du Serment & des fonctions, & ils doivent penser que si l'Ecriture nous apprend qu'il est horrible de tomber entre les mains du Dieu vivant, les devoirs de la vie privée que la Religion leur prescrit, quoy qu'ils s'y trouvent engagez sans leur propre choix, il sera bien plus horrible & funeste d'y voir tomber ceux qui se seront ingerez dans une fonction aussi sainte qu'est celle de la défense de la justice, & qui s'étant presentez à son Tribunal, pour être admis à cette fonction, auront juré publiquement à Dieu qu'ils en observeront les regles, & qui en même temps se seront moquez & de la justice, & de ses regles, & du Serment, & du Dieu vivant à qui ils l'ont fait, & nous apprenons d'un Prophete qu'il se souviendra & se moquera à son tour de ceux qui auront ainsi oublié & mépriſé la sainteté de leur Serment, & il leur ramenera le souvenir du violement qu'ils en auront fait, & les remplira de la confusion que merite la profanation d'un pact fait avec luy-même. *Faciam tibi sicut despexisti juramentum, ut irritum faceres pactum & recordabor ego pacti mei tecum, & recordaberis viarum tuarum & confunderis.*

Ezech. 16. 59. &c.

Mais ce n'est pas assez que les Avocats & les Procureurs connoissent la force de l'obligation

de leur Serment, ils doivent en même temps faire reflexion sur les regles de leur profession pour lesquelles ils vont juger. Ces regles leur sont assez connuës, mais afin qu'ils en conservent plus facilement le souvenir dans leurs esprits, & qu'ils les gravent dans leurs cœurs, nous leur remontrerons seulement en peu de mots que toutes ces regles se peuvent reduire à deux paroles qui les comprennent toutes ensemble; la fidelité & la verité de l'une & de l'autre leur sont également prescrites par la Loy divine & par la Loy de leur ferment : car ils doivent jurer sur l'Evangile, qu'ils employeront toute leur industrie, tous leurs soins & toute leur diligence pour la défense de leurs Parties dans la verité & dans la justice; ce sont les termes de leur Serment en la Loy Rom. *Non novam* au Code *de judiciis*, qui contiennent ce qu'il y a d'essentiel dans le devoir des Avocats & des Procureurs. *Patroni sacrosanctis Evangeliis tactis juramentum præstent quod omni virtute sua omnique ope quod verum & justum existimaverint clientibus suis inferre procurabunt nihil studii relinquentes quod sibi possibile est.*

Il faudroit des discours entiers pour expliquer l'importance & l'étenduë de ces deux devoirs de la fidelité & de la verité auſquels les Avocats & les Procureurs sont également obligez par leur profession & par leur Serment; mais il suffira pour cette fois qu'aprés avoir remarqué l'importance de leur Serment, nous touchions en peu de paroles, & seulement en general l'essentiel de

ces deux devoirs qu'ils vont jurer, & qui comprennent tout leur miniſtere.

La fidelité les oblige à ſervir exactement leurs Parties, & à s'appliquer aux affaires qu'ils entreprennent avec le ſoin qu'elles meritent pour bien examiner les faits & les moyens ſans precipitation & ſans negligence, & pour s'acquitter des autres fonctions de leur miniſtere avec une exactitude proportionnée à celle qu'ils voudroient qu'on employât pour eux-mêmes dans leurs affaires; & il eſt bien juſte que cette regle du droit naturel que les Payens ont reconnuë, & que l'Evangile a conſacrée en precepte de droit divin entre tous les particuliers dans toute ſorte de commerces, ſoit à plus forte raiſon obſervée par les Avocats & les Procureurs dans le miniſtere de la juſtice, & qu'ils employent toute leur induſtrie & tout leur ſoin pour la défenſe legitime de leurs Parties. *Omni virtute ſua omnique ope, nihil ſtudii relinquentes quod ſibi poſſibile eſt*, & les Avocats & les Procureurs qui manquent à cette fidelité & à cette exactitude violent en même temps le droit naturel, la Loy divine, & leur Serment; mais ils ſont encore d'autant plus étroitement obligez à ce ſoin, à cette diligence & à cette exactitude & fidelité qu'ils reçoivent la recompenſe de leur travail: car encore que ce travail & cette recompenſe ne doivent pas être regardez comme un commerce, à cauſe de la dignité & de l'honneur d'une profeſſion, dont le caractere conſiſte dans la défenſe de la verité & de

de la juſtice ; & que c'eſt ſans convention qu'ils reçoivent cette recompenſe, elle ne laiſſe pas de former une obligation proportionnée à celle que contractent les particuliers dans les Contrats, où l'un donne & l'autre reçoit pour quelque ouvrage ou quelque ſervice, & les Avocats ſçavent par les regles de leur profeſſion que celuy qui reçoit dans ces ſortes de Contrats, eſt obligé à une diligence exacte & fidelle, & c'eſt l'intention particuliere des Parties, & l'intention publique des Loix que les Avocats & les Procureurs ſoient tres-fidelles & tres-exacts dans la défenſe de leurs Parties, & ils doivent l'être d'autant plus que l'on ne recherche pas en juſtice les fautes qu'ils commettent contre ce devoir ; de ſorte qu'ils doivent ſe ſoûtenir par la vûë de la dignité & de l'importance de leur miniſtere, & par l'obligation de leur Serment dans les occaſions qui leur ſont ſi faciles & ſi ordinaires de prevariquer dans le point de la diligence & de la fidelité qu'ils doivent à la défenſe de leurs Parties.

Pour ce qui eſt de la verité, qui eſt auſſi l'un des chefs du Serment, & qui enferme auſſi le devoir de la juſtice, *quod verum juſtumque exiſtimaverint clientibus ſuis inferre procurabunt.* nous dirons ſeulement en deux mots que cette regle oblige les Avocats & les Procureurs à ne prendre jamais le parti du menſonge & de l'injuſtice, & à ne deffendre les cauſes qu'ils entreprendront que par les voyes de la verité & de la juſtice, & elle les oblige auſſi à prendre toûjours la juſtice

& la verité pour les regles de toute leur conduite, & dans le diſcernement des cauſes qu'ils peuvent deffendre ou qu'ils doivent abandonner, & dans la maniere de la deffenſe de celle qu'ils entreprendront. On voit aſſez l'étenduë de ce devoir, & que c'eſt ainſi qu'il ſe doit entendre, & c'eſt auſſi le ſens que luy donne cette même Loy du Serment, *Cauſa cognita quod improba ſit, vel ex mendacibus allegationibus compoſita non patrocinabuntur.* & en même-temps qu'ils auront connu que la cauſe qu'on leur preſente ou de laquelle ils ſe ſont déja chargez, eſt une méchante cauſe & qui ne ſe deffend que par le menſonge & l'injuſtice, ils ſont obligez de l'abandonner.

Nous n'en dirons pas davantage, & nous ajoûterons ſeulement que le principal moyen de s'acquitter de ces deux devoirs, de la fidelité & de la verité, eſt de connoître & d'éviter la principale cauſe qui fait qu'on y manque, qui eſt l'avarice; car ceux qui n'ont pour leur principale veuë que le gain & leur interêt s'engagent également dans toutes les cauſes juſtes ou injuſtes, parce qu'ils trouvent également leur profit dans les unes & dans les autres, & ils ſe portent par cet engagement aux voyes du menſonge & de l'injuſtice pour la deffenſe des cauſes injuſtes; c'eſt d'où viennent les ſuppoſitions des faits & les fauſſes citations des Loix mal priſes, les incidens, les chicanes & toutes les autres mauvaiſes voyes pour la deffenſe des cauſes injuſtes; & c'eſt encore l'avarice qui porte à la precipitation

& à la negligence dans la deffenſe des cauſes juſtes pour en expedier un plus grand nombre, au lieu qu'on doit ſe contenter du gain legitime que peut produire la deffenſe juſte & fidelle des cauſes, dont la deffenſe peut être permiſe.

Que les Avocats & les Procureurs faſſent donc reflexion, & qu'ils ſe ſouviennent qu'ils vont jurer à Dieu que ni leur interêt, ni aucune autre conſideration ne les empêchera jamais de demeurer fermes dans la fidelité & dans la verité qu'ils doivent à leur miniſtere; qu'ils ſe ſouviennent que la verité eſt le plus grand de tous les biens, puiſque Dieu s'appelle luy-même la verité, & que le menſonge eſt le mal le plus oppoſé à la verité, & que c'eſt par cette raiſon que l'Ecriture donne ce caractere particulier au premier Auteur de tous les maux, qu'il n'eſt pas demeuré dans la verité, & qu'il eſt le pere du menſonge, parce qu'il s'eſt ſeparé de Dieu qui eſt la verité; & que ſi le ſimple menſonge eſt un ſi grand mal, celuy qu'ils commettent dans leur miniſtere eſt tout enſemble un crime contre la Loy divine, une prevarication contre les regles de leur profeſſion & un parjure contre leur Serment; qu'ils ſe ſouviennent que l'avarice eſt une idolatrie qui nous ſepare de Dieu, qui eſt la verité, & qu'elle eſt la ſource du menſonge comme de tous les autres maux; & qu'ils ſe ſouviennent enfin, pour ſe tenir fermes dans la verité, que le Serment qu'ils vont faire formera une obligation perpetuelle de ne rien écrire & ne

rien plaider qu'avec la même exactitude & la même verité, que ſi chaque parole devoit être accompagnée d'un nouveau Serment, comme autrefois on les obligeoit à le renouveller non ſeulement toutes les années, mais dans chaque cauſe, & que pour conſerver la memoire & le fruit de ce Serment, ils gravent dans leurs eſprits & dans leurs cœurs cette parole d'un Pere de l'Egliſe. *Quidquid dixeris juratum putes.*

Hieron.

HARANGUE
PRONONCE'E A L'OUVERTURE des Audiences de l'Année 1673.

PARMY les avantages & les titres d'honneur de la profeſſion des Avocats, nous pouvons dire que l'un des premiers eſt de participer à la qualité de Juge, & d'y participer d'une maniere qui les éleve à quelques unes des principales fonctions des Juges, & par conſequent les engage aux principaux de leurs devoirs. C'eſt ce qui nous oblige à faire reflexion ſur ces fonctions communes aux Juges & aux Avocats, pour mieux conſiderer les devoirs eſſentiels qu'ils vont jurer qu'ils obſerveront.

L'une des principales fonctions des Juges, eſt de diſcerner la juſtice d'avec l'injuſtice, la verité d'avec le menſonge, de ſoûtenir la juſtice & la verité, de rejetter l'injuſtice & le menſonge, & de n'abandonner jamais ce devoir par quelque con-

ſideration que ce puiſſe être. C'eſt pourquoy l'Ecriture preſcrivant les qualitez neceſſaires aux Juges, elle exige d'eux qu'ils ſoient remplis de la connoiſſance de la verité pour la diſcerner, & de ſon amour pour la ſoûtenir ; & parce que les plus injuſtes s'imaginent toûjours d'aimer la juſtice, Dieu demande encore deux autres qualitez ſans leſquelles c'eſt en vain qu'on ſe flatte d'avoir cet amour ; car il commande aux Juges la force & le courage pour ſoûtenir la juſtice & reſiſter à l'iniquité qui s'y oppoſe, & il leur commande auſſi qu'ils ſoient éloignez de l'avarice, & que même ils la haïſſent, *oderint avaritiam*, afin que par cette haine ils ſoient toûjours préparez à reſiſter aux attraits de leur interêt propre, & de toutes autres paſſions qui corrompent le cœur & aveuglent l'eſprit ; car haïſſant l'avarice ils mépriſeront les objets de toutes les paſſions, dont l'avarice n'eſt que l'inſtrument. Ainſi la force eſt neceſſaire aux Juges pour reſiſter à la violence étrangere, & la haine de l'avarice pour reſiſter à leurs propres paſſions.

Nous ne nous arréterons pas à faire voir la neceſſité & l'uſage de ces qualitez pour un bon Juge, nous en avons autrefois parlé, & ces veritez ſont aſſez connuës ; mais comme il n'eſt pas ſi évident que les Avocats exercent la fonction de Juges d'une maniere qui leur rende ces qualitez neceſſaires, il eſt important de faire voir qu'ils doivent les mettre en uſage d'une maniere proportionnée à leur miniſtere, & que même ils s'y engagent par leur ſerment.

Le premier ordre ſimple & naturel de rendre la juſtice, ſe reduiſoit à la ſeule fonction du Juge entre les Parties, & celle des Avocats & des Procureurs étoit inconnuë; mais elles ſont devenuës neceſſaires par deux ſortes de deſordres, qui ſont arrivez dans la diſtribution de la juſtice, la multitude des injuſtices & des entrepriſes contre les premieres loix, a donné ſujet à la multitude des loix poſitives; & ainſi il a fallu des perſonnes qui ayent eu la connoiſſance de ces loix pour la défenſe des parties, & d'ailleurs les paſſions & les emportemens des parties ayant troublé l'ordre judiciaire, & violé le reſpect dû au Tribunal de la juſtice, il a fallu les en exclurre, & mettre en leur place des défenſeurs qui ſçuſſent les repreſenter, & défendre leurs interêts dans la verité, & ſans mélange de menſonge & de paſſion.

C'eſt-là l'origine de l'établiſſement des Avocats & des Procureurs, & c'eſt auſſi le fondement de leur fonction & de leur devoir, qui eſt de repreſenter les parties dépoüillées de leurs paſſions, de les défendre par les regles de la juſtice qu'elles ignorent, ou qu'elles n'aiment pas aſſez pour s'y contenir, & de ſupprimer dans leur défenſe les chicannes, les ſuppoſitions, les emportemens, & toutes les autres productions de l'injuſtice qui les ont fait exclurre des Tribunaux. Ainſi l'ordre naturel de la fonction des Avocats, eſt d'examiner en Juges la juſtice ou l'injuſtice des prétentions de leurs Parties, par la lumiere que leur fournit le bon ſens & la connoiſſance des regles, c'eſt

de rejetter les mauvaiſes cauſes, & de condamner par leurs conſeils l'injuſtice que les Juges doivent reprimer par leurs jugemens, & s'ils ne peuvent impoſer ſilence aux Parties, le garder eux-mêmes: c'eſt d'embraſſer la défenſe des cauſes juſtes avec une fidelité & un zele digne de l'honneur de leur profeſſion, & de s'en rendre les défenſeurs comme les Juges doivent en être les protecteurs: c'eſt de défendre leurs Parties par les voyes contraires à celles que l'injuſtice & leur paſſion avoient introduites, de ſubſtituer la ſincerité & la verité à toutes les voyes du menſonge & de l'injuſtice qu'on a voulu retrancher par l'établiſſement des Avocats. Ce ſont ces devoirs eſſentiels de la profeſſion des Avocats, qui en rendent le caractere ſi noble, ſi pur, & ſi ſaint, que S. Jean a donné le nom d'Avocat à celuy qui a voulu être le défenſeur commun des hommes, qui étant luy-même la verité & la juſtice ne les défend qu'en leur communiquant ſa juſtice & ſa verité: ainſi les Avocats doivent communiquer aux Parties la juſtice & la verité, & ils doivent pour cela en être remplis: c'eſt donc pour tous ces devoirs que les Avocats auſſi bien que les Juges, doivent connoître & aimer la juſtice, & qu'ils doivent auſſi haïr l'avarice.

Pour connoître la juſtice, il ne faut que la lumiere du bon ſens inſtruit de la connoiſſance des matieres de la profeſſion, & l'un des principaux uſages qu'on en doit faire, eſt d'apprendre à douter pour bien examiner, & ſans préoccupation les

faits & les queſtions. Il ſeroit ſuperflu de s'étendre ſur l'uſage du bon ſens & de la ſcience ; car cette lumiere fournit ſon uſage à tous ceux qui l'ont, & pour ce qui eſt de l'amour de la verité & de la haine de l'avarice, la neceſſité de ces deux qualitez eſt fondée ſur ce principe des actions de l'homme, qu'il ne fait rien que par amour, & qu'à meſure qu'il aime un objet, l'amour de cet objet, l'éloigne en même temps de tout ce qui peut y être contraire, juſqu'à luy faire haïr tout ce qui le détourne de cet objet. Ainſi pour défendre la juſtice, & n'entreprendre jamais rien qui y ſoit contraire, ce n'eſt pas aſſez de la connoître, mais il faut l'aimer, & pour l'aimer, ce n'eſt pas aſſez de penſer qu'on l'aime, mais il faut haïr ce qui s'y oppoſe juſqu'à l'amour propre de nos interêts, quand ils nous portent à quelque injuſtice ; car tout le monde prétend & croit aimer la juſtice, & ceux mêmes qui combattent les cauſes les plus juſtes, & qui entreprennent les plus injuſtes, ne laiſſent pas de s'imaginer qu'ils n'aiment rien tant que la juſtice, & ils ſeroient même prêts à ſoûtenir qu'il ne faut pas entreprendre de cauſes injuſtes ; mais tous ne preferent pas la juſtice à leurs intereſts, & ainſi tous ne l'aiment pas faute de haïr ce qui s'y oppoſe ; & c'eſt auſſi pour prévenir cette illuſion, où les Juges & les Avocats peuvent tomber de s'imaginer qu'ils aiment la juſtice, lorſqu'ils l'abandonnent pour leur interêt, que Dieu leur commande ſi expreſſément la haine de l'avarice, afin qu'ils ſe portent facilement à mépriſer

priſer leur interêt, lorſqu'il pourroit les porter à quelque injuſtice ; car c'eſt l'unique voye par laquelle Dieu a voulu qu'on ſe jugeât ſoy même ſur l'amour qu'on prétend avoir pour la juſtice & la verité.

Comme il eſt donc vray que les Juges ſont obligez de haïr l'avarice pour préferer leur devoir à leur interêt, il eſt certain auſſi que les Avocats doivent par la même raiſon haïr l'avarice, & ils y ſont même plus obligez que les Juges; car ils ſont bien plus expoſez que les Juges à l'illuſion de l'avarice, & d'une maniere bien plus perilleuſe, parce que les Juges qui voudroient regarder leur interêt en rendant juſtice, le trouveroient également de quelque maniere qu'ils jugent, puiſqu'ils y trouvent toûjours leurs émolumens, ſoit qu'ils jugent en faveur de l'une des Parties, ou qu'ils jugent contre : mais il n'en eſt pas de même des Avocats ; car comme ils ceſſent de tirer du gain des cauſes qu'ils abandonnent, cet évenement fait une impreſſion ſur leur cœur, & par conſequent ſur leur eſprit capable de les porter à défendre les cauſes injuſtes, pour ne pas abandonner le profit qui leur en revient : de ſorte qu'ils doivent ſe ſoûtenir contre cette impreſſion de l'amour de leur interêt, par un amour encore plus fort de la verité, & qui produiſent une haine proportionnée contre l'avarice, qui pourroit les ſurprendre & les aveugler, s'ils ſe laiſſoient aller au deſir du gain, & ils doivent condamner l'injuſtice de leurs Parties, de peur de tomber eux-mê-

mes dans une condamnation qui eſt bien plus à craindre ; car ils doivent faire cette reflexion, qu'ils ſe jugent eux-mêmes quand ils jugent de la cauſe de leurs Parties, ſelon ces paroles d'une de nos Loix ſur le devoir des Juges & des Avocats qui en font la fonction : *Scituri quod non magis alios judicant, quam ipſi judicantur cum etiam ipſis magis, quam partibus terribile judicium eſt ſi quidem litigatores ſub hominibus ipſi autem Deo inſpectore adhibito cauſam proferunt terminandam.*

l. Rem non novam. *Cod. de jud.*

Que ſi les Avocats doivent toûjours conſerver ces ſentimens ſi naturels & ſi legitimes, & en faire leur regle perpetuelle pour le choix & la défenſe des cauſes, ils y ſont encore ſingulierement obligez, lorſqu'ils travaillent comme derniers Juges dans les arbitrages, & s'ils doivent toûjours s'éloigner de l'eſprit injuſte de leurs Parties, ils y ſont encore plus obligez dans ces ſortes d'occaſions.

Toutes ces regles ſont ſi importantes, que comme elles ſont puiſées dans l'Ecriture, qui eſt la ſource de toutes les veritez, cette même Loy a voulu que les Avocats en fiſſent un ſerment ſur les Evangiles, comme nous le pratiquons encore aujourd'huy, & elle les oblige à jurer qu'ils ne défendront que la Juſtice & la verité : *Quod verum juſtumque exiſtimaverint* : ce qui ne ſignifie pas que leur opinion corrompuë par leur interêt ſoit la regle de la verité qu'ils doivent défendre, mais qu'ils doivent examiner la verité ſans paſſion & ſans interêt, pour la défendre enſuite de toutes

leurs forces, comme dit cette même Loy : *Omni virtute omnique ope :* Et nous remarquons encore dans cette même Loy, qui a établi cet uſage de jurer ſur l'Evangile, qu'elle ordonnoit que les Livres Saints fuſſent perpetuellement en dépôt, & publiquement expoſez dans les lieux où la juſtice s'exerçoit, pour imprimer dans l'eſprit de tous les Miniſtres de la juſtice un ſouvenir & une veneration continuelle de ces veritez, qui les obligeât à les pratiquer dans chaque fonction: *Ante ſedem judicialem ſacroſanctæ deponantur ſcripturæ, & hæ permaneant non ſolum in principio litis, ſed etiam in omnibus cognitionibus, ſic enim attendentes ad ſacroſanctam ſcripturam, & Dei præſentia conſecrati ex majori præſidio litem diriment.* Quoyque cette ceremonie ne s'obſerve plus, le principe qui l'avoit introduite ſubſiſte toûjours, qui eſt de conſerver dans les cœurs des Juges, des Avocats, des Procureurs, & de tous les autres Miniſtres de la juſtice, la vûë des veritez que l'Ecriture leur préſcrit pour les regles de leur devoir, & ils doivent faire de leurs eſprits & de leurs cœurs un Tribunal où ce ſaint dépôt ſoit inceſſamment à leur vûë, afin qu'ils ne s'en éloignent jamais, & qu'ils ſe ſouviennent que ce ſont ces regles & le ſerment qu'ils font de les obſerver, qui formeront leurs jugemens, & qui les rendront doublement coupables des violemens qu'ils en auront fait par leur injuſtice & par leurs parjures, & reſponſables auſſi de l'évenement & des ſuites de leurs injuſtices.

Cette matiere meriteroit un plus long discours, mais il faut finir & nous n'avons qu'à exhorter les Avocats de se souvenir de ce caractere essentiel de leur profession, qui les rend les premiers Juges de leurs Parties, & les défenseurs de la justice par les voyes de la verité; les Procureurs qui ont l'honneur de participer, quoy que d'une maniere differente, à cette fonction de défendre la justice & non l'injustice, & de representer les Parties dépoüillées de leurs passions, doivent aussi regarder ces mêmes regles comme les leurs, & le Serment qu'ils vont faire comme un engagement solemnel & inviolable de les observer, & de ne prendre jamais le party d'aucune injustice.

Nous ajoûterons encore pour les Avocats que ce caractere de leur profession qui est de representer les Parties dépoüillées de leurs passions pour les défendre dans la sincerité & la verité, nous découvre par occasion & en passant, le principe de la veritable éloquence qu'ils doivent employer dans tous leurs discours. Puisqu'il est vray que les Avocats doivent défendre leurs Parties d'une maniere digne du Tribunal de la justice, que les passions des parties avoient profané, il s'ensuit de cette regle qu'ils doivent retrancher de leurs discours tous les vices qui ont fait exclurre les Parties de leur propre défense. Ainsi cette regle condamne capitalement les emportemens, les injures, les fausſetez, les suppositions, les déguisemens, les tours inventez pour détourner la

vûë des Juges de la connoiſſance de la verité, les fauſſes interpretations des Loix, & generalement tout ce qui tient ou de la paſſion, ou du menſonge. Ainſi la plûpart de ce qu'on appelle figures & ornemens du diſcours, qui tiennent de l'un ou de l'autre de ces deux vices, de la paſſion ou du menſonge, exaggerations, amplifications, & tout le détail des ornemens de cette nature, bien loin d'avoir aucune éloquence ne ſont qu'un appareil ridicule de la foibleſſe du menſonge & de l'injuſtice, au lieu que la veritable éloquence conſiſte dans la ſimplicité naturelle de la verité, qui eſt ſeule infiniment plus forte par elle-même que l'étenduë des diſcours, qui ne ſervent qu'à l'affoiblir & à l'obſcurcir quand ils paſſent les bornes neceſſaires pour la découvrir ; car l'éloquence n'eſt autre choſe que la verité miſe dans ſon jour. Ainſi les diſcours éloquens ſont ceux qui repreſentent vivement & ſuccinctement les veritez dans leur pureté & dans leur ordre naturel : ce qui a fait dire au Sage que les plus beaux de tous les diſcours ſont les plus ſimples & les plus naïfs : *Purus ſermo pulcherrimus* ; & c'eſt par cette raiſon qu'il ne ſe peut voir de force & d'éloquence pareille à celle des Livres Saints, qui étalent les plus grandes veritez de la maniere la plus ſimple & la plus naïve, & la plus remplie de choſes en peu de paroles. *Prov. 15. 26.*

Toutes les regles de la veritable éloquence, s'il y en a d'autres que le naturel, ſe reduiſent à faire le choix des veritez proportionnées au ſujet,

& de la maniere ſimple & naturelle de les faire voir. C'eſt en celà que conſiſte toute l'éloquence, & ſur tout dans la verité, & les Auteurs profanes ont connu que ſans la verité, il n'y a aucune éloquence, ſelon cette parole d'un Ancien, remarquée par Platon : *Veram dicendi artem abſque veritate inquit Leno neque eſſe aliquam neque unquam fore ;* & cette autre parole de Quintilien : *Tum optime dicit Orator quum videtur verè dicere* : Ce qui a fait dire à un autre, qu'un bon Orateur eſt un homme de bien qui ſçait bien parler : *Vir bonus dicendi peritus ;* & qu'un bon diſcours eſt un diſcours proportionné à ſon ſujet, & qui garde par conſequent les bornes de la verité & de la pureté: *Rebus par & æqualis oratio.*

Ce ſont ces mêmes regles de la ſimplicité & de la brieveté qui nous obligent à finir, & quoy que ce ſujet de l'éloquence meritât un diſcours exprés, nous nous reduirons à ce peu de mots, & ce peu ſuffira auſſi bien que ce que nous avons touché des devoirs plus eſſentiels, puiſque nous parlons à des perſonnes qui ont moins beſoin d'inſtruction des regles que de reflexion pour les obſerver, & ainſi nous laiſſons les reflexions ſur tous ces principes à l'étude de chacun en particulier.

HARANGUE
PRONONCEE AUX ASSISES de l'Année 1674.

CETTE Assemblée des Juges que nous renouvellons toutes les années est un reste d'une coûtume qui dans son origine avoit été établie pour les remettre dans le souvenir des regles de leur devoir par la lecture des Ordonnances, & pour les obliger à y venir rendre compte de leurs jugemens, & répondre aux plaintes qu'on faisoit contr'eux ; mais cet usage étant aboly, on ne regarde plus les Assises que comme une simple comparoissance de Juges que l'on continuë de pratiquer, parce que c'est la coûtume, & sans reflexion sur les motifs essentiels qui l'ont introduite. C'est ainsi que nous passons les actions les plus importantes de la vie, entraînez par les impressions de la coûtume sans penser pourquoy nous les faisons, & sans autre vûë que de faire comme les autres, ou de refaire ce que nous avons déja fait nous-mêmes.

Ainsi les meilleures choses comme les plus mauvaises passant en coûtume ne se sentent plus, & la vie-même passe en coûtume sans que nous pensions seulement pourquoy nous vivons. Ainsi plusieurs se font Juges, & vivent & meurent Juges sans sçavoir quel est ce ministere qu'ils ont entrepris, & l'on voit presque en toutes choses cet

effet ordinaire de la Coûtume qu'elle nous porte également au bien & au mal, & à faire l'un & l'autre sans reflexion, & que par ce seul défaut elle corrompt souvent les meilleures choses.

Comme il est donc de nôtre devoir de remontrer aux Juges quel est le sujet de cette Assemblée, & de la leur faire considerer autrement que comme on regarde tout ce qu'elle appelle coûtume sans en penetrer la fin & l'usage, il est peut-être à propos de faire voir quelles sont les causes qui nous portent à vivre ainsi sans reflexion & par coûtume, soit dans le mal, soit dans le bien, & dans les occasions mêmes les plus importantes, afin que découvrant l'obstacle qui nous détourne de la vûë du veritable sujet de cette Assemblée, nous soyons en état d'y faire les reflexions serieuses que ce devoir demande de nous.

La coûtume produit deux effets, l'un est de nous porter à continuer de faire ce que nous avons commencé, pratiqué, & tourné en habitude, & l'autre de nous porter à le faire sans reflexion, & cette impression de la coûtume est si forte sur ce qu'elle devient un principe de nos actions que nous en donnons souvent pour raison sans en chercher d'autre; de sorte que nous nous imaginons que c'est assez rendre raison d'une action que de dire que c'est la coûtume, & si on demandoit à plusieurs de ceux qui sont venus à cette Assemblée pourquoy ils sont venus, ils répondroient que c'est la coûtume.

Ces

Ces deux effets de la Coûtume, & cette force qu'elle a sur nous, viennent d'un principe tiré du fonds de nôtre nature, & pour le comprendre il faut remarquer que l'homme qui a été fait à la ressemblance & à l'imitation de son Createur, porte le caractere de cette ressemblance & de cette imitation, non seulement dans son être, mais encore dans ses actions, & non seulement dans les bonnes, mais encore dans les mauvaises, & il imite la Divinité dans les unes & dans les autres quoy que d'une maniere bien differente; il imite Dieu dans le bien de ce qu'il le prend pour la regle & le modelle de sa conduite & de toutes ses actions, & que comme Dieu se regarde soy-même comme le premier objet de son amour, & comme sa seule fin & sa propre felicité; l'homme qui agit pour Dieu, & qui fait le bien, regarde aussi Dieu comme le premier objet de son amour, & comme sa seule fin & sa seule beatitude; & dans cette vûë, & par cet amour il s'attache à cet objet unique par des liens qui forment cet engagement qu'on appelle habitude, & qui passant en coûtume, est justement appellé une autre nature parce qu'elle suit, & accomplit cette pente naturelle qui naît avec nous, d'imiter ce qu'on aime & s'y attacher.

Que si au contraire la nature se porte au mal, elle imite encore la Divinité par une autre sorte d'imitation toute criminelle: car l'homme qui cesse d'agir pour Dieu commence en même temps de se mettre soy-même à la place de la

Divinité. Il ſe regarde comme ſa fin & ſa regle & l'objet unique de ſon amour, & il cherche en ſoy-même & dans les autres creatures, qu'il aime pour ſoy comme pour ſa fin, le repos de ſa felicité, comme Dieu qui eſt ſa propre fin le trouve en ſoy-même; & dans cette vûë de ſoy-même, & des creatures qu'il rapporte à ſoy, & par l'amour qui l'y attache, il s'engage dans les liens & dans l'habitude du mal qui paſſant auſſi en coûtume eſt encore appellée une autre nature.

Ainſi nous voyons que ces deux manieres ſi étrangement oppoſées d'imiter la Divinité, ont cela de commun qu'elles marquent l'une & l'autre ce caractere de nôtre nature de reſſembler à Dieu, & de l'imiter; & nous voyons auſſi que l'imitation nous eſt ſi naturelle qu'elle eſt nôtre nature même, & que c'eſt elle qui nous donne également l'habitude au bien & au mal ſelon que nous nous portons à l'un ou à l'autre.

C'eſt cette pente naturelle à imiter qui forme en nous cette multitude infinie de bonnes & mauvaiſes coûtumes, qui naiſſent & s'affermiſſent de l'enfance, & qui ſe perpetuent dans toute la ſuite de la vie lors que nous continuons d'aimer ce qui a commencé de nous plaire, & cette force de la coûtume & de l'habitude marque encore en nous un autre caractere de la reſſemblance de l'homme à Dieu dans l'un de ſes principaux attributs qui eſt l'immutabilité: car l'homme étant né pour le repos immuable de la felicité

qui ne peut ſe trouver qu'en Dieu, il tend toûjours à ce repos, & lors même qu'il s'éloigne le plus des voyes qui pourroient l'y conduire, c'eſt toûjours le repos qu'il cherche, & les routes où il s'égare ne laiſſent pas de marquer toûjours ſa pente au repos & à l'immutabilité : c'eſt ce qui fait la pente inquiete des mauvaiſes inclinations, & la malheureuſe ſtabilité dans les mauvaiſes coûtumes qu'on a contractées. L'imitation leur donne la naiſſance & les fortifie par la multitude reïterée des actions qui nous attachent de plus en plus aux objets que nous aimons, & cette attache & l'attente du repos que nous y cherchons les rend permanentes & leur donne un cours dont la force & la durée remplit l'étenduë de toute la vie ; & comme on compare les mouvemens & les emportemens des paſſions les plus violentes à des torrens dont l'impetueuſe rapidité briſe & entraîne toute reſiſtance, on peut comparer le cours des habitudes & de la coûtume à celuy d'un fleuve, car elle naît & ſe forme comme un fleuve de petites ſources, elle s'enfle & coule d'un cours reglé qui ne finit jamais, que rien ne peut arrêter, & qui eſt d'autant plus fort qu'il eſt égal & continuel.

Et comme les fleuves ſe groſſiſſent ſouvent par les débordemens, le cours de la coûtume & des habitudes s'éleve & ſe groſſit par les torrens de l'agitation extraordinaire des paſſions qui ajoûtent les violences paſſageres à la force & à la fermeté continuelle des habitudes.

Ainſi l'on voit dans cette force & dans cette ferme durée de la coûtume & de l'habitude bonne ou mauvaiſe un commencement & un prelude de la ſtabilité & de l'immutabilité éternelle ou dans le bien ou dans le mal.

Voila quelle eſt la nature, & quels ſont les effets de la coûtume dont l'un des plus remarquables eſt de nous faire agir ſans reflexion, & de nous entraîner dans le cours de la vie ſans que nous nous arrêtions & nous ſoûtenions contre le poids & la pente de nos habitudes, non pas même pour y penſer.

Il n'eſt donc pas nouveau que ſi on vient icy par coûtume on y vienne auſſi ſans reflexion; mais ce qui eſt de plus important, c'eſt que la coûtume n'a pas ſeulement effacé le ſouvenir du devoir particulier qui nous appelle à cette Aſſemblée, mais qu'elle a preſque aboly de nos cœurs & de nos eſprits, les veritables regles de nôtre devoir pour en ſubſtituer d'autres toutes contraires qu'elle a mis en uſage contre la raiſon; & c'eſt icy l'effet le plus déplorable de l'enchantement & de la force de la coûtume, & dont l'experience nous fait voir une étenduë ſi univerſelle que pour faire voir aux Juges les regles les plus eſſentielles de leur devoir, il ſuffit de leur faire obſerver les maximes contraires que la coûtume a mis en uſage, car nous verrons en même temps par ce parallele les égaremens où la coûtume nous a jettez, & les bonnes voyes où il faut entrer.

C'eſt la coûtume qui nous fait venir à cette Aſſemblée ſans reflexion, & auſſi l'on s'en retire ſans inſtruction ; mais ſi nous oppoſons la raiſon à cette coûtume, elle nous apprend que nous devons venir icy dans la même diſpoſition que Dieu commandoit aux Juges du Peuple Juif, lors qu'il les faiſoit convoquer pour les inſtruire des regles divines de leur miniſtere : car nous devons venir icy pour écouter les mêmes regles, & nous remplir l'eſprit & le cœur afin de les mettre en pratique dans toutes nos fonctions & juſqu'aux moindres.

C'eſt la coûtume que les Juges ne rendent plus ou preſque jamais aucun compte aux hommes de leurs injuſtices, comme ils faiſoient autrefois dans les Aſſemblées des Aſſiſes, & cette impunité jointe à l'authorité de leur caractere, a mis en coûtume qu'ils uſent de cette authorité comme bon leur ſemble, & au lieu que ce méchant Juge dont il eſt parlé dans l'Evangile, qui avoit dépoüillé la crainte de Dieu, craignoit encore au moins les hommes. Il n'y en a que trop aujourd'huy qui ne craignent plus ni Dieu ni les hommes ; mais la raiſon nous doit apprendre que ſi nous ceſſons de rendre compte aux hommes de nôtre conduite, nous devons au moins nous juger nous-mêmes, & ne pas attendre d'en rendre un compte bien plus ſevere & ſous le Tribunal bien plus éclairé de celuy qui doit juger toutes les juſtices.

C'eſt la coûtume de ſe faire Juge pour s'au-

thorifer dans ſes interêts, & pour ſe rendre utile à ſes amis, & ſe faire craindre à ſes ennemis, & d'entrer dans ce miniſtere ſacré par d'autres vûës encore plus baſſes, & ſans ſe mettre en peine ſi on a la doctrine & la probité, & toutes les autres qualitez ſans leſquelles on en eſt indigne, parce qu'on ne laiſſe pas ſans ces qualitez de remplir la place d'un Juge, d'en avoir le rang & l'authorité, & de faire valoir ſon propre ſens contre la juſtice, comme ſi c'étoit la juſtice même; mais la raiſon & la verité de la parole divine nous apprennent que ſe faire Juge, c'eſt entreprendre une fonction toute divine, que c'eſt embraſſer les interêts de la juſtice contre tout autre interêt & le nôtre même; qu'il faut la rendre à ſes ennemis & contre ſes amis, & contre ſoy-même, & que pour exercer un miniſtere ſi pur & ſi élevé, il faut l'avoir appris du Juge de
Joël 2. tous les hommes qu'un Prophete appelle le Docteur de la juſtice; parce que c'eſt de luy que nous devons en apprendre toutes les regles; qu'il faut avoir la lumiere pour diſcerner la juſtice de l'injuſtice, & une lumiere que nulle paſſion & nulle coûtume ne puiſſe ébloüir, & que pour acquerir cette lumiere il faut ajoûter à celle de ſon naturel la connoiſſance des regles & des maximes par une étude proportionnée à la fonction qu'on exerce, & qu'il faut enfin une force & une vertu qui briſe toute la reſiſtance de l'iniquité & que nulle acception de perſonnes, nulle faveur, nulle crainte & nulle force ne puiſſent affoiblir.

Tout le monde ſçait que les impreſſions d'amour ou de haine, de crainte ou d'eſperance, ou de quelque interêt, & les autres ſemblables dont on peut être prevenu, tournent l'eſprit du Juge ſelon le mouvement ſecret de ſon cœur ſans que même il s'en apperçoive. Mais c'eſt la coûtume qu'on ne laiſſe pas de faire la fonction de Juge, quoi qu'on ſoit prevenu de ces ſortes d'impreſſions, pourveu que la cauſe de recuſation ne ſoit pas évidente; & loin de s'abſtenir de la fonction de Juge dans ces ſortes d'occaſions, on les embraſſe pour s'y ſatisfaire, & on le fait même ſouvent ſans reflexion. Cependant la raiſon & la Loy divine nous apprennent que nous devons découvrir en nous-mêmes toutes ces foibleſſes de nôtre eſprit & de nôtre cœur pour nous abſtenir de juger dans ces occaſions où l'interêt & la paſſion peuvent nous aveugler: car l'Ecriture nous apprend qu'elle nous aveugle & nous derobe la connoiſſance du mal même que nous faiſons, d'où vient que ceux qui ſont le plus engagez dans les tenebres des erreurs & des paſſions ne laiſſent pas de s'imaginer qu'ils n'agiſſent que par la raiſon, & traittent les autres comme s'ils manquoient de la lumiere du ſens commun; un fol, dit le Sage, s'eſtime plus habile & plus éclairé que les plus ſages; il ſuffit ſans prouver toutes ces veritez de les ſuppoſer, comme aſſez connuës, pour en conclurre que les Juges les plus ſages & les plus habiles perdent la vûë de la juſtice & de la raiſon, lors qu'ils s'engagent dans la

paſſion & dans l'interêt, & qu'ainſi ils doivent veiller pour ſe ſoûtenir, & la juſtice qui eſt en leurs mains contre toutes les impreſſions qui peuvent les aveugler & les affoiblir.

Nous n'entrerons pas dans le détail d'une plus longue application de ces principes à toutes les occaſions où la coûtume nous fait voir que les Juges en ont beſoin, le temps eſt trop court pour en dire davantage, & ce peu ſuffit pour juger du reſte.

Ainſi, par exemple, il ſeroit ſuperflu de faire obſerver que les preſens ébloüiſſent la raiſon du Juge, & que nulle coûtume ne peut autoriſer un abus ſi capitalement condamné par toutes les Loix; car la Loy divine, la raiſon & l'experience nous apprennent que les preſens corrompent le cœur & aveuglent l'eſprit des plus ſages, & qu'ainſi c'eſt le même crime de recevoir des preſens que de s'aveugler contre la juſtice & de la mettre en commerce & à prix d'argent.

Nous ajoûterons encore un exemple unique & d'une autre nature, pour achever de nous convaincre de l'effet pernicieux de la coûtume. On ſçait que la plûpart des Juges ſont perſuadez par la coûtume & leur interêt, que rien ne les oblige de rendre la juſtice à ceux de qui ils ne peuvent rien eſperer pour la recompenſe de leur travail, & cette coûtume eſt étrangement forte & inveterée; mais la verité nous apprend qu'elle eſt encore plus étrangement fauſſe & criminelle, car

il n'y a point d'injuſtice plus condamnée dans l'Ecriture, & il n'y en a point auſſi de plus oppoſée à l'ordre naturel de la juſtice & de l'établiſſement des Juges qui la doivent rendre; car comme tous les plus grands deſordres viennent de l'oppoſition de la force contre la juſtice, les Juges ſont établis pour aſſembler la force avec la juſtice, & leur principale fonction eſt de ſoûtenir les foibles contre les plus forts qui les oppriment, ainſi les Juges qui manquent à ce devoir, lors qu'ils abandonnent la cauſe du pauvre & du miſerable, renverſent le premier fondement de la juſtice, & violent le premier & le plus naturel de tous leurs devoirs.

Nous pouvons juger par ce peu de reflexion & par les autres qu'on peut faire, combien il eſt important de condamner & de détruire toutes ces fauſſes maximes que la coûtume a ſubſtituées au lieu des veritables regles du devoir des Juges, & chacun doit rechercher en ſoy-même combien la coûtume l'a éloigné de ce devoir, & faire une dicuſſion ſincere de ſa conduite en oppoſant à la coûtume la juſtice & la verité; car c'eſt la verité qui nous jugera & non la coûtume, parce que nôtre Juge eſt luy-même la verité, & il a dit qu'il étoit la verité & non la coûtume, ſelon cette parole de Tertullien. *Chriſtus veritatem ſe, non conſuetudinem cognominavit*, & lorſque cette verité paroîtra, elle diſſipera par ſes lumieres toutes les tenebres des paſſions & de l'interêt, elle renverſera tous les fantômes de

De velandis virg. cap. 1.

fauſſes coûtumes, & quand elle aura détruit & aneanty ces vains fondemens de la fortune des mauvais Juges, l'Ecriture nous apprend qu'ils ſeront precipitez de la place où ils ſont élevez comme d'un rocher, & engloutis dans les abîmes des tenebres qu'ils auront preferées à la lumiere de la verité & de la juſtice, c'eſt le ſens de cette parole du Pſeaume, *Abſorpti ſunt juncti petræ judices eorum.*

Pſ. 140. 6.

HARANGUE
PRONONCE'E AUX ASSISES de l'Année 1675.

CE n'eſt pas aſſez pour nous acquitter de l'engagement où nous ſommes de parler aux Juges de leur devoir, que de leur en faire voir les regles & les qualitez qu'ils doivent avoir pour les pratiquer; mais il eſt neceſſaire auſſi de faire connoître les défauts contraires qui ſont les cauſes de leurs injuſtices.

Nous avons ſouvent parlé de ces regles & de ces qualitez, & nous avons auſſi parlé quelquefois de quelques-uns de ces défauts, comme de l'avarice, de la foibleſſe, de l'ignorance & autres ſemblables; mais nôtre deſſein eſt aujourd'huy de venir aux ſources & aux principes d'où derivent tous les défauts qui cauſent toutes les injuſtices que les Juges peuvent commettre, afin que nous connoiſſions en même-temps le mal dans ſon ori-

gine & les remedes pour nous en guerir ; & parce que les veritez que nous avons à dire, regardent en general tous ceux qui participent au miniſtere de la juſtice, les Avocats, les Procureurs & tous les autres qui ont cet honneur, pourront s'appliquer à eux-mêmes ce que nous dirons ſous le nom de Juges.

Pour découvrir ces ſources de nos défauts, il faut faire auparavant une reflexion generale ſur la fin pour laquelle les Juges ſont établis, & remarquer quel eſt le mal, auquel Dieu a voulu pourvoir en faiſant des Juges.

Tous les hommes naiſſent injuſtes, & il y a deux ſources de leurs injuſtices, la corruption dans la volonté, & l'ignorance dans l'entendement. Toutes les injuſtices du monde ſont des ſuites de la malheureuſe & inconcevable fecondité de ces deux ſources : car comme Dieu avoit donné à l'homme l'entendement & la volonté pour en faire ſon image, & l'élever à luy par la connoiſſance & par l'amour de la verité & de la juſtice ; l'homme ayant abuſé de ces deux puiſſances, & voulu s'élever à l'état de la divinité, par le ſuperbe deſir de ſçavoir & de dominer ; Dieu l'a laiſſé juſtement tomber dans les miſeres oppoſées, & l'entendement qui devoit être le ſiege de la lumiere de la verité & de la juſtice, eſt tombé dans l'aveuglement & dans les tenebres de l'ignorance & de l'injuſtice ; & la volonté qui devoit être le ſiege & le principe naturel de l'amour de la verité & de la juſtice, eſt tombée

dans l'eſclavage du vice par ſa pente au mal : & parce que l'iniquité des hommes ne ſe borne pas aux maux que cauſent en eux-mêmes cette corruption dans la volonté, & cette ignorance dans l'entendement ; & que pour ſatisfaire leurs differentes paſſions & leurs inclinations vicieuſes, ils en recherchent & pourſuivent les objets, qui ſe trouvent ſouvent hors de leur puiſſance & en la poſſeſſion des autres, & que dans cette pourſuite, ils entreprennent les uns ſur les autres en une infinité de manieres qui troublent la ſocieté, Dieu a fait des Juges pour arrêter les entrepriſes qui cauſent ce trouble.

Toutes les fonctions des Juges ſe reduiſent à cette fin, ils ſont établis pour arrêter les entrepriſes, pour punir les crimes, pour juger du faux & du vray, de la juſtice & de l'injuſtice ; & tout leur employ conſiſte à oppoſer les lumieres de la verité à l'aveuglement des Parties, & l'amour & le zele de la juſtice à leurs paſſions.

La conſequence que nous devons tirer de cette premiere reflexion eſt, que les Juges doivent être exempts, en ce qu'ils jugent, de l'aveuglement & de la paſſion qu'ils doivent condamner, autrement ils ſeroient plûtôt en état d'être jugez eux-mêmes, que de juger les autres, & ils doivent être dans la Police ce que l'Evangile nous apprend que les Evêques & les Prêtres doivent être dans la Religion ; c'eſt-à-dire, que les Juges doivent être la lumiere qui diſſipe les tenebres du menſonge & de l'injuſtice, & ils doivent être le

ſel qui en arrête la corruption, par l'ardeur de leur amour & de leur zele pour la juſtice ; de ſorte que les deux qualitez eſſentielles des Juges ſont la connoiſſance de la juſtice dans l'entendement, & ſon amour dans la volonté ; d'où il s'enſuit, que pour découvrir les défauts qui ſont les principes de toutes les injuſtices, il faut ſeulement étudier quelles ſont les cauſes qui effacent ou obſcurciſſent cette connoiſſance de la juſtice, & qui éteignent ou refroidiſſent ſon amour ; & pour connoître ces cauſes, il faut faire une ſeconde reflexion ſur l'ordre naturel, dans lequel nous agiſſons par l'entendement & la volonté, qui ſont les deux principes de nos actions, & les deux ſieges de toute connoiſſance & de tout amour.

Cet ordre eſt tel, que l'homme ne pouvant agir que pour quelque fin, qui eſt toûjours un bien qu'il ſe propoſe, ou veritable ou apparent ; nôtre ame ſe porte à cette fin par l'entendement & la volonté. L'entendement repreſente l'objet, la volonté l'aime, & l'aimant elle s'y porte, & y porte avec elle toutes les puiſſances. Si l'objet eſt abſent, cet amour fait le deſir ; s'il eſt poſſible d'y parvenir, il fait l'eſperance ; s'il le poſſede, il fait la joye ; s'il eſt en peril de le perdre, il fait la crainte ; s'il le perd, il fait la triſteſſe ; ſi quelque obſtacle veut le luy ravir, il fait la colere : ainſi tous les mouvemens des paſſions & des inclinations bonnes & mauvaiſes ſont les effets de cet amour, comme cet amour eſt l'effet des attraits de l'objet qui fait nôtre fin.

C'eſt toûjours ainſi que nous agiſſons, ſoit que nous nous portions au bien ou au mal ; ſi nous nous portons au bien, les lumieres de la verité & de la juſtice dans l'entendement en excitent l'amour dans la volonté ; & ſi nous nous portons au mal, l'illuſion du menſonge & de l'injuſtice tient lieu de lumiere à l'entendement, & d'attraits à la volonté, ou ſi la volonté commence le mal, la vapeur & la fumée de la paſſion aveugle l'eſprit, & ces deux puiſſances ſont dans une intelligence ſi parfaite, ſoit dans le bien, ſoit dans le mal, qu'elles ſe portent à l'un ou à l'autre avec un concours mutuel & une paix entiere, parce qu'elles ſont les deux puiſſances unies d'un même eſprit qui connoît par l'une & agit par l'autre. Il eſt vray que nous ſentons quelquefois de la diviſion en nous-mêmes ; mais elle ſe paſſe dans la volonté qui ſe trouve partagée par des inclinations oppoſées, mais l'entendement ſuit toûjours celle qui domine dans la volonté.

Car il faut remarquer cette difference entre l'entendement & la volonté, qu'encore que l'entendement ait la premiere part dans la vûë de l'objet, qui fait nôtre fin, & des moyens qui nous y conduiſent ; la volonté eſt toûjours la maîtreſſe, & ſon merite s'étend ſur les vûës mêmes de la volonté. Si la volonté porte au bien, & que l'entendement reſiſte à la verité, la volonté le captive, ſelon l'expreſſion de ſaint Paul, pour l'élever contre ſes vûës au bien inconnû ;

& ſi au contraire la volonté ſe porte au mal contre les vûës de l'entendement, elle le tourne, elle l'ébloüit, elle l'aveugle, & les charmes de l'objet qui la touchent, paſſent en lumiere ou en illuſion dans l'entendement, & lors même que la volonté ſe porte aux derniers excez contre la verité la plus ſenſible & les devoirs les plus inviolables, & dont elle ne peut effacer les premiers traits dans l'entendement, elle ne laiſſe pas de l'entraîner avec elle dans ſa pente au mal, & elle le fait ſervir pour trouver les moyens de parvenir aux fins les plus criminelles, & dont il reconnoît les funeſtes ſuites; de ſorte que dans ces occaſions, l'entendement n'eſt plus que comme un inſtrument eſclave d'un Tyran aveugle. Ainſi, c'eſt toûjours la volonté qui eſt la maîtreſſe, & c'eſt par cette raiſon que nous l'appellons le cœur; parce que comme le cœur eſt le principe de la vie & de tous ſes mouvemens, la volonté eſt le principe de toutes les actions, qui ſont les mouvemens de la vie & de l'ame.

Ces veritez ſont ſi incertaines que ceux même qui ignorent la Religion qui nous les apprend, & nous en découvre les principes, ne laiſſent pas de les reconnoître; & quoy qu'ils demeurent dans leur aveuglement, & leur pente au mal; ils ne laiſſent pas d'appercevoir l'aveuglement & la corruption des autres, & juſqu'aux défauts les moins ſenſibles; c'eſt la poutre dans nôtre œil qui ne nous empêche pas de voir le fétu dans celuy des autres.

Nous découvrons par cette reflexion generale ſur l'ordre naturel dont nous agiſſons par l'entendement & la volonté, que les Juges doivent avoir l'entendement toûjours éclairé de la lumiere des regles de leur devoir & de la reconnoiſſance de la juſtice & de la verité, qui doit former les jugemens : car autrement, ſi les Juges ſont dans l'ignorance, ils ne peuvent qu'errer & commettre mille injuſtices; mais ces lumieres & ces reconnoiſſances ne ſuffiſent pas, & ils doivent avoir la volonté toûjours animée de l'amour de la verité & de la juſtice, pour conſerver l'uſage de leurs connoiſſances & de leurs lumieres, en reſiſtant par cet amour à toutes les impreſſions que les paſſions ou les mauvaiſes inclinations peuvent faire ſur leur eſprit, par la corruption du cœur. Ce ſont ces impreſſions qui ſont les premiers principes que nous cherchons, des injuſtices que les Juges peuvent commettre.

Ce n'eſt donc pas ſeulement l'ignorance groſſiere, & les paſſions violentes qui portent les Juges à l'injuſtice. Les moindres & les plus legeres impreſſions peuvent produire cet effet, & ſouvent elles le produiſent, & d'autant plus fortement & plus ſeurement qu'elles agiſſent ſur le cœur d'une maniere plus fine & plus inſenſible. Il ne faut que toucher au cœur pour gagner l'eſprit, tout ce qui l'attire remuë le premier reſſort, & ſon mouvement eſt le principe ſeur qui entraîne toutes les puiſſances. On le remuë par un bon office, par un plaiſir, par un interêt, &

il

il ſe tourne à l'attrait de tous ces objets; on l'irrite par un mépris, par une offenſe, par une contradiction, & il s'éleve contre toutes les impreſſions qui troublent l'interêt ou l'honneur qu'il aime. Il ſe relâche par la pareſſe, il s'abbat par la honte, il s'excite par l'eſperance, il ſe retient par la crainte, & il faudroit un plus long diſcours & un Livre entier pour expliquer les maximes differentes dont les divers objets touchent, excitent, ſurprennent, attirent & entraînent le cœur, & avec luy toutes les puiſſances; mais il ſuffit de ſçavoir cet ordre de nos actions, pour comprendre que les Juges peuvent aiſément tomber dans l'injuſtice ſans reflexion, & que ſouvent même ils s'imaginent de ne chercher que la juſtice, lors qu'ils n'agiſſent en effet que par une impreſſion inſenſible qui les porte à quelque injuſtice.

Ceux qui reçoivent des preſens ou qui en eſperent, ne ſentent pas que la vûë du preſent les a aveuglez, ils ſentent qu'ils ont encore de l'eſprit & de la raiſon, mais ils ne connoiſſent pas la flexibilité de leur eſprit au bien & au mal par les impreſſions du cœur; & cependant la raiſon, l'experience & l'Ecriture nous apprennent que les preſens aveuglent les plus ſages, *Nec accipies munera quæ etiam excæcant prudentes & ſubvertunt verba juſtorum.* Cette expreſſion divine de l'Ecriture nous apprend cet aveuglement qui ſe cache à nôtre raiſon, & dont la cauſe eſt l'impreſſion que le cœur reçoit. Ceux qui ſe ſentent incapables de Exod. 23. 8.

recevoir des preſens, ne doivent pas s'imaginer que cet exemple ne les touche point : car s'ils ſont exempts de cette corruption, ils doivent en appliquer la conſequence à toutes les autres eſpeces des mauvaiſes impreſſions qui peuvent ſurprendre leur cœur, & les porter à quelque injuſtice lors même qu'ils s'imagineront de rendre juſtice. Ainſi ceux qui trouvent la cauſe de leur amy pleine de juſtice, ne ſentent pas que c'eſt l'amour de l'interêt de leur amy qui a donné un faux jour dans leur eſprit à ſa cauſe injuſte. Ceux qui ont quelque haine contre l'une des Parties, ou ſeulement quelque averſion ne ſentent pas que leur eſprit aliené comme le cœur les rend contraires à l'interêt de la perſonne qu'ils n'aiment pas. Ceux qui ont quelque interêt ſecret dans la cauſe qu'ils jugent, ne ſentent pas qu'ils trouvent plus juſte le party de leur interêt. Ceux qui n'aiment pas à apprendre la verité des autres, ou qui ne veulent pas être contredits, ne ſentent pas que c'eſt l'amour de leur ſentiment qui les fait reſiſter à la verité.

Les Juges les plus éclairez & les plus remplis de l'amour de la juſtice doivent être les plus perſuadez des mauvais effets de toutes ces ſortes d'impreſſions & autres ſemblables qui ne ſont que trop ordinaires, & de la vigilance, & de l'application continuelle où ils doivent être pour s'en garantir, parce qu'ils doivent mieux connoître l'importance de leur miniſtere & les foibleſſes où ils ſont ſujets ; mais ceux qui n'ont pas d'autres princi-

pes pour leur conduite que la pente aveugle à toutes les impreſſions qui leur ſurviennent, ſont bien éloignez de cette vigilance, & ils ne manquent pas auſſi de ſe porter à mille injuſtices ſans reflexion.

Ainſi les Juges avares ne ſentent pas qu'ils ne rendent la juſtice que dans l'eſperance du profit qui leur en revient; qu'ils ceſſent de la rendre lors qu'ils ceſſent d'eſperer ce gain ; que l'amour de ce gain leur fait multiplier les procedures qui en produiſent, & abandonner les cauſes du Public, du pauvre, de la veuve & de l'orphelin, parce que n'ayant pas d'autre attrait dans la juſtice que ſon interêt qui s'y trouve joint, ſi cet attrait ceſſe, ils ceſſent d'agir.

Les autres paſſions auſſi bien que l'avarice ont leur part dans la conduite des mauvais Juges; l'eſperance, la crainte, la haine, la pareſſe, la honte & toutes les autres entraînent le cœur & l'eſprit ſelon les impreſſions differentes qu'elles produiſent, & ſont les cauſes de mille injuſtices. Les uns rendent la juſtice ou l'injuſtice & l'impunité des crimes pour de l'argent, les autres l'abandonnent par pareſſe, par honte, par timidité ou par d'autres vûës ; d'autres par une profanation ſacrilege font ſervir l'autorité de Dieu qui leur eſt commiſe pour leurs interêts, pour leurs vengeances & pour leurs autres paſſions.

Nous voyons que toutes ces ſortes d'injuſtices depuis les plus grandes juſques aux moindres, ſont des effets ſenſibles de cette cauſe generale

que nous avons touchée qui eſt l'aveuglement de l'eſprit par les impreſſions du cœur, d'où il faut conclure que ce n'eſt pas aſſez aux Juges que de ſçavoir les regles de leur devoir, de ſçavoir les Loix, les Coûtumes, les Ordonnances, & la pratique : ils ont beſoin d'une ſcience bien plus fine & plus élevée. Les regles de juger les autres ſont aſſez faciles ; mais qu'il eſt difficile de ſe juger ſoy même, & d'acquerir la ſcience de tous les mouvemens & de tous les détours de ſon cœur & de ſon eſprit, c'eſt la ſeconde ſcience des Juges bien plus neceſſaire & plus importante que celles des Loix: car pour conſerver toutes les lumieres que le bon ſens & l'étude & les bonnes mœurs peuvent former dans leurs eſprits, ils ont beſoin d'étudier leur cœur & d'en garder toutes les avenuës par une vigilance continuelle, ſelon cette parole du Sage *Omni cuſtodia ſerva cor tuum.* Le principe unique de cette vigilance & de tout le reſte de la conduite d'un bon Juge, doit être un amour ardent pour la verité & pour la juſtice, c'eſt cet amour qui fait la ſageſſe des Juges ; ſi le cœur en eſt remply, l'eſprit ſe remplira des lumieres de la verité & de la juſtice ; nul devoir ne ſçauroit échapper à cet amour ; le Juge qui aime la juſtice embraſſe ſon party en toute ſorte d'occaſions, il la défend avec une fermeté invincible, il oublie ſon interêt pour ſon devoir, & l'étude de ſon cœur & de ſon eſprit eſt de faire regner la juſtice & ſur les autres & ſur ſoy-même.

Prov. 4. 23.

Mais l'Ecriture nous apprend que cette ſageſſe des Juges n'eſt pas un don de la nature, parce que les Juges les plus éclairez des lumieres naturelles ſont remplis de ces tenebres & de ces mauvaiſes inclinations, dont nous avons parlé, qui corrompent le cœur & aveuglent l'eſprit des Juges. Nous apprenons cette verité du Juge le plus éclairé qui fut jamais, & il nous apprend en même temps la ſource où nous devons puiſer la ſageſſe neceſſaire aux Juges : c'eſt le Sage même, c'eſt Salomon qui étant remply de toutes les lumieres de la Sageſſe naturelle ne laiſſoit pas de reconnoître avec autant de verité que de ſincerité, qu'il étoit incapable de juger ſon peuple, & qu'il avoit beſoin d'une ſageſſe plus élevée que celle des plus grands hommes qui n'eſt qu'un neant. *Nam & ſi quis erit conſummatus inter filios hominum, ſi ab illo abfuerit ſapientia tua in nihilum computabitur.* Et c'étoit par cette raiſon qu'il demandoit à Dieu ſa propre ſageſſe, la ſageſſe qui accompagne le Tribunal de ſa Juſtice, & qui eſt la ſeule exempte de toute ignorance & de corruption, *Da mihi ſedium tuarum aſſiſtricem ſapientiam.* Parce qu'en effet il faut la ſageſſe de Dieu pour tenir ſa place comme font les Juges ; & comme il ſçavoit que le cœur eſt la ſource du bien & du mal, & qu'il n'y a de lumiere de la juſtice dans l'entendement qu'autant qu'il y a de ſon amour dans la volonté, il demande à Dieu en un autre endroit un cœur docile pour juger ſon Peuple, & pour diſcerner

Sap. 9. 6.

Sap. 9. 4.

1. Reg. 3. 9. le bien & le mal. *Dabis ergo ſervo tuo cor docile, ut populum tuum judicare poſſit, & diſcernere inter bonum & malum.* Cette ſeule parole renferme dans la profondeur & dans l'étenduë de ſon ſens tout ce que nous avons dit, & tout ce qu'on pourroit dire ſur ce ſujet, & elle fait voir que Salomon touchant à la ſource attribuë au cœur le principe du diſcernement du bien & du mal, parce que l'eſprit ne juge de l'un & de l'autre que par les impreſſions du cœur; & il demande un cœur docile, c'eſt-à-dire ſouple à toutes les impreſſions de la Sageſſe qui ſe porte ſoy-même & porte l'eſprit à la verité & à la juſtice, & qui demeure toûjours libre de toutes les impreſſions contraires à cette ſageſſe. C'eſt aſſez que nous ayons touché les cauſes des nos injuſtices & les remedes, nous n'avons qu'à nous en faire chacun en particulier l'application ſelon nos beſoins.

HARANGUE

PRONONCÉE AUX ASSISES de l'Année 1677.

IL n'y a point de dignité plus élevée que celle de Juge, mais auſſi il n'y en a point dont les fonctions ſoient plus ſaintes & plus importantes. La grandeur même de la Royauté & du Sacerdoce conſiſte principalement au droit de juger, & c'eſt à cauſe de ce droit que Dieu a voulu donner aux Juges le nom de Dieux, parce que

tous les hommes étant égaux par la nature, il n'y a que Dieu ſeul qui ſoit leur Juge naturel, & c'eſt la divinité qui ſe communique à ceux qui ſont élevez à juger les autres, c'eſt pourquoy l'Ecriture qui nous apprend qu'être Juge, c'eſt être Dieu. *Ego dixi dii eſtis*, nous apprend que juger, c'eſt rendre le jugement de Dieu, *Videte quid faciatis, non enim hominis exercetis judicium ſed Domini.*

Pſ. 81. 6.

Paral. 2. 19. 6.

Puiſque les Juges tiennent donc en terre la place de Dieu pour rendre la juſtice aux hommes, la premiere choſe qu'ils doivent ſçavoir, c'eſt cela même qu'ils tiennent cette place, & quelles ſont les qualitez neceſſaires pour la bien remplir, & pour rendre la juſtice comme Dieu la rendroit luy-même s'il luy plaiſoit de ſe rendre viſible pour l'exercer.

Ces qualitez ſont les mêmes qui accompagnent en Dieu ſa juſtice & ſes jugemens ; la juſtice de Dieu ſur les hommes & toutes les œuvres de la divinité ſont l'ouvrage de ſa puiſſance, de ſon intelligence & de ſon amour, & ce triple caractere des trois Perſonnes divines eſt gravé ſur tout ce que Dieu produit hors de ſoy.

La puiſſance de Dieu, c'eſt ſa volonté à l'égard de ſes creatures ; cette volonté eſt ſi ſainte & ſi parfaite, qu'elle rend juſte toute ce qu'elle veut, & ſi abſoluë qu'elle le produit avec une facilité toute puiſſante.

L'intelligence de Dieu c'eſt ſa connoiſſance,

il voit tout dans cet ocean infini de son essence, & toutes les creatures ensemble y tiennent le même rang, selon l'expression d'Isaïe, qu'une goutte d'eau, qu'un grain de sable, & que le neant. *Quasi gutta aquæ, quasi pulvis exiguus & quasi nihilum.* Parce que toutes les creatures étant bornées, elles sont comme un neant devant Dieu qui est infini, & sont infiniment moins à l'égard de luy, que n'est le moindre atôme à l'égard de tout l'univers, nous pouvons concevoir par cette idée si veritable de ce grand Prophete, avec quelle facilité & quelle netteté Dieu comprend tout le peu qu'est devant luy cet atôme de l'univers, & tout ce qu'il enferme de plus grand & de plus caché, & c'est dans cet abîme immense de lumiere & d'intelligence divine qu'est la source de toutes les veritez qui sont les regles de la justice divine & humaine.

Is. 40. 15.

Comme l'intelligence de Dieu est la connoissance de soy-même, son amour est aussi l'amour de soy-même. Cet Etre infini est l'unique objet digne de son propre amour, & de même qu'il connoît toutes les creatures en se connoissant soy-même comme leur principe, il les aime aussi toutes en s'aimant soy-même comme leur fin, & ainsi quand il agit sur les creatures en les créant, les conservant, & les gouvernant; c'est sa Toute-puissance qui étale son intelligence par son amour & quand il rend justice, c'est sa Toute-puissance qui exerce le jugement de son intelligence & de sa sagesse par l'amour de soy-même

même qui eſt l'amour de la verité & de la juſtice, car Dieu eſt luy-même la juſtice & la verité, *Ego ſum veritas.* *Joan. 14. 6.*

C'eſt là la maniere dont Dieu rend la juſtice, & c'eſt auſſi l'unique modelle que les Juges qu'il met à ſa place doivent imiter; car ſi Dieu qui a fait les hommes à ſa reſſemblance veut que tous l'imitent, ſelon cette parole de ſaint Paul. *Eſtote imitatores Dei.* Les Juges qu'il a éle- *Philip. 3. 17.*
vez audeſſus de cette reſſemblance commune à tous, à un rang divin qui leur donne le nom de Dieux, ſont bien plus ſingulierement obligez à le prendre pour la regle & le modelle de leurs jugemens, & pour s'acquitter du devoir eſſentiel de cette imitation de la juſtice de Dieu, ils doivent ſe ſervir de leur authorité & de leur puiſſance pour exercer la juſtice, ils doivent avoir l'intelligence neceſſaire pour la ſçavoir rendre, & ils doivent être animez de l'amour de la juſtice pour la bien rendre.

Comme la puiſſance de Dieu conſiſte en ſa volonté toute-puiſſante, celle du Juge conſiſte en ſon authorité & ſon courage pour l'exercer, il ne rend pas juſtice comme Dieu, mais il ne veut comme Dieu que ce qui eſt juſte. C'eſt en cela qu'il imite & conforme ſa volonté à celle de Dieu, il s'établit dans une fermeté inébranlable qui le tient audeſſus de toutes les impreſſions qui pourroient le porter à quelque foibleſſe. Et ſi Dieu permet qu'une violence étrangere l'empêche de faire regner ſur les autres ſa

juſtice qu'il a dans ſon cœur, elle regne toûjours ſur luy & ſa fermeté demeure unie à l'ordre de Dieu.

Il dédaigne avec mépris les promeſſes, les careſſes & les menaces des plus grands du monde, parce qu'il s'éleve à Dieu dont il tient la place, & dans ce rang il regarde tout l'univers au deſſous de luy; mais dans cette élevation il ſe conſidere, comme ce ſerviteur que le maître a prépoſé ſur ſa famille en ſon abſence, & il ſçait que celuy qui eſt étably pour le gouvernement, eſt comme le ſerviteur de ceux qu'il gouverne, ſelon cette partie de l'Evangile *Qui præceſſor eſt ſicut miniſtrator*, parce que ſon adminiſtration n'eſt pas l'effet d'une ſuperiorité naturelle, qui le rend le maître des autres pour dominer; mais un effet de l'ordre divin qui éleve les Juges au deſſus des autres pour les contenir tous dans l'ordre & dans la paix, en faiſant aimer aux bons la juſtice & l'authorité, & la faiſant craindre aux méchans; car l'authorité n'eſt pas donnée aux Juges pour s'élever eux-mêmes, mais pour abattre ceux qui s'élevent: elle ne leur eſt pas donnée pour dominer, mais pour faire regner la juſtice; & les Juges ſont d'autant plus élevez & plus dignes du reſpect, & de l'eſtime de tous les hommes, qu'ils prennent moins de part eux-mêmes à l'uſage de leur authorité, & qu'ils la conſacrent toute entiere aux interêts de la juſtice pour imiter Dieu, qui n'exerce ſa toute-puiſſance que pour faire regner ſa juſtice & ſa verité. *Opera manuum*

Luc. 22. 26.

Pſal. 110. 7.

ejus veritas & judicium. C'eſt ainſi que les Juges doivent imiter la puiſſance de Dieu par le bon uſage de l'authorité qu'il leur a donnée; mais pour en uſer ainſi, ils doivent encore imiter l'intelligence & la ſageſſe divine par la connoiſſance des veritez, qui ſont les regles de la juſtice; ils ne peuvent puiſer cette connoiſſance que dans ſa ſource. C'eſt en Dieu qu'il faut chercher la juſtice qui n'eſt qu'en luy, ou pour mieux dire, qui n'eſt que luy, *lex tua veritas & veritas tu.* Pſ. 118. 142. Il nous a donné les lumieres neceſſaires pour nous élever à cette connoiſſance, & il nous en a même revelé les premiers traits par les principes generaux de l'équité naturelle qu'il a gravée dans tous les eſprits; mais ce n'eſt pas aſſez d'avoir les lumieres generales de l'équité, il faut deſcendre de cette connoiſſance à celle du détail des regles particulieres des Loix humaines, qui en ſont les ſuites, & chaque Juge doit s'inſtruire de ces Loix particulieres ſelon l'étenduë de ſon miniſtere; & il faut outre cette étude, s'attacher avec beaucoup de diligence & de patience à la diſcuſſion de toutes les circonſtances des faits, dont on doit juger pour appliquer la verité des regles à la verité des faits; mais aprés toutes les connoiſſances que l'étude & l'experience peuvent acquerir, il faut encore reconnoître que toutes ces lumieres ne ſuffiſent pas, & que pour conſerver la pureté & l'intelligence, il faut en avoir une autre bien plus importante, qui eſt celle du cœur par l'amour de la juſtice; c'eſt peu par exemple,

de ſçavoir qu'on eſt obligé de rendre la juſtice aux pauvres ſans aucun profit, ſi l'avarice fait qu'on n'aime pas cette verité ; & il en eſt de même de toutes les autres occaſions, où les paſſions des Juges les détournent de leur devoir.

Les Juges doivent donc aimer la juſtice pour la pratiquer, & c'eſt la troiſiéme qualité eſſentielle par laquelle ils doivent imiter Dieu : l'amour eſt le principe de toutes les œuvres de Dieu, & de toutes les actions des hommes. Dieu ne peut agir que par amour, & il ne peut aimer que le vray bien ; & c'eſt par cette raiſon qu'il ne peut agir que par ſoy-même. Il eſt luy-même la juſtice qu'il aime dans ſes jugemens, & les Juges ne peuvent ſe propoſer que la même fin ; ſi le Juge aime la juſtice, il ne manquera pas de la pratiquer, mais s'il aime quelque autre objet qui le détourne, il abandonnera la juſtice pour l'objet qu'il aime ; l'eſprit ſuit le cœur, & il juge comme le cœur aime. C'eſt de ce principe que viennent une infinité d'injuſtices, dont l'eſprit même du Juge ne s'apperçoit pas ; il aime l'interêt de ſon amy, & il trouve juſte le party qu'il aime ; il a de la haine contre une Partie, & il ne trouve pas juſte l'avantage de la Partie qu'il n'aime pas ; il a reçû ou il eſpere quelque faveur, ou quelque preſent, & il trouve juſte de ſervir celuy qui luy a fait quelque plaiſir ; & parce que l'amour ne peut ſe porter qu'au bien, ou veritable ou apparent ; & comme il n'y a qu'un ſeul bien réel, une ſeule verité, un ſeul Dieu, il n'y a auſſi qu'une ſeule juſtice ; mais com-

me les biens faux & apparens ſont infinis, ſelon la multitude infinie des objets qui peuvent exciter nôtre amour & nos paſſions. Les égaremens, les illuſions & les injuſtices ſont infinies, & nous pouvons dire des Juges, ce que le Sage a dit en general de tous les hommes, que toutes les creatures leur ſont des piéges pour les faire tomber dans quelque injuſtice : *Creatura Dei in tentationem animabus hominum, & in muſcipulam pedibus inſipientium*, le deſir de s'établir, la vûë de s'attirer des amis, la crainte de deſobliger, l'amour du bien, l'attachement à ſes amis, l'averſion de ſes ennemis, le ſouvenir d'une injure, un interêt caché, un preſent, une recompenſe, un mépris, une menace, une crainte, une eſperance, un chagrin, une mauvaiſe humeur, une recommandation, & mille autres motifs ſemblables ſont autant de piéges qui nous environnent; & ſi le cœur s'y laiſſe prendre, il formera dans l'eſprit un jugement tourné, ſelon l'impreſſion qu'il aura reçûë. *Sap.* 14. 11.

Nous pourrions nous étendre davantage ſur cette puiſſance du cœur, ſur l'eſprit qui cauſe un ſi grand nombre d'injuſtices, que peu découvrent en eux-mêmes, & que la plûpart connoiſſent ſi bien dans les autres; mais il nous ſuffit d'avoir touché ces principes generaux, & nous laiſſons à chacun les reflexions & l'application particuliere dans le détail de ſa conduite.

Nous avons propoſé les idées generales du devoir des Juges, & les qualitez eſſentielles pour

s'en acquitter, & ce ne ſont pas ſeulement les Regles de jurer, mais elles ſont communes auſſi à tous ceux qui ont l'honneur de participer au miniſtere de la juſtice, Avocats, Procureurs, Greffiers & tous autres, ſelon les differences de leurs fonctions; mais nous ne pouvons diſſimuler que nous avons grand ſujet de craindre, qu'il y en ait peu qui aiment ces veritez & qui en profitent; la plupart les ignorent ou les mépriſent, ils s'arrêtent a l'exterieur de leur authorité ſans en penetrer l'eſſentiel; ils en ignorent la cauſe, qui eſt l'ordre de Dieu; ils en ignorent l'uſage, qui eſt le ſervice du public & du particulier; ils en ignorent les regles, & leurs paſſions leur tiennent lieu de toutes loix divines & humaines; ils aiment d'être Juges, mais ils n'aiment pas la juſtice; ils conſiderent leur authorité comme leur bien propre & naturel, & ils n'en font pas d'autres uſages que pour eux-mêmes; ils ſe croyent Juges pour s'élever ſur les autres & pour dominer, au lieu qu'ils ne ſont faits que pour les ſervir; ils favoriſent de leur authorité les méchans à qui ils la devroient faire ſentir, & ils la refuſent aux pauvres & aux foibles qui ſont ceux pour leſquels Dieu l'a établie, ils placent l'iniquité dans le Tribunal de la juſtice; ils font ſervir la main de Dieu à l'impieté & à l'injuſtice, & ils en font l'inſtrument de leur ambition, de leur avarice, & de leurs autres paſſions; ils ne regardent leur miniſtere, que comme un trafic & un commerce; ils ne rendent pas la juſ-

vice, mais ils la vendent, ils mettent à prix ce don de Dieu d'une maniere pire, en un ſens, que la ſemence de Simon même : car au lieu que Simon vouloit ſe dépoüiller de ſon argent pour acheter le don de Dieu, ils dépoüillent les pauvres pour le leur vendre. Nous ſçavons qu'il eſt permis aux Juges de recevoir la récompenſe de leur travail ; le public leur doit un ſalaire, & au lieu de ce ſalaire public, le Prince leur permet de le prendre ſur les particuliers ; mais il faut ſuivre les regles pour taxer ce droit, & lorſque les Parties ſont dans l'impuiſſance de le payer, la juſtice ne laiſſe pas de leur être dûë ſans payer aucun ſalaire. C'eſt principalement pour les pauvres que les Juges ſont établis, & cet établiſſement ne peut être violé ſans un crime qui renverſe l'ordre de la juſtice, & qui attire la plus ſevere vengeance de Dieu.

Il n'y a point de commandement aux Juges, plus juſte & plus naturel que celuy de rendre la juſtice aux pauvres ; il n'y en a point auſſi de plus frequens & de plus exprés pour les Juges dans la loy divine ; il n'y a donc rien qui puiſſe les en diſpenſer, ni rien qui puiſſe les garentir des peines que Dieu prepare à ces mauvais Juges, qui renverſent l'ordre du monde en refuſant la juſtice aux pauvres. Cet ordre eſt la juſtice qui doit ſoûtenir le pauvre & le foible contre l'oppreſſeur ; les Juges ſont les baſes & les fondemens qui doivent appuyer cet ordre par leur courage, par leur intelligence & par leur amour pour la juſtice,

& s'ils ignorent ou abandonnent ce devoir, les fondemens de l'ordre du monde sont ruinez. *Judicate egeno & pupillo nescierunt neque intellexerunt, movebuntur omnia fundamenta terræ*, & le nom de Dieu prophané par ces mauvais Juges, n'est plus en eux qu'un poids immense, qui les accable & les ensevelit au fond de ces ruines de l'Univers qu'ils ont causées, & qui la chargent de toute l'iniquité qu'ils ont faite ou soufferte par leur foiblesse & leur ignorance. Ils sont déja en cet état aux yeux de Dieu, & l'Univers joüira de la vûë de ce spectacle, lequel seul Juge, s'élevera pour reprendre sa place, & pour les juger *Surge Deus judica terram.*

Psal 81. 3. &c.

Psal. 81. 8.

HARANGUE
PRONONCE'E AUX ASSISES de l'Année 1679.

LE devoir commun & general de tous les hommes, des Rois, des Princes, des Juges & de tous les autres sans exception, c'est le travail; & la premiere science de l'homme c'est de sçavoir quel est son travail pour s'y occuper. Puisque nous sommes donc obligez de parler icy du devoir des Juges, nous n'avons qu'à leur remontrer que tout leur devoir consiste à reconnoître qu'ils sont destinez au travail comme tous les autres, & à sçavoir quel est leur travail & s'y appliquer.

Cette

Cette verité ſi commune que l'homme eſt né pour le travail eſt également de la Religion & de la nature. *Homo naſcitur ad laborem, & avis ad volatum*, & quoyque le travail paroiſſe une peine, & que Dieu l'ait impoſé à l'homme aprés le peché ; *In laboribus comedes*, il eſt pourtant vray que Dieu avoit commandé le travail à l'homme même dans l'innocence & avant le peché, & Moïſe nous apprend que Dieu avoit mis l'homme dans le Paradis pour y travailler. *Ut operaretur.*

Job. 5. 7.

Gen. 3. 17.

Gen. 2. 15.

Il eſt vray que le travail de l'homme dans l'innocence eût été un travail agreable, ſans peine, ſans dégoût, ſans laſſitude ; & que le travail qui nous eſt impoſé aprés le peché eſt accompagné de toutes les peines que nous reſſentons ; mais il eſt toûjours vray qu'en quelque état que l'homme ſoit conſideré ou du peché ou de l'innocence, le travail eſt le partage de ſa nature. Et en effet, c'eſt pour le travail que Dieu a créé l'eſprit de l'homme & formé ſon corps. Nos ſens & nos membres ne ſont compoſez que pour le travail, l'activité de l'eſprit en eſt le principe & les organes du corps ne ſont donnez à l'eſprit que comme les inſtrumens de cette activité pour agir & pour travailler, & cette deſtination de l'eſprit & du corps de l'homme au travail par la Loy naturelle & la Loy divine, eſt le fonds de ſa nature, & elle fait même l'une des reſſemblances de l'homme à Dieu, qui dans ſon repos éternel & immuable n'a jamais ceſſé d'operer. *Pater*

Joan. 5. 17.

mens usque modo operatur & ego operor.

Il eſt donc également vray & dans l'ordre de la religion, & dans l'ordre de la nature, que l'homme eſt né pour le travail, & c'eſt pour le travail que cette vie luy eſt donnée; c'eſt pour le travail que Dieu a mis l'homme au deſſous de l'Ange & au deſſus de tout le reſte des creatures pour en uſer par ſon induſtrie, & qu'au lieu que les Anges n'ont eu que peu de momens pour meriter leur beatitude par une voye ſimple, courte, & ſpirituelle, Dieu a donné à l'homme une vie longue, & dont toute la ſuite eſt un travail continuel differemment partagé entre tous les hommes ſelon les beſoins de leur ſocieté; parce que Dieu ayant deſtiné l'homme pour le travail, il n'a pas manqué de luy preparer l'ouvrage qui luy étoit propre, & c'eſt pour cela qu'il a mis les hommes dans une ſocieté dont les divers beſoins ſont le ſujet de tous les differens travaux de la vie qui ſont les differentes conditions; ainſi les grands travaux du gouvernement, de la juſtice, de la milice, de l'ordre public, ſont les grandes conditions des Rois & des Souverains; celles de leurs Miniſtres, des Juges, & des autres Officiers auſquels les Souverains ſont obligez de diſtribuer le travail pour lequel ils ne peuvent ſuffire eux mêmes, & toutes les autres conditions ne ſont diſtinguées que par les differens travaux des arts & des profeſſions qui occupent le reſte des hommes.

Il n'y a donc point de condition ſans en ex-

cepter les plus élevées qui n'ait pour ſon caractere eſſentiel, & pour ſon devoir capital & indiſpenſable, le travail pour lequel elle eſt établie, & celuy qui pretend être ſans engagement au travail, ignore ſa nature & l'uſage de ſon eſprit & de ſon corps, il renverſe le fondement de l'ordre du monde, il viole la Loy naturelle & la Loy divine, & il eſt plus un monſtre dans la nature que celuy qui étant privé ou de l'eſprit ou de quelques membres ſe trouve dans l'impuiſſance de travailler; de ſorte qu'il n'eſt pas étrange que S. Paul ait dit que celuy qui ne travaille pas eſt indigne de la vie qui n'eſt deſtinée que pour le travail, mais la verité même nous apprend dans l'Evangile, que celuy qui demeure inutile & ſans travailler n'eſt pas ſeulement indigne de cette vie, mais qu'il eſt digne de la mort de l'ame, & qu'il ſera livré aux derniers ſupplices: *Inutilem ſervum ejicite in tenebras exteriores.*

2. *Theſſ.* 3. 10.

Matth. 25. 30.

Puiſqu'il eſt donc vray que le travail eſt le devoir de chaque condition, les Juges qui ſont dans un employ d'une conſequence infinie, ſont engagez au travail que demande une profeſſion ſi importante, & il ne nous reſte que de faire voir quel eſt ce travail, & quelle eſt la maniere dont les Juges ſont obligez à s'y appliquer. Et comme le miniſtere de la juſtice renferme non ſeulement les fonctions des Juges, mais encore celles des Avocats, des Procureurs & de tous ceux qui ont l'honneur d'avoir quelque part à ce miniſtere, & que chacun eſt obligé au travail de ſa

fonction, il ſera facile à tous de s'appliquer à ce que nous dirons ſeulement aux Juges.

Le travail des Juges eſt en un mot de rendre la juſtice; mais parce que chacun croit connoître ce qui eſt juſte, & qu'il eſt honnête & agreable de l'ordonner, la pluſpart ne trouvent rien de plus aiſé que de faire l'office de Juge, & on ne s'aviſe pas de penſer que ce ſoit entreprendre un travail que ſe faire Juge. Cependant il eſt vray qu'il n'y a pas de travail dans la vie civile plus difficile que celuy des Juges comme il n'y en a pas de plus important.

Le premier devoir des Juges eſt d'entendre leur profeſſion; ceux qui ſont chargez de l'inſtruction des procés ou civils ou criminels, doivent ſçavoir les regles & l'uſage des procedures, ils doivent avoir l'intelligence & l'experience pour n'engager jamais les Parties dans des procedures vicieuſes ou inutiles, & pour n'ordonner que le neceſſaire, pour aller exactement & promptement à la verité, & ils doivent retrancher & prevenir tous les détours de l'erreur & de la chicane, & ce devoir regarde également les Juges ſuperieurs & les premiers Juges, & il regarde auſſi beaucoup les Avocats & les Procureurs qui conduiſent le plus ſouvent les démarches de l'inſtruction.

Ceux qui doivent juger les procés doivent avoir la lumiere & l'intelligence neceſſaire pour ſçavoir juger, & ils doivent être differemment habiles ſelon les differences de leurs fonctions.

Les Juges inferieurs qui ne jugent par eux que les matieres qui ne peuvent pas recevoir de difficulté, & qui doivent prendre conſeil pour celles qui paſſent les bornes de leur connoiſſance, doivent ſçavoir quelles ſont ces bornes pour recourir au conſeil dans les occaſions qui les y oblige, & ils doivent ſçavoir l'Ordonnance & l'Uſage pour l'inſtruction, & juger ſelon l'équité des affaires dont ils ſont capables.

Mais ceux qui jugent par eux-mêmes toutes les affaires, doivent avoir une connoiſſance & une experience bien plus étenduë ; ils doivent ſçavoir les regles de l'inſtruction pour juger des nullitez, de la precipitation, & des autres vices des procedures ; ils doivent ſçavoir la nature & le caractere de chaque matiere, & diſcerner par une exacte diſcuſſion des faits, des clauſes, des preuves & des circonſtances, quelles ſont les queſtions qui en reſultent, & ſçavoir choiſir parmy la multitude infinie de nos regles & de nos maximes celles qui doivent être appliquées à chaque ſujet, & enfin tous les Juges doivent ſçavoir tout ce qui eſt neceſſaire pour bien juger & pour s'acquitter dignement de tout le détail de leur miniſtere.

Il eſt facile de voir que les Juges ne peuvent acquerir toutes ces connoiſſances ſans un grand travail, & ſi dans les moindres profeſſions & les plus bornées il faut beaucoup d'application & d'experience pour s'y rendre habile, l'étenduë infinie de la ſcience des Juges qui embraſſent

la connoiſſance d'un ſi grand nombre de matieres & qui eſt compoſée de tant de regles & de principes differens, demande une bien plus longue étude & une plus grande application, & par conſequent un tres grand travail.

Et pour nous convaincre entierement de la neceſſité de ce travail, il faut ſeulement faire reflexion ſur ce que l'Ecriture nous apprend de la grandeur & de l'importance du miniſtere des Juges, de l'exactitude & de la diligence avec laquelle ils doivent s'en acquitter, & du compte qu'ils doivent rendre de toutes les fautes qu'ils y commettent, & de celles même où ils tombent pour n'avoir pas acquis par leur travail les connoiſſances neceſſaires pour ſçavoir juger.

Un ſeul paſſage nous inſtruira de toutes ces veritez qui ſont répanduës dans tous les autres lieux qui nous enſeignent les devoirs des Juges. C'eſt une inſtruction que le ſaint Eſprit donna par la bouche d'un ſaint Roy à tous les Juges du Royaume de Juda, *Videte*, *&c.* Prenez garde à la ſainteté & à la grandeur du miniſtere que vous exercez, car ce n'eſt pas le jugement des hommes que vous devez rendre, mais c'eſt le jugement du Seigneur. Souvenez-vous que vous répondrez de tout ce que vous aurez jugé, & que vos fautes retomberont ſur vous pour vous juger vous-mêmes. Formez donc tous vos jugemens dans la vûë & dans la crainte du Seigneur pour qui vous jugez, & qui jugera luy-même tous vos jugemens; & pour prevenir

Paral. 2. 19. 6.

ſa recherche & ſa juſte ſeverité, travaillez fortement à juger avec tant d'exactitude & de diligence que vos jugemens ſoient purs de toute iniquité, parce qu'il n'y en a aucun en Dieu dont vous tenez la place, & qu'ils ſoient remplis des lumieres de l'équité & de la juſtice comme les ſiens, parce que ce ſont ſes propres jugemens que vous devez rendre. Tout le monde voit que c'eſt le ſens veritable de cette inſtruction abregée de l'Ecriture, qui renferme une éloquence toute divine & inimitable.

Si c'eſt ainſi qu'il faut juger, & ſi c'eſt ainſi que nous devons répondre de toutes nos fautes, il n'eſt plus queſtion de ſçavoir s'il faut travailler, mais de travailler pour remplir dignement un tel miniſtere, & pour prevenir le compte terrible qu'il en faudra rendre; & qui peut douter qu'on ne doive exercer cette fonction divine de juger de la maniere que Dieu l'ordonne, perſonne n'en doit être ſi perſuadé que les Juges mêmes; ils ſçavent que c'eſt de Dieu qu'ils tiennent leur authorité & qu'ils participent à ſa puiſſance, *Non eſt poteſtas niſi à Deo. Non haberes poteſtatem niſi tibi datum eſſet deſuper*, ils ſçavent qu'à cauſe de cette authorité divine qui leur eſt donnée, Dieu les appelle luy-même des Dieux. *Ego dixi Dii eſtis*, ils ne peuvent donc ignorer que c'eſt le jugement de Dieu qu'ils doivent rendre, & l'Ecriture qui nous apprend que le peuple doit trouver la ſcience de la Religion & la Loy divine dans la bouche des Prêtres. *Labia enim*

Rom. 13. 1. *Joan.* 19. 11.

Pſ. 81. 6.

Mal. 2. 7.

Sacerdotis cuſtodient ſcientiam, & legem requirent ex ore ejus : nous apprend auſſi que le peuple doit trouver le jugement de Dieu dans la bouche du Juge. C'eſt ce que Moyſe nous enſeigne lorſque jugeant les mêmes affaires il diſoit que le peuple venoit à luy pour luy demander le jugement de Dieu. *Venit ad me populus quærens ſententiam Dei.* C'étoit pour cette raiſon que David demandoit à Dieu pour luy, & pour Salomon ſon jugement & ſa juſtice pour juger ſon peuple. *Deus judicium tuum Regi da, & juſtitiam tuam filio regis.* Et Salomon demandoit la ſageſſe qui accompagne le jugement de Dieu & qui ſubſiſte au Trône de ſa juſtice. *Da mihi ſedium tuarum aſſiſtricem ſapientiam*, parce qu'il ſçavoit qu'il ne pouvoit rendre le jugement de Dieu ſans cette ſageſſe ; que c'eſt elle qui eſt le principe unique de toute juſtice & de l'intelligence des Loix & de l'équité, comme il l'a remarqué au même endroit, & que ſans elle les plus habiles ne peuvent que tomber dans l'erreur & l'égarement ; & comme cette ſageſſe n'eſt pas donnée à tous avec la même facilité qu'à Salomon, & qu'elle n'eſt pas auſſi neceſſaire à tous avec la même plenitude, l'unique voye commune & neceſſaire à tous les Juges pour acquerir cette ſageſſe ſelon tous leurs beſoins, & ſelon l'étenduë de leurs fonctions, c'eſt un travail proportionné à une recherche de cette importance.

Exod. 18. 15.

Pſ. 71. 1.

Sap. 9. 4.

Il faut donc que les Juges travaillent & qu'ils travaillent beaucoup à entendre leur profeſſion ; mais

mais ce n'eſt pas aſſez de l'entendre, & ils ſont encore obligez à un autre travail non moins neceſſaire, ni moins important. Ce travail conſiſte à l'exercice actuel de toutes leurs fonctions qui ſont differentes ſelon les charges. Les uns doivent travailler à la recherche & à la punition des crimes, d'autres à inſtruire les procés, d'autres à les juger, quelques-uns à pluſieurs de ces fonctions, & d'autres à toutes enſemble : mais tous ſont également obligez à s'appliquer à chaque occaſion de leur devoir, & y travailler avec la diligence, l'exactitude & la patience que demande cet employ divin. *Cum diligentia cuncta facite*, & ils doivent s'y attacher comme s'attendant toûjours à rendre compte de toutes les negligences & de toutes les fautes qu'ils y commettent. *Quodcumque judicaveritis in vos redundabit.*

2. Paral. 19. 7.

2. Paral. 19. 6.

On voit aſſez quel eſt le travail de tout le détail du devoir des Juges, & nous ne nous arrêterons pas à faire voir quelle en eſt l'étenduë & quelle en eſt la neceſſité ; mais il eſt important de faire connoître quel eſt le motif qui peut porter les Juges à ce travail de leurs fonctions, & quelles ſont les cauſes qui les en détournent.

Pour ſe porter au travail il faut l'aimer, parce que le cœur qui eſt le principe de toutes nos actions, ne peut agir que pour ce qu'il aime; & pour aimer le travail il faut quelque attrait qui nous y engage ; & parce que nous devons être toûjours diſpoſez à nous appliquer dans chaque

occaſion au travail que la juſtice demande de nous, il faut que cet attrait qui nous porte au travail de la juſtice ſoit un attrait perpetuel, qui dure toûjours, & qui nous attire dans toutes les occaſions, & il ne peut y en avoir d'autre de cette nature que la juſtice; elle eſt perpetuelle comme a dit le Sage, *Juſtitia perpetua eſt*, & c'eſt elle qui s'offre toûjours dans toutes les occaſions du devoir des Juges, & c'eſt auſſi la juſtice qui eſt la fin unique & naturelle que Dieu a preſcrite au travail des Juges. Ceux qui aiment la juſtice & qui ne ſe propoſent que cette fin, ſont toûjours prêts à travailler pour rendre juſtice, parce que cet attrait ne manque jamais de les attirer; mais au contraire ceux qui agiſſent pour d'autres fins ſont toûjours dans la diſpoſition ou dans le peril de ſe détourner de la juſtice & de s'égarer. L'amour du repos qui fait la pareſſe en éloigne quelques-uns, d'autres la quittent par l'attrait du plaiſir qui les porte ailleurs; pluſieurs s'en dégoûtent par le défaut du profit qui eſt leur principal attrait, & quand la juſtice ſe trouve ſeule dans la cauſe de la veuve & de l'orphelin ils les laiſſent dans l'oppreſſion. La plûpart travaillent dans la juſtice, mais pour d'autres vûës que pour la juſtice; l'un travaille vigoureuſement pour la punition du crime quand il y trouve ſa vengeance ou quelqu'autre avantage particulier, & il ſe repoſe quand il ne s'agit uniquement que de la juſtice, & que le crime ſe trouve ſans autre vengeur. Un autre fait valoir

Sap. 1. 15.

l'authorité pour exercer ſon ambition, & il abandonne lâchement les devoirs les plus eſſentiels; ſi la juſtice eſt oppoſée à ſon interêts, il s'applique fortement à la diſcuſſion de l'affaire de ſon amy ou de celle de ſon ennemy, pour y trouver des moyens ou des apparences qui tournent la cauſe au jugement qu'il en veut faire; & il juge ſans connoiſſance ni des faits, ni des moyens, quand il faut ſe donner la peine de voir exactement tout le procés ſans autre attrait que de la juſtice, & enfin on ſe tourne ou au travail, ou au repos, à la juſtice, ou à l'injuſtice ſelon les vûës qu'on ſe propoſe; & un preſent, une recommandation, une crainte, une menace, une inclination, une averſion & les autres motifs ſemblables, ſont autant d'impreſſions qui corrompent & détournent le cœur & l'eſprit du Juge, qui n'a pas pour ſa fin perpetuelle le motif unique de rendre juſtice.

Il n'eſt donc pas étrange que n'aimant pas la juſtice, & nous propoſant d'autres fins qui luy ſont contraires, nous nous portions à tant d'injuſtices: mais ce qui eſt étrange, c'eſt que n'ayant pas cet amour de la juſtice nous ne laiſſions pas de nous engager dans ſon miniſtere & d'y demeurer. L'Evangile nous apprend que celuy qui n'aime pas ſon maître ne peut le ſervir; quel ſervice peut-on donc attendre pour la juſtice de ſes Miniſtres qui ne l'aiment pas, & il ne faut pas s'étonner de tant d'injuſtices qu'on a toûjours vûës & qu'on verra toûjours dans la ſuite de tous *Matth. 6. 24.*

les ſiecles par le défaut de cet amour. Tous les Livres ſaints ſont remplis des témoignages de la colere de Dieu, & de l'indignation des hommes contre la multitude des injuſtices, & des méchans Juges. Iſaïe appelloit tous ceux de ſon temps des gens ſans foy & ſans conſcience, & les compagnons des larrons, parce qu'au lieu d'aimer la juſtice, ils aimoient l'argent & les preſens, & qu'ils ne rendoient pas la juſtice à la veuve & à l'orphelin. *Principes tui infideles, ſocii furum: omnes diligunt munera, ſequuntur retributiones. Pupillo non judicant: & cauſa viduæ non ingreditur ad illos.* S'il appelloit juſtement de ce nom ceux qui ne refuſoient ſeulement la juſtice à la veuve & à l'orphelin; quel nom auroit-il donné à ceux qui ſe ſervent de leur authorité pour devorer les maiſons des veuves, ſelon l'expreſſion de l'Evangile.

Iſ. 1. 23.

Matt. 12. 40.

Luc. 20. 47.

Le Prophete Sophonie appelloit les Juges de ſon ſiecle des loups affamez, mais affamez d'une faim qui a duré toute la journée. *Lupi veſpere*, & c'étoit ſans doute ces devorateurs. Les autres Prophetes en parlent en des termes autant ou plus forts, & Salomon qui avoit été remply de l'eſprit de la ſageſſe pour juger ſon Peuple, & pour en inſtruire les Juges de ſon Royaume qui jugeoient ſous luy, fut obligé de déplorer les injuſtices de ſon temps, comme un renverſement qui établiſſoit le regne de l'iniquité dans le Tribunal de la Juſtice. *Vidi ſub ſole in loco judicii impietatem, & in loco juſtitiæ iniquitatem*, & toute la reflexion

Soph. 3. 3.

Eccleſ. 3. 16.

qu'il y a faite a été de reconnoître que ce mal étoit dans un excés que tous les ſupplices de la terre ne pouvoient punir, & que la juſte vengeance en étoit reſervée au ſouverain Juge ; & il nous a appris en un autre endroit quelle ſera la ſeverité de cette horrible & prompte vengeance, c'eſt ainſi qu'il la qualifie. Nous pourrions en rapporter icy les paroles ſi terribles pour apprendre aux Juges à trembler dans la vûë du jugement qu'ils doivent attendre, s'ils ne ceſſent de commettre des injuſtices, & s'ils ne reparent celles qu'ils ont déja commiſes ; mais il vaut mieux leur propoſer le remede que les peines, & les ſupplices. Il y a une voye ſeure, mais unique pour ramener les Juges qui voudront la ſuivre & les contenir dans tous leurs devoirs, & il eſt facile de connoître par la ſuite de ce que nous avons dit que cette unique voye eſt l'amour de la juſtice ; c'eſt le défaut de cet amour qui a toûjours fait & qui fera toûjours tous les méchans Juges, & les bons Juges ne peuvent l'être que par cet amour ; c'eſt cet amour qui a donné le caractere & l'onction au ſouverain Juge. *Dilexiſti juſtitiam, & odiſti iniquitatem : propterea unxit te Deus*, & c'eſt par le precepte de cet amour que le Sage a commencé d'inſtruire les Juges, & nous ne ſçaurions mieux finir que par ces premieres paroles de ſon Livre divin de la Sageſſe. *Diligite juſtitiam qui judicatis terram.* Aimez la juſtice, vous qui devez juger les autres ; que cet amour ſoit le principe unique de toutes nos fonctions,

Sap. 6.

Pſ. 44. 8.

Sap. 1. 1.

qu'il nous anime au travail neceſſaire pour nous inſtruire & nous faire agir, & qu'il occupe tellement tout nôtre eſprit & tout nôtre cœur, qu'il n'y laiſſe aucune avenuë aux faux attraits de tous les autres objets qui pourroient nous détourner de la juſtice, qui doit être toûjours nôtre unique fin.

HARANGUE

PRONONCE'E A L'OUVERTURE des Audiences de l'Année 1679.

L'ENGAGEMENT où nous nous trouvons à parler icy du devoir des Avocats ſur le ſujet de leur Serment, nous oblige à conſiderer la nature de leur profeſſion pour en mieux connoître les regles.

Le miniſtere des Avocats enferme deux choſes également eſſentielles, la ſcience des Loix, & le bon uſage de cette ſcience dans l'étenduë de leurs fonctions.

Cette ſeule idée fait déja voir en general la dignité de cet employ, & les devoirs où il engage; mais pour connoître plus à fonds & plus en détail quelle eſt cette ſcience, & quelles ſont les regles pour en bien uſer, il eſt neceſſaire d'entrer dans une connoiſſance plus generale de l'eſprit & de la fin des Loix, & parce qu'elles ſont établies pour regler la ſocieté des hommes, il faut conſiderer l'ordre de cette ſocieté, & nous

y verrons l'ordre, l'eſprit & la fin des Loix, & en même temps l'uſage que doivent faire les Avocats de la ſcience de ces mêmes Loix.

L'ordre naturel de la ſocieté des hommes eſt fondé ſur la nature même de l'homme: car l'homme étant compoſé d'eſprit & de corps, & mis au monde dans le beſoin de toutes les creatures viſibles que Dieu n'a faites que pour luy, il ne peut en tirer tous les uſages differens que par la multiplicité des divers emplois qui partagent tous les hommes, & qui les uniſſent en même temps pour former une ſocieté où l'induſtrie de chacun communique au corps les differens biens ſans leſquels ni la ſocieté, ni les particuliers ne pourroient durer; & comme le corps humain eſt compoſé de divers membres qui ont leurs uſages differens ſelon les beſoins differens du corps, de même ſelon la comparaiſon de ſaint Paul, la ſocieté forme un corps dont tous les particuliers ſont les membres qui ont leurs fonctions differentes ſelon les beſoins differens de la ſocieté, & à proportion que les emplois ont plus d'étenduë & d'utilité pour le bien public, ils ont auſſi plus de dignité comme entre les membres les plus utiles ſont les principaux.

Et parce que ce bien commun & univerſel de la ſocieté ne regarde pas ſeulement la vie naturelle de l'homme; mais qu'il ſe rapporte principalement au deſſein de Dieu dans la creation de l'homme, & que ce deſſein a été d'unir les hommes entre eux pour les unir tous enſemble

à Dieu, il a voulu que l'amour fût le principe de cette union, & c'eſt par cette raiſon que toute la Religion & toute la Loy conſiſte aux deux grands preceptes de l'amour; le premier de l'amour que les hommes doivent à Dieu pour s'unir à luy, & cet amour enferme celuy que chacun ſe doit à ſoy-même pour ſe porter à cette union, & le ſecond de l'amour que les hommes ſe doivent les uns aux autres pour s'unir entre eux, & ſe porter tous enſemble à Dieu, ce qui fait voir que la Religion dont le nom ſignifie le lien qui lie les hommes à Dieu & qui les unit entre eux, eſt le principe general de l'ordre du monde par ce double amour.

C'étoit cet amour que Dieu avoit ordonné pour être l'unique lien de tous les divers engagemens des hommes entre eux & c'étoit par le commerce mutuel des devoirs, des offices & des ſervices reciproques que toute la ſocieté & tous les particuliers devoient ſubſiſter dans l'union, dans la paix & ſans aucun trouble; mais la même Providence qui avoit etably cet amour pour le principe de l'union & de l'ordre de la ſocieté, ayant prevû que l'amour propre qui eſt le principe de la diviſion & du deſordre, devoit renverſer la loy de l'amour, Dieu a pourvû à la rétablir par une voye dont il n'eſt pas queſtion de parler icy; & pour ce qui regarde la ſocieté, ſa conduite toute divine qui ſçait tirer le bien du mal même, a fait que l'amour propre qui vouloit détruire cette ſocieté, fût un autre lien pour la maintenir:

Car

car on voit que la plûpart des liaiſons & des engagemens qui forment la ſocieté univerſelle, ne s'entretiennent que par les interêts des differentes paſſions que l'amour propre a ſubſtituées à l'amour que Dieu avoit commandé. La crainte fait l'obeïſſance de la plûpart des ſujets envers leurs Princes, l'avarice fait la plus grande partie de tous les commerces, l'orgueil, la curioſité & la volupté font le plus grand exercice des Arts & des Sciences, & par un effet divin de la Providence, ces paſſions qui tendent par leur nature à détruire l'ordre de Dieu contribuent à le conſerver.

Mais parce que toutes les productions des paſſions ne ſe contiennent pas dans des bornes où elles puiſſent être tournées au ſervice de la ſocieté, & que ſouvent elles la troublent; que l'avarice qui ſert au commerce fait les uſures, les fraudes, les concuſſions, les larcins, les vols, les ſacrileges, les aſſaſſinats, les parricides & qu'ainſi les autres paſſions ne ſe terminant pas toûjours au deſordre interieur qu'elles ne manquent jamais de produire dans le cœur & dans l'eſprit de ceux qui en ſont poſſedez, ſe répandent aux deſordres exterieurs de toutes les injuſtices & de tous les crimes, Dieu a pourvû à ſoûtenir la ſocieté contre ces excés, & il a établi & permis aux hommes d'établir des Loix, pour reprimer les deſordres que l'amour propre multiplie en tant de manieres contre l'ordre public de la ſocieté; mais toutes ces Loix divines

& humaines, naturelles & positives contre l'amour propre, ne tendent qu'à rétablir les devoirs & le bon ordre de l'amour que la premiere Loy avoit établi, selon cette parole de saint Augustin, que la justice est l'ordre de l'amour, parce que c'est l'amour qui est le principe de tous les mouvemens de la volonté, & la cause unique & generale de tous les biens & de tous les maux. Ainsi la loy de nature regle l'ordre de l'amour entre le mary & la femme, qui font la premiere societé, entre les peres & les enfans qui font la seconde, & ainsi des autres societez jusqu'à la derniere & universelle de tous les hommes, qu'elle lie ensemble, & elle punit les violemens de cet ordre par des peines proportionnées.

Ainsi le droit des gens regle les liens de la communication qui doit être entre les nations par le commerce ou autrement, & punit les ruptures de ces liens par les loix de la guerre, qui tient lieu de Juge entre ceux qui n'ont pas de Superieur commun, & qui sont dans l'independance les uns des autres.

Ainsi les Loix publiques de chaque Nation, reglent les liens qui doivent unir les particuliers aux Princes & aux Magistrats, & les lier entre eux, & ces liens sont l'authorité des Loix & de la Justice; les reglemens de la Police selon les besoins & les divers usages des Nations, l'ordre de rendre la justice, les diverses punitions des crimes, & toutes les Loix particulieres reglent entre particuliers les manieres de succeder &

de diſpoſer de ſes biens, les conditions des Contrats & des conventions, & tout le reſte du détail des differentes affaires, dont le commerce & le bon ordre conſervent l'union de la ſocieté.

Il ſeroit facile de voir par l'ordre & la fin de toutes les autres eſpeces de loix generales & particulieres, ſpirituelles & temporelles, Eccleſiaſtiques & politiques; que les loix ſont les liens qui uniſſent les hommes entre eux, & qu'elles ont toutes la même fin de regler l'ordre de l'amour, & l'union de la ſocieté; mais ces reflexions generales que nous avons faites ſuffiſent pour nôtre deſſein, de faire voir l'uſage que doivent faire les Avocats de la ſcience de ces loix. C'eſt la juriſprudence qui eſt la ſcience des loix qui font ſubſiſter l'ordre du monde, & ſans laquelle les fondemens de la ſocieté ſeroient renverſez; c'eſt cette ſcience que nos Livres appellent la ſcience des choſes divines & humaines, parce qu'elle a ſes principes dans la Loy divine, qu'elle enferme la connoiſſance des devoirs de la Religion & des matieres Eccleſiaſtiques, & que ſans elle on ne peut juger de la plûpart des queſtions qui regardent la conſcience.

C'eſt la Juriſprudence qui eſt la ſcience des Juges, & de tous ceux qui ſont dans les premieres charges de l'adminiſtration de la juſtice, & dans les Conſeils des Princes pour y regler l'ordre public, & pour y faire même les loix; & c'eſt à cauſe de la neceſſité de cette ſcience ſi utile &

ſi importante, que ces premieres places ne peuvent être remplies que de perſonnes tirées de l'ordre des Avocats; & comme les Juges & ceux qui gouvernent & qui maintiennent l'ordre de la ſocieté ſont les depoſitaires de la ſcience des loix, pour rendre la juſtice ſelon les regles de ces mêmes loix; les Avocats ſont les depoſitaires de cette même ſcience pour conſeiller leurs Parties, & les défendre ſelon ces mêmes regles.

Les Juges ſont les Miniſtres de l'authorité, & de la ſeverité des Loix pour juger entre les Parties, reprimer les deſordres, & calmer les diviſions que l'amour propre entreprend contre l'union de la ſocieté, & les Avocats ſont les premiers Juges de leurs Parties pour les contenir dans cette union par de bons conſeils, & leurs défenſeurs contre ceux qui les y troublent par leurs entrepriſes.

Toutes ces fonctions des Avocats ſont aſſez voir la dignité de leur miniſtere, & elles découvrent auſſi quels ſont leurs devoirs. Leur premier devoir, eſt la ſcience des loix qui comprend tout ce qui eſt neceſſaire pour juger du bon droit en chaque affaire particuliere, par les regles propres à chaque matiere. Dans les matieres des Coûtumes, par l'eſprit des Coûtumes; dans l'ordre judiciaire, par l'Ordonnance & l'uſage; dans les cauſes Eccleſiaſtiques par les principes des Canons & des autres regles de ces ſortes de cauſes; & dans toutes les matieres en general, par les principes du Droit ci-

vil que nous tirons des Loix Romaines, parce que les Romains, qui s'étoient rendus les maîtres de tout ce qu'il y avoit de connu & d'accessible dans l'Univers, avoient recueilly, composé & établi des Loix, qui dans leur étenduë comprennent presque toutes les matieres qui peuvent arriver dans la societé, & qui dans leurs decisions sont fondées pour la plûpart sur les principes de l'équité ; ce qui a fait que les nations qui ont été demembrées de l'Empire Romain, & qui avoient été gouvernez par ces Loix, les ont conservées, ou pour s'en servir de loix, ou pour en tirer les principes d'équité dans les jugemens.

Mais par dessus toutes ces loix positives, il faut sçavoir que comme elles doivent toutes avoir leurs principes dans la loy divine, qui fait les premieres regles de l'équité ; ce sont ces premieres regles, sur lesquelles il faut toûjours raisonner en toutes matieres, & comme dans les Mathematiques, les sciences particulieres de l'Astronomie, des Méchaniques, de la Perspective, de l'Arithmetique ; & les autres ont leurs principes communs & generaux dans la Geometrie, ausquels il faut toûjours recourir : de même pour former les raisonnemens sur les differentes loix, & sur les questions qui naissent dans les affaires particulieres, il faut recourir toûjours aux principes de l'équité. Sur quoy il faut observer que toutes les loix sont de deux sortes ; il y a des loix qui sont immuables, & dont l'é-

quité eſt ſi évidente, qu'il ſuffit de les entendre pour en être perſuadé ſans raiſonnement, & il y en a d'autres qui ſont ſujettes au changement & aux doutes, & ſur leſquelles on peut raiſonner. Et il en eſt de même des deciſions ſur les queſtions qui naiſſent des faits ſinguliers, les unes ſont évidentes & faciles, les autres obſcures & difficiles; ce ſont par exemple des loix immuables dans l'ordre de la ſocieté; Qu'il ne faut faire tort à perſonne, qu'il faut rendre à chacun ce qui luy appartient; qu'il faut agir envers les autres comme nous voulons qu'ils agiſſent envers nous, que le bien commun de tous doit être preferé à celuy d'un ſeul; ces loix divines & naturelles, & les autres ſemblables regles d'équité, dérivent du principe de l'amour que Dieu a ordonné entre les hommes pour les unir, & ce ſont des loix que ni les temps ni les lieux ni les évenemens ne peuvent changer; mais il y a d'autres loix ſur leſquelles il faut raiſonner, & qui ſont ſujettes au changement, & ſouvent contraires entre elles, quoy qu'elles dépendent de ces premiers principes immuables, parce que leur immutabilité n'empêche pas qu'ils ne s'appliquent differemment ſelon la neceſſité des differens évenemens qui ſont ſujets au changement. Ainſi, par exemple, il eſt juſte en tout temps & en tous lieux que la ſucceſſion ſoit laiſſée à l'heritier, ce qui dépend du principe de rendre à chacun ce qui luy appartient; mais toutes les loix ne donnent pas

l'heredité aux mêmes perſonnes : quelques-unes appellent les heritiers teſtamentaires, d'autres rejettent les inſtitutions d'héritier; quelques unes donnent la ſucceſſion aux plus proches, ſans diſtinction de l'origine des biens ; d'autres diſtinguent les heritiers ſelon les diverſes natures de biens, meubles ou immeubles, paternels ou maternels propres ou acquêts.

Ces differences & ces contrarietez de loix particulieres, de même que les deciſions differentes des queſtions obſcures, ne viennent pas de l'incertitude ou de l'obſcurité des principes ; mais elles viennent de ce que dans les faits particuliers, l'application des regles eſt d'ordinaire ſuivie d'inconveniens de part & d'autre ; ſi la ſucceſſion eſt donnée à l'heritier teſtamentaire, il eſt dur aux proches de voir paſſer les biens à des étrangers, & c'eſt un inconvenient. Si au contraire le parent eſt preferé à l'héritier inſtitué, c'eſt un autre inconvenient qu'on ne puiſſe pas diſpoſer de ſon bien ; & ainſi dans les queſtions, ce ſont les inconveniens de part & d'autre qui forment les difficultez, & les queſtions ſont plus ou moins difficiles, ſelon que les inconveniens balancent plus ou moins, la deciſion qui dépend toûjours du choix du party, où l'inconvenient ſe trouve le moindre.

Nous avons été obligez de donner cette idée generale de la ſcience des loix neceſſaire aux Avocats ; parce que ſans entrer plus avant dans cette matiere qui ſeroit le ſujet de pluſieurs diſ-

cours, ce peu que nous avons obſervé ſuffit à des perſonnes inſtruites, comme ils le doivent être, pour leur découvrir le détail de tous leurs devoirs.

Ils doivent ſçavoir les loix, & par conſequent ils doivent en connoître l'ordre, la fin & les principes, pour en faire les regles de toute leur conduite dans leur miniſtere.

Ils ſont les premiers Juges de leurs Parties, & par cette raiſon ils doivent condamner & abandonner les cauſes injuſtes, & ne ſoûtenir les meilleures cauſes que par les voyes de la verité & de la juſtice.

Ils ſont les depoſitaires publics de la ſcience des loix qui ſont établies pour l'union de la ſocieté; ils doivent donc être les mediateurs & les défenſeurs de cette union contre les injuſtices que l'amour propre & les paſſions entreprennent pour la troubler, & s'ils prennent le party des paſſions & de l'injuſtice, ils ſont moins Avocats que des perturbateurs du repos public.

Ils doivent ſçavoir qu'il y a deux ſortes de cauſes, celles dont les deciſions ſont claires ou pour la diſpoſition de la Loy, ou par l'équité, & celles où des difficultez raiſonnables balancent la deciſion dans les cauſes que l'équité ou la Loy decident. Ils n'ont pas d'autre party à prendre que celuy de l'équité & de la juſtice, & ils ne peuvent jamais aſſujettir à la liberté des raiſonnemens les cauſes de cette nature, & dans celles qui ſont veritablement douteuſes & difficiles

ciles & ſur leſquelles il y a neceſſité de raiſonner. Ils ne doivent raiſonner que ſur les bons principes & de bonne foy, & ne détourner jamais les Loix & les regles contre leurs ſens pour faire ſervir par une eſpece de ſacrilege la ſainteté & l'authorité de la Loy à l'uſage de l'iniquité.

Et ils doivent enfin ſçavoir que s'ils manquent au moindre de tous ces devoirs, ils violent les Loix dont ils ſont la fin & l'honneur de leur profeſſion, ils ſe rendent complices des injuſtices de leurs Parties, ils troublent l'union de la ſocieté dont ils doivent être les mediateurs & les défenſeurs, ils ſont les prevaricateurs de la Loy divine, ils commettent une impieté contre la Religion qui a également établi l'ordre des Loix qu'ils violent, & le Serment qu'ils font de les obſerver, & que dans chaque prevarication contre les regles de leur miniſtere ils font un parjure contre leur Serment.

HARANGUE
PRONONCÉE AUX ASSISES de l'Année 1680.

POUR nous acquitter de l'obligation indiſpenſable qui nous engage à parler icy du devoir des Juges, nous avons conſideré quel eſt en general le premier fondement de tous les devoirs de l'homme, afin de mieux connoître en particulier les regles eſſentielles de celuy des Juges,

& nous trouvons ce premier fondement par une voye toute naturelle dans la nature même de l'homme.

L'Ecriture nous apprend que l'homme a été fait à l'image & à la reſſemblance de Dieu, & c'eſt cette reſſemblance qui eſt le premier fondement des devoirs de l'homme : car l'Evangile nous enſeigne que l'homme qui par ſa nature reſſemble à Dieu doit être parfait dans ſes actions comme Dieu qui eſt ſon modéle. *Eſtote perfecti, ſicut & pater veſter cœleſtis perfectus eſt.* Ce qui ne ſignifie pas que la perfection de l'homme doive être égale à celle de Dieu ; mais ces paroles ſignifient que l'homme qui dans ſa nature eſt fait à l'image de Dieu doit perfectionner & accomplir cette reſſemblance en imitant dans ſes actions celuy à qui il reſſemble par ſa nature, & que cette imitation doit être proportionnée à la reſſemblance. C'eſt pourquoy ſaint Paul qui eſt le premier interprete de l'Evangile a dit que nous devons imiter Dieu. *Eſtote imitatores Dei.* Et en effet rien n'eſt plus juſte & plus naturel que ce commandement d'imiter Dieu eſt juſte, naturel, proportionné à la dignité de la reſſemblance à Dieu qui eſt le fonds de nôtre nature.

Matth. 5. 48.

Epheſ. 5. 1.

Que ſi tous les hommes ſont obligez à imiter Dieu, les Juges qui n'ont pas ſeulement cette reſſemblance naturelle à la Divinité comme tous les autres ; mais qui ſont encore élevez par l'ordre de Dieu à tenir ſa place en terre ſur les autres hommes, & qui par cette dignité ſont eux-

mêmes appellez des Dieux, ſont bien plus ſingulierement obligez à imiter dans leur miniſtere, celuy dont ils oſent entreprendre de tenir la place & porter le nom; & auſſi la même Ecriture qui nous apprend que les Juges ſont des Dieux, nous enſeigne encore qu'ils doivent ſi bien imiter Dieu dans leurs jugemens, que c'eſt le jugement même de Dieu qu'ils doivent rendre. *Quod juſtum eſt judicate, quia Dei judicium eſt*, & en un autre endroit. *Videte quid faciatis non enim hominis exercetis judicium ſed Domini.* Deſorte que la premiere regle du devoir des Juges eſt d'imiter tellement Dieu dans leur miniſtere qu'ils rendent la juſtice autant qu'il ſe peut, comme Dieu la rendroit luy-même s'il vouloit ſe rendre viſible pour exercer en cette vie la fonction divine de Juge. *Deuter.* 1. 16. 17. *2. Paral.* 19. 6.

Puiſqu'il eſt donc tres-certain & tres-naturel que le devoir des Juges eſt d'imiter Dieu, il eſt important de ſçavoir de quelle maniere nous pouvons imiter un modele ſi parfait & ſi élevé au deſſus de nous, & nous trouvons encore dans le fonds de nôtre nature en quoy cette imitation doit conſiſter.

Tout le monde ſçait que la reſſemblance de l'homme à Dieu conſiſte en ſon entendement & ſa volonté; mais il eſt neceſſaire de conſiderer l'origine & le principe de cette reſſemblance pour mieux comprendre par ce qu'il y a d'eſſentiel dans cette reſſemblance de l'homme à Dieu ce qu'il y a auſſi d'eſſentiel dans l'imitation dont

nous parlons qui en eſt la ſuite.

L'Ecriture qui nous apprend que Dieu eſt le principe de toutes choſes, nous apprend auſſi que c'eſt luy-même qui en eſt la fin, il en eſt le principe par ſa Toute-puiſſance qui n'eſt autre choſe que ſa volonté & ſa parole. *Omnia quæcumque voluit fecit. Dixit & facta ſunt*, & il eſt auſſi la fin de tous ſes ouvrages : car étant luy même la verité, la juſtice, le ſouverain bien, & ſa ſageſſe infinie ne pouvant agir que pour la verité, que pour la juſtice, que pour le bien. Il eſt évident qu'il ne peut agir que pour ſoy-même, & c'eſt cette même ſageſſe qui nous l'apprend. *Univerſa propter ſemetipſum operatus eſt Dominus.*

Pſal. 113. 11.
Pſal. 148. 5.
Prov. 16. 4.

Il s'enſuit de cette verité que tous les ouvrages de Dieu étant faits pour luy, ils doivent avoir quelque rapport qui les approche de Dieu, qui eſt leur principe, & qui eſt leur fin, & c'eſt ce rapport à la grandeur & à la beauté de ce modele divin qui fait tout ce qu'il y a de grand & de beau dans les creatures. Ainſi par exemple nous voyons dans les creatures corporelles & inanimées que la perfection & la beauté du Soleil conſiſte au rapport qui s'y trouve à la divinité par ſa lumiere, par ſa chaleur, & par ſa fecondité, parce que ſa lumiere eſt une ombre des lumieres infinies de l'intelligence de Dieu, que ſon ardeur eſt une image du feu de l'amour divin, & que ſa fecondité eſt un trait & une figure de la Toute puiſſance divine. Ainſi tout le reſte de l'Univers n'a de beauté que par ſon rappor-

à ce premier eſtre qui eſt la principale fin & le modéle de toutes choſes. Ainſi dans les creatures ſpirituelles, nous voyons que toute l'excellence de l'Ange & de l'homme conſiſte aux dons qui ſont plus ſingulierement deſtinez pour les approcher de Dieu, & les élever à ſa reſſemblance. C'eſt par cette raiſon que comme la grandeur & la beatitude de Dieu conſiſte à ſe connoître & s'aimer ſoy-même, la perfection naturelle de l'Ange & de l'homme conſiſte en leur entendement & leur volonté qui ſont les dons qui les élevent à cette reſſemblance, & qui les rendent capables de cette connoiſſance & de cet amour, d'où il s'enſuit que le devoir eſſentiel à la nature de l'homme eſt d'élever ſon entendement, & ſa volonté à la dignité de leur uſage naturel qui eſt d'imiter Dieu par cette connoiſſance & par cet amour; & comme Dieu ne fait autre choſe que ſe connoître & s'aimer ſoy-même, & connoître & aimer en ſoy la juſtice & la verité, & tous ſes autres attributs divins, le devoir general de l'homme eſt de remplir ſon entendement & ſa volonté de cette connoiſſance & de cet amour; & le devoir particulier des Juges eſt d'imiter Dieu par une vûë perpetuelle & un amour immuable de la verité & de la juſtice dans toutes les fonctions de leur miniſtere. C'eſt cette vûë & cet amour qui font l'eſſentiel du devoir des Juges, parce que cette verité & cette juſtice de Dieu eſt la Loy éternelle & immuable qui eſt la ſource de toutes les regles de la juſtice & de l'équité. *Juſtitia tua*, *Pſal.* 118. 142.

juſtitia in æternum & lex tua veritas. C'eſt cette Loy dont le Sage a dit, que ſa lumiere eſt incorruptible. *Incorruptum legis lumen.* C'eſt elle qui eſt la ſource de la ſageſſe. *Fons ſapientiæ ;* & c'eſt cette lumiere de la Loy & de la ſageſſe, qui doit être la lumiere de l'eſprit des Juges, & l'objet de l'amour de leur volonté. *Diligite lumen ſapientiæ qui præeſtis populis.*

Eccleſ. 1. 15.

Sap. 6. 23.

Ainſi la premiere regle de l'imitation de Dieu, où les Juges ſont obligez, c'eſt d'éclairer leur entendement de cette lumiere incorruptible de la loy, & de ne tenir pour juſte & pour équitable, que ce qui porte le caractere divin de cette lumiere. *Erudimini qui judicatis terram*, & la ſeconde regle de cette imitation, eſt d'aimer tellement cette loy divine de la juſtice, qu'ils en faſſent leur regle inviolable dans toutes ſortes d'occaſions. *Diligite juſtitiam qui judicatis terram.* C'eſt en ces deux regles que conſiſte l'imitation de Dieu, où les Juges doivent élever leur entendement & leur volonté, par la vûë & l'amour de la verité, & ce ſont auſſi les deux principes de tous leurs devoirs.

Pſal. 2.

Sap. l. 1.

Mais pour mieux connoître l'importance & la neceſſité de cette imitation qui fait le devoir des Juges, il faut remarquer qu'il y a une autre ſorte d'une fauſſe imitation de la Divinité, qui eſt la ſource corrompuë de toute ſorte d'injuſtice & d'iniquité, afin que la connoiſſance du mal ſerve à l'éviter & à mieux connoître & ſuivre le bien par l'oppoſition de ſon contraire.

Pour comprendre quelle eſt cette imitation criminelle, & ſes effets, il eſt neceſſaire de remarquer, que l'homme ayant été fait à la reſſemblance de Dieu & pour l'imiter, il luy eſt ſi naturel d'imiter Dieu, qu'il eſt impoſſible qu'il ne l'imite ; & ſoit qu'il ſe porte au bien ou au mal, c'eſt toujours en imitant la Divinité, mais de deux manieres bien differentes, & étrangement oppoſées ; s'il ſe porte au bien, il imite Dieu qui ne peut agir que pour le bien, & ſi au contraire il ſe porte au mal, c'eſt qu'au lieu de ſe propoſer pour ſa fin le bien veritable, & de s'y élever & s'y arrêter, il s'arrête en ſoy-même, & n'y pouvant trouver ſon repos, il cherche d'autres objets qu'il puiſſe attirer à ſoy pour ſe rendre heureux, & ainſi il imite la Divinité, ſe mettant à la place de Dieu lorſqu'il s'établit luy-même pour ſa propre fin. Ce fut ainſi que Lucifer imita la Divinité, lorſqu'il voulut ſe rendre ſemblable à Dieu. *Aſcendam ſuper altitudinem nubium, ſimilis ero altiſſimo*, & cette funeſte imitation fut encore le crime de l'homme. *Eritis ſicut Dei.* Iſ. 14. 14. Gen. 3. 5.

Ce ſont ces deux ſortes d'imitation de la Divinité qui ſont les deux ſources de tous les biens & de tous les maux, & comme elles partagent tous les Anges & tous les hommes, elles partagent auſſi tous les Juges.

Les bons Juges ſont ceux qui ſe tiennent fermes dans l'imitation veritable de la Divinité, par la vûë & par l'amour de la verité & de la juſ-

tice, & qui ſe conduiſent dans toutes leurs fonctions en imitant Dieu dans toutes ſes œuvres, ſont la juſtice même & la verité. *Opera manuum* Pſal. 110. 7. *ejus veritas & judicium.* Mais les mauvais Juges ſont ceux qui tombent dans cette imitation criminelle, de ſe mettre eux-mêmes à la place de Dieu, lorſque s'arrêtant en eux-mêmes, ils ſe propoſent quelque autre objet qui leur fait abandonner la juſtice & la verité, & ce crime les engage encore dans une eſpece d'Idolâtrie : car comme la volonté de l'homme a été faite pour aimer le vray bien & pour s'y plaire, & que c'eſt Dieu ſeul qui eſt le vray bien & l'objet naturel de la volonté, il s'enſuit que l'objet que nous mettons à cette place pour être l'objet de l'amour qui domine en nous, nous tient lieu de divinité ; & c'eſt par cette raiſon que l'Ecriture nous apprend, que le principe de l'Idolâtrie eſt l'attrait que les hommes trouvent dans les creatures, ſelon cette parole du Sage : *Quorum ſi ſpecie delectati, Deos putaverunt.* Sap. 13. 3.

Il ſeroit maintenant facile de faire voir en détail, que ce ſont ces deux ſortes d'imitation qui diſtinguent toute la conduite des bons & des méchans Juges ; mais pour abreger, il ſuffira de propoſer ſeulement en peu de paroles le caractere de l'imitation qui fait les bons Juges, & le caractere oppoſé de l'imitation des méchans Juges ; & nous laiſſerons à chacun de juger ſincerement de ſon caractere, & de prendre ſoin de s'appliquer en particulier ces veritez generales,

rales, qui font assez voir quel est en chaque occasion le devoir des Juges.

Le caractere d'un bon Juge est d'imiter Dieu dans son entendement par une vûë perpetuelle des veritez, & des regles de la justice dans toutes les fonctions de son ministere, & d'ajoûter aux principes generaux de la justice, l'étude & la connoissance particuliere des loix humaines qui en sont les suites, afin d'éclairer son entendement de toutes les lumieres necessaires pour l'intelligence de tous ces devoirs; ce sont ces regles qui sont l'objet de son étude & le principe de sa conduite. *Testimonia tua meditatio mea est, & consilium meum justificationes tuæ.* Psal. 118. 24.

Ce caractere d'un bon Juge, est d'imiter Dieu dans sa volonté, par un zele & un amour ardent de la verité & de la justice; c'est l'amour de cet objet divin qui fait qu'il le regarde comme sa fin unique, & qu'il y trouve ce plaisir qui est inseparable de l'objet dominant de la volonté, c'est ce plaisir qui donne à l'amour toute la force qui le fait agir; cette force souveraine que rien ne peut vaincre, non plus que la mort. *Fortis est ut mors dilectio* : Cant. 8. 6. & c'est le plaisir qu'un bon Juge trouve dans la verité & dans la justice, qui est le principe de toute sa force, selon cette parole d'Esdras, *Gaudium Domini est fortitudo nostra*, 2. Esd. 8. 10. & cette autre parole du Sage, *Dilectio custodia legum.* Sap. 6. 19.

C'est cet amour de la verité & de la justice qui éleve le cœur du Juge à s'unir & s'attacher à cet

objet, par une union ſi ferme qu'elle le rend participant de l'immutabilité & de l'indépendance qui ſont le propre de la verité & de la juſtice, & il en prend le party dans toute ſorte d'occaſions grandes & legeres, faciles & difficiles avec une vigueur qui luy fait briſer les efforts de l'iniquité, *Virtute irrumpunt iniquitates*, avec une force qui délivre les oppreſſez des entrepriſes du violent. *Conterebam molas iniqui, & de dentibus illius auferebam prædam*, avec une fermeté que nulle crainte & nulle eſperance ne peut ébranler, parce qu'il n'aime, ne craint & n'eſpere que celuy qui eſt la juſtice & la verité, *Nihil trepidabit & non pavebit quoniam ipſe eſt ſpes ejus.* Et enfin le Sage nous apprend que cet amour luy fera garder inviolablement toutes les Loix qui ſont ſes regles, que gardant ces regles il s'élevera à une integrité qui le mettra audeſſus de tout ce qui pourroit le corrompre & l'affoiblir, & que dans cet état, il ſera auprés de Dieu même dont il tient la place. *Dilectio, cuſtodia legum illius eſt : cuſtoditio autem legum conſummatio incorruptionis eſt, incorruptio autem facit eſſe proximum Deo.*

Eccli. 7. 6.

Job. 29. 17.

Eccli. 34. 16.

Sap. 6. 19.

Ce Juge dans cet état ſera bien éloigné de rien donner ni à la faveur, ni aux amis, ni aux preſens, ni à l'interêt, ni à toute autre conſideration ; car quelle faveur pouvoit engager dans l'injuſtice, celuy qui regarde l'iniquité comme le plus grand monſtre de la nature, qui tend à détruire ſon ſouverain bien ; quels amis pour-

voient attirer hors de ſon devoir celuy qui n'aime autre choſe que la juſtice & la verité ; & qui ne peut ne pas haïr ce qui l'en détourne ; quels preſens peuvent corrompre, & quel interêt peut aveugler celuy qui eſt éclairé de la lumiere incorruptible de la Loy, & qui fait ſon threſor des richeſſes du ſouverain bien de la verité & de la juſtice, & qui étant auprés de Dieu regarde toute la grandeur & toute la beauté des creatures, comme une ombre & comme un néant à l'égard de cette beauté divine de la verité & de la juſtice, car c'eſt cette juſtice que Salomon appelle un threſor infini *theſaurus infinitus*, & ce Prince le plus éclairé de tous les Juges, la propoſe aux Roys & aux Juges comme un threſor que les Roys doivent preferer à leurs Royaumes, & les Juges à toute leur authorité, à toutes les grandeurs & à toutes les richeſſes de l'univers, & il en jugeoit ainſi autant par ſa propre experience, que par ſa ſageſſe. *Præpoſui illam regnis & ſedibus, & divitias nihil eſſe duxi in comparatione illius nec comparavi illi lapidem pretioſum : quoniam omne aurum in comparatione illius arena eſt exigua, & tamquam lutum æſtimabitur argentum in conſpectu illius.*

Sap. 7. 14.

Sap. 7. 8.

On voit aſſez par ce caractere d'un bon Juge, quels ſont ſes devoirs & la maniere dont il s'en acquitte, & il eſt facile de juger quel eſt le caractere oppoſé des mauvais Juges.

Ce caractere d'un mauvais Juge eſt de n'avoir pas pour ſon principe perpetuel la vûë & l'a-

mour de la verité & de la juſtice, c'eſt d'imiter malheureuſement la divinité, & s'établiſſant ſoy-même pour ſa propre fin, & ſe laiſſant vaincre & dominer à d'autres objets qui peuvent luy plaire plus que la juſtice & qui l'en détournent. Ce ſont les differentes impreſſions de ces objets qui forment dans ſon eſprit autant d'erreurs qui luy tiennent lieu de regles proportionnées à l'égarement de ſes deſirs.

Ainſi les mauvais Juges ſont differemment corrompus ſelon la diverſité des objets qui les éloignent de la verité & de la juſtice. Quelques-uns l'ont tellement abandonnée qu'ils n'en ont pas la moindre vûë ni le moindre amour, & aimant toute autre choſe plus que la juſtice, ils ſont toûjours également prêts à l'injuſtice pour un leger interêt, pour une vengeance, pour un preſent, pour une recommandation & pour une infinité d'autres engagemens qui les attirent ſelon les differentes foibleſſes de leurs paſſions.

D'autres ont une conduite mêlée d'un amour apparent de la juſtice, & d'un amour effectif de leur interêt & de leurs autres paſſions, & ceux-là ſont le plus grand nombre, ils paroiſſent quelquefois & ſouvent même aimer la juſtice, parce qu'ils ne manquent pas d'en regarder les regles lors qu'elles n'ont rien de contraire à leurs autres vûes, & ſur tout ils font éclater l'apparence de cet amour de la juſtice lorſqu'ils peuvent joindre ſon party avec leur honneur & leur in-

terêt ; mais lorſque la conjoncture eſt telle qu'il faut choiſir & ſe declarer ou pour la juſtice ou pour l'interêt ; l'amour dominant découvre & met en évidence le fonds du cœur qui n'aimoit effectivement que ſoy-même & ſon interêt, & fait bien voir qu'il aimoit dans la juſtice, non la juſtice, mais les avantages qu'il y rencontroit.

Ainſi par exemple, on voit le même Juge qui paroît allumer ſon zele contre le crime lorſque l'honneur, l'interêt, la recommandation ou d'autres vûës l'engagent à la recherche & à la punition du criminel, & qui demeure dans le repos & dans le ſilence ſi rien ne l'excite que la juſtice & le bien public.

Il ſeroit facile de rapporter d'autres exemples des égaremens & des illuſions des mauvais Juges, qui ſe tournent differemment à la juſtice, ou à l'injuſtice ſelon les differentes impreſſions dont ils ſe trouvent prevenus ; mais il faut finir, & il ſuffit d'avoir propoſé le caractere qui enferme les qualitez neceſſaires pour faire un bon Juge & le caractere oppoſé des mauvais Juges, pour faire voir à chacun quel il eſt & quel il doit être. Le bon Juge eſt celuy qui ſçait les regles de ſa profeſſion, & qui a le cœur tellement animé de l'amour de la juſtice que jamais il ne l'abandonne, & le mauvais Juge eſt celuy qui ſoit qu'il ſçache ou qu'il ignore ſa profeſſion n'a que les apparences de cet amour qui diſparoiſſent par les impreſſions contraires de l'amour des autres objets qu'il prefere à la verité & à la juſtice.

Ces deux idées enferment en abregé toute la conduite des bons & des mauvais Juges, & chacun peut reconnoître s'il eſt de ces bons Juges qui conſiderent leur miniſtere comme une fonction divine, & qui ne l'ont pas profané par leurs injuſtices; ou s'il a merité d'être mis au nombre des mauvais Juges que le Juge ſouverain exterminera par ces paroles. *Diſcedite à me omnes operarii iniquitatis.*

Luc. 13. 27.

HARANGUE
PRONONCÉE AUX ASSISES de l'Année 6182.

L'ENGAGEMENT où nous nous trouvons à parler icy du devoir des Juges, & la neceſſité de nous reduire à peu de paroles dans une matiere ſi vaſte & ſi importante, nous oblige à nous reſtreindre à la premiere de leurs regles, & qui eſt le fondement de toutes les autres.

Tous les devoirs de tous les hommes ſont enfermez dans une Loy d'où dépendent toutes les autres, & cette Loy n'eſt autre choſe que la regle qui preſcrit à l'homme ce qu'il doit aimer & la maniere dont il doit aimer, & la même verité qui nous enſeigne que c'eſt cette Loy de l'amour qui fait la juſtice de tous les hommes, & que toutes les Loix ne ſont que des ſuites de cette premiere, nous apprend auſſi que c'eſt un amour qui fait la juſtice de tous les Juges, & que

c'eſt l'amour même de la juſtice : *Diligite juſtitiam qui judicatis terram.* C'eſt cet amour qui eſt le caractere du Juge ſouverain des hommes, & il eſt remarqué que ſa qualité de Juge eſt un effet de ſon amour pour la juſtice, & de ſa haine contre l'injuſtice. *Sedes tua Deus in ſæculum ſæculi : dilexiſti juſtitiam & odiſti iniquitatem : propterea unxit te Deus*, & toutes les loix du devoir des Juges ſont tellement des dépendances de cet amour, que Salomon demandant à Dieu les qualitez neceſſaires pour juger ſon peuple, ne luy demanda que la bonne diſpoſition du cœur, *Dabis ergo ſervulo tuo cor docile ut populum tuum judicare poſſit ;* parce qu'il ſçavoit qu'il ne pouvoit rendre la juſtice, s'il ne l'aimoit & n'avoit un cœur flexible à tous les mouvemens de l'amour de la juſtice, & que cet amour étoit un principe univerſel qui le conduiroit dans tout le détail de tous ſes devoirs.

Sap. 1. 1.

Pſal. 44. 8.

3. Reg. 3. 9.

C'eſt donc une verité divine, & la Loy generale de tous les Juges que pour rendre la juſtice ils doivent l'aimer, & que c'eſt l'amour de la juſtice qui doit être le principe de leur conduite, & c'eſt par conſequent une verité divine auſſi que ſans cet amour les Juges les plus éclairez & les plus habiles ſont indignes de tenir ce rang, & que leur ſcience n'eſt qu'une lumiere froide, languiſſante & inutile, ſi elle n'eſt animée d'un amour actif, qui les applique à tous leurs devoirs.

Il n'y a donc rien de plus important que de

bien connoître & bien obſerver cette Loy, ſi courte & ſi eſſentielle du devoir des Juges, d'aimer la juſtice ; & pour comprendre cette Loy dans toute ſa force & ſon étenduë, il faut la conſiderer ſur ſes fondemens, qui ſont les mêmes que ceux de la Loy generale qui commande l'amour aux hommes, & c'eſt auſſi le même eſprit qui fait la force & la juſtice & de l'une & l'autre.

Nous ne pouvons nous inſtruire des fondemens & de l'eſprit de ces deux Loix, qui reglent en general l'amour qui fait la juſtice de tous les hommes, & celuy qui fait la juſtice de tous les Juges, par une voye plus ſeure & plus naturelle, qu'en conſiderant cette Loy divine de l'amour dans le fonds de la nature que nous a donné celuy qui nous a fait ce commandement, & dans l'ordre de la ſocieté qu'il a miſe entre les hommes : car nous verrons dans nôtre nature & dans nôtre ſocieté, que Dieu nous a formez pour l'exercice de cette Loy, & cette vûë nous découvrira le caractere general de la juſtice de tous les hommes, & le caractere propre de celle de Juges, & nous fera voir en même temps, que c'eſt l'amour de la juſtice qui eſt le principe unique, par lequel les Juges doivent exercer toutes les fonctions de leur miniſtere, & qu'ils ne peuvent s'en acquitter que par cet amour ; de ſorte que nous pouvons nous diſpenſer de conſiderer la maniere dont Dieu a formé la nature de l'homme, & l'ordre de la

ſocieté

ſocieté pour y découvrir les fondemens & l'eſprit de cette Loy de l'amour qui en eſt la regle.

Perſonne n'ignore que Dieu a compoſé l'homme d'une ame & d'un corps, qu'il a mis dans cette ame deux puiſſances, un entendement propre pour connoître, & une volonté propre pour aimer; c'eſt-à-dire, pour porter l'homme à un objet qui l'attire par ſon amour, qui eſt le poids qui le fait mouvoir, & le reſſort qui le fait agir; & il a compoſé ſon corps de ſens & de membres propres aux mouvemens & aux fonctions differentes, que la raiſon & la volonté peuvent demander.

Il a fait cette ame immortelle & ſpirituelle, & il luy a donné cet entendement & cette volonté, pour connoître & pour aimer un principal & premier objet immortel & ſpirituel, & c'eſt luy-même qui eſt cet objet qui doit être le ſouverain bien de l'eſprit & du cœur de l'homme, & qui doit faire ſa felicité; & pour luy faire meriter ce ſouverain bien, il a lié cette ame à un corps materiel & corruptible, & il luy a donné une vie dans ce corps, pour laquelle il a rendu neceſſaire tout cet Univers, & pour cette vie & pour l'uſage de l'Univers: il a rendu les hommes ſi neceſſaires les uns aux autres, & les a tellement aſſujettis & liez entr'eux, qu'ils ne peuvent ni naître, ni vivre, ni uſer de rien que par autant de liens & d'engagemens qui les uniſſent, & les font dépendre les uns des autres; & c'eſt par ces engagemens & par ces liens, que

comme il a deſtiné les hommes pour s'unir à luy, il les a formez pour s'unir entr'eux, & il a fait dépendre leur derniere union, du ſouverain bien qui doit faire leur felicité, du bon uſage de cette premiere union qu'il forme entr'eux pendant cette vie, & qui doit faire leur ſocieté.

Il ſuffit d'ouvrir les yeux, & de regarder l'homme & ſa ſituation dans l'Univers, pour voir en luy & autour de luy, tous les differens liens qui engagent les hommes à l'amour du ſouverain bien, & à l'amour mutuel entr'eux, & qui forment cette ſocieté ſi naturelle & ſi univerſelle, qu'elle aſſemble de l'un à l'autre tout le genre humain, & ſans entrer dans les veritez propres à la Religion ſur cette matiere, il ſuffit pour nôtre deſſein de conſiderer dans la nature, les liaiſons que Dieu a miſes entre les hommes pour compoſer leur ſocieté, & en former l'ordre.

L'enchaînement de ces liaiſons commence par un premier lien, que Dieu a mis dans l'homme même par l'alliance de l'ame & du corps.

Ce premier lien qui unit l'eſprit au corps, & qui fait la vie de l'homme, tient à un ſecond, qui lie à l'homme tout le reſte des creatures neceſſaires pour ſes beſoins, & ce ſecond lien conſiſte au rapport, & aux proportions de nos ſens & de nos membres, à l'uſage de toutes choſes.

Ce même lien d'eſprit au corps fait encore un autre lien des eſprits entr'eux, & c'eſt par l'uſage des ſens, que les eſprits & les cœurs ſe communiquent mutuellement, & tout ce qui ſe paſ-

ſe parmy les hommes fait un enchaînement, d'autant de differens liens, qu'il y a de diverſes manieres qui aſſemblent les hommes & qui les uniſſent.

Le lien du mariage unit les deux ſexes, la naiſſance qui en eſt une ſuite, en fait un autre qui lie les aſcendans aux deſcendans, & qui s'étend aux parens & aux alliances, & la nature fait une liaiſon univerſelle entre tous les hommes, qui les engage les uns aux autres ſelon que l'ordre de la Providence les approche, & les lie enſemble pour les divers uſages qu'elle leur a rendus neceſſaires pour les unir, & c'eſt pour cette union que Dieu a ajoûté aux principes naturels de l'amour mutuel qu'il commande aux hommes; les autres liens que forme dans leur ſocieté la multitude de tous leurs beſoins, qui leur rend neceſſaire la communication mutuelle de leur induſtrie & de leurs travaux, dans l'Agriculture, dans les Arts, dans le Commerce, & dans tous les autres differens emplois.

On voit aſſez par cette idée de la nature de l'homme, & par ce plan racourci de l'état de la ſocieté, quels ſont les fondemens de l'ordre que Dieu y a mis, & quel eſt l'eſprit des loix qui la reglent, & que toutes ces liaiſons & tous ces engagemens de l'homme envers Dieu, & des hommes entr'eux, ſont un effet naturel de l'ordre divin, qui a établi pour la loy de l'homme la loy de l'amour.

C'eſt donc l'amour qui doit être le lien de la

ſocieté des hommes, & qui eſt l'eſprit de toutes les loix, & c'eſt ſeulement par l'amour qu'elles s'accompliſſent, & c'eſt auſſi l'amour qui eſt le principe naturel, & l'unique reſſort que Dieu a donné à l'homme pour le faire agir.

C'eſt cette Loy capitale & fondamentale de la ſocieté qui obligeant les hommes à s'aimer entr'eux, leur commande tous les effets naturels, qui ſont les ſuites neceſſaires de l'amour qu'ils ſe doivent reciproquement; c'eſt cette Loy de l'amour qui fait les loix de la ſincerité, de la fidelité, de la verité, de la bonne foy que les hommes ſe doivent entr'eux, & tous les autres devoirs que la nature & les loix commandent aux hommes, ne ſont que des ſuites de cette Loy capitale de l'amour; & toutes les injuſtices ne ſont au contraire que des violemens de cette Loy.

Cet ordre divin qui a rendu cette Loy de l'amour ſi eſſentielle à la nature de l'homme & à la ſocieté, a rendu auſſi inſeparables de la raiſon toutes les veritez, qui ſont les ſuites neceſſaires de cette Loy, & en a fait autant de loix immuables & inviolables. Ainſi les veritez qui nous enſeignent qu'il ne faut faire tort à perſonne, qu'il faut rendre à chacun ce qui luy appartient, qu'il faut garder la fidelité, la ſincerité, la bonne foy, & toutes les autres veritez ſemblables, ſont évidemment des ſuites naturelles & neceſſaires de la Loy de l'amour; & ce ſont auſſi des loix immuables écrites dans tous les eſ-

prits, & tellement inſeparables de la lumiere naturelle de la raiſon, qu'il faut l'avoir perduë pour les ignorer; parce que Dieu qui commande par la nature même l'amour mutuel entre tous les hommes, a gravé dans la nature le ſentiment des effets neceſſaires de cet amour, & en a fait autant de veritez qu'aucun aveuglement ne peut effacer, & autant de loix qu'aucune authorité ne peut abolir, & elles n'ont la force de loix, que parce qu'on ne peut les violer ſans violer la Loy de l'amour: car on ceſſe d'aimer celuy à qui on manque de bonne foy, de ſincerité, de fidelité, & des autres devoirs ſemblables.

Toutes ces reflexions nous font aſſez voir, que puiſque c'eſt la Loy de l'amour que Dieu a miſe pour le fondement de la ſocieté, & que c'eſt l'amour qui eſt l'eſprit de toutes les loix, toute la juſtice des hommes conſiſte dans un exercice continuel de tous les devoirs où l'amour engage, & qu'ils ne tombent dans l'injuſtice que quand ils ceſſent de s'aimer; & comme ils ne manquent de s'aimer que lors qu'ils perdent l'amour de ces veritez & de ces loix, qui ſont les liens qui les uniſſent, & qui font leur juſtice par leur union; il s'enſuit que chacun eſt juſte à proportion qu'il aime ces veritez & qu'il les obſerve, & qu'au contraire on eſt injuſte à meſure qu'on les neglige, qu'on les mépriſe & qu'on les viole.

Que ſi la juſtice des particuliers, qui ſont les membres qui compoſent cette ſocieté, dé-

pend de l'amour de ces loix qui en ſont les regles, quel doit être l'amour que les Juges doivent avoir pour ces mêmes loix & pour l'ordre de la ſocieté, puis qu'ils doivent être animez de la force neceſſaire, ou pour faire obſerver ces loix, ou pour reprimer ceux qui les violent ſelon les occaſions que leur en donne l'exercice de leur miniſtere, & ſi l'amour eſt le principe naturel de tous nos mouvemens & de toutes nos actions, & le lien que Dieu a formé pour unir les hommes, & pour regler leur ſocieté; les Juges qui ſont appellez à conſerver l'ordre de cette ſocieté ſelon l'étenduë de leurs fonctions, ſont indignes de ce miniſtere, qui ne peut s'exercer que par l'amour de la juſtice, ſi cet amour n'eſt le principe unique qui les faſſe agir.

C'eſt par cet amour des regles de la juſtice & de l'ordre de la ſocieté que les Juges s'appliquent à toutes les fonctions de leur miniſtere, c'eſt cet amour qui les porte à la recherche & à la punition des crimes & des entrepriſes qui troublent cet ordre; c'eſt par cet amour qu'ils preferent la juſtice à toute autre vûë, & que les interêts de leurs amis & de leurs proches & les leurs mêmes ne les touchent pas quand il ſont contraires à leur devoir; c'eſt par cet amour qu'ils mepriſent les preſens, les promeſſes, les menaces, & toute ſorte d'évenemens, & que rien ne peut les empêcher de rendre juſtice; c'eſt par cet amour qu'ils la rendent également en toute ſorte d'occaſions ſans aucune acception de perſonnes,

& avec un zele proportionné à l'état des choſes ; c'eſt par cet amour qu'ils s'attachent fidellement à l'étude neceſſaire pour leurs fonctions, & qu'ils s'appliquent exactement à la diſcuſſion de tous les faits & de toutes les circonſtances des affaires qu'ils doivent juger. Et c'eſt enfin par cet amour que les Juges ſont dans une diſpoſition continuelle de s'acquitter de chaque devoir avec une vigilance & une force qui les attache inſeparablement à tous les moindres interêts de la juſtice. & qui leur rend odieux & mepriſable tout ce qui peut les en détourner.

Il eſt facile de comprendre que comme c'eſt l'amour de la juſtice qui eſt le principe unique qui doit porter les Juges à tous leurs devoirs, ils ne peuvent s'en acquiter s'ils ne ſont animez de cet amour : car s'ils en manquent, l'amour contraire à d'autres objets les portera à mille injuſtices ; l'amour de leur interêt & de leur repos, l'amour de leurs proches, l'amour des preſens, & toutes leurs autres inclinations les éloigneront des diſpoſitions neceſſaires pour rendre juſtice à proportion que les objets qu'ils rechercheront y ſeront contraires : car l'amour eſt un poids qui ne peut nous porter qu'à un ſeul objet, & c'eſt un eſclave qui ne peut ſervir qu'un ſeul Maître ; de ſorte qu'il eſt autant impoſſible de voir un bon Juge s'il n'aime la juſtice par deſſus tout, que de voir un poids libre dans deux mouvemens, & un eſclave contenter deux Maîtres.

Nous n'entrons pas plus avant dans le détail des devoirs particuliers & des occaſions ſingulieres où les Juges ſont obligez de faire paroître un amour ferme & invincible pour la juſtice, ny à expliquer les effets de cet amour, & les chûtes de ceux qui en manquent. Ce détail demanderoit un trop long diſcours, & il faut finir, mais il ſuffit que nous laiſſions à tous les Juges à qui nous avons l'honneur de parler le ſouvenir de cette parole divine qui leur ſervira d'une regle univerſelle & perpetuelle dans toute ſorte d'occaſions. *Diligite juſtitiam qui judicatis terram.*

HARANGUE

PRONONCÉE AUX ASSISES de l'Année 1683.

PARMY les regles du devoir des Juges qui doivent être toûjours l'unique ſujet du diſcours que nous ſommes obligez de leur faire icy, l'une des plus importantes & moins obſervées eſt celle qui leur preſcrit le bon uſage de l'autorité qui leur eſt commiſe: car on voit aſſez quelle eſt dans le monde la multitude des injuſtices que cauſe l'abus de l'autorité.

Pour concevoir une juſte idée de l'importance de cette regle & du mal que commettent ceux qui la violent, il eſt neceſſaire de conſiderer quelle eſt la nature de l'autorité des Juges, quelle

en

en eſt la fin, quel en eſt l'uſage.

Perſonne n'ignore que Dieu a mis les hommes en ſocieté, & que pour aſſortir cette ſocieté il a formé des liaiſons de pluſieurs natures, & les premieres reflexions ſur ces liaiſons font aſſez connoître qu'elles ne pourroient ſubſiſter ſans un ordre qui éleve quelques perſonnes au deſſus des autres avec une puiſſance & une autorité proportionnée à la nature & à l'uſage de la liaiſon.

Ainſi dans la liaiſon naturelle du mariage où le mary & la femme forment un ſeul tout, Dieu a rendu le mary le chef de la femme : & l'on a donné une puiſſance & une autorité proportionnée à la maniere dont il les unit, & à toutes les ſuites de leur union.

Ainſi dans la liaiſon naturelle que fait la naiſſance entre ceux qui la reçoivent & ceux qui la donnent, Dieu donne aux parens une puiſſance & une authorité proportionnée à l'état où la naiſſance met les enfans, & à toutes les ſuites de leur éducation & de leur conduite.

Ainſi enfin dans les liaiſons que Dieu a formées entre tous les hommes pour les divers uſages de tous leurs beſoins, il a établi des puiſſances avec une autorité proportionnée à la neceſſité de contenir les hommes dans l'ordre que demande leur ſocieté ; & parce qu'il regle cet ordre entre des perſonnes que la nature ne diſtingue pas de la maniere qu'elle diſtingue le mary & la femme & les parens, & les enfans, par des relations d'une puiſ-

ſance & d'une dépendance naturelle, il eſt neceſſaire qu'il les diſtingue d'une autre maniere, & qu'il en éleve quelques-uns au deſſus des autres par d'autres voyes, pour former entre eux un ordre univerſel d'un gouvernement qui les contienne dans les differens devoirs où les engage leur ſocieté, & qu'il donne aux puiſſances qu'il met dans cet ordre la force neceſſaire pour aſſujettir des hommes que la nature a rendus égaux, & qui la pluſpart ſont éloignez & de l'inclination à leurs devoirs, & de la ſoumiſſion aux puiſſances qui ſont établies pour les y tenir.

Cette ſimple reflexion generale ſur la neceſſité des puiſſances & de l'autorité qui leur eſt donnée, nous découvre une verité eſſentielle en cette matiere que toutes les puiſſances ſont établies de la main de Dieu: car comme il eſt le ſeul Maître, & le ſeul Juge commun des hommes, il eſt auſſi le ſeul, qui pour donner à quelques-uns une autorité au deſſus des autres, & leur faire part du droit de juger, & c'eſt une ſuite naturelle de cette verité qu'une autorité qu'on ne peut avoir que de la main de Dieu, & qui n'eſt établie que pour maintenir l'ordre qu'il a formé, dans la ſocieté, ne doit pas avoir d'autre uſage que pour cet ordre.

Il s'enſuit de ces veritez que l'autorité des Juges n'eſt autre choſe que la force de la juſtice, & un effet de l'autorité naturelle que la juſtice elle-même doit avoir ſur l'homme.

L'autorité naturelle de la juſtice ſur l'homme conſiſte en cette force divine qu'elle doit avoir

ſur l'eſprit & le cœur de l'homme, & ſur ſa conduite. Ainſi cette authorité s'exerce differemment ſur l'eſprit & le cœur de l'homme dans l'interieur, & ſur ſa conduite dans l'exterieur.

L'autorité de la juſtice ſur l'eſprit de l'homme n'eſt autre choſe que la force de la verité & de la juſtice ſur la raiſon & ſur le bons ſens; & l'autorité de la juſtice ſur le cœur de l'homme n'eſt autre choſe que la force de ſon attrait qui en fait naître l'amour dans le cœur; mais parce que tous les eſprits & tous les cœurs ne ſe laiſſent pas éclairer de la lumiere, & toucher des attraits de la verité & de la juſtice, & que pluſieurs non ſeulement la rejettent dans l'interieur, mais ſe portent à la violer dans l'exterieur, il eſt de l'ordre divin que la juſtice ait d'autres armes que ſa lumiere pour éclairer l'eſprit & ſes attraits pour toucher le cœur, & qu'elle regne d'une autre maniere dans l'exterieur ſur ceux qui reſiſtent à ſon empire naturel ſur l'interieur; & comme il eſt de ce même ordre divin que la juſtice regne ſur tous les hommes, & qu'aucun ne ſe ſouſtraye à ſon empire, elle l'exerce differemment ſelon les differentes diſpoſitions des hommes: car elle regne par ſa lumiere & par ſes attraits ſur tous ceux qui ſçavent la connoître & veulent l'aimer, & elle regne ſur ceux qui ne l'aiment pas, & qui luy reſiſtent en reprimant & puniſſant leur rebellion.

C'eſt ainſi que Dieu qui eſt luy-même la juſtice & la verité, regne ſur les hommes ou par l'amour de la juſtice ſur les bons, ou par ſa force

toute puiſſante ſur les méchans, & c'eſt ainſi qu'il veut que les Juges à qui il confie le miniſtere de la juſtice qui doit regler la ſocieté, la diſpenſent de telle maniere qu'ils rendent leur miniſtere agreable à ceux qui aiment la juſtice, & terrible à ceux qui ne l'aiment pas & qui entreprennent de luy reſiſter.

Il eſt facile de connoître par ces veritez de quelle maniere les Juges doivent uſer de l'autorité de la juſtice qu'ils ont en leurs mains, & c'eſt ſur ces regles que nous tous qui avons l'honneur de participer au miniſtere de la juſtice, & d'exercer ſon autorité, devons juger ſi c'eſt pour nos interêts, & pour ceux de nos amis & de nos proches que cette authorité nous eſt confiée, & ſi nous pouvons en uſer autrement que pour la juſtice, & c'eſt enfin ſur ces mêmes veritez & ces mêmes regles qu'on peut reconnoître quel eſt le crime des Juges qui oſent employer l'autorité contre la juſtice, qui dépoüillent le pauvre, l'orphelin, la veuve, qui oppriment l'innocent, & favoriſent le criminel, qui ſe portent à des exactions & concuſſions, & qui font ſervir leur autorité à leurs interêts & à leurs paſſions, & à celles de leurs amis & de leurs proches.

Nous n'avons pas beſoin d'exagerer quelle eſt la malice de cet uſage criminel de l'authorité, il eſt facile de juger qu'il ne peut y avoir de puiſſance ſeparée de la juſtice qui n'en ſoit une tyrannie à l'égard des hommes, & une rebellion à l'égard de Dieu, & c'eſt auſſi à ce crime qu'il a

preparé

preparé une vengeance ſi ſevere, qu'il apprend aux Juges qui auront abuſé de la puiſſance & de l'authorité qu'il leur avoit donnée pour la juſtice, qu'il fera luy-même éclater ſa puiſſance dans leurs ſupplices.

Nous pourrions & devrions peut-être ajoûter icy quelques reflexions ſur les differentes manieres dont les Juges peuvent abuſer de l'authorité, mais nous paſſerions les bornes d'un petit diſcours, & il ſuffit d'avoir remarqué ces veritez generales ſur leſquelles il eſt facile à tous ceux qui ont l'honneur d'exercer le miniſtere de la Juſtice, de juger de l'uſage qu'ils doivent faire de l'authorité, & de reconnoître qu'ils ne doivent jamais la refuſer à la juſtice, & qu'ils ne doivent jamais l'employer contre elle, qu'ils ne doivent ſe conſiderer comme ſes Protecteurs & ſes Défenſeurs, & qu'ils doivent enfin ſçavoir que s'ils n'ont pas aſſez de courage pour exercer leur authorité contre l'injuſtice, ils ſont tres-indignes de tenir un rang où ils ne ſont élevez que pour cet uſage. *Noli quærere fieri judex niſi valeas virtute irrumpere iniquitates.* Eccli. 7. 6.

FIN.

TABLE ALPHABETIQUE

DES PRINCIPALES MATIERES,

Contenuës dans les cinq Volumes des Loix Civiles.

Il faut obſerver, que le Traité des Loix, qui eſt au commencement de cet Ouvrage, a un Chiffre romain: On l'a conſervé dans cette Table; Ainſi quand on trouvera, par exemple, XV. XXIII. XLIV. &c. *le Lecteur ſe ſouviendra, que c'eſt au I. Volume, qu'il doit avoir recours.*

De plus, le premier Chiffre marque le Volume, & l'autre la Page.

A

ABBEZ Commendataires. IV. Vol. *Page* 328.
Abolition, à qui neceſſaire. V. 213
Abondance. Moïens pour procurer l'Abondance dans un Etat. IV. 205 *& ſuivantes.*
Abſent. Interêt des deniers reçus pour un Abſent. II. 78
Si la preſcription court contre les Abſens. II. 464
Acceptation, ſi elle eſt neceſſaire pour la validité d'une donation. I. 366
Par qui doit être faite l'acceptation, lorſque le donataire eſt incapable d'accepter. I. 366
Acceſſoire d'une choſe leguée, ce que c'eſt. III. 592
Combien il y a de ſortes d'Acceſſoires des choſes leguées. III. 593
Comment on diſtingue ce qui eſt Acceſſoire. III. 593
Quels ſont les Acceſſoires d'une maiſon. III. 594. 597
Comment s'entendent les Acceſſoires d'une maiſon de campagne. III. 598
Si l'Acceſſoire qui eſt d'une plus grande valeur que la choſe même, appartient à celui à qui la choſe eſt leguée. III. 599
Accroiſſement. Ce que c'eſt que le droit d'Accroiſſement. III. 97. 431. *& ſuiv.*
Sur quoi eſt fondé ce droit. III. 459
Uſage de ce droit. III. 466
Pourquoi s'appelle ainſi. III. 466
Pourquoi il y a toûjours droit d'Ac-

croiſſement entre coheritiers legitimes. III. 466. 468
D'où il dépend dans les diſpoſitions teſtamentaires. III. 467
Comment ſe regle l'Accroiſſement entre coheritiers. III. 469. 470
Si ce droit a lieu entre heritiers non conjoints. III. 470
Entre legataires d'une même choſe. III. 471
Entre legataires conjoints par la choſe. III. 471. 472
Entre legataires par portions. 473
Divers cas d'Accroiſſement entre legataires conjoints. III. 474
Ce que c'eſt que l'Accroiſſement dans les legs & l'heredité. III. 475
Si la portion d'un fils de qui l'exheredation ſubſiſte, accroît à celui qui fait annuller la ſienne. III. 507
Acheteur, ſes engagemens envers le vendeur. I. 125. *& ſuiv.*
En quels cas l'acheteur doit l'interêt du prix. I. 127. 128
S'il dépend de l'acheteur d'éluder la vente en ne païant point. 128
Si l'acheteur eſt obligé de païer le prix, lorſqu'il eſt en peril d'eviction. I. 129
De quel cas l'acheteur a le choix de rendre la choſe ou de ſuppléer le prix. I. 151
De quel jour il doit rendre les fruits, lorſqu'il y a leſion de plus de moitié du juſte prix. I. 151
Contre qui a ſon recours l'acheteur évincé ou troublé ou en peril de l'être. I. 153
En quel cas l'acheteur troublé ne peut demander la garentie d'une éviction. I. 159
A quoi il eſt tenu lorſqu'il eſt troublé. I. 160
En quel cas il peut agir contre le vendeur. I. 160
Si l'acheteur peut faire reſoudre une vente, les défauts de la choſe venduë étant inconnus au vendeur. I. 164
S'il peut demander des dommages & interêts. I. 164
Si l'acheteur peut ſe plaindre des défauts évidens ou préſumez de la choſe venduë. I. 166
De quel jour l'acheteur doit reſtituer les fruits au vendeur exerçant la faculté de rachat d'un heritage. I. 174
Accuſez de crimes qui peuvent meriter la confiſcation de biens, ce qu'ils peuvent faire avant la condamnation. II. 493
En quelles manieres peuvent éviter les peines. V. 212
Acquereur de portions indiviſes. II. 88.
Acquereurs de bonne & mauvaiſe foi. II. 158
Acquereur qui connoît la fraude. II. 159
Acquêts ce que c'eſt. I. 60
Acquêts faits des deniers provenus d'un fond hypotequé. II. 177.
Actes. En quel cas les Actes écrits ont force de preuve. II. 362
Si les témoins d'un acte écrit ſont recevables à dire le contraire. II. 363
Comment s'établit la verité des actes écrits. II. 364
En quels cas des copies d'un acte duëment collationnées peuvent ſervir au défaut des originaux. II. 364
Si l'énonciation d'un acte dans un autre fait preuve. II. 365
Si deux actes contraires ſe détruiſent reciproquement. II. 366
Adition d'heredité, ſon effet. III. 39. 216. 376.
De quel jour l'Adition de l'heredité

à son effet. III. 94. 99
Quels sont les effets de l'Adition d'heredité. III. 168. 169
A quel tems remonte l'Adition d'heredité. III. 169
En quel sens l'Adition regarde les biens qui ne demeurent pas dans l'heredité. III. 169
Si l'Adition d'heredité donne le droit de transmission. III. 487
Administrateurs d'Hôpitaux, leur fonction. IV. 514
Leur nomination. IV. 514
Leurs devoirs. IV. 515
l'Administration des Sacremens doit être gratuite. IV. 345
Adultes, quels? I. 48
Affaire. Engagemens de celui qui fait l'affaire d'un autre à son insçu. II. 75.
Quels doivent être ses soins. II. 76
Affaire entreprise sans necessité. II. 77.
Si l'absent meurt avant la fin de l'affaire. II. 77
Celui qui gere l'affaire d'une personne, croïant gerer celle d'une autre. II. 78
A quoi sont tenus ceux qui gerent par necessité. II. 79
Cas où celui qui gere une affaire, n'est pas tenu d'un soin tres-exact. II. 79
Sur quoi sont fondez les engagemens de celui dont on a geré à son insçu. II. 80. *& suiv.*
Affranchis, à quelles personnes on donne ce nom. I. 46
Age. Si l'âge de soixante-dix ans est un moïen d'excuse pour n'accepter pas une tutelle. II. 50. 55
Effet des lettres de benefice d'âge. II. 546
Age des témoins pour un testament. III. 327
Si le benefice d'Age accomplit la condition de la majorité. III. 449
Agriculture, occupation des premiers hommes. IV. 207
Son utilité. IV. 270. 289
Sa definition. IV. 391
Sa necessité. IV. 392
Son bon usage. IV. 392
Rang des personnes emploiées à l'Agriculture. IV. 289
Leur subordination. IV. 295
Aides, ce que c'est. IV. 99. 122
En quoi elles different de la Taille. IV. 100. 111
Aimer, ce que c'est. xxj
Quelle est la force du Commandement d'aimer. xxij
En quoi consiste cet amour. xxij
Sa difference d'avec l'amitié. xxx
Alienation. Si les Alienations de meubles & immeubles faites par debiteurs, peuvent être revoquées. II. 158.
Si l'Alienation de la chose leguée revoque le legs. III. 656
En quels cas est permise l'Alienation du domaine. IV. 164. *& suiv.*
Alimens accordez aux enfans pendant le tems qu'ils deliberent. III. 149.
Si on peut leguer des Alimens à un incapable d'autres legs. III. 573. 574.
Si les legs d'Alimens durent pendant la vie du legataire. III. 605
Comment les legs d'Alimens jusqu'à la puberté doivent s'entendre. III. 606
Ce que comprend le legs d'Alimens. III. 606
Comment se reglent les legs d'Alimens. III. 606
Comment se regle un legs d'Alimens, que le Testateur avoit coû-

tume de donner. III. 607
Si les Alimens ſont dûs, quoique le legataire ait vécu d'ailleurs. III. 607.
En quoi les legs d'Alimens ſont favorables. III. 608
Alliance. Liaiſon des alliances, & leurs principes. xvij. xviij
Allodial. Ce que c'eſt qu'un heritage allodial. I. 58
Ame, ſes deux puiſſances à quoi deſtinées. iv. & v
Amelioration. Ce qu'il faut faire pour eſtimer les Ameliorations. I. 157. 158
Leur privilege. II. 214
A quoi eſt bornée la préference pour les ameliorations. II. 215
Par qui doivent être rembourſées les Ameliorations faites par l'acquereur du fonds d'un mineur. II. 550
Amende encouruë pour dommage. II. 115. 119
Amendes pecuniaires. IV. 54
Si elles peuvent être miſes au rang des confiſcations. IV. 174
Voïez *Confiſcation.*
Amitié, ce que c'eſt. xxix
Combien il y en a d'eſpeces. xxix
Difference entre l'amitié & l'amour. xxx
Entre quelles perſonnes ſe forme. xxxj. xxxij.
Quels ſont les deux caracteres eſſentiels de l'amitié. xxxij
Difference entre l'amitié & l'amour conjugal. xxxij
Autre difference entre l'amitié & l'amour des parens & des enfans. xxxiij.
Quel eſt l'uſage des amitiez par rapport à la ſocieté. xxxiij
Amour conjugal. Difference entre l'Amour conjugal & l'amitié. xxxij
Amour. Dereglement de l'Amour, ſource du dereglement de la ſocieté. xxxviij
Pourquoi appellé *amour propre.* xxxviij
Comment Dieu s'en eſt ſervi pour faire ſubſiſter la ſocieté. xxxix
Animal. Deux ſortes d'Animaux. I. 56.
Quels Animaux peuvent être donnez à loüage. I. 188
Dommages cauſez par des Animaux. II. 118
Comment on conſerve la poſſeſſion des Animaux. IV. 418
Antichreſe, ce que c'eſt. II. 186
Appanage en France, ce que c'eſt. IV. 49
Les Appanages ſont à condition du retour au défaut de deſcendans mâles. IV. 165
Appellations comme d'abus, leur uſage. IV. 546
Qui peut appeller comme d'abus. IV. 547.
En quels cas on peut appeller comme d'abus. IV. 547
Appellation ce que c'eſt. V. 223
Appointemens des Officiers de guerre, S'ils peuvent être ſaiſis. II. 185
Appuïer. Ce que c'eſt que le droit d'appuïer. I. 418. 427
Aqueduc, ce que c'eſt. I. 421
Arbitrage, ce que c'eſt. V. 218
Arbitres, quels tems ont pour juger. I. 441. 445
Leur pouvoir. I. 443. 446. V. 154.
S'ils peuvent proroger le tems. I. 445.
S'ils peuvent changer leur ſentence. I. 446
S'ils peuvent juger les uns ſans les autres. I. 446
Qui peut être Arbitre ou non. I. 447.

Si les femmes peuvent être arbitres. I. 447
Pouvoir des Arbitres de regler les bornes des heritages. II. 100
Quelles ſont les fonctions des Arbitres. V. 151. *& ſuiv.*
Si les Sentences des Arbitres ont le même effet que celles des Juges. V. 155
Quelles perſonnes ne peuvent être Arbitres. V. 156
Quels ſont les devoirs des Arbitres. V. 157. 161
Arbres, s'ils ſont immeubles. I. 55.
A qui appartiennent les Arbres abbatus par le vent. I. 382
Comment les Arbres morts appartiennent à l'uſufruitier. I. 382
Uſage des Arbres morts, permis à l'uſufruitier pour reparer. I. 382
Archevêques, leur juriſdiction. IV. 319
Architecte, qui entreprend un bâtiment, ſi c'eſt loüage ou vente. I. 212
S'il eſt reſponſable de l'édifice qui périt pendant qu'on le bâtit. I. 217
Quel eſt le privilege des Architectes. II. 215
Armes. Si ceux qui font la profeſſion des Armes, ont rang & preſſéance ſur les gens de Robe. IV. 272. 285.
Subordination dans l'ordre de la profeſſion des Armes. IV. 291
Droit du Prince ſur les Armes. IV. 353. Voïez *Guerre.*
Arrerages de rentes ou autres redevances annuelles, s'ils peuvent ſe preſcrire. II. 460
Arreſt. En quel cas on peut faire reſcinder des Arreſts. II. 528
Le Roi ſeul, reputé preſent aux Arreſts, leur donne autorité. IV. 42
Arrhes, ce que c'eſt. I. 138
Leur effet. I. 138
Arriereban, ce que c'eſt. IV. 355
Art, de deux ſortes. IV. 260
A quelles ſciences on donne le nom d'*Arts*. IV. 260. 261. 288
Rang de ceux qui enſeignent les Arts liberaux. IV. 288
Leur ſubordination. IV. 293
Utilité de cultiver les Arts. IV. 383.
Maîtriſes des Arts. IV. 384
Corps de ces maîtriſes. IV. 384
Artiſans, leur privilege. II. 215
Par quel tems ſe preſcrivent les demandes des parties des Artiſans. II. 449
Quels ſont les devoirs des Artiſans. IV. 385. *& ſuiv.*
Aſcendans, leur ſucceſſion. III. 57.
Ligne des Aſcendans. III. 220
Diverſes lignes d'Aſcendans & de Deſcendans. III. 223
Lignes d'Aſcendans paternels & maternels. III. 223
Multiplication des Aſcendans & de leurs lignes. III. 223
Difference entre les lignes des Aſcendans & celles des Deſcendans. III. 224
Comment ſuccedent les Aſcendans. III. 230
Qui ſont les Aſcendans. III. 232
Si les Aſcendans plus proches excluent les plus éloignez. III. 234
Concours d'Aſcendans de freres & de neveux. III. 236
Si les Aſcendans ont le droit de tranſmiſſion. III. 237

Aſcendans des bâtards. III. 237
Droit sque quelques Aſcendans peuvent avoir à l'excluſion des autres, ſur les biens des enfans. III. 238.
Retour aux Aſcendans des choſes par eux données. III. 249
Quelle eſt l'intention des Aſcendans en faiſant des donations à leurs deſcendans. III. 256
Si les freres des Aſcendans ſont compris ſous le nom de grands oncles. III. 263
Entre Aſcendans à qui la legitime eſt dûë. III. 526. 527
Ce que c'eſt que la legitime des Aſcendans. III. 529
Aſſéeurs de cotiſations ne peuvent ſe décharger eux-mêmes. IV. 115
Ni leurs parens. IV. 147
Devoir des Aſſéeurs, qui reglent les cotiſations des particuliers. IV. 146. *& ſuiv.*
Aſſemblées de Corps ou Communautez, qui peut les permettre ou défendre. IV. 44
Aſſocié, ce qu'il peut ou ne peut prendre ſur le fond de la ſocieté. I. 308
Dépenſes extraordinaires & illicites d'un Aſſocié. I. 308
Quels ſont les engagemens des Aſſociez. I. 309. 310
S'ils ſont tenus des cas fortuits. I. 311
Aſſocié qui s'approprie ou recele ce qui eſt en commun. I. 311
Si le ſervice que rend un aſſocié, peut ſe compenſer avec ce qu'il cauſe de perte. I. 312
Si l'aſſocié eſt tenu du fait de celui qu'il a ſous-aſſocié. I. 312
Sur quoi les aſſociez recouvrent toutes les dépenſes neceſſaires. I. 313.
Perte particuliere d'un aſſocié arrivée pour le fait de la ſocieté. I. 313
Gains ou pertes particulieres à l'occaſion de la ſocieté. I. 314
Si toutes les pertes du fonds de la ſocieté ſont communes aux aſſociez. I. 315
Inſolvabilité d'un aſſocié. I. 315
Si un aſſocié peut engager les autres. I. 316
Si les aſſociez peuvent tirer du fonds de la ſocieté ce qu'ils y ont mis. I. 316
Si celui qui propoſe un aſſocié, en doit répondre. I. 316
Egards que doivent avoir les aſſociez pour le païement de ce qu'ils ſe doivent entr'eux. I. 317
S'ils s'étendent aux cautions d'un aſſocié. I. 318
Si un aſſocié peut faire quelque choſe en la choſe commune contre la volonté des autres. I. 318
Si chaque aſſocié peut renoncer à la ſocieté. I. 319
Par mauvaiſe foi. I. 320
A contre-tems. I. 321. 322
Profit fait par l'aſſocié aprés la renonciation. I. 322
Si un aſſocié qui devient incapable de contribuer de ſon bien ou de ſon induſtrie, peut être exclus de la ſocieté. I. 323
Si la mort d'un aſſocié interrompt naturellement la ſocieté à l'égard de tous. I. 324
Si la mort civile a le même effet, que la mort naturelle en matiere de ſocieté. I. 325
En quels cas la ſocieté n'eſt pas interrompuë par la mort d'un aſſocié. I. 327
Avarice, paſſion forte ſur quelques Juges. V. 108

Aubaine. Droit d'Aubaine, ce que c'eſt. III. 27. IV. 53. 160. 179.
Exception du droit d'Aubaine. IV. 180.
Aubain, que ſignifie ce mot. III. 27. 46.
Qui a le droit de naturaliſer les Aubains. IV. 40
Qui ſont ceux qu'on appelle *Aubains*. IV. 179
Aveugles, s'ils peuvent teſter. III. 315. 341.
Avis. Difference entre les Avis & les Conſeils. IV. 67
Deux ſortes d'Avis. IV. 67
Quel but doivent avoir les Avis qu'on donne au Prince. IV. 69
Doivent être reglez par la juſtice & la verité. IV. 69. 70
Avis & conſeils qui regardent le Prince. IV. 71
Le bien de l'Etat. IV. 72
Les particuliers. IV. 72
Avocats, s'ils peuvent entrer en part aux procés, & acheter des droits litigieux. I. 462
S'ils peuvent être témoins dans les cauſes, où ils ont ſervi de leur miniſtere. II. 380
Communauté d'Avocats. IV. 400
Quelle eſt la profeſſion des Avocats. V. 137
Quelles ſont leurs fonctions. V. 140.
Rapport entre les fonctions des Avocats & celles des Procureurs. V. 142
Quels ſont les devoirs des Avocats. V. 143. *& ſuiv.*
Avortons, quels enfans ſont appellez de ce nom. I. 40
Autorité, ce que c'eſt. IV. 253
Autorité des charges, ce que c'eſt. V. 56. *& ſuiv.*
Son uſage. V. 58. Voïez *Gouvernement. Obeïſſance. Puiſſance. Souverains.*
Ayeux, quels? III. 233
A qui convient le nom d'*Ayeul*. III. 233
Si le rang des Ayeuls comprend les deux ſexes. III. 233
Si l'Ayeul maternel eſt obligé au défaut du pere de fournir l'entretien des enfans. III. 248

B

BAIL. Si les Baux à ferme & les autres baux paſſent aux heritiers du bailleur & à ceux du preneur. I. 189
S'il eſt dû intereſt du prix du Bail. I. 195
Si le Bail eſt rompu par le changement de proprietaire. I. 197
Pour incommodité ſurvenuë quoique ſans le fait du bailleur. I. 198.
Bail fait par un uſufruitier. I. 199
Baux à ferme, ce que c'eſt. I. 201
Quelles choſes peuvent ſe bailler à ferme. I. 201
Comment le Bail à ferme eſt diſtingué du Bail à loïer. I. 201
Quelles clauſes on peut appoſer dans les Baux à ferme. I. 202
Si la caution d'un Bail l'eſt auſſi pour la reconduction. II. 285
Comment s'adjugent les Baux à ferme. IV. 125
Bail emphyteotique, ſon privilege. II. 217
Bailleur, à qui ce nom ſe donne. I. 186. 211. Voïez *Loüange*.
Ban, ce que c'eſt. IV. 355
Banquiers, leurs engagemens. I. 484
Bâtard, à quels enfans on donne ce nom. I. 39

A qui appartient la ſucceſſion des bâtards. III. 27
Si les bâtards ſont incapables de toutes ſucceſſions *ab inteſtat*. III. 54. 58. 60. 64. 68.
En faveur de qui les bâtards qui ont des biens, peuvent en diſpoſer. III. 91
A qui appartiennent les biens des bâtards, qui meurent ſans enfans legitimes. III. 140
Si les bâtards ſont compris ſous le nom d'*Enfans*. III. 199
Aſcendans des bâtards. III. 237
Si les bâtards peuvent teſter. III. 317.
S'ils peuvent recevoir par téſtament. III. 319
Qui a droit de legitimer les bâtards. IV. 41
Bâtardiſe. Sur quoi eſt fondé le droit de bâtardiſe. III. 27
A qui appartient ce droit. IV. 53. 160
Droit de bâtardiſe, ce que c'eſt IV. 181.
Bâtimens & leurs acceſſoires, s'ils ſont immeubles. I. 55
Si les choſes détachées d'un bâtiment entrent dans la vente. I. 133
Un bâtiment étant en peril de ruïne, que peut faire le proprietaire du bâtiment voiſin. II. 133. *& ſuiv.*
Comment ſe doit faire l'eſtimation des ornemens ſuperflus dans le bâtiment abbatu par la chûte d'un autre. II. 116
Chûte d'un bâtiment par cas fortuit aprés la denonciation. II. 126
Comment le dommage cauſé par la chûte d'un bâtiment appartenant à pluſieurs maîtres, doit être reparé. II. 127
Si on ne peut pas faire quelque nouvelle œuvre dans un bâtiment. II. 127. 128
Quel ouvrage un proprietaire ne peut pas faire dans ſon fond au préjudice du voiſin. II. 129
Où doit ſe pourvoir celui qui prétend qu'une nouvelle œuvre qu'un autre entreprend, lui fait préjudice. 130
Entrepriſes de nouveaux ouvrages dans des lieux publics, défenduës. II. 130
Précautions à apporter dans les ouvrages ou travaux, d'où il peut arriver quelque dommage. II. 133
Si on peut chercher ce qu'on a mis dans le fond d'un autre. 144
A qui appartiennent les bâtimens. II. 430
Si le bâtiment eſt un acceſſoire du fonds. III. 594
Bâtiment conſtruit ſur un lieu public. IV. 241
Benefices. Si la pluralité des Benefices eſt illicite. IV. 344.
Benefice d'inventaire. Voïez *Heritier*.
Beſtes farouches, quel doit être le ſoin de ceux qui en ont. II. 122
Beſtes agaſſées. II. 122.
Beſte qui en tuë une autre. 322
Beſtiaux, leur utilité. IV. 270
En quoi conſiſte le ſoin des beſtiaux. IV. 392
Bon uſage du ſoin des beſtiaux. IV. 392. 394
Bétail. Si le maître du bétail eſt tenu du dommage qu'il a pû cauſer. II. 119.
A quoi eſt tenu celui qui ſurprend dans ſon heritage le bétail d'un autre y paſcageant. II. 120
Et celui qui ne peut contenir ſon cheval ou autre bétail. II. 120
Bienfaits des Princes comment doivent

vent être interpretez. xcij. I. 28
Si les Bienfaits du Prince peuvent être saisis. II. 185
Biens des particuliers comment sont divisez. I. 60
Biens paternels & maternels. I. 60
Si les Biens sujets à une substitution, peuvent être vendus. I. 149
Distinction des biens dotaux & paraphernaux. I. 330. 353. 356
Quels biens sont appellez *paraphernaux*. I. 35
Si les Biens paraphernaux sont mobiliaires. I. 356
Soin que le mari doit prendre des Biens paraphernaux, qui lui sont donnez. I. 356
Trois manieres de faire passer l'usage des Biens, d'une generation à l'autre. III. 3
Biens des condamnez à mort, des étrangers, des bâtards, de ceux qui n'ont aucun parent, à qui appartiennent. III. 140. 141
Trois sortes de Biens qu'un défunt peut avoir. III. 182
Comment des Biens leguez ou substituez peuvent entrer dans un partage. III. 182
Si les Biens qu'il faut restituer, se partagent. III. 183
Aussi-bien que les choses dont l'usage est mauvais. III. 183
Biens des enfans, de deux sortes. III. 281
Si les Biens donnez sont sujets à la legitime. III. 534
Biens que peut avoir une personne qui se remarie ayant des enfans. III. 539
Deux sortes de Biens que le mari ou la femme peuvent avoir l'un de l'autre. III. 540
Biens acquis au mari sur ceux de la femme, & reciproquement. III. 540
Biens venus des enfans ou au pere ou à la mere. III. 540
Biens du pere ou de la mere acquis par d'autres titres. III. 540
Comment se fait le calcul des Biens III. 546
Comment se fait l'estimation des Biens. III. 669
Sur qui tombent les pertes des Biens. III. 670
Avec qui doivent se faire les estimations des Biens. III. 671
Si les Biens decouverts aprés le reglement de la Falcidie, la diminuent. III. 673
A qui appartient la confiscation des Biens des condamnez. IV. 52
A qui appartiennent les Biens vacans. IV. 53. 160
En quelles especes tous les Biens peuvent se distinguer. IV. 97
Trois sortes de Biens dont l'usage est necessaire. V. 199
Voïez *Domaine. Hypoteque.*
Bœuf. Mal causé par le Bœuf qui frape de la corne. II. 121
Bornes, leur usage. II. 96
Differentes manieres pour regler les Bornes. II. 97
Qui peut regler les Bornes. 98
A quoi est tenu celui qui a enlevé les Bornes des heritages. II. 100
Bourgeois, leurs privileges. I. 45.

C

CALCUL. Ce que c'est que l'erreur de Calcul. I. 496
Canonicat affecté pour l'entretien d'un Precepteur. IV. 321
Capacité dans un Officier, ce que c'est. V. 74. *& suiv.*
Cardinaux, leur privilege. IV. 319

Carrieres. Si les pierres des Carrieres & les autres matieres qui ſe tirent d'un fonds, appartiennent au mari. I. 337
A l'uſufruitier. I. 381
Cas. Si on peut être tenu des Cas fortuits. I. 82
Combien il y a de ſortes de Cas fortuits. I. 202. 205. 225. 234. II. 75. 82. 137. 144. III. 192.
Si les Cas fortuits déchargent les debiteurs. I. 267
Si tous les Cas fortuits qui cauſent des gains ou des pertes, forment pour cela des engagemens. II. 144.
Differens effets des Cas fortuits pour les ſuites des pertes. II. 145
Cas de conſcience, à qui en appartient la diſcuſſion. IV. 495
Cathedrale. Egliſes Cathedrales d'où ainſi nommées. IV. 320
Leurs Dignitez. IV. 320
Catoniéne. Quelle eſt la diſpoſition de la Regle *Catoniéne.* III. 72
Si elle a lieu pour les inſtitutions conditionnelles. III. 73
Cauſes favorables, quelles? xciij
Cautions des Tuteurs à quoi obligez. II. 36. 39
Caution, à qui ſe donne ce nom II. 259
A quoi s'étend l'uſage des cautions. II. 259
Combien il y a de ſortes de cautions. II. 259. 260
Qui ſont ceux qu'on appelle *Cautions.* II. 261
Si on peut donner caution pour toute ſorte d'engagemens. II. 261
Caution d'une obligation naturelle. II. 262
Caution d'une dette à venir. II. 263
Si la Caution peut être obligée à plus que le debiteur. II. 263
S'il le peut être à moins. II. 264.
Si on peut ſe rendre Caution ſans ordre de celui pour qui on s'oblige, & même à ſon inſçu. II. 264
Si en matiere de crimes & de délits il peut y avoir Caution ou garentie. II. 264
Engagemens honnêtes dont on ne peut prendre de Caution. II. 265
Qualitez d'une Caution qu'on reçoit en juſtice. II. 267
Si les engagemens des Cautions paſſent à leurs heritiers. II. 268
Si celui qui a reçu une fois Caution, peut en demander une autre. II. 268
Si les Cautions des comptables repondent des peines pecuniaires. II. 268
Quelles exceptions du debiteur ſont communes à la Caution. II. 273
En quel cas la Caution peut agir contre le debiteur avant le terme. II. 275
Caution d'un prêt à uſage ou d'un dépôt. II. 279
S'il peut y avoir de Caution d'une obligation illicite. II. 282
Si la Caution d'un Bail, l'eſt auſſi pour la reconduction. II. 285
Si les Cautions peuvent acquiter ce qu'ils ſont obligez de païer pour d'autres. II. 489
Si la ceſſion de biens décharge les Cautions. II. 521
Si la reſtitution qui aneantit l'obligation du mineur, aneantit auſſi celle de ſa Caution. II. 545
Cautions des Fermiers & autres Traitans. IV. 125
Cautionnement. Si la recommandation & le conſeil ſont un Cautionnement. II. 267
Cens, ſon privilege II. 217.

Ceſſion. Si la Ceſſion de biens fait un païement en autre choſe que ce qui eſt dû. II. 487
Ceſſion de biens ce que c'eſt. II. §16. 519
Si elle acquitte le debiteur. II. §19
Si elle comprend les biens acquis au debiteur. II. §20
Ce que doit faire le debiteur qui eſt reçu à la ceſſion de biens. II. §21
Si la Ceſſion dépoüille d'abord celui qui la fait, de la proprieté de ſes biens. II. §21
Si la Ceſſion de biens décharge les Cautions. II. §21
Si la Ceſſion de biens faite à quelques créanciers a ſon effet à l'égard des autres. II. §22
Chancelier de France, ſa dignité. IV. 292
Sa juriſdiction. V. 49
Chanoines des Egliſes Cathedrales, leur dignité. IV 320
Obligez à la reſidence. IV. 340
Chanoines Reguliers. IV. 327
Chapitre. Voïez *Communautez.*
Charges dans les teſtamens ce que c'eſt. III. 422
En quelles manieres les charges peuvent être conçuës. III. 424
Quel eſt leur effet. IV. 257
Charges municipales. Rang & preſſéance entre perſonnes appellées aux Charges municipales. IV. 303
Charges municipales quelles elles ſont. IV. 430. V. 13.
Combien il y en a de ſortes. IV. 431
Difference entre ces charges & les autres. IV. 431
Comment ſe fait la nomination à ces Charges. IV. 431. 433. 445
Quelles perſonnes en ſont capables. IV. 432
Quelles perſonnes ne peuvent y être appellées. IV. 433
Cauſes d'exemptions. IV. 433. *& ſuiv.*
Excluſion des Charges par indignité. IV. 443
Charges compatibles. IV. 444
On eſt contraint à exercer les Charges, quand on y eſt appellé. IV. 445
Celui qui n'uſe pas de ſon exemption, n'en perd pas le droit pour un autre cas. IV. 446
La Charge ne paſſe pas à l'heritier de celui qui meurt ſans l'exercer. IV. 446
Charges. Difference entre les Charges & les Offices. V. 12. 13
Caractere des Charges que le Roi donne. V. 17
Charges Eccleſiaſtiques, autres que celles des Officialitez. V. 18
Deux eſpeces de Charges qu'on tient du Roi. V. 81
Charges dont les fonctions ſont mêlées. V. 25. *& ſuiv.*
Charges compatibles & incompatibles. V. 32
Quelle difference il y a entre les Charges & les commiſſions. V. 33
Trois eſpeces generales de fonctions de Charges. V. 36. *& ſuiv.*
Ce que c'eſt que la dignité & l'autorité des Charges. V. 57
Differens degrez de dignité & d'autorité, & divers uſages de l'une & de l'autre V. 57
Uſage de la dignité & de l'autorité dans les Charges qui paroiſſent n'en point avoir. V. 58
Droit & devoir d'exercer les fonctions des Charges. V. 60

Charges qui donnent le droit de *Committimus*. V. 66
En quoi consiste l'application aux fonctions des Charges. V. 78
Chasse, son droit. II. 427
Sa police. IV. 231. 242
Chemin. Si les heritages separez par un grand chemin se confinent l'un l'autre. II. 97
Usage public des grands chemins. IV. 230
Trois sortes de chemins. IV. 238
En quoi consiste la police des grands chemins. IV. 239
Cherté. Qu'est-ce qu'on appelle *Cherté*. IV. 217
Cause de la Cherté. IV. 218
Si on peut empêcher l'augmentation du prix dans la disette. IV. 218.
Précautions en cas de disette. IV. 219
Cheval. Dommage causé par un Cheval fougueux. II. 120
Par des Chevaux qui mordent. II. 121
Cheval legué qui s'échappe avant la mort du testateur. III. 642
Chevaliers de Malte, s'ils sont Religieux. IV. 329
Leur rang. IV. 329
Chevaliers des Ordres du Roi. IV. 354
Chien. Dommage causé par un Chien qui a coûtume de mordre. II. 121
Chirurgien, son devoir. IV. 499
Choix, Voïez *Legs*.
Choses. Comment les Loix regardent les choses. I. 52
Choses communes à tous. I. 53
Choses publiques, des Villes & autres lieux. I. 53. 54
Distinction des choses qui sont en commerce, & de celles qui n'y entrent point. I. 57
Quelles Choses sont destinées au culte divin. I. 57
Choses corporelles & incorporelles. I. 58
Quelles Choses ne peuvent être venduës. I. 148
Si les Choses dont le commerce est défendu, peuvent être venduës. I. 149
Comment s'estime la juste valeur d'une chose, pour regler s'il y a lesion. I. 151
Quelles Choses ne peuvent se prêter à usage. I. 229
Comment une Chose peut être commune à plusieurs personnes sans convention. II. 87
Engagemens pour la Chose commune. II. 88. 89. *& suiv.*
Deterioration de la Chose commune. II. 90
Si aucun des proprietaires d'une Chose commune peut y faire du changement. II. 91
Peine de celui qui y fait du changement sans necessité, malgré les autres. II. 91
A leur insçu. II. 91
Changement souffert quoique nuisible. II. 92
Liberté de partager la Chose commune. II. 92
Ce qu'on peut faire, lorsque la Chose commune ne peut se diviser. II. 92
A qui doivent être laissez les titres des Choses communes. II. 94
Quelles Choses ne peuvent pas être mises en partage. II. 94
Si les Choses acquises par de mauvaises voïes entrent en partage. II. 95.
Differentes manieres d'avoir la

Choſe d'autrui ſans convention. II. 101
A quoi eſt obligé celui qui ſe trouve en poſſeſſion d'une choſe appartenante à un autre. II. 106
Sans même quelque juſte cauſe. II. 106
Engagemens de celui qui a quelque choſe d'une autre perſonne, ſans convention. II. 110
Si l'augmentation arrivée à la Choſe pendant la poſſeſſion de celui qui eſt obligé de la rendre, appartient au proprietaire. II. 112
A quoi eſt tenu celui qui a aliené la choſe d'un autre, croïant de bonne foi en être le maître. II. 112
Si le maître de la Choſe doit ce qui a été dépenſé pour la conſerver. II. 112
A quoi eſt obligé celui qui trouve une Choſe perduë. II. 140. 146
Melange de Choſes appartenantes à divers maîtres. II. 143
A quoi eſt obligé celui à qui on rend une Choſe perduë. II. 147
A qui appartient une Choſe abandonnée. II. 428
Perduë & dont on ne peut découvrir le maître. II. 428
Si les Choſes perduës & celles qu'on jette à la mer dans un peril de naufrage, ſont abandonnées. II. 439
Toutes Choſes ſont neceſſaires pour quelque uſage. IV. 216
Quelles ſont les Choſes neceſſaires pour les plus grands beſoins. IV. 217
Deux ſortes de Choſes deſtinées aux uſages communs des hommes. IV. 228
Clauſes reſolutoires & penales, ce que c'eſt. I. 96. 174
Si elles s'executent toûjours à la rigueur. I. 96
Quel eſt l'effet des Clauſes reſolutoires. I. 107. 139. 174.
Clauſe codicillaire, ce que c'eſt. III. 343. 464.
Ce qu'elle renferme. III. 344.
Son origine. III. 345
Son uſage. III. 346. *& ſuiv.*
Si l'expreſſion du teſtateur doit avoir l'effet d'une Clauſe codicillaire. III. 352
Clauſe derogatoire, ce que c'eſt. III. 355
En quoi conſiſte ſon utilité. III. 358
Clergé, ſa dignité. IV. 284.
Caractere qui diviſe l'ordre du Clergé. IV. 291
Etat Eccleſiaſtique appellé *Clergé*. IV. 314.
Ce qui eſt compris ſous ce mot. IV. 315
Sa ſignification. IV. 317
Pourquoi le Clergé ne doit pas être mis au nombre des Communautez. IV. 398
Coobligé. Si les Coobligez ſolidairement peuvent païer les uns pour les autres. II. 489
Codicilles, quelles diſpoſitions ce ſont. III. 550
Deux caracteres qui les diſtinguent des Teſtamens. III. 550
Ce que c'eſt que Codicille. III. 551
Ce qui eſt requis pour faire un Codicille. III. 551
S'il eſt libre de faire un Codicille avec un teſtament ou ſans teſtament. III. 552
Quelle difference il y a entre un Codicille & un teſtament. III. 552

Si on peut faire plusieurs codicilles. III. 553
Pourquoi le Codicille fait partie du testament, lorsqu'il y en a. III. 553
Si l'heritier legitime est chargé d'executer les Codicilles. III. 553
Difference entre deux sortes de Codicilles. III. 554
Si le Codicille ne laisse pas d'avoir son effet, quoi qu'il ne soit pas confirmé par le testament. III. 554
Si on peut imposer par un Codicille une condition d'où dépende l'institution d'heritier. III. 555
Quel nombre de témoins est requis pour la validité d'un Codicille. III. 555
Regles des testamens qui conviennent aux Codicilles. III. 555
Quelles causes annullent les Codicilles. III. 556. *& suiv.*
Si un Codicille est annullé par la naissance d'enfans. III. 557
Quelle difference il y a entre un Codicille & une donation à cause de mort. III. 562. Voïez *Testament.*
Coheritiers d'une même succession, comment sont liez. II. 87
Quels sont les engagemens des Coheritiers entr'eux. III. 134. *& suiv.*
Collateraux, pourquoi ainsi appellez. xvij III. 5. 7. 262
Succession des Collateraux. III. 5
Diverses lignes de Collateraux. III. 221. 225
Comment se regle la proximité des degrez des Collateraux. III. 226
Situation des lignes des Collateraux. III. 226
Qui sont ceux qu'on appelle *Collateraux.* III. 262
Entre Collateraux qui sont les plus proches? III. 262. 263
Distinction à faire entre les Collateraux d'une personne. III. 265
Tous Collateraux viennent à une succession, selon leurs degrez de proximité. III. 272
Collecteurs des Tailles, leur devoir. IV. 149
Colleges, leur établissement. IV. 415
Voïez *Communautez.*
Collegiales. Eglises Collegiales pourquoi établies? IV. 326. 327
Commerce d'un païs à un autre, ses bons effets. IV. 210
Ce que c'est que le Commerce. IV. 210
Il faut faire le Commerce avec les Etrangers par des marchandises tant qu'il se peut. IV. 210
Utilité de ce Commerce. IV. 211
Choix des Commerces avec les Etrangers. IV. 211
Deux manieres du Commerce pour les choses qui viennent des païs étrangers. IV. 211
S'il est plus utile d'attirer les Etrangers, que d'aller chez eux. IV. 212
Commerces illicites avec les Etrangers. IV. 212
Besoin du Commerce. IV. 270
Rang de ceux qui exercent le Commerce. IV. 288
Distinction entre les Marchands. IV. 293
Comment se definit le Commerce. IV. 369.
Deux manieres de Commerce. IV. 369.
Sa necessité. IV. 369
Pourquoi le Commerce ne s'étend pas aux ventes & aux échanges des immeubles. IV. 369

Trois ſortes de perſonnes qui font differemment Commerce de diverſes choſes. IV. 370. *& ſuiv.*
Utilité du Commerce. IV. 371
Divers reglemens en faveur du Commerce. IV. 372
Commis. Voïez *Prépoſé.*
Commiſſion. Voïez *Procuration.*
Committimus. Charges qui donnent le droit de *Committimus.* V. 66
Comparaiſon, ſon uſage. IV. 117
Compenſation, ce que c'eſt. II. 499
Pourquoi l'uſage des Compenſations eſt neceſſaire. II. 499
Comment ſe fait la Compenſation. II. 499. 500
Si le Juge peut Compenſer d'office. II. 501
Entre quelles perſonnes ſe peut faire la Compenſation. II. 501
Ce qui eſt requis pour Compenſer. II. 502
Quelles dettes n'entrent point en Compenſation. II. 502. *& ſuiv.*
S'il y a Compenſation contre les redevances, pour des charges publiques. II. 503
Si le preſt & le dépoſt ſe Compenſent. II. 503
Si la Compenſation a lieu dans les crimes & délits. II. 504
Complices de fraudes, à quoi ſont tenus. II. 164
Compromis, leur uſage. I. 440
Ce que c'eſt que le Compromis. I. 442
Comment les procedures ſe font dans les Compromis. I. 442
Quel eſt l'effet du Compromis. I. 442
En quel tems & comment il finit. I. 442
Sur quelles choſes on ne peut Compromettre. I. 442. 443
Si le mineur peut être relevé d'un Compromis. II. 541
Communautez qui ont nommé des Syndics, ſi elles ſont tenuës de ratifier ce qu'ils ont bien geré. II. 71
D'alloüer les dépenſes raiſonnables. II. 72
Bornes de leurs engagemens. II. 72
Si ces engagemens ſe diviſent entre ceux qui compoſent la Communauté. II. 73
Si les Communautez peuvent ſucceder par teſtament. III. 56
Si on peut leguer à une Communauté. III. 576
Comment ſe définiſſent les Communautez. IV. 397
Combien il y a de ſortes de Communautez. IV. 397. 404
Quel eſt leur uſage. IV. 397
Communautez ſont partie du corps de l'Etat. IV. 398
Pourquoi le Clergé ne doit pas être mis au nombre des Communautez Eccleſiaſtiques. IV. 399
Communautez des Villes & des autres lieux. IV. 400
Compagnies de Juſtice, au nombre des Communautez. IV. 400
Autres ſortes de Corps & Communautez. IV. 401
Par qui les Communautez doivent être permiſes. IV. 402
Si les Communautez tiennent lieu de perſonnes. IV. 403
Si les changemens des perſonnes changent les Communautez. IV. 403
Ce qui eſt commun à toutes les Communautez. IV. 405
De quelles perſonnes ſont compoſées les Communautez. IV. 405
En quel ſens chacun ne peut être que d'une Communauté. IV. 406

A qui appartiennent les biens & les droits des Communautez. IV. 406
Peuvent nommer des Syndics pour leurs affaires. IV. 407
Comment se font les deliberations des Communautez. IV. 408
Difference entre les Corps de villes & les autres sortes de Communautez. IV. 409
Communautez Ecclesiastiques & Laiques, quelles. I. 50
Qui a le droit de donner aux Communautez la liberté de posseder des biens & de les amortir. IV. 45
Communautez Ecclesiastiques, pourquoi appellées *Regulieres*. IV. 327
Trois sortes de Communautez Ecclesiastiques. IV. 399
Leur rapport à la police temporelle. IV. 399
Concierges, quels Officiers ce sont. V. 130.
Quelles sont leurs fonctions. V. 130. *& suiv.*
Condamnation. Comment peut cesser l'effet de la Condamnation. III. 78
Difference entre le Droit Romain & les Ordonnances, en ce qui regarde l'usage des Condamnations. III. 78
Combien il y a de sortes de Condamnation. III. 78
Condamnez à mort, s'ils sont capables de succeder. III. 56. 59. 62. 76. 77
Si les Condamnez à mort ont des heritiers. III. 92
A qui appartient les biens des Condamnez à mort. III. 139
Si les Condamnez à mort peuvent tester. III. 316
S'ils peuvent recevoir par testament. III. 319
Conditions, ce que c'est. I. 89
Combien il y a de sortes d'évenemens prevûs par les Conditions. I. 90
Combien il y a de sortes de Conditions. I. 90. 91
Condition d'où dépend l'accomplissement d'une convention. I. 91
Quel est l'effet de l'évenement de cette Condition. I. 91
Condition de laquelle dépend la resolution d'une convention. I. 92
Quel est l'effet de l'évenement de cette Condition. I. 92
Comment ce regle ce qui arrive ou avant ou aprés l'évenement de la Condition. I. 92
Quelles Conditions ont d'abord leur effet. I. 93
Si les Conditions impossibles annullent les conventions où on les ajoûte. I. 94
Si l'effet des Conditions passe aux heritiers. I. 94
Si les Conditions indépendantes du fait des contractans ont d'abord leur effet. I. 94
Si les Conditions qui dépendent du fait des contractans peuvent souffrir délai. I. 95
A quoi est obligé celui qui empêche que la Condition ne soit accomplie. I. 96
Si celui qui doit accomplir une Condition, peut profiter de l'inexecution. I. 143
Conditions dans les testamens, ce que c'est. III. 421
Etenduë de ce mot. III. 423. 424
Combien il y a de sortes de Conditions. III. 430
Autres especes de Conditions par rapport au tems. III. 431. 432

Conditions impoſſibles. III. 433. 434
Conditions qui bleſſent les bonnes mœurs. III. 435
Une ou pluſieurs Conditions d'une ſeule diſpoſition. III. 436
Conditions qui dépendent du fait de l'heritier ou du legataire. III. 437
Condition de ne pas faire quelque choſe. III. 438
Conditions dépendantes du fait de l'heritier ou du legataire. III. 438
Conditions qui dépendent du fait de tierces perſonnes. III. 438
Conditions qui dépendent de combinaiſons de faits & d'évenemens. III. 439
Conditions qui dépendent du fait de celui qui en eſt chargé, & du fait d'autres perſonnes. III. 439. 440
Condition qui dépend entierement du fait d'un tiers. III. 440
Condition qui quoique dépendante du fait d'autres perſonnes, doit être accomplie. III. 440. 441
Regle pour les Conditions qui dépendent en partie du fait de ceux à qui elles ſeroient impoſées, & en partie d'ailleurs. III. 442
Regle pour diſtinguer les diſpoſitions Conditionelles de celles qui ne le ſont point. III. 443
Si une Condition peut ſe trouver accomplie, le teſtateur étant vivant. III. 445
Ce qu'il faut faire lorſqu'il y a un terme joint à la Condition. III. 446
Si les Conditions peuvent ſe diviſer. III. 446
Si la Condition impoſée à pluſieurs peut ſe diviſer entr'eux. III. 447
Si la Condition, *Si le teſtateur mourroit ſans enfans* eſt arrivée, lorſque le pere & le fils meurent en même tems. III. 448
Diverſes manieres de pourvoir à l'execution des Conditions & autres diſpoſitions. III. 449
Si une Condition injuſte, malhonneſte ou impoſſible ſuſpend le legs. III. 634
Condition. Divers caracteres des Conditions. IV. 252. 259
Fondemens des diſtinctions des Conditions. IV. 248. 250
Difference entre l'état des perſonnes & leur Condition ou profeſſion. IV. 250
Entre la Condition & la profeſſion. IV. 250
Ce que c'eſt que la Condition. IV. 251
Confeſſion de la partie, ſi elle ſert de preuve. II. 395
Confeſſion par une erreur de fait & de droit. II. 395
La Confeſſion de la partie n'eſt pas toûjours une preuve certaine. V. 234
Confin. Diſtance requiſe du Confin pour planter, bâtir ou faire d'autres ouvrages. II. 96 98
Le Confin ne ſe juge qu'aprés la poſſeſſion. V. 98
A quoi eſt tenu celui qui a uſurpé ſur ſon voiſin au dela des confins. V. 99
Comment doivent être reglez les confins de deux heritages, devenus incertains. V. 99
Confiſcation, ce que c'eſt. III. 28 III. 339. IV. 170.
A qui appartient la Confiſcation des biens des condamnez à des peines. IV. 52. 160

Combien il y a de sortes de Confiscation. IV. 171
Si les amendes peuvent être mises au rang des Confiscations. IV. 171
Comment les Confiscations & amendes sont acquises. IV. 172
Congé. Trois sortes de Congé pour les soldats. IV. 94
Conseils. Difference entre les Conseils & les avis. IV. 67
Voïez *Avis.*
Conseil du Prince, son rang. IV. 285
Subordination de ceux qui le composent. IV. 291
Consentement extorqué par menaces ou autres mauvaises voïes, s'il est nul. I. 504. 505
Consignation en cas de refus de creancier de recevoir son païement, permise au debiteur. II. 236
En quel cas la Consignation est permise au debiteur. II. 486
Consuls, leurs fonctions. IV. 418
Contestations des parties, de deux sortes. V. 234
Contrat. Origine & usage du Contrat de vente. I. 110
Ce que c'est que le Contrat de vente. I. 111
Quels engagemens forme le Contrat de vente. I. 112
Si les Contrats des rentes constituées à prix d'argent, sont usuraires. I. 260
Contre-Lettres, ce que c'est. II. 366
Si elles peuvent nuire aux tierces personnes. II. 366
Contribution pour la perte de ce qu'on jette à la mer dans un peril de naufrage. II. 140. 148
Sur quel pied se fait cette Contribution. II. 150 *& suiv.*
Si le Vaisseau étant peri, il n'y a point de Contribution. II. 152
Contributions pour les dépenses de l'Etat, sur qui peuvent être prises. IV. 97
Diverses sortes de Contributions. IV. 103. 106
Il n'y a que le Souverain qui puisse ordonner & regler les Contributions. IV. 104
Les Contributions pour les dépenses des Villes doivent être permises par les Souverains. IV. 105
Comment s'imposent les Contributions personnelles. IV. 112
Si toutes personnes sont sujettes aux Contributions personnelles & réelles. IV. 136
Convention. S'il est permis de se lier par toute sorte de Conventions. xxvij
Quelle est la nature des Conventions. I. 61
Leur usage. I. 61
Diverses especes de Conventions. I. 62
Signification du mot *Convention.* I. 63
Ce que c'est que la Convention. I. 64
Quelle est la matiere des Conventions. I. 64
Combien il y a de sortes de Conventions. I. 64
Aucune Convention n'oblige sans cause. I. 65
En quelles choses l'acceptation forme la Convention. I. 65
Quelles Conventions ont un nom propre. I. 66
Si toutes Conventions ont toûjours leur effet. I. 66
Comment s'accompliſſent les Conventions. I. 66

Quelles Conventions obligent par la choſe. I. 66
Comment ſe donne le conſentement qui fait la Convention. I. 67 71. 72
Comment ſe font les Conventions par écrit. I. 67
Comment on peut prouver une Convention ſans écrit. I. 67
Si les Conventions pardevant Notaires portent leur preuve. I. 68
Si on peut verifier la ſignature d'une Convention ſous ſeing privé. I. 68
Quand s'accompliſſent les Conventions pardevant Notaires. I. 68
Si des Conventions peuvent ſe faire entre des abſens. I. 68
Si les Conventions ſont arbitraires, & ſi toutes perſonnes peuvent en faire. I. 70
Comment les Conventions doivent être faites. I. 70
Si on peut faire des Conventions pour d'autres. I. 71
Si les Conventions tiennent lieu de Loix. I. 72
Quelles regles il faut obſerver pour l'interpretation des Conventions. I. 72. 73
Où les Conventions ont leurs bornes. I. 76
Comment ſe doivent interpreter les Conventions judiciaires. I. 77
Combien il y a de ſortes d'engagemens dans les Conventions. I. 78
Si l'execution des Conventions eſt reciproque. I. 79
Quelles ſont les peines de l'inexecution des Conventions. I. 80
Ce qu'il faut faire lorſque dans une Convention on a omis d'exprimer le terme & le lieu du païement. I. 80. 81
Suite naturelle de pluſieurs Conventions. I. 82
Si dans les Conventions où il faut faire quelque eſtimation, l'arbitrage doit être ſuivi. I. 83
La bonne foi doit être entiere en toute ſorte de Conventions. I. 84
En quel ſens il faut entendre, qu'on peut dans les Conventions ſe tromper l'un l'autre. I. 86
En quels cas les Conventions ne doivent pas être d'abord reſoluës. I. 86
La liberté eſt indefinie dans toute ſorte de Conventions. I. 88
Exceptions. I. 89
S'il dépend de celui qui n'execute point ce qu'il a promis, de reſoudre la condition par l'inexecution. I. 97
Si on peut faire une Convention ſur l'avenir incertain. I. 97
Quelles Conventions ſont nulles. I. 99
Si les Conventions nulles dans leur origine, ſont reputées nulles, quoi que leur nullité ne ſoit pas encore reconnuë. I. 99
Comment les Conventions ſont nulles. I. 99
Quelles perſonnes ſont incapables de contracter. I. 100
Combien il y a de ſortes de nullitez dans les Conventions. I. 100
Quelles Conventions peuvent être declarées nulles de la part d'un des contractans. I. 101
Si les Conventions, ſujettes à être annullées par l'incapacité des perſonnes, peuvent être validées dans la ſuite. I. 101
Quelles choſes peuvent annuller

les Conventions. I. 102
Si les Conventions des choſes qui ne ſont pas en commerce, ſont nulles. I. 102
Si une Convention peut être annullée par le changement de la choſe venduë. I. 102. 103
Quel eſt l'effet des Conventions nulles par le fait de l'un des contractans. I. 103
Suites des Conventions annullées. I. 103
Que doit faire celui qui ſe plaint d'une convention nulle. I. 104
Si les Conventions nulles ſont inutiles aux tierces perſonnes qui en devoient profiter. I. 104
Quelle difference il y a entre la nullité & la reſolution des Conventions. I. 105
Comment les Conventions qui ont ſubſiſté, peuvent ſe reſoudre. I. 105
Si les dernieres Conventions ont tel effet que veulent les contractans. I. 106
Si les nouvelles Conventions peuvent faire préjudice au droit acquis par les premieres à de tierces perſonnes. I. 106
Si les Conventions peuvent être reſoluës par l'évenement d'une condition. I. 107
Conventions où il entre clauſe reſolutoire. I. 107
Reſolution Conventionelle. I. 107
En quel cas les Conventions où il y a dol, ſont reſoluës & annullées. I. 107
Si la ſimple leſion, ſans dol, ſuffit pour reſoudre la Convention. I. 107
Quels évenemens reſolvent les Conventions. I. 108
Si l'inexecution des Conventions peut donner lieu à la reſolution. I. 108
Quels ſont les effets de la reſolution des Conventions. I. 109
Si les reſolutions acceſſoires ſe reſolvent avec les principales. I. 109
Autorité de la juſtice pour reſoudre les Conventions. I. 109
Si la Convention qui regle ſur qui la perte doit tomber, doit être obſervée. I. 145
Vices des Conventions. I. 488 *& ſuiv.*
Si le dol ſuffit toûjours pour annuller les Conventions. I. 490
Quelles Conventions ſont toutes nulles. I. 491
Si l'erreur de fait empêche que la Convention ait ſon effet. I. 495
Conventions illicites, ce que c'eſt. I. 511
Comment une Convention eſt contraire aux loix. I. 512
Comment les Conventions illicites ſont puniſſables. I. 512
Effets des Conventions illicites. I. 513
Si les vices des Conventions ſont des cauſes de reſciſion pour les majeurs. II. 553. *& ſuiv.*
Cotiſation. Quelles perſonnes ſont ſujettes à la Cotiſation. IV. 113
Comment les Cotiſations doivent ſe faire. IV. 113
Où chacun doit être Cotiſé. IV. 114
Si la Cotiſation au lieu de domicile ſe peut faire pour les biens ſituez ailleurs. IV. 114
Equité qu'on doit obſerver dans les Cotiſations. IV. 115
Par qui ſe font les Cotiſations des particuliers. IV. 115

Conditions qui ſe font d'office. IV. 116
On peut ſe pourvoir pour faire moderer la Cotiſation. IV. 116
Effet de la Cotiſation. IV. 117
Autre voïe de ſe pourvoir en moderation. IV. 117
Voïez *Impoſitions*.
Courretiers, leur fonction. I. 485
Couſin, que comprend ce mot. III. 264
Coûtumes regardées comme Loix arbitraires. lxiv.
Ce que c'eſt que les Coûtumes. lxxxvij.
Leur autorité. cj
D'où les Coûtumes tirent leur autorité. I. 9
Quand les Coûtumes voiſines & celles des principales Villes ſervent de regle aux autres lieux. I. 29
Créanciers, leurs droits ſur les biens de leurs debiteurs. I. 180
A qui ſe donne le nom de *Créancier*. I. 261
Si le Créancier peut ſtipuler moins qu'il n'a prêté. I. 263
Si le Creancier peut être nommé curateur aux biens abandonnez d'un debiteur. II. 62
Comment eſt revoqué tout ce que font les debiteurs pour fruſtrer leurs Creanciers. II. 157
Creancier qui reçoit de ſon debiteur, ce qui lui eſt dû, ne fait point de fraude. II. 163
Hypotheque du Creancier ſur toutes les portions des heritiers du debiteur. II. 180
Si le Creancier qui a droit de joüir d'un fonds hypothequé, peut le bailler à ferme. II. 186
Que peut faire le Creancier qui a pris un gage qui ne ſuffit pour ſon païement. II. 187
Si le Creancier peut, par voïe de fait, ſe ſaiſir d'un gage. II. 192
S'il eſt obligé de diſcuter les biens reſtez à ſon debiteur, avant que d'inquieter les tiers detenteurs. II. 195
Comment le Creancier ſubſequent s'aſſure l'hypotheque. II. 197. 198
S'il eſt au choix du Creancier d'exercer ſon hypotheque ſur celle qu'il voudra de pluſieurs choſes hypothequées pour une ſeule dette. II. 200
Si le debiteur eſt tenu de rembourſer au Creancier les dépenſes qu'il a faites pour la conſervation du gage. II. 204.
Comment un Creancier peut être mis en poſſeſſion du gage. II. 206
Droit du Creancier borné à celui qu'avoit le debiteur. II. 206
Quels doivent être les ſoins du Creancier pour le gage qui eſt en ſa puiſſance. II. 207
Si le Créancier répond du gage qui eſt en ſa puiſſance, lorſqu'il vient à perir par cas fortuit. II. 208
Si le Creancier qui ſe ſert du gage contre le gré du maître, commet un larcin. II. 208
A quoi eſt tenu le Creancier qui reçoit de la vente du gage plus qu'il ne lui eſt dû. II. 208
Engagement du Creancier dans l'antichreſe. II. 208
Combien il y a de ſortes de Creanciers. II. 210
Quels ſont leurs privileges. II. 210
Si entre Creanciers privilegiez il y a priorité de tems. II. 212
Concurrence de Creanciers pour

divers dépôts. II. 224
Préference entre creanciers privilegiez. II. 225
Trois ordres des Creanciers. II. 226
Comment on peut acquerir sans autorité de justice le droit d'un Creancier & son hypotheque. II. 231
Si celui qui païe un Creancier privilegié, succede à son privilege. II. 232
Si le Creancier qui païe un autre Creancier plus ancien que lui, succede à son hypotheque. II. 233
Si le Creancier qui saisit les droits & actions de son debiteur, est subrogé à ses hypotheques & privileges. II. 233
Si le Creancier perd son hypotheque sur le fonds que son debiteur lui avoit hypothequé, lorsqu'il vient à perdre le droit qu'il y avoit. II. 236
Si le Creancier qui consent à l'alienation du fonds engagé, perd son hypotheque s'il ne la reserve. II. 239
Si le Creancier qui consent que son gage soit obligé à un autre, est censé remettre son droit. II. 239
S'il rentre dans son droit, l'alienation aïant été annullée. II. 240
Comment se doit entendre le consentement du Creancier à l'alienation. II. 240
Si le Creancier peut être contraint à diviser sa dette. II. 483
Si l'un des Creanciers qui peut recevoir, peut innover. II. 510
Ce que peut faire le Creancier à qui son debiteur en delegue un autre. II. 513
Si en cas de déconfiture le Creancier saisi d'un gage, y est preferé. II. 523
Preference des Creanciers du défunt à ceux de l'heritier, sur les biens de l'heredité. III. 112
Preference des Creanciers de l'heritier à ceux du défunt sur les biens de l'heritier. III. 113
Contribution entre les Creanciers qui n'ont ni hypotheque, ni privilege. III. 113
Concurrence entre les Creanciers du défunt sur les biens de l'heritier. III. 114
Si un Creancier peut leguer à son Debiteur tout ce qu'il lui doit, ou une partie. III. 584
Crimes & delits infinis. xxxvj
De quelles voïes on se sert pour les punir. xxxvj
Si dans les Crimes & delits la compensation a lieu. II. 504
A qui appartient le droit de regler les peines des Crimes. IV. 42
Punition des Crimes qui blessent les Loix de l'Eglise. IV. 542
Ce que l'on entend communément par le mot *Crimes*. V. 166 *& suiv.* 197. 201.
Caractere de chaque Crime. V. 204
Crimes qu'on ne peut commettre que par dessein prémedité. V. 204
Criminel. Deux manieres dont l'Officier public doit poursuivre la punition du Criminel. V. 207
Culte divin, & les choses qui lui appartiennent. I. 57
Curateurs, s'ils peuvent acheter les biens de ceux qui sont sous leur charge. I. 147
Si le Curateur du prodigue & de l'insensé peut interrompre la socie-

té. I. 324
Curateurs des insensez. II. 57 & suiv.
Quelles infirmitez demandent un Curateur. II. 59
Curateurs des prodigues interdits. II. 60
Aux biens d'un absent. II. 61
A l'enfant qui n'est pas encore né. II. 61
A une succession. II. 61
Aux biens vacans. II. 62
Si un des creanciers peut être nommé pour Curateur aux biens abandonnez d'un debiteur. II. 62
Quel est le pouvoir des Curateurs. II. 62
A quoi ils sont obligez. II. 63
Quelle difference il y a entre les engagemens des Curateurs & ceux des tuteurs. II. 63
Leur action pour le recouvrement de leur dû contre les personnes. II. 64. 65
Action du Curateur dont la charge est finie. II. 65
Quel est l'effet de cette action. II. 5
Hypotheque des Curateurs sur les biens des personnes pour qui ils ont geré. II. 66
Comment un Curateur se rend participant de fraude. II. 165
Si les Curateurs peuvent païer & recevoir des païemens. II. 492
Si les Curateurs peuvent faire des novations. II. 509
Si le Curateur à une succession vacante represente l'heritier. III. 143
Si on peut nommer un Curateur pendant que l'heritier delibere. III. 148
Curateur à l'enfant à naître. III. 207

D

DEBITEUR, qui on appelle ainsi ? I. 261
A quoi le Debiteur est obligé dans le prest d'argent. I. 263
Si les Debiteurs qui acquittent volontairement des dettes qu'ils auroient pû faire annuller en justice, peuvent les repeter. II. 107
Comment est revoqué tout ce que les Debiteurs font pour frustrer leurs creanciers. II. 157
Peines du Debiteur qui fraude les creanciers. II. 165
Si le Debiteur qui a hypothequé une chose, ou qui l'a donnée en gage, peut la dégager sans le consentement de son creancier, en donnant une autre de même valeur, ou en donnant caution. II. 201
Si le Debiteur est tenu de rembourser au creancier les dépenses qu'il a faites pour la conservation du gage. II. 204
Si le Debiteur qui donne en gage une chose pour une autre, commet un stellionat. II. 205
Si le Debiteur peut reprendre le gage sans le consentement du creancier. II. 206
Ce que doit faire le Debiteur qui veut retirer son gage. II. 236
Si le Debiteur est obligé d'indemniser le fidejusseur. II. 275
Si le Debiteur doit l'interest de l'interest. II. 316
Si tout Debiteur peut païer avant le terme. II. 479
En quel cas il est permis au Debiteur de consigner. II. 486
Debiteur qui de l'argent d'un autre païe pour soi-même au crean-

cier commun. II. 491
Ce que doit faire le Debiteur reçu à la ceſſion de biens. II. 521
Si le legs d'une ſurſéance à un Debiteur le décharge des intereſts. III. 586
Débordement. A qui appartient ce qui eſt laiſſé dans un heritage, par un Débordement. II. 140
Decimes, ce que c'eſt. IV. 100
Decimes & ſubventions. IV. 552
Déconfiture, ce que c'eſt. II. 553
Si en cas de Déconfiture le creancier ſaiſi d'un gage y eſt préferé. II. 523
Decrets, s'ils font ceſſer les ſervitudes. I. 432
Défendeur, à qui on donne ce nom. V. 221
Défenſes tacites. I. 31
Degré, voïez *Parenté.*
Délai pour païer ou pour faire autre choſe, quand eſt cenſé expiré? I. 81
Delais arbitraires pour l'execution des conventions. I. 86
Delegation, ſi elle eſt un païement. II. 484
Ce que c'eſt que Delegation. II. 512
Quelle difference il y a en la Delegation & la novation. II. 512
Entre la Delegation & le tranſport. II. 512. 513
Si la Delegation fait une eſpece de novation. II. 514
Delits. Ce que l'on entend communément par le mot *Delits.* V. 166 *& ſuiv.* 197. 201.
Voiez *Crimes.*
Delivrance, ce que c'eſt. I. 115
Comment ſe fait la Delivrance des meubles. I. 115. II. 434.
Des immeubles. I. 116. II. 435.
Des choſes incorporelles. I. 117
Quels ſont les effets de la Delivrance. I. 117. *& ſuiv.*
En quel temps la Delivrance doit être faite. I. 120
Quel eſt le lieu de la Delivrance. I. 120
Si l'acheteur peut demander des dommages & intereſts pour le retardement de la Delivrance. I. 120
Comment ſe fait la Delivrance de ce qui conſiſte en droits. II. 436
Deluge mit le Genre humain dans le même état où l'avoit mis la Création. IV. 7
Demande, Si la Demande en juſtice interrompt la preſcription. II. 470. 471
Demandeur, à qui on donne ce nom. V. 221
Demence. Comment la Demence & l'imbecillité ne change pas l'état. I. 42
Demence d'un majeur où doit être prouvée. II. 58
Demence par intervalles. II. 59
Deniers publics, de deux ſortes. IV. 142
Impoſitions & levées des Deniers publics. IV. 412
Denrées, leur vente. I. 178
Changement de la valeur des Denrées. IV. 264
Comment ſe fait l'impoſition ſur les Denrées. IV. 108
Si elle eſt fixe. IV. 109 *& ſuiv.*
Comment s'appellent les impoſitions ſur les Denrées. IV. 122
Comment ſe levent ſes droits. IV. 122
Comment ſe reglent les doutes, ſi les

les Denrées ſont ſujettes au droit. IV. 123
Difference entre les impoſitions ſur les Denrées, & celles qui ſe prennent ſur les perſonnes & ſur les immeubles. IV. 124. 131
Comment ſe donnent les droits ſur les Denrées. IV. 124
Lieu où ſe fait la levée des droits ſur les Denrées & marchandiſes. IV. 129
Si on peut abandonner les Denrées & marchandiſes pour le droit, ou le faire moderer. IV. 130
Si lorſqu'on fraude le droit, la marchandiſe eſt confiſquée. IV. 130
Si l'ignorance excuſe celui qui a fruſtré le droit. IV. 130
Comment ſont bornées les contributions ſur les denrées. IV. 136
Devoirs de ceux qui ſont prépoſez à la levée des contributions ſur les Denrées & marchandiſes. IV. 152
Dépens, ſorte de dommages & interêts. II. 309
Dépenſes neceſſaires. III. 184
Dépenſes qu'un heritier peut avoir faites dans les biens de l'heredité, de trois ſortes. III. 185 *& ſuiv.*
A qui appartient le droit de pourvoir aux Dépenſes que la guerre demande. IV. 51. 60
De regler les Dépenſes de l'Etat ſelon le beſoin. IV. 51
Devoir de contribuer aux Dépenſes de l'Etat. IV. 96
Diverſes ſortes de Dépenſes d'un Etat. IV. 96
Deux ſortes de fonds pour ces Dépenſes. IV. 97
Dépenſes publiques pour les neceſſitez des Villes & autres lieux. IV. 104
Depoſt, ſon uſage. I. 272
Si on peut Dépoſer des immeubles. I. 273
Dépoſt neceſſaire, ce que c'eſt. I. 274
Dépoſt des choſes ſaiſies. I. 274
Dépoſt chez les hôteliers. I. 275
Ce que c'eſt que le Dépoſt. I. 276
Si le Dépoſt doit être gratuit, I. 276
Si on peut Dépoſer la choſe d'un autre. I. 276
A qui doit être remis le Dépoſt de ce qui eſt à un autre. I. 276
Comment le Dépoſt peut être rendu à un autre qu'au maître. I. 277
Si le Dépoſt peut être retiré quand le maître veut. I. 277
En quel lieu la choſe Dépoſée doit être renduë. I. 278
Si tout ce que la choſe Dépoſée peut produire, eſt auſſi en Dépoſt. I. 278
Dépoſt avec liberté au depoſitaire d'uſer de la choſe Dépoſée. I. 278. 279
A qui doit être renduë la choſe Dépoſée appartenant à pluſieurs perſonnes. I. 279
Si celui des heritiers qui a reçu ſa portion d'un Dépoſt, le depoſitaire devenant inſolvable, eſt tenu de la rapporter à ſes coheritiers. I. 280
Qui de pluſieurs proprietaires d'un Dépoſt, peut le retirer. I. 280
Dépoſt fait pour l'intereſt du dépoſitaire. I. 281
Si on peut dépoſer des choſes qu'on ne montre point au dépoſitaire.

I. 281
Si on peut compenſer un Depoſt. I. 288. II. 503
Depoſt neceſſaire, ce que c'eſt. I. 291
Pourquoi eſt conventionnel. I. 291
Preference pour le Depoſt ſur les biens des depoſitaires publics. II. 222
Preference pour le Depoſt qui eſt en nature. II. 223
Si celui qui a changé la nature du Depoſt, perd ſon privilege. II. 223
Concurrence des creanciers pour divers Depoſts. II. 224
Depoſitaire, en quel cas tenu de l'argent dépoſé pour preſter. I. 265
Fidelité requiſe dans le Depoſitaire. I. 272
Depoſitaire qui uſe de la choſe depoſée contre le gré du maître. I. 281
Qui a fait quelque dépenſe pour la garder & tranſporter. I. 282
Pour s'en faire décharger. I. 283
Quel doit être le ſoin du Depoſitaire. I. 284
S'il eſt tenu de dol ou mauvaiſe foi. I. 284
Depoſitaire negligent. I. 285
S'il peut être déchargé, la choſe ſe perdant ſans ſa faute. I. 285
Convention pour la qualité du ſoin du Depoſitaire. I. 285
Depoſitaire qui n'a pas été prié, à quoi eſt tenu. I. 286
Depoſitaire qui a vendu le dépôt, & l'a racheté. I. 286
Retardement du Depoſitaire à rendre le dépôt. I. 286
Liberté qu'il a de le rendre en l'un de pluſieurs lieux. I 287
De quoi eſt tenu l'heritier du depoſitaire. I. 287
Heritier du Depoſitaire, vendant la choſe dépoſée. I. 287
Si le Depoſitaire peut retenir la choſe depoſée par compenſation. I. 288
Quelle difference il y a entre le Depoſitaire & le ſequeſtre. I. 289
Devoir du Depoſitaire dans le depôt neceſſaire. I. 291
Deſcendans, leur ſucceſſion. III. 5
Qui ſont ceux qu'on appelle *Deſcendans* ? III. 199
Si tous les Deſcendans ſont compris dans le nom d'*Enfans*. III. 199
Si les Deſcendans excluent les aſcendans des ſucceſſions. III. 209
Ligne des Deſcendans. III. 221
Difference entre les lignes des aſcendans & celles des Deſcendans. III. 224
Deshérence, ce que c'eſt IV. 53 160. 172
Si elle comprend tous les biens, meubles & immeubles. IV. 173
Deſignation dans les teſtamens, ce que c'eſt. III. 423
En quoi les Deſignations ſont diſtinguées des conditions. III. 427
Deſintereſſement commandé aux Juges. V. 106
Deſobeïſſance punie, quoi qu'elle ait eu un bon ſuccés. IV. 85
Deſtinations dans les teſtamens, ce que c'eſt. III. 422
En quelles manieres les Deſtinations peuvent être conçûës. III. 425
Detenteurs. Diſcuſſion des biens des debiteurs doit être préalablement faite avant que d'inquiéter les tiers Detenteurs. II. 106

Detention. Difference entre la poſſeſſion & la Detention. II. 409
Combien il y a de cauſes de la Detention. II. 410
Si la ſimple Detention d'une choſe, peut s'appeller *Poſſeſſion*. II. 418
Detention que le maître ne peut ôter. II. 421
Voïez *Poſſeſſion*.
Dettes paſſives, & autres charges de la ſocieté, ſur quoi s'acquitent. I. 307
A quelles choſes ſe donne le nom de *Dettes*. II. 478
Si le creancier peut être contraint de diviſer ſa Dette. II. 483
Si la Dette eſt acquitée, la choſe duë venant à perir ſans la faute du Debiteur. II. 485
S'il eſt permis au Debiteur de pluſieurs Dettes d'acquitter celle qu'il veut. II. 494
Quelles Dettes ne ſe compenſent point. II. 498
Quelles Dettes n'entrent point en compenſation. II. 502. *& ſuiv.*
Si on peut innover pluſieurs Dettes par une ſeule. II. 508
Si toute ſorte de Dettes peuvent s'innover. II. 510
Si la premiere Dette anéantie par la delegation peut revivre. II. 514
Dette conditionelle. II. 524
Dettes qui ne doivent être païées qu'aprés la mort de celui qui les a contractées. III. 108
Dettes paſſives de l'heredité. III. 148
Combien il y a de ſortes de Dettes. III. 112
Ce que c'eſt que Dettes pures perſonnelles. III. 112
Les hypothequaires. III. 112
Les privilegiées. III. 112
Si la Dette hypothequaire ou privilegiée ſe diviſe entre les heritiers. III. 115
Comment ſe diviſent toutes les Dettes entre les coheritiers. III. 115. 117
Si cela a lieu, même contre le Fiſque. III. 116
En cas d'inſolvabilité de l'un des coheritiers. III. 116
Si ce que le défunt devoit à l'heritier, entre dans les charges. III. 177
Si le legs d'une Dette eſt revoqué, lorſque le teſtateur s'en fait païer. III. 656
Les Dettes ſe prennent avant les legs. III. 667
Devoirs, de trois ſortes. IV. 71. 74. 75
Fidelité à tous les Devoirs dans les moindres occaſions. III. 76
Devoirs de ceux qui participent à l'autorité. III. 82
DIEU, quelle conduite a tenuë en créant l'Homme. v. vj
Pourquoi il l'a créé en ſocieté. xviij
Comment il s'eſt ſervi de l'amour propre pour faire ſubſiſter la ſocieté. xxxix
Conduite qu'il a tenuë ſur les hommes. IV. 9. 17. 27
Promeſſe qu'il fit à Joſué, ſucceſſeur de Moïſe. IV. 10
Donne au Peuple Juif un Roi. IV. 11
A approuvé l'Etat des Republiques. IV. 17
Les Souverains tiennent leur puiſſance & leur autorité de Dieu ſeul. IV. 22. 55
Dieu, ſeul dominateur naturel des Hommes. IV. 26. 27
Pourquoi Dieu eſt appellé *le Dieu des Armées*. IV. 276
Eſt le partage des Eccleſiaſtiques.

IV. 314
Dignité, ce que c'eſt. IV. 253
Dignité des charges, ce que c'eſt. V. 56. *& ſuiv.*
Son uſage. V. 58
Diſcipline de l'Egliſe par qui doit être maintenuë. IV. 332
Diſcuſſion que le creancier eſt obligé de faire du debiteur, ſi elle s'étend aux biens qu'il a alienez. II. 269 271
Voïez *Detenteurs.*
Diſette. Voïez *Cherté. Grains.*
Diſpenſes. A qui appartient le droit d'accorder des Diſpenſes. IV. 38
Diſpoſitions à cauſe de mort, leur nature. III. 103
Diſpoſitions inofficieuſes pourquoi ainſi appellées. III. 497
Dol. Tout Dol eſt illicite en matiere d'engagement. xxvj
Le Dol eſt toûjours exclus de toute ſorte de conventions. I. 89. 107
Si le Dol rend une vente nulle. I. 150
S'il annulle les tranſactions. I. 437
S'il ſuffit toûjours pour annuller les conventions. I. 490
Dol, ce que c'eſt. I. 509
Comment ſe juge le Dol. I. 509
S'il peut être préſumé. I. 510
Difference entre le Dol perſonnel & ce qu'on appelle *dolus re ipsâ.* I. 510
Dol du creancier à l'égard du fidejuſſeur. II. 283
Dol entre coheritiers. II. 553
Domaine du Prince. IV. 49. 154
Domaine du Souverain, ce qu'on entend par ce mot. IV. 155
En quoi il conſiſte. IV. 158
S'il eſt diſtingué des biens propres du Prince. IV. 159
Trois ſortes de biens du Domaine. IV. 159. *& ſuiv.*
Si les biens du Domaine ſont inalienables. IV. 163. 184
En quels cas l'alienation du Domaine eſt permiſe. IV. 164
A quelle charge ſe font les alienations des biens du Domaine. IV. 165
Si le Domaine eſt impreſcriptible. IV. 166. 184
Deux ſortes de droits Domaniaux. IV. 167
Comment les biens non Domaniaux peuvent le devenir. IV. 167
Biens acquis au Roi ne ſont pas en même tems unis au Domaine. IV. 168
Comment les biens propres du Prince paſſent au Domaine. IV. 168.
Deux manieres d'unir & d'incorporer des biens au Domaine. IV. 169
Domaine propre du Prince ce que c'eſt. IV. 196
Ce qu'il comprend. IV. 197
Si les biens propres du Prince peuvent être unis au Domaine. IV. 198
Privileges du Prince pour ſes biens propres. IV. 198
Si le Prince peut aliener les biens qui lui ſont propres. IV. 198
Si les biens propres du Prince ſont exemts de toutes contributions. IV. 200
La volonté du Prince donne la dignité. IV. 258
Les Princes doivent maintenir la diſcipline de l'Egliſe. IV. 332
Ont droit de mettre les armes en uſage. IV. 353
Diſtinction entre les biens & les droits du Domaine. IV. 183

Deux ſortes de biens provenans des droits du Domaine. IV. 184.
Difference entre les droits & les immeubles du Domaine pour ce qui regarde l'alienation. IV. 186
Domeſtiques. Par quel tems ſe preſcrivent les demandes des ſalaires des Domeſtiques. II. 449
Domicile. Si la diverſité de Domicile eſt un moïen d'excuſe pour celui qui eſt appellé à une tutele. II. 54.
Si le privilege du lieu ceſſe par la tranſlation du Domicile en un autre lieu. IV. 141
Ce qu'il faut faire pour juger du Domicile de chaque perſonne. IV. 422. *& ſuiv.*
Domicile indépendant de la proprieté de la maiſon. IV. 424
On ne peut avoir qu'un principal Domicile. IV. 425
Chacun a la liberté de choiſir un Domicile. IV. 426
Chacun porte les charges dans le lieu où il a ſon principal Domicile. IV. 426
Il ne peut arriver qu'on n'ait aucun Domicile. IV. 426
Le Domicile du fils de famille eſt celui de ſon pere. IV. 427
Le Domicile de la femme eſt celui de ſon mari. IV. 428
La veuve a le Domicile de ſon défunt mari, ſi elle ne le change. IV. 428
Les fiançailles ne changent pas le Domicile de la fiancée. IV. 428
Domicile des releguez quel ? IV. 429
Dommages. Si l'acheteur peut demander des dommages & intereſts pour le retardement de la delivrance. I. 120
En quoi conſiſtent les Dommages & intereſts. I. 120. 121
S'ils ſont dûs ſoit que la vente ſubſiſte ou non. I. 122
Dommages cauſez par des fautes, qui ne vont pas à un crime, ni à un delit. II. 113
Autres Dommages cauſez par des animaux. II. 118
Dommage qui peut arriver de la chute d'un bâtiment. II. 123
Autres eſpeces de Dommages cauſez par des fautes, ſans crime ni delit. II. 131
Par qui doivent être reparez les Dommages cauſez par des fautes ſans deſſein de nuire. II. 131
Si le défaut de s'acquitter d'un engagement peut donner occaſion à des Dommages. II. 132
Dommage cauſé par une ſuite imprevûë d'un fait innocent. II. 132
Si l'ignorance de ce qu'on doit ſavoir, eſt du nombre des Dommages cauſez par des fautes. II. 133
Dommage cauſé pour éviter un peril. II. 134
Dommage qu'on pouvoit empêcher. II. 135
Dommage arrivé par un cas fortuit precedé de quelque fait qui y donne lieu. II. 135
Dommage cauſé par un cas fortuit precedé d'une faute. II. 137
Sur qui tombe le Dommage arrivé au vaiſſeau. II. 151. *& ſuiv.*
Deux ſortes de Dommages. II 288
Difference entre les intereſts, & les Dommages & intereſts. II. 289
Pourquoi les intereſts ſont fixez par la loi, & les Dommages & intereſts indéfinis. II. 290
Autres remarques ſur les Dommages & intereſts. 97

Evenemens qui peuvent ſuivre du fait de celui à qui on impute le Dommage. II. 298
En quels cas il eſt dû Dommages & intereſts. II. 302. 303. 307
De quelle maniere ſe fait l'eſtimation des Dommages & intereſts. II. 305
Autre ſorte de Dommages & intereſts. II. 309
Ce que c'eſt que Dommages & intereſts. II. 322
Si celui à qui on les impute, en doit être tenu. II. 322
En quoi conſiſtent les Dommages & intereſts. II. 322
Comment s'en doit faire l'eſtimation. II. 324. 325
Combien il y a de ſortes de Dommages & pertes, dont les dédommagemens peuvent être demandez. II. 325
Deux autres eſpeces de Dommages & intereſts. II. 326
Ce qu'il faut faire dans les cas où il eſt dû des Dommages & intereſts. II. 327
Egard qu'on doit avoir à la qualité du fait qui a cauſé le Dommage. II. 329
S'il peut être dû des Dommages & intereſts, ſans qu'aucune faute y ait donné lieu. II. 329
Suites éloignées & qui peuvent entrer dans les Dommages & intereſts. II. 330
Si on doit moderer les Dommages & intereſts pour des pertes qui dépendent de l'avenir. II. 331
Prudence du Juge requiſe dans l'eſtimation des Dommages & intereſts. II. 332
Dommages & intereſts contre les mauvais Plaideurs. II. 333
Stipulation d'une ſomme pour tous Dommages & intereſts. II. 334
Si les Dommages & intereſts ſe reduiſent toûjours à des ſommes d'argent. II. 335
Tous les évenemens où une perſonne peut cauſer par ſon fait quelque perte à un autre, ne ſont pas ſujets aux Dommages & intereſts. II. 335
Dommages & intereſts contre l'heritier qui retarde le partage. III. 187
Dommages & intereſts contre le legataire, faute de recevoir ſon legs. III. 643
Donataire, ſes engagemens. I. 373
Pourquoi les Donataires ne ſont pas tenus comme l'heritier, du fait des donateurs. II. 459
Si le Donataire univerſel tient lieu d'heritier. III. 141
Donateur, ſes engagemens. I. 371
Si la mauvaiſe foi du Donateur cauſe quelque perte au Donataire. I. 372
Comment le Donateur peut être obligé d'acquiter ce qu'il a promis. I. 373
S'il doit intereſts de la choſe donnée. I. 373
Donations ont leur cauſe. I. 65
Donation entre-vifs, ce que c'eſt. I. 361. 366. III. 103
Difference entre les Donations entre-vifs & les Donations à cauſe de mort. I. 361
Donations entre le mari & la femme. I. 363
Nulle Donation ſans acceptation. I. 366
Comment une Donation doit être

regardée. I. 366
Donations remuneratoires. I. 367
Si les Donations ſont irrevocables. I. 367
Quelles choſes on peut donner. I. 367
Donation de tous biens ou d'une partie. I. 368
Donations de differentes ſortes. I. 368
Trois ſortes de conditions dans les Donations. I. 368
Si on peut ajoûter à une Donation de nouvelles charges. I. 369
Difference entre les motifs & les conditions des Donations. I. 369
Si en toutes Donations le donateur peut ſe reſerver l'uſufruit des choſes qu'il donne. I. 370
Pourquoi les Donations doivent être inſinuées. I. 370
Si la Donation eſt revoquée par la ſurvenance d'enfans. I. 375
Donation ſous l'apparence d'une ſocieté. II. 302. 303
Si les Donations en faveur de mariage ſont ſujettes au rapport. III. 283
Si toutes autres Donations ſe rapportent. III. 285
Donations & dots inofficieuſes, diminuées par les legitimes. III. 520. 534
Donation à cauſe de mort, que ſignifient ces mots? III. 559
Ce que c'eſt que la Donation à cauſe de mort. III. 561
Trois ſortes de Donations à cauſe de mort, dans le Droit Romain. III. 561
Quelle difference il y a entre une Donation à cauſe de mort, & un codicille. III. 562
Quelles formalitez on doit obſerver dans les Donations à cauſe de mort. III. 563
Quelles perſonnes peuvent ou ne peuvent pas faire des Donations à cauſe de mort. III. 563
Si les regles qui conviennent aux codicilles & aux legs, conviennent auſſi aux Donations à cauſe de mort. III. 563. 568
En quoi conſiſte la validité des Donations à cauſe de mort. III. 569
Si la Donation d'une choſe leguée annulle le legs. III. 658
Si les Donations à cauſe de mort ſont ſujettes à la Falcidie. III. 669
Si une Donation a l'effet du choix d'un ſubſtitué, que le donateur pouvoit donner. III. 760
Donner & retenir ne vaut; explication de cette maxime. III. 561
Dot. Si le fonds dotal de la femme en puiſſance de mari peut être vendu. I. 149
Surquoi les regles des Dots ont leur fondement. I. 330
Quels ſont les privileges de la Dot. I. 331
Ce que c'eſt que la Dot. I. 334
A quoi ſont deſtinez les revenus de la Dot. I. 335
Comment le mari eſt maître de la Dot. I. 335
Si la Dot eſt propre au mari. I. 336
Si la Dot comprend tous les biens. I. 336
Profits de la Dot qui ne ſont pas des revenus. I. 337
Si le fonds acquis des deniers Dotaux eſt Dotal. I. 338
Si le fonds Dotal peut être aliené, hypothequé, ou aſſujetti à des ſervitudes. I. 339
En quels cas l'alienation du bien Dotal eſt permiſe. I. 339

Si la conſtitution de Dot renferme la condition que le mariage ſoit accompli. I. 340
Pourquoi la Dot que le pere a conſtituée de ſon propre bien, eſt appellée *profectice*. I. 342
Si elle lui retourne. I. 342
Si la Dot profectice eſt ſujette aux gains du mari. I. 342
Si toutes perſonnes peuvent conſtituer une Dot. I. 343
Si ce que le pere doit, eſt une Dot profectice. I. 344
Dot conſtituée par la mere. I. 344
Qui ſont ceux qui ſont obligez à la garentie. I. 345
A qui la Dot doit être reſtituée. I. 349
En quoi conſiſte la difference qu'il y a entre la Dot & les biens paraphernaux. I. 353. 356
Dot donnée en fraude des creanciers. II. 162
Pourquoi la Dot doit de ſa nature produire des interêts. II. 315
Si le bien Dotal de la femme peut être preſcrit pendant le mariage. II. 465
Si la Dot eſt ſujette au rapport. III. 283. 287
Rapport de la Dot, le mari étant inſolvable. III. 284
Sur quels biens ſe prend la Dot. III. 744
Voïez *Donations*.
Droit Romain, comment eſt reçû eſt France. lxx
Droit des Gens, quelles loix lui ſervent de regles. lxxxiij
En quel ſens eſt pris dans le Droit Romain. lxxxiv
Quelles ſont les matieres du Droit des Gens. c.
Droit Public, ce que c'eſt. lxxxiv
Ses matieres. c
Droit Privé, quel? lxxxiv
Ses matieres. c
Droit Civil, de quelles matieres il connoît. lxxxiv
Diverſes manieres de concevoir les Loix qui compoſent le Droit Civil. lxxxv
A quels Livres on donne le nom de *Droit Civil*. lxxxvj
Droit Ecrit, ce que c'eſt. lxxxvj
Ses deux differens uſages. cij
Droit Canonique, comment s'obſerve en ce Roïaume. cij
Droit. Rigueur du Droit temperée. I. 20
Comment les Droits ſont acquis aux perſonnes par l'effet des Loix. I. 31
Comment on peut renoncer au Droit acquis par une Loi. I. 32
Droits qui paſſent à ceux de la famille quoiqu'ils ne ſoient pas heritiers. III. 217
Droits de juſtice, ce que c'eſt. IV. 156
De deux ſortes. IV. 156
Droits honorifiques dans les Egliſes. IV. 365

E

EAu. Le droit de la décharge des Eaux d'un toit eſt une ſervitude. I. 417
Priſe d'Eau. 421
Si on peut changer l'ancien cours des Eaux. II. 129
Voïez *Rivieres*.
Eccleſiaſtiques. I. 50
Si les Eccleſiaſtiques peuvent être nommez Tuteurs ou Curateurs. II. 52
Leur preſſéance. IV. 309
Comment ſe regle le rang des Eccleſiaſtiques

cleſiaſtiques entr'eux. IV. 309
Entre Eccleſiaſtiques & Laïcs. IV. 310
Tous les Eccleſiaſtiques precedent tous les Laïcs dans les cas de leurs fonctions ſpirituelles. IV. 310
Concours d'Eccleſiaſtiques & Laïcs dans un même corps. IV. 311
Cas où les Eccleſiaſtiques & les Laïcs ont differemment les preſſéances ſelon leurs qualitez. IV. 312
Etat Eccleſiaſtique appellé *Clergé*. IV. 314.
Ce qu'il y a de commun aux Eccleſiaſtiques & aux Laïcs dans chaque Etat Catholique. IV. 316
Difference entre ces deux corps. IV. 316. 317
Devoirs des Eccleſiaſtiques. IV. 331. *& ſuiv.*
Leur deſintereſſement. IV. 343
Echange, premier commerce de la proprieté des choſes. I. 181
Comment étoit conſideré dans le Droit Romain. I. 181
Si on peut appliquer à l'Echange toutes les regles des ventes. I. 282. 184
Ce que c'eſt que l'Echange. I. 183
Si dans le contrat d'Echange on peut faire diſtinction d'un vendeur & d'un acheteur. I. 183
Si l'éviction a lieu dans l'Echange. I. 183
Echevins, leurs fonctions. IV. 418. 419
Ecole. Si les Maîtres d'Ecole ſont tenus du fait de leurs écoliers. II. 16
Ecriture, neceſſité de ſon uſage. II. 358
Edit des meres. III. 231. 524
Education. Si les dépenſes de l'Education ſe rapportent. III. 283
Egliſe. Le Prince a le droit d'emploïer ſon autorité pour faire obſerver les Loix de l'Egliſe. IV. 37. 59
Peines pour faire obſerver les Loix de l'Egliſe. IV. 541
Miniſtres de l'Egliſe ne peuvent ordonner des levées de deniers ſur le temporel des Benefices ſans permiſſion du Roi. IV. 555
Egout, ſa décharge dans le fonds voiſin eſt une ſervitude. I. 417
Emancipation, ſon effet. I. 48
Ce que c'eſt que l'Emancipation. III. 239
Un de ſes principaux effets. III. 239
Comment ſe fait l'Emancipation. III. 240. 241
Emphyteoſe, ce que c'eſt. I. 222
Si tous heritages peuvent ſe donner à Emphyteoſe. I. 222
Comment l'Emphyteoſe eſt diſtinguée des baux à ferme. I. 222
Quel eſt l'effet de la perpetuité de l'Emphyteoſe. I. 223
Emphyteote, s'il peut deteriorer le fonds. I. 225
Si faute de païement il peut être expulſé. I. 226
En quel cas il ne peut pas prétendre le rembourſement de ſes dépenſes. I. 226
Emplois font la diſtinction des perſonnes entre tous les hommes. IV. 20
Emprunt. Quels ſont les engagemens de celui qui Emprunte. I. 233
Quels doivent être ſes ſoins. I. 233
Soin de celui qui Emprunte pour l'intereſt du maître de la choſe prêtée. I. 234
Pour l'intereſt de celui qui Emprunte. I. 234
Egard qu'on doit avoir à la choſe

Empruntée plus qu'à la ſienne. I. 235
Si celui qui Emprunte, peut ſe charger des cas fortuits. I. 235. 236
Si celui qui Emprunte, peut ſe ſervir de la choſe à un autre uſage que pour celui à quoi elle eſt propre. I. 236
En quel cas il doit répondre de la choſe lorſqu'elle eſt deteriorée. I. 237
Si celui qui a Emprunté une choſe, peut la retenir par compenſation de ce que peut lui devoir celui qui l'a prêtée. I. 237
Par qui ſont dûës les dépenſes neceſſaires pour uſer de la choſe Empruntée. I. 239
Quels ſont les engagemens de celui qui Emprunte. I. 267
Quand celui qui a Emprunté de l'argent, en doit les intereſts. I. 267
Enfans morts-nez comment ſont conſiderez. I. 39
Quel eſt l'état des Enfans qui ſont encore dans le ſein de leurs meres. I. 40
Si le nombre d'Enfans legitimes eſt un moïen legitime pour s'exempter de tutele. II. 50. 55
Si les Enfans morts-nez & ceux qui naiſſent ſans la forme humaine, peuvent ſucceder. III. 47
Si ceux qui meurent auſſi-tôt qu'ils ſont nez, peuvent ſucceder. I. 47
Si l'Enfant qui n'eſt pas à terme, étant né, peut ſucceder. I. 48. *& ſuiv.*
Si l'Enfant né aprés la mort de ſa mere eſt capable de ſucceder. I. 53
Si les Enfans qui ne ſont pas encore nez, lorſque la ſucceſſion eſt échuë, peuvent ſucceder. I. 57
Enfans, quels ? III. 198
Si tous deſcendans ſont compris ſous le nom d'*Enfans*. III. 199
Si les bâtards y ſont auſſi compris. III. 199
Si les Enfans nez à ſept & onze mois y ſont pareillement compris. III. 199
Si les Enfans morts-nez ſont du nombre des Enfans qui ſuccedent. III. 201
Si l'Enfant né pendant le mariage, eſt preſumé l'Enfant du mari. III. 202
Si tous les Enfans ſuccedent par portions égales. III. 203
Si les Enfans des Enfans viennent par repreſentation avec les Enfans du premier degré. III. 204
Comment ſuccedent les Enfans de divers mariages. III. 205
Si les Enfans de divers mariages prennent les droits de leurs peres & meres. III. 205
Si l'Enfant qui n'eſt pas encore né, eſt du nombre des Enfans. III. 205
Proviſion pour l'Enfant de qui l'état eſt conteſté. III. 208
Cas où le pere & le fils meurent en même tems. III. 209
Cas où la mere & l'Enfant à la mamelle meurent en même tems. III. 211
Si les Enfans ont le droit de tranſmiſſion. III. 215
Proviſion aux Enfans qui deliberent ſur l'adition de l'heredité. III. 216
Enfans émancipez. III. 239
Si les Enfans ſont tenus des dettes de leurs parens. III. 247
Si les enfans des freres germains concourent avec leurs oncles. III. 267

Si les Enfans des freres germains excluent les freres consanguins & les uterins. III. 268
Si les Enfans des freres consanguins & uterins representent leurs peres. III. 270
Si tous Enfans sont obligez au rapport. III. 276. 279
Deux sortes de biens des Enfans. III. 281
Si le fils est tenu de rapporter ce que son pere étoit chargé de lui rendre. III. 282
Si les Enfans qui ne sont pas nez, peuvent être instituez heritiers. III. 320
Si on peut faire des legs en leur faveur. III. 320
Si les Enfans qui ne sont pas conçus, peuvent recevoir quelque bienfait par testament. III. 320
Si la naissance d'un Enfant annulle le testament. III. 364. 370
Si l'exheredation injuste des enfans annulle le testament. III. 365
Si le mot d'*Enfans* ne s'entend que des legitimes. III. 392
Pour quelles causes les Enfans ne peuvent être exheredez. III. 499 *& suiv.* 509.
Si lorsque de deux ou plusieurs Enfans un seul est exheredé sans être nommé, l'exheredation est nulle. III. 506
Provision au fils exheredé pendant l'appel de la sentence renduë en sa faveur. III. 507
Si les Enfans à qui les parens donnent moins que la legitime, en peuvent demander le supplément. III. 507
En quels cas les Enfans peuvent exhereder leurs parens. III. 512
Comment les Enfans succedent, le testament étant declaré inofficieux. III. 519
Voïez *Exheredation.*
Si tous les Enfans qui peuvent succeder, ont droit de legitime. III. 526
Comment se regle la legitime des Enfans au premier degré. III. 526 528
Si les Enfans donataires peuvent s'abstenir de l'heredité. III. 534
Droits des Enfans sur les biens que leur pere ou mere qui se remarie, avoit acquis du predecedé. III. 541 *& suiv.*
Comment les Enfans de plusieurs lits prennent leurs gains. III. 547
Si la naissance des Enfans annulle & testament & codicille. III. 557
Si on peut substituer pupillairement à l'Enfant qu'on n'a pas en sa puissance. III. 718
Si l'Enfant survenu à un fils chargé d'une substitution, la fait cesser. III. 746
Si les Enfans émancipez sont sujets aux cotisations, quoi qu'ils ne soient pas mariez. IV. 113
Voïez *Legitime.*
Engagemens particuliers, quels? xij. xviij
Autre sorte d'Engagemens, divisez en volontaires & involontaires, xix. xx.
Quel est l'esprit de la Loi dans tous ces Engagemens. xxj
Regles generales qui suivent des engagemens. xxiv
Sincerité & bonne foi dans les Engagemens volontaires & mutuels. xxvj.
Fidelité requise dans les Engagemens involontaires. xxvj
Tout dol illicite en toute sorte

d'Engagemens. xxvj
En quels Engagemens la Juſtice peut contraindre. xxvij
Quels Engagemens ſont illicites. xxviij.
Combien il y a de ſortes d'Engagemens dans le contrat de vente. I. 112. *& ſuiv.*
Engagemens du vendeur. I. 114
De l'acheteur. I. 125
Engagemens qui ſe forment par des cas fortuits. II. 137
Si tous les Engagemens qui ſe forment par des cas fortuits, obligent de part & d'autre. II. 144
Autres Engagemens qui naiſſent des cas fortuits. II. 146
Manieres d'aneantir ou diminuer les Engagemens. II. 474. 478. 524
Enqueſtes d'examen à futur, abolies. II. 369
Enqueſtes par Turbes auſſi abolies. II. 370
Entremetteurs, leur emploi. I. 484
Leurs engagemens. I. 485
Leurs fonctions. I. 485
S'ils ſont reſponſables des évenemens des affaires dont ils s'Entremettent. I. 486
Engagemens de ceux qui emploïent des Entremetteurs. I. 487
Leurs ſalaires. I. 487
Entrepreneurs, s'ils ſont reſponſables de leur ignorance. I. 213
De quel ſoin ils ſont tenus. I. 214
Acceſſoires de l'Engagement des Entrepreneurs. I. 217
S'il doit être rembourſé de la dépenſe qu'il a faite pour la conſervation de la choſe. I. 220
Quel eſt le privilege des Entrepreneurs. II. 215
Entrepreneurs artiſans obligez de donner des ouvrages de leur main. II. 487
Entretien. Si les legs d'un Entretien durent pendant la vie du legataire. III. 605
Voïez *Alimens*.
Epée. Si les gens d'épée ont rang & preſſéance ſur les gens de Robe. IV. 272. Voïez *Armes. Rang. Robe.*
Epiſcopat, ſes diverſes fonctions. IV. 319. 342
Equité naturelle en quoi conſiſte. xxv. xciij
La connoiſſance de l'Equité eſt naturelle. xlj
Equité, loi univerſelle. I. 13
La vûë de l'Equité eſt la premiere voïe pour interpreter les Loix. I. 15
Temperamens de l'Equité fixez par l'intention du Legiſlateur dans les Loix arbitraires. I. 16
Temperament de la rigueur du droit. I. 21
En quels cas il faut ſuivre ou la rigueur du droit, ou l'Equité. I. 22
S'il eſt permis indifferemment de ſuivre ou la rigueur du Droit ou l'Equité. I. 23
La rigueur du droit, quand il l'a faut ſuivre, a ſon Equité. I. 23
Equité qu'on doit obſerver dans les cotiſations. IV. 115
Erreur. Si l'Erreur peut rendre une vente nulle. I. 149
Erreur dans les qualitez de la choſe venduë. I. 150
Si les tranſactions ſont annullées par l'Erreur. I. 487
Ce que c'eſt que l'Erreur de fait. I. 493
En quoi conſiſte l'Erreur de droit. I. 493
Difference entre celui qui Erre dans le fait, & celui qui Erre dans

le droit. I. 493
Si l'Erreur nuit aux mineurs. I. 493
Aux majeurs. I. 494
Erreur de fait qui eſt la cauſe unique de la convention. I. 494
Si elle empêche que la convention ait tout ſon effet. I. 495
Erreur cauſée par un dol. I. 495
Comment on juge de l'effet de l'Erreur. I. 496
Erreur de calcul, ce que c'eſt. I. 496
Effets de l'Erreur de droit. I. 497 *& ſuiv.*
Eſchalas. Si l'uſufruitier peut tirer des arbres d'un bois de quoi faire des Eſchalas pour des vignes. I. 382. 383
Eſclavage, ce que c'eſt. I. 35
Ses cauſes. I. 46
Eſclave, quel eſt celui qu'on appelle ainſi. I. 46
Eſpaves, ce que c'eſt. IV. 17
Eſſai. Vente à Eſſai. I. 132. 142
Etat. Devoir de contribuer aux dépenſes de l'Etat. IV. 96
Ses beſoins eſſentiels. IV. 266. *& ſuiv.*
Etrangers, quels? I. 49
Si les Etrangers ſont incapables de ſucceſſions. III. 56. 58. 61. 65. 68
A qui appartient leur ſucceſſion. III. 27
Pourquoi ſont exclus des charges publiques. III. 28
Si les Etrangers qui meurent ſans être naturaliſez, ne peuvent avoir aucun heritier. III. 91
A qui appartiennent les biens des Etrangers qui meurent ſans avoir été naturaliſez. III. 140
Si les Etrangers peuvent teſter. III. 316. 317
S'ils peuvent recevoir par teſtament. III. 319
Si les Etrangers peuvent être témoins dans un teſtament. III. 329
Comment les Etrangers ſont mis au nombre des membres de l'Etat. IV. 40
Devoirs des Souverains à l'égard des Etrangers. IV. 60
Comment les particuliers étrangers ſont naturaliſez. IV. 180
Etrangers ne peuvent poſſeder de benefices dans le Roïaume, ſans la permiſſion du Roi. IV. 553
Voïez *Aubains. Commerce. Foire.*
Evêques, leur juriſdiction. IV. 319
Leurs viſites. IV. 342
Evêques obligez d'avoir dans leurs Dioceſes, des Seminaires. IV. 323
Leurs Vicaires generaux, & leur rang. IV. 325
Leurs Officiaux. IV. 326
Eviction, ce que c'eſt. I. 153
Si elle a lieu dans l'échange. I. 183
Eunuques, quels? I. 41
Exceptions, ce que c'eſt. I. 7
Combien il y en a de ſortes. I. 8
Excuſes des témoins, qu'on appelle *Exoines.* II. 379
Executeurs teſtamentaires, leur uſage III. 494
S'il doit rendre compte. III. 496
Exemptions des tributs, de trois ſortes. IV. 137
Exemptions particulieres des Tailles perſonnelles, de deux ſortes. IV. 137
Exemptions accordées, par les villes & autres lieux à certaines perſonnes. IV. 138
Exemptions qui paſſent ou ne paſſent point aux heritiers. IV. 139
Les Exemptions qui paſſent aux

deſcendans, ne vont pas à ceux des filles. IV. 139
Si l'âge, le ſexe, les enfans Exemptent. IV. 140
De qui dépendent les Exemptions. IV. 140
Difference entre les Exemptions perſonnelles & celles des choſes. IV. 141
Exheredation, ſes deux ſortes de cauſes. III. 510
Autres cauſes d'Exheredation d'enfans. III. 510. 511
Des parens. III. 512
Si les cauſes d'Exheredation doivent être prouvées. III. 513
Comment l'exheredé approuve l'Exheredation. III. 514
Voïez *Enfans*.
Expert. Ce qui ſe regle à dire d'Experts. I. 213. 216
Pouvoir des Experts qui reglent les bornes des heritages. II. 100

F

FACULTÉ de rachat ce que c'eſt I. 139. 172
Quelle eſt la durée de la Faculté de rachat. I. 173
Faineans devroient étre emploïez à quelques travaux. IV. 208
Faits illicites quels? II. 107
Combien il y a de ſortes de Faits illicites. II. 108
Fait illicite de la part de celui qui donne. II. 108
De la part de celui qui reçoit. II. 109
De la part de l'un & de l'autre. II. 109
Deux ſortes de Faits dans les cas fortuits. II. 138
Quels Faits ont beſoin de preuves II. 353
Si celui qui avance un Fait, doit le prouver. II. 353
Si le défendeur doit prouver les Faits qui fondent ſes défenſes. II. 354
Chaque partie peut prouver le contraire des Faits de l'autre. II. 354
Liberté reciproque des parties d'alleguer des Faits, & de les prouver. II. 354
Combien il y a de ſortes de Faits. II. 385
Fait qu'il faut prouver. II. 386
Preuves des Faits, de pluſieurs ſortes. V. 234
Falcidie d'où eſt ainſi appellée. III. 665
Son uſage. III. 666
Ce que c'eſt que la Falcidie. III. 667
Que doit faire l'heritier pour avoir la Falcidie. III. 668
Si l'heritier *ab inteſtat* a la Falcidie. III. 669
Si toutes les eſpeces de diſpoſitions à cauſe de mort, ſont ſujettes à la Falcidie. III. 669
Sur quoi ſe prend la Falcidie. III. 669
Si les eſtimations que le teſtateur peut avoir faites, reglent la Falcidie. III. 671
Precaution pour la Falcidie à l'égard des biens incertains. III. 672
Quelles choſes diminuent la Falcidie. III. 673
Si les biens découverts aprés le reglement de la Falcidie, la diminuent. III. 673
Comment ſe regle la Falcidie, lorſque la choſe leguée ne ſe peut diviſer. III. 674
En quels cas la Falcidie ceſſe. III. 675
Si la faveur du legs ou du legataire empêche la Falcidie. III. 675
Comment ſe regle la Falcidie, lorſqu'il y a des legs conditionnels. III. 677

Si le legs d'une ſervitude eſt ſujet à la Falcidie. III. 678
Deux manieres de regler la Falcidie. III. 680
Si la Falcidie eſt dûë d'un legs d'uſufruit, & comment elle ſe regle. III. 680. *& ſuiv.*
Pourquoi l'heritier pur & ſimple ne peut prendre la Falcidie. III. 685
Si l'heritier beneficiaire qui fraude, perd la Falcidie ſur le fonds qu'il a voulu divertir. III. 686
Auſſi bien que ſur les legs qu'il a voulu ſupprimer. III. 686
Si l'heritier *ab inteſtat* perd la Falcidie pour avoir voulu renoncer au teſtament. III. 686
Si entre pluſieurs heritiers differemment chargez de legs, chacun a ſa Falcidie ſur ſa portion. III. 687
Si la Falcidie peut être prohibée par le Teſtateur. III. 689
Si les teſtamens militaires ſont ſujets a la Falcidie. III. 690
Si ce qui augmente l'heredité, diminuë la Falcidie. III. 692
Si tout ce qui revient à l'heritier en cette qualité, diminuë la Falcidie. III. 692
Si ce qui eſt legué à un des heritiers à prendre ſur l'autre, diminuë la Falcidie. III. 695
Falcidie entre coheritiers legataires. III. 695
Comment ſe perd la Falcidie. III. 698
Si la Falcidie de pluſieurs legs à un ſeul legataire, peut ſe retenir ſur le dernier païé. III. 698
Si lorſqu'un pere chargé d'un fideicommis envers ſes enfans, en diſſipe les biens, on peut les lui ôter. III. 741
Famille. Quels ſont les fils & filles de Famille. I. 47
Quelles perſonnes ſont appellées peres ou meres de Famille. I. 47
Familles, leur aſſemblage neceſſaire dans un Etat, pour multiplier & pour en perpetuer la durée. IV. 21
Faux. Si le Faux exclud de la plainte d'inofficioſité. III. 517
Femmes incapables de pluſieurs ſortes d'engagemens & fonctions. I. 37
Si la Femme peut diſpoſer de ſes biens paraphernaux indépendemment de ſon mari. I. 355
Comment la Femme peut joüir de ſes paraphernaux. I. 356
Si ce que la Femme peut avoir ſans titre apparent, eſt au mari. I. 357
Si la Femme ſeparée de biens, peut les aliener. I. 359
Si en vertu de la ſeparation elle peut ſaiſir & faire vendre les biens de ſon mari. I. 359. 360
Si les Femmes peuvent être arbitres. I. 447
Si les Femmes peuvent être tutrices. II. 47
Si elles peuvent gerer les affaires d'un autre à ſon inſçu. II. 79
Comment la Femme ſuccede à ſon mari. III. 273
Si les Femmes peuvent être témoins dans un teſtament. III. 329
Si les Femmes ſeparées peuvent être coriſées. IV. 113
Quel eſt le domicile de la Femme. IV. 428
Voïez *Veuve*.
Ferme. Voïez *Baux à ferme*.
Fermier qui abandonne ſans cauſe la culture des heritages, s'il peut être pourſuivi. I. 193

S'il eſt tenu de faire les reparations. I. 193
Ses engagemens envers le proprietaire. I. 204
Si le fermier qui n'a qu'une portion des fruits, doit ſouffrir les cas fortuits. I. 205
Si le fermier qui n'a qu'un bail d'une ſeule année & à prix d'argent, ne recueillant rien par un cas fortuit, peut être déchargé du prix de ſa Ferme. I. 205
S'il doit ſouffrir les petites pertes. I. 206
Ce qu'on doit faire, lorſqu'il a ſouffert de grandes pertes. I. 207
En quel cas il peut demander diminution du prix de ſon bail. I. 207
Si la perte des ſemences & cultures tombe ſur le fermier. I. 207
S'il peut quitter ou interrompre l'exploitation de ſa ferme. I. 208
De quels meubles le fermier doit prendre ſoin. I. 209
S'il doit être rembourſé des reparations neceſſaires qu'il a faites, & des dépenſes, le bail étant interrompu. I. 209
De ſes ameliorations. I. 210
Lorſqu'il eſt troublé par le proprietaire. I. 210
Ou par autre. I. 211
Fiançailles, ſi elles changent le domicile de la fiancée. IV. 428
Fiancé, s'il peut être nommé curateur à ſa Fiancée en démence. II. 58
Fideicommis. Si l'heritier peut faire moderer les Fideicommis. III. 96
Ce que c'eſt que Fideicommis. III. 565. 568
Quel étoit le premier uſage des Fideicommis. III. 565
En quoi conſiſte la validité des Fideicommis. III. 569
Si un teſtateur peut charger d'un Fideicommis, ſon legataire. III. 570
Sûreté pour les Fideicommis. III. 643
En quels cas le pere & la mere chargez de Fideicommis envers leurs enfans doivent en donner une ſûreté. III. 644
Si l'heritier chargé d'un Fideicommis peut recouvrer ce qu'il a dépenſé pour la conſervation de la choſe ſujette au Fideicommis. III. 644
Si les Fideicommis ſont ſujets à la falcidie. III. 669
Fideicommis, eſpece de ſubſtitution. III. 702. 736
Difference entre les Fideicommis & les ſubſtitutions. III. 704
Ce qui eſt neceſſaire pour la ſûreté du Fideicommis. III. 746
En quels cas le pere & la mere donnent caution pour le Fideicommis. III. 747
Si on peut charger d'un Fideicommis ou l'heritier ou un legataire. III. 748
Differentes manieres de faire des Fideicommis. III. 748. *& ſuiv.*
Si on peut faire un Fideicommis en faveur de perſonnes à naître. III. 750
Ordre des Fideicommiſſaires, s'il y en a pluſieurs ſucceſſivement. III. 750
Differentes manieres de regler cet ordre. III. 750
Fideicommis indefini, ou à un de la famille, ou à ceux de la famille. III. 750
Si lorſque l'heritier qui avoit le choix d'un Fideicommiſſaire d'entre

tre plusieurs, n'a pas fait ce choix, tous ont part au Fideicommis. III. 752
De qui tient son droit le Fideicommissaire choisi par l'heritier. III. 752
Ce que doit avoir le Fideicommissaire. III. 754
De quel jour les fruits & les interests lui sont dûs. III. 754
Qui doit profiter du Fideicommis qui se trouve nul ? III. 755
Quelles personnes sont incapables de Fideicommis. III. 757
Fideicommis tacites, quels ? III. 757
Delit de ceux qui prêtent leur nom à un Fideicommis tacite. III. 758
Comment se prouvent les Fideicommis tacites. III. 758
Si on peut avancer la restitution du Fideicommis, lorsque l'avance tourne au préjudice du Fideicommissaire. III. 759
Si le Fideicommis qui doit être ouvert aprés la mort de l'heritier ou du legataire, est ouvert par la mort civile de l'un ou l'autre. III. 763
Si le Fideicommissaire chargé d'une seconde restitution a la Trebellianique. III. 770
Fidejusseurs, pourquoi ainsi appellez. II. 259
Si le Fidejusseur est déchargé par la restitution du principal obligé. II. 266
Si le Fidejusseur ne peut être poursuivi qu'aprés la discussion du debiteur II. 269
Si les cautions judiciaires peuvent être contraints sans discussion du principal debiteur. II. 270
En quels cas le Fidejusseur peut être poursuivi. II. 270
Si le Fidejusseur peut obliger le creancier de faire des diligences contre le debiteur. II. 271
Comment plusieurs Fidejusseurs sont obligez. II. 272
Si l'obligation de l'un des Fidejusseurs est annullée, les autres en repondent. II. 272
A qui est attaché l'engagement du Fidejusseur. II. 273
Par qui le Fidejusseur doit être indemnisé. II. 275
Fidejusseur qui païe avant le terme. II. 276
S'il peut païer aprés le terme. II. 276
Fidejusseur qui païe imprudemment ce qui n'étoit pas dû. II. 276
Fidejusseur sommé de païer, & qui acquitte la dette de bonne foi, ignorant les exceptions du debiteur, s'il a son recours. II. 277
Si le Fidejusseur poursuivi par le creancier, manque de se défendre ou d'appeller de la condamnation. II. 278
Fidejusseur qui a païé sans en avoir averti le debiteur. II. 278
Si le Fidejusseur, à qui le creancier a remis la dette, peut la recouvrer contre le debiteur. II. 279
Comment un des Fidejusseurs acquittant la dette, peut agir contre les autres. II. 280
Quel est l'engagement des Fidejusseurs entr'eux. II. 281
Si l'exception personnelle du debiteur décharge le Fidejusseur. II. 282
Quelles circonstances peuvent rendre l'obligation du Fidejusseur, nulle ou valide. II. 283
Si le Fidejusseur est déchargé, l'o-

bligation ne ſubſiſtant plus. II. 285
Ou lorſqu'elle eſt innovée. II. 285
Comment s'aneantit l'engagement du Fidejuſſeur. II. 286
Si la demande faite à l'un des cofidejuſſeurs charge les autres. II. 287
Si le Fidejuſſeur eſt tenu de la choſe, qui a peri depuis qu'il eſt en demeure de la delivrer. II. 287
Voïez *Caution*.
Fidelité neceſſaire dans les engagemens involontaires. xxvj
Fiefs, ſur quoi ont leur fondement. lxij
Fille. Si dans la Loi moſaïque, des Filles, ſe trouvant ſans freres, pouvoient ſucceder aux biens de leurs peres. lxxvij
A quel âge les Filles ſont adultes. I. 48
Fille qui ſe marie, par qui doit être dotée. I. 341
Si la Fille eſt tenuë de rapporter à la ſucceſſion du pere, la dot donnée par l'ayeul. III. 287
Si les Filles non mariées, qui ſont chefs de famille, peuvent être cotiſées. IV. 112. 113
Fils. Si le Fils de famille majeur, quoique ſous la puiſſance de ſon pere, peut être tuteur. II. 49
Si le Fils de famille émancipé peut emprunter. I. 271
S'il peut être nommé curateur à ſes pere & mere, qui ſont en démence. II. 58
Si on nomme un curateur au Fils de famille tombé en démence. II. 58
Si le Fils peut être curateur de ſon pere prodigue. II. 60
Si les Fils de famille ne peuvent faire teſtament. III. 309
Quel eſt le domicile du Fils de famille. IV. 427
Fin. Ce que c'eſt que de connoître la fin d'une choſe. iv
Finances. Sage diſpenſation des Finances, un des devoirs des Souverains. IV. 60. 162
Beſoin des Finances. IV. 269
Rang de ceux dont les fonctions regardent les Finances. IV. 287
Leur ſubordination. IV. 292
En quoi conſiſte la capacité des Officiers de Finances. V. 75
Leur probité. V. 76
Fiſque. Sur quoi a ſon fondement la ſucceſſion du Fiſque. III. 26
Le Fiſque eſt exemt de tous tributs. IV. 141
Dans les doutes on ne favoriſe pas la cauſe du Fiſque. IV. 169
Diſpoſitions des effets mobiliaires provenus des droits du Fiſque. IV. 185
Des immeubles provenus des droits du Fiſque. IV. 185
Privilege du Fiſque. IV. 186
Difference entre les droits & les privileges du Fiſque. IV. 187
Deux ſortes de privileges du Fiſque. IV. 188. *& ſuiv.*
Si le Fiſque eſt exemt de toutes contributions. IV. 190
Sa preference pour l'achat des metaux. IV. 190
Son hypotheque tacite. IV. 191
Sa preference aux creanciers anterieurs ſur les biens acquis aprés ſa creance. IV. 192
S'il y a peremption contre le Fiſque. IV. 192
Les cauſes du Fiſque ſont revûës ſur pieces nouvelles. IV. 193

Surencheres reçûës aux adjudications des biens du Fiſque. IV. 194.
Le Fiſque ne garentit pas des défauts des choſes qu'il vend. IV. 194.
S'il eſt déchargé des dettes des biens qu'il vend. IV. 195
On ne favoriſe pas le Fiſque dans les cauſes douteuſes. IV. 195
Privileges du Fiſque qui conviennent au patrimoine du Prince. IV. 200
Fleuves, leur uſage public. IV. 229
Foi. La bonne Foi doit être entiere dans toutes ſortes de conventions. I. 84
Envers les tierces perſonnes. I. 85
Si la bonne Foi eſt neceſſaire pour preſcrire. II. 455
Difference de la bonne ou mauvaiſe Foi dans un même cas. II. 458
Si la mauvaiſe Foi empêche la preſcription. II. 466
Foibles. Les Princes doivent proteger les foibles contre la violence des perſonnes puiſſantes. IV. 75
Foires. Qui a le droit de permettre les Foires. IV. 45
Foire, ce que c'eſt. IV. 214
Choix des lieux pour les Foires. IV. 214
Lieux propres à des Foires où l'on veut attirer les Etrangers. IV. 214
Privileges des Foires. IV. 215
Fonctions paſtorales par qui ſe diſpenſent. IV. 319. 333
Fonds. A qui appartient ce que la nature ajoûte à un Fonds. II. 429
Force, ſa nature, & ſes effets ſur la liberté. I. 499
Quelle Force annulle les conventions. IV. 501
Force, ce que c'eſt. I. 503
Effet de la Force dans les conventions. I. 503
Diverſes manieres d'exercer la Force. I. 504
Si ce qui eſt fait par Force, eſt nul à l'égard de ceux même qui ne l'ont pas exercée. I. 505
Comment ſe jugent les effets de la Force. I. 505
Force pour obliger à une choſe juſte. I. 506
Si le conſeil & l'autorité peuvent paſſer pour Forces. I. 507
Ordre de Juſtice n'eſt pas Force. I. 507
Forces neceſſaires pour maintenir la tranquillité publique au dedans de l'Etat. IV. 32
En quoi elles conſiſtent. IV. 32
Leur bon uſage. IV. 33
Leur neceſſité pour faire regner la Juſtice. IV. 79
Elles doivent être proportionnées à l'uſage du Gouvernement. IV. 82
Uſage des Forces au dehors de l'Etat. IV. 83
En quoi conſiſtent ces Forces. IV. 83
Differens uſages des Forces ſelon les differentes occaſions. IV. 84
Foreſts, leur police. IV. 231. 242
Formalitez d'un acte, ce que c'eſt. III. 323
Formalitez de Juſtice, ce que c'eſt. V 226
Frais funeraires, quel eſt leur privilege. II. 221. III. 132. 668
Si l'heritier eſt tenu des Frais funeraires de la perſonne à qui il ſuccede. III. 108
Frais funeraires, ce que c'eſt. III. 132. 668
Comment les Frais funeraires doi-

vent être reglez. III. 132. 133
Comment un autre que l'heritier, qui a fait les Frais funeraires, peut les recouvrer. III. 133
Frais de Justice, leur préference à toute autre dette. II. 222
Frais des voïages des témoins par qui leur doivent être rembourſez. II. 380
France, ſon Etat monarchique. IV. 15
Sa ſituation & ſa fertilité. IV. 15
En France, le Roi ſeul, reputé preſent aux Arreſts, leur donne l'autorité. IV. 42
Fraudes faites au préjudice des creanciers. II. 157
Deſſein de Fraude ſuivi de l'évenement. II. 159
Diverſes manieres de Fraudes. II. 160. *& ſuiv.*
Si le creancier qui reçoit de ſon debiteur ce qui lui eſt dû, commet une Fraude. II. 163
A quoi eſt obligé celui qui a participé à une Fraude faite à des creanciers. II. 164
Freres germains & les ſœurs germaines, s'ils ſuccedent avec les aſcendans. III. 235
Les freres ſont les premiers dans l'ordre des collateraux. III. 267
Les freres germains excluent les autres. III. 267
Si les freres ont droit de legitime. III. 527
Fruits pendans par les racines, s'ils font partie du fonds. I. 55
Si les fruits ſont toûjours à celui qui eſt le maître, quand ils ſe recueillent. I. 144
A quoi ſont affectez les Fruits & revenus du fonds baillé à ferme. I. 205
Ce que c'eſt que la reſtitution de fruits. II. 310
Si le mot *Fruits* s'entend de toute ſorte de revenus. II. 338
Si le poſſeſſeur de mauvaiſe foi eſt obligé de reſtituer tous les Fruits dont il a joüi. II. 339
Si les Fruits cueillis ſont au poſſeſſeur de bonne foi, quoi que reſtez dans le champ. II. 340
En quel cas le poſſeſſeur de bonne foi eſt obligé de rendre les Fruits dont il a joüi. II. 341. *& ſuiv.*
Si la reſtitution de Fruits s'étend à toute leur valeur. II. 342
A qui les fruits appartiennent. II. 343
Comment ſe doit faire l'eſtimation des Fruits. II. 344
S'il eſt dû interêts des Fruits. II. 345
De quel jour ſont dûs les Fruits des legs. III. 623
S'ils ſont dûs ſans demande. III. 627

G

GABELLE, ce que c'eſt. IV. 123
Gage qu'un creancier a pris pour ſa ſureté, ne ſuffiſant pas pour ſon païement, que doit faire le creancier? II. 187
Si le creancier peut, par ſon fait, ſe ſaiſir d'un Gage. II. 192
Si le Gage peut être vendu. II. 198
Convention ſur la vente du Gage. II. 199
Stipulation que le Gage ſera au creancier, faute de païement. II. 199
Si le debiteur peut dégager un Gage, en donnant un autre de même valeur, ou en donnant caution. II. 201
Imputation des deniers proyenus.

du Gage ſur les intereſts, & puis ſur le principal. II. 201
Si les dépenſes faites par le creancier pour la conſervation du Gage, doivent être rembourſées par le debiteur. II. 204
Amelioration du Gage faite par le creancier. II. 204
Comment le creancier peut être mis en poſſeſſion du Gage. II. 206
Si le Gage peut être repris par le debiteur ſans le conſentement du creancier. II. 206
Si le creancier eſt garant du Gage qui perit par un cas fortuit. II. 208
A qui appartient l'augmentation du Gage. 209
Si le Gage eſt impreſcriptible. II. 209
Si le creancier, qui conſent que ſon Gage ſoit obligé à un autre, remet ſon droit. II. 239
Comment la vente du Gage acquitte la dette. II. 480
Prix du Gage hypothequé, imputé ſur pluſieurs dettes. II. 497
Voïez *Hypotheque*.
Gageures. I. 273. 274
Gains illicites & malhonnêtes, s'ils entrent dans la ſocieté. I. 306
Gains du mari ou de la femme. III. 542
A qui ces gains ſont acquis. III. 543
Garçons, à quel âge ſont adultes. I. 48
Gardes. Les Princes ont droit d'avoir des Gardes pour leurs perſonnes. IV. 48
Garentie, ce que c'eſt. I. 154
Combien il y en a de ſortes. I. 154
Si la Garentie a ſon effet, lorſque l'acheteur eſt évincé ou troublé, I. 155
Si celui qui eſt obligé à la Garentie, peut évincer. I. 159
Garentie de droit en vente de droits. I. 160
D'une heredité & d'une dette. I. 161
Garentie entre copartageans. II. 93
Pourquoi la Garentie ne ſe preſcrit point. II. 466
Garentie pour les évictions. III. 176
Garentie entre coheritiers. III. 189
Ses deux differens effets. III. 189
Garentie des dettes paſſives & autres charges. III. 190
Si les heritiers peuvent regler differemment les Garenties. III. 190
Garentie d'une choſe leguée indéfiniment. III. 646
Garentie d'une choſe deſignée en particulier. III. 646
General, quelle doit être ſa conduite. IV. 86. *& ſuiv.*
Gens du Roy, leurs Charges. V. 48
Pourquoi ainſi appellez. V. 48
Quelle doit être leur vigilance. V. 105
Gentilshommes. Quels ? I. 44. IV. 355
Quelle eſt leur condition. IV. 366
Gouvernemens, de diverſes ſortes. IV. 6
Lequel des Gouvernemens doit être preferé. IV. 7. 8. 11. 12. 15. 18
Quelles ſont les cauſes de la neceſſité d'un Gouvernement. IV. 20. 23
Puiſſance paternelle, premiere eſpece de Gouvernement. IV. 20
Quel eſt l'uſage du Gouvernement. IV. 22
Obeïſſance dûë à ceux qui ont le

gouvernement. IV. 23
Voïez *Obéïſſance.*
Fondemens naturels de l'autorité de ceux qui gouvernent. IV. 27
Deux caracteres eſſentiels de leur puiſſance. IV. 27
Quels ſont les droits de ceux qui ont le Gouvernement ſouverain. IV. 33
Grace du Prince à qui neceſſaire. V. 212
Grains. Cherté des Grains. IV. 218
Précautions qu'il faut avoir dans la diſette des Grains. IV. 219
Grand-Conſeil, Compagnie ſuperieure, de quoi connoît ? V. 27
Greffiers, leur Communauté. IV. 401
Quelles ſont leurs fonctions. V. 29. 119. 224.
Quels Officiers ſont. ? V. 120
Quel eſt leur principal devoir. V. 120. 121
Guerres, ce que c'eſt. xxxvj
Où ont leurs Loix. xxxvj. lxxxiij
Qui a droit de pourvoir aux dépenſes que la Guerre demande. IV. 50
De faire mettre ſous les armes ceux qui ſont obligez au ſervice. IV. 51
Les gens de Guerre doivent s'abſtenir de toutes violences & concuſſions. IV. 94. 95
En quoi conſiſte la capacité des Officiers de Guerre. V. 75
Leur probité. V. 77

H

L'HABITATION eſt pour les maiſons, ce qu'eſt l'uſage pour les autres fonds. I. 386
Ce que c'eſt que l'habitation. I. 389
Si le droit d'Habitation s'étend à toute la famille de celui qui a ce droit. IV. 389
A quels lieux elle s'étend. IV. 389
Si on peut tranſmettre ce droit. IV. 390
Combien il dure. IV. 390
Comment il finit. IV. 401
Heredité, ce que c'eſt. III. 34
Si elle comprend tous les biens & les droits d'un défunt. III. 35
Que ſignifie ce mot *Heredité.* III. 35
Quelles ſont les charges de l'Heredité. III. 36
L'Heredité ſe diviſe entre coheritiers. III. 38
L'Heredité non encore recueillie repreſente le défunt à qui étoient les biens. III. 39
Charges de l'Heredité, quelles. III. 110
Separation des biens de l'Heredité, de ceux de l'heritier. III. 114
Comment on acquiert une Heredité, & comment on y renonce. III. 156
Quels ſont les effets de l'adition d'Heredité. III. 168
Comment on renonce à l'Heredité. III. 170
Si on y peut renoncer en partie. III. 172
Heretiques. Peines contre les Heretiques. IV. 540
Heritage, de deux ſortes. I. 58
Heritage vendu comme il ſe comporte. I. 167
Heritages voiſins d'un grand chemin. I. 179
Servitudes des Heritages de la Campagne. I. 420. *& ſuiv.*
Comment les Heritages ſe bornent ou ſe confinent. II. 95. *& ſuiv.*
Si les Heritages ſeparez par un

grand chemin ſe confinent l'un l'autre. II. 97
Si les ruiſſeaux qui ne ſont pas à l'uſage public, ſervent de bornes aux Heritages des particuliers. II. 97
Comment doivent être reglez les confins de deux Heritages, devenus incertains. II. 99
Si on doit reſtituer les fruits d'un Heritage qu'on reſtituë. II. 111
Droit de retirer de l'Heritage d'un autre, ce qu'un cas fortuit peut y avoir jetté. II. 147
Heritages qui ont été en la puiſſance des ennemis. IV. 173
Devoir de cultiver les Heritages. IV. 393
Devoir de faire les cultures en leur tems. IV. 394
Heritier chargé d'une ſubſtitution, s'il peut vendre le bien qu'il ne poſſede qu'à la charge de le rendre. I. 148
Si l'heritier d'un aſſocié eſt aſſocié. I 299
Ses droits & engagemens. I. 325
Comment l'Heritier de l'aſſocié a part aux profits, & porte les pertes. I. 326
S'il eſt obligé d'achever ce que le défunt étoit obligé de faire. I. 326
S'il eſt tenu envers la ſocieté du fait du défunt. I. 327
Si l'Heritier d'un aſſocié ſe trouve lié ſans convention avec les Aſſociez de celui à qui il ſuccede. II. 87
Heritier qui pendant l'abſence de ſon coheritier ou ſe croïant ſeul Heritier, s'eſt mis en poſſeſſion de tous les biens, à quoi eſt obligé. II. 106.
Si les Heritiers des poſſeſſeurs de mauvaiſe foi ſont tenus de la méme reſtitution de fruits, que ceux à qui ils ſuccedent. II. 344
Si l'Heritier d'un défunt qui avoit poſſedé de mauvaiſe foi, peut preſcrire ce que le défunt avoit uſurpé. II. 458
Si les Heritiers de ceux qui pouvoient être relevez, peuvent exercer la reſciſion. II. 529
Si un Heritier inſtitué par ſon contrat de mariage, a la liberté aprés la mort de celui qui l'a fait Heritier, de renoncer à ſa ſucceſſion. III. 23
Si celui qui a fait un Heritier par un contrat de mariage, peut revoquer cette inſtitution à ſa volonté. III. 23
Si celui qui auroit fait un Heritier contractuel, ne pouvant revoquer cette inſtitution, peut aliener ſes biens. III. 24
Heritiers contractuels ou conventionels, quels? III. 21
Le nom d'*Heritier*, commun à l'Heritier legitime & teſtamentaire. III. 32
Heritier, quel il eſt. III. 33
Combien il y a de ſortes d'Heritiers. III. 34
L'Heritier ſuccedant aux biens & aux charges du défunt ſe met en la place du défunt. III. 36
Caracteres eſſentiels à l'Heritier. III. 36. 37
Depuis quel tems l'Heritier eſt reputé tel. III. 39
Si l'Heritier qui ſe dépoüille de l'heredité, eſt ſujet aux charges. III. 40
Si celui qui renonce à une heredité pour une certaine ſomme d'ar-

gent, eſt reputé heritier. III. 41
Comment ſe reglent les portions des Heritiers teſtamentaires ; n'étant point reglées par le teſtament. III. 42
Qui peut être heritier. III. 42. 46
Quelles perſonnes ne peuvent être Heritiers. III. 42. 43. 46
Quelles perſonnes ſont capables de ſucceder. III. 53
L'Heritier indigne, exclus de l'heredité. III. 82
Cauſes qui rendent l'Heritier indigne de la ſucceſſion, ſont indefinies. III. 82. *& ſuiv.*
Heritier qui attente à la vie de celui à qui il doit ſucceder. III. 83
Qui y a eu quelque part, ſeulement par negligence. III. 83
Qui a attenté à ſon honneur. III. 83
Effet d'une inimitié capitale entre le teſtateur & ſon heritier. III. 84
Heritier qui fait un procés au teſtateur ſur ſon état. III. 86
Heritier qui neglige de pourſuivre en Juſtice la punition des coupables de celui à qui il doit ſucceder. III. 86
Heritier qui traite d'une ſucceſſion, du vivant & à l'inſçu de celui à qui il doit ſucceder. III. 87
Heritier qui empêche le teſtateur de faire un ſecond teſtament. III. 87
Heritier qui a prêté ſon nom pour un fideicommis tacite. III. 88
Si l'Heritier indigne doit rendre les fruits de quelque bien de l'heredité. III. 88
Quelles perſonnes ne peuvent avoir d'Heritiers. III. 90. *& ſuiv.*
Droits attachez à la qualité d'Heritier. III. 93. *& ſuiv.*
Si l'Heritier peut renoncer à l'heredité. III. 95
S'il peut deliberer touchant l'acceptation de l'heredité. III. 95
S'il peut accepter la ſucceſſion par benefice d'inventaire. III. 95
S'il peut faire reduire les legs & les fideicommis lorſqu'il y en a. III. 96
S'il peut vendre ou donner l'heredité, ou en diſpoſer autrement. III. 96
S'il peut tranſmettre l'heredité à ſon heritier. III. 96
Quels droits ne paſſent point à l'Heritier. III. 97
Droits des Heritiers du ſang ſur les biens qui leur ſont affectez. III. 97
Droit de venir en partage entre coheritiers. III. 97
Droit d'accroiſſement entre coheritiers. III. 97
Droit de rapport. III. 97
Droit de retour ou de reverſion. III. 98
Comment l'Heritier entre dans toutes les charges de l'heredité. III. 98. 99
Quels ſont ſes engagemens. III. 99. 158.
A quoi ils ſe reduiſent. III. 89. 158
Quelles charges on peut impoſer à l'Heritier. III. 100. 103
Quels engagemens du défunt ne paſſent point à l'Heritier. III. 100. 101
Comment ſe reglent les charges qu'on peut impoſer à un Heritier. III. 103. *& ſuiv.*
Comment s'executent ces diſpoſitions. III. 106
Si l'Heritier eſt tenu des charges de l'heredité

l'heredité, même inconnuës au défunt. III. 106. *& suiv.*
Des dettes qui ne doivent être païées qu'aprés sa mort. III. 108
S'il est tenu des frais funeraires de la personne à qui il succede. III. 108
Droits des Heritiers, & les lieux où il en est traité. III. 109
Charges imposées à l'Heritier par la volonté de celui à qui il succede, & les lieux où il en est traité. III. 109
Charges de l'Heritier, indépendantes de la volonté de celui à qui il succede, & les lieux où il en est traité. III. 110
Comment les Heritiers sont tenus des dettes passives & de toutes autres charges de l'heredité. III. 110
Si l'Heritier pur & simple est tenu des dettes au delà des biens de l'heredité. III. 111
Heritiers tenus personnellement pour leurs portions, & hypothequairement pour le tout. III. 114
115
Engagemens de l'Heritier à cause des crimes & des delits de celui à qui il succede. III. 117
En quel cas les Heritiers sont sujets aux peines pecuniaires. III. 122. 123
Distinction à faire entre la peine pecuniaire & l'interest civil, dans les cas où il s'agit de l'engagement d'un Heritier pour les crimes & delits de celui à qui il succede. III. 129
Comment l'Heritier peut être tenu de la peine pecuniaire. III. 129
Si l'Heritier est toûjours tenu de l'interest civil. III. 130
Engagemens des coheritiers entr'eux. III. 134. *& suiv.*
Si un Heritier peut faire quelque changement dans une heredité. III. 138
Qui sont ceux qui tiennent lieu d'Heritiers, quoi qu'ils ne le soient pas. III. 139
Si le donataire universel tient lieu d'Heritier. III. 141
Si l'acheteur de l'heredité tient lieu d'Heritier. III. 143
Si le curateur à une succession vacante represente l'Heritier. III. 143
Si l'Heritier peut deliberer. III. 147
Ce qu'il faut faire pour mettre l'Heritier en état de deliberer. III. 147
Si on peut nommer un curateur pendant que l'Heritier delibere. III. 148
Quelles choses il peut vendre pendant ce retardement. III. 148
Si plusieurs heritiers successivement ont chacun le droit de deliberer. III. 150
Si l'Heritier qui meurt pendant qu'il delibere, transmet son droit à ses successeurs. III. 150
Comment on se rend Heritier par benefice d'inventaire. III. 151
Comment doit être puni l'Heritier qui a diverti des effets de la succession. III. 152
Jusques à quoi l'Heritier beneficiaire est tenu. III. 153
Si l'Heritier creancier conserve sa dette. III. 154
S'il recouvre ses dépenses. III. 154
S'il doit faire vendre les meubles. III. 154
S'il est tenu de rendre compte. III. 154

S'il eſt tenu en païant les creanciers de garder leur ordre. III. 155
S'il peut païer le legataires, les creanciers ne paroiſſant point. III. 155
S'il eſt tenu de garentie envers les creanciers qui ont pris des fonds ſujets aux hypotheques. III. 156
Si l'Heritier qui reçoit ou fait un païement, fait un acte d'Heritier. III. 159
Si celui qui diſpoſe de l'heredité, ſe rend Heritier. III. 160
Heritier teſtamentaire d'intelligence avec l'Heritier *ab inteſtat.* III. 161
Heritier qui a fait des ſouſtractions. III 161
Si l'Heritier aprés avoir renoncé, commet un larcin en ſouſtraïant. III. 161
Si l'Heritier mineur eſt relevé des actes d'Heritier. III. 162
Ce qu'il faut ſavoir pour faire un acte d'Heritier. III. 164
Si l'Heritier legitime qui ignore le teſtament, l'approuve en ſe rendant Heritier. III. 165
Diſtinction à faire entre les actes que peut faire un Heritier. III. 166
Si un acte d'Heritier fait par violence, engage. III. 167
Quelle précaution peut prendre l'Heritier qui craint de s'engager par quelque acte. III. 167
Si la poſſeſſion eſt neceſſaire pour ſe rendre Heritier. III. 168
Si tout Heritier peut renoncer à l'heredité. III. 170
Ce qu'il doit faire, lorſqu'il veut renoncer à une ſucceſſion. III. 170
De qui eſt neceſſaire pour faire un acte d'Heritier. III. 171
Si l'Heritier qui a renoncé, peut revenir. III. 171
Si l'Heritier peut renoncer en partie à une heredité. III. 172
Si lorſqu'un des Heritiers ſe rend adjudicataire de la choſe miſe en licitation, les autres peuvent y avoir part, en le rembourſant du prix III. 178
Si l'Heritier peut recouvrer toutes ſortes de dépenſes. III. 184
Dommages & intereſts contre l'Heritier qui retarde le partage. III. 187
Si les heritiers peuvent regler differemment les garenties. III. 190
Si les Heritiers ſe garentiſſent des charges pour leurs portions. III. 191
Si l'Heritier eſt renu d'une perte arrivée par une ſuite de ſon fait, qu'on puiſſe lui imputer. III. 192
Si l'Heritier qui uſurpe, porte ſeul les pertes qui en peuvent ſuivre. III. 193
En quelles manieres l'Heritier tenu d'un rapport, peut y ſatisfaire. III. 278
Si la ſimple inſtitution d'Heritier fait un teſtament. III. 298
En quel cas l'Heritier legitime eſt Heritier teſtamentaire. III. 299
Si pour inſtituer un heritier il eſt neceſſaire qu'il ſoit nommé par ſon nom dans le teſtament. III. 320
Si on peut inſtituer Heritier une perſonne inconnuë. III. 321
Si l'inſtitution eſt nulle par l'incertitude de l'Heritier. III. 322
Si l'Heritier nommé par un teſtament peut y être témoin. III. 329
Si l'Heritier renonçant, l'inſtitution eſt inutile. III. 365
Si l'Heritier legitime, étant inſti-

tué, peut renoncer au testament pour succeder *ab intestat*. III. 371
Heritier institué qui renonce par collusion avec le legitime. III. 371
Ou sans collusion. III. 372
Interpretation en faveur de l'Heritier legitime contre un étranger. III. 400
Interpretation d'un premier Heritier preferée à une seconde dans les formes. III. 400
Difference entre la condition de l'Heritier & celle des legataires. III. 402
Si l'Heritier en general est plus favorisé que le legataire. III. 403
Exemples de la preference de l'Heritier. III. 403
Si la condition qui devoit distinguer deux Heritiers n'arrivant pas, ils succedent également. III. 444
Trois manieres dont les Heritiers & les legataires d'une même chose peuvent être liez ou conjoints dans un testament. III. 460
A une même heredité. III. 467
Comment le droit d'accroissement se regle entre coheritiers. III. 469. 470
Si ce droit a lieu entre Heritiers non conjoints. III. 470
Si l'Heritier qui meurt dans le tems de deliberer, transmet son droit. III. 487
Cas où l'institution d'heritier ne se transmet point. III. 489
Si la faveur de l'Heritier institué fait subsister l'exheredation. III. 508
Si l'Heritier legitime est chargé d'executer les codicilles. III. 553
Si on peut imposer par un codicille une condition d'où dépende l'institution d'Heritier. III. 555
Quelle difference il y a entre les Heritiers & les legataires. III. 564
Si l'Heritier legataire peut s'en tenir à son legs, & renoncer à l'heredité. III. 574
Si les Heritiers sont capables de legs. III. 574
Si l'Heritier doit prendre soin de la chose leguée. III. 641
Si l'Heritier doit garentir la délivrance d'une chose leguée indéfiniment. III. 646
Quel Heritier peut demander la Falcidie. III. 668
Quelle difference il y a entre l'Heritier beneficiaire & l'Heritier pur & simple. III. 670
Pourquoi l'Heritier pur & simple ne peut prétendre la Falcidie. III. 685
Si l'Heritier beneficiaire qui fraude, perd la Falcidie sur le fonds qu'il a voulu divertir. III. 686
Aussi bien que sur le legs qu'il a voulu supprimer. III. 686
Si l'Heritier *ab intestat* perd la Falcidie pour avoir voulu renoncer au testament. III. 686
Si entre plusieurs Heritiers differemment chargez de legs, chacun a sa Falcidie sur sa portion. III. 687
Si un Heritier pour diverses portions doit les confondre pour la falcidie des legs de toutes. III. 696
Si lorsqu'un Heritier chargé d'un legs conditionnel, institué le legataire son Heritier, le legs diminué la falcidie des legs ordonnez par cet Heritier. III. 696
Si la charge imposée à un Heritier le regarde seul pour la falcidie. III. 697
Si l'Heritier qui a païé ou promis de païer le legs entier, a la falci-

die. III. 697. 698
Comment l'Heritier eſt privé de la falcidie. III. 698
Si l'Heritier qui ſous pretexte de la falcidie differe d'acquitter les legs, en doit les intereſts. III. 699
Heritier ſubſtitué à lui-même. III. 711
Si l'Heritier chargé d'une ſubſtitution peut en retenir un quart. III. 737
En quel cas les biens ſubſtituez demeurent à l'Heritier. III. 738
Si l'Heritier chargé de rendre tout ce qu'il y a eu des biens du défunt, doit rendre ce qu'il en a eu par des legs & des préciputs. III. 738
Si l'Heritier doit reſtituer les fruits du fideicommis depuis ſon retardement. III. 739
Quel ſoin l'Heritier doit prendre des biens ſubſtituez. III. 740
Si l'Heritier peut recouvrer les dépenſes faites pour le fideicommis. III. 741
Peine de l'Heritier qui retient des biens du fideicommis. III. 741
Si l'Heritier peut revoquer le païement du fideicommis nul, lorſqu'il l'a acquitté. III. 754
Si l'Heritier qui reſtituë volontairement toute l'Heredité, peut demander la Trebellianique. III. 769
Peine de l'Heritier chargé de rendre l'heredité, & qui n'en a pas fait inventaire. III. 771
Hermaphrodites, quels? I. 41
Hommes. Idée des Romains touchant l'origine de la ſocieté des hommes. ij
Pourquoi l'homme ignore les principes de la ſocieté. iij
Ce qu'il faut faire pour découvrir les premiers fondemens des Loix de l'homme. iv
Pourquoi l'homme a été fait. v. vj. x
Quelle eſt ſa nature, & ſa Religion, vij
Par quel motif les Hommes ſont obligez de s'unir & de s'aimer. vij
Quel eſt l'état de l'Homme en cette vie. ix. x
Quelles choſes rendent les Hommes neceſſaires les uns aux autres. x. xix
L'Homme eſt naturellement deſtiné au travail. xj
Et à la ſocieté par deux eſpeces d'engagemens. xj. xij
Devoirs des Hommes entr'eux, ce que c'eſt. xij
Pourquoi Dieu a mis les Hommes en ſocieté. xviij
De quelles voïes Dieu ſe ſert pour mettre chacun dans l'ordre des engagemens où il le deſtine. xix
Homme d'affaires. II. 40
Honneur d'une profeſſion ou condition, ce que c'eſt. IV. 252. 259
Divers ſens de ce mot *Honneur*. V. 199
Hôpitaux, leur adminiſtration. IV. 414
Leurs divers uſages. IV. 513
Leur police. V. 513
Reglement de leurs dépenſes. V. 514
Devoirs de ceux qui ſont emploïez au ſervice des Hôpitaux. V. 518
Il ne faut recevoir que les vrais pauvres dans les Hôpitaux. V. 518
Voïez *Communautez*.
Hôteliers, leurs engagemens. I. 471
Comment l'Hôtelier eſt chargé des choſes par le fait de ſes domeſtiques. I. 471
Quels doivent être ſes ſoins. I. 472
S'il répond des larcins. I. 472
S'il répond de ſes domeſtiques. I. 473

Huiſſiers, quelles ſont leurs fonctions V. 29. 127. 128
Quels Officiers ſont. V. 128. 224
Hypotheques, leur origine. II. 168
Sa nature & ſon uſage. II. 169
Quelles choſes en ſont ſuſceptibles ou non. II. 170
Ce que ſignifie le mot d'*Hypotheque*. II. 171
Pourquoi l'Hypotheque a été établie. II. 172
Pour quelles choſes on peut Hypothequer ſes biens. II. 172
S'il y a Hypotheque pour un preſt à venir. II. 173
Sur les biens à venir. II. 174
Comment l'Hypotheque s'étend à tous les biens, ou ſe borne à de certains biens. II. 174
Acceſſoires de l'Hypotheque. II. 175. *& ſuiv.*
Si l'Hypotheque ſur le fonds peut s'étendre ſur le bâtiment élevé ſur le fonds Hypothequé. II. 176. 177
Fonds Hypothequé en même tems à deux creanciers. II. 178
Preference du poſſeſſeur en parité d'Hypotheque. II. 178
Hypotheque ſur la portion indiviſe de l'un des heritiers. II. 179
Hypotheque du creancier ſur toutes les portions des heritiers du debiteur. II. 180
Hypotheque pour tous les heritiers du creancier ſur tout ce qui eſt hypothequé. II. 181
Si l'Hypotheque fait une affectation indiviſe. II. 181
Quelles choſes peuvent être hypotequées ou non. II. 182. 184
Hypotheque ſur le fonds d'autrui. II. 182
Stellionat dans l'Hypotheque. II. 183
Comment le tuteur, le procureur & autres, peuvent Hypothequer. II. 183
Hypotheque ſur des choſes incorporelles. II. 184
Quelles choſes ne ſont point ſujettes à Hypotheque. II. 185
Si on peut Hypothequer ſes biens pour les dettes des autres. II. 187
En quel cas l'Hypotheque a ſon effet, lorſque le debiteur engage ce qui eſt à un autre. II. 187
Combien il y a de ſortes d'Hypotheque. II. 188
Autres eſpeces d'Hypotheque. II. 189. 190
Quelles ſont les manieres dont on acquiert l'Hypotheque. II. 190
Hypotheque expreſſe, ce que c'eſt. II. 191
Quels ſont les effets de l'Hypotheque. II. 194. *& ſuiv.*
S'ils ont lieu, ſoit que l'Hypotheque ſoit generale ou ſpeciale. II. 195
Si le creancier a le choix d'exercer ſon Hypotheque ſur celle qu'il voudra de pluſieurs choſes Hypothequées pour une ſeule dette. II. 200
Quel eſt l'effet de l'Hypotheque avant le terme du païement. II. 202
Si on peut exercer une Hypotheque ſur une dette conditionnelle. II. 202
Quel eſt l'effet de l'Hypotheque d'un ſecond creancier ſur la choſe déja engagée à un autre. II. 203
Si la perte de l'Hypotheque diminuë la dette. II. 205
D'où dépend l'effet de l'Hypotheque. II. 206
Hypoteque acquiſe au Roi ſur tous

les biens des Officiers comptables. II. 219
Entre hypotheques, celle du Roi ne va que dans son ordre. II. 219. 220
Comment s'éteint l'hypotheque. II. 235. 236.
Si l'hypotheque revit, le païement fait ne subsistant point. II. 237
Si l'hypotheque s'éteint, le fonds hypothequé cessant d'être en commerce, ou s'il vient à perir. II. 237
Si la prescription de la dette éteint l'hypotheque. II. 238
Si l'hypotheque assignée sur un fonds qui vient à se perdre, subsiste encore. II 238
Quel est l'effet de la redhibition de la chose hypothequée. II. 239

I

JARDIN. Si le legs d'une maison comprend le Jardin qui en fait partie. III. 391
Jeunesse. Devoirs de ceux qui instruisent la Jeunesse hors des Universitez. IV. 503
Ignorance des faits pourquoi est presumée. I. 495
Cas où l'ignorance du droit ne sert de rien. I. 498
Imbecilles, leur état. I. 42
Immeubles, ce que c'est. I. 55
Ce qui est compris sous ce nom. I. 55
Comment se fait la delivrance des immeubles. I. 116
Clause de precaire omise dans un contrat de vente d'Immeubles. I. 117
Si les Immeubles des Eglises & des Communautez peuvent se vendre. I. 148
Si dans la vente des Immeubles la lesion de plus de moitié de prix, rend la vente nulle. I. 150
En quel cas dans la vente des Immeubles il peut y avoir lieu à la redhibition. I. 163
Si des Immeubles peuvent être prêtez. I. 229
Si on peut mettre en dépôt des Immeubles. I. 273. 276
Délivrance & prise de possession des Immeubles. II. 435
Immeubles acquis au Souverain. IV. 159
Impositions de deniers publics, de trois sortes. IV. 98. 106
Leur justice & leur necessité. IV. 102
Imposition sur les denrées & marchandises. IV. 107. 108
Imposition des tailles personnelles & des tailles réelles. IV. 108. 111
Impositions personnelles, sujettes à deux sortes de changemens. IV. 109
Impositions sur les fonds reçoivent aussi des changemens. IV. 109
Impositions & levées des deniers publics. IV. 412
Imprimerie de quelle espece de necessité est necessaire. IV. 254
Impuberes, quels? I. 48
Si les Impuberes peuvent faire testament. III. 309
S'ils peuvent recevoir par testament. III. 319
Incapacité, si elle exclut de la tutele. II. 47. 50
Ses causes. II. 47. *& suiv.*
Incapacité survenuë. II. 54
Incapacitez de succeder, quelles III. 45. 57. 59. 62
Effet de l'Incapacité survenuë aprés l'ouverture de la succession *ab intestat.* III. 64
Quel est l'effet de toutes les Incapacitez. III. 80

Incendies cauſez par imprudence ou negligence. II. 134
Indignes pour ſucceder, quels? III. 82. *& ſuiv.*
Diſtinctions à faire entre les cauſes qui rendent indigne de ſucceder. III. 89
Infamie. Si les perſonnes notées d'infamie peuvent être témoins dans un teſtament. III. 328
Infirmes, comment peuvent faire teſtament. III. 304.
Ingratitude diſſimulée par le donateur. I. 374.
Inimitié capitale, ſi elle eſt une excuſe valable pour ſe faire décharger d'une tutele. I. 51
Inofficioſité. Voïez *Plainte.*
Inſenſez, quels? I. 41
Si les Inſenſez peuvent vendre leurs biens. I. 148
Si les Inſenſez ſont capables de ſucceder. III. 53
Quand les Inſenſez peuvent faire teſtament. III. 312
S'ils peuvent recevoir par teſtament. III. 319
S'ils peuvent être témoins dans un teſtament. III. 328
Inſtitutions contractuelles. III. 21
Remarques de quelques principes ſur les inſtitutions contractuelles. III. 22
Integrité, quelle doit être celle des Officiers de Juſtice. V. 85. *& ſuiv.*
Intention. Si dans les conventions l'Intention doit être preferée à l'expreſſion. I. 73
Interdits, s'ils peuvent vendre leurs biens. I. 148
Intereſts de la choſe prêtée. I. 269
Intereſt d'Intereſt, illicite. I. 269
Intereſt des deniers reçus pour un abſent. II. 78. 81
Difference entre les Intereſts & les dommages & Intereſts. II. 289
Pourquoi les Intereſts ſont fixez par la Loi, & les dommages & Intereſts indéfinis. II. 290
Ce que c'eſt qu'Intereſt. II. 311
En quoi il conſiſte. II. 312
Quand il eſt dû. II. 312
Si l'acheteur d'un fonds doit l'Intereſt du prix. II. 313
Interêts dûs aprés la demande. II. 313
En quels cas on peut ſtipuler les Intereſts des ſommes qui de leur nature n'en produiroient pas. II. 314. 315
Pourquoi la dot doit de ſa nature produire des Intereſts. II. 315
Si ceux qui retiennent des deniers appartenans à d'autres perſonnes, & qui les tournent à leur profit, en doivent l'Intereſt. II. 316
Si le debiteur doit l'Intereſt de l'Intereſt. II. 316
Comment s'entend la défenſe de prendre des Intereſts d'Intereſts. II. 318
En quel cas celui qui païe des Intereſts pour un autre, n'en peut prendre d'Intereſts. II. 318
Cas où il eſt dû des Intereſts d'Intereſts. II. 319
Quelles ſont les cauſes qui peuvent donner lieu à des Intereſts. II. 319
Diſcernement des cas où il eſt dû des Intereſts, & de ceux où il n'en eſt point dû. II. 320
S'il eſt dû Intereſt des fruits. II. 345
Voïez *Dommages.*
De quel jour ſont dûs les Intereſts des legs de deniers. III. 626. 627
Si les Intereſts des legs pieux ſont dûs ſans demande. III. 627
Interrogatoire. Differentes manieres dont on peut avoir la confeſſion

d'une partie sur des faits. II. 392
Par qui doit être ordonné l'Interrogatoire de la partie. II. 396
Comment doit répondre celui qui est interrogé. II. 396
Quel est l'usage des Interrogatoires. II. 396
Si la réponse faite par une erreur de fait, est nuisible. II. 367
Quel est l'effet des Interrogatoires. II. 397
S'ils empêchent l'effet des autres preuves. II. 397
Quelle difference il y a entre les Interrogatoires & la demande de communication des pieces d'une partie. II. 397
Intestat. Combien il y a d'ordres de personnes qui succedent *ab intestat.* III. 197
Inventaire comment doit être fait. III. 151
Ce qu'il doit comprendre. III. 152
Si on en peut reparer les omissions. III. 152
Josué, successeur de Moïse, promesse que Dieu lui fit. IV. 10
Jours regardez comme ouvertures. I. 417
Deux sortes de servitudes pour les jours. I. 417
Juge. L'effet des preuves dépend de la prudence du Juge. II. 355
Ce qu'il doit faire pour connoître quel doit être l'effet d'une preuve. II. 356
S'il doit voir les témoins. II. 378
Sa prudence pour discerner l'effet des presomptions. II. 385
En quel cas il peut ordonner le serment. II. 403
Quel est le devoir du Juge sur le serment deferé ou referé. II. 404
Si le Juge peut compenser d'office. II. 501
Signification de ce mot *Juges* selon la Langue sainte. IV. 10
Nom de *Dieux*, donné aux Juges. IV. 27
Deux sortes de Juges. V. 45 *& suiv.*
Quelles qualitez doivent avoir les Juges. V. 87. 99. *& suiv.*
Vices auxquels ils sont sujets. V. 108
Doivent s'abstenir de connoître de certaines causes. V. 109
Quelle doit être leur application à leurs fonctions. V. 113. *& suiv.*
Comment les Juges sont distinguez des uns des autres. V. 223
Juge & Consuls, leur jurisdiction. V. 28
Leurs fonctions s'exercent sans gages. V. 61. 107
Juifs, leur gouvernement monarchique sous Moïse & ses successeurs. IV. 10
Jurisdiction des Marchands. IV. 372
Jurisdiction, de deux sortes. V. 30. 43
Justice, son autorité sur l'esprit & sur le cœur de l'homme. IV. 26
La force de la Justice doit regner dans tout le détail. IV. 79
En quoi consiste la capacité des Officiers de Justice. V. 81 *& suiv.*
Quelle doit être leur probité ou integrité, V. 85. 99 219
Rang de ceux qui administrent la Justice. IV. 286
Leur subordination. IV. 292
Voïe de Justice, ce que c'est. V. 219
Voïez *Presseance. Robe.*

L

LAcs, qu'on appelle mers. IV. 229
Legataire, s'il eſt obligé de tenir le bail fait par le teſtateur. I. 198
Quel eſt le devoir des Legataires d'un défunt. II. 245
Pourquoi les Legataires ne ſont pas tenus comme l'heritier, du fait des teſtateurs. II. 459
Difference entre la condition des Legataires & celle de l'heritier. III. 402
Exemples où le Legataire eſt favoriſé. III. 405. *& ſuiv.*
Trois manieres dont les Legataires & heritiers d'une même choſe peuvent être liez ou conjoints dans un teſtament. III. 460
A un même legs. III. 467
Si le droit d'accroiſſement a lieu entre Legataires d'une même choſe. III. 471. 472
S'il a lieu entre Legataires par portions. III. 473
Divers cas d'accroiſſement entre Legataires conjoints. III. 474
Quelle difference il y a entre les Legataires & les heritiers. III. 564
Si un Legataire peut être chargé d'un legs envers d'autres. III. 570
Si un Legataire de pluſieurs legs peut accepter les uns & rejetter les autres. III. 570
De quel tems le droit du Legataire lui eſt acquis. III. 629. *& ſuiv.*
Si le Legataire venant à mourir avant que d'avoir reçû la choſe leguée, tranſmet le legs à ſon heritier. III. 632
Si le Legataire qui a ſurvêcu au teſtateur, tranſmet ſon droit à ſon heritier. III. 633
Si le Legataire qui meurt avant le choix, tranſmet ſon droit. III. 635
Si les retardemens du droit de l'heritier retardent celui du Legataire. III. 638
Si le Legataire peut prendre ſon legs par voïe de fait. III. 641
Dommages & intereſts contre le Legataire, faute de recevoir ſon legs. III. 643
Si toute perte où rien ne peut être imputé à l'heritier, regarde le Legataire. III. 645
Si lorſque le Legataire ſe rend indigne du legs, il eſt revoqué. III. 665
Si les Legataires chargez de legs ſur les leurs, ont la Falcidie. III. 687
Si le Legataire d'un fonds chargé d'une penſion ſur les fruits de ce fonds retient la Falcidie, quoiqu'il la ſouffre. III. 691
Legiſlateur. L'intention du Legiſlateur dans les Loix arbitraires fixe les temperamens de l'équité. I. 16
Legitimation des bâtards à qui appartient. IV. 41
Si la Legitimation par le mariage du pere avec la mere du bâtard, fait ceſſer le droit de bâtardiſe. IV. 182
Legitime des enfans ce que c'étoit dans l'ancien Droit Romain. III. 522
Ce que c'eſt que la Legitime. III. 525
A qui elle eſt dûë. III. 525
Comment ſe regle la Legitime des enfans au premier degré. III. 526
Et aux autres degrez. III. 526
A qui la Legitime eſt dûë entre Aſcendans. III. 526
Si les freres ont droit de Legitime. III. 527

Ce que c'eſt que la quote de la Legitime. III. 528
Comment la Legitime des enfans eſt differente. III. 528. 529
Quelle eſt celle de ceux qui viennent par repreſentation. III. 529
Ce que c'eſt que la Legitime des Aſcendans. III. 529
Sur quels biens ſe prend la Legitime. III. 533
Ce que c'eſt que la demande de la Legitime. III. 533
Si les biens donnez ſont ſujets à la Legitime. III. 534
Depuis quel tems ſont dûs les fruits de la Legitime. III. 535
Si la Legitime peut être ſujette à quelques charges. III. 535
Si la Legitime des enfans de divers mariages eſt diſtinguée. III. 536
Quel eſt le privilege de la Legitime des enfans. III. 742
Legitimes. Quels enfans ſont Legitimes ? I. 39
Legs. Si l'heritier peut faire reduire les Legs. III. 96
Legs reduits. III. 153
Si les Legs du teſtament inofficieux ſubſiſtent. III. 370
Interpretation d'un Legs qui ſe rapporte à deux choſes, & qu'il faut fixer à une. III. 387
Si l'erreur dans le nom de la choſe leguée nuit au Legs. III. 388
Si le Legs d'une maiſon comprend le jardin qui en fait partie. III. 391
Comment les Legs d'un ſecond teſtament ſubſiſtent III. 401
Comment ſe regle un Legs pour un ouvrage. III. 448
Si un Legs fait en cas que l'heritier l'agrée, eſt conditionel. III. 451
Tranſmiſſion du Legs pur & ſimple. III. 489
Du Legs conditionel. III. 490
Du Legs à jour incertain. III. 490
Sûreté pour les Legs conditionels. III. 495
Si les Legs d'un teſtament inofficieux ſubſiſtent. III. 520
Legs, ce que c'eſt. III. 564
Ce qui eſt compris ſous le nom de *Legs*. III. 565
Definition du Legs. III. 568
Si les Legs ſont de même nature que les fideicommis particuliers & les donations à cauſe de mort. III. 568
En quoi conſiſte la validité des Legs. III. 569
Si un teſtateur peut charger d'un Legs, ſon legataire. III. 570
Comme ſe doit partager une même choſe leguée à deux ou pluſieurs perſonnes. III. 570
Si les Legs ne ſont dûs qu'aprés toutes les dettes. III. 570
Quelles perſonnes peuvent faire des Legs. III. 571
En quel tems il faut conſiderer la capacité ou incapacité de leguer. III. 572
A quelles perſonnes on peut, ou, on ne peut leguer. III. 572
Si on peut leguer des alimens à un incapable d'autres legs. III. 573. 574
Si on peut leguer aux heritiers. III. 574
Comment ſe doit partager un Legs commun à deux heritiers. III. 574
Si l'heritier legataire peut s'en tenir à ſon Legs, & renoncer à l'heredité. III. 574
Si un teſtateur peut faire un Legs à une perſonne inconnuë & même incertaine. III. 575

Si on peut Leguer à une perſonne d'entre pluſieurs. III. 575
Si on peut Leguer à une Ville ou à une Communauté. III. 576
Si on peut Leguer toute ſorte de choſes. III. 578
Si les choſes publiques ou ſacrées peuvent être Leguées. III. 578
Si on peut Leguer une choſe qui eſt à un autre. III. 579
En quels cas le Legs d'une choſe qui n'appartient pas au teſtateur, eſt nul. III. 580. *& ſuiv.*
Si le Legs d'une choſe acquiſe par le legataire à titre lucratif, demeure nul. III. 582
Legs de la même choſe à la même perſonne par deux teſtateurs. III. 583
Si deux Legs d'une même ſomme ſont deux Legs d'une même choſe. III. 583
Comment ſe reduit le Legs d'un fonds dont le teſtateur n'a qu'une portion. III. 584
Si un creancier peut Leguer à ſon debiteur tout ce qu'il lui doit, ou une partie. III. 584
Si le Legs, fait à un de deux coobligez ſolidairement, acquite tous les deux. III. 585
Si le Legs d'une ſurſeance à un debiteur le décharge des interêts. III. 586
Si on peut leguer une choſe engagée. III. 587
Si on peut Leguer des choſes qui ne ſont pas encore en nature. III. 589
Comment ſe borne le Legs d'une certaine quantité de grains à prendre ſur une recolte, ou dans un grenier. III. 589
Comment ſe regle un Legs indefini de meubles. III. 589
Si le Legs d'une choſe ſpecifiée comme étant au teſtateur, eſt nul, lorſqu'elle ne ſe trouve pas dans ſa ſucceſſion. III. 590
Comment ſe doit entendre le Legs d'une choſe indeterminée en ſon eſpece. III. 590
Si on peut Leguer un ouvrage à faire. III. 591
Pourquoi le Legs vague d'un fonds eſt nul. III. 591
Comment ce qui eſt ajoûté au fonds legué appartient ou n'appartient pas au legataire. III. 595
Si l'augmentation d'un fonds legué a l'effet de revoquer le legs. III. 596
Si le Legs d'un fond comprend la ſervitude neceſſaire pour ce fonds ſur un autre de l'heredité. III. 596. 597
Si le Legs d'une maiſon de la Ville, ou de la campagne en comprend les meubles. III. 597
Ce que comprend le Legs d'une maiſon avec les meubles. III. 598
Si les papiers ſont compris dans le Legs de tout ce qui eſt dans la maiſon. III. 598
Legs d'un uſufruit à pluſieurs, & de la proprieté à l'un d'eux. III. 601
Si on peut leguer un uſufruit de choſes mobiliaires. III. 601
Comment le Legs d'une portion de fruits ſubſiſte aprés la vente du fonds. III. 602
Si la charge du Legs d'un uſufruit paſſe à l'heritier, lorſque le Legs n'a pas lieu. III. 602
Quelle difference il y a entre un Legs annuel, & un Legs d'uſufruit. III. 602. *& ſuiv.*

Si le Legs annuel eſt acquis au commencement de l'année. III. 604
Si un Legs à païer en pluſieurs années, eſt d'une autre nature qu'un Legs annuel. III. 604
Si les Legs d'une ſomme à diſtribuer à un certain jour eſt perpetuel ou annuel. III. 605
Si le Legs d'alimens ou d'entretien ſont pour la vie du legataire. III. 605
Comment les Legs d'alimens juſqu'à la puberté doivent s'entendre III. 606
Comment les Legs d'alimens ſe reglent. III. 606
Comment ſe regle un Legs d'alimens que le teſtateur avoit coûtume de donner. III. 607
En quoi les Legs d'alimens ſont favorables. III. 608
Quels ſont les Legs pieux. III. 608
Difference entre les Legs pieux & les autres par leurs motifs & leur uſage. III. 609
Difference entre un Legs pieux & un Legs qui regarde quelque bien public. III. 609
Quel uſage on doit faire d'un Legs pieux ſans deſtination. III. 610
De qui dépend l'execution des Legs pieux. III. 610
Si on peut deſtiner un Legs pieux à un autre uſage que celui que le teſtateur auroit ordonné. III. 611
Quel eſt le privilege des Legs pieux. III. 611
En quelles manieres on peut Leguer une de deux ou de pluſieurs choſes. III. 614
Legs qui ne marquent pas à qui en ſera le choix III. 614
Comment ſe doit entendre le Legs d'une choſe entre pluſieurs. III. 615
Legs au choix de l'heritier & du legataire. III. 616
Legs au choix d'un tiers. III. 617
Si celui qui a le choix, peut le differer. III. 618
Si l'heritier qui avoit le choix, eſt tenu de la perte ou diminution à laquelle ſon retardement a donné lieu. III. 618
S'il en eſt de même du legataire. III. 619
Si lorſque des choſes dont le choix étoit legué, il n'en reſte qu'une, elle eſt au legataire. III. 619
Si aprés le choix la choſe perit, le legataire en ſouffre la perte. III. 619
Si l'heritier ou legataire qui a fait ſon choix, peut en faire un autre. III. 620
Si le legataire qui a le droit d'un choix, peut le faire avant que l'heritier ait accepté la ſucceſſion. III. 620
Si le legataire de ce qui reſtera aprés le choix d'un autre, a tout, le choix n'étant pas fait. III. 620
Si le droit de choiſir paſſe à l'heritier du legataire. III. 621
Quelles ſont les choſes dont les teſtateurs ont la liberté de faire des Legs. III. 622
La volonté du teſtateur doit regler les fruits & les revenus du Legs. III. 622
De quel jour ſont dûs les fruits des Legs. III. 623
De quel jour ſont dûs les interêts des Legs de deniers. III. 626
Profit des Legs qui eſt d'autre nature que les fruits & les interêts.

III. 627
Si les fruits & les interêts des Legs pieux ſont dûs ſans demande. III. 627
Combien il y a de ſortes de Legs. III. 629
De quel moment le legs pur & ſimple eſt acquis au legataire. III. 630
S'il en eſt de même du Legs conventionnel. III. 630
Trois autres ſortes de Legs qu'il faut diſtinguer. III. 631
Difference entre le tems où le Legs eſt acquis, & le tems où il peut être demandé. III. 631
En quel cas le Legs conditionnel ne ſe tranſmet point. III. 632
Si le Legs pur & ſimple eſt tranſmis, lorſque le legataire meurt avant le terme. III. 633
Quels ſont les Legs proprement conditionnels III. 633
Si celui de qui la veuve eſt enceinte, tranſmet le Legs fait à condition qu'il eût des enfans. III. 633
Si une condition injuſte, mal honnête ou impoſſible ſuſpend le Legs. III. 634
Si les Legs à un tems incertain ſont conditionnels. III. 634. 635
Si les Legs attachez aux perſonnes ſe tranſmettent. III. 636
Comment eſt conſideré un Legs annuel. III. 636
Exemple d'un Legs attaché à la perſonne du legataire. III. 637
Legs dont l'effet eſt ſuſpendu, & qui ſe tranſmet. III. 638
Si le Legs dont l'heritier ſubſtitué eſt chargé, eſt acquis par la mort du teſtateur. III. 639
De quel tems ſont dûs les Legs ſans terme ni condition. III. 642
En quel lieu la choſe leguée doit être délivrée au legataire. III. 642
Si l'heritier eſt tenu du Legs d'un cheval, qui s'eſt échappé avant la mort du teſtateur. III. 642
Sureté pour les Legs. III. 643
Si l'heritier peut recouvrer ce qu'il a dépenſé pour la conſervation de la choſe leguée. III. 644
S'il doit acquitter les charges des fonds leguez juſqu'à la délivrance. III. 645
S'il ſouffre la perte arrivée aprés ſon retardement. III. 645
S'il doit garentir la délivrance d'une choſe leguée indéfiniment. III. 646
Garentie du Legs d'une choſe deſignée en particulier. III. 646
Si l'heritier peut être reſtitué du païement d'un Legs quoique nul. III. 647
Si cela a auſſi lieu à l'égard d'un Legs dont la condition ne ſeroit pas arrivée. III. 648
En quelles manieres un Legs peut être nul. III. 650
Comment un Legs peut être revoqué, diminué ou transferé. III. 651
Si un Legs nul dans ſon origine, peut valider dans la ſuite. III. 651
Si cela a-lieu pour les Legs conditionnels. III. 652
Si le Legs devient nul, lorſque le legataire meurt avant la mort du teſtateur. III. 653
Si la charge impoſée au Legs annullé paſſe à celui qui en profite. III. 653
Si un Legs qui étoit bon au tems du teſtament, peut devenir nul par un changement. III. 655
Diverſes manieres de revoquer les Legs. III. 656
Si le Legs d'une dette eſt revoqué

lorſque le teſtateur s'en fait païer. III. 656
Si l'alienation de la choſe leguée revoque le Legs. III. 656
Si une donation a le même effet. III. 658
Si l'engagement de la choſe leguée revoque le Legs. III. 659
S'il en eſt de même des changemens qui la reforment & qui la renouvellent. III. 659
Si le Legs d'un troupeau de moutons ſubſiſte, quoi qu'il n'en reſte aucun des premiers. III. 660
Si, lorſque la choſe leguée change de nature, le Legs eſt revoqué. III. 660
S'il en eſt de même, lorſqu'il ne reſte de la choſe leguée que des acceſſoires. III. 661. 662
Si le Legs diminuë par la diminution des choſes leguées. III. 663
Par un détachement d'un partie du fonds legué, pour la joindre à un autre. III. 663
Si le Legs transferé eſt ôté au premier legataire. III. 664
Revocation d'un de deux Legs qui n'en annulle aucun des deux. III. 664
Si le Legs eſt revoqué, lorſque le legataire s'en rend indigne. III. 665
Si les Legs ſont diminuez ſans le fait du teſtateur par la Falcidie. III. 665
Si les Legs peuvent exceder les trois quarts des biens. III. 667
Si les Legs ſont ſujets à la Falcidie. III. 669
Si le Legs d'une ſervitude eſt ſujet à la Falcidie. III. 678
Si le Legs de l'avance d'une dette à terme ou ſous condition, eſt ſujet à la Falcidie. III. 679
Si le Legs d'une dette dont le debiteur eſt inſolvable, eſt compté pour la Falcidie. III. 679
Si le Legs d'un fonds avec prohibition d'aliener eſt ſujet à la Falcidie. III. 690
Si le Legs dont la délivrance ou le païement eſt differé, eſt moins eſtimé pour la Falcidie. III. 697
Si l'heritier ſous prétexte de la falcidie differe d'acquitter les Legs, en doit les interêts. III. 699
Leſion de plus de moitié du prix, ſi elle rend la vente nulle. I. 150
De quel jour l'acheteur doit rendre les fruits, lorſqu'il y a Leſion de plus de moitié du juſte prix. I. 151
Leſion en partage. II. 93
Comment une Leſion conſiderable dans un partage peut être reparée. III. 180
Lettres de change, leur nature. I. 481
Lettres de benefice d'âge à quel âge s'obtiennent. II. 546
Quel eſt leur effet. II. 546
Liberalitez frauduleuſes. II. 158. 162
Liberté, ce que c'eſt, & en quoi elle conſiſte. I. 46
Libertez de l'Egliſe Gallicane. IV. 548
Licitation quand ſe fait. I. 180
Licitation des biens qui ne peuvent être partagez. III. 177
Comment ſe doit faire la Licitation. III. 178
Lieu. Comment le changement des Lieux arrivé par un cas fortuit peut être reparé. II. 141. *& ſuiv.*
Lieux exemts de certaines contributions. IV. 141
Lieux publics, leur police. IV. 411

Choix des perſonnes pour prendre le ſoin des Lieux publics. IV. 412
Voïez *Places.*
Lignes de parenté, ce que c'eſt. III. 220
Ligne des Aſcendans. III. 220
Ligne des Deſcendans. III. 221
Lignes collateralles pourquoi ainſi appellées. III. 221
Livres. A qui appartient l'approbation ou cenſure des Livres. IV. 494
Locataire qui quitte par la crainte de quelque peril, s'il eſt tenu des loïers & du dommage. I. 192
Pour quelles choſes il peut être pourſuivi, lorſqu'il abandonne ſans cauſe l'habitation de la maiſon loüée. I. 193
S'il eſt tenu de faire les reparations. I. 193
Ce qu'il faut faire lorſque le Locataire d'une maiſon diſparoît ſans païer les loïers. I. 193
A quoi ſont affectez les meubles du Locataire. I. 193
En quel cas le Locataire eſt obligé de vuider la maiſon loüée. I. 194
Si faute de païement le Locataire peut être expulſé. I. 195
Autres cas où il peut être encore expulſé. I. 195
Si le Locataire peut rompre le bail d'une maiſon pour incommodité ſurvenuë. I. 198
Loix. Premiers principes des Loix inconnus aux Païens. j. ij
Quels ſont les principes des Loix. iij
Comment on juge du caractere de la certitude de ces principes. iij
Voïe ſeure pour découvrir les premiers principes des Loix. iv
Deux eſpeces de Loix, les unes immuables, & les autres arbitraires. lvj
Pourquoi les Loix immuables s'appellent ainſi. lvj
Exemples des Loix immuables & arbitraires. lvij
Quelle eſt l'origine des Loix immuables. lvij
Des Loix arbitraires. lviij. lxj
Difficultez qui naiſſent des Loix immuables. lviij. *& ſuiv.*
Par quelles regles, arbitraires ou immuables, doivent être reglées les matieres inventées. lxij
Quelle difference il y a entre les matieres naturelles & les matieres inventées, par rapport aux Loix. lxij
Deux ſortes de Loix arbitraires. lxiij
En quels livres elles ſont compriſes. lxiij
Quatre autres eſpeces de Loix arbitraires qui ſont en uſage dans ce Roïaume. lxiij
Difference entre les Loix naturelles & les Loix arbitraires. lxiv
Quels ſont les differens caracteres de leur juſtice & de leur autorité. lxiv. lxv
En quoi conſiſtent la juſtice & l'autorité de toutes les Loix. lxv
Remarque à faire ſur la diſtinction des Loix immuables. lxvj
Fondemens de cette diſtinction. lxvj. lxvij
Quel eſt l'eſprit de toutes les Loix. lxviij
Pourquoi les Loix arbitraires ſont toûjours en évidence. lxviij
Si les Loix naturelles ſont toûjours à préferer aux Loix arbitraires. lxxj
Difficulté d'appliquer les Loix

aux queſtions qui ſe preſentent. lxxiij
Neceſſité d'étudier les Loix naturelles. lxxiij
Deux cauſes de cette neceſſité. lxxiij
Deux ſortes de regles de l'étude des Loix naturelles. lxxiv
Exemples de l'une & l'autre ſorte. lxxiv. lxxv.
Loix naturelles qui ſemblent quelquefois abolies par des Loix contraires. lxxvij
Differens effets de quelques Loix naturelles. lxxviij
Autre diviſion des Loix, en Loix divines & Loix humaines. lxxix
A quelles Loix on donne le nom de *Loix divines*. lxxx
Diſtinction des Loix de la Religion & des Loix de la police. lxxx
Quelles Loix ſont communes & propres à l'une & l'autre. lxxxj
Leurs fins differentes. lxxxij
Difference entre les Loix arbitraires de la Religion, & les Loix arbitraires de la police. lxxxij
Comment les Loix étoient diviſées dans le Droit Romain. lxxxv
Autre maniere de diviſer les Loix. lxxxv. lxxxvj
Differens effets des Loix naturelles & des Loix arbitraires. xc
Preſomption pour l'utilité d'une Loi nonobſtant les inconveniens. xcj
Quels ſont les interpretes des Loix. xcj
Comment une Loi s'abolit. xcj
Si les Loix & coûtumes des lieux voiſins peuvent ſervir d'exemple & de regle. xcj
Comment il faut juger du ſens & de l'eſprit d'une Loi. xcij
Quelles Loix doivent s'étendre ou ſe reſtreindre. xciij
Quels ſont les divers effets ou uſages des Loix. xciv
Etenduë des Loix ſelon leur eſprit. xcv
Importance de diſtinguer les differentes ſortes de Loix. xcvj
Toutes les matieres des Loix ſont ou de la Religion ou de la police temporelle. c
Quelles Loix ſont en uſage dans ce Roïaume. cj
Ce qu'on entend par ce mot *Loi*. I. 3
Pourquoi les Loix doivent être écrites I. 3
Deux ſortes de Loix arbitraires. I. 8
Ce que les Loix naturelles reglent. I. 9
Sur quoi s'étend le pouvoir des Loix arbitraires. I. 10
Quel eſt l'effet des Loix nouvelles à l'égard du paſſé. I. 10
Autre effet des Loix nouvelles. I. 11
De quel tems les Loix arbitraires commencent d'avoir leur effet. I. 11
Deux manieres dont les Loix arbitraires peuvent être abolies. I. 11
En quoi conſiſte l'uſage & l'autorité de toutes les Loix. I. 12
Les Loix ſont generales. I. 13
En quels cas il eſt neceſſaire d'interpreter les Loix. I. 14
Ce que fixe l'intention du Legiſlateur dans les Loix arbitraires. I. 16
Diverſes vûës neceſſaires pour l'interpretation des Loix. I. 17
Quel eſt l'eſprit des Loix. I. 19
En quel cas les Loix naturelles ſont mal

mal appliquées. I. 19
Auſſi bien que les Loix arbitraires, I. 20
Ce qu'il faut faire pour bien entendre le ſens d'une Loi. I. 24
Comment on peut ſuppléer à la Loi. I. 25
En quel cas il faut recourir au Prince pour l'interpretation de la Loi. I. 25
S'il faut ſuivre la Loi, quoique le motif en ſoit inconnu. I. 26
Quelles Loix s'établiſſent favorablement. I. 26
Quelles Loix ſe reſtreignent. I. 27
Loix dont les diſpoſitions ne s'étendent pas hors de ce qu'elles reglent expreſſément. I. 27
Les Loix s'interpretent les unes les autres & par l'uſage. I. 28
Les Loix s'étendent à ce qui eſt eſſentiel à leur intention. I. 29
Les Loix qui permettent, s'étendent du plus au moins. I. 29
Les Loix qui défendent, s'étendent du moins au plus. I. 30
Comment les droits ſont acquis aux perſonnes par l'effet des Loix. I. 31
Si les Loix ont leur effet indépendamment de la volonté des particuliers. I. 32
Comment les Loix Civiles diſtinguent les perſonnes. I. 34
Comment les Loix regardent les choſes. I. 52. *& ſuiv.*
Quel eſt l'eſprit des Loix. III. 374.
En quel ſens le ſouverain eſt au deſſus des Loix. IV. 61
Loüage en general, ce que c'eſt. I. 184. 186
Comment s'accomplit le loüage. I. 187
Quelles choſes on peut loüer ou non. I. 187
Si on peut loüer une choſe dont on n'eſt pas le maître. I. 188
Comment ſe fait le prix d'un Loüage. I. 188
Si celui qui tient à Loüage, une maiſon ou autre heritage, peut la loüer ou bailler à ferme à d'autres perſonnes. I. 189
Quels ſont les engagemens de celui qui baille à Loüage. I. 196. 199. 245
Vices de la choſe loüée. I. 199

M.

MACEDONIEN. Senatuſconſulte Macedonien d'où ainſi appellé. I. 269
Majeurs, quels ? I. 49
De quelles cauſes les majeurs peuvent ſe ſervir pour être relevez des actes où il y a quelque vice. II. 553. *& ſuiv.*
Si le Majeur coheritier du mineur relevé, demeure heritier. III. 163
Maires de Ville, leurs fonctions. IV. 418. 419
Maiſon. Si celui qui habite une Maiſon, eſt tenu du dommage cauſé par ce qui en eſt jetté, ou qui en peut tomber. III. 114. *& ſuiv.*
Si le legs d'une Maiſon comprend le jardin qui en fait partie. III. 391
Quels ſont les acceſſoires d'une Maiſon. III. 594.
Voïez *Legs, Meubles.*
Maiſons Religieuſes. Voïez *Communautez.*
Maiſon du Roi, ſes charges. V. 33
Maîtres, leurs engagemens. I. 476
Solidité contre les Maîtres pour le fait de leur prépoſé. I. 479

Solidité contre les Maîtres qui exercent enſemble un commerce. I. 480
Si le Maître de la choſe doit ce qui a été dépenſé pour la conſerver. II. 112
Maîtriſes des Arts. IV. 384
Police de ces Maîtriſes. IV. 385
Malades, s'ils peuvent teſter. III. 313
Malte. Si les Chevaliers de Malte ſont Religieux. IV. 329
Leur rang. IV. 329
Malverſations de ceux qui levent des droits, comment punies. IV. 132
Mandement. Voïez *Procuration*.
Marchands, à qui ſont dûs des frais funeraires, leur privilege. II. 221
Par quel tems ſe preſcrivent les demandes des parties des Marchands vendant en détail. II. 449
Leur rang. IV. 288
Diſtinction entr'eux. IV. 293
Qui ſont ceux à qui on donne le nom de *Marchands*. IV. 371
Leur juriſdiction. IV. 372
Leurs devoirs. IV. 374. *& ſuiv.*
Marchandiſes jettées à la mer dans un peril de naufrage. II. 140. 148 *& ſuiv.*
Comment ſe fait l'impoſition ſur les Marchandiſes. IV. 108
Si les impoſitions ſur les Marchandiſes ſont fixes. IV. 109. *& ſuiv.*
Marché. Qui a le droit de permettre les Marchez. IV. 45
Marché, ce que c'eſt. IV. 214
Choix des lieux pour les Marchez. IV. 214
Marguilliers des Egliſes Paroiſſiales, leurs fonctions. IV. 418
Mari comment eſt maître de la dot. I. 335
Gains du mari. I. 338. 349
Engagemens du Mari aux charges de la dot. I. 346. *& ſuiv.*
Trois ſortes de dépenſes que le Mari ou ſes heritiers peuvent avoir faites. I. 349
De quelles dépenſes le Mari eſt chargé. I. 350
Quelles dépenſes ſont rembourſées au Mari. I. 351
Si le Mari peut être nommé curateur à ſa femme en démence. II. 58
Comment le Mari ſuccede à ſa femme. III. 273
Si le Mari peut être privé de la dot par l'ingratitude de la femme envers les parens qui l'avoient donnée. III. 513
Mariage. Engagemens naturels du Mariage. xij. xiij. xvij. xviij
Son inſtitution divine, & les divers principes des Loix qui en dépendent. xiij
Quelles choſes doivent preceder le Mariage. xiv
Ses deux engagemens. I. 329
Difference entre les conventions du contrat de Mariage, & celles des autres contrats. I. 331
S'il eſt permis dans les contrats de Mariage, faire toutes ſortes de conventions. I. 339
Si le Mariage émancipe les enfans. III. 240. 241
Si l'uſufruit laiſſé au ſurvivant ſe perd par ſon ſecond Mariage. III. 547
Police pour les Mariages. IV. 554
Materna maternis, explication de ces mots. III. 7
Medecins, leur établiſſement. IV. 415
Leur devoir. IV. 499. *& ſuiv.*
Mendians. Ordres reguliers. IV. 327

Mer, ſon uſage commun à tout l'Univers. IV. 228
Cauſe naturelle de cet Uſage. IV. 229
Reglé par les Loix. IV. 232
A qui appartient ce qui ſe tire de Mer à terre. IV. 234
Diverſes regles de la police ſur les Mers. IV. 234
Mercenaire à qui il n'a pas tenu de travailler, s'il doit être païé. I. 220
Meres des mineurs ont leur éducation. II. 21
Mere du mineur, qui a convolé en ſecondes nôces. II. 22. 35
Cas où la Mere & l'enfant à la mamelle meurent en même tems. III. 210
Comment les Meres ſuccedent à leurs enfans. III. 230
Si la mere eſt obligée, au défaut du pere, de fournir l'entretien des enfans. III. 248
Si la Mere peut faire la ſubſtitution exemplaire. III. 720
Voïez *Edit.*
Metaux, leur neceſſité. IV. 47
Preference du Fiſque pour l'achat des Metaux. IV. 190
Métiers, leurs differens uſages neceſſaires dans un Etat. IV. 270
Rang de ceux qui font profeſſion des arts méchaniques, & Métiers. IV. 288
Leur ſubordination. IV. 294
Meubles, quelles choſes ſont reputées telles. I. 55
Combien il y a de ſortes de Meubles. I. 55
Choſes mobiliaires qui ſe conſument par l'uſage. I. 56
Comment ſe fait la délivrance des Meubles. I. 115
A quoi ſont affectez les Meubles du locataire. I. 193
Si l'uſufruitier des Meubles peut les loüer. I. 394
Délivrance de priſe de poſſeſſion des Meubles. II. 434
Legs indéfini de Meubles comment ſe regle. III. 589
Si les Meubles des maiſons de la Ville & de la Campagne en ſont des acceſſoires. III. 597
Mines d'or, d'argent & d'autres metaux, ſi elles peuvent être poſſedées de plein droit par des particuliers. I. 59
Droit du Souverain ſur les Mines. IV. 47. 162
Mineurs, quels? I. 48. II. 9
Si les Mineurs peuvent vendre leurs biens. I. 148
Si l'erreur dans le droit ou dans le fait nuit aux Mineurs. I. 494
Si on peut nommer à un ſeul Mineur pluſieurs tuteurs. II. 10
Comment le tuteur agit pour le Mineur. II. 18
S'il peût empêcher le bien de ſon Mineur. II. 18
En quel cas on nomme au Mineur un ſubrogé tuteur. II. 19
Si un tuteur peut accepter un tranſport contre ſon Mineur. II. 19
Si les meres des Mineurs ont leur éducation. II. 21
Ce que comprend l'éducation du Mineur. II. 22
Mineur qui ſe trouve ſans biens. II. 23
Utilité du Mineur préferée à la diſpoſition de ſon pere. II. 27
Vente de dettes actives du Mineur. II. 27
A quoi les deniers qui en ſont provenus, doivent être emploïez.

II. 27
Hypotheque du Mineur sur les biens du Mineur. II. 35
Engagemens du Mineur envers le tuteur. II. 39
Quelles dépenses il doit alloüer. II. 40
Si un Mineur peut être tuteur. II. 48
On donne plûtôt un tuteur à un Mineur en démence, qu'un curateur. II. 57
Le Mineur indemnise sa caution, s'il n'est relevé. II. 267
Quelles personnes on appelle *Mineurs*. II. 533
Sur quoi est fondée la restitution des Mineurs. II. 534
Si elle est indépendante de la bonne ou mauvaise foi de la partie. II. 534
Si le Mineur est relevé indistinctement de tous actes. II. 535. 538
S'il peut être relevé de ce qui a été fait pour de justes causes. II. 535
S'il est relevé lorsqu'il trompe ou fait quelque mal. II. 536
Dans les crimes & délits. II. 537
Lorsqu'il s'est déclaré majeur. II. 537
S'il est relevé de tous les actes où il est lesé. II. 537. 538
S'il est relevé d'avoir accepté un legs, ou une succession ou d'y avoir renoncé. II. 539
D'une succession devenuë onereuse par des cas fortuits. II. 539
S'il peut reprendre une succession qu'il avoit abandonnée. II. 540
S'il est relevé pour les profits qui devoient lui revenir. II. 540
Pour éviter des procés & des affaires difficiles. 541
S'il peut être relevé d'un compromis. II. 541
Contre une omission. II. 542
Du prest, s'il n'y a pas d'emploi utile des deniers. II. 543
Si la restitution a lieu entre deux Mineurs. II. 543
Si le Mineur peut être relevé d'un acte où il a été autorisé par son tuteur. II. 544
Pourquoi les immeubles des Mineurs ne peuvent être alienez sans necessité. II. 548
Formalitez à observer pour l'alienation du fonds d'un Mineur. II. 549
Si le Mineur peut être relevé d'une vente faite par son tuteur sans observer les formes. II. 550
S'il est obligé de rembourser les ameliorations faites par l'acquereur de son fonds aliené. II. 550
S'il est relevé d'une acquisition onereuse. II. 551
Si l'heritier Mineur est relevé des actes d'heritier. III. 162
Ministere Ecclesiastique, sa sainteté. IV. 331
Ministres du Prince, leurs fonctions. IV. 65. *& suiv.*
Leurs devoirs. IV. 71
Leur fidelité à faire connoître la verité aux Princes IV. 73
Leur integrité à conseiller & à juger dans les cas où il le faut. IV. 73
Leurs differentes sortes de devoirs. IV. 74. 75
Doivent éviter la fausse sagesse & la fausse politique. IV. 76
Ne doivent pas tourner la grandeur en faste. IV. 77
Minorité, ce que c'est. II. 9
A quel âge finit la Minorité. II. 545

Modeſtie requiſe dans les habits & dans les meubles des Eccleſiaſtiques. IV. 335
Moïſe ſe reſerve la connoiſſance des difficultez. IV. 10
Monarchie, ce que c'eſt. IV. 6
Pluſieurs ſortes d'Etats Monarchiques. IV. 6. 15
L'Etat Monarchique eſt le plus univerſel & le plus ancien. IV. 7. 8
C'eſt le gouvernement le plus naturel & le plus utile. IV. 8. 11
Et le plus conforme à l'eſprit de la Loi divine. IV. 9
Le gouvernement du peuple Juif a été toûjours Monarchique ſous Moïſe & ſes ſucceſſeurs. IV. 10
Avantages de l'Etat Monarchique. IV. 12. *& ſuiv.*
Comment ſe forment les grands Etats. IV. 14
Si l'Etat Monarchique doit être préferé à celui de la Republique. IV. 15. 18
Monaſtere. On ne peut établir de Monaſtere ou autres Communautez ſans la permiſſion du Roi. IV. 552
Moniales de divers Ordres. IV. 329
Monnoye publique, ce que c'eſt. I. 59
Qui a le droit de battre Monnoye. IV. 45. 162
Et d'interdire toute autre Monnoye que celle à qui le Prince veut donner cours. IV. 46
Monopoles. IV. 219. *& ſuiv.*
Monopoles défendus. IV. 372. 376. 386
Monſtres qui n'ont pas la forme humaine, s'ils ſont reputez du nombre des perſonnes. I. 42
En quel cas ſont mis au nombre des enfans. I. 43
Si les Monſtres doivent être mis au nombre des enfans. III. 201
Mort civile, ce que c'eſt. I. 49
Mort. Si la Mort d'un aſſocié interromp naturellement la ſocieté. I. 324
Si la Mort civile a le même effet que la Mort naturelle. I. 325
Voïez *Condamnez.*
Le Mort ſaiſit le vif ſon prochain lignager habile à lui ſucceder; explication de cette Regle. III. 15. 66. 480
Motifs dans les teſtamens, ce que c'eſt. III. 422
En quelles manieres ils peuvent être conçus. III. 425
Moutons. Si le legs d'un troupeau de Moutons ſubſiſte, quoi qu'il n'en reſte aucun des premiers. III. 660
Muets qui ne ſont pas ſourds, s'ils peuvent teſter. III. 315
S'ils peuvent être témoins dans un teſtament. III. 328
Voïez *Sourd.*
Multitude ſouvent ſujette à l'erreur. IV. 8
Municipales. Rang & preſſéance entre perſonnes appellées aux charges Municipales. IV. 301
Charges Municipales, pourquoi ainſi appellées. IV. 409. 421
Les fonctions des charges de Ville qu'on appelle *Municipales*, s'exercent ſans gages. V. 61
Mur en quel cas eſt mitoïen. I. 424. II. 96
Eſt propre à un ſeul. II. 67

N

NAISSANCE. Engagemens naturels de la naiſſance. xiij. xviij
Lien de la naiſſance, & les princi-

pes des Loix qui en ſont les ſuites. XV. *& ſuiv.*
Si la naiſſance des enfans annulle & teſtament & codicille. III. 557
La Naiſſance fait la diſtinction entre les parens & les enfans. IV. 20
Effet de la Naiſſance. IV. 257
Naturalité. Quel eſt l'effet des lettres de Naturalité. III. 58
Lettres de Naturalité pourquoi ainſi appellées. IV. 40
Voïez *Aubains. Etrangers. Païs.*
Naufrage. Comment ſe regle la perte de ce qu'on eſt obligé de jetter dans la mer en peril de Naufrage. II. 140. 148. 151
Si les choſes qu'on jette à la mer dans un peril de Naufrage, ſont abandonnées. II. 439
Navigation ſur la mer, ſon uſage. IV. 233
Neceſſité des Profeſſions comment peut s'entendre. IV. 254
Neveu préferé à l'oncle. III. 270
Petit-*Neveu*, quel? III. 264
Nobleſſe, ſes privileges & exemptions. I. 44
Comment s'acquiert. I. 45
Nôces. Changement cauſé par les ſecondes nôces. III. 249
Loix de l'Egliſe, & Loix civiles au ſujet des ſecondes Nôces. III. 536. *& ſuiv.*
Secondes Nôces, ce que c'eſt. III. 537
Peines des ſecondes Nôces. III. 538
Trois ſortes de biens que peut avoir une perſonne qui ſe remarie aïant des enfans. III. 539
Diſpoſitions que peuvent faire de leurs biens propres, les perſonnes qui ont convolé en ſecondes Nôces. III. 545
Notaires, leur Communauté. IV. 401
Quelles ſont leurs fonctions. V. 31
Quels Officiers ſont? V. 133
Quelles ſont leurs fonctions. V. 134. *& ſuiv.*
Novation, ſi elle eſt un païement. II. 184
Si elle éteint l'hypotheque. II. 236
Si elle empêche la ſéparation. II. 249
Novation, ce que c'eſt. II. 507
En quel cas elle eſt préſumée. II. 507
Si les changemens qu'on peut faire à une premiere obligation, innovent. II. 508
Si on peut innover pluſieurs dettes par une ſeule. II. 508
Quel eſt l'effet de la Novation. II. 508
Quelles perſonnes ſont capables d'innover. II. 509. 510
Si un tiers peut innover pour un autre. II. 510
Si on peut innover toute ſorte de dettes. II. 510
Quelle difference il y a entre la Novation & la delegation. II. 512
Si le tranſport d'une dette ou l'obligation d'un tiers pour le debiteur fait une Novation. II. 513
Nul. Ce qui eſt nul dans ſon origine, demeure toûjours Nul. III. 73

O

OBEÏSSANCE dûë à ceux qui ont le Gouvernement. IV. 23
Quel eſt le premier devoir de l'Obeïſſance au gouvernement. IV. 23
Si cette Obeïſſance eſt un devoir de

conſcience. IV. 24
Obeïſſance dûë aux Miniſtres du Souverain. IV. 24
En quoi conſiſte l'Obeïſſance au gouvernement. IV. 24
Etenduë & bornes de cette Obeïſſance. IV. 25
Obeïſſance dûë à l'autorité, ſans l'uſage des forces. IV. 31
Obligation naturelle. I. 101
Si les Obligations ſans cauſe ſont nulles. I. 103
Pourquoi toutes Obligations ſe convertiſſent en preſt. I. 262
Au choix de qui eſt l'Obligation alternative. I. 74
Si l'Obligation ſolidaire ſe diviſe. II. 252
Si on peut s'obliger ſolidairement pour toute ſorte d'Obligations. II. 253
Si le creancier ſuccedant à la caution, ou la caution au creancier, l'Obligation du fidejuſſeur eſt aneantie. II. 485
Office, ce que c'eſt. V. 9
Manieres de diſtinguer les Offices. V. 9
Difference entre les charges & les Offices. V. 12. 13
Officiaux. IV. 326
Les fonctions des Officiaux s'exercent ſans gages. V. 62
Officiers. Si les appointemens des Officiers de guerre peuvent être ſaiſis. II. 185
Officiers de guerre. IV. 356
Leurs devoirs. IV. 357
Officiers comptables envers le Roi. II. 219
A qui appartient le droit d'établir des Officiers, de regler leurs fonctions, & de les ſupprimer. IV. 38
Devoirs des Officiers ſubalternes. IV. 91
Comment finit leur engagement. IV. 93
Rang des Officiers de la Couronne qui portent l'épée. IV. 354
Leurs devoirs. IV. 360
Officiers du Roi ne peuvent être excommuniez pour le fait de leurs charges. IV. 554
Combien il y a de ſortes d'Officiers. V. 14
Etenduë de la juriſdiction des Officiers des Seigneurs. V. 14
Officiers Eccleſiaſtiques dans les Officialitez. V. 15
Quelle eſt la juriſdiction des Officiers Eccleſiaſtiques. V. 15
Si les Officiers des Officialitez & de ceux des Seigneurs ſont Officiers de Juſtice. V. 16
Diverſes ſortes d'Officiers qui tiennent leurs charges du Roi. V. 16
Comment ſe diſtinguent les fonctions des Officiers. V. 35. *& ſuiv.*
Divers Officiers qui ont une eſpece de police. V. 41
Reſpect dû aux Officiers, indépendamment de leur merite. V. 57
Le droit des Officiers d'exercer leurs charges, renferme celui d'en tirer la récompenſe. V. 60
Deux ſortes de récompenſe des Officiers. V. 64
Privileges des Officiers differens ſelon que les Rois les ont accordez. V. 64
Droits des Officiers veterans. V. 65
En quoi conſiſtent les privileges des Officiers. V. 66
Si la qualité, le rang & les privileges des Officiers paſſent à leurs femmes. V. 66

Et à leurs enfans. V. 67
Rang des Officiers, ce que c'eſt. V. 68
Comment ſe regle. V. 69. *& ſuiv.*
Les derniers Officiers d'une Compagnie ſuperieure precedent les premiers d'une Compagnie inferieure. V. 70
En quoi conſiſte la capacité de toutes ſortes d'Officiers. V. 74. *& ſuiv.* 81
Ce qu'on entend par la probité d'un Officier. V. 76. *& ſuiv.*
Quelle doit être leur application à leurs fonctions. V. 78. *& ſuiv.* 109. 113.
Oncle. Grand *Oncle*, quel? III. 263
Ordonnances, leur autorité. cj
Ordre public doit être obſervé. xxv
Ordres du Roïaume, leur rang & preſſéance. IV. 284. *& ſuiv.*
Quel eſt l'effet de la diſtinction des Ordres. IV. 295
En quels cas les rangs des ordres ou des claſſes regient ceux des perſonnes. IV. 296
Ordres ſacrez. IV. 323
Ordres reguliers. IV. 327
Ordre judiciaire. V. 215. *& ſuiv.*
Son but. V. 230
Ce qu'il a d'eſſentiel. V. 232
Ouvrage, ſon vice. I. 215. 216
A quoi eſt obligé celui qui baille un ouvrage à faire. I. 218
Comment ſe regle un legs pour un ouvrage. III. 448

P

PACTE. Si les Pactes particuliers ſont bornez à leur ſujet. I. 89
Pacte reſolutoire, ce que c'eſt. I. 174
Liberté de tous pactes licites entre aſſociez. I. 301
Voïez *Convention*.
Païe des Soldats, ſi elle peut être ſaiſie. II. 185
Païement. A quoi eſt obligé celui qui reçoit un Païement de ce qui ne lui eſt pas dû. II. 103
Païement fait par celui qui ſe croit debiteur, & qui ne l'eſt pas. II. 103
Païement fait par un tiers pour le debiteur. II. 104
Païement fait avant le terme. II. 104
Païement fait par erreur, de ce qui n'eſt pas dû. II. 105
Dans le doute ſi on doit ou non. II. 105
Païement fait par celui qui doit de deux choſes l'une. II. 105
Des dettes qu'on auroit pû faire annuller en Juſtice. II. 107
Ce qu'on entend par ce mot *Païement*. II. 476
Ce que c'eſt que les Païemens. II. 477
Quelles choſes tiennent lieu de Païement. II. 477
Païement de ce qui n'étoit point dû, ou de ce qu'on pouvoit ne pas païer. II. 478
Si le debiteur peut païer avant le terme. II. 479
Quel eſt l'effet du Païement. II. 479
Effet du Païement fait par autre que par le debiteur. II. 479
Si le Païement dégage les cautions & les hypotheques. II. 479
Si le Païement fait pour avoir un tranſport, éteint la dette. II. 480
Pluſieurs obligations de diverſes perſonnes, acquittées par un ſeul Païement. II. 481
Deux obligations d'un même debiteur,

biteur, acquittées par un ſeul Païement. II. 481
Si celui qui allegue un Païement, doit le prouver. II. 482
Si le Païement de trois années d'arrerages prouve le Païement des précedentes. II. 482
Differentes manieres de faire des Païemens. II. 484
Si le tranſport ſans garentie pour demeurer quitte, eſt un Païement. II. 484
Si la novation eſt un Païement. II. 484
Si on peut Païer une choſe pour une autre. II. 486
Si le Païement d'une ſomme, autre que de l'argent, eſt une vente. II. 487
Eviction d'une partie d'un fonds donné en Païement. II. 488
Si on peut faire un Païement en argent, la veille d'un décri d'eſpeces. II. 488
Si les coobligez & les cautions peuvent Païer pour le debiteur. II. 489
Si un Païement peut être fait par toute ſorte de perſonnes. II. 490
En quel cas les Procureurs conſtituez peuvent faire des Païemens pour les debiteurs, & les recevoir pour les creanciers. II. 492
Si le Païement fait à celui qui n'a pas le pouvoir de donner quittance, acquitte le debiteur. II. 492
Si les tuteurs & les curateurs peuvent païer & recevoir des Païemens. II. 492
Si le Païement fait à l'un des creanciers qui ont un droit ſolidaire, acquitte le debiteur envers tous les autres. II. 493
Sur quoi s'impute l'excedent d'un Païement. II. 496. 497
Le prix d'un gage hypothequé. II. 497
Païens. Les premiers principes des Loix, inconnus aux Païens. I. 11
Pairs, leur dignité. V. 17
Païs étrangers qui ont droit de naturalité en d'autres. IV. 179
Pape, ſes prérogatives. IV. 318
Pain, choſe la plus neceſſaire à la vie. IV. 217
Paraphernaux. I. 353
Quelle eſt la nature de ces biens. I. 354
Quelle ſorte de biens c'eſt. I. 355
Si la femme en peut diſpoſer indépendemment de ſon mari. I. 355
Si les biens Paraphernaux ſont mobiliaires. I. 356
Voïez *Biens*.
Parent. A qui appartiennent les biens de ceux qui n'ont aucun Parent. III. 141
Si les Parens ſont tenus de nourrir & entretenir leurs enfans. III. 247
Si les Parens ſont tenus des dettes de leurs enfans. III. 247
Pour quelles cauſes les Parens ne peuvent exhereder leurs enfans. III. 499. 501
Parenté. Liaiſons des Parentez, & leurs principes. xvij. xviij
Lignes de Parenté, ce que c'eſt. III. 220
Maniere de compter les degrez de Parenté entre deux perſonnes. III. 229
Papiers, s'ils ſont compris dans le legs de tout ce qui eſt dans la maiſon. III. 598
Partage entre majeurs où il y a leſion conſiderable. II. 554
Partage des biens de l'heredité entre coheritiers, ce que c'eſt. III. 174
Le Partage eſt comme un échan-

ge. III. 174
Peut être encore comparé à un contrat de vente. III. 175
Que doit comprendre le Partage. III. 175. 176
Comment ſe Partagent entre coheritiers les biens & les charges. III. 176
Comment on ſupplée à l'égalité des biens & des charges pour la rendre parfaite. III. 176
Qui eſt le demandeur dans l'inſtance de Partage entre coheritiers. III. 179
En quel cas il faut faire un nouveau Partage. III. 180
Comment une leſion conſiderable dans un Partage peut être reparée. III. 180
Trois manieres de faire les Partages. III. 180
Comment des biens leguez ou ſubſtituez peuvent entrer dans un partage. III. 182
Si les revenus dont chaque heritier a joüi, ſe rapportent au partage. III. 183
Si on peut deduire ſur les revenus les dépenſes faites pour joüir. III. 184
Dommages & interêts contre l'heritier qui retarde le Partage. III. 187
Cas fortuits, aprés le Partage, regardent ceux à qui ils arrivent. III. 192
Paſcage. Voïez *Animal. Dommages.*
Paſſage, ce que c'eſt que ce droit. I. 421
Paſteurs des ames, leurs devoirs. IV. 333. *& ſuiv.*
Paterna paternis, explication de ces mots. III. 7
Patriarches, leur juriſdiction. IV. 319
Patronage, ſon droit. III. 217
Pecule. Si les Pecules propres au fils ſont ſujets au rapport. III. 282
Peine. A qui appartient le droit de regler les peines des crimes. III. 42
De remettre les peines des crimes. III. 42
Peines des criminels. V. 210
Leur uſage. V. 211
En quelles manieres les accuſez peuvent éviter les peines. V. 212
Peines des entrepriſes ſur les lieux publics. IV. 241
Penſions. A qui appartient le droit de recompenſer les ſervices & autres merites par des Penſions des deniers publics. IV. 40
Pere, tuteur legitime de ſes enfans. II. 12
Cas où le pere & le fils meurent en même tems. III. 209
Cas où les peres ont l'uſufruit des ſucceſſions écheuës à leurs enfans. III. 217
Comment ſuccedent les Peres & meres à leurs enfans. III. 230. 233
Si le Pere peut prétendre quelque choſe ſur la proprieté des biens acquis aux enfans. III. 242
S'il a l'uſufruit des biens de ſes enfans non émancipez. III. 243
S'il a l'uſufruit ſur le pecule de ſon fils. III. 243
Sur les dons du Prince, & ſur ce qui lui ſeroit donné à condition qu'il n'en auroit pas l'uſufruit. III. 244
Si le Pere ſuccedant à ſon fils avec les freres, a l'uſufruit ſur leurs portions. III. 244
Quel eſt le devoir du Pere ſur les biens dont il a l'uſufruit. III. 245
Si le Pere a la proprieté de tout ce qu'il profite de l'uſufruit. III. 245

Si le pere a ſes alimens & autres neceſſitez ſur les biens de ſes enfans. III. 246
Si le Pere peut reprendre les profits venus de ſon bien. III. 249
Si le Pere a le retour de la dot donnée par l'ayeul paternel. III. 261
Si le Pere, tuteur de ſon enfant, peut être déchargé de rendre compte. III. 586
Peremption d'inſtance. II. 449
Perſonnes. Comment les Loix Civiles diſtinguent les Perſonnes. I. 34
Ce que c'eſt que l'état des Perſonnes. I. 35
Deux ſortes de qualitez qui font l'état des Perſonnes. I. 35
Sur quoi ſont fondées les diſtinctions, qui font l'état des Perſonnes par la nature. I. 36
Par le ſexe. I. 37
Par la naiſſance & par la puiſſance paternelle. I. 39
Par l'âge. 43
Diſtinction des Perſonnes par les Loix Civiles. I. 44
Quelles choſes on conſideroit, dans le Droit Romain, en chaque Perſonne. II. 44
Diſtinction des Perſonnes ſelon nôtre uſage. I. 44. 45
Quelles Perſonnes ſont appellées maîtres de leurs droits. I. 48
Quelles Perſonnes peuvent être incapables de contracter. I. 100
Differentes incapacitez des Perſonnes. I. 100
Si toutes ſortes de Perſonnes peuvent vendre & acheter. I. 112
Quelles Perſonnes ne peuvent vendre ou acheter. I. 146
Quelles Perſonnes peuvent prêter & emprunter. I. 231
Quelles Perſonnes peuvent être témoins. II. 372
Quelles Perſonnes ſont diſpenſées de l'être par leur dignité. II. 379
Quelles Perſonnes peuvent deferer le ſerment pour d'autres. II. 408
Quelles Perſonnes ſont incapables d'être heritiers. III. 42. *& ſuiv.* 46
Quelles Perſonnes ſont capables de ſucceder. III. 53
Quelles Perſonnes les Loix appellent aux ſucceſſions. III. 261
Quelles Perſonnes peuvent faire des legs. III. 571
En recevoir, ou non. III. 572
Perte. Celui qui a le profit, doit ſouffrir la Perte. I. 83
Peſche, ſon droit. II. 427
Sa police. IV. 231. 236
Peſte. Teſtament fait en tems de Peſte. III. 304. 314
Pierreries trouvées à qui appartiennent. II. 427
Places publiques, leur uſage. IV. 231
Leur police. IV. 240
Leur reparation. IV. 241
Plaideurs. Dommages & interêts contre les mauvais Plaideurs. II. 333
Plainte d'inofficioſité, ce que c'eſt. III. 497
Comment la Plainte d'inofficioſité paſſe aux heritiers de l'exheredé. III. 504
En quel cas les freres & ſœurs peuvent ſe plaindre de l'inofficioſité. III. 508
Comment la Plainte d'inofficioſité ceſſe. III. 514
Par quel tems cette Plainte ſe preſcrit. III. 516
Si l'inſtance de la Plainte, étant une fois perie, peut être encore

reçûë. III. 517
Si elle exclud de l'inſcription en faux. III. 517
Cas où elle augmente la portion d'un fils inſtitué. III. 519
Plant. A qui appartient ce qui eſt planté dans un heritage. II. 431
Pluralité des benefices, ſi elle eſt illicite. IV. 344
Police, quel eſt ſon fondement. xlv
Son eſprit. xlvj
Ses Loix. lxxx. *& ſuiv.*
Combien il y a de ſortes de Loix de la Police temporelle. lxxxiij
Matieres communes à la Police & à la Religion. c
Trois ſortes de matieres de la Police temporelle. c. IV. 223
En quoi conſiſte la capacité des Officiers de Police. V. 75
Leur probité. V. 76
Police militaire, ſa neceſſité. IV. 84
Ses regles. IV. 85
Autres regles arbitraires pour la Police militaire. IV. 94
Ponts, leur uſage public. IV. 230
Leur Police. IV. 237
Leur reparation. IV. 238
Ports, leur uſage public. IV. 230
Leur police. IV. 234
Poſſeſſeur de mauvaiſe foi, s'il eſt obligé à la reſtitution des fruits dont il a joüi. II. 339
S'il en eſt de même du Poſſeſſeur de bonne foi. II. 339
Quand ceſſe la bonne foi du Poſſeſſeur. II. 339
Si les fruits cueillis, mais reſtez dans le champ ſont au Poſſeſſeur II. 340
Si les revenus qui viennent ſucceſſivement & de jour en jour, lui appartiennent. II. 340
Quels ſont les cas où le Poſſeſſeur de bonne foi eſt obligé de rendre les fruits dont il a joüi. II. 341
Si le Poſſeſſeur de mauvaiſe foi eſt tenu de la reſtitution des fruits qu'il auroit pû recueillir. II. 343
Si les heritiers des Poſſeſſeurs de mauvaiſe foi ſont tenus de la même reſtitution de fruits, que ceux à qui ils ſuccedent. II. 344
Quel eſt le Poſſeſſeur de bonne foi & de mauvaiſe foi. 420
Si le Poſſeſſeur eſt preſumé le maître. II. 420
En quel cas le Poſſeſſeur eſt maintenu ſans titre. II. 422
Lequel de deux qui ſe prétendent Poſſeſſeurs, doit être préferé. II. 422
Si la poſſeſſion ſe juge avant la proprieté. II. 422. 423
Tout Poſſeſſeur ſuccede au droit de ſon auteur. II. 438
Si le Poſſeſſeur peut changer la cauſe de ſa poſſeſſion. II. 467
Voïez *Proprietaire*.
Poſſeſſion doit être jugée avant que de diſcuter le confin. II. 98
Uſage de la Poſſeſſion. II. 409
Differences entre la Poſſeſſion, la proprieté & la détention. II. 409
Ce qu'il faut diſtinguer dans la Poſſeſſion. II. 411
Deux ſortes de Poſſeſſion. II. 412
Divers ſens que reçoit le mot de *Poſſeſſion*. II. 413
Liaiſon qu'a la Poſſeſſion avec le droit de proprieté. II. 414. 416
Poſſeſſion, ce que c'eſt. II. 415
Deux Poſſeſſions d'une même choſe incompatibles. II. 416
Quelles choſes on peut Poſſeder. II. 416
Eſpece de Poſſeſſion de droits. II. 417

Si la Poſſeſſion demande une détention continuelle. II. 417
Comment on conſerve la Poſſeſſion des animaux. II. 418
Si la ſimple détention d'une choſe peut s'appeller Poſſeſſion. II. 418
Si on peut poſſeder par d'autres. II. 418
Ce que c'eſt qu'une Poſſeſſion précaire. II. 419
Poſſeſſion furtive ou clandeſtine. II. 420
Dans quel tems ſe doit faire la demande poſſeſſoire. II. 423
Ce que l'on doit faire, quand la Poſſeſſion eſt douteuſe. II. 423
Si le droit de poſſeder s'acquiert avec la proprieté. II. 425
Difference entre acquerir le droit de poſſeder, & acquerir la Poſſeſſion actuelle. II. 425
En quels cas on peut acquerir la proprieté par le ſimple effet de la Poſſeſſion. II. 426
Quel eſt l'effet de la Poſſeſſion. II. 427
Poſſeſſion du bâtiment acquiſe au maître du fonds. II. 430
Poſſeſſion de ce qui eſt ajoûté à un meuble. II. 431
En quoi conſiſte la Poſſeſſion. II. 432
Poſſeſſion qu'on prend de ſoi-même ſans droit précedent. II. 433
Comment paſſe à l'acquereur la Poſſeſſion des choſes. II. 434
En quoi conſiſte la délivrance qui donne la Poſſeſſion. II. 434
Comment ſe fait la délivrance & priſe de Poſſeſſion des meubles. II. 434
Des immeubles. II. 435
De ce qui conſiſte en droits. II. 436
On ne peut poſſeder qu'un choſe certaine & déterminée. II. 436
Comment la Poſſeſſion ſe conſerve. II. 437
Comment on peut entrer en Poſſeſſion. II. 437
Comment ſe perd la Poſſeſſion. II. 438. 439
Quels ſont les effets de la Poſſeſſion. II. 440
Quel eſt l'effet de la poſſeſſion de bonne foi. II. 441
De la mauvaiſe foi II. 442
Poſſeſſion de voïe de fait. II. 442
Poſſeſſions interrompuës. II. 453
Toute Poſſeſſion neceſſaire pour preſcrire doit avoir été ſans mauvaiſe foi. II. 467
Si la voïe de fait interromp la Poſſeſſion. II. 471
Poſthumes, quels? I. 41. III. 201
Si on peut ſubſtituer à un Poſthume. III. 715
Précaire, ce que c'eſt. I. 229
Si le Précaire finit par la mort de celui qui a prêté. I. 231
Comment on peut retirer la choſe donnée à Précaire. I. 238
Precepteur, Canonicat affecté pour ſon entretien. IV. 321
Préciput, s'il entre en partage. III. 183
Si les choſes données en Préciput, ſe rapportent. III. 283
Preneur, à qui on donne ce nom. I. 186. 211
Quels ſont les engagemens du Preneur. I. 190
Comment il doit uſer de la choſe priſe à loüage. I. 190
A quels ſoins il eſt obligé. I. 191
S'il eſt tenu du fait des perſonnes dont il doit répondre. I. 191
S'il eſt tenu du dommage cauſé par

son ennemi. I. 192
Si le preneur qui quitte par la crainte de quelque peril, eſt tenu des loïers & du dommage. I. 192
Que doit faire le preneur, le tems du bail étant expiré. I. 193
Preneur expulſé par éviction. I. 196
Par force majeure qui empêche de joüir. I. 197
Si la dépenſe faite par le Preneur, pour la conſervation de la choſe loüée, lui doit être rembourſée par le bailleur. I. 198
Prépoſé, bornes de ſon pouvoir. I. 477
Fait de celui qui eſt commis par le prépoſé. I. 478
Si un mineur & une femme peuvent être prépoſez. I. 478. 479
Si le prépoſé eſt obligé en ſon nom. I. 480
Comment ſon pouvoir finit. I. 480
Preſcription de la dette, ſi elle éteint l'hypotheque. II. 238
Nature & uſage des Preſcriptions. II. 443. 454. 455
Deux ſortes de regles de Preſcriptions. I. 445
Preſcriptions obſervées du tems de Juſtinien. II. 446
Quelle difference il y a entre la Preſcription & l'uſucapion. II. 448
Autres ſortes de Preſcriptions établies par les Ordonnances. II. 449
Ce que c'eſt que la Preſcription. II. 450
Quel eſt le motif de la Preſcription. II. 451
Son effet. II. 451
Quand elle eſt acquiſe. II. 451
Comment la Preſcription eſt acquiſe au poſſeſſeur & à ſon heritier. II. 452
Si les intervalles où le poſſeſſeur ceſſe d'exercer ſa poſſeſſion, empêchent la Preſcription. II. 453. 454
Quelles choſes peuvent ſe preſcrire. II. 454. 460
En quels cas on preſcrit des choſes qui ſont hors du commerce. II. 455
Si les ſervitudes s'acquierent & ſe perdent par la Preſcription. II. 455
Si pour acquerir la Preſcription il faut avoir poſſedé de bonne foi. II. 455
Si on peut preſcrire ſans titre. II. 456
Si celui qui a perdu ſon titre, peut être maintenu dans ſa Preſcription. II. 457
Si l'acquereur de bonne foi ne laiſſe pas de preſcrire, quoi que le vendeur ſoit un uſurpateur. II. 457. 458
Si l'heritier d'un défunt qui avoit poſſedé de mauvaiſe foi, peut preſcrire ce que le défunt avoit uſurpé. II. 458
Si les legataires & les donataires peuvent preſcrire. II. 459
Si la Preſcription peut s'acquerir ſans qu'on poſſede par ſoi-même. II. 460
Quelles cauſes font ceſſer la Preſcription. II. 461
Quelles choſes on ne peut preſcrire. II. 462
En quel tems commence la Preſcription des demandes pour dettes. II. 463
Si la Preſcription court contre les mineurs pendant leur minorité. II. 463

Si la Preſcription court contre un majeur intereſſé avec un mineur. II. 464
Si la Preſcription court contre les abſens. II. 464
Si le bien dotal de la femme peut être preſcrit pendant le mariage. II. 465
Pourquoi la garentie ne ſe preſcrit point. II. 466
Si la mauvaiſe foi empêche la Preſcription. II. 466. 467
Si le vice du titre empêche la Preſcription. II. 468. 469
Si la Preſcription eſt interrompuë par la demande en juſtice. II. 470. 471
Contre qui court la Preſcription d'un bien ſubſtitué. III. 762
Si la Preſcription d'un bien ſubſtitué, aliené par l'uſufruitier, dépoüille le fideicommiſſaire. III. 763
Preſens corrompent les Juges. V. 108
Preſomption, combien il y en a de ſortes. II. 350. V. 240
Preſomptions, ce que c'eſt. II. 381
V. 239
Combien il y en a d'eſpeces. II. 382
Quel eſt leur fondement. II. 382
Autres ſortes de Preſomption. II. 383
Quand on peut avoir des preuves certaines ſans écrit & ſans témoins. II. 384
Prudence du Juge neceſſaire pour diſcerner l'effet des Preſomptions. II. 385
Preſomption que ce qui a été païé, étoit dû, en quoi bien fondée. II. 386
Preſomption qui ne prouve rien. II. 388
Preſomption dans un fait ancien. II. 388
Preſomption d'une autre nature, que celles qui ſervent aux preuves. II. 389
Autre ſorte de Preſomptions. II. 391
Quel eſt l'uſage des Preſomptions. II. 391
Preſomptions en matiere de crimes, pourquoi ainſi appellées. V. 239.
Qualitez requiſes dans les occaſions où il faut juger par Preſomption. V. 242
En quel cas les Preſomptions ſont certaines & concluantes. V. 245
Preſſéance par la difference des conditions. IV. 304
Par l'âge. IV. 304
Pour avoir exercé d'autres charges. IV. 305
Par le nombre d'enfans. IV. 305
Par les plus grands biens. IV. 306
Par le plus grand nombre de voix dans une élection. IV. 306
Preſſéance à un Lettré ſur un non Lettré. IV. 306
Par la naiſſance. IV. 306
Cas où l'on peut avoir égard à l'eſprit & à la vertu. IV. 307
Par l'uſage des lieux. IV. 307
Egard qu'on doit avoir aux diverſes combinaiſons des qualitez perſonnelles. IV. 308
Preſſéance à l'égard des Eccleſiaſtiques. IV. 308
Preſſéance, ce que c'eſt. V. 69
Comment ſe regle. V. 69. 70
Voïez *Rang*.
Preſt à uſage, ce que c'eſt. I. 228
Comment il oblige. I. 229
Si celui qui préte, demeure proprietaire. I. 229

Quelles choſes ne peuvent ſe prêter à uſage. I. 229
Si on peut prêter ce qui eſt à un autre. I. 230
A qui appartient de regler la maniere & la durée de l'uſage de la choſe prêtée. IV. 230
Preſt à uſage preſumé pour l'uſage naturel de la choſe. I. 230
Sur quoi ſe proportionne la durée du Preſt à uſage. I. 230
Comment le Preſt à uſage peut être fait. I. 231
Quelles perſonnes peuvent prêter & emprunter. I. 231
Si les engagemens du Preſt à uſage paſſent aux heritiers. I. 232
Quand celui qui a prêté une choſe, peut la retirer. I. 237
Défauts de la choſe prêtée. I. 238
Quelle eſt l'origine du Preſt. I. 239
Deux caracteres des choſes qu'on prête. I. 239
Nature du Preſt & les caracteres qui le diſtinguent du Preſt à uſage & des autres contrats. I. 240 *& ſuiv.*
Si l'intereſt du Preſt eſt licite ou non. I. 242. 244. 259
Deux manieres de prêter. I. 243 244
Paralelle du Preſt avec le loüage. I. 246
Quelle difference il y a entre le Preſt & le contrat de rente. I. 260
Ce que c'eſt que le Preſt. I. 261
Ce qui ſe fait dans le Preſt. I. 261
Quelles choſes on peut prêter. I. 262
Si la délivrance eſt neceſſaire dans le Preſt pour former l'engagement. I. 262
Pourquoi toutes obligations ſe convertiſſent en Preſt. I. 262
Si l'obligation du Preſt peut exceder la choſe prêtée. I. 263
Preſt apparent qui eſt une vente. I. 264
Choſe baillée à vendre pour en prêter le prix. I. 264
Quels ſont les engagemens de celui qui prête. I. 265 *& ſuiv.*
Défenſes de prêter aux fils de famille. I. 269 *& ſuiv.*
Si la mort du pere valide le Preſt fait au fils de famille. I. 271
Si on peut prêter au fils de famille émancipé. I. 271
S'il y a hypotheque pour un Preſt à venir. II. 173
Si le Preſt ſe compenſe. II. 503
Preterition, ce que c'eſt. III. 497
En quoi elle differe de l'exheredation. III. 497
Si la Preterition des enfans a le même effet que l'exheredation ſans cauſe. III. 500
Et celle des parens. III. 500
Preterition involontaire. III. 505
Preuve, ce que c'eſt. II. 346
Differentes ſortes de preuves. II. 346
Ce que c'eſt que Preuves en juſtice. II. 352
Combien il y a de ſortes de Preuves. II. 352
Quels faits ont beſoin de Preuves. II. 353
De qui dépend l'effet des Preuves. II. 355
Ce qu'il faut examiner dans les Preuves. II. 356
En quoi conſiſte la force des Preuves par écrit. II. 358
Quelles ſont les Preuves écrites. II. 360
Leur uſage. II. 360

Si les Preuves par écrit ſont les plus fortes. II. 361
Si on reçoit des Preuves contre un écrit. II. 361
En quel cas les actes écrits ont force de Preuve. II. 362
Contre qui les Preuves qui ſe tirent des actes écrits, ont leur effet. II. 363
Preuves par témoins, ce que c'eſt. II. 368
Ce qu'il faut faire pour juger des Preuves par témoins. II. 376
Quelle eſt la Preuve par témoins. V. 235
Prieurs Commendataires. IV. 328
Prince. En quel cas il faut recourir au Prince pour l'interpretation de la Loi. I. 25
Deux ſortes de biens que le Prince peut avoir. IV. 154
De quels biens le Prince peut diſpoſer. IV. 168
Comment les biens propres du Prince paſſent au domaine. IV. 168
Privileges du Prince pour ſes biens propres. IV. 198
Si le Prince peut aliener les biens qui lui ſont propres. IV. 198
Si les biens propres du Prince ſont exemts de toutes contributions. IV. 200
La volonté du Prince donne la dignité. IV. 258
La volonté du Prince regle les rangs entre perſonnes de differens ordres ou de diverſes claſſes. IV. 297
Entre perſonnes de même ordre ou de même claſſe. IV. 298
Les Princes doivent maintenir la diſcipline de l'Egliſe. IV. 332
Ont droit de mettre les armes en uſage. IV. 353
Loix des Princes pour faire obſerver celles de l'Egliſe. IV. 542
Droit des Princes de maintenir leur autorité. IV. 546
Droit des Princes ſur le temporel de l'Egliſe. IV. 551
Voïez *Roi, Souverain.*
Princeſſe, privileges de ſon patrimoine ou domaine. IV. 201
Principes. Voïez *Loix.*
Priſe ſur les Ennemis. II. 428
Priſon. Si on peut empriſonner pour aucun tribut. IV. 133
Privilege qui exempte de tutelle. II. 52
Acquis aprés la nomination. II. 54
Privilege d'un creancier, ce que c'eſt. II. 212
Son effet. II. 212
Quel eſt le Privilege du vendeur. II. 213
De celui qui préte des deniers pour une acquiſition. II. 213
De celui qui prête pour conſerver la choſe. II. 214
De celui qui prête pour quelque ouvrage. II. 215
Privilege du proprietaire d'un heritage baillé à ferme, pour le païement du prix de ſa ferme. II. 216
Privilege du cens & de la rente emphyteotique. II. 217
Privilege ſur les meubles du locataire pour les loïers & les ſuites du bail. II. 217
S'il s'étend ſur les meubles des ſous-locataires. II. 217
Si le Privilege pour loïers s'étend aux proprietaires des boutiques, greniers, &c. II. 219
Quel eſt l'effet du Privilege. II. 225

Difference de Privilege des creanciers pour l'affectation des biens. II. 225
Cas de préference entre mêmes Privileges. II. 226
Si celui qui païe un creancier privilegié, ſuccede à ſon Privilege. II. 232
Comment le Privilege s'acquiert ſans ſubrogation. II. 232
Si les Privileges empêchent la ſeparation. II. 248
A qui appartient le droit d'accorder des Privileges. IV. 39
Les Privileges des Officiers ſont differens ſelon que les Rois les ont accordez. V. 64. 67
S'ils paſſent à leurs femmes. V. 66
A leurs enfans. V. 67
Voïez *Creanciers.*
Privilegiez, qui eſt leur Juge. V. 28. 47
Prix. Comment ſe regle le Prix des choſes. I. 75
Prix de la vente, ce que c'eſt. I. 134
En quel cas il eſt incertain & inconnu. I. 136
Le Prix des choſes eſt indéfini. I. 136
Comment ſe fait le Prix d'un loüage. I. 188
Si la vilité du prix eſt conſiderée dans les baux. I. 188
Probité d'un Officier, ce qu'on entend par ce mot. V. 76. 85
Procés, combien il y en a de ſortes. xxxv
Deux manieres de les terminer gré à gré, ou de les prévenir. I. 433
Procés qui excuſent d'une tutelle. II. 51
Trois differentes manieres de finir toutes ſortes de Procés, d'affaires & differends entre particuliers. V. 216
Procurations, leur origine. I. 447
Ce qu'il y a de commun aux Procurations & aux Commiſſions. I. 448
Ce que c'eſt que la Procuration. I. 450
Si une Procuration peut être conditionnelle. I. 451
Procuration generale ou ſpeciale. I. 451
Pouvoir de la Procuration comment peut être. I. 452
Procuration pour l'affaire d'un tiers, & ſon effet. I. 453
S'il y a de la difference entre les Procurations, mandemens & commiſſions; & les conſeils & recommandations. I. 454
Procuration doit être executée en ſon entier. I. 460
Pouvoir de celui qui a une Procuration generale. I. 463
Si la Procuration generale ſuffit pour tranſiger ou aliener. I. 465
Procureurs conſtituez, s'ils peuvent ſe rendre acquereurs des biens de ceux dont ils font les affaires. I. 147. 148
Procureur conſtitué. I. 450
Comment ſe forme la convention entre celui qui conſtituë un Procureur & le Procureur conſtitué. I. 451. 455
Son pouvoir. I. 451
Sa fonction gratuite. I. 452
Procureur pour l'affaire où il a interêt. I. 452
Dépenſes faites par le Procureur conſtitué. I. 455. 456
Interêts des deniers avancez par

le Procureur conſtitué. I. 456
Procureur conſtitué par deux perſonnes. I. 457
Perres qu'attire au Procureur conſtitué l'affaire dont il ſe charge. I. 457
Si dés qu'il a accepté l'ordre, il eſt obligé de l'executer. I. 459
Ses ſoins. I. 460
Où ſe bornent. I. 461
S'il peut faire meilleure la condition de celui dont il execute l'ordre. I. 461
S'il eſt tenu de rendre compte. I. 462
S'il peut entrer en part aux procés, & acheter des droits litigieux. I. 462
Si l'inexecution de la procuration engage à quelque choſe le Procureur conſtitué I. 464
Deux Procureurs pour la même choſe, & l'un à l'inſçu de l'autre. I. 464
Comment finit le pouvoir du Procureur conſtitué. I. 465. 467
Si la conſtitution du ſecond Procureur revoque le premier. I. 466
Si le Procureur peut ſe décharger aprés avoir accepté la procuration. I. 466
S'il doit faire ſavoir ſon changement. I. 466
S'il ne le peut faire, ſur qui tombent les pertes qui ſuivront de l'inexecution de l'ordre. I. 467
Procureur qui gere, ſans ſavoir la mort de celui qui l'a conſtitué. I. 467
Si ce que l'heritier du Procureur decedé, fait aprés ſa mort, eſt nul. I. 468
Si les Procureurs peuvent être témoins dans les cauſes où ils ont ſervi de leur miniſtere. II. 380
En quel cas les Procureurs conſtituez peuvent faire des païemens pour les debiteurs, & les recevoir pour les creanciers. II. 492
Si les Procureurs conſtituez peuvent innover. II. 509
Communauté des Procureurs. IV. 401
Procureurs pourquoi établis. V. 29
Qui ſont ceux qu'on appelle ainſi. V. 121
Quels Officiers ſont ? V. 123
Uſage & premier devoir des Procureurs. V. 123. *& ſuiv.*
Prodigues quoique majeurs, doivent être mis au rang des mineurs. I. 49
Curateur des Prodigues interdits. II. 60
Combien dure la charge de curateur d'un Prodigue. II. 60
Si les Prodigues interdits ſont capables de ſucceder. III. 53
Si les Prodigues peuvent teſter. III. 313
Si les Prodigues interdits peuvent être témoins dans un teſtament. III. 328
Profeſſeurs Eccleſiaſtiques dans les Univerſitez. IV. 330
Voïez *Univerſitez.*
Profeſſeurs des ſciences & des arts liberaux, leurs devoirs. IV. 490 *& ſuiv.*
Profeſſeurs dont les fonctions ne regardent point le temporel. IV. 497
Profeſſion. Difference entre la Profeſſion & la condition. IV. 250
Ce que c'eſt que la Profeſſion. IV. 250
Divers caracteres des Profeſſions. IV. 252

Ce que c'eſt que l'honneur d'une profeſſion. IV. 252
Comment s'entend la neceſſité des Profeſſions. IV. 254
Ce que c'eſt que l'utilité des Profeſſions. IV. 255
Caractere de l'utilité, commun à toutes Profeſſions. IV. 255
Difference entre les caracteres d'honneur, & de dignité & celui de l'autorité. IV. 256
Trois cauſes qui donnent ces caracteres. IV. 257
Trois ſortes deProfeſſions ſignifiées par le mot *Art*. IV. 260
Deux eſpeces generales de l'uſage des Profeſſions. IV. 265
Comment ſont differens les uſages des Profeſſions laïques. IV. 266
Promoteurs, leurs fonctions. IV. 326
Propres, ce que c'eſt. I. 60
Propres ne remontent point, explication de cette regle. III. 7
Proprietaire d'une maiſon loüée, s'il peut obliger le locataire à en ſortir pour l'habiter lui même. I. 194
En quel cas eſt tenu des dommages & interêts envers le locataire. I. 194
Ses engagemens envers le fermier, & ce qu'il lui doit fournir. I. 208
Proprietaire, ſes engagemens envers l'uſufruitier, & envers l'uſager. I. 399
Engagemens du Proprietaire d'un fonds aſſervi. I. 423. 425. 426
Proprietaire d'un heritage, faiſant un plant, un bâtiment, ou autre ouvrage, ce qu'il doit obſerver. II. 98
A quoi eſt tenu celui qui a uſurpé ſur ſon voiſin au delà des confins. II. 99
Qui a enlevé les bornes des heritages. II. 100
Son privilege ſur les meubles du locataire pour les loïers & les ſuites du bail. II. 217
Proprieté, combien il y en a de ſortes. I. 224
Son uſage. II. 416
Voïez *Poſſeſſion*.
Proviſion doit être accordée à la veuve ſur les biens de la ſucceſſion pour ſa ſubſiſtance & ſon entretien pendant ſa groſſeſſe. III. 207
Proviſion pour l'enfant de qui l'état eſt conteſté. III. 208
Proviſion aux enfans qui deliberent ſur l'adition d'heredité. III. 216
Proviſion au fils exheredé pendant l'appel de la ſentence renduë en ſa faveur. III. 507
Proviſions d'Office, ce que c'eſt. V. 9
Proviſions du Roi pour les Offices. V. 4
Proxenettes. Voïez *Entremetteurs*.
Proximité entre deux perſonnes, ſon origine. III. 220
Puberté. III. 309
Puiſſances pourquoi établies de Dieu. xxiij
Soumiſſion qui leur eſt dûë. xxv
Leur autorité. xlij. xliv
Diſtinction du miniſtere des Puiſſances ſpirituelles & temporelles. xlvij
Leur union dans leur fin commune de maintenir l'ordre. xlvij
Pourquoi Dieu a ſéparé ces deux Puiſſances. xlviij
Sont immediatement dépendantes de Dieu. I
Autorité des Puiſſances d'un mini-

ſtere ſur celles de l'autre dans leurs fonctions. I
Preuves de cela. Ij
Loix des Puiſſances ſpirituelles où il paroît de l'autorité ſur le temporel. Ij
Loix des Puiſſances temporelles, qui regardent le ſpirituel. Ij
Deux caracteres eſſentiels de la Puiſſance. IV. 27. 28
Ce que renferme la Puiſſance du Souverain. IV. 30
Deux uſages de la Puiſſance du Souverain, neceſſaires pour la tranquillité publique. IV. 31
La Puiſſance reſide en la perſonne du Souverain. IV. 80
Elle ſe communique de lui aux Officiers. IV. 80
Uſage de la Puiſſance du Souverain pour chaque particulier. IV. 80
Uſage de la Puiſſance pour la punition des crimes. IV. 81
Puiſſance temporelle, ſon uſage en ce qui regarde l'Egliſe. IV. 537 *& ſuiv.*
Diſtinction des Puiſſances ſpirituelle & temporelle. IV. 545 549
Punition des injuſtices, neceſſaire pour maintenir l'ordre dans un Etat. IV. 21

Q

QUALITE'. Deux ſortes de qualitez qu'il faut diſtinguer en chaque perſonne. IV. 248
Difference entre ces deux ſortes de qualitez. IV. 248
Si les Qualitez perſonnelles peuvent changer la regle des rangs par les receptions. IV. 300. 302
Il y a deux ſortes de Qualitez en chaque perſonne. IV. 303
Quart que doit avoir l'heritier, ſur quoi ſe prend. III. 667. 669
Querelle. Voïez *Plainte.*
Queſtions de fait, ce que c'eſt. V. 234
Comment ſe decident. V. 234
Queſtions de droit, ce que c'eſt. V. 234
Quittance. Effet des Quittances generales ou particulieres. II. 481

R

RACHAT. Ce que c'eſt que la faculté de Rachat. I. 139. 172
Rang & preſſéance des Ordres du Roïaume. IV. 284. *& ſuiv.*
En quels cas les Rangs des ordres ou des claſſes reglent ceux des perſonnes. IV. 296
Cas où les Rangs des perſonnes ne ſe reglent pas par celui des ordres ni des claſſes. IV. 297
La volonté du Prince regle les Rangs entre perſonnes de differens ordres ou de diverſes claſſes. IV. 297
Entre perſonnes de même ordre ou de même claſſe. IV. 298
Comment ſe diſtinguent les Rangs dans un même ordre ou une même claſſe. IV. 299. 300
Si les qualitez perſonnelles peuvent changer la regle des Rangs par les receptions. IV. 300
Rang des Officiers, ce que c'eſt. V. 68
Comme ſe regle. V. 69. 70
Rapport. Ce que c'eſt que le droit de Rapport. III. 98. 137
Rapport de biens, ce que c'eſt. III. 273
Si tous enfans ſont obligez au Rapport. III. 276
En quels cas ſe fait le Rapport de biens entre coheritiers. III. 277

Quelles choſes ſont ſujettes au Rapport. III. 278. 283
Si celui qui doit Rapporter, peut recouvrer les dépenſes faites pour les biens ſujets au Rapport. III. 278
En quelles manieres l'heritier tenu d'un Rapport, peut y ſatisfaire. III. 278
Quelles perſonnes ſont obligées au Rapport. III. 279
Si celui qui renonce à l'heredité, eſt obligé au Rapport. III. 280
A qui le Rapport eſt dû. III. 280
Si ce qui vient d'ailleurs que des Aſcendans, eſt ſujet au Rapport. III. 282
Si les pecules propres au fils ſont ſujets au Rapport. III. 282
Si les dépenſes de l'éducation ſe rapportent. III. 283
Si les choſes données en préciput ſont ſujettes au Rapport. III. 283
Si les dots & donations en faveur de mariage ſe rapportent. III. 283
Si ce qui peut être imputé ſur la legitime, doit être rapporté. III. 286
Si le Rapport eſt dû, ſoit qu'il y ait un teſtament ou non. III. 286
Si les choſes peries ſans la faute du donataire, ſe rapportent III. 288
Si ce qui ſe conſume par l'uſage, doit ſe rapporter. III. 289
Rapports d'Experts artiſans, qui ſe font en Juſtice. IV. 387
Rapports de Medecins & de Chirurgiens. IV. 501
Ratification, ſi elle empêche la reſciſion. II. 530
Auſſi bien que la reſtitution des mineurs. II. 547
Receveurs generaux des tailles, leur devoir. V. 148. *& ſuiv.*
Reconduction, ce que c'eſt. I. 202
Quels ſont ſes effets. I. 202
Si la Reconduction renouvelle toutes les mêmes conditions. I. 203
Redhibition, ce que c'eſt. I. 162
En quel cas il peut y avoir lieu à la Redhibition dans la vente des immeubles. I. 163
Quel eſt l'effet de la Redhibition. I. 165
Si la Redhibition a lieu par le défaut de l'une de pluſieurs choſes qui s'aſſortiſſent. I. 168
Si la Redhibition a lieu dans les ventes qui ſe font en juſtice. I. 169
Quand commence à courir le tems pour être reçû à exercer la Redhibition. I. 169
Quel eſt l'effet de la Redhibition de la choſe hypothequée. II. 239
Regale, ſon droit. IV. 544
Regiſtres publics des baptêmes, des mariages, des morts & ſepultures, de la promotion aux ordres, du vœu monacal, pourquoi ordonnez & établis. II. 359
Regle, ce qu'on entend par ce mot. I. 3
Ce que c'eſt que les Regles du Droit. I. 5
Combien il y a de ſortes de Regles. I. 5
Quelles ſont les Regles du Droit naturel. I. 5
Quelles ſont les Regles arbitraires. I. 6
Trois autres ſortes de regles. I. 6
En quel cas les Regles ceſſent d'avoir leur effet. I. 7
Toutes Regles doivent être connuës. I. &

Regnicoles, quels ? I. 49
Releguez, quel eſt leur domicile. IV. 429
Religieux Profés, s'ils ſuccedent. I. 50
III. 56. 59. 65. 76
Qui ſont les heritiers des Religieux profés. III. 92
Si le Religieux peut teſter avant ſa profeſſion. III. 316
Si les Religieux profés peuvent recevoir par teſtament. III. 319
Religion. Ce que nous apprenons par la Religion Chrétienne. iij
La Religion eſt le fondement le plus naturel de l'ordre de la ſocieté. xliv
Sur quoi la Religion eſt fondée. xlv
Quel eſt ſon eſprit. xlvij
Ses Loix. lxxx. *& ſuiv.*
Matieres propres de la Religion. c.
Matieres communes à la Religion & à la police. c
A qui appartient le droit de proteger la Religion. IV. 37. 59
Devoirs qu'ordonne la Religion, de deux ſortes. IV. 537
Repreſentation, ſi elle a lieu entre les Aſcendans. III. 234
Droit de repreſentation à qui borné. III. 270. 272
Republiques, de pluſieurs ſortes. IV. 6
Leur petite étenduë. IV. 7
Origine de cela. IV. 14
Dans les Livres ſaints il n'eſt point fait mention de Republiques. IV. 8
Comment & par quoi a fini la Republique de Rome. IV. 14
Requeſtes de l'Hôtel & du Palais pourquoi établies. V. 28
Reſciſion, ce que c'eſt. II. 527
Ce qui eſt neceſſaire pour obtenir la Reſciſion. II. 527
En quels cas on peut faire reſcinder des Arreſts. II. 528
De qui dépendent les Reſciſions. II. 528
Pourquoi ne ſe doivent pas accorder facilement. II. 529
Quel eſt l'effet de la Reſciſion contre les tierces perſonnes. II. 529
Si les heritiers de ceux qui pouvoient être relevez, peuvent exercer la Reſciſion. II. 529
Ce qui eſt neceſſaire pour demander la Reſciſion. II. 530
Si la ratification empêche la Reſciſion. II. 530
Effets reciproques de la Reſciſion. II. 530
Quelles bornes reçoit la Reſciſion. II. 531
Reſciſion d'une partie qui a ſon effet pour le tout. II. 532
Quel eſt le tems de la Reſciſion. II. 532
Quand commence à courir. II. 532
Comment il ſe compte à l'égard des heritiers. II. 532
Par quel tems ſe preſcrivent les Reſciſions. II. 449
Reſciſion d'un partage entre majeurs. II. 554
D'une vente par la leſion dans le prix. II. 554
Reſidence, devoir eſſentiel & indiſpenſable. IV. 358
Reſidence des Evêques & des Curez. IV. 338
Des Chanoines. IV. 340
Reſpect dû aux Officiers, indépendemment de leur merite. V. 57
Reſtitution de fruits, ce que c'eſt. II. 337
Son étenduë. II. 338

Reſtitution des revenus de choſes mobiliaires. II. 345
Voïez *Fruits*.
Reſtitutions en entier par quel tems ſe preſcrivent. II. 449
Reſtitution en entier, ce que c'eſt. II. 527
Voïez *Reſciſion*.
Retour. Ce que c'eſt que le droit de Retour. III. 98. 252
Combien il y a de ſortes de droit de Retour. III. 252
Comment ſe regle le Retour conventionnel. III. 253
Retour des choſes données en faveur de mariage. III. 253. 255
Si les creanciers peuvent empêcher l'effet du Retour, le donataire aïant contracté des dettes paſſives. III. 256
Quel eſt le caractere propre du droit de Retour. III. 257
Comment le droit de Retour eſt borné par quelques Coûtumes. III. 259
Si le pere a le retour de la dot donnée par l'ayeul paternel. III. 261
Retrait. Par quel tems ſe preſcrit l'action du Retrait lignager. II. 449
Revenus Eccleſiaſtiques, leur bon uſage. IV. 347
Reverſion. Voïez *Retour*.
Rivieres, leur police. IV. 235
Uſage libre des bords des rivieres pour les paſſages & le trait des chevaux tirant les bateaux. III. 236
Défenſes de changer le cours de l'eau, ni de la détourner. III. 236
Robe. Si les gens de Robe ont rang & preſſéance ſur les gens d'épée. IV. 272. *& ſuiv*. 284
Rois protecteurs, conſervateurs & executeurs des Loix de l'Egliſe. IIIj
Quel eſt le privilege du Roi ſur les biens de ceux qui ſe trouvent obligez envers lui. II. 219
Sa preference à tous creanciers qui n'ont ni hypotheque ni privilege. II. 220
Roi demandé à Dieu par le Peuple Juif. IV. 11
Proviſions du Roi pour les Offices Roïaux, venaux & autres. V. 24
Voïez *Biens*.
Romains ignoroient les Loix de l'humanité. ij
Ignoroient les ſources de la juſtice même. ij
Leur idée de l'origine de la ſocieté des hommes. ij
Rome, fin de ſa Republique comment arrivée. IV. 14
Ruës leur uſage public. IV. 230
Leur police. IV. 240
Ruiſſeaux qui ne ſont pas à l'uſage public, & qui ſont propres aux particuliers, s'ils reglent les bornes de leurs heritages. II. 97

S

SACREMENS, leur adminiſtration doit être gratuite. IV. 345
Sainteté, fondement du Miniſtere Eccleſiaſtique. IV. 331
Salaire. Par quel tems ſe preſcrivent les demandes des Salaires des domeſtiques. II. 449
Salomon, ſageſſe de ce Prince. V. 242
Sang. Princes du Sang; leur dignité. IV. 353
Leurs devoirs. IV. 357. 359 *& ſuiv*.
Leurs belles qualitez. IV. 358
Sciences, leur uſage neceſſaire dans un Etat.

Etat. IV. 269
Rang de ceux qui profeſſent les Sciences dans les Univerſitez. IV. 288
Leur ſubordination. IV. 293
Voïez *Art.*
Seigneurs Juſticiers, leurs devoirs. IV. 361. *& ſuiv.*
Semeï, ſon inſolence rebelle contre David, denué de ſes forces. IV. 31
Semences. Sur qui tombe la perte des Semences & cultures. I. 202
Seminaires. Evêques obligez d'avoir dans leurs Dioceſes, des Seminaires. IV. 323
Leur uſage. IV. 325
Sens, quel eſt leur uſage. xj
Sentence. Sur quoi les Sentences arbitrales ont leur fondement. I. 441
Si la Sentence dont il n'y a point d'appel, tient lieu de païement. I. 485
Separation de biens entre le mari & la femme. I. 358
En quels cas ſe fait. I. 358
Ce que c'eſt. I. 358
Quelles en ſont les cauſes. I. 358. 359
L'effet. I. 359
Separation des biens d'une ſucceſſion d'avec ceux de l'heritier. II. 244
Si le droit de cette Separation eſt indépendant de l'hypotheque. II. 245
Par qui cette Separation pourroit être demandée. II. 245
Si l'alienation faite par l'heritier empêche la Separation. II. 246
Si l'engagement fait par l'heritier empêche la Separation. II. 246
Si la Separation a lieu dans une ſeconde & troiſiéme ſucceſſion & au delà. II. 246
Si la Separation a lieu, le debiteur ſuccedant à ſon fidejuſſeur. II. 247
Si la Separation demandée par le creancier, nuit à ſon droit contre l'heritier. II. 247
Si la Separation peut être demandée contre toutes perſonnes privilegiées. II. 248
Si la Separation peut être demandée par un des heritiers qui eſt creancier. II. 248
Si la confuſion empêche la Separation. II. 248
Si la novation a le même effet. II. 249
Difficultez ſur la Separation demandée, par qui doivent être reglées. II. 249
Sepulture, ſon droit. III. 217
Sequeſtre, ce que c'eſt. I. 272
Par qui les Sequeſtres peuvent être nommez. I. 273
Ce que c'eſt qu'un Sequeſtre conventionnel. I. 289
Droits de tous les Sequeſtres. I. 289
Difference entre le Sequeſtre & le dépoſitaire. I. 289
Quel eſt l'effet de la poſſeſſion du Sequeſtre. I. 290
Si le Sequeſtre doit rendre compte. I. 290
Que doit faire le Sequeſtre qui veut être déchargé. I. 290
Si les regles du dépôt peuvent s'appliquer au Sequeſtre. I. 291
Sergens, quelle eſt leur principale fonction. V. 29. 224
Serment. Si le tuteur doit prêter le Serment en juſtice. II. 12
Si le Serment déferé au debiteur, qui jure avoir païé, éteint l'hypotheque. II. 236
Serment, ce que c'eſt. II. 402

N'eſt pas reçû s'il n'eſt déferé. II. 402
Comment il ſe défere. II. 402
En quel cas le Juge peut ordonner le ſerment. II. 403
Si le refus de jurer ſert de preuve. II. 403
Si le Serment peut être referé à celui qui le déferoit. II. 403
Si on peut décharger du Serment celui à qui il étoit déferé. II. 404
S'il peut auſſi le revoquer. II. 404
Quel eſt le devoir du Juge ſur le Serment déferé ou referé. II. 404
Si le Serment déferé à une partie, eſt deciſif. II. 405
Si la deciſion du Serment éteint l'action. II. 405
Si de nouvelles preuves détruiſent l'effet du Serment. II. 406
Si dans les crimes le Serment peut être déferé. II. 407
Quel eſt l'effet du Serment à l'égard des perſonnes intereſſées avec les parties. II. 407
Si le Serment peut être utile ou nuiſible aux tierces perſonnes. II. 407
Quelles perſonnes peuvent déferer le Serment pour d'autres. II. 408
Si le Serment déferé tient lieu de païement. II. 485
Servitudes, leur origine & leur uſage. I. 405
Ce que c'eſt que la Servitude. I. 407
En quoi elle conſiſte. I. 407
Servitudes réelles pourquoi ainſi appellées. I. 408
Pluſieurs ſortes de ſervitudes. I. 408
Deux autres eſpeces generales de ſervitudes. I. 409
Servitudes des bâtimens & des heritages de la campagne. I. 409
Leurs acceſſoires. I. 409
Comment ſe reglent les Servitudes. I. 410
Comment elles s'établiſſent & s'acquierent. I. 411
Comment le droit de Servitude peut s'acquerir. I. 411
Comment ſe regle la maniere & l'uſage de la Servitude. I. 412
Comment ſe perdent ou ſe diminuent les Servitudes. I. 413
A quoi ſont attachées les Servitudes. I. 413
A qui appartient la partie du fonds aſſervi, ſur laquelle ſe prend la Servitude. I. 413. 414
Si une même Servitude peut ſervir à l'uſage de deux fonds. I. 414
Si on peut conſerver ou acquerir une Servitude qui paroît inutile. I. 414
Si on peut aſſujettir à une Servitude un heritage qui a pluſieurs maîtres. I. 414
Comment les Servitudes ſe conſervent contre la preſcription. I. 415
Si la poſſeſſion d'un ſeul pour la Servitude, la conſerve entiere pour les autres. I. 415
Si le privilege de l'un empêche la preſcription pour tous. I. 416
Pluſieurs ſortes de Servitudes des maiſons & des autres bâtimens. I. 416
Deux ſortes de Servitudes pour les jours. I. 417
Pour les vûës. I. 418
Servitudes des heritages de la campagne. I. 420. *& ſuiv.*
Servitudes pour l'uſage des animaux. I. 422
Deux Servitudes d'un même fonds au même. I. 425

Si celui qui a un droit de Servitude, peut innover. I. 426
Sur qui tombent les reparations de la Servitude. I. 427
Dommage qui arrive naturellement à l'occaſion d'une Servitude. I. 427
Si le droit de Servitude s'étend hors de ſon uſage, & s'il ſe communique à d'autres. I. 427. 428
Comment la Servitude ceſſe. I. 428. 429
Si la Servitude eſt ſuſpenduë par un fond qui en empêche l'uſage. I. 429
Si les Servitudes ſe perdent par la preſcription. I. 430
Differentes manieres de preſcrire les Servitudes. I. 431
Si les decrets font ceſſer les Servitudes. I. 432
Comment doit être égaliſée la Servitude miſe ſur un heritage. II. 93
Si les Servitudes s'acquierent & ſe perdent par la preſcription. II. 455
Servitude reciproque entre legataires de deux maiſons joignantes. III. 597
Si le legs d'une Servitude eſt ſujet à la Falcidie. III. 678
Sincerité & bonne foi requiſe dans les engagemens volontaires & mutuels. xxvj
Societé. Quel eſt le fondement de la Societé des hommes. vij. viij
Pourquoi Dieu a mis les hommes en Societé. xviij
Quels troubles bleſſent l'ordre de la Societé. xxxv
Tous les troubles de la Societé ſont une ſuite de la deſobeïſſance à la premiere Loi. xxxvij
Comment Dieu s'eſt ſervi de l'amour-propre pour faire ſubſiſter la Societé. xxxix
Quels ſont les fondemens naturels de l'ordre de la Societé dans l'état preſent. xl
La Religion eſt le fondement le plus naturel de l'ordre de la Societé. xliv
Origine de la Societé. I. 292
Son uſage. I. 293
Ce que c'eſt que la Societé. I. 294
La part au gain regle celle de la perte. I. 295
Difference de contributions & de portions. I. 295. 296
Societé illicite. I. 297. 298
Difference de la Societé & des autres contrats pour l'étenduë des engagemens. 298
Comment la Societé ſe contracte. I. 299. 300
Ce qui eſt requis pour former une Societé. I. 299
Si on peut ſtipuler que les heritiers ſeront aſſociez. I. 300
Pactes ſur la durée de la Societé. I. 301
Clauſes penales. I. 301
Pactes ſur le reglement des portions. I. 302
Deux ſortes de Societez. I. 303
Societé de gains, ou pure ou ſimple. I. 304
Si la Societé des profits comprend les ſucceſſions, legs & donations. I. 304
Si la Societé de tous biens comprend tout. I. 305
Dedommagement perſonnel d'un aſſocié ſe rapporte dans une Societé univerſelle. I. 305.
Si la condamnation perſonnelle contre un aſſocié tombe ſur la So-

cieté. I. 306
Si les gains illicites & malhonnêtes entrent dans la Societé. I. 306
A quoi les Societez ſont bornées. I. 307
Comment doit s'expliquer l'obſcurité qui ſe trouve dans le contrat de Societé. I. 307
Sur quoi s'acquittent les dettes paſſives & autres charges de la Societé. I. 307
Ce que l'aſſocié peut ou ne peut prendre ſur le fond de la Societé. I. 308
Comment ſe diſſout la Societé. I. 319. 323
Si une renonciation frauduleuſe & à contre-tems dégage de la Societé. I. 320. 321. 322
Quand la renonciation à la Societé eſt inutile. I. 322
Le tems de la Societé étant fini, ce qui ſe fait. I. 322. 325
Si le curateur du prodigue & de l'inſenſé peut interrompre la Societé. I. 324
Si la Societé eſt interrompuë par la mort naturelle ou civile. I. 324. 325. 327
Societé d'une ferme à l'égard des heritiers. 328
Soldats, leur teſtament. III. 304. 334
Leurs devoirs. IV. 91
Leurs crimes & délits. IV. 92
Comment finit leur engagement. IV. 93
Ont trois ſortes de congés. IV. 94
Solidité entre deux ou pluſieurs debiteurs; & entre deux ou pluſieurs creanciers. II. 250
Ce que c'eſt que la Solidité entre les debiteurs. II. 252
Si la Solidité doit être exprimée. II. 252
Si la condition des coobligez ſolidairement peut être differente. II. 254
Contre qui a recours celui des obligez ſolidairement, qui a païé pour les autres. II. 254
Si l'action contre un des obligez ſolidairement, fait ceſſer la Solidité. II. 255
Si l'exception perſonnelle de l'un des obligez ſolidairement décharge les autres. II. 255
Si la demande faite à un des coobligez empêche la preſcription à l'égard de tous. II. 256
En quoi conſiſte la Solidité entre pluſieurs creanciers. II. 257
D'où elle dépend. II. 257
Somme d'argent & les interêts dûs au proprietaire par celui qui ſe trouve avoir l'argent d'une autre perſonne. II. 110
Somme reçûë pour renoncer à une heredité. III. 160
Sourds & muets, & autres qui ont de pareilles infirmitez, quel eſt leur état. I. 42
Si les Sourds & muets ſont capables de ſucceder. III. 53
Si celui qui eſt Sourd & muet tout enſemble, peut teſter. III. 314
Si le Sourd qui peut parler, peut teſter. III. 315
Si les Sourds peuvent être témoins dans un teſtament. III. 328
Souverains ne tiennent leur puiſſance & leur autorité, que de Dieu ſeul. IV. 22. 26. 55
Uſage qu'ils en doivent faire. IV. 28
Comment ils ſe rendent aimables aux peuples. IV. 27
Ce que renferme la puiſſance du

Souverain. IV. 30
Doit toûjours avoir les forces neceſſaires pour faire regner la juſtice. IV. 32
Quel eſt le premier droit du Souverain. IV. 36. 37
Autres qu'il renferme. IV. 36
A le droit d'emploïer ſon autorité pour faire obſerver les Loix de l'Egliſe. IV. 37. 59
A le droit d'établir des Officiers, de regler leurs fonctions, & de les ſupprimer. IV. 38. 57
A droit d'accorder des diſpenſes. IV. 38
A droit d'accorder des privileges. IV. 39. 59
A droit de recompenſer les ſervices & autres merites par des titres d'honneur & des penſions des deniers publics. IV. 40. 59
A droit de naturaliſer les Aubains. IV. 40
De legitimer les Bâtards. IV. 41
De regler les peines des crimes. IV. 42
De permettre ou de défendre les aſſemblées des Corps ou Communautez. IV. 44
De donner aux Communautez la liberté de poſſeder des biens, & de les amortir. IV. 45
De permettre les foires & marchez. IV. 45
De battre monnoye. IV. 45. 162
Et d'interdire toute autre monnoye que celle à qui le Prince veut donner cours. IV. 46
Son droit ſur les mines. IV. 47
A le droit de faire éclater ſa puiſſance par des marques de grandeur ſenſible. IV. 47
D'avoir des Gardes pour ſa perſonne. IV. 48
D'avoir pluſieurs Officiers pour ſes maiſons. IV. 49
Domaine du Souverain. IV. 49. 155
A droit de lever les tributs neceſſaires. IV. 50
De lever des troupes pour la guerre, & de pourvoir aux dépenſes qu'elle demande. IV. 50
De regler les depenſes de l'Etat ſelon ſon beſoin. IV. 51
Quatre ſortes de revenus appartenans au Souverain. IV. 52
Differentes manieres dont il en peut diſpoſer. IV. 54
Quels ſont les devoirs des Souverains. IV. 59
Comment ils doivent ſe ſervir de leur puiſſance pour adminiſtrer la juſtice. IV. 56
Pour reprimer les violences. IV. 57
Choix qu'ils doivent faire de bons miniſtres & de bons Officiers. IV. 57
Quelles précautions ils doivent prendre pour connoître la verité. IV. 58
Quelle doit être leur prudence dans la diſpenſation des privileges, des exemptions, des punitions. IV. 59
Leur devoir à l'égard des Etrangers. IV. 60
Pour la diſpenſation des Finances. IV. 60
Sommaire des devoirs du Souverain. IV. 61
En quel ſens le Souverain eſt au deſſus des Loix. IV. 61
Differentes ſortes de devoirs des perſonnes qui approchent les Princes. IV. 74
La puiſſance reſide en la perſonne du Souverain. IV. 80

Revenus du Souverain en quoi consistent. IV. 99. *& suiv.*
Il n'y a que le Souverain qui puisse ordonner & regler les contributions. IV. 104.
Voïez *Prince. Roi.*
Stellionat, s'il est distingué du dol. I. 508
Quelle est son origine. I. 508
Ce que c'est que le Stellionat. I. 510. II. 182
Ses effets. I. 511
Si le debiteur qui donne en gage une chose pour une autre, commet un Stellionat. II. 205
Sterilité universelle, précautions qu'il faut avoir pour la prévenir. IV. 221
Subrogation aux droits des creanciers, ce que c'est. II. 227
Quelle est la maniere la plus simple de subroger. II. 227
Autres manieres de Subrogation. II. 228. 229
Subrogation sans transport. II. 230 *& suiv.*
Subrogation d'un acquereur aux creanciers qu'il païe. II. 233
Subrogation par saisie. II. 233
Si la Subrogation est nulle aprés le païement. II. 234
D'où dépend la validité de la Subrogation. II. 234
Substitutions sur quoi ont leur fondement. lxij
Si la Substitution pupillaire exclud la mere de sa legitime. lxix. lxxj
Signification de ce mot, *Substitution.* III. 701. *& suiv.* 736
Quelle difference il y a entre les Substitutions & les fideicommis. III. 704
Substitution pupillaire pourquoi ainsi appellée. III. 704
Quels sont ses effets. III. 705
Ce que c'est que la *Substitution vulgaire.* III. 706
Si dés qu'il y a un heritier, la Substitution vulgaire est aneantie. III. 706
Si on peut faire plusieurs degrez d'une Substitution vulgaire. III. 706
Si on peut substituer plusieurs à un, ou un à plusieurs, & les coheritiers entr'eux. III. 707
Si on peut substituer à un legataire. III. 707
Si entre coheritiers reciproquement substituez les portions pour la Substitution sont les mêmes que celles de l'institution. III. 708
Si la Substitution reciproque entre coheritiers est bornée aux survivans. III. 708
Si le substitué au substitué l'est aussi à l'institué. III. 709
Si l'institution de celui de deux qui survivra, renferme la Substitution du survivant au prédecedé. III. 709
Si le substitué qui meurt avant le cas de la Substitution, transmet son droit à son heritier. III. 710
Si le substitué à un des coheritiers est préferé au coheritier qui a le droit d'accroissement. IV. 710
Si entre plusieurs heritiers Substituez les uns aux autres, celui qui a une part, peut renoncer à celles qui vaquent. III. 710
Heritier substitué à lui-même. III. 711
Ce que c'est que la *Substitution pupillaire.* III. 693. 715
Si on peut substituer à un posthume. III. 715
Si la Substitution pupillaire renferme la vulgaire. III. 715
Si la Substitution pupillaire com-

prend les biens de l'enfant. III. 717
Si on peut ſubſtituer pupillairement à l'enfant qu'on n'a pas en ſa puiſſance. III. 718
Comment finit la Subſtitution pupillaire. III. 718
Subſtitution aux enfans ou petits enfans en démence pourquoi appellée *exemplaire*. III. 718
Quelles perſonnes on appelle à cette Subſtitution. III. 719
Comment finit cette Subſtitution. III. 719
Si la mere & autres aſcendans peuvent faire cette Subſtitution. III. 720
Subſtitution compendieuſe, ce que c'eſt. III. 722
Effet des trois Subſtitutions dans la compendieuſe. III. 722
Leur difference. III. 723
Subſtitution reciproque, ce que c'eſt. III. 723
Si le ſubſtitué à l'impubere peut accepter une Succeſſion ſans l'autre. III. 724
Si la Subſtitution reciproque entre deux impuberes comprend la Subſtitution vulgaire & la pupillaire. III. 725
La Subſtitution reciproque entre un impubere & un adulte eſt ſouvent vulgaire. III. 725
Comment celui qui eſt ſubſtitué à un impubere & à un autre heritier, l'eſt à tous deux. III. 726
Le ſubſtitué à deux impuberes ne ſuccede qu'au dernier mourant. III. 727
Le ſubſtitué au dernier mourant ſuccede à tous les deux, s'ils meurent enſemble. III. 727
Si la Subſtitution vulgaire à un impubere finit par ſon adition, lorſqu'enſuite il y renonce. III. 728
Subſtituer, quelle eſt la ſignification de ce mot. III. 735
Qui peut Subſtituer. III. 736
Diverſes manieres de Subſtituer l'heredité ou une partie. III. 736 748
A quoi eſt bornée la Subſtitution. 737
Si l'heritier chargé d'une ſubſtitution peut en retenir un quart. III. 737
En quel cas les biens Subſtituez demeurent à l'heritier. III. 738
Comment la ſubſtitution peut être faite. III. 739
Si les charges paſſent avec les biens au ſubſtitué. III. 742
Si on peut Subſtituer des choſes de toute nature. III. 748
Si on peut Subſtituer une ſeule perſonne ou pluſieurs. III. 756
Si on peut Subſtituer en un ou pluſieurs degrez. III. 757
Si on peut Subſtituer les mêmes perſonnes qu'on peut inſtituer heritiers. III. 757
Bornes de la liberté de faire quelque avantage à l'un des Subſtituez. III. 761
Ordre des Subſtituez en divers degrez. III. 761
Si les Subſtituez réciproquement peuvent renoncer au fideicommis. III. 762
Contre qui court la preſcription d'un bien Subſtitué. III. 762
En quel cas la ſubſtitution à un heritier ou legataire en cas qu'il meure ſans enfans, demeure ſans effet. III. 764
Succeſſion. Sur quoi eſt fondé l'ordre des Succeſſions. xxxiv

Combien il y a de manieres de succeder. xxxiv
Si les Successions doivent être distinguées des engagemens. xxxiv
Successions pourquoi distinguées des engagemens. III. 1
Quelle est leur nature. III. 2
Comment elles ont été reglées par les Loix. III. 2
Successions legitimes & testamentaires. III. 3. 4
Combien il y a d'ordres des Successions legitimes. III. 5. 8
Quelle est l'origine des Successions testamentaires. III. 9
Laquelle des deux Successions, la testamentaire ou la legitime, est plus favorable. III. 17
Reflexions sur les differences entre les Successions legitimes & testamentaires. III. 19
En quoi consistent ces differences. III. 19
Quelle consequence on en peut tirer. III. 20
Troisiéme espece de Successions. III. 21
Succession de ceux qui meurent sans parens & sans avoir fait testament. III. 25
Autres sortes de Successions. III. 27
Succession des personnes de condition serve. III. 28. 29
Ce que c'est qu'une Succession. III. 34
Combien il y a de sortes de Successions. III. 34
Plusieurs Successions d'un heritier à l'autre passent au dernier heritier. III. 40
Ce qu'il faut faire pour savoir à qui la Succession d'un défunt doit appartenir. III. 41
Quelles personnes sont incapables de succeder. III. 42. *& suiv.*
Quelles personnes peuvent succeder? III. 46. *& suiv.* 53
Comment on peut considerer la capacité ou l'incapacité, pour les Successions testamentaires. III. 62
Et pour les Successions *ab intestat.* III. 63
Difference entre les causes qui rendent les personnes incapables de succeder, & celles qui les rendent indignes. III. 80
Droit de recueillir les biens d'une Succession, à qui appartient. III. 94
Entre les mains de qui doivent être mis les titres d'une Succession. III. 178. 179
Successions legitimes ou *ab intestat.* III. 195
Quelles personnes les Loix appellent aux Successions. III. 261
Les Successions descendent plûtôt qu'elles ne remontent. III. 271
Comment se doit partager la Succession entre des enfans de freres du défunt. III. 272
Comment le mari succede à la femme, & la femme à son mari. III. 273
Sujets doivent être contenus dans l'obeïssance. IV. 31
Sureté de toutes sortes de lieux. II. 114. 116.
Surtaux. Voïez *Cotisation.*
Survendre. S'il est permis de Survendre. I. 125
Syndics, leur usage. II. 68
Par qui sont nommez. II. 68
Comment s'en fait la nomination. II. 69
Pouvoir de celui qui est nommé. II. 69
Durée de son pouvoir. II. 69

Quels doivent être ſes ſoins. II. 70
Engagemens des Syndics. II. 70
Comment peuvent être tenus en leur nom. II. 72
Syndics de Communautez. IV. 407

T

TAILLE, ce que c'eſt. IV. 98 99
Tailles perſonnelles & réelles. IV. 107. 111
Comment s'impoſent les Tailles réelles. IV. 118. 143
Où s'en fait l'impoſition. IV. 119
Forme de l'impoſition. IV. 119
Comment les Tailles réelles obligent les perſonnes. IV. 119
Si les impoſitions ſur chaque fonds peuvent être augmentées ou diminuées. IV. 119
Si la cote d'un fonds eſt indépendante des autres biens du proprietaire ou poſſeſſeur. IV. 120
Si la taille qui ſe perd ſur un heritage, ſe rejette ſur les autres. IV. 120
Solidité de la Taille réelle d'un fonds. IV. 121
Si on peut ſe pourvoir pour la diminution de la Taille réelle. IV. 121
Si les Tailles perſonnelles ſe prennent ſur tous les biens du cotiſé. IV. 127
Privilege des Tailles. IV. 127. 128
Si les conventions des poſſeſſeurs peuvent changer l'ordre de la levée de la Taille. IV. 128
Deux ſortes d'exemptions particulieres des Tailles perſonnelles. IV. 137
Comment ſe fait en France l'impoſition des Tailles. IV. 143
Comment ſe doivent faire le département & l'aſſiette des Tailles. IV. 144. 145
Les changemens qui arrivent dans les lieux, changent le pied des impoſitions. IV. 144
Défenſes aux Officiers qui font les départemens, de recevoir des preſens. IV. 145
On ne peut impoſer ni plus ni moins de ce qui eſt ordonné. IV. 148
Divers Officiers prépoſez à la levée des Tailles. IV. 148
Quel eſt le devoir des Receveurs generaux, & des Collecteurs des Tailles. IV. 148 *& ſuiv.*
Témoignages écrits, quels? V. 236
Témoin. Si les Témoins d'un acte écrit ſont recevables à dire le contraire. II. 363
Ce que c'eſt qu'une preuve par Témoins. II. 368
Ce que c'eſt que Témoin. II. 371
L'uſage des Témoins eſt infini. II. 371
Quelles perſonnes peuvent être Témoins. II. 371
Quelles qualitez ſont neceſſaires dans les Témoins. II. 372
Quels Témoins ſont ſuſpects. II. 372
Si le Témoin qui a quelque interêt dans le fait, doit être rejetté. II. 372
Si des Témoins engagez dans les interêts de la partie doivent être rejettez. II. 373
S'il en eſt de même des Témoins parens ou alliez. II. 373
Des Témoins amis. II. 373. 374

Des Témoins ennemis. II. 374
Des Témoins domeſtiques ou dépendans de la partie. II. 374
Des Témoins qui chancellent. II. 374
Quel nombre de Témoins eſt neceſſaire dans les cas où la preuve par Témoins peut être reçûë. II. 375
Si on peut faire entendre pluſieurs Témoins. II. 375
Si des Témoins, même ſans reproche, peuvent ſe tromper. II. 377
Si des Témoins peuvent être contraints de dépoſer. II. 377
Si les Témoins doivent être vûs par le Juge. II. 378
Excuſes des Témoins, qu'on appelle *Exoines*. II. 379
Quelles perſonnes ſont diſpenſées par leur dignité, d'aller devant le Juge pour porter témoignage. II. 379
Commiſſion pour oüir un Témoin. II. 379
Par qui les frais des voïages des Témoins, leur doivent être rembourſez. II. 380
Comment un faux Témoin doit être puni. II. 380
La preſence des Témoins eſt neceſſaire pour la validité d'un teſtament. III. 327
Leur âge. III. 327
Si les femmes peuvent être Témoins. III. 328
Quelles perſonnes ne peuvent être Témoins dans un teſtament. III. 328
D'où ſe conſidere la capacité du Témoin. III. 329
Si l'heritier nommé par un teſtament, peut y être Témoin. III. 329
Si le pere, les enfans & les freres du teſtateur peuvent être Témoins. III. 332
Si pluſieurs d'une même famille peuvent être Témoins. 333
Quel nombre de Témoins eſt requis pour la validité d'un codicille. III. 555
En quoi conſiſte la preuve par Témoins. V. 243
Termes du tems appoſez dans les teſtamens. III. 423
Si le Terme à un tems incertain rend la diſpoſition conditionnelle. III. 428
Ce qu'il faut faire lorſqu'il y a un Terme joint à la condition. III. 446
Terre. Ordre naturel de la culture de la Terre. IV. 206
Protection dûë à ceux qui ſont occupez à la culture de la Terre. IV. 207
Teſtamens, leur uſage. III. 8
Origine des differentes Juriſprudences du Droit Romain & des Coûtumes pour les Teſtamens. III. 12. 13. 15
Leurs inconveniens. III. 17
Si les incapables de faire un Teſtament, ne peuvent avoir d'heritiers teſtamentaires. III. 91
Si ceux qui n'ont point de parens, peuvent diſpoſer de leurs biens par Teſtament. III. 92
Teſtament, ce que c'eſt. III. 298
Si la ſimple inſtitution d'heritier fait un Teſtament. III. 298
Si le Teſtament renferme la diſpoſition de tous les biens. III. 298
En quel tems il a ſon effet. III. 299
Si le Teſtament doit contenir une inſtitution d'heritier. III. 300

Si le Teſtament peut dépendre d'autre perſonne que du teſtateur. III. 301
Queſtions qui peuvent naître des diſpoſitions d'un Teſtament. III. 302
Comment le Teſtament a ſon effet. III. 303
Diverſes ſortes de Teſtamens. III. 303. 304
Comment ceux qui ont quelques infirmitez, peuvent faire leur Teſtament. III. 304
Le Teſtament eſt un titre commun à tous les intereſſez. III. 305
Quelles choſes il y a à conſiderer dans un Teſtament pour en connoître la validité & l'effet qu'il peut avoir. III. 305
Qui ſont ceux que les Loix rendent incapables de faire Teſtament. III. 309. *& ſuiv.*
Quelles perſonnes peuvent teſter. III. 315. *& ſuiv.*
Difference entre l'incapacité de teſter, & celle de recevoir par un Teſtament. III. 319
Si les perſonnes indignes peuvent recevoir par Teſtament. III. 323
Ce qui eſt requis pour la validité d'un Teſtament. III. 326
Quelles perſonnes ne peuvent être témoins dans un Teſtament. III. 328
Si on peut à toute heure faire Teſtament. III. 333
Diverſes formalitez pour diverſes ſortes de Teſtamens. III. 333 *& ſuiv.*
Trois ſortes de Teſtamens militaires. III. 335
Teſtament ſecret. III. 338
Forme de l'ouverture de ce Teſtament. III. 339
Verification des ſeings avant l'ouverture. III. 340
Comment toutes perſonnes capables de teſter peuvent faire leur Teſtament. III. 341
Comment un Teſtament eſt nul. III. 342
Si un premier Teſtament eſt annullé par un ſecond. III. 361. 362
Si le Teſtament qui peut ſubſiſter avec moins de formes, revoque le premier. III. 363
Si un Teſtament fait en faveur de l'heritier du ſang, revoque le premier qui appelloit un heritier étranger. III. 363
Si la naiſſance d'un enfant annulle le Teſtament. III. 364
Si le Teſtament où les enfans ſont oubliez, eſt nul. III. 365
Si l'exheredation injuſte des enfans annulle le Teſtament. III. 365
Si le Teſtament eſt annullé, le teſtateur mourant incapable de teſter. III. 365
Quels changemens n'annullent point un Teſtament. III. 366. 369
Ce qu'il faut entendre par ſecond Teſtament. III. 369. 370
Si lorſque l'heritier inſtitué renonce par colluſion avec le legitime, le Teſtament ſubſiſte pour les autres diſpoſitions. III. 371
En quel cas le Teſtament eſt entierement annullé. III. 377
Si les additions pour expliquer un Teſtament, l'annullent. III. 378
Comment il faut juger des ratures & des additions. III. 379
Si le Teſtament fait par force eſt nul. III. 380. 381
Voïes illicites dont on ſe ſert pour ſuggerer un Teſtament. III. 380 381

Trois sortes d'expressions dans les Testamens. III. 583. *& suiv.*
Une fausse designation ne nuit pas à une disposition d'ailleurs assez claire. III. 386
Les obscuritez & ambiguitez s'expliquent par les circonstances. III. 387
Interpretation d'un legs qui se rapporte à deux choses, & qu'il faut fixer à une. III. 387
Si on peut suppléer les mots necessaires & qui font le sens. III. 389
Exemple d'une conjecture pour découvrir l'intention incertaine du testateur. III. 389
Autre exemple de l'interpretation d'une expression defectueuse. III. 390
On n'interprete pas ce qui est évident par les termes. III. 391
Si la validité d'une disposition est indépendante du motif expliqué par le testateur. III. 414
Lequel de deux Testamens differens doit subsister. III. 417
Diverses vûës pour l'interpretation des Testamens. III. 417
Ce que c'est que les conditions dans les Testamens. III. 421
D'où le droit d'accroissement dépend dans les Testamens. III. 467
Par qui les Testamens doivent être executez. III. 492
Regle à observer dans l'execution des Testamens. III. 493
Execution d'une disposition Testamentaire commise à l'heritier ou à un autre. III. 494
En quoi consiste l'execution d'un Testament. III. 495
Si les Testamens inofficieux sont annullez pour l'institution inofficieuse. III. 504
Si l'approbation du Testament exclud de la plainte d'inofficiosité. III. 516
Si on peut alleguer successivement les nullitez du Testament ou l'inofficiosité. III. 518
Quelle difference il y a entre un Testament & un codicille. III. 552
Si un Testament est annullé par la naissance d'enfans. III. 557
Si les Testamens militaires sont sujets à la Falcidie. III. 690
Testateur, comment il peut annuller son Testament. III. 377
La volonté du Testateur tient lieu de Loi. III. 384. 399. 437
L'incertitude de l'expression s'explique par l'intention du Testateur. III. 385
Egard qu'il faut avoir à la destination du Testateur. III. 393
Diverses vûës pour connoître l'intention du Testateur. III. 396 *& suiv.*
Interpretation par la consideration du Testateur pour les personnes. III. 400
Cas où l'évenement change la disposition du Testateur. III. 409 *& suiv.*
Disposition des Testateurs qu'on ne doit pas executer. III. 415
En quels sens les Testateurs peuvent ou ne peuvent déroger aux Loix. III. 416
Ce qu'il faut faire dans les cas où il s'agit d'interpreter quelque disposition du Testateur. III. 430
Quelles choses il faut considerer dans les dispositions des Testateurs. III. 444
Les dispositions des Testateurs tiennent lieu de Loix. III. 500

Si un Teſtateur peut inſtituer un heritier en termes qui bornent l'inſtitution. III. 302
Si un Teſtateur peut charger d'un legs ou d'un fideicommis, ſon heritier & ſon legataire. III. 570
Quelles ſont les choſes dont les Teſtateurs ont la liberté de faire des legs. III. 622
La volonté du Teſtateur doit regler les fruits & les revenus du legs. III. 622
Si le Teſtateur peut obliger ſon heritier à acquitter les legs ſans deduction de la Falcidie. III. 689
Si le Teſtateur debiteur de ſon heritier peut lui défendre de compter la dette pour la Falcidie. III. 690
Si le Teſtateur peut au lieu de la Quarte trebellianique aſſigner un fonds ou autre choſe. III. 768
Si le Teſtateur peut prohiber la trebellianique. III. 769
Theologal, ce que c'eſt. IV. 321
Titre. Si le vice du Titre empêche la preſcription. II. 468. 469
Tranſaction, ſon uſage. I. 433
Ce que c'eſt qu'une Tranſaction. I. 433. V. 218.
Ses differentes ſortes. I. 434
Tranſactions bornées à leur ſujet. I. 434
Si la Tranſaction avec l'un des intereſſez fait préjudice à l'égard des autres. I. 435
Tranſaction faite avec autre que la partie. I. 435
Si la Tranſaction ſur un droit fait préjudice à un autre droit ſemblable ſurvenu depuis. I. 436
Tranſaction avec ſtipulation de peine. I. 436
Avec caution. I. 436
Si les Tranſactions ont la force de choſes jugées. I. 436
Si le dol ou l'erreur annulle les Tranſactions. I. 437
Si la Tranſaction déroge à un droit dont le titre ſoit inconnu. I. 438
Tranſaction ſur pieces fauſſes. I. 438
Si les Tranſactions ſont reſoluës par la leſion. I. 439
Tranſaction pour pallier un contrat. I. 439
Sur procés jugé à l'inſçû des parties. I. 440
Tranſmiſſion. Ce que c'eſt que le droit de Tranſmiſſion. III. 96. 169 215. 216. 237. 475. 632. *& ſuiv.*
Sur quoi il eſt fondé. III. 476
Ce que c'eſt que la Tranſmiſſion. III. 485
A quoi elle eſt reſtrainte. III. 485
En quel cas elle a lieu. III. 485 486
D'où elle depend. III. 485
Si l'adition d'heredité donne le droit de Tranſmiſſion. III. 487
Tranſmiſſion du legs pur & ſimple. III. 489
Du legs conditionel. III. 490
Du legs à jour incertain. III. 490
Si les regles de la Tranſmiſſion peuvent s'appliquer aux ſubſtitutions & aux fideicommis. III. 491
Tranſports, combien il y en a de ſortes. II. 227
Quel eſt leur effet. II. 228
Si le tranſport ſubroge à l'hypotheque & au privilege. II. 230
Si le Tranſport ſans garentie pour demeurer quitte, eſt un païement. II. 484
Quelle difference il y a entre le Tranſport & la delegation. II. 512. 513
Si le Tranſport d'une dette fait une

delegation. II. 513
Travail. L'homme eſt naturellement deſtiné au travail. xj
Difference entre le travail, de l'état d'innocence, & celui du nôtre. xj
Trebellianique, ce que c'eſt. III. 766 768
Pourquoi ainſi appellée. III. 766
Si elle a lieu pour un heritier en partie. III. 768
Si le teſtateur peut au lieu de la Quarte Trebellianique aſſigner un fonds ou autre choſe. III. 768
S'il peut prohiber la Trebellianique. III. 769
Comment les fruits s'imputent ou ne s'imputent point ſur la Trebellianique. III. 770. 771
Treſor, ce que c'eſt qu'un Treſor. I. 59. II. 429. IV. 174
A qui il appartient. II. 249
Tribonien, ſon avarice. III. 723
Tribunaux uniques dans le Roïaume. V. 47
Tributs. Qui a droit de lever les Tributs neceſſaires. IV. 50
Differens beſoins des Tributs. IV. 50
Devoir de païer les Tributs. IV. 102
Si tous les biens des redevables de Tributs, y ſont affectez. IV. 132
Si les Tributs ſe preſcrivent. IV. 133
Dans le doute on favoriſe les redevables contre le Fiſque. IV, 134.
Trois ſortes d'exemptions des Tributs. IV. 137
Troupes. A qui appartient le droit de lever des troupes pour la guerre. IV. 50
Tuiles tombées d'un toict. II. 117
Tutelle, ce que c'eſt II. 8
A qui appartient la Tutelle. II. 9
Quand & comment elle finit. II. 42. *& ſuiv.*
Tutelle de deux ou pluſieurs mineurs. II. 43
Si l'incapacité exclut de la Tutelle. II. 47. 50
Quelles infirmitez rendent incapable de Tutelle. II. 48
Moïens d'excuſe d'accepter une Tutelle, de deux ſortes. II. 49
Si celui qui a déja la charge de trois Tutelles, peut s'excuſer d'une quatriéme. II. 50
Si une ſeule Tutelle, onereuſe d'ailleurs, peut faire le même effet. II. 51
Si une inimitié capitale eſt un moïen de ſe faire décharger d'une Tutelle. II. 51
Quels procés excuſent d'accepter une Tutelle. II. 51
Tuteurs, s'ils peuvent acheter des biens des mineurs & d'autres perſonnes qui ſont ſous leur charge. I. 147
Neceſſité des Tuteurs. II. 5
Nature de leurs engagemens. II. 5. 13. 21. 28
Differences entre le Droit Romain & nôtre uſage touchant les Tuteurs. II. 6. *& ſuiv.*
Qui eſt celui qu'on appelle *Tuteur.* II. 8
A qui appartient la nomination du Tuteur. II. 10
Si on peut nommer à un ſeul mineur pluſieurs Tuteurs. II. 10
Quelle eſt la fonction des Tuteurs honoraires. II. 11. 33
Si tous Tuteurs doivent être confirmez en Juſtice. II. 11
En quelles manieres peut ſe faire la nomination des Tuteurs. II. 11

Lequel de plusieurs nommez pour être Tuteurs doit être préferé. II. 12. 32
Qui peut être nommé Tuteur. II. 12
Que doit faire celui qui est nommé Tuteur. II. 12
Ses fonctions. II. 14. 23. & suiv. 34
Son pouvoir & son autorité. II. 15. 16
Quelles dépenses il peut faire. II. 15
A quoi s'étend son administration. II. 16
Tuteur qui abuse de son pouvoir. II. 17
Comment il agit pour le mineur. II. 18
Effets de son autorité. II. 18
Ne peut pas empêcher le bien de son mineur. II. 18
En quel cas on nomme au mineur un subrogé Tuteur. II. 19
Si le Tuteur peut accepter un transport contre son mineur. II. 19
Si celui qui est nommé Tuteur, est obligé d'accepter la tutelle, & de l'exercer. II. 21
Pourquoi tous les titres, papiers & immeubles doivent être remis entre les mains du Tuteur. II. 24. 25
Si le Tuteur doit vendre les meubles du mineur. II. 25
S'il peut les acheter. II. 26
Tuteur creancier qui compose avec les autres. II. 28
Si le Tuteur est tenu des interêts des deniers faute de les avoir emploïez. II. 28
Quel délai il a pour en faire l'emploi. II. 29
S'il est tenu à l'emploi des épargnes. II. 29
Des revenus des nouveaux fonds. II. 30
Ce qu'il doit faire, s'il ne trouve point d'occasion d'emploi. II. 30
S'il neglige de le faire ou de prendre sa décharge. II. 30
Administration de deux ou plusieurs Tuteurs. II. 31
Benefice de division & de discussion entre plusieurs Tuteurs. II. 31
La tutelle finie, que doit faire le Tuteur. II. 33
Cas où le Tuteur est obligé de rendre compte pendant la tutelle. II. 34
Quelles dépenses il peut emploïer dans son compte. II. 35
Ses biens hypothequez à son mineur. II. 35
Doivent être discutez avant sa caution. II. 36
A quoi sont tenus les nominateurs & les heritiers des Tuteurs. II. 37, 38
Si le Tuteur peut prendre interêt de ses avances. II. 41
Cas où le Tuteur a un privilege pour les deniers qu'il a emploïez. II. 42
Causes de la destitution d'un Tuteur. II. 44. & suiv.
Si un mineur peut être tuteur. II. 48
Si le fils de famille majeur, quoique sous la puissance de son pere, peut être Tuteur. II. 49
Si les Ecclesiastiques peuvent être nommez Tuteurs. II. 52
Jusqu'à quel tems le Tuteur doit gerer sa tutelle. II. 53
Si l'acceptation de la charge de Tuteur fait cesser les excuses. II. 53
Difference entre les engagemens

des Tuteurs, & ceux des curateurs. II. 63
Comment un Tuteur se rend participant de fraude. II. 165
Comment le Tuteur peut hypothequer. II. 183
Si les Tuteurs peuvent païer & recevoir des païemens. II. 492
Si les Tuteurs peuvent faire des novations. II. 509
A quoi est borné le pouvoir du Tuteur. II. 545
Ce qu'un Tuteur fait pour son mineur, ne doit pas lui nuire, ni à son mineur ce qu'il fait pour soi. III. 515

V

VAGABONDS devroient être contraints à quelques travaux. IV. 208
Vaisseau. Sur qui tombe le dommage arrivé au Vaisseau. II. 451 *& suiv.*
Vassaux qui tiennent un fief du Roi. IV. 354. 361
Vendeur à quoi est engagé. I. 114
S'il dépend de lui d'éluder l'effet de la vente. I. 123
S'il est tenu de quelques dommages & interêts, lorsque la délivrance est empêchée par un cas fortuit. I. 123
S'il est obligé à la délivrance, lorsqu'il est en peril de perdre le prix. I. 123
Retardement du Vendeur & de l'acheteur. I. 123
Quel soin le Vendeur doit prendre de la chose venduë. I. 123
Comment on peut regler le soin du Vendeur. I. 124
En quels cas le Vendeur est déchargé du soin de la garde. I. 124
A quoi le Vendeur est engagé. I. 125
Si le Vendeur peut retenir la chose venduë faute de païement. I. 127
Si au lieu du prix convenu, le Vendeur peut recevoir autre chose en païement. I. 135
Quels changemens peuvent arriver à la chose venduë. I. 139
Tant par rapport au Vendeur, qu'à l'acheteur. I. 140
Aux perils de qui sont les changemens qui arrivent à la chose venduë. I. 141. 144
A ce qui se vend au nombre, au poids ou à la mesure. I. 142
A une chose venduë à essai. I. 142
Si dans la vente de l'une de deux choses, l'une vient à perir. I. 142
Si la chose perit avant l'évenement de la condition qui doit accomplir la vente. I. 143
Si dans le même cas la chose diminuë. I. 143
Des causes qui annullent les ventes. I. 149
En quels cas le Vendeur ne doit aucune garentie. I. 153
Si le Vendeur peut être déchargé de la garentie de ses faits. I. 155
Divers effets des troubles que souffre le Vendeur. I. 156
A quoi est tenu le Vendeur, lorsque la vente est resoluë par une éviction. I. 156
Si la chose n'a pas changé au tems de l'éviction. I. 156
Si la chose est diminuée au tems de l'éviction. I. 156
Si la chose a augmenté de prix. I. 157
S'il y a des ameliorations. I. 157
Vendeur qui a vendu de mauvaise foi la chose d'autrui. I. 159

Si le Vendeur eſt obligé de découvrir les défauts de la choſe venduë. I. 163
Si tous les changemens qui arrivent à la choſe venduë, regardent le Vendeur. I. 165
A quoi le Vendeur eſt obligé en vendant. I. 168
En quels cas le Vendeur rentre dans ſon droit. I. 172
Quel eſt le privilege du Vendeur. II. 213
Vente, comment s'accomplit. I. 111
Comment ſe donne le conſentement qui fait la Vente. I. 111
Si toutes ſortes de perſonnes peuvent vendre & acheter. I. 112
S'il dépend du vendeur d'éluder l'effet de la vente. I. 122
Quelles choſes peuvent être venduës. I. 130
Si on peut vendre une eſperance incertaine. I. 131
S'il eſt permis de Vendre en gros & en bloc. I. 131
Comment s'accompliſſent les Ventes en gros & en détail. I. 131
Si la Vente à eſſai eſt licite. I. 132
Si les acceſſoires de la choſe venduë entrent dans la choſe. I. 132
Si les choſes détachées d'un bâtiment entrent dans la Vente. I. 133
Si les acceſſoires des choſes mobiliaires entrent dans la Vente. I. 133
Dans la Vente de l'une de deux choſes à qui, du Vendeur ou de l'acheteur, eſt le choix. I. 134
Juſqu'à quel tems ſubſiſte la Vente de choſe d'autrui. I. 134
Ce que c'eſt que le prix de la Vente. I. 134
Si on peut ajoûter au contrat de Vente tels pactes qu'on veut. I. 137
Quel eſt l'effet de la condition, d'où la Vente dépend. I. 137
De la condition qui reſoud la Vente. I. 138
Ce qu'il faut faire pour juger qui doit ſouffrir la perte, & avoir le gain. I. 145
Quelles ſont les ventes nulles. I. 146
Quels défauts ſuffiſent pour reſoudre une Vente. I. 163
Diverſes cauſes de la reſolution des Ventes. I. 170
Regles communes pour la reſolution des Ventes. I. 171
Difference entre la nullité & la reſolution des Ventes. I. 171
Si la reſolution de la Vente remet toutes choſes en entier. I. 172
Vente ſous faculté de rachat renferme une condition. I. 173
En quels cas la Vente ne laiſſe pas d'être reſoluë. I. 175
Si une Vente peut être reſoluë du conſentement du vendeur & de l'acheteur. I. 175
Clauſes des Ventes forcées. I. 176
Quelles ſont les Ventes forcées. I. 177
Vente forcée pour le bien public. I. 177
Vente de denrées. I. 178
Vente forcée pour une neceſſité particuliere. I. 176
Si celui qui peut être contraint à vendre ſon heritage, y conſent volontairement, quelle vente ſera-ce. I. 179.
Quel eſt l'effet des Ventes forcées. I. 179
Si la Vente d'une maiſon rompt le bail. I. 197
Si la Vente faite au deſſous de la moitié de ſon juſte prix, peut

TABLE DES MATIERES.

être rescindée. II. 554
Voïez *Contrat*.
Ventilation, ce que c'est. I. 180
Verité, ce que c'est. 346
Connoître la Verité, ce que c'est. II. 346
La chose jugée tient lieu de Verité. II. 355
Veterans. Droits des Officiers Veterans. V. 65
Veuve qui demande une provision sur les biens de la succession, pour sa subsistance & son entretien pendant sa grossesse. III. 207
Peines contre les Veuves qui se remarient follement à personnes indignes. III. 538
Si les Veuves peuvent être cotisées. IV. 112
Quel est le domicile de la Veuve. IV. 428
Vicaires generaux des Evêques, leur rang. IV. 325
Vice-gerens. IV. 326
Vices des conventions, ce que c'est. I. 488
Different du plus ou du moins. I. 489
Deux effets qu'ils produisent. I. 491
Vie, quels sont ses premiers besoins. IV. 205
Vieillards, s'ils peuvent tester. III. 313
Ville. Si on peut leguer à une Ville. III. 576
Affaires ordinaires & extraordinaires des Villes. IV. 413. *& suiv.*
Voïez *Communauté. Lieux publics.*
Vingtiéme, droit que le Fisque prenoit sur les successions & sur les legs. III. 684
Violence, si elle rend une Vente nulle. I. 150
Vivres. Si dans un peril commun, la provision de Vivres des particuliers devient commune. II. 141. 150
Universitez sont des Corps mixtes. IV. 288. 484
Leur établissement. IV. 415
Leur police. IV. 485
Devoirs de ceux qui composent les Universitez. IV. 486. *& suiv.*
Voïez *Communautez*.
Vœu. Si la nullité des Vœux rend le Religieux habile à succeder. III. 59
Voïage. Voïez *Frais*.
Voisin. Si on peut entreprendre sur le fonds de son Voisin. I. 419. 423
Ce qu'on peut faire dans un bâtiment au préjudice du Voisin. I. 419
Incommoditez que le Voisin doit ou ne doit pas souffrir. I. 420
Voituriers par terre & par eau, quel doit être leur soin. I. 215
Voituriers par mer, leurs engagemens. I. 474
S'ils sont responsables du fait de leurs gens. I. 475
De quoi répondent les Voituriers par terre & sur les rivieres. I. 475
Quel est leur privilege. II. 216
Voleur, s'il peut déposer ce qu'il a volé. I. 276
Usage comment est distingué de l'usufruit. I. 385
Ce que c'est que l'Usage. I. 387
Quand l'Usage emporte l'usufruit. I. 387
S'il peut se transmettre à d'autres personnes. I. 387
Comment l'Usage acquis au mari ou à la femme est pour l'un & l'autre. I. 388
Combien dure l'Usage. I. 388
Si l'Usage & l'usufruit des choses qui se consument, lorsqu'on en use,

ſont égaux. I. 394
Comment ſe regle l'Uſage de toutes les choſes mobiliaires. I. 394
Comment finit l'Uſage. I. 401
Uſager ne doit pas incommoder le proprietaire. I. 387
S'il peut tranſmettre ſon droit à d'autres perſonnes. I. 387
Ses engagemens. I. 398
Uſucapion. Quelle difference il y a entre l'Uſucapion & la preſcription. II. 448
Uſufruit, ce que c'eſt. I. 376 378
Son uſage. I. 376
Uſufruit de meubles & d'immeubles. I. 378
En quoi conſiſte l'uſufruit. I. 378
Augmentation ou diminution de l'Uſufruit par le changement du fonds. I. 381
Servitude neceſſaire de l'Uſufruit. I. 383
Voïez *Uſage*.
Uſufruit des choſes qui ſe conſument par l'uſage, ou qui ſe diminuent. I. 390
Uſufruit de toutes ſortes de choſes. I. 391
Uſufruit des effets mobiliaires dans une totalité de biens. I. 391
En quoi conſiſte cet Uſufruit. I. 392
Uſufruit des animaux. I. 392
Si l'Uſufruit des choſes qui ſe conſument par l'uſage, en emporte la proprieté. I. 393
Si l'Uſufruit & l'uſage de ces choſes ſont égaux. I. 394
Comment finit l'Uſufruit. I. 401 403
Reſtitution d'Uſufruit à un tiers uſufruitier. I. 402
Si l'Uſufruit d'un heritage inondé eſt perdu. I. 402
Difference entre un Uſufruit univerſel & un Uſufruit particulier. I. 403
A qui appartient ce qui reſte d'une choſe ſujette à un Uſufruit, lorſqu'elle vient à perir. I. 404
Uſufruit des ſucceſſions échuës aux enfans, accordé aux peres. III. 217
Si l'Uſufruit laiſſé au ſurvivant ſe perd par un ſecond mariage. III. 547
Uſufruit legué à pluſieurs, & la proprieté à l'un d'eux. III. 601
Uſufruit des choſes mobiliaires. III. 601
Voïez *Legs*,
Uſufruitier, s'il fait ſiens les fruits qu'il recuëille. I. 379
Si le prix lui appartient comme les fruits. I. 380
Comment les fruits qui s'acquierent ſucceſſivement, ſe partagent entre l'Uſufruitier & le proprietaire. I. 380
Comment l'Uſufruitier peut anticiper la recolte. I. 380
Quels changemens il peut faire pour augmenter le revenu de ſon uſufruit. I. 381
S'il peut ſe ſervir des arbres abbatus pour reparer. I. 382
S'il peut tirer des arbres d'un bois, de quoi faire des eſchalas. I. 383
Commoditez neceſſaires & non neceſſaires à l'Uſufruitier. I. 383
Si l'Uſufruitier peut pourſuivre le droit d'une ſervitude. I. 384
S'il peut faire des ameliorations & des reparations utiles ou neceſſaires. I. 384
S'il peut les ôter. I. 384
S'il peut ceder, vendre ou donner ſon droit. I. 385
S'il peut interrompre le bail qu'avoit fait le proprietaire. I. 385

Si l'Uſufruitier d'un troupeau de bétail, doit remplacer. I. 393
Si l'Uſufruitier des meubles peut les loüer. I. 394
A quoi il eſt obligé. I. 395 *& ſuiv.*
S'il peut abandonner ſon droit pour éviter les charges. I. 398
Il joüit des choſes en l'état où elles ſont. I. 400
Uſure, & les cauſes qui la rendent naturellement illicite. I. 242 *& ſuiv.*
Mauvaiſes ſuites de l'Uſure. I. 252
Défenſes d'exercer l'Uſure, dans la Loi & les Prophetes. I. 252
Uſure défenduë à Rome. I. 253
Aux Juifs. I. 254
Dans l'Evangile. I. 257
Il n'y a point de cas où l'Uſure ſoit licite. I. 259
Uſuriers, leurs pretextes. I. 248 *& ſuiv.*
Source du commerce des Uſuriers. I. 251

FIN.

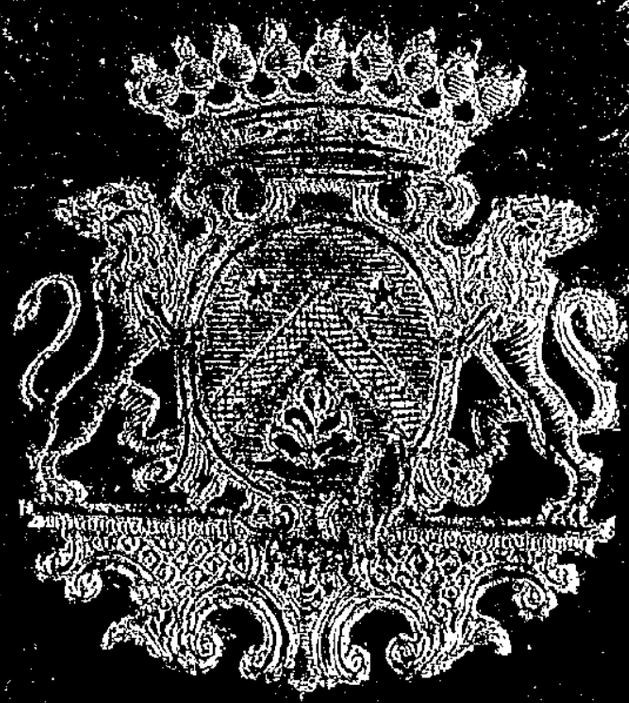


TABLE DES TITRES DE CE TOME, & de leurs Sections.
LIVRE SECOND.
Des Officiers & autres personnes qui participent aux fonctions publiques.
TITRE I.
Des diverses sortes d'Offices & autres Charges.
SECTION I. *Distinctions des Charges et des Offices par leurs natures, et leurs differens caracteres.*
SECT. II. *Distinctions des Officiers par leurs differentes fonctions.*
TITRE II.
De l'authorité, dignité, droits, & privileges des Officiers.
SECT. I. *Des differentes sortes de dignité et d'authorité des charges.*
SECT. II. *Des droits et des privileges des Officiers.*
SECT. III. *Du rang des Officiers.*
TITRE III.
Des devoirs en general de ceux qui exercent des charges.
SECT. I. *De la capacité des Officiers.*
SECT. II. *De la probité des Officiers.*
SECT. III. *De l'application des Officiers et leurs fonctions.*
TITRE IV.
Des devoirs des Officiers de Justice.
SECT. I. *De la capacité des Officiers de Justice.*
SECT. II. *De la probité ou integrité des Officiers de Justice.*
SECT. III. *De l'application que les Officiers de Justice doivent à leurs charges.*
TITRE V.
Des fonctions & des devoirs de quelques Officiers autres que les Juges, & dont le ministere fait partie de l'administration de la Justice.
SECT. I. *Des fonctions et devoirs des Greffiers.*
SECT. II. *Des fonctions et devoirs des Procureurs.*
SECT. III. *Des fonctions et des devoirs des Huissiers et des Sergens.*
SECT. IV. *Des fonctions et des devoirs des Concierges.*
SECT. V. *Des fonctions et des devoirs des Notaires.*
TITRE VI.
Des Avocats.
SECT. I. *Des fonctions des Avocats.*
SECT. II. *Des devoirs des Avocats.*
TITRE VII.
Des Arbitres.
SECT. I. *Des fonctions des Arbitres et de leur pouvoir.*
SECT. II. *Des devoirs des Arbitres.*
LIVRE III.
Des Crimes & Delits.
LIVRE IV.
Des manieres de terminer les procés & les differends, & de l'ordre judiciaire.
FIN.

TABLE ALPHABETIQUE DES PRINCIPALES MATIERES, Contenuës dans les cinq Volumes des Loix Civiles.

Il faut observer, que le Traité des Loix, qui est au commencement de cet Ouvrage, a un Chiffre romain: On l'a conservé dans cette Table; Ainsi quand on trouvera, par exemple, XV. XXIII. XLIV. &c. *le Lecteur se souviendra, que c'est au I. Volume, qu'il doit avoir recours.*

De plus, le premier Chiffre marque le Volume, et l'autre la Page.

A

ABIEZ Commendataires. IV. Vol. Page
Abolition, à qui necessaire. V.
Abondance. Moïens pour procurer l'Abondance dans un Etat. IV. *et suivantes.*
Absent. Intérêt des deniers reçus pour un Absent. II.
Absent. Si la prescription court contre les Absens. II.
Acceptation, si elle est necessaire pour la validité d'une donation. I.
Acceptation, Par qui doit être faite l'acceptation, lorsque le donataire est incapable d'accepter. I.
Accessoire d'une chose leguée, ce que c'est. III.
Accessoire Combien il y a de sortes d'Accessoires des choses leguées. III.
Accessoire Comment on distingue ce qui est Accessoire. III.
Accessoire Quels sont les Accessoires d'une maison. III.
Accessoire Comment s'entendent les Accessoires d'une maison de campagne. III.
Accessoire Si l'Accessoire qui est d'une plus grande valeur que la chose même, appartient à celui à qui la chose est leguée. III.
Accroissement. Ce que c'est que le droit d'Accroissement. III. *et suiv.*
Accroissement. Sur quoi est fondé ce droit. III.
Accroissement. Usage de ce droit. III.
Accroissement. Pourquoi s'appelle ainsi. III.
Accroissement. Pourquoi il y a toûjours droit d'Accroissement entre coheritiers legitimes. III.
Accroissement. D'où il dépend dans les dispositions testamentaires. III.
Accroissement. Comment se regle l'Accroissement entre coheritiers. III.
Accroissement. Si ce droit a lieu entre heritiers non conjoints III.
Accroissement. Entre legataires d'une même chose. III.
Accroissement. Entre legataires conjoints par la chose. III.
Accroissement. Entre legataires par portions.
Accroissement. Divers cas d'Accroissement entre legataires conjoints. III.
Accroissement. Ce que c'est que l'Accroissement dans les legs & l'heredité. III.
Accroissement. Si la portion d'un fils de qui l'exheredation subsiste, accroît à celui qui fait annuller la sienne. III.
Acheteur, ses engagemens envers le vendeur. I. *et suiv.*
Acheteur, En quels cas l'acheteur doit l'interê du prix. I.
Acheteur, S'il dépend de l'acheteur d'éluder la vente en ne païant point.
Acheteur, Si l'acheteur est obligé de païer le prix, lorsqu'il est en peril d'eviction. I.
Acheteur, De quel cas l'acheteur a le choix de rendre la chose ou de suppléer le prix. I.
Acheteur, De quel jour il doit rendre les fruits, lorsqu'il y a lesion de plus de moitié du juste prix. I.
Acheteur, Contre qui a son recours l'acheteur évincé ou troublé ou en peril de l'être. I.
Acheteur, En quel cas l'acheteur troublé ne peut demander la garentie d'une éviction. I.
Acheteur, A quoi il est tenu lorsqu'il est troublé. I.
Acheteur, En quel cas il peut agir contre le vendeur. I.
Acheteur, Si l'acheteur peut faire resoudre une vente, les défauts de la chose venduë étant inconnus au vendeur. I.
Acheteur, S'il peut demander des dommages & interêts. I.
Acheteur, Si l'acheteur peut se plaindre des défauts évidens ou présumez de la chose venduë. I.
Acheteur, De quel jour l'acheteur doit restituer les fruits au vendeur exerçant la faculté de rachat d'un heritage. I.
Accusez de crimes qui peuvent meriter la confiscation de biens, ce qu'ils peuvent faire avant la condamnation. II.
Accusez En quelles manieres peuvent éviter les peines. V.

Acquereur de portions indivises. II.
Acquereurs de bonne & mauvaise foi. II.
Acquereur qui connoît la fraude. II.
Acquêts ce que c'est. I.
Acquêts faits des deniers provenus d'un fond hypotequé. II.
Actes. En quel cas les Actes écrits ont force de preuve. II.
Actes. Si les témoins d'un acte écrit sont recevables à dire le contraire. II.
Actes. Comment s'établit la verité des actes écrits. II.
Actes. En quels cas des copies d'un acte duëment collationnées peuvent servir au défaut des originaux. II.
Actes. Si l'énonciation d'un acte dans un autre fait preuve. II.
Actes. Si deux actes contraires se détruisent reciproquement. II.
Adition d'heredité, son effet. III.
Adition d'heredité, De quel jour l'Adition de l'heredité a son effet. III.
Adition d'heredité, Quels sont les effets de l'Adition d'heredité. III.
Adition d'heredité, A quel tems remonte l'Adition d'heredité. III.
Adition d'heredité, En quel sens l'Adition regarde les biens qui ne demeurent pas dans l'heredité. III.
Adition d'heredité, Si l'Adition d'heredité donne le droit de transmission. III.
Administrateurs d'Hôpitaux, leur fonction. IV.
Administrateurs d'Hôpitaux, Leur nomination. IV.
Administrateurs d'Hôpitaux, Leurs devoirs. IV.
Administrateurs l'Administration des Sacremens doit être gratuite. IV.
Adultes, quels? I.
Affaire. Engagemens de celui qui fait l'affaire d'un autre à son insçu. II.
Affaire. Quels doivent être ses soins. II.
Affaire entreprise sans necessité. II.
Affaire. Si l'absent meurt avant la fin de l'affaire. II.
Affaire. Celui qui gere l'affaire d'une personne, croïant gerer celle d'une autre. II.
Affaire. A quoi sont tenus ceux qui gerent par necessité. II.
Affaire. Cas où celui qui gere une affaire, n'est pas tenu d'un soin tres-exact. II.
Affaire. Sur quoi sont fondez les engagemens de celui dont on a geré à son insçu. II. *et suiv.*
Affranchis, à quelles personnes on donne ce nom. I.
Age. Si l'âge de soixante-dix ans est un moïen d'excuse pour n'accepter pas une tutelle. II.
Age. Effet des lettres de benefice d'âge. II.
Age. Age des témoins pour un testament. III.
Age. Si le benefice d'Age accomplit la condition de la majorité. III.
Agriculture, occupation des premiers hommes. IV.
Agriculture, Son utilité. IV.
Agriculture, Sa definition. IV.
Agriculture, Sa necessité. IV.
Agriculture, Son bon usage. IV.
Agriculture, Rang des personnes emploiées à l'Agriculture. IV.
Agriculture, Leur subordination. IV.
Aides, ce que c'est. IV.
Aides, En quoi elles different de la Taille. IV.
Aimer, ce que c'est.
Aimer, Quelle est la force du Commandement d'aimer.
Aimer, En quoi consiste cet amour.
Aimer, Sa difference d'avec l'amitié.
Alienation. Si les Alienations de meubles & immeubles faites par debiteurs, peuvent être revoquées. II.
Alienation. Si l'Alienation de la chose leguée revoque le legs. III.
Alienation. En quels cas est permise l'Alienation du domaine. IV. *et suiv.*
Alimens accordez aux enfans pendant le tems qu'ils deliberent. III.
Alimens Si on peut leguer des Alimens à un incapable d'autres legs. III.
Alimens Si les legs d'Alimens durent pendant la vie du legataire. III.
Alimens Comment les legs d'Alimens jusqu'à la puberté doivent s'entendre. III.
Alimens Ce que comprend le legs d'Alimens. III.
Alimens Comment se reglent les legs d'Alimens. III.
Alimens Comment se regle un legs d'Alimens, que le Testateur avoit coûtume de donner. III.
Alimens Si les Alimens sont dûs, quoique le legataire ait vécu d'ailleurs. III.
Alimens En quoi les legs d'Alimens sont favorables. III.
Alliance. Liaison des alliances, & leurs principes.
Allodial. Ce que c'est qu'un heritage allodial. I.
Ame, ses deux puissances à quoi destinées.
Amelioration. Ce qu'il faut faire pour estimer les Ameliorations. I.
Amelioration. Leur privilege. II.
Amelioration. A quoi est bornée la préference pour les ameliorations. II.
Amelioration. Par qui doivent être remboursées les Ameliorations faites par l'acquereur du fonds d'un mineur. II.
Amende encouruë pour dommage. II.
Amende Amendes pecuniaires. IV.
Amende Si elles peuvent être mises au rang des confiscations. IV. *Confiscation*
Amitié, ce que c'est.
Combien il y en a d'especes.
Amitié, Difference entre l'amitié & l'amour.
Amitié, Entre quelles personnes se forme.
Amitié, Quels sont les deux caractères essentiels de l'amitié.
Amitié, Difference entre l'amitié & l'amour conjugal.
Amitié, Autre difference entre l'amitié & l'amour des parens & des enfans.
Amitié, Quel est l'usage des amitiez par rapport à la société.
Amour conjugal. Difference entre l'Amour conjugal & l'amitié.
Amour. Dereglement de l'Amour, source du dereglement de la societé.
Amour. Pourquoi appellé amour propre.
Amour. Comment Dieu s'en est servi pour faire subsister la société.
Animal. Deux sortes d'Animaux. I.
Animal. Quels Animaux peuvent être donnez à loüage. I.
Animal. Dommages causez par des Animaux. II.
Animal. Comment on conserve la possession des Animaux. IV.
Antichrese, ce que c'est. II.
Appanage en France, ce que c'est. IV.
Appanage en France, Les Appanages sont à condition du retour au défaut de descendans mâles. IV.
Appellations comme d'abus, leur usage. IV.

Appellations comme d'abus, Qui peut appeller comme d'abus. IV.
Appellations comme d'abus, En quels cas on peut appeller comme d'abus. IV.
Appellations comme d'abus, Appellation ce que c'est. V.
Appointemens des Officiers de guerre, S'ils peuvent être saisis. II.
Appuïer. Ce que c'est que le droit d'appuïer. I.
Aqueduc, ce que c'est. I.
Arbitrage, ce que c'est. V.
Arbitres, quels tems ont pour juger. I.
Arbitres, Leur pouvoir. I.
Arbitres, S'ils peuvent proroger le tems. I.
Arbitres, S'ils peuvent changer leur sentence. I.
Arbitres, S'ils peuvent juger les uns sans les autres. I.
Arbitres, Qui peut être Arbitre ou non. I.
Arbitres, Si les femmes peuvent être arbitres. I.
Arbitres, Pouvoir des Arbitres de regler les bornes des heritages. II.
Arbitres, Quelles sont les fonctions des Arbitres. V. *et suiv.*
Arbitres, Si les Sentences des Arbitres ont le même effet que celles des Juges. V.
Arbitres, Quelles personnes ne peuvent être Arbitres. V.
Arbitres, Quels sont les devoirs des Arbitres. V.
Arbres, s'ils sont immeubles. I.
Arbres, A qui appartiennent les Arbres abbatus par le vent. I.
Arbres, Comment les Arbres morts appartiennent à l'usufruitier. I.
Arbres, Usage des Arbres morts, permis à l'usufruitier pour reparer. I.
Archevêques, leur jurisdiction. IV.
Architecte, qui entreprend un bâtiment, si c'est loüage ou vente. I.
Architecte, S'il est responsable de l'édifice qui perit pendant qu'on le bâtit. I.
Architecte, Quel est le privilege des Architectes. II.
Armes. Si ceux qui font la profession des Armes, ont rang & presséance sur les gens de Robe. IV.
Armes. Subordination dans l'ordre de la profession des Armes. IV.
Armes. Droit du Prince sur les Armes. IV. *Guerre.*
Arrerages de rentes ou autres redevances annuelles, s'ils peuvent se prescrire. II.
Arrest. En quel cas on peut faire rescinder des Arrests. II.
Arrest. Le Roi seul, reputé present aux Arrests, leur donne autorité. IV.
Arrbes, ce que c'est. I.
Arrbes, Leur effet. I.
Arriereban, ce que c'est. IV.
Art, de deux sortes. IV.
Art, A quelles sciences on donne le nom d'Arts. IV.
Art, Rang de ceux qui enseignent les Arts liberaux. IV.
Art, Leur subordination. IV.
Art, Utilité de cultiver les Arts. IV.
Art, Maîtrises des Arts. IV.
Art, Corps de ces maîtrises. IV.
Artisans, leur privilege. II.
Artisans, Par quel tems se prescrivent les demandes des parties des Artisans. II.
Artisans, Quels sont les devoirs des Artisans. IV. *et suiv.*
Ascendans, leur succession. III.
Ascendans, Ligne des Ascendans. III.
Ascendans, Diverses lignes d'Ascendans & de Descendans. III.
Ascendans, Lignes d'Ascendans paternels & maternels. III.
Ascendans, Multiplication des Ascendans & de leurs lignes. III.
Ascendans, Difference entre les lignes des Ascendans & celles des Descendans. III.
Ascendans, Comment succedent les Ascendans. III.
Ascendans, Qui sont les Ascendans. III.
Ascendans, Si les Ascendans plus proches excluent les plus éloignez. III.
Ascendans, Concours d'Ascendans de freres & de neveux. III.
Ascendans, Si les Ascendans ont le droit de transmission. III.
Ascendans des bâtards. III.
Ascendans Droit sque quelques Ascendans peuvent avoir à l'exclusion des autres, sur les biens des enfans. III.
Ascendans Retour aux Ascendans des choses par eux données. III.
Ascendans Quelle est l'intention des Ascendans en faisant des donations à leurs descendans. III.
Ascendans Si les freres des Ascendans sont compris sous le nom de grands oncles. III.
Ascendans Entre Ascendans à qui la legitime est dûë. III.
Ascendans Ce que c'est que la legitime des Ascendans. III.
Asséeurs de cotisations ne peuvent se décharger eux-mêmes. IV.
Asséeurs Ni leurs parens. IV.
Asséeurs Devoir des Asséeurs, qui reglent les cotisations des particuliers. IV. *et suiv.*
Assemblées de Corps ou Communautez, qui peut les permettre ou défendre. IV.
Associé, ce qu'il peut ou ne peut prendre sur le fond de la societé. I.
Associé, Dépenses extraordinaires & illicites d'un Associé. I.
Associé, Quels sont les engagemens des Associez. I.
Associé, S'ils sont tenus des cas fortuits. I.
Associé, Associé qui s'approprie ou recele ce qui est en commun. I.
Associé, Si le service que rend un associé, peut se compenser avec ce qu'il cause de perte. I.
Associé, Si l'associé est tenu du fait de celui qu'il a sous-associé. I.
Associé, Sur quoi les associez recouvrent toutes les dépenses necessaires. I.
Associé, Perte particuliere d'un associé arrivée pour le fait de la societé. I.
Associé, Gains ou pertes particulieres à l'occasion de la societé. I.
Associé, Si toutes les pertes du fonds de la societé sont communes aux associez. I.
Associé, Insolvabilité d'un associé. I.
Associé, Si un associé peut engager les autres. I.
Associé, Si les associez peuvent tirer du fonds de la société ce qu'ils y ont mis. I.
Associé, Si celui qui propose un associé, en doit répondre. I.
Associé, Egards que doivent avoir les associez pour le païement de ce qu'ils se doivent entr'eux. I.
Associé, S'ils s'étendent aux cautions d'un associé. I.
Associé, Si un associé peut faire quelque chose en la chose commune contre la volonté des autres. I.
Associé, Si chaque associé peut renoncer à la societé. I.
Associé, Par mauvaise foi. I.
Associé, A contre-tems. I.
Associé, Profit fait par l'associé aprés la renonciation. I.

Associé, Si un associé qui devient incapable de contribuer de son bien ou de son industrie, peut être exclus de la societé. I.
Associé, Si la mort d'un associé interrompt naturellement la societé à l'égard de tous. I.
Associé, Si la mort civile a le même effet, que la mort naturelle en matiere de societé. I.
Associé, En quels cas la societé n'est pas interrompuë par la mort d'un associé. I.
Avarice, passion forte sur quelques Juges. V.
Aubaine. Droit d'Aubaine, ce que c'est. III.
Aubaine. Exception du droit d'Aubaine. IV.
Aubain, que signifie ce mot. III.
Aubain, Qui a le droit de naturaliser les Aubains. IV.
Aubain, Qui sont ceux qu'on appelle Aubains. IV.
Aveugles, s'ils peuvent tester. III.
Avis. Difference entre les Avis & les Conseils. IV.
Avis. Deux sortes d'Avis. IV.
Avis. Quel but doivent avoir les Avis qu'on donne au Prince. IV.
Avis. Doivent être reglez par la justice & la verité. IV.
Avis. Avis & conseils qui regardent le Prince. IV.
Avis. Le bien de l'Etat. IV.
Avis. Les particuliers. IV.
Avocats, s'ils peuvent entrer en part aux procés, & acheter des droits litigieux. I.
Avocats, S'ils peuvent être témoins dans les causes, où ils ont servi de leur ministere. II.
Avocats, Communauté d'Avocats. IV.
Avocats, Quelle est la profession des Avocats. V.
Avocats, Quelles sont leurs fonctions. V.
Avocats, Rapport entre les fonctions des Avocats & celles des Procureurs. V.
Avocats, Quels sont les devoirs des Avocats. V. *et suiv.*
Avortons, quels enfans sont appellez de ce nom. I.
Autorité, ce que c'est. IV.
Autorité, Autorité des charges, ce que c'est. V. *et suiv.*
Autorité, Son usage. V. *Gouvernement. Obeïssance. Puissance. Souverains.*
Ayeux, quels? III.
Ayeux, A qui convient le nom d'Ayeul. III.
Ayeux, Si le rang des Ayeuls comprend les deux sexes. III.
Ayeux, Si l'Ayeul maternel est obligé au défaut du pere de fournir l'entretien des enfans. III.

B

BAIL. Si les Baux à ferme & les autres baux passent aux heritiers du bailleur & à ceux du preneur. I.
BAIL. S'il est dû interest du prix du Bail. I.
BAIL. Si le Bail est rompu par le changement de proprietaire. I.
BAIL. Pour incommodité survenuë quoique sans le fait du bailleur. I.
BAIL. Bail fait par un usufruitier. I.
BAIL. Baux à ferme, ce que c'est. I.
BAIL. Quelles choses peuvent se bailler à ferme. I.
BAIL. Comment le Bail à ferme est distingué du Bail à loïer. I.
BAIL. Quelles clauses on peut apposer dans les Baux à ferme. I.
BAIL. Si la caution d'un Bail l'est aussi pour la reconduction. II.
BAIL. Comment s'adjugent les Baux à ferme. IV.
Bail emphyteotique, son privilege. II.
Bailleur, à qui ce nom se donne. I.
Ban, ce que c'est. IV.
Banquiers, leurs engagemens. I.
Bâtard, à quels enfans on donne ce nom. I.
Bâtard, A qui appartient la succession des bâtards. III.
Bâtard, Si les bâtards sont incapables de toutes successions ab intestat. III.
Bâtard, En faveur de qui les bâtards qui ont des biens, peuvent en disposer. III.
Bâtard, A qui appartiennent les biens des bâtards, qui meurent sans enfans legitimes. III.
Bâtard, Si les bâtards sont compris sous le nom d'Enfans. III.
Bâtard, Ascendans des bâtards. III.
Bâtard, Si les bâtards peuvent tester. III.
Bâtard, S'ils peuvent recevoir par téstament. III.
Bâtard, Qui a droit de legitimer les bâtards. IV.
Bâtardise. Sur quoi est fondé le droit de bâtardise. III.
Bâtardise. A qui appartient ce droit. IV.
Bâtardise. Droit de bâtardise, ce que c'est IV.
Bâtimens & leurs accessoires, s'ils sont immeubles. I.
Bâtimens & leurs accessoires, Si les choses détachées d'un bâtiment entrent dans la vente. I.
Bâtimens & leurs accessoires, Un bâtiment étant en peril de ruïne, que peut faire le proprietaire du bâtiment voisin. II. *et suiv.*
Bâtimens & leurs accessoires, Comment se doit faire l'estimation des ornemens superflus dans le bâtiment abbatu par la chûte d'un autre. II.
Bâtimens & leurs accessoires, Chûte d'un bâtiment par cas fortuit aprés la denonciation. II.
Bâtimens & leurs accessoires, Comment le dommage causé par la chûte d'un bâtiment appartenant à plusieurs maîtres, doit être reparé. II.
Bâtimens & leurs accessoires, Si on ne peut pas faire quelque nouvelle oeuvre dans un bâtiment. II.
Bâtimens & leurs accessoires, Quel ouvrage un proprietaire ne peut pas faire dans son fond au préjudice du voisin. II.
Bâtimens & leurs accessoires, Où doit se pourvoir celui qui prétend qu'une nouvelle oeuvre qu'un autre entreprend, lui fait préjudice.
Bâtimens & leurs accessoires, Entreprises de nouveaux ouvrages dans des lieux publics, défenduës. II.
Bâtimens & leurs accessoires, Précautions à apporter dans les ouvrages ou travaux, d'où il peut arriver quelque dommage. II.
Bâtimens & leurs accessoires, Si on peut chercher ce qu'on a mis dans le fond d'un autre.
Bâtimens & leurs accessoires, A qui appartiennent les bâtimens. II.
Bâtimens & leurs accessoires, Si le bâtiment est un accessoire du fonds. III.
Bâtiment construit sur un lieu public. IV.
Benefices. Si la pluralité des Benefices est illicite. IV.
Benefice d'inventaire. Voïez *Heritier* .
Bestes farouches, quel doit être le soin de ceux qui en ont. II.
Bestes agaffées. II.
Beste qui en tuë une autre.
Bestiaux, leur utilité. IV.
Bestiaux, En quoi consiste le soin des bestiaux. IV.
Bestiaux, Bon usage du soin des bestiaux. IV.
Bétail. Si le maître du bétail est tenu du dommage qu'il a pû causer. II.
Bétail. A quoi est tenu celui qui surprend dans son heritage le bétail d'un autre y pascageant. II.
Bétail. Et celui qui ne peut contenir son cheval ou autre bétail. II.
Bétail. Bienfaits des Princes comment doivent être interpretez. XCII. I.
Bétail. Si les Bienfaits du Prince peuvent être saisis. II.

Biens des particuliers comment sont divisez. I.
Biens paternels & maternels. I.
Biens Si les Biens sujets à une substitution, peuvent être vendus. I.
Biens Distinction des biens dotaux & paraphernaux. I.
Biens Quels biens sont appellez *paraphernaux.* I.
Biens Si les Biens paraphernaux sont mobiliaires. I.
Biens Soin que le mari doit prendre des Biens paraphernaux, qui lui sont donnez. I.
Biens Trois manieres de faire passer l'usage des Biens, d'une generation à l'autre. III.
Biens des condamnez à mort, des étrangers, des bâtards, de ceux qui n'ont aucun parent, à qui appartiennent. III.
Biens Trois sortes de Biens qu'un défunt peut avoir. III.
Biens Comment des Biens leguez ou substituez peuvent entrer dans un partage. III.
Biens Si les Biens qu'il faut restituer, se partagent. III.
Biens Aussi bien que les choses dont l'usage est mauvais. III.
Biens des enfans, de deux sortes. III.
Biens Si les Biens donnez sont sujets à la legitime. III.
Biens que peut avoir une personne qui se remarie ayant des enfans. III.
Biens Deux sortes de Biens que le mari ou la femme peuvent avoir l'un de l'autre. III.
Biens acquis au mari sur ceux de la femme, & reciproquement. III.
Biens venus des enfans ou au pere ou à la mere. III.
Biens du pere ou de la mere acquis par d'autres titres. III.
Biens Comment se fait le calcul des Biens III.
Biens Comment se fait l'estimation des Biens. III.
Biens Sur qui tombent les pertes des Biens. III.
Biens Avec qui doivent se faire les estimations des Biens. III.
Biens Si les Biens decouverts aprés le reglement de la Falcidie, la diminuent. III.
Biens A qui appartient la confiscation des Biens des condamnez. IV.
Biens A qui appartiennent les Biens vacans. IV.
Biens En quelles especes tous les Biens peuvent se distinguer. IV.
Biens Trois sortes de Biens dont l'usage est necessaire. V. *Domaine. Hypoteque.*
Boeuf. Mal causé par le Boeuf qui frappe de la corne. II.
Bornes, leur usage. II.
Bornes, Differentes manieres pour regler les Bornes. II.
Bornes, Qui peut regler les Bornes.
Bornes, A quoi est tenu celui qui a enlevé les Bornes des heritages. II.
Bourgeois, leurs privileges. I.

C

CALCUL. Ce que c'est que l'erreur de Calcul. I.
Canonicat affecté pour l'entretien d'un Precepteur. IV.
Capacité dans un Officier, ce que c'est. V. *et suiv.*
Cardinaux, leur privilege. IV.
Carrieres. Si les pierres des Carrieres & les autres matieres qui se tirent d'un fonds, appartiennent au mari. I.
Carrieres. A l'usufruitier. I.
Cas. Si on peut être tenu des Cas fortuits. I.
Cas. Combien il y a de sortes de Cas fortuits. I.
Cas. Si les Cas fortuits déchargent les debiteurs. I.
Cas. Si tous les Cas fortuits qui causent des gains ou des pertes, forment pour cela des engagements. II.
Cas. Differens effets des Cas fortuits pour les suites des pertes. II.
Cas de conscience, à qui en appartient la discussion. IV.
Cathedrale. Eglises Cathedrales d'où ainsi nommées. IV.
Cathedrale. Leurs Dignitez. IV.
Catoniéne. Quelle est la disposition de la Regle *Catoniène.* III.
Catoniéne. Si elle a lieu pour les institutions conditionnelles. III.
Causes favorables, quelles?
Cautions des Tuteurs à quoi obligez. II.
Caution, à qui se donne ce nom II.
Caution, A quoi s'étend l'usage des cautions. II.
Caution, Combien il y a de sortes de cautions. II.
Caution, Qui sont ceux qu'on appelle *Cautions.* II.
Caution, Si on peut donner caution pour toute sorte d'engagemens. II.
Caution d'une obligation naturelle. II.
Caution d'une dette à venir. II.
Caution, Si la Caution peut être obligée à plus que le debiteur. II.
Caution, S'il le peut être à moins. II.
Caution, Si on peut se rendre Caution sans ordre de celui pour qui on s'oblige, & même à son insçu. II.
Caution, Si en matiere de crimes & de délits il peut y avoir Caution ou garentie. II.
Caution, Engagemens honnêtes dont on ne peut prendre de Caution. II.
Caution, Qualitez d'une Caution qu'on reçoit en justice. II.
Caution, Si les engagemens des Cautions passent à leurs heritiers. II.
Caution, Si celui qui a reçu une fois Caution, peut en demander une autre. II.
Caution, Si les Cautions des comptables repondent des peines pecuniaires. II.
Caution, Quelles exceptions du debiteur sont communes à la Caution. II.
Caution, En quel cas la Caution peut agir contre le debiteur avant le terme. II.
Caution d'un prêt à usage ou d'un dépôt. II.
Caution, S'il peut y avoir de Caution d'une obligation illicite. II.
Caution, Si la Caution d'un Bail, l'est aussi pour la reconduction. II.
Caution, Si les Cautions peuvent acquiter ce qu'ils sont obligez de païer pour d'autres. II.
Caution, Si la cession de biens décharge les Cautions. II.
Caution, Si la restitution qui aneantit l'obligation du mineur, aneantit aussi celle de sa Caution. II.
Caution, Cautions des Fermiers & autres Traitans. IV.
Cautionnement. Si la recommandation & le conseil sont un Cautionnement. II.
Cens, son privilege II.
Cession. Si la Cession de biens fait un païement en autre chose que ce qui est dû. II.
Cession. Cession de biens ce que c'est. II.
Cession. Si elle acquitte le debiteur. II.
Cession. Si elle comprend les biens acquis au debiteur. II.
Cession. Ce que doit faire le debiteur qui est reçu à la cession de biens. II.
Cession. Si la Cession dépoüille d'abord celui qui la fait, de la propriété de ses biens. II.
Cession. Si la Cession de biens décharge les Cautions. II.
Cession. Si la Cession de biens faite à quelques créanciers a son effet à l'égard des autres. II.
Chancelier de France, sa dignité. IV.

Chancelier de France, Sa jurisdiction. V.
Chanoines des Eglises Cathedrales, leur dignité. IV
Chanoines Obligez à la residence. IV.
Chanoines Reguliers. IV
Chapitre. Voïez *Communautez.*
Charges dans les testamens ce que c'est. III.
Charges En quelles manieres les charges peuvent être conçuës. III.
Charges Quel est leur effet. IV.
Charges municipales. Rang & presséance entre personnes appellées aux Charges municipales. IV.
Charges municipales. Charges municipales quelles elles sont. IV.
Charges municipales. Combien il y en a de sortes. IV.
Charges municipales. Difference entre ces charges & les autres. IV.
Charges municipales. Comment se fait la nomination à ces Charges. IV.
Charges municipales. Quelles personnes en sont capables. IV.
Charges municipales. Quelles personnes ne peuvent y être appellées. IV.
Causes d'exemptions. IV. *et suiv.*
Causes d'exemptions Exclusion des Charges par indignité. IV.
Charges compatibles. IV.
Charges compatibles On est contraint à exercer les Charges, quand on y est appellé. IV.
Charges compatibles Celui qui n'use pas de son exemption, n'en perd pas le droit pour un autre cas. IV.
Charges compatibles. La Charge ne passe pas à l'heritier de celui qui meurt sans l'exercer. IV.
Charges. Difference entre les Charges & les Offices. V.
Charges. Caractere des Charges que le Roi donne. V.
Charges Ecclesiastiques, autres que celles des Officialitez. V.
Charges Ecclesiastiques Deux especes de Charges qu'on tient du Roi. V.
Charges Ecclesiastiques Charges dont les fonctions sont mêlées. V. *et suiv.*
Charges compatibles & incompatibles. V.
Charges compatibles & incompatibles Quelle difference il y a entre les Charges & les commissions. V.
Charges compatibles & incompatibles Trois especes generales de fonctions de Charges. V. *et suiv.*
Charges compatibles & incompatibles Ce que c'est que la dignité & l'autorité des Charges. V.
Charges compatibles & incompatibles Differens degrez de dignité & d'autorité, & divers usages de l'une & de l'autre V.
Charges compatibles & incompatibles Usage de la dignité & de l'autorité dans les Charges qui paroissent n'en point avoir. V.
Charges compatibles & incompatibles Droit & devoir d'exercer les fonctions des Charges. V.
Charges compatibles & incompatibles Charges qui donnent le droit de *Committimus.* V.
Charges compatibles & incompatibles En quoi consiste l'application aux fonctions des Charges. V.
Chasse, son droit. II.
Chasse, Sa police. IV.
Chemin. Si les heritages separez par un grand chemin se confinent l'un l'autre. II.
Chemin. Usage public des grands chemins. IV.
Chemin. Trois sortes de chemins. IV.
Chemin. En quoi consiste la police des grands chemins. IV.
Cherté. Qu'est-ce qu'on appelle Cherté. IV.
Cherté. Cause de la Cherté. IV.
Cherté. Si on peut empêcher l'augmentation du prix dans la disette. IV.
Cherté. Précautions en cas de disette. IV.
Cheval. Dommage causé par un Cheval fougueux. II.
Cheval. Par des Chevaux qui mordent. II.
Cheval. Cheval legué qui s'échappe avant la mort du testateur. III.
Chevaliers de Malte, s'ils sont Religieux. IV.
Chevaliers de Malte, Leur rang. IV.
Chevaliers des Ordres du Roi. IV.
Chien. Dommage causé par un Chien qui a coûtume de mordre. II.
Chirurgien, son devoir. IV.
Choix, Voïez *Legs.*
Choses. Comment les Loix regardent les choses. I.
Choses. Choses communes à tous. I.
Choses. Choses publiques, des Villes & autres lieux. I.
Choses. Distinction des choses qui sont en commerce, & de celles qui n'y entrent point. I.
Choses. Quelles Choses sont destinées au culte divin. I.
Choses. Choses corporelles & incorporelles. I.
Choses. Quelles Choses ne peuvent être venduës. I.
Choses. Si les Choses dont le commerce est défendu, peuvent être venduës. I.
Choses. Comment s'estime la juste valeur d'une chose, pour regler s'il y a lesion. I.
Choses. Quelles Choses ne peuvent se prêter à usage. I.
Choses. Comment une Chose peut être commune à plusieurs personnes sans convention. II.
Choses. Engagemens pour la Chose commune. II. *et suiv.*
Choses. Deterioration de la Chose commune. II.
Choses. Si aucun des proprietaires d'une Chose commune peut y faire du changement. II.
Choses. Peine de celui qui y fait du changement sans necessité, malgré les autres. II.
Choses. A leur insçu. II.
Choses. Changement souffert quoique nuisible. II.
Choses. Liberté de partager la Chose commune. II.
Choses. Ce qu'on peut faire, lorsque la Chose commune ne peut se diviser. II.
Choses. A qui doivent être laissez les titres des Choses communes. II.
Choses. Quelles Choses ne peuvent pas être mises en partage. II.
Choses. Si les Choses acquises par de mauvaises voïes entrent en partage. II.
Choses. Differentes manieres d'avoir la Chose d'autrui sans convention. II.
Choses. A quoi est obligé celui qui se trouve en possession d'une chose appartenante à un autre. II.
Choses. Sans même quelque juste cause. II.
Choses. Engagemens de celui qui a quelque chose d'une autre personne, sans convention. II.
Choses. Si l'augmentation arrivée à la Chose pendant la possession de celui qui est obligé de la rendre, appartient au proprietaire. II.
Choses. A quoi est tenu celui qui a aliené la chose d'un autre, croïant de bonne foi en être le maître. II.
Choses. Si le maître de la Chose doit ce qui a été dépensé pour la conserver. II.
Choses. A quoi est obligé celui qui trouve une Chose perduë. II.
Choses. Melange de Choses appartenantes à divers maîtres. II.
Choses. A quoi est obligé celui à qui on rend une Chose perduë. II.
Choses. A qui appartient une Chose abandonnée. II.
Choses. Perduë & dont on ne peut découvrir le maître. II.
Choses. Si les Choses perduës & celles qu'on jette à la mer dans un peril de naufrage, sont abandonnées. II.
Choses. Toutes Choses sont necessaires pour quelque usage. IV.

Choses. Quelles sont les Choses necessaires pour les plus grands besoins. IV.
Choses. Deux sortes de Choses destinées aux usages communs des hommes. IV.
Clauses resolutoires & penales, ce que c'est. I.
Choses. Si elles s'executent toûjours à la rigueur. I.
Choses. Quel est l'effet des Clauses resolutoires. I.
Clause codicillaire, ce que c'est. III.
Clause codicillaire, Ce qu'elle renferme. III.
Clause codicillaire, Son origine. III.
Clause codicillaire, Son usage. III. *et suiv.*
Clause codicillaire, Si l'expression du testateur doit avoir l'effet d'une Clause codicillaire. III.
Clause derogatoire, ce que c'est. III.
Clause derogatoire, En quoi consiste son utilité. III.
Clergé, sa dignité. IV.
Clergé, Caractere qui divise l'ordre du Clergé. IV.
Clergé, Etat Ecclesiastique appellé Clergé. IV.
Clergé, Ce qui est compris sous ce mot. IV.
Clergé, Sa signification. IV.
Clergé, Pourquoi le Clergé ne doit pas être mis au nombre des Communautez. IV.
Coobligé. Si les Coobligez solidairement peuvent païer les uns pour les autres. II.
Codicilles, quelles dispositions ce sont. III.
Codicilles, Deux caracteres qui les distinguent des Testamens. III.
Codicilles, Ce que c'est que Codicille. III.
Codicilles, Ce qui est requis pour faire un Codicille. III.
Codicilles, S'il est libre de faire un Codicille avec un testament ou sans testament. III.
Codicilles, Quelle difference il y a entre un Codicille & un testament. III.
Codicilles, Si on peut faire plusieurs codicilles. III.
Codicilles, Pourquoi le Codicille fait partie du testament, lorsqu'il y en a. III.
Codicilles, Si l'heritier legitime est chargé d'executer les Codicilles. III.
Codicilles, Difference entre deux sortes de Codicilles. III.
Codicilles, Si le Codicille ne laisse pas d'avoir son effet, quoi qu'il ne soit pas confirmé par le testament. III.
Codicilles, Si on peut imposer par un Codicille une condition d'où dépende l'institution d'heritier. III.
Codicilles, Quel nombre de témoins est requis pour la validité d'un Codicille. III.
Codicilles, Regles des testamens qui conviennent aux Codicilles. III.
Codicilles, Quelles causes annullent les Codicilles. III. *et suiv.*
Codicilles, Si un Codicille est annullé par la naissance d'enfans. III.
Codicilles, Quelle difference il y a entre un Codicille & une donation à cause de mort. III. *Testament.*
Coheritiers d'une même succession, comment sont liez. II.
Codicilles, Quels sont les engagemens des Coheritiers entr'eux. III. *et suiv.*
Collateraux, pourquoi ainsi appellez.
Collateraux, Succession des Collateraux. III.
Collateraux, Diverses lignes de Collateraux. III.
Collateraux, Comment se regle la proximité des degrez des Collateraux. III.
Collateraux, Situation des lignes des Collateraux. III.
Collateraux, Qui sont ceux qu'on appelle Collateraux. III.
Collateraux, Entre Collateraux qui sont les plus proches? III.
Collateraux, Distinction à faire entre les Collateraux d'une personne. III.
Collateraux, Tous Collateraux viennent à une succession, selon leurs degrez de proximité. III.
Collecteurs des Tailles, leur devoir. IV.
Colleges, leur établissement. IV. *Communautez.*
Collegiales. Eglises Collegiales pourquoi établies? IV.
Commerce d'un païs à un autre, ses bons effets. IV.
Commerce Ce que c'est que le Commerce. IV.
Commerce Il faut faire le Commerce avec les Etrangers par des marchandises tant qu'il se peut. IV.
Commerce Utilité de ce Commerce. IV.
Commerce Choix des Commerces avec les Etrangers. IV.
Commerce Deux manieres du Commerce pour les choses qui viennent des païs étrangers. IV.
Commerce S'il est plus utile d'attirer les Etrangers, que d'aller chez eux. IV.
Commerce Commerces illicites avec les Etrangers. IV.
Commerce Besoin du Commerce. IV.
Commerce Rang de ceux qui exercent le Commerce. IV.
Commerce Distinction entre les Marchands. IV.
Commerce Comment se definit le Commerce. IV.
Commerce Deux manieres de Commerce. IV.
Commerce Sa necessité. IV.
Commerce Pourquoi le Commerce ne s'étend pas aux ventes & aux échanges des immeubles. IV.
Commerce Trois sortes de personnes qui sont differemment Commerce de diverses choses. IV. *et suiv.*
Commerce Utilité du Commerce. IV.
Commerce Divers reglemens en faveur du Commerce. IV.
Commis. Voïez *Préposé.*
Commission. Voïez *Procuration.*
Committimus. Charges qui donnent le droit de *Committimus.* V.
Comparaison, son usage. IV.
Compensation, ce que c'est. II.
Compensation, Pourquoi l'usage des Compensations est necessaire. II.
Compensation, Comment se fait la Compensation. II.
Compensation, Si le Juge peut Compenser d'office. II.
Compensation, Entre quelles personnes se peut faire la Compensation. II.
Compensation, Ce qui est requis pour Compenser. II.
Compensation, Quelles dettes n'entrent point en Compensation. II. *et suiv.*
Compensation, S'il y a Compensation contre les redevances, pour des charges publiques. II.
Compensation, Si le prest & le dépost se Compensent. II.
Compensation, Si la Compensation a lieu dans les crimes & délits. II.
Complices de fraudes, à quoi sont tenus. II.
Compromis, leur usage. I.
Compensation, Ce que c'est que le Compromis. I.
Compensation, Comment les procedures se font dans les Compromis. I.
Compensation, Quel est l'effet du Compromis. I.
Compensation, En quel tems & comment il finit. I.
Compensation, Sur quelles choses on ne peut Compromettre. I.
Compensation, Si le mineur peut être relevé d'un Compromis. II.

Communautez qui ont nommé des Syndics, si elles sont tenuës de ratifier ce qu'ils ont bien geré. II.
Communautez D'alloüer les dépenses raisonnables. II.
Communautez Bornes de leurs engagemens. II.
Communautez Si ces engagemens se divisent entre ceux qui composent la Communauté. II.
Communautez Si les Communautez peuvent succeder par testament. III.
Communautez Si on peut leguer à une Communauté. III.
Communautez Comment se définissent les Communautez. IV.
Communautez Combien il y a de sortes de Communautez. IV.
Communautez Quel est leur usage. IV.
Communautez Communautez font partie du corps de l'Etat. IV.
Communautez Pourquoi le Clergé ne doit pas être mis au nombre des Communautez Ecclesiastiques. IV.
Communautez Communautez des Villes & des autres lieux. IV.
Communautez Compagnies de Justice, au nombre des Communautez. IV.
Communautez Autres sortes de Corps & Communautez. IV.
Communautez Par qui les Communautez doivent être permises. IV.
Communautez Si les Communautez tiennent lieu de personnes. IV.
Communautez Si les changemens des personnes changent les Communautez. IV.
Communautez Ce qui est commun à toutes les Communautez. IV.
Communautez De quelles personnes sont composées les Communautez. IV.
Communautez En quel sens chacun ne peut être que d'une Communauté. IV.
Communautez A qui appartiennent les biens & les droits des Communautez. IV.
Communautez Peuvent nommer des Syndics pour leurs affaires. IV.
Communautez Comment se font les deliberations des Communautez. IV.
Communautez Difference entre les Corps de villes & les autres sortes de Communautez. IV.
Communautez Ecclesiastiques & Laiques, quelles. I.
Communautez Ecclesiastiques & Laiques, Qui a le droit de donner aux Communautez la liberté de posseder des biens & de les amortir. IV.
Communautez Ecclesiastiques, pourquoi appellées *Regulieres.* IV.
Communautez Ecclesiastiques, Trois sortes de Communautez Ecclesiastiques. IV.
Communautez Ecclesiastiques, Leur rapport à la police temporelle. IV.
Concierges, quels Officiers ce sont. V.
Concierges, Quelles sont leurs fonctions. V. *et suiv.*
Condamnation. Comment peut cesser l'effet de la Condamnation. III.
Condamnation. Difference entre le Droit Romain & les Ordonnances, en ce qui regarde l'usage des Condamnations. III.
Condamnation. Combien il y a de sortes de Condamnation. III.
Condamnez à mort, s'ils sont capables de succeder. III.
Condamnez à mort, Si les Condamnez à mort ont des heritiers. III.
Condamnez à mort, A qui appartient les biens des Condamnez à mort. III.
Condamnez à mort, Si les Condamnez à mort peuvent tester. III.
Condamnez à mort, S'ils peuvent recevoir par testament. III.
Conditions, ce que c'est. I.
Conditions, Combien il y a de sortes d'évenemens prevûs par les Conditions. I.
Conditions, Combien il y a de sortes de Conditions. I.
Conditions, Condition d'où dépend l'accomplissement d'une convention. I.
Conditions, Quel est l'effet de l'évenement de cette Condition. I.
Conditions, Condition de laquelle dépend la resolution d'une convention. I.
Conditions, Quel est l'effet de l'évenement de cette Condition. I.
Conditions, Comment ce regle ce qui arrive ou avant ou aprés l'évenement de la Condition. I.
Conditions, Quelles Conditions ont d'abord leur effet. I.
Conditions, Si les Conditions impossibles annullent les conventions où on les ajoûte. I.
Conditions, Si l'effet des Conditions passe aux heritiers. I.
Conditions, Si les Conditions indépendantes du fait des contractans ont d'abord leur effet. I.
Conditions, Si les Conditions qui dépendent du fait des contractans peuvent souffrir délai. I.
Conditions, A quoi est obligé celui qui empêche que la Condition ne soit accomplie. I.
Conditions, Si celui qui doit accomplir une Condition, peut profiter de l'inexecution. I.
Conditions, Conditions dans les testamens, ce que c'est. III.
Conditions, Etenduë de ce mot. III.
Conditions, Combien il y a de sortes de Conditions. III.
Conditions, Autres especes de Conditions par rapport au tems. III.
Conditions, Conditions impossibles. III.
Conditions, Conditions qui blessent les bonnes moeurs. III.
Conditions, Une ou plusieurs Conditions d'une seule disposition. III.
Conditions, Conditions qui dépendent du fait de l'heritier ou du legataire. III.
Conditions, Condition de ne pas faire quelque chose. III.
Conditions, Conditions dépendantes du fait de l'heritier ou du legataire. III.
Conditions, Conditions qui dépendent du fait de tierces personnes. III.
Conditions, Conditions qui dépendent de combinaisons de faits & d'évenemens. III.
Conditions, Conditions qui dépendent du fait de celui qui en est chargé, & du fait d'autres personnes. III.
Conditions, Condition qui dépend entierement du fait d'un tiers. III.
Conditions, Condition qui quoique dépendance du fait d'autres personnes, doit étre accomplie. III.
Conditions, Regle pour les Conditions qui dépendent en partie du fait de ceux à qui elles seroient imposées, & en partie d'ailleurs. III.
Conditions, Regle pour distinguer les dispositions Conditionelles de celles qui ne le sont point. III.
Conditions, Si une Condition peut se trouver accomplie, le testateur étant vivant. III.
Conditions, Ce qu'il faut faire lorsqu'il y a un terme joint à la Condition. III.
Conditions, Si les Conditions peuvent se diviser. III.
Conditions, Si la Condition imposée à plusieurs peut se diviser entr'eux. III.
Conditions, Si la Condition, Si *le testateur mouroit sans enfans* est arrivée, lorsque le pere & le fils meurent en même tems. III.
Conditions, Diverses manieres de pourvoir à l'execution des Conditions & autres dispositions. III.
Conditions, Si une Condition injuste, malhonneste ou impossible suspend le legs. III.
Condition. Divers caracteres des Conditions. IV.
Condition. Fondemens des distinctions des Conditions. IV.
Condition. Difference entre l'état des personnes & leur Condition ou profession. IV.
Condition. Entre la Condition & la profession. IV.
Condition. Ce que c'est que la Condition. IV.
Confession de la partie, si elle sert de preuve. II.
Confession de la partie, Confession par une erreur de fait & de droit. II.
Confession de la partie, La Confession de la partie n'est pas toûjours une preuve certaine. V.
Confin. Distance requise du Confin pour planter, bâtir ou faire d'autres ouvrages. II.
Confin. Le Confin ne se juge qu'aprés la possession. V.
Confin. A quoi est tenu celui qui a usurpé sur son voisin au dela des confins. V.
Confin. Comment doivent être reglez les confins de deux heritages, devenus incertains, V.

Confiscation, ce que c'est, III.
Confiscation, A qui appartient la Confiscation des biens des condamnez à des peines. IV.
Confiscation, Combien il y a de sortes de Confiscation. IV.
Confiscation, Si les amendes peuvent être mises au rang des Confiscations. IV.
Confiscation, Comment les Confiscations & amendes sont acquises. IV.
Congé. Trois sortes de Congé pour les soldats. IV.
Conseils. Difference entre les Conseils & les avis IV. *Avis.*
Conseil du Prince, son rang. IV.
Conseil du Prince, Subordination de ceux qui le composent. IV.
Consentement extorqué par menaces ou autres mauvaises voïes, s'il est nul. I.
Consignation en cas de refus de creancier de recevoir son païement, permise au debiteur. II.
Consignation En quel cas la Consignation est permise au debiteur. II.
Consuls, leurs fonctions. IV.
Contestations des parties, de deux sortes. V.
Contrat. Origine & usage du Contrat de vente. I.
Contrat. Ce que c'est que le Contrat de vente. I.
Contrat. Quels engagemens forme le Contrat de vente. I.
Contrat. Si les Contrats des rentes constituées à prix d'argent, sont usuraires. I.
Contre-Lettres, ce que c'est. II.
Contre-Lettres, Si elles peuvent nuire aux tierces personnes. II.
Contribution pour la perte de ce qu'on jette à la mer dans un peril de naufrage. II.
Contribution Sur quel pied se fait cette Contribution. II.
Contribution Si le Vaisseau étant peri, il n'y a point de Contribution. II.
Contribution Contributions pour les dépenses de l'Etat, sur qui peuvent être prises. IV.
Contribution Diverses sortes de Contributions. IV.
Contribution Il n'y a que le Souverain qui puisse ordonner & regler les Contributions. IV.
Contribution Les Contributions pour les dépenses des Villes doivent être permises par les Souverains. IV.
Contribution Comment s'imposent les Contributions personnelles. IV.
Contribution Si toutes personnes sont sujettes aux Contributions personnelles & réelles. IV.
Convention. S'il est permis de se lier par toute sorte de Conventions.
Convention. Quelle est la nature des Conventions. I.
Convention. Leur usage. I.
Convention. Diverses especes de Conventions. I.
Convention. Signification du mot Convention. I.
Convention. Ce que c'est que la Convention. I.
Convention. Quelle est la matiere des Conventions. I.
Convention. Combien il y a de sortes de Conventions. I.
Convention. Aucune Convention n'oblige sans cause. I.
Convention. En quelles choses l'acceptation forme la Convention. I.
Convention. Quelles Conventions ont un nom propre. I.
Convention. Si toutes Conventions ont toûjours leur effet. I.
Convention. Comment s'accomplissent les Conventions. I,
Convention. Quelles Conventions obligent par la chose. I.
Convention. Comment se donne le consentement qui fait la Convention. I.
Convention. Comment se font les Conventions par écrit. I.
Convention. Comment on peut prouver une Convention sans écrit. I.
Convention. Si les Conventions pardevant Notaires portent leur preuve. I.
Convention. Si on peut verifier la signature d'une Convention sous seing privé. I.
Convention. Quand s'accomplissent les Conventions pardevant Notaires. I.
Convention. Si des Conventions peuvent se faire entre des absens. I.
Convention. Si les Conventions sont arbitraires, & si toutes personnes peuvent en faire. I.
Convention. Comment les Conventions doivent être faites. I.
Convention. Si on peut faire des Conventions pour d'autres. I.
Convention. Si les Conventions tiennent lieu de Loix. I.
Convention. Quelles regles il faut observer pour l'interpretation des Conventions. I.
Convention. Où les Conventions ont leurs bornes. I.
Convention. Comment se doivent interpreter les Conventions judiciaires. I.
Convention. Combien il y a de sortes d'engagemens dans les Conventions. I.
Convention. Si l'execution des Conventions est reciproque. I.
Convention. Quelles sont les peines de l'inexecution des Conventions. I.
Convention. Ce qu'il faut faire lorsque dans une Convention on a omis d'exprimer le terme & le lieu du païement. I.
Convention. Suite naturelle de plusieurs Conventions. I.
Convention. Si dans les Conventions où il faut faire quelque estimation, l'arbitrage doit être suivi. I.
Convention. La bonne foi doit être entiere en toute sorte de Conventions. I.
Convention. En quel sens il faut entendre, qu'on peut dans les Conventions se tromper l'un l'autre. I.
Convention. En quels cas les Conventions ne doivent pas être d'abord resoluës. I.
Convention. La liberté est indefinie dans toute sorte de Conventions. I.
Convention. Exceptions. I.
Convention. S'il dépend de celui qui n'execute point ce qu'il a promis, de resoudre la condition par l'inexecution. I.
Convention. Si on peut faire une Convention sur l'avenir incertain. I.
Convention. Quelles Conventions sont nulles. I.
Convention. Si les Conventions nulles dans leur origine, sont reputées nulles, quoi que leur nullité ne soit pas encore reconnuë. I.
Convention. Comment les Conventions sont nulles. I.
Convention. Quelles personnes sont incapables de contracter. I.
Convention. Combien il y a de sortes de nullitez dans les Conventions. I.
Convention. Quelles Conventions peuvent être declarées nulles de la part d'un des contractans. I.
Convention. Si les Conventions, sujettes à être annullées par l'incapacité des personnes, peuvent être validées dans la suite. I.
Convention. Quelles choses peuvent annuller les Conventions. I.
Convention. Si les Conventions des choses qui ne sont pas en commerce, sont nulles. I.
Convention. Si une Convention peut être annullée par le changement de la chose venduë. I.
Convention. Quel est l'effet des Conventions nulles par le fait de l'un des contractans, I.
Convention. Suites des Conventions annullées. I.
Convention. Que doit faire celui qui se plaint d'une convention nulle. I.
Convention. Si les Conventions nulles sont inutiles aux tierces personnes qui en devoient profiter. I.
Convention. Quelle difference il y a entre la nullité & la resolution des Conventions. I.
Convention. Comment les Conventions qui ont subsisté, peuvent se resoudre. I.
Convention. Si les dernieres Conventions ont tel effet que veulent les contractans. I.
Convention. Si les nouvelles Conventions peuvent faire préjudice au droit acquis par les premieres à de tierces personnes. I.
Convention. Si les Conventions peuvent être resoluës par l'évenement d'une condition. I.
Convention. Conventions où il entre clause resolutoire. I.

Convention. Resolution Conventionelle. I.
Convention. En quel cas les Conventions où il y a dol, sont resoluës & annullées. I.
Convention. Si la simple lesion, sans dol, suffit pour resoudre la Convention. I.
Convention. Quels évenemens resolvent les Conventions. I.
Convention. Si l'inexecution des Conventions peut donner lieu à la resolution. I.
Convention. Quels sont les effets de la resolution des Conventions. I.
Convention. Si les resolutions accessoires se resolvent avec les principales. I.
Convention. Autorité de la justice pour resoudre les Conventions. I.
Convention. Si la Convention qui regle sur qui la perte doit tomber, doit être observée. I.
Convention. Vices des Conventions. I. *et suiv.*
Convention. Si le dol suffit toûjours pour annuller les Conventions. I.
Convention. Quelles Conventions sont toutes nulles. I.
Convention. Si l'erreur de fait empêche que la Convention ait son effet. I.
Convention. Conventions illicites, ce que c'est. I. I.
Convention. Comment une Convention est contraire aux loix. I.
Convention. Comment les Conventions illicites sont punissables. I.
Convention. Effets des Conventions illicites. II.
Convention. Si les vices des Conventions sont des causes de rescision pour les majeurs. II. *et suiv.*
Cotisation. Quelles personnes sont sujettes à la Cotisation. IV.
Cotisation. Comment les Cotisations doivent se faire. IV.
Cotisation. Où chacun doit être Cotisé. IV.
Cotisation. Si la Cotisation au lieu de domicile se peut faire pour les biens situez ailleurs. IV.
Cotisation. Equité qu'on doit observer dans les Cotisations. IV.
Cotisation. Par qui se sont les Cotisations des particuliers. IV.
Cotisation. Conditions qui se font d'office. IV.
Cotisation. On peut se pourvoir pour faire moderer la Cotisation. IV.
Cotisation. Effet de la Cotisation. IV.
Cotisation. Autre voïe de se pourvoir en moderation. IV. *Impositions* .
Courretiers, leur fonction. I.
Cousin, que comprend ce mot. III.
Coûtumes regardées comme Loix arbitraires.
Coûtumes Ce que c'est que les Coûtumes.
Coûtumes Leur autorité.
Coûtumes D'où les Coûtumes tirent leur autorité. I. I.
Coûtumes Quand les Coûtumes voisines & celles des principales Villes servent de regle aux autres lieux. I.
Créanciers, leurs droits sur les biens de leurs debiteurs. I.
Créanciers, A qui se donne le nom de Créancier. I.
Créanciers, Si le Créancier peut stipuler moins qu'il n'a prêté. II.
Créanciers, Si le Creancier peut être nommé curateur aux biens abandonnez d'un debiteur. II.
Créanciers, Comment est revoqué tout ce que font les debiteurs pour frustrer leurs Creanciers. II.
Créanciers, Creancier qui reçoit de son debiteur, ce qui lui est dû, ne fait point de fraude II.
Créanciers, Hypotheque du Creancier sur toutes les portions des heritiers du debiteur.
Créanciers, Si le Creancier qui a droit de joüir d'un fonds hypothequé, peut le bailler à ferme.
Créanciers, Que peut faire le Creancier qui a pris un gage qui ne suffit pour son païement.
Créanciers, Si le Creancier peut, par voïe de fait, se saisir d'un gage. II.
Créanciers, S'il est obligé de discuter les biens restez à son debiteur, avant que d'inquieter les tiers detenteurs. II.
Créanciers, Comment le Creancier subsequent s'assure l'hypotheque. II.
Créanciers, S'il est au choix du Creancier d'exercer son hypotheque sur celle qu'il voudra de plusieurs choses hypothequées pour une seule dette. II.
Créanciers, Si le debiteur est tenu de rembourser au Creancier les dépenses qu'il a faites pour la conservation du gage. II.
Créanciers, Comment un Creancier peut être mis en possession du gage. II.
Créanciers, Droit du Creancier borné à celui qu'avoit le debiteur. II.
Créanciers, Quels doivent être les soins du Creancier pour le gage qui est en sa puissance. II.
Créanciers, Si le Creancier répond du gage qui est en sa puissance, lorsqu'il vient à perir par cas fortuit. II.
Créanciers, Si le Creancier qui se sert du gage contre le gré du maître, commet un larcin. II.
Créanciers, A quoi est tenu le Creancier qui reçoit de la vente du gage plus qu'il ne lui est dû. II.
Créanciers, Engagement du Creancier dans l'antichrese. II.
Créanciers, Combien il y a de sortes de Creanciers. II.
Créanciers, Quels sont leurs privileges. II.
Créanciers, Si entre Creanciers privilegiez il y a priorité de tems. II.
Créanciers, Concurrence de Creanciers pour divers dépôts. II.
Créanciers, Préference entre creanciers privilegiez. II.
Créanciers, Trois ordres des Creanciers. II.
Créanciers, Comment on peut acquerir sans autorité de justice le droit d'un Creancier & son hypotheque. II.
Créanciers, Si celui qui païe un Creancier privilegié, succede à son privilege. II.
Créanciers, Si le Creancier qui païe un autre Creancier plus ancien que lui, succede à son hypotheque. II.
Créanciers, Si le Creancier qui saisit les droits & actions de son debiteur, est subrogé à ses hypotheques & privileges. II.
Créanciers, Si le Creancier perd son hypotheque sur le fonds que son debiteur lui avoit hypothequé, lorsqu'il vient à perdre le droit qu'il y a voit. II.
Créanciers, Si le Creancier qui consent à l'alienation du fonds engagé, perd son hypotheque s'il ne la reserve. II.
Créanciers, Si le Creancier qui consent que son gage soit obligé à un autre, est censé remettre son droit. II.
Créanciers, S'il rentre dans son droit, l'alienation aïant été annullée. II.
Créanciers, Comment se doit entendre le consentement du Creancier à l'alienation. II.
Créanciers, Si le Creancier peut être contraint à diviser sa dette. II.
Créanciers, Si l'un des Creanciers qui peut recevoir, peut innover. II.
Créanciers, Ce que peut faire le Creancier à qui son debiteur en delegue un autre. II.
Créanciers, Si en cas de déconfiture le Creancier saisi d'un gage, y est preferé. II.
Créanciers, Preference des Creanciers du défunt à ceux de l'heritier, sur les biens de l'heredité. III.
Créanciers, Preference des Creanciers de l'heritier à ceux du défunt sur les biens de l'heritier. III.
Créanciers, Contribution entre les Creanciers qui n'ont ni hypotheque, ni privilege. III.
Créanciers, Concurrence entre les Creanciers du défunt sur les biens de l'heritier. III.
Créanciers, Si un Creancier peut leguer à son Debiteur tout ce qu'il lui doit, ou une partie. III.
Crimes & delits infinis.
Crimes & delits infinis. De quelles voïes on se sert pour les punir.
Crimes & delits infinis. Si dans les Crimes & delits la compensation a lieu. II.
Crimes & delits infinis. A qui appartient le droit de regler les peines des Crimes. IV.
Crimes & delits infinis. Punition des Crimes qui blessent les Loix de l'Eglise. IV.
Crimes & delits infinis. Ce que l'on entend communément par le mot Crimes. V. *et suiv.*
Crimes & delits infinis. Caractere de chaque Crime. V.
Crimes & delits infinis. Crimes qu'on ne peut commettre que par dessein prémedité. V.
Criminel. Deux manieres dont l'Officier public doit poursuivre la punition du Criminel. V.
Culte divin, & les choses qui lui appartiennent. I.

Curateurs, s'ils peuvent acheter les biens de ceux qui sont sous leur charge. I.
Curateurs, Si le Curateur du prodigue & de l'insensé peut interrompre la societé. I.
Curateurs, Curateurs des insensez. II. *et suiv.*
Curateurs, Quelles infirmitez demandent un Curateur. II.
Curateurs, Curateurs des prodigues interdits. II.
Curateurs, Aux biens d'un absent. II.
Curateurs, A l'enfant qui n'est pas encore né. II.
Curateurs, A une succession. II.
Curateurs, Aux biens vacans. II.
Curateurs, Si un des creanciers peut être nommé pour Curateur aux biens abandonnez d'un debiteur. II.
Curateurs, Quel est le pouvoir des Curateurs. II.
Curateurs, A quoi ils sont obligez. II.
Curateurs, Quelle difference il y a entre les engagemens des Curateurs & ceux des tuteurs. II.
Curateurs, Leur action pour le recouvrement de leur dû contre les personnes. II.
Curateurs, Action du Curateur dont la charge est finie. II.
Curateurs, Quel est l'effet de cette action. II.
Curateurs, Hypotheque des Curateurs sur les biens des personnes pour qui ils ont geré. II.
Curateurs, Comment un Curateur se rend participant de fraude. II.
Curateurs, Si les Curateurs peuvent païer & recevoir des païemens. II.
Curateurs, Si les Curateurs peuvent faire des novations. II.
Curateurs, Si le Curateur à une succession vacante represente l'heritier. III.
Curateurs, Si on peut nommer un Curateur pendant que l'heritier delibere. III.
Curateurs, Curateur à l'enfant à naître. III.

D

DEBITEUR, qui on appelle ainsi? I.
DEBITEUR, A quoi le Debiteur est obligé dans le prest d'argent. I.
DEBITEUR, Si les Debiteurs qui acquittent volontairement des dettes qu'ils auroient pû faire annuller en justice, peuvent les repeter. II.
DEBITEUR, Comment est revoqué tout ce que les Debiteurs font pour frustrer leurs creanciers. II.
DEBITEUR, Peines du Debiteur qui fraude les creanciers. II.
DEBITEUR, Si le Debiteur qui a hypothequé une chose, ou qui l'a donnée en gage, peut la dégager sans le consentement de son creancier, en donnant une autre de même valeur, ou en donnant caution. II.
DEBITEUR, Si le Debiteur est tenu de rembourser au creancier les dépenses qu'il a faites pour la conservation du gage. II.
DEBITEUR, Si le Debiteur qui donne en gage une chose pour une autre, commet un stellionat. II.
DEBITEUR, Si le Debiteur peut reprendre le gage sans le consentement du creancier. II.
DEBITEUR, Ce que doit faire le Debiteur qui veut retirer son gage. II.
DEBITEUR, Si le Debiteur est obligé d'indemniser le fideiusseur. II.
DEBITEUR, Si le Debiteur doit l'interest de l'interest. II.
DEBITEUR, Si tout Debiteur peut païer avant le terme. II.
DEBITEUR, En quel cas il est permis au Debiteur de consigner. II.
DEBITEUR, Debiteur qui de l'argent d'un autre païe pour soi-même au creancier commun. II.
DEBITEUR, Ce que doit faire le Debiteur reçu à la cession de biens. II.
DEBITEUR, Si le legs d'une surséance à un Debiteur le décharge des interests. III.
Débordement. A qui appartient ce qui est laissé dans un heritage, par un Débordement. II.
Decimes, ce que c'est. IV.
Decimes, Decimes & subventions. IV.
Déconfiture, ce que c'est. II.
Déconfiture, Si en cas de Déconfiture le creancier saisi d'un gage y est préferé. II.
Decrets, s'ils font cesser les servitudes. I.
Défendeur, à qui on donne ce nom. V.
Défenses tacites. I.
Degré, voïez *Parenté.*
Délai pour païer ou pour faire autre chose, quand est censé expiré? I.
Délai Delais arbitraires pour l'execution des conventions. I.
Delegation, si elle est un païement. II.
Delegation, Ce que c'est que Delegation. II.
Delegation, Quelle difference il y a en la Delegation & la novation. II.
Delegation, Entre la Delegation & le transport. II.
Delegation, Si la Delegation fait une espece de novation. II.
Delits. Ce que l'on entend communément par le mot Delits. V. *et suiv.*
Delits. Voiez *Crimes.*
Delivrance, ce que c'est. I.
Delivrance, Comment se fait la Delivrance des meubles. I.
Delivrance, Des immeubles. I.
Delivrance, Des choses incorporelles. I.
Delivrance, Quels sont les effets de la Delivrance. I. *et suiv.*
Delivrance, En quel temps la Delivrance doit être faite. I.
Delivrance, Quel est le lieu de la Delivrance. I.
Delivrance, Si l'acheteur peut demander des dommages & interests pour le retardement de la Delivrance. I.
Delivrance, Comment se fait la Delivrance de ce qui consiste en droits. II.
Delivrance, Deluge mit le Genre humain dans le même état où l'avoit mis la Création. IV.
Demande, Si la Demande en justice interrompt la prescription. II.
Demandeur, à qui on donne ce nom. V.
Demence. Comment la Demence & l'imbecillité ne change pas l'état. I.
Demence. Demence d'un majeur où doit être prouvée. II.
Demence. Demence par intervalles. II.
Deniers publics, de deux sortes. IV.
Deniers publics, Impositions & levées des Deniers publics. IV.
Denrées, leur vente. I.
Denrées, Changement de la valeur des Denrées. IV.
Denrées, Comment se fait l'imposition sur les Denrées. IV.
Denrées, Si elle est fixe. IV. *et suiv* .
Denrées, Comment s'appellent les impositions sur les Denrées. IV.
Denrées, Comment se levent ses droits. IV.
Denrées, Comment se reglent les doutes, si les les Denrées sont sujettes au droit. IV.
Denrées, Difference entre les impositions sur les Denrées, & celles qui se prennent sur les personnes & sur les immeubles. IV.
Denrées, Comment se donnent les droits sur les Denrées. IV.
Denrées, Lieu où se fait la levée des droits sur les Denrées & marchandises. IV.
Denrées, Si on peut abandonner les Denrées & marchandises pour le droit, ou le faire moderer. IV.
Denrées, Si lorsqu'on fraude le droit, la marchandise est confisquée. IV.
Denrées, Si l'ignorance excuse celui qui a frustré le droit. IV.

Denrées, Comment sont bornées les contributions sur les denrées. IV.
Denrées, Devoirs de ceux qui sont préposez à la levée des contributions sur les Denrées & marchandises. IV.
Dépens, sorte de dommages & interests. II.
Dépenses necessaires. III.
Dépenses necessaires. Dépenses qu'un heritier peut avoir faites dans les biens de l'heredité, de trois sortes. III. *et suiv.*
Dépenses necessaires. A qui appartient le droit de pourvoir aux Dépenses que la guerre demande. IV.
Dépenses necessaires. De regler les Dépenses de l'Etat selon le besoin. IV.
Dépenses necessaires. Devoir de contribuer aux Dépenses de l'Etat. IV.
Dépenses necessaires. Diverses fortes de Dépenses d'un Etat. IV.
Dépenses necessaires. Deux fortes de fonds pour ces Dépenses. IV.
Dépenses necessaires. Dépenses publiques pour les necessitez des Villes & autres lieux. IV.
Depost, son usage. I.
Depost, Si on peut Déposer des immeubles. I.
Depost, Dépost necessaire, ce que c'est. I.
Depost, Dépost des choses saisies. I.
Depost, Dépost chez les hôteliers. I.
Depost, Ce que c'est que le Dépost. I.
Depost, Si le Dépost doit être gratuit, I.
Depost, Si on peut Déposer la chose d'un autre. I.
Depost, A qui doit être remis le Dépost de ce qui est à un autre. I.
Depost, Comment le Dépost peut être rendu à un autre qu'au maître. I.
Depost, Si le Dépost peut être retiré quand le maître veut. I.
Depost, En quel lieu la chose Déposée doit être renduë. I.
Depost, Si tout ce que la chose Déposée peut produire, est aussi en Dépost. I.
Depost, Dépost avec liberté au depositaire d'user de la chose Déposée. I.
Depost, A qui doit être renduë la chose Déposée appartenant à plusieurs personnes. I.
Depost, Si celui des heritiers qui a reçu sa portion d'un Dépost, le depositaire devenant insolvable, est tenu de la rapporter à ses coheritiers. I.
Depost, Qui de plusieurs proprietaires d'un Dépost, peut le retirer. I.
Depost, Dépost fait pour l'interest du dépositaire. I.
Depost, Si on peut déposer des choses qu'on ne montre point au dépositaire. I.
Depost, Si on peut compenser un Depost. I.
Depost, Depost necessaire, ce que c'est. I.
Depost, Pourquoi est conventionnel. I.
Depost, Preference pour le Depost sur les biens des depositaires publics. II.
Depost, Preference pour le Depost qui est en nature. II.
Depost, Si celui qui a changé la nature du Depost, perd son privilege. II.
Depost, Concurrence des creanciers pour divers Deposts. II.
Depositaire, en quel cas tenu de l'argent déposé pour prester. I.
Depositaire, Fidelité requise dans le Depositaire. I.
Depositaire, Depositaire qui use de la chose deposée contre le gré du maître. I.
Depositaire, Qui a fait quelque dépense pour la garder & transporter. I.
Depositaire, Pour s'en faire décharger. I.
Depositaire, Quel doit être le soin du Depositaire, I.
Depositaire, S'il est tenu de dol ou mauvaise foi. I.
Depositaire, Depositaire negligent. I.
Depositaire, S'il peut être déchargé, la chose se perdant sans sa faute. I.
Depositaire, Convention pour la qualité du soin du Depositaire. I.
Depositaire, Depositaire qui n'a pas été prié, à quoi est tenu. I.
Depositaire, Depositaire qui a vendu le dépôt, & l'a racheté. I.
Depositaire, Retardement du Depositaire à rendre le dépôt. I.
Depositaire, Liberté qu'il a de le rendre en l'un de plusieurs lieux.
Depositaire, De quoi est tenu l'heritier du depositaire. I.
Depositaire, Heritier du Depositaire, vendant la chose déposée. I.
Depositaire, Si le Depositaire peut retenir la chose deposée par compensation. I.
Depositaire, Quelle difference il y a entre le Depositaire & le sequestre. I.
Depositaire, Devoir du Depositaire dans le depôt necessaire. I.
Descendans, leur succession. III.
Descendans, Qui sont ceux qu'on appelle Descendans? III.
Descendans, Si tous les Descendans sont compris dans le nom d'Enfans. III.
Descendans, Si les Descendans excluent les ascendans des successions. III.
Descendans, Ligne des Descendans. III.
Descendans, Difference entre les lignes des ascendans & celles des Descendans. III.
Deshérence, ce que c'est IV.
Deshérence, Si elle comprend tous les biens, meubles & immeubles. IV.
Designation dans les testamens, ce que c'est. III.
Designation dans les testamens, En quoi les Designations sont distinguées des conditions. III.
Desinteressement commandé aux Juges. V.
Desobeïssance punie, quoi qu'elle ait eu un bon succés. IV.
Destinations dans les testamens, ce que c'est. III.
Destinations dans les testamens, En quelles manieres les Destinations peuvent être conçûës. III.
Detenteurs. Discussion des biens des debiteurs doit être préalablement faite avant que d'inquiéter les tiers Detenteurs. II.
Detention. Difference entre la possession & la Detention. II.
Detention. Combien il y a de causes de la Detention. II.
Detention. Si la simple Detention d'une chose, peut s'appeller *Possession.* II.
Detention. Detention que le maître ne peut ôter. II.
Detention. Voïez *Possession.*
Dettes passives, & autres charges de la societé, sur quoi s'acquitent. I.
Dettes passives, A quelles choses se donne le nom de Dettes. II.
Dettes passives, Si le creancier peut être contraint de diviser sa Dette. II.
Dettes passives, Si la Dette est acquitée, la chose duë venant à perir sans la faute du Debiteur. II.
Dettes passives, S'il est permis au Debiteur de plusieurs Dettes d'acquitter celle qu'il veut. II.
Dettes passives, Quelles. Dettes ne se compensent point. II.
Dettes passives, Quelles Dettes n'entrent point en compensation. II. *et suiv.*
Dettes passives, Si on peut innover plusieurs Dettes par une seule. II.
Dettes passives, Si toute sorte de Dettes peuvent s'innover. II.
Dettes passives, Si la premiere Dette anéantie par la delegation peut revivre. II.
Dettes passives, Dette conditionelle. II.
Dettes passives, Dettes qui ne doivent être païées qu'aprés la mort de celui qui les a contractées. III.
Dettes passives, Dettes passives de l'heredité. III.
Dettes passives, Combien il y a de fortes de Dettes. III.

Dettes passives, Ce que c'est que Dettes pures personnelles. III.
Dettes passives, Les hypothequaires. III.
Dettes passives, Les privilegiées. III.
Dettes passives, Si la Dette hypothequaire ou privilegiée se divise entre les heritiers. III.
Dettes passives, Comment se divisent toutes les Dettes entre les coheritiers. III.
Dettes passives, Si cela a lieu, même contre le Fisque. III.
Dettes passives, En cas d'insolvabilité de l'un des coheritiers. III.
Dettes passives, Si ce que le défunt devoit à l'heritier, entre dans les charges. III.
Dettes passives, Si le legs d'une Dette est revoqué, lorsque le testateur s'en fait païer. III.
Dettes passives, Les Dettes se prennent avant les legs. III.
Devoirs, de trois sortes. IV.
Devoirs, Fidelité à tous les Devoirs dans les moindres occasions. III.
Devoirs, Devoirs de ceux qui participent à l'autorité. III.
DIEU, quelle conduite a tenuë en créant l'Homme.
DIEU, Pourquoi il l'a créé en societé
DIEU, Comment il s'est servi de l'amour propre pour faire subsister la societé.
DIEU, Conduite qu'il a tenuë sur les hommes. IV.
DIEU, Promesse qu'il fit à Josué, successeur de Moïse. IV.
DIEU, Donne au Peuple Juif un Roi. IV.
DIEU, A approuvé l'Etat des Republiques. IV.
DIEU, Les Souverains tiennent leur puissance & leur autorité de Dieu seul. IV.
Dieu, seul dominateur naturel des Hommes. IV.
Dieu, Pourquoi Dieu est appellé le Dieu des Armées. IV.
Dieu, Est le partage des Ecclesiastiques. IV.
Dignité, ce que c'est. IV.
Dignité, Dignité des charges, ce que c'est. V. *et suiv.*
Dignité, Son usage. V.
Discipline de l'Eglise par qui doit être maintenuë. IV.
Discussion que le creancier est obligé de faire du debiteur, si elle s'étend aux biens qu'il a alienez. II.
Discussion Voïez *Detenteurs.*
Disette. Voïez *Cherté. Grains.*
Dispenses. A qui appartient le droit d'accorder des Dispenses. IV.
Dispositions à cause de mort, leur nature III.
Dispositions inofficieuses pourquoi ainsi appellées. III.
Dol. Tout Dol est illicite en matiere d'engagement.
Dol. Le Dol est toûjours exclus de toute sorte de conventions. I.
Dol. Si le Dol rend une vente nulle. I.
Dol. S'il annulle les transactions. I.
Dol. S'il suffit toûjours pour annuller les conventions. I.
Dol, ce que c'est. I.
Dol, Comment se juge le Dol. I.
Dol, S'il peut être présumé. I.
Dol, Difference entre le Dol personnel & ce qu'on appelle *dolus re ipsâ.* I.
Dol du creancier à l'égard du fideiusseur. II.
Dol entre coheritiers. II.
Domaine du Prince. IV.
Domaine du Souverain, ce qu'on entend par ce mot. IV.
Domaine du Souverain, En quoi il consiste. IV.
Domaine du Souverain, S'il est distingué des biens propres du Prince. IV.
Domaine du Souverain, Trois sortes de biens du Domaine. IV. *et suiv.*
Domaine du Souverain, Si les biens du Domaine sont inalienables. IV.
Domaine du Souverain, En quels cas l'alienation du Domaine est permise. IV.
Domaine du Souverain, A quelle charge se font les alienations des biens du Domaine. IV.
Domaine du Souverain, Si le Domaine est imprescriptible. IV.
Domaine du Souverain, Deux sortes de droits Domaniaux. IV.
Domaine du Souverain, Comment les biens non Domaniaux peuvent le devenir. IV.
Domaine du Souverain, Biens acquis au Roi ne sont pas en même tems unis au Domaine. IV.
Domaine du Souverain, Comment les biens propres du Prince passent au Domaine. IV.
Domaine du Souverain, Deux manieres d'unir & d'incorporer des biens au Domaine. IV.
Domaine propre du Prince ce que c'est. IV.
Domaine propre du Prince Ce qu'il comprend. IV.
Domaine propre du Prince Si les biens propres du Prince peuvent être unis au Domaine. IV.
Domaine propre du Prince Privileges du Prince pour ses biens propres. IV.
Domaine propre du Prince Si le Prince peut aliener les biens qui lui sont propres. IV.
Domaine propre du Prince Si les biens propres du Prince sont exemts de toutes contributions. IV.
Domaine propre du Prince La volonté du Prince donne la dignité. IV.
Domaine propre du Prince Les Princes doivent maintenir la discipline de l'Eglise. IV.
Domaine propre du Prince Ont droit de mettre les armes en usage. IV.
Domaine propre du Prince Distinction entre les biens & les droits du Domaine. IV.
Domaine propre du Prince Deux sortes de biens provenans des droits du Domaine. IV.
Domaine propre du Prince Difference entre les droits & les immeubles du Domaine pour ce qui regarde l'alienation. IV.
Domestiques. Par quel tems se prescrivent les demandes des salaires des Domestiques. II.
Domicile. Si la diversité de Domicile est un moïen d'excuse pour celui qui est appellé à une tutele. II.
Domicile. Si le privilege du lieu cesse par la translation du Domicile en un autre lieu. IV.
Domicile. Ce qu'il faut faire pour juger du Domicile de chaque personne. IV. *et suiv.*
Domicile. Domicile indépendant de la proprieté de la maison. IV.
Domicile. On ne peut avoir qu'un principal Domicile. IV.
Domicile. Chacun a la liberté de choisir un Domicile. IV.
Domicile. Chacun porte les charges dans le lieu où il a son principal Domicile. IV.
Domicile. Il ne peut arriver qu'on n'ait aucun Domicile. IV.
Domicile. Le Domicile du fils de famille est celui de son pere. IV.
Domicile. Le Domicile de la femme est celui de son mari. IV.
Domicile. La veuve a le Domicile de son défunt mari, si elle ne le change. IV.
Domicile. Les fiançailles ne changent pas le Domicile de la fiancée. IV.
Domicile. Domicile des releguez quel? IV.
Dommages. Si l'acheteur peut demander des dommages & interests pour le retardement de la delivrance. I.
Dommages. En quoi consistent les Dommages & interests. I.
Dommages. S'ils sont dûs soit que la vente subsiste ou non. I.
Dommages. Dommages causez par des fautes, qui ne vont pas à un crime, ni à un delit. II.
Dommages. Autres Dommages causez par des animaux. II.

Dommages. Dommage qui peut arriver de la chute d'un bâtiment. II.
Dommages. Autres especes de Dommages causez par des fautes, sans crime ni delit. II.
Dommages. Par qui doivent être reparez les Dommages causez par des fautes sans dessein de nuire. II.
Dommages. Si le défaut de s'acquitter d'un en gagement peut donner occasion à des Dommages. II.
Dommages. Dommage causé par une suite imprevûë d'un fait innocent. II.
Dommages. Si l'ignorance de ce qu'on doit savoir, est du nombre des Dommages causez par des fautes. II.
Dommages. Dommage causé pour éviter un peril. II.
Dommages. Dommage qu'on pouvoit empêcher. II.
Dommages. Dommage arrivé par un cas fortuit precedé de quelque fait qui y donne lieu. II.
Dommages. Dommage causé par un cas fortuit precedé d'une faute. II.
Dommages. Sur qui tombe le Dommage arrivé au vaisseau. II. *et suiv.*
Dommages. Deux sortes de Dommages. II
Dommages. Difference entre les interests, & les Dommages & interests. II.
Dommages. Pourquoi les interests sont fixez par la loi, & les Dommages & interests indéfinis. II.
Dommages. Autres remarques sur les Dommages & interests.
Dommages. Evenemens qui peuvent suivre du fait de celui à qui on impute le Dommage. II.
Dommages. En quels cas il est dû Dommages & interests. II.
Dommages. De quelle maniere se fait l'estimation des Dommages & interests. II.
Dommages. Autre sorte de Dommages & interests. II.
Dommages. Ce que c'est que Dommages & interests. II.
Dommages. Si celui à qui on les impute, en doit être tenu. II.
Dommages. En quoi consistent les Dommages & interests. II.
Dommages. Comment s'en doit faire l'estimation. II.
Dommages. Combien il y a de sortes de Dommages & pertes, dont les dédommagemens peuvent être demandez. II.
Dommages. Deux autres especes de Dommages & interests. II.
Dommages. Ce qu'il faut faire dans les cas où il est dû des Dommages & interests. II.
Dommages. Egard qu'on doit avoir à la qualité du fait qui a causé le Dommage. II.
Dommages. S'il peut être dû des Dommages & interests, sans qu'aucune faute y ait donné lieu. II.
Dommages. Suites éloignées & qui peuvent entrer dans les Dommages & interests. II.
Dommages. Si on doit moderer les Dommages & interests pour des pertes qui dépendent de l'avenir. II.
Dommages. Prudence du Juge requise dans l'estimation des Dommages & interests. II.
Dommages. Dommages & interests contre les mauvais Plaideurs. II.
Dommages. Stipulation d'une forme pour tous Dommages & interests. II.
Dommages. Si les Dommages & interests se reduisent toûjours à des sommes d'argent. II.
Dommages. Tous les évenemens où une personne peut causer par son fait quelque perte à un autre, ne sont pas sujets aux Dommages & interests. II.
Dommages. Dommages & interests contre l'heritier qui retarde le partage. III.
Dommages. Dommages & interests contre le legataire, faute de recevoir son legs. III.
Donataire, ses engagemens. I.
Donataire, Pourquoi les Donataires ne sont pas tenus comme l'heritier, du fait des donateurs. II.
Donataire, Si le Donataire universel tient lieu d'heritier. III.
Donateur, ses engagemens. I.
Donateur, Si la mauvaise foi du Donateur cause quelque perte au Donataire. I.
Donateur, Comment le Donateur peut être obligé d'acquiter ce qu'il a promis. I.
Donateur, S'il doit interests de la chose donnée. I.
Donations ont leur cause. I.
Donations Donation entre-vifs, ce que c'est. I.
Donations Difference entre les Donations entre-vifs & les Donations à cause de mort. I.
Donations Donations entre le mari & la femme. I.
Donations Nulle Donation sans acceptation. I.
Donations Comment une Donation doit être regardée. I.
Donations Donations remuneratoires. I.
Donations Si les Donations sont irrevocables. I.
Donations Quelles choses on peut donner. I.
Donations Donation de tous biens ou d'une partie. I.
Donations Donations de differentes sortes. I.
Donations Trois sortes de conditions dans les Donations. I.
Donations Si on peut ajoûter à une Donation de nouvelles charges. I.
Donations Difference entre les motifs & les conditions des Donations. I.
Donations Si en toutes Donations le donateur peut se reserver l'usufruit des choses qu'il donne. I.
Donations Pourquoi les Donations doivent être insinuées. I.
Donations Si la Donation est revoquée par la survenance d'enfans. I.
Donations Donation sous l'apparence d'une societé. II.
Donations Si les Donations en faveur de mariage sont sujettes au rapport. III.
Donations Si toutes autres Donations se rapportent. III.
Donations Donations & dots inofficieuses, diminuées par les legitimes. III.
Donations Donation à cause de mort, que signifient ces mots? III.
Donations Ce que c'est que la Donation à cause de mort. III.
Donations Trois sortes de Donations à cause de mort, dans le Droit Romain. III.
Donations Quelle difference il y a entre une Donation à cause de mort, & un codicille. III.
Donations Quelles formalitez on doit observer dans les Donations à cause de mort. III.
Donations Quelles personnes peuvent ou ne peuvent pas faire des Donations à cause de mort III.
Donations Si les regles qui conviennent aux codicilles & aux legs, conviennent aussi aux Donations à cause de mort. III.
Donations En quoi consiste la validité des Donations à cause de mort. III.
Donations Si la Donation d'une chose leguée annulle le legs. III.
Donations Si les Donations à cause de mort sont sujettes à la Falcidie. III.
Donations Si une Donation a l'effet du choix d'un substitué, que le donateur pouvoit donner. III.
Donner et retenir ne vaut; explication de cette maxime. III.
Dot. Si le fonds dotal de la femme en puissance de mari peut être vendu. I.
Dot. Surquoi les regles des Dots ont leur fondement. I.
Dot. Quels sont les privileges de la Dot. I.
Dot. Ce que c'est que la Dot. I.
Dot. A quoi sont destinez les revenus de la Dot. I.
Dot. Comment le mari est maître de la Dot. I.
Dot. Si la Dot est propre au mari. I.
Dot. Si la Dot comprend tous les biens. I.
Dot. Profits de la Dot qui ne sont pas des revenus. I.
Dot. Si le fonds acquis des deniers Dotaux est Dotal. I.
Dot. Si le fonds Dotal peut être aliené, hypothequé, ou assujetti à des servitudes. I.
Dot. En quels cas l'alienation du bien Dotal est permise. I.
Dot. Si la constitution de Dot renferme la condition que le mariage soit accompli. I.

Dot. Pourquoi la Dot que le pere a constituée de son propre bien, est appellée profectice. I.
Dot. Si elle lui retourne. I.
Dot. Si la Dot profectice est sujette aux gains du mari. I.
Dot. Si toutes personnes peuvent constituer une Dot. I.
Dot. Si ce que le pere doit, est une Dot profectice. I.
Dot. Dot constituée par la mere. I.
Dot. Qui sont ceux qui sont obligez à la garentie. I.
Dot. A qui la Dot doit être restituée. I.
Dot. En quoi consiste la difference qu'il y a entre la Dot & les biens paraphernaux. I.
Dot. Dot donnée en fraude des creanciers. II.
Pourquoi la Dot doit de sa nature produire des interêts. II.
Dot. Si le bien Dotal de la femme peut être prescrit pendant le mariage. II.
Dot. Si la Dot est sujette au rapport. III.
Dot. Rapport de la Dot, le mari étant insolvable. III.
Dot. Sur quels biens se prend la Dot. III. *Donations.*
Droit Romain, comment est reçû est France.
Droit des Gens, quelles loix lui servent de regles.
Droit des Gens, En quel sens est pris dans le Droit Romain.
Droit des Gens, Quelles sont les matieres du Droit des Gens.
Droit Public, ce que c'est.
Ses matieres.
Droit Public, Droit Privé, quel?
Droit Public, Ses matieres.
Droit Civil, de quelles matieres il connoît.
Droit Civil, Diverses manieres de concevoir les Loix qui composent le Droit Civil.
Droit Civil, A quels Livres on donne le nom de Droit Civil.
Droit Ecrit, ce que c'est.
Droit Ecrit, Ses deux differens usages.
Droit Canonique, comment s'observe en ce Roïaume.
Droit. Rigueur du Droit temperée. I.
Droit. Comment les Droits sont acquis aux personnes par l'effet des Loix. I.
Droit. Comment on peut renoncer au Droit acquis par une Loi. I.
Droit. Droits qui passent à ceux de la famille quoiqu'ils ne soient pas heritiers. III.
Droits de justice, ce que c'est. IV.
Droits de justice, De deux sortes. IV.
Droits honorifiques dans les Eglises. IV.

E

Eau. Le droit de la décharge des Eaux d'un toit est une servitude. I,
Eau. Prise d'Eau.
Eau. Si on peut changer l'ancien cours des Eaux. II. *Rivieres.*
Eau. Ecclesiastiques. I.
Eau. Si les Ecclesiastiques peuvent être nommez Tuteurs ou Curateurs. II.
Eau. Leur presséance. IV.
Eau. Comment se regle le rang des Ecclesiastiques entr'eux. IV.
Eau. Entre Ecclesiastiques & Laïcs. IV.
Eau. Tous les Ecclesiastiques precedent tous les Laïcs dans les cas de leurs fonctions spirituelles. IV.
Eau. Concours d'Ecclesiastiques & Laïcs dans un même corps. IV.
Eau. Cas où les Ecclesiastiques & les Laïcs ont differemment les presséances selon leurs qualitez. IV.
Eau. Etat Ecclesiastique appellé *Clergé.* IV.
Eau. Ce qu'il y a de commun aux Ecclesiastiques & aux Laïcs dans chaque Etat Catholique. IV.
Eau. Difference entre ces deux corps. IV.
Eau. Devoirs des Ecclesiastiques. IV. *et suiv.*
Eau. Leur desinteressement. IV.
Echange, premier commerce de la proprieté des choses. I.
Echange, Comment étoit consideré dans le Droit Romain. I.
Echange, Si on peut appliquer à l'Echange toutes les regles des ventes. I.
Echange, Ce que c'est que l'Echange. I.
Echange, Si dans le contrat d'Echange on peut faire distinction d'un vendeur & d'un acheteur. I.
Echange, Si l'éviction a lieu dans l'Echange. I.
Echevins, leurs fonctions. IV.
Ecole. Si les Maîtres d'Ecole sont tenus du fait de leurs écoliers. II.
Ecriture, necessité de son usage. II.
Edit des meres. III.
Education. Si les dépenses de l'Education se rapportent. III.
Eglise. Le Prince a le droit d'emploïer son autorité pour faire observer les Loix de l'Eglise. IV.
Eglise. Peines pour faire observer les Loix de l'Eglise. IV.
Eglise. Ministres de l'Eglise ne peuvent ordonner des levées de deniers sur le temporel des Benefices sans permission du Roi. IV.
Egout, sa décharge dans le fonds voisin est une servitude. I.
Emancipation, son effet. I.
Emancipation, Ce que c'est que l'Emancipation. III.
Emancipation, Un de ses principaux effets. III.
Emancipation, Comment se fait l'Emancipation. III.
Emphyteose, ce que c'est. I.
Emphyteose, Si tous heritages peuvent se donner à Emphyteose. I.
Emphyteose, Comment l'Emphyteose est distinguée des baux à ferme. I.
Emphyteose, Quel est l'effet de la perpetuité de l'Emphyteose. I.
Emphyteote, s'il peut deteriorer le fonds. I.
Emphyteote, Si faute de païement il peut être expulsé. I.
Emphyteote, En quel cas il ne peut pas prétendre le remboursement de ses dépenses. I.
Emplois font la distinction des personnes entre tous les hommes. IV.
Emprunt. Quels sont les engagemens de celui qui Emprunte. I.
Emprunt. Quels doivent être ses soins. I.
Emprunt. Soin de celui qui Emprunte pour l'interest du maître de la chose prêtée. I.
Emprunt. Pour l'interest de celui qui Emprunte. I.
Emprunt. Egard qu'on doit avoir à la chose Empruntée plus qu'à la sienne. I.
Emprunt. Si celui qui Emprunte, peut se charger des cas fortuits. I.
Emprunt. Si celui qui Emprunte, peut se servir de la chose à un autre usage que pour celui à quoi elle est propre. I.
Emprunt. En quel cas il doit répondre de la chose lorsqu'elle est deteriorée. I.
Emprunt. Si celui qui a Emprunté une chose, peut la retenir par compensation de ce que peut lui devoir celui qui l'a prêtée. I.
Emprunt. Par qui sont dûës les dépenses necessaires pour user de la chose Empruntée. I.

Emprunt. Quels sont les engagemens de celui qui Emprunte. I.
Emprunt. Quand celui qui a Emprunté de l'argent, en doit les intersts. I.
Enfans morts-nez comment sont considerez. I.
Enfans morts-nez Quel est l'état des Enfans qui sont encore dans le sein de leurs meres. I.
Enfans morts-nez Si le nombre d'Enfans legitimes est un moïen legitime pour s'exempter de tutele. II.
Enfans morts-nez Si les Enfans morts-nez & ceux qui naissent sans la forme humaine, peuvent succeder. III.
Enfans morts-nez Si ceux qui meurent aussi-tôt qu'ils sont nez, peuvent succeder. I.
Enfans morts-nez Si l'Enfant qui n'est pas à terme, étant né, peut succeder. I.
Enfans morts-nez Si l'Enfant né aprés la mort de sa mere est capable de succeder. I.
Enfans morts-nez Si les Enfans qui ne sont pas encore nez, lorsque la succession est échuë, peuvent succeder. I.
Enfans, quels? III.
Enfans, Si tous descendans sont compris sous le nom d'Enfans. III.
Enfans, Si les bâtards y sont aussi compris. III.
Enfans, Si les Enfans nez à sept & onze mois y sont pareillement compris. III.
Enfans, Si les Enfans morts-nez sont du nombre des Enfans qui succedent. III.
Enfans, Si l'Enfant né pendant le mariage, est presumé l'Enfant du mari. III.
Enfans, Si tous les Enfans succedent par portions égales. III.
Enfans, Si les Enfans des Enfans viennent par representation avec les Enfans du premier degré. III.
Enfans, Comment succedent les Enfans de divers mariages. III.
Enfans, Si les Enfans de divers mariages prennent les droits de leurs peres & meres. III.
Enfans, Si l'Enfant qui n'est pas encore né, est du nombre des Enfans. III.
Enfans, Provision pour l'Enfant de qui l'état est contesté. III.
Enfans, Cas où le pere & le fils meurent en même tems. III.
Enfans, Cas où la mere & l'Enfant à la mamelle meurent en même tems. III.
Enfans, Si les Enfans ont le droit de transmission. III.
Enfans, Provision aux Enfans qui deliberent sur l'adition de l'heredité. III.
Enfans, Enfans émancipez. III.
Enfans, Si les Enfans sont tenus des dettes de leurs parens. III.
Enfans, Si les enfans des freres germains concourent avec leurs oncles. III.
Enfans, Si les Enfans des freres germains excluent les freres consanguins & les uterins. III.
Enfans, Si les Enfans des freres consanguins & uterins representent leurs peres. III.
Enfans, Si tous Enfans sont obligez au rapport. III.
Enfans, Deux sortes de biens des Enfans. III.
Enfans, Si le fils est tenu de rapporter ce que son pere étoit chargé de lui rendre. III.
Enfans, Si les Enfans qui ne sont pas nez, peuvent être instituez heritiers. III.
Enfans, Si on peut faire des legs en leur faveur. III.
Enfans, Si les Enfans qui ne sont pas conçus, peuvent recevoir quelque bienfait par testament. III.
Enfans, Si la naissance d'un Enfant annulle le testament. III.
Enfans, Si l'exheredation injuste des enfans annulle le testament. III.
Enfans, Si le mot d'Enfans ne s'entend que des legitimes. III.
Enfans, Pour quelles causes les Enfans ne peuvent être exheredez. III. *et suiv.*
Enfans, Si lorsque de deux ou plusieurs Enfans un seul est exheredé sans être nommé, l'exheredation est nulle. III.
Enfans, Provision au fils exheredé pendant l'appel de la sentence renduë en sa faveur. III.
Enfans, Si les Enfans à qui les parens donnent moins que la legitime, en peuvent demander le supplément. III.
Enfans, En quels cas les Enfans peuvent exhereder leurs parens. III.
Enfans, Comment les Enfans succedent, le testament étant declaré inofficieux. III.
Enfans, Voïez Exheredation.
Enfans, Si tous les Enfans qui peuvent succeder, ont droit de legitime. III.
Enfans, Comment se regle la legitime des Enfans au premier degré. III.
Enfans, Si les Enfans donataires peuvent s'abstenir de l'heredité. III.
Enfans, Droits des Enfans sur les biens que leur pere ou mere qui se remarie, avoit acquis du predecedé. III. *et suiv.*
Enfans, Comment les Enfans de plusieurs lits prennent leurs gains. III.
Enfans, Si la naissance des Enfans annulle & testament & codicille. III.
Enfans, Si on peut substituer pupillairement à l'Enfant qu'on n'a pas en sa puissance. III.
Enfans, Si l'Enfant survenu à un fils chargé d'une substitution, la fait cesser. III.
Enfans, Si les Enfans émancipez sont sujets aux cotisations, quoi qu'ils ne soient pas mariez. IV. *Legitime.*
Enfans, Engagemens particuliers, quels?
Enfans, Autre sorte d'Engagemens, divisez en volontaires & involontaires,
Enfans, Quel est l'esprit de la Loi dans tous ces Engagemens.
Enfans, Regles generales qui suivent des engagemens.
Enfans, Sincerité & bonne foi dans les Engagemens volontaires & mutuels.
Enfans, Fidelité requise dans les Engagemens involontaires.
Enfans, Tout dol illicite en toute sorte d'Engagemens.
Enfans, En quels Engagemens la Justice peut contraindre.
Enfans, Quels Engagemens sont illicites.
Enfans, Combien il y a de sortes d'Engagemens dans le contrat de vente. I. *et suiv.*
Enfans, Engagemens du vendeur. I.
Enfans, De l'acheteur. I.
Enfans, Engagemens qui se forment par des cas fortuits. II.
Enfans, Si tous les Engagemens qui se forment par des cas fortuits, obligent de part & d'autre. II.
Enfans, Autres Engagemens qui naissent des cas fortuits. II.
Enfans, Manieres d'aneantir ou diminuer les Engagemens. II.
Enquestes d'examen à futur, abolies. II.
Enquestes par Turbes aussi abolies. II.
Entremetteurs, leur emploi. I.
Entremetteurs, Leurs engagemens. I.
Entremetteurs, Leurs fonctions. I.
Entremetteurs, S'ils sont responsables des évenemens des affaires dont ils s'Entremettent. I.
Entremetteurs, Engagemens de ceux qui emploïent des Entremetteurs. I.
Entremetteurs, Leurs salaires. I.
Entrepreneurs, s'ils sont responsables de leur ignorance. I.
Entrepreneurs, De quel soin ils sont tenus. I.
Entrepreneurs, Accessoires de l'Engagement des Entrepreneurs. I.
Entrepreneurs, S'il doit être remboursé de la dépense qu'il a faite pour la conservation de la chose. I.
Entrepreneurs, Quel est le privilege des Entrepreneurs. II.
Entrepreneurs, Entrepreneurs artisans obligez de donner des ouvrages de leur main. II.
Entretien. Si les legs d'un Entretien durent pendant la vie du legataire. III.
Entretien. Voïez *Alimens.*
Epée. Si les gens d'épée ont rang & presséance sur les gens de Robe. IV. *Armes. Rang. Robe.*
Episcopat, ses diverses fonctions. IV.

Equité naturelle en quoi consiste.
Equité La connoissance de l'Equité est naturelle.
Equité, loi universelle. I.
Equité, La vûë de l'Equité est la premiere voïe pour interpreter les Loix. I.
Equité, Temperamens de l'Equité fixez par l'intention du Legislateur dans les Loix arbitraires. I.
Equité, Temperament de la rigueur du droit. I.
Equité, En quels cas il faut suivre ou la rigueur du droit, ou l'Equité. I.
Equité, S'il est permis indifferemment de suivre ou la rigueur du Droit ou l'Equité. I.
Equité, La rigueur du droit, quand il l'a faut suivre, a son Equité. I.
Equité, Equité qu'on doit observer dans les cotisations. IV.
Erreur. Si l'Erreur peut rendre une vente nulle. I.
Erreur. Erreur dans les qualitez de la chose venduë. I.
Erreur. Si les transactions sont annullées par l'Erreur. I.
Erreur. Ce que c'est que l'Erreur de fait. I.
Erreur. En quoi consiste l'Erreur de droit. I.
Erreur. Difference entre celui qui Erre dans le fait, & celui qui Erre dans le droit. I.
Erreur. Si l'Erreur nuit aux mineurs. I.
Erreur. Aux majeurs. I.
Erreur. Erreur de fait qui est la cause unique de la convention. I.
Erreur. Si elle empêche que la convention ait tout son effet. I.
Erreur. Erreur causée par un dol. I.
Erreur. Comment on juge de l'effet de l'Erreur. I.
Erreur. Erreur de calcul, ce que c'est. I.
Erreur. Effets de l'Erreur de droit. I. *et suiv.*
Eschalas. Si l'usufruitier peut tirer des arbres d'un bois de quoi faire des Eschalas pour des vignes. I.
Esclavage, ce que c'est. I.
Esclavage, Ses causes. I.
Esclave, quel est celui qu'on appelle ainsi. I.
Espaves, ce que c'est. IV.
Essai. Vente à Essai. I.
Etat. Devoir de contribuer aux dépenses de l'Etat. IV.
Etat. Ses besoins essentiels. IV. *et suiv.*
Etrangers, quels? I.
Etrangers, Si les Etrangers sont incapables de successions. III.
Etrangers, A qui appartient leur succession. III.
Etrangers, Pourquoi sont exclus des charges publiques. III.
Etrangers, Si les Etrangers qui meurent sans être naturalisez, ne peuvent avoir aucun heritier. III.
Etrangers, A qui appartiennent les biens des Etrangers qui meurent sans avoir été naturalisez. III.
Etrangers, Si les Etrangers peuvent tester. III.
Etrangers, S'ils peuvent recevoir par testament. III.
Etrangers, Si les Etrangers peuvent être témoins dans un testament. III.
Etrangers, Comment les Etrangers sont mis au nombre des membres de l'Etat. IV.
Etrangers, Devoirs des Souverains à l'égard des Etrangers. IV.
Etrangers, Comment les particuliers étrangers sont naturalisez. IV.
Etrangers, Etrangers ne peuvent posseder de benefices dans le Roïaume, sans la permission du Roi. IV.
Etrangers, Voïez *Aubains. Commerce. Foire. Evêques, leur jurisdiction.* IV.
Etrangers, Leurs visites. IV.
Etrangers, Evêques obligez d'avoir dans leurs Dioceses, des Seminaires. IV.
Etrangers, Leurs Vicaires generaux, & leur rang. IV.
Etrangers, Leurs Officiaux, IV.
Eviction, ce que c'est. I.
Eviction, Si elle a lieu dans l'échange. I.
Eunuques, quels? I.
Exceptions, ce que c'est. I.
Exceptions, Combien il y en a de sortes. I.
Excuses des témoins, qu'on appelle *Exoines.* II.
Executeurs testamentaires, leur usage III.
Executeurs testamentaires, S'il doit rendre compte. III.
Exemptions des tributs, de trois sortes. IV.
Exemptions particulieres des Tailles personnelles, de deux sortes. IV.
Exemptions accordées, par les villes & autres lieux à certaines personnes. IV.
Exemptions qui passent ou ne passent point aux heritiers. IV.
Les Exemptions qui passent aux descendans, ne vont pas à ceux des filles. IV.
Exemptions Si l'âge, le sexe, les enfans Exemptent. IV.
Exemptions De qui dépendent les Exemptions. IV.
Exemptions Difference entre les Exemptions personnelles & celles des choses. IV.
Exheredation, ses deux sortes de causes. III.
Exheredation, Autres causes d'Exheredation d'enfans. III.
Exheredation, Des parens. III.
Exheredation, Si les causes d'Exheredation doivent être prouvées. III.
Exheredation, Comment l'exheredé approuve l'Exheredation. III. *Enfans.*
Expert. Ce qui se regle à dire d'Experts. I.
Expert. Pouvoir des Experts qui reglent les bornes des heritages. II.

F

FACULTE de rachat ce que c'est I.
FACULTE Quelle est la durée de la Faculté de rachat. I.
Faineans devroient étre emploïez à quelques travaux. IV.
Faits illicites quels? II.
Faits Combien il y a de sortes de Faits illicites. II.
Faits Fait illicite de la part de celui qui donne. II.
Faits De la part de celui qui reçoit. II.
Faits De la part de l'un & de l'autre. II.
Faits Deux sortes de Faits dans les cas fortuits. II.
Faits Quels Faits ont besoin de preuves II.
Faits Si celui qui avance un Fait, doit le prouver. II.
Faits Si le défendeur doit prouver les Faits qui fondent ses défenses. II.
Faits Chaque partie peut prouver le contraire des Faits de l'autre. II.
Faits Liberté reciproque des parties d'alleguer des Faits, & de les prouver. II.
Faits Combien il y a de sortes de Faits. II.
Faits Fait qu'il faut prouver. II.

Faits Preuves des Faits, de plusieurs sortes. V.
Falcidie d'où est ainsi appellée. III.
Falcidie Son usage. III.
Falcidie Ce que c'est que la Falcidie. III.
Falcidie Que doit faire l'heritier pour avoir la Falcidie. III.
Falcidie Si l'heritier ab intestat a la Falcidie. III.
Falcidie Si toutes les especes de dispositions à cause de mort, sont sujettes à la Falcidie. III.
Falcidie Sur quoi se prend la Falcidie. III.
Falcidie Si les estimations que le testateur peut avoir faites, reglent la Falcidie. III.
Falcidie Precaution pour la Falcidie à l'égard des biens incertains. III.
Falcidie Quelles choses diminuent la Falcidie. III.
Falcidie Si les biens découverts aprés le reglement de la Falcidie, la diminuent. III.
Falcidie Comment se regle la Falcidie, lorsque la chose leguée ne se peut diviser. III.
Falcidie En quels cas la Falcidie cesse. III.
Falcidie Si la faveur du legs ou du legataire empêche la Falcidie. III.
Falcidie Comment se regle la Falcidie, lorsqu'il y a des legs conditionnels. III.
Falcidie Si le legs d'une servitude est sujet à la Falcidie. III.
Falcidie Deux manieres de regler la Falcidie. III.
Falcidie Si la Falcidie est dûë d'un legs d'usufruit, & comment elle se regle. III. *et suiv.*
Falcidie Pourquoi l'heritier pur & simple ne peut prendre la Falcidie. III.
Falcidie Si l'heritier beneficiaire qui fraude, perd la Falcidie sur le fonds qu'il a voulu divertir. III.
Falcidie Aussi bien que sur les legs qu'il a voulu supprimer. III.
Falcidie Si l'heritier ab intestat perd la Falcidie pour avoir voulu renoncer au testament. III.
Falcidie Si entre plusieurs heritiers differemment chargez de legs, chacun a sa Falcidie sur sa portion. III.
Falcidie Si la Falcidie peut être prohibée par le Testateur. III.
Falcidie Si les testamens militaires sont sujets a la Falcidie. III.
Falcidie Si ce qui augmente l'heredité, diminuë la Falcidie. III.
Falcidie Si tout ce qui revient à l'heritier en cette qualité, diminuë la Falcidie. III.
Falcidie Si ce qui est legué à un des heritiers à prendre sur l'autre, diminuë la Falcidie. III.
Falcidie Falcidie entre coheritiers legataires. III.
Falcidie Comment se perd la Falcidie. III.
Falcidie Si la Falcidie de plusieurs legs à un seul legataire, peut se retenir sur le dernier païé. III.
Falcidie Si lorsqu'un pere chargé d'un fideicommis envers ses enfans, en dissipe les biens, on peut les lui ôter. III.
Famille. Quels sont les fils & filles de Famille. I.
Famille. Quelles personnes sont appellées peres ou meres de Famille. I.
Familles, leur assemblage necessaire dans un Etat, pour multiplier & pour en perpetuer la durée. IV.
Faux. Si le Faux exclud de la plainte d'inofficiosité. III.
Femmes incapables de plusieurs sortes d'engagemens & fonctions. I.
Femmes Si la Femme peut disposer de ses biens paraphernaux indépendemment de son mari. I.
Femmes Comment la Femme peut jouïr de ses paraphernaux. I.
Femmes Si ce que la Femme peut avoir sans titre apparent, est au mari. I.
Femmes Si la Femme separée de biens, peut les aliener. I.
Femmes Si en vertu de la separation elle peut saisir & faire vendre les biens de son mari. I.
Femmes Si les Femmes peuvent être arbitres. I.
Femmes Si les Femmes peuvent être tutrices. II.
Femmes Si elles peuvent gerer les affaires d'un autre à son insçu. II.
Femmes Comment la Femme succede à son mari. III.
Femmes Si les Femmes peuvent être témoins dans un testament. III.
Femmes Si les Femmes separées peuvent être cotisées. IV.
Femmes Quel est le domicile de la Femme. IV. *Veuve.*
Ferme. Voïez *Baux à ferme.*
Fermier qui abandonne sans cause la culture des heritages, s'il peut être poursuivi. I.
Fermier S'il est tenu de faire les reparations. I.
Fermier Ses engagemens envers le proprietaire. I.
Fermier Si le fermier qui n'a qu'une portion des fruits, doit souffrir les cas fortuits. I.
Fermier Si le fermier qui n'a qu'un bail d'une seule année & à prix d'argent, ne recueillant rien par un cas fortuit, peut être déchargé du prix de sa Ferme. I.
Fermier S'il doit souffrir les petites pertes. I.
Fermier Ce qu'on doit faire, lorsqu'il a souffert de grandes pertes. I.
Fermier En quel cas il peut demander diminution du prix de son bail. I.
Fermier Si la perte des semences & cultures tombe sur le fermier. I.
Fermier S'il peut quitter ou interrompre l'exploitation de sa ferme. I.
Fermier De quels meubles le fermier doit prendre soin. I.
Fermier S'il doit être remboursé des reparations necessaires qu'il a faites, & des dépenses, le bail étant interrompu. I.
Fermier De ses ameliorations. I.
Fermier Lorsqu'il est troublé par le proprietaire. I.
Fermier Ou par autre. I.
Fiançailles, si elles changent le domicile de la fiancée. IV.
Fiancé, s'il peut être nommé curateur à sa Fiancée en démence. II.
Fideicommis. Si l'heritier peut faire moderer les Fideicommis. III.
Fideicommis. Ce que c'est que Fideicommis. III.
Fideicommis. Quel étoit le premier usage des Fideicommis. III.
Fideicommis. En quoi consiste la validité des Fideicommis. III.
Fideicommis. Si un testateur peut charger d'un Fideicommis, son legataire. III.
Fideicommis. Sûreté pour les Fideicommis. III.
Fideicommis. En quels cas le pere & la mere chargez de Fideicommis envers leurs enfans doivent en donner une sûreté. III.
Fideicommis. Si l'heritier chargé d'un Fideicommis peut recouvrer ce qu'il a dépensé pour la conservation de la chose sujette au Fideicommis. III.
Fideicommis. Si les Fideicommis sont sujets à la falcidie. III.
Fideicommis, espece de substitution. III.
Fideicommis, Difference entre les Fideicommis & les substitutions. III.
Fideicommis, Ce qui est necessaire pour la sûreté du Fideicommis. III
Fideicommis, En quels cas le pere & la mere donnent caution pour le Fideicommis. III.
Fideicommis, Si on peut charger d'un Fideicommis ou l'heritier ou un legataire. III.
Fideicommis, Differentes manieres de faire des Fideicommis. III. *et suiv.*
Fideicommis, Si on peut faire un Fideicommis en faveur de personnes à naître. III.
Fideicommis, Ordre des Fideicommissaires, s'il y en a plusieurs successivement. III.
Fideicommis, Differentes manieres de regler cet ordre. III.
Fideicommis, Fideicommis indefini, ou à un de la famille, ou à ceux de la famille. III.
Fideicommis, Si lorsque l'heritier qui avoit le choix d'un Fideicommissaire d'entre plusieurs, n'a pas fait ce choix, tous ont part au Fideicommis. III.
Fideicommis, De qui tient son droit le Fideicommissaire choisi par l'heritier. III.
Fideicommis, Ce que doit avoir le Fideicommissaire. III.

Fideicommis, De quel jour les fruits & les interests lui sont dûs. III.
Fideicommis, Qui doit profiter du Fideicommis qui se trouve nul? III.
Fideicommis, Quelles personnes sont incapables de Fideicommis. III.
Fideicommis, Fideicommis tacites, quels? III.
Fideicommis, Delit de ceux qui prêtent leur nom à un Fideicommis tacite. III.
Fideicommis, Comment se prouvent les Fideicommis tacites. III.
Fideicommis, Si on peut avancer la restitution du Fideicommis, lorsque l'avance tourne au préjudice du Fideicommissaire. III.
Fideicommis, Si le Fideicommis qui doit être ouvert aprés la mort de l'heritier ou du legataire, est ouvert par la mort civile de l'un ou l'autre. III.
Fideicommis, Si le Fideicommissaire chargé d'une seconde restitution a la Trebellianique. III.
Fidejusseurs, pourquoi ainsi appellez. II.
Fidejusseurs, Si le Fidejusseur est déchargé par la restitution du principal obligé. II.
Fidejusseurs, Si le Fidejusseur ne peut être poursuivi qu'aprés la discussion du debiteur II.
Fidejusseurs, Si les cautions judiciaires peuvent être contraints sans discussion du principal debiteur. II.
Fidejusseurs, En quels cas le Fidejusseur peut être poursuivi. II.
Fidejusseurs, Si le Fidejusseur peut obliger le creancier de faire des diligences contre le debiteur. II.
Fidejusseurs, Comment plusieurs Fidejusseurs sont obligez. II.
Fidejusseurs, Si l'obligation de l'un des Fidejusseurs est annullée, les autres en repondent. II.
Fidejusseurs, A qui est attaché l'engagement du Fidejusseur. II.
Fidejusseurs, Par qui le Fidejusseur doit être indemnisé. II.
Fidejusseurs, Fidejusseur qui païe avant le terme. II.
Fidejusseurs, S'il peut païer aprés le terme. II.
Fidejusseur qui païe imprudemment ce qui n'étoit pas dû. II.
Fidejusseur sommé de païer, & qui acquitte la dette de bonne foi, ignorant les exceptions du debiteur, s'il a son recours. II.
Fidejusseur Si le Fidejusseur poursuivi par le creancier, manque de se défendre ou d'appeller de la condamnation. II.
Fidejusseur qui a païé sans en avoir averti le debiteur. II.
Fidejusseur Si le Fidejusseur, à qui le creancier a remis la dette, peut la recouvrer contre le debiteur. II.
Fidejusseur Comment un des Fidejusseurs acquittant la dette, peut agir contre les autres. II.
Fidejusseur Quel est l'engagement des Fidejusseurs entr'eux. II.
Fidejusseur Si l'exception personnelle du debiteur décharge le Fidejusseur. II.
Fidejusseur Quelles circonstances peuvent rendre l'obligation du Fidejusseur, nulle ou valide. II.
Fidejusseur Si le Fidejusseur est déchargé, l'obligation ne subsistant plus. II.
Fidejusseur Ou lorsqu'elle est innovée. II.
Fidejusseur Comment s'aneantit l'engagement du Fidejusseur. II.
Fidejusseur Si la demande faite à l'un des cosidejusseurs charge les autres. II.
Fidejusseur Si le Fidejusseur est tenu de la chose, qui a peri depuis qu'il est en demeure de la delivrer. II.
Fidejusseur Voïez *Caution.*
Fidelité necessaire dans les engagemens involontaires.
Fiefs, sur quoi ont leur fondement.
Fille. Si dans la Loi mosaïque, des Filles, se trouvant sans freres, pouvoient succeder aux biens de leurs peres.
Fille. A quel âge les Filles sont adultes. I.
Fille. Fille qui se marie, par qui doit être dotée. I.
Fille. Si la Fille est tenuë de rapporter à la succession du pere, la dot donnée par l'ayeul. III.
Fille. Si les Filles non mariées, qui sont chefs de famille, peuvent être cotisées. IV.
Fils. Si le Fils de famille majeurs, quoique sous la puissance de son pere, peut être tuteur. II.
Fils. Si le Fils de famille émancipé peut emprunter. I.
Fils. S'il peut être nommé curateur à ses pere & mere, qui sont en démence. II.
Fils. Si on nomme un curateur au Fils de famille tombé en démence. II.
Fils. Si le Fils peut être curateur de son pere prodigue. II.
Fils. Si les Fils de famille ne peuvent faire testament. III.
Fils. Quel est le domicile du Fils de famille. IV.
Fils. Fin. Ce que c'est que de connoître la fin d'une chose.
Finances. Sage dispensation des Finances, un des devoirs des Souverains. IV.
Finances. Besoin des Finances. IV.
Finances. Rang de ceux dont les fonctions regardent les Finances. IV.
Finances. Leur subordination. IV.
Finances. En quoi consiste la capacité des Officiers de Finances. V.
Finances. Leur probité. V.
Fisque. Sur quoi a son fondement la succession du Fisque. III.
Fisque. Le Fisque est exemt de tous tributs. IV.
Fisque. Dans les doutes on ne favorise pas la cause du Fisque. IV.
Fisque. Dispositions des effets mobiliaires provenus des droits du Fisque. IV.
Fisque. Des immeubles provenus des droits du Fisque. IV.
Fisque. Privilege du Fisque. IV.
Fisque. Difference entre les droits & les privileges du Fisque. IV.
Fisque. Deux sortes de privileges du Fisque. IV. *et suiv.*
Fisque. Si le Fisque est exemt de toutes contributions. IV.
Fisque. Sa preference pour l'achat des metaux. IV.
Fisque. Son hypotheque tacite. IV.
Fisque. Sa preference aux creanciers anterieurs sur les biens acquis aprés sa creance. IV.
Fisque. S'il y a peremption contre le Fisque. IV.
Fisque. Les causes du Fisque sont revûës sur pieces nouvelles. IV.
Fisque. Surencheres reçûës aux adjudications des biens du Fisque. IV.
Fisque. Le Fisque ne garentit pas des défauts des choses qu'il vend. IV.
Fisque. S'il est déchargé des dettes des biens qu'il vend. IV.
Fisque. On ne favorise pas le Fisque dans les causes douteuses. IV.
Fisque. Privileges du Fisque qui conviennent au patrimoine du Prince. IV.
Fisque. Fleuves, leur usage public. IV.
Foi. La bonne Foi doit être entiere dans toutes sortes de conventions. I.
Foi. Envers les tierces personnes. I.
Foi. Si la bonne Foi est necessaire pour prescrire. II.
Foi. Difference de la bonne ou mauvaise Foi dans un même cas. II.
Foi. Si la mauvaise Foi empêche la prescription. II.
Foibles. Les Princes doivent proteger les foibles contre la violence des personnes puissantes. IV.
Foires. Qui a le droit de permettre les Foires. IV.
Foires. Foire, ce que c'est. IV.
Foires. Choix des lieux pour les Foires. IV.
Foires. Lieux propres à des Foires où l'on veut attirer les Etrangers. IV.
Foires. Privileges des Foires. IV.
Fonctions pastorales par qui se dispensent. IV.
Fonds. A qui appartient ce que la nature ajoûte à un Fonds. II.

Force, sa nature, & ses effets sur la liberté. I.
Force, Quelle Force annulle les conventions. IV.
Force, Force, ce que c'est. I.
Force, Effet de la Force dans les conventions. I.
Force, Diverses manieres d'exercer la Force. I.
Force, Si ce qui est fait par Force, est nul à l'égard de ceux même qui ne l'ont pas exercée. I.
Force, Comment se jugent les effets de la Force. I.
Force, Force pour obliger à une chose juste. I.
Force, Si le conseil & l'autorité peuvent passer pour Forces. I.
Force, Ordre de Justice n'est pas Force. I.
Force, Forces necessaires pour maintenir la tranquillité publique au dedans de l'Etat. IV.
Force, En quoi elles consistent. IV.
Force, Leur bon usage. IV.
Force, Leur necessité pour faire regner la Justice; IV.
Force, Elles doivent être proportionnées à l'usage du Gouvernement. IV.
Force, Usage des Forces au dehors de l'Etat. IV.
Force, En quoi consistent ces Forces. IV.
Force, Differens usages des Forces selon les differentes occasions. IV.
Forests, leur police. IV.
Formalitez d'un acte, ce que c'est. III.
Formalitez de Justice, ce que c'est. V
Frais funeraires, quel est leur privilege. II.
Frais funeraires, Si l'heritier est tenu des Frais funeraires de la personne à qui il succede. III.
Frais funeraires, ce que c'est. III.
Frais funeraires, Comment les Frais funeraires doivent être reglez. III.
Frais funeraires, Comment un autre que l'heritier, qui a fait les Frais funeraires, peut les recouvrer. III.
Frais de Justice, leur préference à toute autre dette. II.
Frais de voïages des témoins par qui leur doivent être remboursez. II.
France, son Etat monarchique. IV.
France, Sa situation & sa fertilité. IV.
En France, le Roi seul, reputé present aux Arrests, leur donne l'autorité. IV.
Fraudes faites au préjudice des creanciers. II.
Fraudes Dessein de Fraude suivi de l'évenement. II.
Fraudes Diverses manieres de Fraudes. II. *et suiv.*
Fraudes Si le creancier qui reçoit de son debiteur ce qui lui est dû, commet une Fraude. II.
Fraudes A quoi est obligé celui qui a participé à une Fraude faite à des creanciers. II.
Fraudes Freres germains & les soeurs germaines, s'ils succedent avec les ascendans. III.
Fraudes Les freres sont les premiers dans l'ordre des collateraux. III.
Fraudes Les freres germains excluent les autres. III.
Fraudes Si les freres ont droit de legitime. III.
Fraudes Fruits pendans par les racines, s'ils font partie du fonds. I.
Fraudes Si les fruits sont toûjours à celui qui est le maître, quand ils se recueillent. I.
Fraudes A quoi sont affectez les Fruits & revenus du fonds baillé à ferme. I.
Fraudes Ce que c'est que la restitution de fruits. II.
Fraudes Si le mot Fruits s'entend de toute sorte de revenus. II.
Fraudes Si le possesseur de mauvaise foi est obligé de restituer tous les Fruits dont il a joü. II.
Fraudes Si les Fruits cueillis sont au possesseur de bonne foi, quoi que restez dans le champ. II.
Fraudes En quel cas le possesseur de bonne foi est obligé de rendre les Fruits dont il a joüi. II. *et suiv.*
Fraudes Si la restitution de Fruits s'étend à toute leur valeur. II.
Fraudes A qui les fruits appartiennent. II.
Fraudes Comment se doit faire l'estimation des Fruits. II.
Fraudes S'il est dû interêts des Fruits. II.
Fraudes De quel jour sont dûs les Fruits des legs. III.
Fraudes S'ils sont dûs sans demande. III.

G

GABELLE, ce que c'est. IV.
Gage qu'un creancier a pris pour sa sureté, ne suffisant pas pour son païement, que doit faire le creancier? II.
Gage Si le creancier peut, par son fait, se saisir d'un Gage. II.
Gage Si le Gage peut être vendu. II.
Gage Convention sur la vente du Gage. II.
Gage Stipulation que le Gage sera au creancier, faute de païement. II.
Gage Si le debiteur peut dégager un Gage, en donnant un autre de même valeur, ou en donnant caution. II.
Gage Imputation des deniers provenus du Gage sur les interests, & puis sur le principal. II.
Gage Si les dépenses faites par le creancier pour la conservation du Gage, doivent être remboursées par le debiteur. II.
Gage Amelioration du Gage faite par le creancier. II.
Gage Comment le creancier peut être mis en possession du Gage. II.
Gage Si le Gage peut être repris par le debiteur sans le consentement du creancier. II.
Gage Si le creancier est garant du Gage qui perit par un cas fortuit. II.
Gage A qui appartient l'augmentation du Gage.
Gage Si le Gage est imprescriptible. II.
Gage Si le creancier, qui consent que son Gage soit obligé à un autre, remet son droit. II.
Gage Comment la vente du Gage acquitte la dette. II.
Gage Prix du Gage hypothequé, imputé sur plusieurs dettes. II.
Gage Voïez *Hypotheque.*
Gageures. I.
Gains illicites & malhonnêtes, s'ils entrent dans la societé. I.
Gains du mari ou de la femme. III.
Gains A qui ces gains sont acquis. III.
Garçons, à quel âge sont adultes. I.
Gardes. Les Princes ont droit d'avoir des Gardes pour leurs personnes. IV.
Garentie, ce que c'est. I.
Garentie, Combien il y en a de sortes. I.
Garentie, Si la Garentie a son effet, lorsque l'acheteur est évincé ou troublé, I.
Garentie, Si celui qui est obligé à la Garentie, peut évincer. I.
Garentie de droit en vente de droits. I.
Garentie D'une heredité & d'une dette. I.
Garentie entre copartageans. II.
Garentie Pourquoi la Garentie ne se prescrit point. II.
Garentie pour les évictions. III.
Garentie entre coheritiers. III.

Garentie Ses deux differens effets. III.
Garentie des dettes passives & autres charges. III.
Garentie Si les heritiers peuvent regler differemment les Garenties. III.
Garentie d'une chose leguée indéfiniment. III.
Garentie d'une chose designée en particulier. III.
General, quelle doit être sa conduite. IV. *et suiv.*
Gens du Roy, leurs Charges. V.
Gens du Roy, Pourquoi ainsi appellez. V.
Gens du Roy, Quelle doit être leur vigilance. V.
Gentilshommes. Quels? I.
Gentilshommes. Quelle est leur condition. IV.
Gouvernemens, de diverses sortes. IV.
Gouvernemens, Lequel des Gouvernemens doit être preferé. IV.
Gouvernemens, Quelles sont les causes de la necessité d'un Gouvernement. IV.
Gouvernemens, Puissance paternelle, premiere espece de Gouvernement. IV.
Gouvernemens, Quel est l'usage du Gouvernement. IV.
Gouvernemens, Obeïssance dûë à ceux qui ont le gouvernement. IV.
Gouvernemens, Voïez *Obéissance.*
Gouvernemens, Fondemens naturels de l'autorité de ceux qui gouvernent. IV.
Gouvernemens, Deux caracteres essentiels de leur puissance. IV.
Gouvernemens, Quels sont les droits de ceux qui ont le Gouvernement souverain. IV.
Grace du Prince à qui necessaire. V.
Grains. Cherté des Grains. IV.
Grains. Précautions qu'il faut avoir dans la disette des Grains. IV.
Grand-Conseil, Compagnie superieure, de quoi connoît? V.
Greffiers, leur Communauté. IV.
Greffiers, Quelles sont leurs fonctions. V.
Greffiers, Quels Officiers sont.? V.
Greffiers, Quel est leur principal devoir. V.
Guerres, ce que c'est.
Guerres, Où ont leurs Loix.
Guerres, Qui a droit de pourvoir aux dépenses que la Guerre demande. IV.
Guerres, De faire mettre sous les armes ceux qui sont obligez au service. IV.
Guerres, Les gens de Guerre doivent s'abstenir de toutes violences & concussions. IV.
Guerres, En quoi consiste la capacité des Officiers de Guerre. V.
Guerres, Leur probité. V.

H

L'HABITATION est pour les maisons, ce qu'est l'usage pour les autres fonds. I.
L'HABITATION Ce que c'est que l'habitation. I.
L'HABITATION Si le droit d'Habitation s'étend à toute la famille de celui qui a ce droit. IV.
L'HABITATION A quels lieux elle s'étend. IV.
L'HABITATION Si on peut transmettre ce droit. IV.
L'HABITATION Combien il dure. IV.
L'HABITATION Comment il finit. IV.
Heredité, ce que c'est. III.
Heredité, Si elle comprend tous les biens & les droits d'un défunt. III.
Heredité, Que signifie ce mot *Heredité.* III.
Heredité, Quelles sont les charges de l'Heredité. III.
Heredité, L'Heredité se divise entre coheritiers. III.
Heredité, L'Heredité non encore recueillie represente le défunt à qui étoient les biens. III.
Heredité, Charges de l'Heredité, quelles. III.
Heredité, Separation des biens de l'Heredité, de ceux de l'heritier. III.
Heredité, Comment on acquiert une Heredité, & comment on y renonce. III.
Heredité, Quels sont les effets de l'adition d'Heredité. III.
Heredité, Comment on renonce à l'Heredité. III.
Heredité, Si on y peut renoncer en partie. III.
Heretiques. Peines contre les Heretiques. IV.
Heritage, de deux sortes. I.
Heritage, Heritage vendu comme il se comporte. I.
Heritage, Heritages voisins d'un grand chemin. I.
Heritage, Servitudes des Heritages de la Campagne. I. *et suiv.*
Comment les Heritages se bornent ou se confinent. II. *et suiv.*
Heritage, Si les Heritages separez par un grand chemin se confinent l'un l'autre. II.
Heritage, Si les ruisseaux qui ne sont pas à l'usage public, servent de bornes aux Heritages des particuliers. II.
Heritage, Comment doivent être reglez les confins de deux Heritages, devenus incertains. II.
Heritage, Si on doit restituer les fruits d'un Heritage qu'on restituë. II.
Heritage, Droit de retirer de l'Heritage d'un autre, ce qu'un cas fortuit peut y avoir jetté. II.
Heritage, Heritages qui ont été en la puissance des ennemis. IV.
Heritage, Devoir de cultiver les Heritages. IV.
Heritage, Devoir de faire les cultures en leur tems. IV.
Heritage, Heritier chargé d'une substitution, s'il peut vendre le bien qu'il ne possede qu'à la charge de le rendre. I.
Heritage, Si l'heritier d'un associé est associé. I
Heritage, Ses droits & engagemens. I.
Heritage, Comment l'Heritier de l'associé a part aux profits, & porte les pertes. I.
Heritage, S'il est obligé d'achever ce que le défunt étoit obligé de faire. I.
Heritage, S'il est tenu envers la societé du fait du défunt. I.
Heritage, Si l'Heritier d'un associé se trouve lié sans convention avec les Associez de celui à qui il succede. II.
Heritage, Heritier qui pendant l'absence de son coheritier ou se croïant seul Heritier, s'est mis en possession de tous les biens, à quoi est obligé. II.
Heritage, Si les Heritiers des possesseurs de mauvaise foi sont tenus de la méme restitution de fruits, que ceux à qui ils succedent. II.
Heritage, Si l'Heritier d'un défunt qui avoit possedé de mauvaise foi, peut prescrire ce que le défunt avoit usurpé. II.
Heritage, Si les Heritiers de ceux qui pouvoient être relevez, peuvent exercer la rescision. II.
Heritage, Si un Heritier institué par son contrat de mariage, a la liberté aprés la mort de celui qui l'a fait Heritier, de renoncer à sa succession. III.
Heritage, Si celui qui a fait un Heritier par un contrat de mariage, peut revoquer cette institution à sa volonté. III.
Heritage, Si celui qui auroit fait un Heritier contractuel, ne pouvant revoquer cette institution, peut aliener ses biens. III.
Heritage, Heritiers contractuels ou conventionels, quels? III.
Heritage, Le nom d'Heritier, commun à l'Heritier legitime & testamentaire. III.
Heritier, quel il est. III.
Heritier, Combien il y a de sortes d'Heritiers. III.
Heritier, L'Heritier succedant aux biens & aux charges du défunt se met en la place du défunt. III.
Heritier, Caracteres essentiels à l'Heritier. III.

Heritier, Depuis quel tems l'Heritier est repuré tel. III.
Heritier, Si l'Heritier qui se dépoüille de l'heredité, est sujet aux charges. III.
Heritier, Si celui qui renonce à une heredité pour une certaine somme d'argent, est reputé heritier. III.
Heritier, Comment se reglent les portions des Heritiers testamentaires; n'étant point reglées par le testament. III.
Heritier, Qui peut être heritier. III.
Heritier, Quelles personnes ne peuvent être Heritiers. III.
Heritier, Quelles personnes sont capables de succeder. III.
Heritier, L'Heritier indigne, exclus de l'heredité. III.
Heritier, Causes qui rendent l'Heritier indigne de la succession, sont indefinies. III. *et suiv.*
Heritier, Heritier qui attente à la vie de celui à qui il doit succeder. III.
Heritier, Qui y a eu quelque part, seulement par negligence. III.
Heritier, Qui a attenté à son honneur. III.
Heritier, Effet d'une inimitié capitale entre le testateur & son heritier. III.
Heritier, Heritier qui fait un procés au testateur sur son état. III.
Heritier, Heritier qui neglige de poursuivre en Justice la punition des coupables de celui à qui il doit succeder. III.
Heritier, Heritier qui traite d'une succession, du vivant & à l'insçu de celui à qui il doit succeder. III.
Heritier, Heritier qui empêche le testateur de faire un second testament. III.
Heritier, Heritier qui a prêté son nom pour un fideicommis tacite. III.
Heritier, Si l'Heritier indigne doit rendre les fruits de quelque bien de l'heredité. III.
Heritier, Quelles personnes ne peuvent avoir d'Heritiers. III. *et suiv.*
Heritier, Droits attachez à la qualité d'Heritier. III. *et suiv.*
Heritier, Si l'Heritier peut renoncer à l'heredité. III.
Heritier, S'il peut deliberer touchant l'acceptation de l'heredité. III.
Heritier, S'il peut accepter la succession par benefice d'inventaire. III.
Heritier, S'il peut faire reduire les legs & les fideicommis lorsqu'il y en a. III.
Heritier, S'il peut vendre ou donner l'heredité, ou en disposer autrement. III.
Heritier, S'il peut transmettre l'heredité à son heritier. III.
Heritier, Quels droits ne passent point à l'Heritier. III.
Heritier, Droits des Heritiers du sang sur les biens qui leur sont affectez. III.
Heritier, Droit de venir en partage entre coheritiers. III.
Heritier, Droit d'accroissement entre coheritiers. III.
Heritier, Droit de rapport. III.
Heritier, Droit de retour ou de reversion. III.
Heritier, Comment l'Heritier entre dans toutes les charges de l'heredité. III.
Heritier, Quels sont ses engagemens. III.
Heritier, A quoi ils se reduisent. III.
Heritier, Quelles charges on peut imposer à l'Heritier. III.
Heritier, Quels engagemens du défunt ne passent point à l'Heritier. III.
Heritier, Comment se reglent les charges qu'on peut imposer à un Heritier. III. *et suiv.*
Heritier, Comment s'executent ces dispositions. III.
Heritier, Si l'Heritier est tenu des charges de l'heredité l'heredité, même inconnuës au défunt. III. *et suiv.*
Heritier, Des dettes qui ne doivent être païées qu'après sa mort. III.
Heritier, S'il est tenu des frais funeraires de la personne à qui il succede. III.
Heritier, Droits des Heritiers, & les lieux où il en est traité. III.
Heritier, Charges imposées à l'Heritier par la volonté de celui à qui il succede, & les lieux où il en est traité. III.
Heritier, Charges de l'Heritier, indépendantes de la volonté de celui à qui il succede, & les lieux où il en est traité. III.
Heritier, Comment les Heritiers sont tenus des dettes passives & de toutes autres charges de l'heredité. III.
Heritier, Si l'Heritier pur & simple est tenu des dettes au delà des biens de l'heredité. III.
Heritier, Heritiers tenus personnellement pour leurs portions, & hypothequairement pour le tout. III.
Heritier, Engagemens de l'Heritier à cause des crimes & des delits de celui à qui il succede. III.
Heritier, En quel cas les Heritiers sont sujets aux peines pecuniaires. III.
Heritier, Distinction à faire entre la peine pecuniaire & l'interest civil, dans les cas où il s'agit de l'engagement d'un Heritier pour les crimes & delits de celui à qui il succede. III.
Heritier, Comment l'Heritier peut être tenu de la peine pecuniaire. III.
Heritier, Si l'Heritier est toûjours tenu de l'interest civil. III.
Heritier, Engagemens des coheritiers entr'eux. III. *et suiv.*
Heritier, Si un Heritier peut faire quelque changement dans une heredité. III.
Heritier, Qui sont ceux qui tiennent lieu d'Heritiers, quoi qu'ils ne le soient pas. III.
Heritier, Si le donataire universel tient lieu d'Heritier. III.
Heritier, Si l'acheteur de l'heredité tient lieu d'Heritier. III.
Heritier, Si le curateur à une succession vacante represente l'Heritier. III.
Heritier, Si l'Heritier peut deliberer. III.
Heritier, Ce qu'il faut faire pour mettre l'Heritier en état de deliberer. III.
Heritier, Si on peut nommer un curateur pendant que l'Heritier delibere. III.
Heritier, Quelles choses il peut vendre pendant ce retardement. III.
Heritier, Si plusieurs heritiers successivement ont chacun le droit de deliberer. III.
Heritier, Si l'Heritier qui meurt pendant qu'il delibere, transmet son droit à ses successeurs. III.
Heritier, Comment on se rend Heritier par benefice d'inventaire. III.
Heritier, Comment doit être puni l'Heritier qui a diverti des effets de la succession. III.
Heritier, Jusques à quoi l'Heritier beneficiaire est tenu. III.
Heritier, Si l'Heritier creancier conserve sa dette. III.
Heritier, S'il recouvre ses dépenses. III.
Heritier, S'il doit faire vendre les meubles. III.
Heritier, S'il est tenu de rendre compte. III.
Heritier, S'il est tenu en païant les creanciers de garder leur ordre. III.
Heritier, S'il peut païer le légataires, les creanciers ne paroissant point. III.
Heritier, S'il est tenu de garentie envers les creanciers qui ont pris des fonds sujets aux hypotheques. III.
Heritier, Si l'Heritier qui reçoit ou fait un païement, fait un acte d'Heritier. III.
Heritier, Si celui qui dispose de l'heredité, se rend Heritier. III.
Heritier, Heritier testamentaire d'intelligence avec l'Heritier *ab intestat.* III.
Heritier, Heritier qui a fait des soustractions. III
Heritier, Si l'Heritier aprés avoir renoncé, commet un larcin en soustraïant. III.
Heritier, Si l'Heritier mineur est relevé des actes d'Heritier. III.
Heritier, Ce qu'il faut savoir pour faire un acte d'Heritier. III.
Heritier, Si l'Heritier legitime qui ignore le testament, l'approuve en se rendant Heritier. III.
Heritier, Distinction à faire entre les actes que peut faire un Heritier. III.
Heritier, Si un acte d'Heritier fait par violence, engage. III.
Heritier, Quelle précaution peut prendre l'Heritier qui craint de s'engager par quelque acte. III.
Heritier, Si la possession est necessaire pour se rendre Heritier. III.
Heritier, Si tout Heritier peut renoncer à l'heredité. III.

Heritier, Ce qu'il doit faire, lorsqu'il veut renoncer à une succession. III.
Heritier, De qui est necessaire pour faire un acte d'Heritier. III.
Heritier, Si l'Heritier qui a renoncé, peut revenir. III.
Heritier, Si l'Heritier peut renoncer en partie à une heredité. III.
Heritier, Si lorsqu'un des Heritiers se rend adjudicataire de la chose mise en licitation, les autres peuvent y avoir part, en le remboursant du prix III.
Heritier, Si l'Heritier peut recouvrer toutes sortes de dépenses. III.
Heritier, Dommages & interests contre l'Heritier qui retarde le partage. III.
Heritier, Si les heritiers peuvent regler differemment les garenties. III.
Heritier, Si les Heritiers se garentissent des charges pour leurs portions. III.
Heritier, Si l'Heritier est tenu d'une perte arrivée par une suite de son fait, qu'on puisse lui imputer. III.
Heritier, Si l'Heritier qui usurpe, porte seul les pertes qui en peuvent suivre. III.
Heritier, En quelles manieres l'Heritier tenu d'un rapport, peut y satisfaire. III.
Heritier, Si la simple institution d'Heritier fait un testament. III.
Heritier, En quel cas l'Heritier legitime est Heritier testamentaire. III.
Heritier, Si pour instituer un heritier il est necessaire qu'il soit nommé par son nom dans le testament. III.
Heritier, Si on peut instituer Heritier une personne inconnuë. III.
Heritier, Si l'institution est nulle par l'incertitude de l'Heritier. III.
Heritier, Si l'Heritier nommé par un testament peut y être témoin. III.
Heritier, Si l'Heritier renonçant, l'institution est inutile. III.
Heritier, Si l'Heritier legitime, étant institué, peut renoncer au testament pour succeder *ab intestat.* III.
Heritier, Heritier institué qui renonce par collusion avec le legitime. III.
Heritier, Ou sans collusion. III.
Heritier, Interpretation en faveur de l'Heritier legitime contre un étranger. III.
Heritier, Interpretation d'un premier Heritier preferée à une seconde dans les formes. III.
Heritier, Difference entre la condition de l'Heritier & celle des legataires. III.
Heritier, Si l'Heritier en general est plus favorisé que le legataire. III.
Heritier, Exemples de la preference de l'Heritier. III.
Heritier, Si la condition qui devoit distinguer deux Heritiers n'arrivant pas, ils succedent également. III.
Heritier, Trois manieres dont les Heritiers & les legataires d'une même chose peuvent être liez ou conjoints dans un testament. III.
Heritier, A une même heredité. III.
Heritier, Comment le droit d'accroissement se regle entre coheritiers. III.
Heritier, Si ce droit a lieu entre Heritiers non conjoints. III.
Heritier, Si l'Heritier qui meurt dans le tems de deliberer, transmet son droit. III.
CHeritier, as où l'institution d'heritier ne se transmet point. III.
Heritier, Si la faveur de l'Heritier institué fait subsister l'exheredation. III.
Heritier, Si l'Heritier legitime est chargé d'executer les codi [...] les. III.
Heritier, Si on peut imposer par un codicille une condition d'où dépende l'institution d'Heritier. III.
Heritier, Quelle difference il y a entre les Heritiers & les legataires. III.
Heritier, Si l'Heritier legataire peut s'en tenir à son legs, & renoncer à l'heredité. III.
Heritier, Si les Heritiers sont capables de legs. III.
Heritier, Si l'Heritier doit prendre soin de la chose leguée. III.
Heritier, Si l'Heritier doit garentir la délivrance d'une chose leguée indéfiniment. III.
Heritier, Quel Heritier peut demander la Falcidie. III.
Heritier, Quelle difference il y a entre l'Heritier beneficiaire & l'Heritier pur & simple. III.
Heritier, Pourquoi l'Heritier pur & simple ne peut prétendre la Falcidie. III.
Heritier, Si l'Heritier beneficiaire qui fraude, perd la Falcidie sur le fonds qu'il a voulu divertir. III.
Heritier, Aussi bien que sur le legs qu'il a voulu supprimer. III.
Si l'Heritier ab intestat perd la Falcidie pour avoir voulu renoncer au testament. III.
Heritier, Si entre plusieurs Heritiers differemment chargez de legs, chacun a sa Falcidie sur sa portion. III.
Heritier, Si un Heritier pour diverses portions doit les confondre pour la falcidie des legs de toutes. III.
Heritier, Si lorsqu'un Heritier chargé d'un legs conditionnel, instituë le legataire son Heritier, le legs diminuë la falcidie des legs ordonnez par cet Heritier. III.
Heritier, Si la charge imposée à un Heritier le regarde seul pour la falcidie. III.
Heritier, Si l'Heritier qui a païé ou promis de païer le legs entier, a la falcidie. III.
Heritier, Comment l'Heritier est privé de la falcidie. III.
Heritier, Si l'Heritier qui sous pretexte de la falcidie differe d'acquitter les legs, en doit les interests. III.
Heritier, Heritier substitué à lui-même. III.
Heritier, Si l'Heritier chargé d'une substitution peut en retenir un quart. III.
Heritier, En quel cas les biens substituez demeurent à l'Heritier. III.
Heritier, Si l'Heritier chargé de rendre tout ce qu'il y a eu des biens du défunt, doit rendre ce qu'il en a eu par des legs & des préciputs. III.
Heritier, Si l'Heritier doit restituer les fruits du fideicommis depuis son retardement. III.
Heritier, Quel soin l'Heritier doit prendre des biens substituez. III.
Heritier, Si l'Heritier peut recouvrer les dépenses faites pour le fideicommis. III.
Heritier, Peine de l'Heritier qui retient des biens du fideicommis. III.
Heritier, Si l'Heritier peut revoquer le païement du fideicommis nul, lorsqu'il l'a acquitté. III.
Heritier, Si l'Heritier qui restituë volontairement toute l'Heredité, peut demander la Trebellianique. III.
Heritier, Peine de l'Heritier chargé de rendre l'heredité, & qui n'en a pas fait inventaire. III.
Hermaphrodites, quels? I.
Hommes. Idée des Romains touchant l'origine de la societé des hommes.
Hommes. Pourquoi l'homme ignore les principes de la societé.
Hommes. Ce qu'il faut faire pour découvrir les premiers fondemens des Loix de l'homme.
Hommes. Pourquoi l'homme a été fait.
Hommes. Quelle est sa nature, & sa Religion,
Hommes. Par quel motif les Hommes sont obligez de s'unir & de s'aimer.
Hommes. Quel est l'état de l'Homme en cette vie.
Hommes. Quelles choses rendent les Hommes necessaires les uns aux autres.
Hommes. L'Homme est naturellement destiné au travail.
Hommes. Et à la societé par deux especes d'engagemens.
Hommes. Devoirs des Hommes entr'eux, ce que c'est.
Hommes. Pourquoi Dieu a mis les Hommes en societé.
Hommes. De quelles voïes Dieu se sert pour mettre chacun dans l'ordre des engagemens où il le destine.
Homme d'affaires. II.
Honneur d'une profession ou condition, ce que c'est. IV.
Honneur Divers sens de ce mot Honneur. V.
Hôpitaux, leur administration. IV.
Hôpitaux, Leurs divers usages. IV.
Hôpitaux, Leur police. V.
Hôpitaux, Reglement de leurs dépenses. V.
Hôpitaux, Devoirs de ceux qui sont emploïez au service des Hôpitaux. V.
Hôpitaux, Il ne faut recevoir que les vrais pauvres dans les Hôpitaux. V.
Hôpitaux, Voïez *Communautez.*

Hôteliers, leurs engagemens. I.
Hôteliers, Comment l'Hôtelier est chargé des choses par le fait de ses domestiques. I.
Hôteliers, Quels doivent être ses soins. I.
Hôteliers, S'il répond des larcins. I.
Hôteliers, S'il répond de ses domestiques. I.
Huissiers, quelles sont leurs fonctions V.
Huissiers, Quels Officiers sont. V.
Hypotheques, leur origine. II.
Hypotheques, Sa nature & son usage. II.
Hypotheques, Quelles choses en sont susceptibles ou non. II.
Hypotheques, Ce que signifie le mot d'Hypotheque. II.
Hypotheques, Pourquoi l'Hypotheque a été établie. II.
Hypotheques, Pour quelles choses on peut Hypothequer ses biens. II.
Hypotheques, S'il y a Hypotheque pour un prest à venir. II.
Hypotheques, Sur les biens à venir. II.
Hypotheques, Comment l'Hypotheque s'étend à tous les biens, ou se borne à de certains biens. II.
Hypotheques, Accessoires de l'Hypotheque. II. *et suiv.*
Hypotheques, Si l'Hypotheque sur le fonds peut s'étendre sur le bâtiment élevé sur le fonds Hypothequé. II.
Hypotheques, Fonds Hypothequé en même tems à deux creanciers. II.
Hypotheques, Preference du possesseur en parité d'Hypotheque. II.
Hypotheques, Hypotheque sur la portion indivise de l'un des heritiers. II.
Hypotheques, Hypotheque du creancier sur toutes les portions des heritiers du debiteur. II.
Hypotheques, Hypotheque pour tous les heritiers du creancier sur tout ce qui est hypothequé. II.
Hypotheques, Si l'Hypotheque fait une affectation indivise. II.
Hypotheques, Quelles choses peuvent être hypotequées ou non. II.
Hypotheques, Hypotheque sur le fonds d'autrui. II.
Hypotheques, Stellionat dans l'Hypotheque. II.
Hypotheques, Comment le tuteur, le procureur & autres, peuvent Hypothequer. II.
Hypotheques, Hypotheque sur des choses incorporelles. II.
Hypotheques, Quelles choses ne sont point sujettes à Hypotheque. II.
Hypotheques, Si on peut Hypothequer ses biens pour les dettes des autres. II.
Hypotheques, En quel cas l'Hypotheque a son effet, lorsque le debiteur engage ce qui est à un autre. II.
Hypotheques, Combien il y a de sortes d'Hypotheque. II.
Hypotheques, Autres especes d'Hypotheque. II.
Hypotheques, Quelles sont les manieres dont on acquiert l'Hypotheque. II.
Hypotheques, Hypotheque expresse, ce que c'est. II.
Hypotheques, Quels sont les effets de l'Hypotheque. II. *et suiv.*
Hypotheques, S'ils ont lieu, soit que l'Hypotheque soit generale ou speciale. II.
Hypotheques, Si le creancier a le choix d'exercer son Hypotheque sur celle qu'il voudra de plusieurs choses Hypothequées pour une seule dette. II.
Hypotheques, Quel est l'effet de l'Hypotheque avant le terme du païement. II.
Hypotheques, Si on peut exercer une Hypotheque sur une dette conditionnelle. II.
Hypotheques, Quel est l'effet de l'Hypotheque d'un second creancier sur la chose déja engagée à un autre. II.
Hypotheques, Si la perte de l'Hypotheque diminuë la dette. II.
Hypotheques, D'où dépend l'effet de l'Hypotheque. II.
Hypotheques, Hypoteque acquise au Roi sur tous les biens des Officiers comptables. II.
Hypotheques, Entre hypotheques celle du Roi ne va que dans son ordre. II.
Hypotheques, Comment s'éteint l'hypotheque. II.
Hypotheques, Si l'hypotheque revit, le païement fait ne subsistant point. II.
Hypotheques, Si l'hypotheque s'éteint, le fonds hypothequé cessant d'être en commerce, ou s'il vient à perir. II.
Hypotheques, Si la prescription de la dette éteint l'hypotheque. II.
Hypotheques, Si l'hypotheque assignée sur un fonds qui vient à se perdre, subsiste encore. II.
Hypotheques, Quel est l'effet de la redhibition de la chose hypothequée. II.

I

JARDIN. Si le legs d'une maison comprend le Jardin qui en fait partie. III.
Jeunesse. Devoirs de ceux qui instruisent la Jeunesse hors des Universitez. IV.
Ignorance des faits pourquoi est presumée. I.
Ignorance Cas où l'ignorance du droit ne sert de rien. I.
Imbecilles, leur état. I.
Immeubles, ce que c'est. I.
Immeubles, Ce qui est compris sous ce nom. I.
Immeubles, Comment se fait la delivrance des immeubles. I.
Immeubles, Clause de precaire omise dans un contrat de vente d'Immeubles. I.
Immeubles, Si les Immeubles des Eglises & des Communautez peuvent se vendre. I.
Immeubles, Si dans la vente des Immeubles la lesion de plus de moitié de prix, rend la vente nulle. I.
Immeubles, En quel cas dans la vente des Immeubles il peut y avoir lieu à la redhibition. I.
Immeubles, Si des Immeubles peuvent être prêtez. I.
Immeubles, Si on peut mettre en dépôt des Immeubles. I.
Immeubles, Délivrance & prise de possession des Immeubles. II.
Immeubles, Immeubles acquis au Souverain. IV.
Impositions de deniers publics, de trois sortes. IV.
Leur justice & leur necessité. IV.
Imposition sur les denrées & marchandises. IV.
Imposition des tailles personnelles & des tailles réelles. IV.
Impositions personnelles, sujettes à deux sortes de changemens. IV.
Impositions sur les fonds reçoivent aussi des changemens. IV.
Impositions & levées des deniers publics. IV.
Imprimerie de quelle espece de necessité est necessaire. IV.
Impuberes, quels? I.
Impuberes, Si les Impuberes peuvent faire testament. III.
Impuberes, S'ils peuvent recevoir par testament. III.
Incapacité, si elle exclut de la tutele. II.
Incapacité, Ses causes. II. *et suiv.*
Incapacité survenuë. II.
Incapacitez de succeder, quelles III.
Incapacitez de succeder, Effet de l'Incapacité survenuë aprés l'ouverture de la succession ab inteat. III.
Incapacitez de succeder, Quel est l'effet de toutes les Incapacitez. III.
Incendies causez par imprudence ou negligence. II.
Indignes pour succeder, quels? III. *et suiv.*
Indignes pour succeder, Distinctions à faire entre les causes qui rendent indigne de succeder. III.
Infamie. Si les personnes notées d'infamie peuvent être témoins dans un testament. III.

Infirmes, comment peuvent faire testament. III.
Ingratitude dissimulée par le donateur. I.
Inimitié capitale, si elle est une excuse valable pour se faire décharger d'une tutele. I.
Inefficiosité. Voïez *Plainte.*
Insensez, quels? I.
Insensez, Si les Insensez peuvent vendre leurs biens. I.
Insensez, Si les Insensez sont capables de succeder. III
Insensez, Quand les Insensez peuvent faire testament. III.
Insensez, S'ils peuvent recevoir par testament. III.
Insensez, S'ils peuvent être témoins dans un testament. III.
Institutions contractuelles. III.
Institutions Remarques de quelques principes sur les institutions contractuelles. III.
Integrité, quelle doit être celle des Officiers de Justice. V. *et suiv.*
Intention. Si dans les conventions l'Intention doit être preferée à l'expression. I.
Interdits, s'ils peuvent vendre leurs biens. I.
Interests de la chose prêtée. I.
Interests Interest d'Interest, illicite. I.
Interests Interest des deniers reçus pour un absent. II.
Interests Difference entre les Interests & les dommages & Interests. II.
Interests Pourquoi les Interests sont fixez par la Loi, & les dommages & Interests indéfinis. II.
Interests Ce que c'est qu'Interest. II.
Interests En quoi il consiste. II.
Interests Quand il est dû. II.
Interests Si l'acheteur d'un fonds doit l'Interest du prix. II.
Interests Interêts dûs aprés la demande. II.
Interests En quels cas on peut stipuler les Interests des sommes qui de leur nature n'en produiroient pas. II.
Interests Pourquoi la dot doit de sa nature produite des Interests. II.
Interests Si ceux qui retiennent des deniers appartenans à d'autres personnes, & qui les tournent à leur profit, en doivent l'Interest. II.
Interests Si le debiteur doit l'Interest de l'Interest. II.
Interests Comment s'entend la défense de prendre des Interests d'Interests. II.
Interests En quel cas celui qui païe des Interests pour un autre, n'en peut prendre d'Interests. II.
Interests Cas où il est dû des Interests d'Interests. II.
Interests Quelles sont les causes qui peuvent donner lieu à des Interests. II.
Interests Discernement des cas où il est dû des Interests, & de ceux où il n'en est point dû. II.
Interests S'il est dû Interest des fruits. II. *Dommages.*
Interests De quel jour sont dûs les Interests des legs de deniers. III.
Interests Si les Interests des legs pieux sont dûs sans demande. III.
Interrogatoire. Differentes manieres dont on peut avoir la confession d'une partie sur des faits. II.
Interrogatoire. Par qui doit être ordonné l'Interrogatoire de la partie. II.
Interrogatoire. Comment doit répondre celui qui est interrogé. II.
Interrogatoire. Quel est l'usage des Interrogatoires. II.
Interrogatoire. Si la réponse faite par une erreur de fait, est nuisible. II.
Interrogatoire. Quel est l'effet des Interrogatoires. II.
Interrogatoire. S'ils empêchent l'effet des autres preuves. II.
Interrogatoire. Quelle difference il y a entre les Interrogatoires & la demande de communication des pieces d'une partie. II.
Intestat. Combien il y a d'ordres de personnes qui succedent *ab intestat.* III.
Inventaire comment doit être fait. III.
Inventaire Ce qu'il doit comprendre. III.
Inventaire Si on en peut reparer les omissions. III.
Josué, successeur de Moïse, promesse que Dieu lui fit. IV.
Jours regardez comme ouvertures. I.
Jours Deux sortes de servitudes pour les jours. I.
Juge. L'effet des preuves dépend de la prudence du Juge. II.
Juge. Ce qu'il doit faire pour connoître quel doit être l'effet d'une preuve. II.
Juge. S'il doit voir les témoins. II.
Juge. Sa prudence pour discerner l'effet des presomptions. II.
Juge. En quel cas il peut ordonner le serment. II.
Juge. Quel est le devoir du Juge sur le serment deferé ou referé. II.
Juge. Si le Juge peut compenser d'office. II.
Juge. Signification de ce mot Juges selon la Langue sainte. IV.
Juge. Nom de Dieux, donné aux Juges. IV.
Juge. Deux sortes de Juges. V. *et suiv.*
Juge. Quelles qualitez doivent avoir les Juges. V. *et suiv.*
Juge. Vices ausquels ils sont sujets. V.
Juge. Doivent s'abstenir de connoître de certaines causes. V.
Juge. Quelle doit être leur application à leurs fonctions. V. *et suiv.*
Juge. Comment les Juges sont distinguez des uns des autres. V.
Juge et Consuls, leur jurisdiction. V.
Juge et Consuls, Leurs fonctions s'exercent sans gages. V.
Juifs, leur gouvernement monarchique sous Moïse & ses successeurs. IV.
Jurisdiction des Marchands. IV.
Jurisdiction, de deux sortes. V.
Justice, son autorité sur l'esprit & sur le coeur de l'homme. IV.
Justice, La force de la Justice doit regner dans tout le détail. IV.
Justice, En quoi consiste la capacité des Officiers de Justice. V. *et suiv.*
Justice, Quelle doit être leur probité ou integrité. V.
Justice, Rang de ceux qui administrent la Justice. IV.
Justice, Leur subordination. IV.
Justice, Voïe de Justice, ce que c'est. V. *Presseance. Robe.*

L

LACS, qu'on appelle mers. IV.
Legataire, s'il est obligé de tenir le bail fait par le testateur. I.
Legataire, Quel est le devoir des Legataires d'un défunt. II.
Legataire, Pourquoi les Legataires ne sont pas tenus comme l'heritier, du fait des testateurs. II.
Legataire, Difference entre la condition des Legataires & celle de l'heritier. III.
Legataire, Exemples où le Legataire est favorité. III. *et suiv.*
Legataire, Trois manieres dont les Legataires & heritiers d'une même chose peuvent être liez ou conjoints dans un testament. III.
Legataire, A un même legs. III.
Legataire, Si le droit d'accroissement a lieu entre Legataires d'une même chose. III.
Legataire, S'il a lieu entre Legataires par portions. III.

Legataire, Divers cas d'accroissement entre Legataires conjoints. III.
Legataire, Quelle difference il y a entre les Legataires & les heritiers. III.
Legataire, Si un Legataire peut être chargé d'un legs envers d'autres. III.
Legataire, Si un legataire de plusieurs legs peut accepter les uns & rejetter les autres. III.
Legataire, De quel tems le droit du Legataire lui est acquis. III. *et suiv.*
Legataire, Si le Legataire venant à mourir avant que d'avoir reçû la chose leguée, transmet le legs à son heritier. III.
Legataire, Si le Legataire qui a survêcu au testateur, transmet son droit à son heritier. III.
Legataire, Si le Legataire qui meurt avant le choix, transmet son droit. III.
Legataire, Si les retardemens du droit de l'heritier retardent celui du Legataire. III.
Legataire, Si le Legataire peut prendre son legs par voïe de fait. III.
Legataire, Dommages & interests contre le Legataire, faute de recevoir son legs. III.
Legataire, Si toute perte où rien ne peut être imputé à l'heritier, regarde le Legataire. III.
Legataire, Si lorsque le Legataire se rend indigne du legs, il est revoqué. III.
Legataire, Si les Legataires chargez de legs sur les leurs, ont la Falcidie. III.
Legataire, Si le Legataire d'un fonds chargé d'une pension sur les fruits de ce fonds retient la Falcidie, quoiqu'il la souffre. III.
Legislateur. L'intention du Legislateur dans les Loix arbitraires fixe les temperamens de l'équité. I.
Legitimation des bâtards à qui appartient. IV.
Legitimation Si la Legitimation par le mariage du pere avec la mere du bâtard, fait cesser le droit de bâtardise. IV.
Legitime des enfans ce que c'étoit dans l'ancien Droit Romain. III.
Legitime Ce que c'est que la Legitime. III.
Legitime A qui elle est dûë. III.
Legitime Comment se regle la Legitime des enfans au premier degré. III.
Legitime Et aux autres degrez. III.
Legitime A qui la Legitime est dûë entre Ascendans. III.
Legitime Si les freres ont droit de Legitime. III.
Legitime Ce que c'est que la quote de la Legitime. III.
Legitime Comment la Legitime des enfans est differente. III.
Legitime Quelle est celle de ceux qui viennent par representation. III.
Legitime Ce que c'est que la Legitime des Ascendans. III.
Legitime Sur quels biens se prend la Legitime. III.
Legitime Ce que c'est que la demande de la Legitime. III.
Legitime Si les biens donnez sont sujets à la Legitime. III.
Legitime Depuis quel tems sont dûs les fruits de la Legitime. III.
Legitime Si la Legitime peut être sujette à quelques charges. III.
Legitime Si la Legitime des enfans de divers mariages est distinguée. III.
Legitime Quel est le privilege de la Legitime des enfans. III.
Legitimes. Quels enfans sont Legitimes? I.
Legs. Si l'heritier peut faire reduire les Legs. III.
Legs reduits. III.
Legs Si les Legs du testament inofficieux subsistent. III.
Legs Interpretation d'un Legs qui se rapporte à deux choses, & qu'il faut fixer à une. III.
Legs Si l'erreur dans le nom de la chose leguée nuit au Legs. III.
Legs Si le Legs d'une maison comprend le jardin qui en fait partie. III.
Legs Comment les Legs d'un second testament subsistent III.
Legs Comment se regle un Legs pour un ouvrage. III.
Legs Si un Legs fait en cas que l'heritier l'agrée, est conditionel. III.
Legs Transmission du Legs pur & simple. III.
Legs Du Legs conditionel. III.
Legs Du Legs à jour incertain. III.
Legs Sûreté pour les Legs conditionels. III.
Legs Si les Legs d'un testament inofficieux subsistent. III.
Legs, ce que c'est. III.
Legs, Ce qui est compris sous le nom de Legs. III.
Legs, Definition du Legs. III.
Legs, Si les Legs sont de même nature que les fideicommis particuliers & les donations à cause de mort. III.
Legs, En quoi consiste la validité des Legs. III.
Legs, Si un testateur peut charger d'un Legs, son legataire. III.
Legs, Comme se doit partager une même chose leguée à deux ou plusieurs personnes. III.
Legs, Si les Legs ne sont dûs qu'aprés toutes les dettes. III.
Legs, Quelles personnes peuvent faire des Legs. III.
Legs, En quel tems il faut considerer la capacité on incapacité de leguer. III.
Legs, A quelles personnes on peut, ou, on ne peut leguer. III.
Legs, Si on peut leguer des alimens à un incapable d'autres legs. III.
Legs, Si on peut leguer aux heritiers. III.
Legs, Comment se doit partager un Legs commun à deux heritiers. III.
Legs, Si l'heritier legataire peut s'en tenir à son Legs, & renoncer à l'heredité. III.
Legs, Si un testateur peut faire un Legs à une personne inconnuë & même incertaine. III.
Legs, Si on peut Leguer à une personne d'entre plusieurs. III.
Legs, Si on peut Leguer à une Ville ou à une Communauté. III.
Legs, Si on peut Leguer toute sorte de choses. III.
Legs, Si les choses publiques ou sacrées peuvent être Leguées. III.
Legs, Si on peut Leguer une chose qui est à un autre. III.
Legs, En quels cas le Legs d'une chose qui n'appartient pas au testateur, est nul. III. *et suiv.*
Legs, Si le Legs d'une chose acquise par le legataire à titre lucratif, demeure nul. III.
Legs, Legs de la même chose à la même personne par deux testateurs. III.
Legs, Si deux Legs d'une même somme sont deux Legs d'une même chose. III.
Legs, Comment se reduit le Legs d'un fonds dont le testateur n'a qu'une portion. III.
Legs, Si un creancier peut Leguer à son debiteur tout ce qu'il lui doit, ou une partie. III.
Legs, Si le Legs, fait à un de deux coobligez solidairement, acquite tous les deux. III.
Legs, Si le Legs d'une surseance à un debiteur le décharge des interêts. III.
Legs, Si on peut leguer une chose engagée. III.
Legs, Si on peut Leguer des choses qui ne sont pas encore en nature. III.
Legs, Comment se borne le Legs d'une certaine quantité de grains à prendre sur une recolte, ou dans un grenier. III.
Legs, Comment se regle un Legs indefini de meubles. III.
Legs, Si le Legs d'une chose specifiée comme étant au testateur, est nul, lorsqu'elle ne se trouve pas dans sa succession. III.
Legs, Comment se doit entendre le Legs d'une chose indeterminée en son espece. III.
Legs, Si on peut Leguer un ouvrage à faire. III.
Legs, Pourquoi le Legs vague d'un fonds est nul. III.
Legs, Comment ce qui est ajoûté au fonds legué appartient on n'appartient pas au legataire. III.
Legs, Si l'augmentation d'un fonds legué a l'effet de revoquer le legs. III.

Legs, Si le Legs d'un fond comprend la servitude necessaire pour ce fonds sur un autre de l'heredité. III.
Legs, Si le Legs d'une maison de la Ville, ou de la campagne en comprend les meubles. III.
Legs, Ce que comprend le Legs d'une maïson avec les meubles. III.
Legs, Si les papiers sont compris dans le Legs de tout ce qui est dans la maison. III.
Legs, Legs d'un usufruit à plusieurs, & de la propriété à l'un d'eux. III.
Legs, Si on peut leguer un usufruit de choses mobiliaires. III.
Legs, Comment le Legs d'une portion de fruits subsiste aprés la vente du fonds. III.
Legs, Si la charge du Legs d'un usufruit passe à l'heritier, lorsque le Legs n'a pas lieu. III.
Legs, Quelle difference il y a entre un Legs annuel, & un Legs d'usufruit. III. *et suiv.*
Legs, Si le Legs annuel est acquis au commencement de l'année. III.
Legs, Si un Legs à païer en plusieurs années, est d'une autre nature qu'un Legs annuel. III.
Legs, Si les Legs d'une somme à distribuer à un certain jour est perpetuel ou annuel. III.
Legs, Si le Legs d'alimens ou d'entretien sont pour la vie du legataire. III.
Legs, Comment les Legs d'alimens jusqu'à la puberté doivent s'entendre III.
Legs, Comment les Legs d'alimens se reglent. III.
Legs, Comment se regle un Legs d'alimens que le testateur avoit coûtume de donner. III.
Legs, En quoi les Legs d'alimens sont favorables. III.
Legs, Quels sont les Legs pieux. III.
Legs, Difference entre les Legs pieux & les autres par leurs motifs & leur usage. III.
Legs, Difference entre un Legs pieux & un Legs qui regarde quelque bien public. III.
Legs, Quel usage on doit faire d'un Legs pieux sans destination. III.
Legs, De qui dépend l'execution des Legs pieux. III.
Legs, Si on peut destiner un Legs pieux à un autre usage que celui que le testateur auroit ordonné. III.
Legs, Quel est le privilege des Legs pieux. III.
Legs, En quelles manieres on peut Leguer une de deux ou de plusieurs choses. III.
Legs, Legs qui ne marquent pas à qui en sera le choix III.
Legs, Comment se doit entendre le Legs d'une chose entre plusieurs. III.
Legs, Legs au choix de l'heritier & du legataire. III.
Legs, Legs au choix d'un tiers. III.
Legs, Si celui qui a le choix, peut le differer. III.
Legs, Si l'heritier qui avoit le choix, est tenu de la perte ou diminution à laquelle son retardement a donné lieu. III.
Legs, S'il en est de même du legataire. III.
Legs, Si lorsque des choses dont le choix étoit legué, il n'en reste qu'une, elle est au legataire. III.
Legs, Si aprés le choix la chose perit, le legataire en souffre la perte. III.
Legs, Si l'heritier ou legataire qui a fait son choix, peut en faire un autre. III.
Legs, Si le legataire qui a le droit d'un choix, peut le faire avant que l'heritier ait accepté la succession. III.
Legs, Si le legataire de ce qui restera aprés le choix d'un autre, a tout, le choix n'étant pas fait. III.
Legs, Si le droit de choisir passe à l'heritier du legataire. III.
Legs, Quelles sont les choses dont les testateurs ont la liberté de faire des Legs. III.
Legs, La volonté du testateur doit regler les fruits & les revenus du Legs. III.
Legs, De quel jour sont dûs les fruits des Legs. III.
Legs, De quel jour sont dûs les interêts des Legs de deniers. III.
Legs, Profit des Legs qui est d'autre nature que les fruits & les interêts. III.
Legs, Si les fruits & les interêts des Legs pieux sont dûs sans demande. III.
Legs, Combien il y a de sortes de Legs. III.
Legs, De quel moment le legs pur & simple est acquis au legataire. III.
Legs, S'il en est de même du Legs conventionnel. III.
Legs, Trois autres sortes de Legs qu'il faut distinguer. III.
Legs, Difference entre le tems où le Legs est acquis, & le tems où il peut être demandé. III.
Legs, En quel cas le Legs conditionnel ne se transmet point. III.
Legs, Si le Legs pur & simple est transmis, lorsque le legataire meurt avant le terme. III.
Legs, Quels sont les Legs proprement conditionnels III.
Legs, Si celui de qui la veuve est enceinte, transmet le Legs fait à condition qu'il eût des enfans. III.
Legs, Si une condition injuste, mal honnête ou impossible suspend le Legs. III.
Legs, Si les Legs à un tems incertain sont conditionnels. III.
Legs, Si les Legs attachez aux personnes se transmettent. III.
Legs, Comment est consideré un Legs annuel. III.
Legs, Exemple d'un Legs attaché à la personne du legataire. III.
Legs, Legs dont l'effet est suspendu, & qui se transmet. III.
Legs, Si le Legs dont l'heritier substitué est chargé, est acquis par la mort du testateur. III.
Legs, De quel tems sont dûs les Legs sans terme ni condition. III.
Legs, En quel lieu la chose leguée doit être délivrée au legataire. III.
Legs, Si l'heritier est tenu du Legs d'un cheval, qui s'est échappé avant la mort du testateur. III.
Legs, Sureté pour les Legs. III.
Legs, Si l'heritier peut recouvrer ce qu'il a dépensé pour la conservation de la chose leguée. III.
Legs, S'il doit acquitter les charges des fonds leguez jusqu'a la délivrance. III.
Legs, S'il souffre la perte arrivée aprés son retardement. III.
Legs, S'il doit garentir la délivrance d'une chose leguée indéfiniment. III.
Legs, Garentie du Legs d'une chose designée en particulier. III.
Legs, Si l'heritier peut être restitué du païement d'un Legs quoique nul. III.
Legs, Si cela a aussi lieu à l'égard d'un Legs dont la condition ne seroit pas arrivée. III.
Legs, En quelles manieres un Legs peut être nul. III.
Legs, Comment un Legs peut être revoqué, diminué ou transferé. III.
Legs, Si un Legs nul dans son origine, peut valider dans la suite. III.
Legs, Si cela a lieu pour les Legs conditionnels, III.
Legs, Si le Legs devient nul, lorsque le legataire meurt avant la mort du testateur. III.
Legs, Si la charge imposée au Legs annullé passe à celui qui en profite. III.
Legs, Si un Legs qui étoit bon au tems du testament, peut devenir nul par un changement. III.
Legs, Diverses manieres de revoquer les Legs. III.
Legs, Si le Legs d'une dette est revoqué lorsque le testateur s'en fait païer. III.
Legs, Si l'alienation de la chose leguée revoque le Legs. III.
Legs, Si une donation a le même effet. III.
Legs, Si l'engagement de la chose leguée revoque le Legs. III.
Legs, S'il en est de même des changemens qui la reforment & qui la renouvellent. III.
Legs, Si le Legs d'un troupeau de moutons subsiste, quoi qu'il n'en reste aucun des premiers. III.
Legs, Si, lorsque la chose leguée change de nature, le Legs est revoqué. III.
Legs, S'il en est de même, lorsqu'il ne reste de la chose leguée que des accessoires. III.
Legs, Si le Legs diminuë par la diminution des choses leguées. III.
Legs, Par un détachement d'un partie du fonds legué, pour la joindre à un autre. III.
Legs, Si le Legs transferé est ôté au premier legataire. III.

Legs, Revocation d'un de deux Legs qui n'en annulle aucun des deux. III.
Legs, Si le Legs est revoqué, lorsque le legataire s'en rend indigne. III.
Legs, Si les Legs sont diminuez sans le fait du testateur par la Falcidie. III.
Legs, Si les Legs peuvent exceder les trois quarts des biens. III.
Legs, Si les Legs sont sujets à la Falcidie. III.
Legs, Si le Legs d'une servitude est sujet à la Falcidie. III.
Legs, Si le Legs de l'avance d'une dette à terme ou sous condition, est sujet à la Falcidie. III.
Legs, Si le Legs d'une dette dont le debiteur est insolvable, est compté pour la Falcidie. III.
Legs, Si le Legs d'un fonds avec prohibition d'aliener est sujet à la Falcidie. III.
Legs, Si le Legs dont la délivrance ou le païement est differé, est moins estimé pour la Falcidie. III.
Legs, Si l'heritier sous prétexte de la falcidie differe d'acquitter les Legs, en doit les interêts. III.
Legs, Lesion de plus de moitié du prix, si elle rend la vente nulle. I.
Legs, De quel jour l'acheteur doit rendre les fruits, lorsqu'il y a Lesion de plus de moitié du juste prix. I.
Lesion en partage. II.
Lesion en partage. Comment une Lesion considerable dans un partage peut être reparée. III.
Lettres de change, leur nature. I.
Lettres de benefice d'âge à quel âge s'obtiennent. II.
Lettres de benefice d'âge Quel est leur effet. II.
Liberalitez frauduleuses. II.
Liberté, ce que c'est, & en quoi elle consiste. I.
Libertez de l'Eglise Gallicane. IV.
Licitation quand se fait. I.
Licitation des biens qui ne peuvent être partagez. III.
Licitation Comment se doit faire la Licitation. III.
Lieu. Comment le changement des Lieux arrivé par un cas fortuit peut être reparé. II. *et suiv.*
Lieux exemts de certaines contributions. IV.
Lieux publics, leur police. IV.
Lieux publics, Choix des personnes pour prendre le soin des Lieux publics. IV.
Lieux publics, Voïez *Places.*
Lignes de parenté, ce que c'est. III.
Ligne des Ascendans. III.
Ligne des Descendans. III.
Lignes collateralles pourquoi ainsi appellées. III.
Livres. A qui appartient l'approbation ou censure des Livres. IV.
Locataire qui quitte par la crainte de quelque peril, s'il est tenu des loïers & du dommage. I.
Locataire Pour quelles choses il peut être poursuivi, lorsqu'il abandonne sans cause l'habitation de la maison loüée. I.
Locataire S'il est tenu de faire les reparations. I.
Locataire Ce qu'il faut faire lorsque le Locataire d'une maison disparoît sans païer les loïers. I.
Locataire A quoi sont affectez les meubles du Locataire. I.
Locataire En quel cas le Locataire est obligé de vuider la maison loüée. I.
Locataire Si faute de païement le Locataire peut être expulsé. I.
Locataire Autres cas où il peut être encore expulsé. I.
Locataire Si le Locataire peut rompre le bail d'une maison pour incommodité survenuë. I.
Loix. Premiers principes des Loix inconnus aux Païens. I.
Loix. Quels sont les principes des Loix.
Loix. Comment on juge du caractere de la certitude de ces principes.
Loix. Voïe seure pour découvrir les premiers principes des Loix.
Loix. Deux especes de Loix, les unes inmuables, & les autres arbitraires.
Loix. Pourquoi les Loix immuables s'appellent ainsi.
Loix. Exemples des Loix immuables & arbitraires.
Loix. Quelle est l'origine des Loix immuables.
Loix. Des Loix arbitraires.
Loix. Difficultez qui naissent des Loix immuables. *et suiv.*
Loix. Par quelles regles, arbitraires ou immuables, doivent être reglées les matieres inventées.
Loix. Quelle difference il y a entre les matieres naturelles & les matieres inventées, par rapport aux Loix.
Loix. Deux sortes de Loix arbitraires.
Loix. En quels livres elles sont comprises.
Loix. Quatre autres especes de Loix arbitraires qui sont en usage dans ce Roïaume.
Loix. Difference entre les Loix naturelles & les Loix arbitraires.
Loix. Quels sont les differens caracteres de leur justice & de leur autorité.
Loix. En quoi consistent la justice & l'autorité de toutes les Loix.
Loix. Remarque à faire sur la distinction des Loix immuables.
Loix. Fondemens de cette distinction.
Loix. Quel est l'esprit de toutes les Loix.
Loix. Pourquoi les Loix arbitraires sont toûjours en évidence.
Loix. Si les Loix naturelles sont toûjours à préferer aux Loix arbitraires.
Loix. Difficulté d'appliquer les Loix aux questions qui se presentent.
Loix. Necessité d'étudier les Loix naturelles.
Loix. Deux causes de cette necessité.
Loix. Deux sortes de regles de l'étude des Loix naturelles.
Loix. Exemples de l'une & l'autre sorte.
Loix. Loix naturelles qui semblent quelquefois abolies par des Loix contraires.
Loix. Differens effets de quelques Loix naturelles.
Loix. Autre division des Loix, en Loix divines & Loix humaines.
Loix. A quelles Loix on donne le nom de Loix divines.
Loix. Distinction des Loix de la Religion & des Loix de la police.
Loix. Quelles Loix sont communes & propres à l'une & l'autre.
Loix. Leurs fins differentes.
Loix. Difference entre les Loix arbitraires de la Religion, & les Loix arbitraires de la police.
Loix. Comment les Loix étoient divisées dans le Droit Romain.
Loix. Autre maniere de diviser les Loix.
Loix. Differens effets des Loix naturelles & des Loix arbitraires.
Loix. Presomption pour l'utilité d'une Loi nonobstant les inconveniens.
Loix. Quels sont les interpretes des Loix.
Loix. Comment une Loi s'abolit.
Loix. Si les Loix & coûtumes des lieux voisins peuvent servir d'exemple & de regle.
Loix. Comment il faut juger du sens & de l'esprit d'une Loi.
Loix. Quelles Loix doivent s'étendre ou se restreindre.
Loix. Quels sont les divers effets ou usages des Loix.
Loix. Etenduë des Loix selon leur esprit.

Loix. Importance de distinguer les differentes sortes de Loix.
Loix. Toutes les matieres des Loix sont ou de la Religion ou de la police temporelle.
Loix. Quelles Loix sont en usage dans ce Roïaume.
Loix. Ce qu'on entend par ce mot Loi. I.
Loix. Pourquoi les Loix doivent être écrites I.
Loix. Deux sortes de Loix arbitraires. I.
Loix. Ce que les Loix naturelles reglent. I.
Loix. Sur quoi s'étend le pouvoir des Loix arbitraires. I.
Loix. Quel est l'effet des Loix nouvelles à l'égard du passé. I.
Loix. Autre effet des Loix nouvelles. I.
Loix. De quel tems les Loix arbitraires commencent d'avoir leur effet. I.
Loix. Deux manieres dont les Loix arbitraires peuvent être abolies. I.
Loix. En quoi consiste l'usage & l'autorité de toutes les Loix. I.
Loix. Les Loix sont generales. I.
Loix. En quels cas il est necessaire d'interpreter les Loix. I.
Loix. Ce que fixe l'intention du Legislateur dans les Loix arbitraires. I.
Loix. Diverses vûës necessaires pour l'interpretation des Loix. I.
Loix. Quel est l'esprit des Loix. I.
Loix. En quel cas les Loix naturelles sont mal appliquées. I.
Loix. Aussi bien que les Loix arbitraires, I.
Loix. Ce qu'il faut faire pour bien entendre le sens d'une Loi. I.
Loix. Comment on peut suppléer à la Loi. I.
Loix. En quel cas il faut recourir au Prince pour l'interpretation de la Loi. I.
Loix. S'il faut suivre la Loi, quoique le motif en soit inconnu. I.
Loix. Quelles Loix s'établissent favorablement. I.
Loix. Quelles Loix se restreignent. I.
Loix. Loix dont les dispositions ne s'étendent pas hors de ce qu'elles reglent expressément. I.
Loix. Les Loix s'interpretent les unes les autres & par l'usage. I.
Loix. Les Loix s'étendent à ce qui est essentiel à leur intention. I.
Loix. Les Loix qui permettent, s'étendent du plus au moins. I.
Loix. Les Loix qui défendent, s'étendent du moins au plus. I.
Loix. Comment les droits sont acquis aux personnes par l'effet des Loix. I.
Loix. Si les Loix ont leur effet indépendamment de la volonté des particuliers. I.
Loix. Comment les Loix Civiles distinguent les personnes. I.
Loix. Comment les Loix regardent les choses. I. *et suiv.*
Loix. Quel est l'esprit des Loix. III.
Loix. En quel sens le souverain est au dessus des Loix. IV.
Loüage en general, ce que c'est. I.
Loüage en general, Comment s'accomplit le loüage. I.
Loüage en general, Quelles choses on peut loüer ou non. I.
Loüage en general, Si on peut loüer une chose dont on n'est pas le maître. I.
Loüage en general, Comment se fait le prix d'un Loüage. I.
Loüage en general, Si celui qui tient à Loüage, une maison ou autre heritage, peut la loüer ou bailler à ferme à d'autres personnes. I.
Loüage en general, Quels sont les engagemens de celui qui baille à Loüage. I.
Loüage en general, Vices de la chose loüée. I.

M.

MACEDONIEN. Senatusconsulte Macedonien d'où ainsi appellé. I.
Majeurs, quels? I.
Majeurs, De quelles causes les majeurs peuvent se servir pour être relevez des actes où il y a quelque vice. II. *et suiv.*
Majeurs, Si le Majeur coheritier du mineur relevé, demeure heritier. III.
Maires de Ville, leurs fonctions. IV.
Maison. Si celui qui habite une Maison, est tenu du dommage causé par ce qui en est jetté, ou qui en peut tomber. III. *et suiv.*
Maison. Si le legs d'une Maison comprend le jardin qui en fait partie. III.
Maison. Quels sont les accessoires d'une Maison. III.
Maison. Voïez *Legs. Meubles.*
Maisons Religieuses. Voïez *Communautez.*
Maison du Roi, ses charges. V.
Maîtres, leurs engagemens. I.
Maîtres, Solidité contre les Maîtres pour le fait de leur préposé. I.
Maîtres, Solidité contre les Maîtres qui exercent ensemble un commerce. I.
Maîtres, Si le Maître de la chose doit ce qui a été dépensé pour la conserver. II.
Maîtrises des Arts. IV.
Maîtrises des Arts. Police de ces Maîtrises. IV.
Malades, s'ils peuvent tester. III.
Malte. Si les Chevaliers de Malte sont Religieux. IV.
Malte. Leur rang. IV.
Malversations de ceux qui levent des droits, comment punies. IV.
Mandement. Voïez *Procuration.*
Marchands, à qui sont dûs des frais funeraires, leur privilege. II.
Marchands, Par quel tems se prescrivent les demandes des parties des Marchands vendant en détail II.
Marchands, Leur rang. IV.
Marchands, Distinction entr'eux. IV.
Marchands, Qui sont ceux à qui on donne le nom de Marchands. IV.
Marchands, Leur jurisdiction. IV.
Marchands, Leurs devoirs. IV. *et suiv.*
Marchandises jettées à la mer dans un peril de naufrage. II.
Marchandises Comment se fait l'imposition sur les Marchandises. IV.
Marchandises Si les impositions sur les Marchandises sont fixes. IV. *et suiv.*
Marché. Qui a le droit de permettre les Marchez. IV.
Marché, ce que c'est. IV.
Marché, Choix des lieux pour les Marchez. IV.
Marguilliers des Eglises Paroissiales, leurs fonctions. IV.
Mari comment est maître de la dot. I.
Mari Gains du mari. I.
Mari Engagemens du Mari aux charges de la dot. I. *et suiv.*
Mari Trois sortes de dépenses que le Mari ou ses heritiers peuvent avoir faites. I.
Mari De quelles dépenses le Mari est chargé. I.
Mari Quelles dépenses sont remboursées au Mari. I.
Mari Si le Mari peut être nommé curateur à sa femme en démence. II.
Mari Comment le Mari succede à sa femme. III.

Mari Si le Mari peut être privé de la dot par l'ingratitude de la femme envers les parens qui l'avoient donnée. III.
Mariage. Engagemens naturels du Mariage.
Mariage. Son institution divine, & les divers principes des Loix qui en dépendent.
Mariage. Quelles choses doivent preceder le Mariage.
Mariage. Ses deux engagemens. I.
Mariage. Difference entre les conventions du contrat de Mariage, & celles des autres contrats. I.
Mariage. S'il est permis dans les contrats de Mariage, faire toutes sortes de conventions. I.
Mariage. Si le Mariage émancipe les enfans. III.
Mariage. Si l'usufruit laissé au survivant se perd par son second Mariage. III.
Mariage. Police pour les Mariages. IV.
Materna maternis, explication de ces mots. III.
Medecins, leur établissement. IV.
Medecins, Leur devoir. IV. *et suiv.*
Mendians. Ordres reguliers. IV.
Mer, son usage commun à tout l'Univers. IV.
Mer, Cause naturelle de cet Usage. IV.
Mer, Reglé par les Loix. IV.
Mer, A qui appartient ce qui se tire de Mer à terre. IV.
Mer, Diverses regles de la police sur les Mers. IV.
Mercenaire à qui il n'a pas tenu de travailler, s'il doit être païé. I.
Meres des mineurs ont leur éducation. II.
Mere du mineur, qui a convolé en secondes nôces. II.
Mere du mineur, Cas où la Mere & l'enfant à la mamelle meurent en même tems. III.
Mere du mineur, Comment les Meres succedent à leurs enfans. III.
Mere du mineur, Si la mere est obligée, au défaut du pere, de fournir l'entretien des enfans. III.
Mere du mineur, Si la Mere peut faire la substitution exemplaire. III.
Mere du mineur, Voïez *Edit.*
Metaux, leur necessité. IV.
Metaux, Preference du Fisque pour l'achat des Metaux. IV.
Métiers, leurs differens usages necessaires dans un Etat. IV.
Métiers, Rang de ceux qui font profession des arts méchaniques, & Métiers. IV.
Métiers, Leur subordination. IV.
Meubles, quelles choses sont reputées telles. I.
Meubles, Combien il y a de sortes de Meubles. I.
Meubles, Choses mobiliaires qui se consument par l'usage. I.
Meubles, Comment se fait la délivrance des Meubles. I.
Meubles, A quoi sont affectez les Meubles du locataire. I.
Meubles, Si l'usufruitier des Meubles peut les loüer. I.
Meubles, Délivrance de prise de possession des Meubles. II.
Meubles, Legs indéfini de Meubles comment se regle. III.
Meubles, Si les Meubles des maisons de la Ville & de la Campagne en sont des accessoires. III.
Mines d'or, d'argent & d'autres metaux, si elles peuvent être possedées de plein droit par des particuliers. I.
Mines d'or, Droit du Souverain sur les Mines. IV.
Mineurs, quels? I.
Mineurs, Si les Mineurs peuvent vendre leurs biens. I.
Mineurs, Si l'erreur dans le droit ou dans le fait nuit aux Mineurs. I.
Mineurs, Si on peut nommer à un seul Mineur plusieurs tuteurs. II.
Mineurs, Comment le tuteur agit pour le Mineur. II.
Mineurs, S'il peut empêcher le bien de son Mineur. II.
Mineurs, En quel cas on nomme au Mineur un subrogé tuteur. II.
Mineurs, Si un tuteur peut accepter un transport contre son Mineur. II.
Mineurs, Si les meres des Mineurs ont leur éducation. II.
Mineurs, Ce que comprend l'éducation du Mineur. II.
Mineurs, Mineur qui se trouve sans biens. II.
Mineurs, Utilité du Mineur préferée à la disposition de son pere. II.
Mineurs, Vente de dettes actives du Mineur. II.
Mineurs, A quoi les deniers qui en sont provenus, doivent être emploïez II.
Mineurs, Hypotheque du Mineur sur les biens du Mineur. II.
Mineurs, Engagemens du Mineur envers le tuteur. II.
Mineurs, Quelles dépenses il doit alloüer. II.
Mineurs, Si un Mineur peut être tuteur. II.
Mineurs, On donne plûtôt un tuteur à un Mineur en démence, qu'un curateur. II.
Mineurs, Le Mineur indemnise sa caution, s'il n'est relevé. II.
Mineurs, Quelles personnes on appelle Mineurs. II.
Mineurs, Sur quoi est fondée la restitution des Mineurs. II.
Mineurs, Si elle est indépendante de la bonne ou mauvaise foi de la partie. II.
Mineurs, Si le Mineur est relevé indistinctement de tous actes. II.
Mineurs, S'il peut être relevé de ce qui a été fait pour de justes causes. II.
Mineurs, S'il est relevé lorsqu'il trompe ou fait quelque mal. II.
Mineurs, Dans les crimes & délits. II.
Mineurs, Lorsqu'il s'est déclaré majeur. II.
Mineurs, S'il est relevé de tous les actes où il est lesé. II.
Mineurs, S'il est relevé d'avoir accepté un legs, ou une succession ou d'y avoir renoncé. II.
Mineurs, D'une succession devenuë onereuse par des cas fortuits. II.
Mineurs, S'il peut reprendre une succession qu'il avoit abandonnée. II.
Mineurs, S'il est relevé pour les profits qui devoient lui revenir. II.
Mineurs, Pour éviter des procés & des affaires difficiles.
Mineurs, S'il peut être relevé d'un compromis. II.
Mineurs, Contre une omission. II.
Mineurs, Du prest, s'il n'y a pas d'emploi utile des deniers. II.
Mineurs, Si la restitution a lieu entre deux Mineurs. II.
Mineurs, Si le Mineur peut être relevé d'un acte où il a été autorisé par son tuteur. II.
Mineurs, Pourquoi les immeubles des Mineurs ne peuvent être alienez sans necessité. II.
Mineurs, Formalitez à observer pour l'alienation du fonds d'un Mineur. II.
Mineurs, Si le Mineur peut être relevé d'une vente faite par son tuteur sans observer les formes. II.
Mineurs, S'il est obligé de rembourser les ameliorations faites par l'acquereur de son fonds aliené. II.
Mineurs, S'il est relevé d'une acquisition onereuse. II.
Mineurs, Si l'heritier Mineur est relevé des actes d'heritier. III.
Ministere Ecclesiastique, sa sainteté. IV.
Ministres du Prince, leurs fonctions. IV. *et suiv.*

Ministres du Prince, Leurs devoirs. IV.
Ministres du Prince, Leur fidelité à faire connoître la verité aux Princes IV.
Ministres du Prince, Leur integrité à conseiller & à juger dans les cas où il le faut. IV.
Ministres du Prince, Leurs differentes sortes de devoirs. IV.
Ministres du Prince, Doivent éviter la fausse sagesse & la fausse politique. IV.
Ministres du Prince, Ne doivent pas tourner la grandeur en faste. IV.
Minorité, ce que c'est. II.
Minorité, A quel âge finit la Minorité. II.
Modestie requise dans les habits & dans les meubles des Ecclesiastiques. IV.
Moïse se reserve la connoissance des difficultez. IV.
Monarchie, ce que c'est. IV.
Monarchie, Plusieurs sortes d'Etats Monarchiques. IV.
Monarchie, L'Etat Monarchique est le plus universel & le plus ancien. IV.
Monarchie, C'est le gouvernement le plus naturel & le plus utile. IV.
Monarchie, Et le plus conforme à l'esprit de la Loi divine. IV.
Monarchie, Le gouvernement du peuple Juif a été toûjours Monarchique sous Moïse & ses successeurs. IV.
Monarchie, Avantages de l'Etat Monarchique. IV. *et suiv.*
Monarchie, Comment se forment les grands Etats. IV.
Monarchie, Si l'Etat Monarchique doit être préferé à celui de la Republique. IV.
Monastere. On ne peut établir de Monastere ou autres Communautez sans la permission du Roi. IV.
Moniales de divers Ordres. IV.
Monnoye publique, ce que c'est. I.
Monnoye publique, Qui a le droit de battre Monnoye. IV.
Monnoye publique, Et d'interdire toute autre Monnoye que celle à qui le Prince veut donner cours. IV.
Monopoles. IV. *et suiv.*
Monopoles défendus. IV.
Monstres qui n'ont pas la forme humaine, s'ils sont reputez du nombre des personnes. I.
Monstres En quel cas sont mis au nombre des enfans. I.
Monstres Si les Monstres doivent être mis au nombre des enfans. III.
Mort civile, ce que c'est. I.
Mort. Si la Mort d'un associé interromp naturellement la societé. I.
Mort. Si la Mort civile a le même effet que la Mort naturelle. I. *Condamnez.*
Le Mort saisit le vif son prochain lignager habile à lui succeder; explication de cette Regle. III.
Motifs dans les testamens, ce que c'est. III.
Motifs En quelles manieres ils peuvent être conçus. III.
Moutons. Si le legs d'un troupeau de Moutons subsiste, quoi qu'il n'en reste aucun des premiers. III.
Muets qui ne sont pas sourds, s'ils peuvent tester. III.
Muets S'ils peuvent être témoins dans un testament. III. *Sourd.*
Multitude souvent sujette à l'erreur. IV.
Municipales. Rang & presséance entre personnes appellées aux charges Municipales. IV.
Municipales. Charges Municipales, pourquoi ainsi appellées. IV.
Municipales. Les fonctions des charges de Ville qu'on appelle Municipales, s'exercent sans gages. V.
Mur en quel cas est mitoïen. I.
Mur Est propre à un seul. II.

N

NAISSANCE. Engagemens naturels de la naissance.
NAISSANCE. Lien de la naissance, & les principes des Loix qui en sont les suites. *et suiv.*
NAISSANCE. Si la naissance des enfans annulle & testament & codicille. III.
NAISSANCE. La Naissance fait la distinction entre les parens & les enfans. IV.
NAISSANCE. Effet de la Naissance. IV.
Naturalité. Quel est l'effet des lettres de Naturalité. III.
Naturalité. Lettres de Naturalité pourquoi ainsi appellées. IV.
Naturalité. Voïez *Aubains. Etrangers. Païs.*
Naufrage. Comment se regle la perte de ce qu'on est obligé de jetter dans la mer en peril de Naufrage. II.
Naufrage. Si les choses qu'on jette à la mer dans un peril de Naufrage, sont abandonnées. II.
Navigation sur la mer, son usage. IV.
Necessité des Professions comment peut s'entendre. IV.
Neveu préferé à l'oncle. III.
Neveu Petit-Neveu, quel? III.
Noblesse, ses privileges & exemptions. I.
Noblesse, Comment s'acquiert. I.
Nôces. Changement causé par les secondes nôces.. III.
Nôces. Loix de l'Eglise, & Loix civiles au sujet des secondes Nôces. III. *et suiv.*
Nôces. Secondes Nôces, ce que c'est. III.
Peines des secondes Nôces. III.
Nôces. Trois sortes de biens que peut avoir une personne qui se remarie aïant des enfans. III.
Nôces. Dispositions que peuvent faire de leurs biens propres, les personnes qui ont convolé en secondes Nôces. III.
Notaires, leur Communauté. IV.
Nôces. Quelles sont leurs fonctions. V.
Nôces. Quels Officiers sont? V.
Nôces. Quelles sont leurs fonctions. V. *et suiv.*
Novation, si elle est un païement. II.
Novation, Si elle éteint l'hypotheque. 236
Novation, Si elle empêche la séparation. II.
Novation, ce que c'est. II.
Novation, En quel cas elle est présumée. II.
Novation, Si les changemens qu'on peut faire à une premiere obligation, innovent. II.
Novation, Si on peut innover plusieurs dettes par une seule. II.
Novation, Quel est l'effet de la Novation. II.
Novation, Quelles personnes sont capables d'innover. II.
Novation, Si un tiers peut innover pour un autre. II.
Novation, Si on peut innover toute sorte de dettes. II.
Novation, Quelle difference il y a entre la Novation & la delegation. II.
Novation, Si le transport d'une dette ou l'obligation d'un tiers pour le debiteur fait une Novation. II.
Nul. Ce qui est nul dans son origine, demeure toûjours Nul. III.

O

OBEISSANCE dûë à ceux qui ont le Gouvernement. IV.
OBEISSANCE Quel est le premier devoir de l'Obeïssance au gouvernement. IV.
OBEISSANCE Si cette Obeïssance est un devoir de conscience. IV.
OBEISSANCE Obeïssance dûë aux Ministres du Souverain. IV.

OBEISSANCE En quoi consiste l'Obeïssance au gouvernement. IV.
OBEISSANCE Etenduë & bornes de cette Obeïssance. IV.
OBEISSANCE Obeïssance dûë à l'autorité, sans l'usage des forces. IV.
Obligation naturelle. I.
Obligation Si les Obligations sans cause sont nulles. I.
Obligation Pourquoi toutes Obligations se convertissent en prest. I.
Obligation Au choix de qui est l'Obligation alternative. I.
Obligation Si l'Obligation solidaire se divise. II.
Obligation Si on peut s'obliger solidairement pour toute sorte d'Obligations. II.
Obligation Si le creancier succedant à la caution, ou la caution au creancier, l'Obligation du fideiusseur est aneantie. II.
Office, ce que c'est. V.
Office, Manieres de distinguer les Offices. V.
Office, Difference entre les charges & les Offices. V.
Officiaux. IV.
Officiaux. Les fonctions des Officiaux s'exercent sans gages. V.
Officiers. Si les appointemens des Officiers de guerre peuvent être saisis. II.
Officiers. Officiers de guerre. IV.
Officiers. Leurs devoirs. IV.
Officiers comptables envers le Roi. II.
Officiers A qui appartient le droit d'établir des Officiers, de regler leurs fonctions, & de les supprimer. IV.
Officiers Devoirs des Officiers subalternes. IV.
Officiers Comment finit leur engagement. IV.
Officiers Rang des Officiers de la Couronne qui portent l'épée. IV.
Officiers Leurs devoirs. IV.
Officiers Officiers du Roi ne peuvent être excommuniez pour le fait de leurs charges. IV.
Officiers Combien il y a de sortes d'Officiers. V.
Officiers Etenduë de la juridiction des Officiers des Seigneurs. V.
Officiers Officiers Ecclesiastiques dans les Officialitez. V.
Officiers Quelle est la jurisdiction des Officiers Ecclesiastiques. V.
Officiers Si les Officiers des Officialitez & de ceux des Seigneurs sont Officiers de Justice. V.
Officiers Diverses sortes d'Officiers qui tiennent leurs charges du Roi. V.
Officiers Comment se distinguent les fonctions des Officiers. V. *et suiv.*
Officiers Divers Officiers qui ont une espece de police. V.
Officiers Respect dû aux Officiers, indépendamment de leur merite. V.
Officiers Le droit des Officiers d'exercer leurs charges, renferme celui d'en tirer la récompense. V.
Officiers Deux sortes de récompense des Officiers. V.
Officiers Privileges des Officiers differens selon que les Rois les ont accordez. V.
Officiers Droits des Officiers veterans. V.
Officiers En quoi consistent les privileges des Officiers. V.
Officiers Si la qualité, le rang & les privileges des Officiers passent à leurs femmes. V.
Officiers Et à leurs enfans. V.
Officiers Rang des Officiers, ce que c'est. V.
Officiers Comment se regle. V. *et suiv.*
Officiers Les derniers Officiers d'une Compagnie superieure precedent les premiers d'une Compagnie inferieure. V.
Officiers En quoi consiste la capacité de toutes sortes d'Officiers. V. *et suiv.*
Officiers Ce qu'on entend par la probité d'un Officier. V. *et suiv.*
Officiers Quelle doit être leur application à leurs fonctions. V. *et suiv.*
Oncle. Grand Oncle, quel? III.
Ordonnances, leur autorité.
Ordre public doit être observé.
Ordres du Roïaume, leur rang & presséance. IV. *et suiv.*
Ordres du Roïaume, Quel est l'effet de la distinction des Ordres. IV.
Ordres du Roïaume, En quels cas les rangs des ordres ou des classes reglent ceux des personnes. IV.
Ordres sacrez. IV.
Ordres reguliers. IV.
Ordre judiciaire. V. *et suiv.*
Ordre judiciaire. Son but. V.
Ordre judiciaire. Ce qu'il a d'essentiel. V.
Ouvrage, son vice. I.
Ouvrage, son vice. A quoi est obligé celui qui baille un ouvrage à faire. I.
Ouvrage, son vice. Comment se regle un legs pour un ouvrage. III.

P

PACTE. Si les Pactes particuliers sont bornez à leur sujet. I.
PACTE. Pacte resolutoire, ce que c'est. I.
PACTE. Liberté de tous pactes licites entre associez. I.
PACTE. Voïez *Convention.*
Païe des Soldats, si elle peut être saisie. II.
Païement. A quoi est obligé celui qui reçoit un Païement de ce qui ne lui est pas dû. II.
Païement fait par celui qui se croit debiteur, & qui ne l'est pas. II.
Païement fait par un tiers pour le debiteur. II.
Païement fait avant le terme. II.
Païement fait par erreur, de ce qui n'est pas dû. II.
Païement fait par erreur, Dans le doute si on doit ou non. II.
Païement fait par celui qui doit de deux choses l'une. II.
Païement Des dettes qu'on auroit pû faire annuller en Justice. II.
Païement Ce qu'on entend par ce mot *Païement.* II.
Païement Ce que c'est que les Païemens. II.
Païement Quelles choses tiennent lieu de Païement. II.
Païement de ce qui n'étoit point dû, ou de ce qu'on pouvoit ne pas païer. II.
Païement Si le debiteur peut païer avant le terme. II.
Païement Quel est l'effet du Païement. II.
Païement Effet du Païement fait par autre que par le debiteur. II.
Païement Si le Païement dégage les cautions & les hypotheques. II.
Païement Si le Païement fait pour avoir un transport, éteint la dette. II.
Païement Plusieurs obligations de diverses personnes, acquittées par un seul Païement. II.
Païement Deux obligations d'un même debiteur, acquittées par un seul Païement. II.
Païement Si celui qui allegue un Païement, doit le prouver. II.
Païement Si le Païement de trois années d'arrerages prouve le Païement des précedentes. II.
Païement Differentes manieres de faire des Païemens. II.
Païement Si le transport sans garentie pour demeurer quitte, est un Païement. II.

Païement Si la novation est un Païement. II.
Païement Si on peut Païer une chose pour une autre. II.
Païement Si le Païement d'une somme, autre que de l'argent, est une vente. II.
Païement Eviction d'une partie d'un fonds donné en Païement. II.
Païement Si on peut faire un Païement en argent, la veille d'un décri d'especes. II.
Païement Si les coobligez & les cautions peuvent Païer pour le debiteur. II.
Païement Si un Païement peut être fait par toute sorte de personnes. II.
Païement En quel cas les Procureurs constituez peuvent faire des Païemens pour les debiteurs, & les recevoir pour les creanciers. II.
Païement Si le Païement fait à celui qui n'a pas le pouvoir de donner quittance, acquitte le debiteur. II.
Païement Si les autres & les curateurs peuvent païer & recevoir des Païemens. II.
Païement Si le Païement fait à l'un des creanciers qui ont un droit solidaire, acquitte le debiteur envers tous les autres. II.
Païement Sur quoi s'impute l'excedent d'un Païement. II.
Païement Le prix d'un gage hypothequé. II.
Païens. Les premiers principes des Loix, inconnus aux Païens. I.
Pairs, leur dignité. V.
Païs étrangers qui ont droit de naturalité en d'autres. IV.
Pape, ses prérogatives. IV.
Pain, chose la plus necessaire à la vie. IV.
Paraphernaux. I.
Paraphernaux. Quelle est la nature de ces biens. I.
Paraphernaux. Quelle sorte de biens c'est. I.
Paraphernaux. Si la femme en peut disposer indépendemment de son mari. I.
Paraphernaux. Si les biens Paraphernaux sont mobiliaires. I.
Paraphernaux. Voïez *Biens.*
Parent. A qui appartiennent les biens de ceux qui n'ont aucun Parent. III.
Parent. Si les Parens sont tenus de nourrir & entretenir leurs enfans. III.
Parent. Si les Parens sont tenus des dettes de leurs enfans. III.
Parent. Pour quelles causes les Parens ne peuvent exhereder leurs enfans. III.
Parenté. Liaisons des Parentez, & leurs principes.
Parenté. Lignes de Parenté, ce que c'est. III.
Parenté. Maniere de compter les degrez de Parenté entre deux personnes. III.
Papiers, s'ils sont compris dans le legs de tout ce qui est dans la maison. III.
Partage entre majeurs où il y a lesion considerable. II.
Partage des biens de l'heredité entre coheritiers, ce que c'est. III,
Le Partage est comme un échange. III.
Le Partage Peut être encore comparé à un contrat de vente. III.
Le Partage Que doit comprendre le Partage. III.
Le Partage Comment se Partagent entre coheritiers les biens & les charges. III.
Le Partage Comment on supplée à l'égalité des biens & des charges pour la rendre parfaite. III.
Le Partage Qui est le demandeur dans l'instance de Partage entre coheritiers. III.
Le Partage En quel cas il faut faire un nouveau Partage. III.
Le Partage Comment une lesion considerable dans un Partage peut être reparée. III.
Le Partage Trois manieres de faire les Partages. III.
Le Partage Comment des biens leguez ou substituez peuvent entrer dans un partage. III.
Le Partage Si les revenus dont chaque heritier a joüi, se rapportent au partage. III.
Le Partage Si on peut deduire sur les revenus les dépenses faites pour joüir. III.
Le Partage Dommages & interêts contre l'heritier qui retarde le Partage. III.
Le Partage Cas fortuits, aprés le Partage, regardent ceux à qui ils arrivent. III.
Pascage. Voïez *Animal. Dommages. Passage,* ce que c'est que ce droit. I.
Pasteurs des ames, leurs devoirs. IV. *et suiv.*
Paterna paternis, explication de ces mots. III.
Patriarches, leur jurisdiction. IV.
Patronage, son droit. III.
Pecule. Si les Pecules propres au fils sont sujets au rapport. III.
Peine. A qui appartient le droit de regler les peines des crimes. III.
Peine. De remettre les peines des crimes. III.
Peine. Peines des criminels. V.
Peine. Leur usage. V.
Peine. En quelles manieres les accusez peuvent éviter les peines. V.
Peine. Peines des entreprises sur les lieux publics. IV.
Pensions. A qui appartient le droit de recompenser les services & autres merites par des Pensions des deniers publics. IV.
Pere, tuteur legitime de ses enfans. II.
Pere, Cas où le pere & le fils meurent en même tems. III.
Pere, Cas où les peres ont l'usufruit des successions écheuës à leurs enfans. III.
Pere, Comment succedent les Peres & meres à leurs enfans. III.
Pere, Si le Pere peut prétendre quelque chose sur la proprieté des biens acquis aux enfans. III.
Pere, S'il a l'usufruit des biens de ses enfans non émancipez. III.
Pere, S'il a l'usufruit sur le pecule de son fils. III.
Pere, Sur les dons du Prince, & sur ce qui lui seroit donné à condition qu'il n'en auroit pas l'usufruit. III.
Pere, Si le Pere succedant à son fils avec les freres, a l'usufruit sur leurs portions. III.
Pere, Quel est le devoir du Pere sur les biens dont il a l'usufruit. III.
Pere, Si le Pere a la proprieté de tout ce qu'il profite de l'usufruit. III.
Pere, Si le pere a ses alimens & autres necessitez sur les biens de ses enfans. III.
Pere, Si le Pere peut reprendre les profits venus de son bien. III.
Pere, Si le Pere a le retour de la dot donnée par l'ayeul paternel. III.
Pere, Si le Pere, tuteur de son enfant, peut être déchargé de rendre compte. III.
Peremption d'instance. II.
Personnes. Comment les Loix Civiles distinguent les Personnes. I.
Personnes. Ce que c'est que l'état des Personnes. I.
Personnes. Deux sortes de qualitez qui font l'état des Personnes. I.
Personnes. Sur quoi sont fondées les distinctions, qui font l'état des Personnes par la nature. I.
Personnes. Par le sexe. I.
Personnes. Par la naissance & par la puissance paternelle. I.
Personnes. Par l'âge.
Personnes. Distinction des Personnes par les Loix Civiles. I.
Personnes. Quelles choses on consideroit, dans le Droit Romain, en chaque Personne. II.
Personnes. Distinction des Personnes selon nôtre usage. I.
Personnes. Quelles Personnes sont appellées maîtres de leurs droits. I.
Personnes. Quelles Personnes peuvent être incapables de contracter. I.
Personnes. Differentes incapacitez des Personnes. I.

Personnes. Si toutes sortes de Personnes peuvent vendre & acheter. I.
Personnes. Quelles Personnes ne peuvent vendre ou acheter. I.
Personnes. Quelles Personnes peuvent prêter & emprunter. I.
Personnes. Quelles Personnes peuvent être témoins. II.
Personnes. Quelles Personnes sont dispensées de l'être par leur dignité. II.
Personnes. Quelles Personnes peuvent deferer le ferment pour d'autres. II.
Personnes. Quelles Personnes sont incapables d'être heritiers. III. *et suiv.*
Personnes. Quelles Personnes sont capables de succeder. III.
Personnes. Quelles Personnes les Loix appellent aux successions. III.
Personnes. Quelles Personnes peuvent faire des legs. III.
Personnes. En recevoir, ou non. III.
Perte. Celui qui a le profit, doit souffrir la Perte. I.
Pesche, son droit. II.
Pesche, Sa police. IV.
Peste. Testament fait en tems de Peste. III.
Pierreries trouvées à qui appartiennent. II.
Places publiques, leur usage. IV.
Places publiques, Leur police. IV.
Places publiques, Leur reparation. IV.
Plaideurs. Dommages & interêts contre les mauvais Plaideurs. II.
Plainte d'inofficiosité, ce que c'est. III.
Plainte d'inofficiosité, Comment la Plainte d'inofficiosité passe aux heritiers de l'exheredé. III.
Plainte d'inofficiosité, En quel cas les freres & soeurs peuvent se plaindre de l'inofficiosité. III.
Plainte d'inofficiosité, Comment la Plainte d'inofficiosité cesse. III.
Plainte d'inofficiosité, Par quel tems cette Plainte se prescrit. III.
Plainte d'inofficiosité, Si l'instance de la Plainte, étant une fois perie, peut être encore reçûë. III.
Plainte d'inofficiosité, Si elle exclud de l'inscription en faux. III.
Plainte d'inofficiosité, Cas où elle augmente la portion d'un fils institué. III.
Plant. A qui appartient ce qui est planté dans un heritage. II.
Pluralité des benefices, si elle est illicite. IV.
Police, quel est son fondement.
Police, Son esprit.
Police, Ses Loix. *et suiv.*
Police, Combien il y a de sortes de Loix de la Police temporelle.
Police, Matieres communes à la Police & à la Religion.
Police, Trois sortes de matieres de la Police temporelle.
Police, En quoi consiste la capacité des Officiers de Police. V.
Police, Leur probité. V.
Police militaire, sa necessité. IV.
Police militaire, Ses regles. IV.
Police militaire, Autres regles arbitraires pour la Police militaire. IV.
Ponts, leur usage public. IV.
Ponts, Leur Police. IV.
Ponts, Leur reparation. IV.
Ports, leur usage public. IV.
Ports, Leur police. IV.
Possesseur de mauvaise foi, s'il est obligé à la restitution des fruits dont il a joüi. II.
Possesseur de mauvaise foi, S'il en est de même du Possesseur de bonne foi. II.
Possesseur de mauvaise foi, Quand cesse la bonne foi du Possesseur. II.
Possesseur de mauvaise foi, Si les fruits cueillis, mais restez dans le champ sont au Possesseur II.
Possesseur de mauvaise foi, Si les revenus qui viennent successivement & de jour en jour, lui appartiennent. II.
Possesseur de mauvaise foi, Quels sont les cas où le Possesseur de bonne foi est obligé de rendre les fruits dont il a joüi. II.
Possesseur de mauvaise foi, Si le Possesseur de mauvaise foi est tenu de la restitution des fruits qu'il auroit pû recueillir. II.
Possesseur de mauvaise foi, Si les heritiers des Possesseurs de mauvaise foi sont tenus de la même restitution de fruits, que ceux à qui ils succedent. II.
Possesseur de mauvaise foi, Quel est le Possesseur de bonne foi & de mauvaise foi.
Possesseur de mauvaise foi, Si le Possesseur est presumé le maître. II.
Possesseur de mauvaise foi, En quel cas le Possesseur est maintenu sans titre. II.
Possesseur de mauvaise foi, Lequel de deux qui se prétendent Possesseurs, doit être préferé. II.
Possesseur de mauvaise foi, Si la possession se juge avant la proprieté. II.
Possesseur de mauvaise foi, Tout Possesseur succede au droit de son auteur. II.
Possesseur de mauvaise foi, Si le Possesseur peut changer la cause de sa possession. II. *Proprietaire.*
Possession doit être jugée avant que de discuter le confin. II.
Possession Usage de la Possession. II.
Possession Differences entre la Possession, la proprieté & la détention. II.
Possession Ce qu'il faut distinguer dans la Possession. II.
Possession Deux sortes de Possession. II.
Possession Divers sens que reçoit le mot de *Possession.* II.
Possession Liaison qu'a la Possession avec le droit de proprieté. II.
Possession, ce que c'est. II.
Possession, Deux Possessions d'une même chose incompatibles. II.
Possession, Quelles choses on peut Posseder. II.
Possession, Espece de Possession de droits. II.
Possession, Si la Possession demande une détention continuelle. II.
Possession, Comment on conserve la Possession des animaux. II.
Possession, Si la simple détention d'une chose peut s'appeller Possession. II.
Possession, Si on peut posseder par d'autres. II.
Possession, Ce que c'est qu'une Possession précaire. II.
Possession, Possession furtive ou clandestine. II.
Possession, Dans quel tems se doit faire la demande possessoire. II.
Possession, Ce que l'on doit faire, quand la Possession est douteuse. II.
Possession, Si le droit de posseder s'acquiert avec la proprieté. II.
Possession, Difference entre acquerir le droit de posseder, & acquerir la Possession actuelle. II.
Possession, En quels cas on peut acquerir la proprieté par le simple effet de la Possession. II.
Possession, Quel est l'effet de la Possession. II.
Possession, Possession du bâtiment acquise au maître du fonds. II.
Possession, Possession de ce qui est ajoûté à un meuble. II.
Possession, En quoi consiste la Possession. II.
Possession, Possession qu'on prend de soi-même sans droit précedent. II.
Possession, Comment passe à l'acquereur la Possession des choses. II.
Possession, En quoi consiste la délivrance qui donne la Possession. II.

Possession, Comment se fait la délivrance & prise de Possession des meubles. II.
Possession, Des immeubles. II.
Possession, De ce qui consiste en droits. II.
Possession, On ne peut posseder qu'un chose certaine & déterminée. II.
Possession, Comment la Possession se conserve. II.
Possession, Comment on peut entrer en Possession. II.
Possession, Comment se perd la Possession. II.
Possession, Quels sont les effets de la Possession. II.
Possession, Quel est l'effet de la possession de bonne foi. II.
Possession, De la mauvaise foi II.
Possession, Possession de voïe de fait. II.
Possession, Possessions interrompuës. II.
Possession, Toute Possession necessaire pour prescrire doit avoir été sans mauvaise foi. II.
Possession, Si la voïe de fait interromp la Possession. II.
Posthumes, quels? I.
Posthumes, Si on peut substituer à un Posthume. III.
Précaire, ce que c'est. I.
Précaire, Si le Précaire finit par la mort de celui qui a prêté. I.
Précaire, Comment on peut retirer la chose donnée à Précaire. I.
Precepteur, Canonicat affecté pour son entretien. IV.
Préciput, s'il entre en partage. III.
Préciput, Si les choses données en Préciput, se rapportent. III.
Preneur, à qui on donne ce nom. I.
Preneur, Quels sont les engagemens du Preneur. I.
Preneur, Comment il doit user de la chose prise à loüage. I.
Preneur, A quels soins il est obligé. I.
Preneur, S'il est tenu du fait des personnes dont il doit répondre. I.
Preneur, S'il est tenu du dommage causé par son ennemi. I.
Preneur, Si le preneur qui quitte par la crainte de quelque peril, est tenu des loïers & du dommage. I.
Preneur, Que doit faire le preneur, le tems du bail étant expiré. I.
Preneur, Preneur expulsé par éviction. I.
Preneur, Par force majeure qui empêche de joüir. I.
Preneur, Si la dépense faite par le Preneur, pour la conservation de la chose loüée, lui doit être remboursée par le bailleur. I.
Préposé, bornes de son pouvoir. I.
Préposé, Fait de celui qui est commis par le préposé. I.
Préposé, Si un mineur & une femme peuvent être préposez. I.
Préposé, Si le préposé est obligé en son nom. I.
Préposé, Comment son pouvoir finit. I.
Prescription de la dette, si elle éteint l'hypotheque. II.
Prescription de la dette, Nature & usage des Prescriptions. II.
Prescription de la dette, Deux sortes de regles de Prescriptions. I.
Prescription de la dette, Prescriptions observées du tems de Justinien. II.
Prescription de la dette, Quelle difference il y a entre la Prescription & l'usucapion. II.
Prescription de la dette, Autres sortes de Prescriptions établies par les Ordonnances. II.
Prescription de la dette, Ce que c'est que la Prescription. II.
Prescription de la dette, Quel est le motif de la Prescription. II.
Prescription de la dette, Son effet. II.
Prescription de la dette, Quand elle est acquise. II.
Prescription de la dette, Comment la Prescription est acquise au possesseur & à son heritier. II.
Prescription de la dette, Si les intervalles où le possesseur cesse d'exercer sa possession, empêchent la Prescription. II.
Prescription de la dette, Quelles choses peuvent se prescrire. II.
Prescription de la dette, En quels cas on prescrit des choses qui sont hors du commerce. II.
Prescription de la dette, Si les servitudes s'acquierent & se perdent par la Prescription. II.
Prescription de la dette, Si pour acquerir la Prescription il faut avoir possedé de bonne foi. II.
Prescription de la dette, Si on peut prescrire sans titre. II.
Prescription de la dette, Si celui qui a perdu son titre, peut être maintenu dans sa Prescription. II.
Prescription de la dette, Si l'acquereur de bonne foi ne laisse pas de prescrire, quoi que le vendeur soit un usurpateur. II.
Prescription de la dette, Si l'heritier d'un défunt qui avoit possedé de mauvaise foi, peut prescrire ce que le défunt avoir usurpé. II.
Prescription de la dette, Si les legataires & les donataires peuvent prescrire. II.
Prescription de la dette, Si la Prescription peut s'acquerir sans qu'on possede par soi-même. II.
Prescription de la dette, Quelles causes sont cesser la Prescription. II.
Prescription de la dette, Quelles choses on ne peut prescrire. II.
Prescription de la dette, En quel tems commence la Prescription des demandes pour dettes. II.
Prescription de la dette, Si la Prescription court contre les mineurs pendant leur minorité. II.
Prescription de la dette, Si la Prescription court contre un majeur interessé avec un mineur. II.
Si la Prescription court contre les absens. II.
Prescription de la dette, Si le bien dotal de la femme peut être prescrit pendant le mariage. II.
Prescription de la dette, Pourquoi la garentie ne se prescrit point. II.
Prescription de la dette, Si la mauvaise foi empêche la Prescription. II.
Prescription de la dette, Si le vice du titre empêche la Prescription. II.
Prescription de la dette, Si la Prescription est interrompuë par la demande en justice. II.
Prescription de la dette, Contre qui court la Prescription d'un bien substitué. III.
Prescription de la dette, Si la Prescription d'un bien substitué, aliené par l'usufruitier, dépoüille le sideicommissaire. III.
Presens corrompent les Juges. V.
Presomption, combien il y en a de sortes. II.
Presomptions, ce que c'est. II.
Presomptions, Combien il y en a d'especes. II.
Presomptions, Quel est leur fondement. II.
Presomptions, Autres sortes de Presomption. II.
Presomptions, Quand on peut avoir des preuves certaines sans écrit & sans témoins. II.
Presomptions, Prudence du Juge necessaire pour discerner l'effet des Presomptions. II.
Presomptions, Presomption que ce qui a été païé, étoit dû, en quoi bien fondée. II.
Presomptions, Presomption qui ne prouve rien. II.
Presomptions, Presomption dans un fait ancien. II.
Presomptions, Presomption d'une autre nature, que celles qui servent aux preuves. II.
Presomptions, Autre sorte de Presomptions. II.
Presomptions, Quel est l'usage des Presomptions. II.
Presomptions, Presomptions en matiere de crimes, pourquoi ainsi appellées. V.
Presomptions, Qualitez requises dans les occasions où il faut juger par Presomption. V.
Presomptions, En quel cas les Presomptions sont certaines & concluantes. V.

Presséance par la difference des conditions. IV.
Presséance Par l'âge. IV.
Presséance Pour avoir exercé d'autres charges. IV.
Presséance Par le nombre d'enfans. IV.
Presséance Par les plus grands biens. IV.
Presséance Par le plus grand nombre de voix dans une élection. IV.
Presséance Presséance à un Lettré sur un non Lettré. IV.
Presséance Par la naissance. IV.
Presséance Cas où l'on peut avoir égard à l'esprit & à la vertu. IV.
Presséance Par l'usage des lieux. IV.
Presséance Egard qu'on doit avoir aux diverses combinaisons des qualitez personnelles. IV.
Presséance Presséance à l'égard des Ecclesiastiques. IV.
Presséance, ce que c'est. V.
Presséance Comment se regle. V. *Rang.*
Prest à usage, ce que c'est. I.
Prest à usage, Comment il oblige. I.
Prest à usage, Si celui qui préte, demeure proprietaire. I.
Prest à usage, Quelles choses ne peuvent se prêter à usage. I.
Prest à usage, Si on peut prêter ce qui est à un autre. I.
Prest à usage, A qui appartient de regler la maniere & la durée de l'usage de la chose prêtée. IV.
Prest à usage, Prest à usage presumé pour l'usage naturel de la chose. I.
Prest à usage, Sur quoi se proportionne la durée du Prest à usage. I.
Prest à usage, Comment le Prest à usage peut être fait. I.
Prest à usage, Quelles personnes peuvent prêter & emprunter. I.
Prest à usage, Si les engagemens du Prest à usage passent aux heritiers. I.
Prest à usage, Quand celui qui a prêté une chose, peut la retirer. I.
Prest à usage, Défauts de la chose prêtée. I.
Prest à usage, Quelle est l'origine du Prest. I.
Prest à usage, Deux caractères des choses qu'on prête. I.
Prest à usage, Nature du Prest & les caracteres qui le distinguent du Prest à usage & des autres contrats. I.
Prest à usage, Si l'interest du Prest est licite ou non. I.
Prest à usage, Deux manieres de prêter. I.
Prest à usage, Paralelle du Prest avec le loüage. I.
Prest à usage, Quelle difference il y a entre le Prest & le contrat de rente. I.
Prest à usage, Ce que c'est que le Prest. I.
Prest à usage, Ce qui se fait dans le Prest. I.
Prest à usage, Quelles choses on peut prêter. I.
Prest à usage, Si la délivrance est necessaire dans le Prest pour former l'engagement. I.
Prest à usage, Pourquoi toutes obligations se convertissent en Prest. I.
Prest à usage, Si l'obligation du Prest peut exceder la chose prêtée. I.
Prest à usage, Prest apparent qui est une vente. I.
Prest à usage, Chose baillée à vendre pour en prêter le prix. I.
Prest à usage, Quels sont les engagemens de celui qui prête. I. *et suiv.*
Prest à usage, Défenses de prêter aux fils de famille. I. *et suiv.*
Prest à usage, Si la mort du pere valide le Prest fait au fils de famille. I.
Prest à usage, Si on peut prêter au fils de famille émancipé. I.
Prest à usage, S'il y a hypotheque pour un Prest à venir. II.
Prest à usage, Si le Prest se compense. II.
Preterition, ce que c'est. III.
Preterition, En quoi elle differe de l'exheredation. III.
Preterition, Si la Preterition des enfans a le même effet que l'exheredation sans cause. III.
Preterition, Et celle des parens. III.
Preterition, Preterition involontaire. III.
Preuve, ce que c'est. II.
Preuve, Differentes sortes de preuves. II.
Preuve, Ce que c'est que Preuves en justice. II.
Preuve, Combien il y a de sortes de Preuves. II.
Preuve, Quels faits ont besoin de Preuves. II.
Preuve, De qui dépend l'effet des Preuves. II.
Preuve, Ce qu'il faut examiner dans les Preuves. II.
Preuve, En quoi consiste la force des Preuves par écrit. II.
Preuve, Quelles sont les Preuves écrites. II.
Preuve, Leur usage. II.
Preuve, Si les Preuves par écrit sont les plus fortes. II.
Preuve, Si on reçoit des Preuves contre un écrit. II.
Preuve, En quel cas les actes écrits ont force de Preuve. II.
Preuve, Contre qui les Preuves qui se tirent des actes écrits, ont leur effet. II.
Preuve, Preuves par témoins, ce que c'est. II.
Preuve, Ce qu'il faut faire pour juger des Preuves par témoins. II.
Preuve, Quelle est la Preuve par témoins. V.
Prieurs Commendataires. IV.
Prince. En quel cas il faut recourir au Prince pour l'interpretation de la Loi. I.
Prince. Deux sortes de biens que le Prince peut avoir. IV.
Prince. De quels biens le Prince peut disposer. IV.
Prince. Comment les biens propres du Prince passent au domaine. IV.
Prince. Privileges du Prince pour ses biens propres. IV.
Prince. Si le Prince peut aliener les biens qui lui sont propres. IV.
Prince. Si les biens propres du Prince sont exemts de toutes contributions. IV.
Prince. La volonté du Prince donne la dignité. IV.
Prince. La volonté du Prince regle les rangs entre personnes de differens ordres ou de diverses classes. IV.
Prince. Entre personnes de même ordre ou de même classe. IV.
Prince. Les Princes doivent maintenir la discipline de l'Eglise. IV.
Prince. Ont droit de mettre les armes en usage. IV.
Prince. Loix des Princes pour faire observer celles de l'Eglise. IV.
Prince. Droit des Princes de maintenir leur autorité. IV.
Prince. Droit des Princes sur le temporel de l'Eglise. IV.
Prince. Voïez *Roi. Souverain.*
Princesse, privileges de son patrimoine ou domaine. IV.
Principes. Voïez *Loix.*
Prise sur les Ennemis. II.

Prison. Si on peut emprisonner pour aucun tribut. IV.
Privilege qui exempte de tutelle. II.
Privilege Acquis après la nomination. II.
Privilege Privilege d'un creancier, ce que c'est. II.
Privilege Son effet. II.
Privilege Quel est le Privilege du vendeur. II.
Privilege De celui qui préte des deniers pour une acquisition. II.
Privilege De celui qui prête pour conserver la chose. II.
Privilege De celui qui prête pour quelque ouvrage. II.
Privilege Privilege du proprietaire d'un heritage baillé à ferme, pour le païement du prix de sa ferme. II.
Privilege Privilege du cens & de la rente emphyteotique. II.
Privilege Privilege sur les meubles du locataire pour les loïers & les suites du bail. II.
Privilege S'il s'étend sur les meubles des sous-locataires. II.
Privilege Si le Privilege pour loïers s'étend aux proprietaires des boutiques, greniers, & c. II.
Privilege Quel est l'effet du Privilege. II.
Privilege Difference de Privilege des creanciers pour l'affectation des biens. II.
Privilege Cas de préference entre mêmes Privileges. II.
Privilege Si celui qui païe un creancier privilegié, succede à son Privilege. II.
Privilege Comment le Privilege s'acquiert sans subrogation. II.
Privilege Si les Privileges empêchent la separation. II.
Privilege A qui appartient le droit d'accorder des Privileges. IV.
Privilege Les Privileges des Officiers sont differens selon que les Rois les ont accordez. V.
Privilege S'ils passent à leurs femmes. V.
Privilege A leurs enfans. V.
Privilege Voïez *Creanciers.*
Privilegiez, qui est leur Juge. V.
Prix. Comment se regle le Prix des choses. I.
Prix. Prix de la vente, ce que c'est. I.
Prix. En quel cas il est incertain & inconnu. I.
Prix. Le Prix des choses est indéfini. I.
Prix. Comment se fait le Prix d'un loüage. I.
Prix. Si la vilité du prix est considerée dans les baux. I.
Probité d'un Officier, ce qu'on entend par ce mot. V.
Procés, combien il y en a de sortes.
Procés, Deux manieres de les terminer gré à gré, ou de les prévenir. I.
Procés, Procés qui excusent d'une tutelle. II.
Procés, Trois differentes manieres de finir toutes sortes de Procés, d'affaires & differends entre particuliers. V.
Procurations, leur origine. I.
Procurations, Ce qu'il y a de commun aux Procurations & aux Commissions. I.
Procurations, Ce que c'est que la Procuration. I.
Procurations, Si une Procuration peut être conditionnelle. I.
Procurations, Procuration generale ou speciale. I.
Procurations, Pouvoir de la Procuration comment peut être. I.
Procurations, Procuration pour l'affaire d'un tiers, & son effet. I.
Procurations, S'il y a de la difference entre les Procurations, mandemens & commissions; & les conseils & recommandations. I.
Procurations, Procuration doit être executée en son entier. I.
Procurations, Pouvoir de celui qui a une Procuration generale. I.
Procurations, Si la Procuration generale suffit pour transiger ou aliener. I.
Procureurs constituez, s'ils peuvent se rendre acquereurs des biens de ceux dont ils font les affaires. I.
Procureurs constituez, Procureur constitué. I.
Procureurs constituez, Comment se forme la convention entre celui qui constituë un Procureur & le Procureur constitué. I.
Procureurs constituez, Son pouvoir. I.
Procureurs constituez, Sa fonction gratuite. I.
Procureurs constituez, Procureur pour l'affaire où il a interêt. I.
Procureurs constituez, Dépenses faites par le Procureur constitué. I.
Procureurs constituez, Interêts des deniers avancez par le Procureur constitué. I.
Procureurs constituez, Procureur constitué par deux personnes. I.
Procureurs constituez, Pertes qu'attire au Procureur constitué l'affaire dont il se charge. I.
Procureurs constituez, Si dés qu'il a accepté l'ordre, il est obligé de l'executer. I.
Procureurs constituez, Ses soins. I.
Procureurs constituez, Où se bornent. I.
Procureurs constituez, S'il peut faire meilleure la condition de celui dont il execute l'ordre. I.
Procureurs constituez, S'il est tenu de rendre compte. I.
Procureurs constituez, S'il peut entrer en part aux procés, & acheter des droits litigieux. I.
Procureurs constituez, Si l'inexecution de la procuration engage à quelque chose le Procureur constitué I.
Procureurs constituez, Deux Procureurs pour la même chose, & l'un à l'insçu de l'autre. I.
Procureurs constituez, Comment finit le pouvoir du Procureur constitué. I.
Procureurs constituez, Si la constitution du second Procureur revoque le premier. I.
Si le Procureur peut se décharger aprés avoir accepté la procuration. I.
Procureurs constituez, S'il doit faire savoir son changement. I.
Procureurs constituez, S'il ne le peut faire, sur qui tombent les pertes qui suivront de l'inexecution de l'ordre. I.
Procureurs constituez, Procureur qui gere, sans savoir la mort de celui qui l'a constitué. I.
Procureurs constituez, Si ce que l'heritier du Procureur decedé, fait aprés sa mort, est nul. I.
Procureurs constituez, Si les Procureurs peuvent être témoins dans les causes où ils ont servi de leur ministere. II.
Procureurs constituez, En quel cas les Procureurs constituez peuvent faire des païemens pour les debiteurs, & les recevoir pour les creanciers. II.
Procureurs constituez, Si les Procureurs constituez peuvent innover. II.
Procureurs constituez, Communauté des Procureurs. IV.
Procureurs constituez, Procureurs pourquoi établis. V.
Procureurs constituez, Qui sont ceux qu'on appelle ainsi. V.
Procureurs constituez, Quels Officiers sont? V.
Procureurs constituez, Usage & premier devoir des Procureurs. V. *et suiv.*
Prodigues quoique majeurs, doivent être mis au rang des mineurs. I.
Prodigues Curateur des Prodigues interdits. II.
Prodigues Combien dure la charge de curateur d'un Prodigue. II.
Prodigues Si les Prodigues interdits sont capables de succeder. III.
Prodigues Si les Prodigues peuvent tester III.
Prodigues Si les Prodigues interdits peuvent être témoins dans un testament. III.
Professeurs Ecclesiastiques dans les Universitez. IV.
Professeurs Voïez *Universitez.*
Professeurs Professeurs des sciences & des arts liberaux, leurs devoirs. IV. *et suiv.*

Professeurs Professeurs dont les fonctions ne regardent point le temporel. IV.
Profession. Difference entre la Profession & la condition. IV.
Profession. Ce que c'est que la Profession. IV.
Profession. Divers caracteres des Professions. IV.
Profession. Ce que c'est que l'honneur d'une profession. IV.
Profession. Comment s'entend la necessité des Professions. IV.
Profession. Ce que c'est que l'utilité des Professions. IV.
Profession. Caractere de l'utilité, commun à toutes Professions. IV.
Profession. Difference entre les caracteres d'honneur, & de dignité & celui de l'autorité. IV.
Profession. Trois causes qui donnent ces caracteres. IV.
Profession. Trois sortes de Professions signifiées par le mot *Art.* IV.
Profession. Deux especes generales de l'usage des Professions. IV.
Profession. Comment sont differens les usages des Professions laïques. IV.
Promoteurs, leurs fonctions. IV.
Propres, ce que c'est. I.
Propres ne remontent point, explication de cette regle. III.
Proprietaire d'une maison loüée, s'il peut obliger le locataire à en sortir pour l'habiter lui même. I.
Proprietaire d'une maison loüée, En quel cas est tenu des dommages & interêts envers le locataire. I.
Proprietaire d'une maison loüée, Ses engagemens envers le fermier, & ce qu'il lui doit fournir. I.
Proprietaire, ses engagemens envers l'usufruitier, & envers l'usager. I.
Proprietaire, Engagemens du Proprietaire d'un fonds asservi. I.
Proprietaire, Proprietaire d'un heritage, faisant un plant, un bâtiment, ou autre ouvrage, ce qu'il doit observer. II.
Proprietaire, A quoi est tenu celui qui a usurpé sur son voisin au delà des confins. II.
Proprietaire, Qui a enlevé les bornes des heritages. II.
Proprietaire, Son privilege sur les meubles du locataire pour les loïers & les suites du bail. II.
Propriété, combien il y en a de sortes. I.
Propriété, Son usage. II.
Propriété, Voïez *Possession.*
Provision doit être accordée à la veuve sur les biens de la succession pour sa subsistance & son entretien pendant la grossesse. III.
Provision pour l'enfant de qui l'état est contesté. III.
Provision aux enfans qui deliberent sur l'adition d'heredité. III.
Provision au fils exheredé pendant l'appel de la sentence renduë en sa faveur. III.
Provisions d'Office, ce que c'est. V.
Provisions du Roi pour les Offices. V.
Proxenettes. Voïez *Entremetteurs.*
Proximité entre deux personnes, son origine. III.
Puberté. III.
Puissances pourquoi établies de Dieu.
Puissances Soumission qui leur est dûë.
Puissances Leur autorité.
Puissances Distinction du ministere des Puissances spirituelles & temporelles.
Puissances Leur union dans leur fin commune de maintenir l'ordre.
Puissances Pourquoi Dieu a séparé ces deux Puissances.
Puissances Sont immediatement dépendantes de Dieu.
Puissances Autorité des Puissances d'un ministere sur celles de l'autre dans leurs fonctions.
Puissances Preuves de cela.
Puissances Loix des Puissances spirituelles où il paroît de l'autorité sur le temporel.
Puissances Loix des Puissances temporelles, qui regardent le spirituel.
Puissances Deux caracteres essentiels de la Puissance. IV.
Puissances Ce que renferme la Puissance du Souverain. IV.
Puissances Deux usages de la Puissance du Souverain, necessaires pour la tranquillité publique. IV.
Puissances La Puissance reside en la personne du Souverain. IV.
Puissances Elle se communique de lui aux Officiers. IV.
Puissances Usage de la Puissance du Souverain pour chaque particulier. IV.
Puissances Usage de la Puissance pour la punition des crimes. IV.
Puissance temporelle, son usage en ce qui regarde l'Eglise. IV.
Puissances Distinction des Puissances spirituelle & temporelle. IV.
Punition des injustices, necessaire pour maintenir l'ordre dans un Etat. IV.

Q

QUALITE. Deux sortes de qualitez qu'il faut distinguer en chaque personne. IV.
QUALITE. Difference entre ces deux sortes de qualitez. IV.
QUALITE. Si les Qualitez personnelles peuvent changer la regle des rangs par les receptions. IV.
QUALITE. Il y a deux sortes de Qualitez en chaque personne. IV.
QUALITE. Quart que doit avoir l'heritier, sur quoi se prend. III.
Querelle. Voïez *Plainte.*
Questions de fait, ce que c'est. V.
Questions de fait, Comment se decident. V.
Questions de droit, ce que c'est. V.
Quittance. Effet des Quittances generales ou particulieres. II.

R

RACHAT. Ce que c'est que la faculté de Rachat. I.
Rang & presséance des Ordres du Roïaume. IV. *et suiv.*
Rang En quels cas les Rangs des ordres ou des classes reglent ceux des personnes. IV.
Rang Cas où les Rangs des personnes ne se reglent pas par celui des ordres ni des classes. IV.
Rang La volonté du Prince regle les Rangs entre personnes de differens ordres ou de diverses classes. IV.
Rang Entre personnes de même ordre ou de même classe. IV.
Rang Comment se distinguent les Rangs dans un même ordre ou une même classe. IV.
Rang Si les qualitez personnelles peuvent changer la regle des Rangs par les receptions. IV.
Rang Rang des Officiers, ce que c'est. V.
Rang Comme se regle. V.
Rapport. Ce que c'est que le droit de Rapport. III.
Rapport de biens, ce que c'est. III.
Rapport de biens, Si tous enfans sont obligez au Rapport. III.
Rapport de biens, En quels cas se fait le Rapport de biens entre coheritiers. III.
Rapport de biens, Quelles choses sont sujettes au Rapport. III.
Rapport de biens, Si celui qui doit Rapporter, peut recouvrer les dépenses faites pour les biens sujets au Rapport. III.
Rapport de biens, En quelles manieres l'heritier tenu d'un Rapport, peut y satisfaire. III.
Rapport de biens, Quelles personnes sont obligées au Rapport. III.
Rapport de biens, Si celui qui renonce à l'heredité, est obligé au Rapport. III.
Rapport de biens, A qui le Rapport est dû. III.

Rapport de biens, Si ce qui vient d'ailleurs que des Ascendans, est sujet au Rapport. III.
Rapport de biens, Si les pecules propres au fils sont sujets au Rapport. III.
Rapport de biens, Si les dépenses de l'éducation se rapportent. III.
Rapport de biens, Si les choses données en préciput sont sujettes au Rapport. III.
Si les dots & donations en faveur de mariage se rapportent. III.
Rapport de biens, Si ce qui peut être imputé sur la legitime, doit être rapporté. III.
Rapport de biens, Si le Rapport est dû, soit qu'il y ait un testament ou non. III.
Rapport de biens, Si les choses peries sans la faute du donataire, se rapportent III.
Rapport de biens, Si ce qui se consume par l'usage, doit se rapporter. III.
Rapports d'Experts artisans, qui se font en Justice. IV.
Rapports de Medecins & de Chirurgiens. IV.
Ratification, si elle empêche la rescision. II.
Ratification, Aussi bien que la restitution des mineurs. II.
Receveurs generaux des tailles, leur devoir. V. *et suiv.*
Reconduction, ce que c'est. I.
Reconduction, Quels sont ses effets. I.
Reconduction, Si la Reconduction renouvelle toutes les mêmes conditions. I.
Redhibition, ce que c'est. I.
Redhibition, En quel cas il peut y avoir lieu à la Redhibition dans la vente des immeubles. I.
Redhibition, Quel est l'effet de la Redhibition. I.
Redhibition, Si la Redhibition a lieu par le défaut de l'une de plusieurs choses qui s'assortissent. I.
Redhibition, Si la Redhibition a lieu dans les ventes qui se sont en justice. I.
Redhibition, Quand commence à courir le tems pour être reçû à exercer la Redhibition. I.
Redhibition, Quel est l'effet de la Redhibition de la chose hypothequée. II.
Regale, son droit. IV.
Registres publics des baptêmes, des mariages, des morts & sepultures, de la promotion aux ordres, du voeu monacal, pourquoi ordonnez & établis. II.
Regle, ce qu'on entend par ce mot. I.
Regle, Ce que c'est que les Regles du Droit. I.
Regle, Combien il y a de sortes de Regles. I.
Regle, Quelles sont les Regles du Droit naturel. I.
Regle, Quelles sont les Regles arbitraires. I.
Regle, Trois autres sortes de regles. I.
Regle, En quel cas les Regles cessent d'avoir leur effet. I.
Regle, Toutes Regles doivent être connuës. I.
Regnicoles, quels? I.
Releguez, quel est leur domicile. IV.
Religieux Profés, s'ils succedent. I.
Religieux Profés, Qui sont les heritiers des Religieux profés. III.
Religieux Profés, Si le Religieux peut tester avant sa profession. III.
Religieux Profés, Si les Religieux profés peuvent recevoir par testament. III.
Religion. Ce que nous apprenons par la Religion Chrétienne.
Religion. La Religion est le fondement le plus naturel de l'ordre de la societé.
Religion. Sur quoi la Religion est fondée.
Religion. Quel est son esprit.
Religion. Ses Loix. *et suiv.*
Matieres propres de la Religion.
Religion. Matieres communes à la Religion & à la police.
Religion. A qui appartient le droit de proteger la Religion. IV.
Religion. Devoirs qu'ordonne la Religion, de deux sortes. IV.
Representation, si elle a lieu entre les Ascendans. III.
Representation, Droit de representation à qui borné. III.
Republiques, de plusieurs sortes. IV.
Republiques, Leur petite étenduë. IV.
Republiques, Origine de cela. IV.
Republiques, Dans les Livres saints il n'est point fait mention de Republiques. IV.
Republiques, Comment & par quoi a fini la Republique de Rome. IV.
Requestes de l'Hôtel & du Palais pourquoi établies. V.
Rescision, ce que c'est. II.
Rescision, Ce qui est necessaire pour obtenir la Rescision. II.
Rescision, En quels cas on peut faire rescinder des Arrests. II.
Rescision, De qui dépendent les Rescisions. II.
Rescision, Pourquoi ne se doivent pas accorder facilement. II.
Rescision, Quel est l'effet de la Rescision contre les tierces personnes. II.
Rescision, Si les heritiers de ceux qui pouvoient être relevez, peuvent exercer la Rescision. II.
Rescision, Ce qui est necessaire pour demander la Rescision. II.
Rescision, Si la ratification empêche la Rescision. II.
Rescision, Effets reciproques de la Rescision. II.
Rescision, Quelles bornes reçoit la Rescision. II.
Rescision, Rescision d'une partie qui a son effet pour le tout. II.
Rescision, Quel est le tems de la Rescision. II.
Rescision, Quand commence à courir. II.
Rescision, Comment il se compte à l'égard des heritiers. II.
Rescision, Par quel tems se prescrivent les Rescisions. II.
Rescision, Rescision d'un partage entre majeurs. II.
Rescision, D'une vente par la lesion dans le prix. II.
Residence, devoir essentiel & indispensable. IV.
Residence, Residence des Evêques & des Curez. IV.
Residence, Des Chanoines. IV.
Respect dû aux Officiers, indépendemment de leur merite. V.
Restitution de fruits, ce que c'est. II.
Restitution de fruits, Son étenduë, II.
Restitution des revenue de choses mobiliaires. II. *Fruits.*
Restitutions en entier par quel tems se prescrivent. II.
Restitution en entier, ce que c'est. II. *Rescision.*
Retour. Ce que c'est que le droit de Retour. III.
Retour. Combien il y a de sortes de droit de Retour. III.
Retour. Comment se regle le Retour conventionnel. III.
Retour. Retour des choses données en faveur de mariage. III.
Retour. Si les creanciers peuvent empêcher l'effet du Retour, le donataire aïant contracté des dettes passives. III.
Retour. Quel est le caractere propre du droit de Retour. III.

Retour. Comment le droit de Retour est borné par quelques Coûtumes. III.
Retour. Si le pere a le retour de la dot donnée par l'ayeul paternel. III.
Retrait. Par quel tems se prescrit l'action du Retrait lignager. II.
Revenus Ecclesiastiques, leur bon usage. IV.
Reversion. Voïez *Retour.*
Rivieres, leur police. IV.
Rivieres, Usage libre des bords des rivieres pour les passages & le trait des chevaux tirant les bateaux. III.
Rivieres, Défenses de changer le cours de l'eau, ni de la détourner. III.
Robe. Si les gens de Robe ont rang & presséance sur les gens d'épée. IV. *et suiv.*
Rois protecteurs, conservateurs & executeurs des Loix de l'Eglise.
Rois protecteurs, Quel est le privilege du Roi sur les biens de ceux qui se trouvent obligez envers lui. II.
Rois protecteurs, Sa preference à tous creanciers qui n'ont ni hypotheque ni privilege. II.
Rois protecteurs, Roi demandé à Dieu par le Peuple Juif. IV.
Rois protecteurs, Provisions du Roi pour les Offices Roïaux, venaux & autres. V. *Biens.*
Romains ignoroient les Loix de l'humanité.
Romains iIgnoroient les sources de la justice même.
Romains Leur idée de l'origine de la societé des hommes.
Rome, fin de sa Republique comment arrivée. IV.
Ruës leur usage public. IV.
Ruës Leur police. IV.
Ruisseaux qui ne sont pas à l'usage public, & qui sont propres aux particuliers, s'ils reglent les bornes de leurs heritages. II.

S

SACREMENS, leur administration doit être gratuite. IV.
Sainteté, fondement du Ministere Ecclesiastique. IV.
Salaire. Par quel tems se prescrivent les demandes des Salaires des domestiques. II.
Salomon, sagesse de ce Prince. V.
Sang. Princes du Sang, leur dignité. IV.
Sang. Leurs devoirs. IV. *et suiv.*
Sang. Leurs belles qualitez. IV.
Sciences, leur usage necessaire dans un Etat. IV.
Sciences, Rang de ceux qui professent les Sciences dans les Universitez. IV.
Sciences, Leur subordination. IV. *Art.*
Seigneurs Justiciers, leurs devoirs. IV. *et suiv.*
Semeï, son insolence rebelle contre David, denué de ses forces. IV.
Semences. Sur qui tombe la perte des Semences & cultures. I.
Seminaires. Evêques obligez d'avoir dans leurs Dioceses, des Seminaires. IV.
Seminaires. Leur usage. IV.
Sens, quel est leur usage.
Sentence. Sur quoi les Sentences arbitrales ont leur fondement. I.
Sentence. Si la Sentence dont il n'y a point d'appel, tient lieu de païement. I.
Separation de biens entre le mari & la femme. I.
Separation En quels cas se fait. I.
Separation Ce que c'est. I.
Separation Quelles en sont les causes. I.
Separation L'effet. I.
Separation Separation des biens d'une succession d'avec ceux de l'heritier. II.
Separation Si le droit de cette Separation est indépendant de l'hypotheque. II.
Separation Par qui cette Separation pourroit être demandée. II.
Separation Si l'alienation faite par l'heritier empêche la Separation. II.
Separation Si l'engagement fait par l'héritier empêche la Separation. II.
Separation Si la Separation a lieu dans une seconde & troisiéme succession & au delà. II.
Separation Si la Separation a lieu, le debiteur succedant à son fidejusseur. II.
Separation Si la Separation demandée par le creancier, nuit à son droit contre l'heritier. II.
Separation Si la Separation peut être demandée contre toutes personnes privilegiées. II.
Separation Si la Separation peut être demandée par un des heritiers qui est creancier. II.
Separation Si la confusion empêche la Separation. II.
Separation Si la novation a le même effet. II.
Separation Difficultez sur la Separation demandée, par qui doivent être reglées. II.
Sepulture, son droit. III.
Sequestre, ce que c'est. I.
Sequestre, Par qui les Sequestres peuvent être nommez. I.
Sequestre, Ce que c'est qu'un Sequestre conventionnel. I.
Sequestre, Droits de tous les Sequestres. I.
Sequestre, Difference entre le Sequestre & le dépositaire. I.
Sequestre, Quel est l'effet de la possession du Sequestre. I.
Sequestre, Si le Sequestre doit rendre compte. I.
Sequestre, Que doit faire le Sequestre qui veut être déchargé. I.
Sequestre, Si les regles du dépôt peuvent s'appliquer au Sequestre. I.
Sergens, quelle est leur principale fonction. V.
Serment. Si le tuteur doit prêter le Serment en justice. II.
Serment. Si le Serment déferé au debiteur, qui jure avoir païé, éteint l'hypotheque. II.
Serment, ce que c'est. II.
Serment, N'est pas reçû s'il n'est déferé. II.
Serment, Comment il se défere. II.
Serment, En quel cas le Juge peut ordonner le serment. II.
Serment, Si le refus de jurer sert de preuve. II.
Serment, Si le Serment peut être referé à ce lui qui le déferoit. II.
Serment, Si on peut décharger du Serment celui à qui il étoit déferé. II.
Serment, S'il peut aussi le revoquer. II.
Serment, Quel est le devoir du Juge sur le Serment déferé ou referé. II.
Serment, Si le Serment déferé à une partie, est decisif. II.
Serment, Si la decision du Serment éteint l'action. II.
Serment, Si de nouvelles preuves détruisent l'effet du Serment. II.
Serment, Si dans les crimes le Serment peut être déferé. II.
Serment, Quel est l'effet du Serment à l'égard des personnes interessées avec les parties. II.
Serment, Si le Serment peut être utile ou nuisible aux tierces personnes. II.
Serment, Quelles personnes peuvent déferer le Serment pour d'autres. II.
Serment, Si le Serment déferé tient lieu de païement. II.
Servitudes, leur origine & leur usage. I.
Servitudes, Ce que c'est que la Servitude. I.

Servitudes, En quoi elle consiste. I.
Servitudes, Servitudes réelles pourquoi ainsi appellées. I.
Servitudes, Plusieurs sortes de servitudes. I.
Servitudes, Deux autres especes generales de servitudes. I.
Servitudes, Servitudes des bâtimens & des heritages de la campagne. I.
Servitudes, Leurs accessoires. I.
Servitudes, Comment se reglent les Servitudes. I.
Servitudes, Comment elles s'établissent & s'acquierent. I.
Servitudes, Comment le droit de Servitude peut s'acquerir. I.
Servitudes, Comment se regle la maniere & l'usage de la Servitude. I.
Servitudes, Comment se perdent ou se diminuent les Servitudes. I.
Servitudes, A quoi sont attachées les Servitudes. I.
Servitudes, A qui appartient la partie du fonds asservi, sur laquelle se prend la Servitude. I.
Servitudes, Si une même Servitude peut servir à l'usage de deux fonds. I.
Servitudes, Si on peut conserver ou acquerir une Servitude qui paroît inutile. I.
Servitudes, Si on peut assujettir à une Servitude un heritage qui a plusieurs maîtres. I.
Servitudes, Comment les Servitudes se conservent contre la prescription. I.
Servitudes, Si la possession d'un seul pour la Servitude, la conserve entiere pour les autres. I.
Servitudes, Si le privilege de l'un empêche la prescription pour tous. I.
Servitudes, Plusieurs sortes de Servitudes des maisons & des autres bâtimens. I.
Servitudes, Deux sortes de Servitudes pour les jours. I.
Servitudes, Pour les vûës. I.
Servitudes, Servitudes des heritages de la campagne. I. *et suiv.*
Servitudes, Servitudes pour l'usage des animaux. I.
Servitudes, Deux Servitudes d'un même fonds au même. I.
Servitudes, Si celui qui a un droit de Servitude, peut innover. I.
Servitudes, Sur qui tombent les reparations de la Servitude. I.
Servitudes, Dommage qui arrive naturellement à l'occasion d'une Servitude. I.
Servitudes, Si le droit de Servitude s'étend hors de son usage, & s'il se communique à d'autres. I.
Servitudes, Comment la Servitude cesse. I.
Servitudes, Si la Servitude est suspenduë par un fond qui en empêche l'usage. I.
Servitudes, Si les Servitudes se perdent par la prescription. I.
Servitudes, Differentes manieres de prescrire les Servitudes. I.
Servitudes, Si les decrets font cesser les Servitudes. I.
Servitudes, Comment doit être égalisée la Servitude mise sur un heritage. II.
Servitudes, Si les Servitudes s'acquierent & se perdent par la prescription. II.
Servitudes, Servitude reciproque entre legataires de deux maisons joignantes. III.
Servitudes, Si le legs d'une Servitude est sujet à la Falcidie. III.
Sincerité & bonne foi requise dans les engagemens volontaires & mutuels.
Societé. Quel est le fondement de la Societé des hommes.
Societé. Pourquoi Dieu a mis les hommes en Societé.
Societé. Quels troubles blessent l'ordre de la Societé.
Societé. Tous les troubles de la Societé sont une suite de la desobeïssance à la premiere Loi.
Societé. Comment Dieu s'est servi de l'amour-propre pour faire subsister la Societé.
Societé. Quels sont les fondemens naturels de l'ordre de la Societé dans l'état present.
Societé. La Religion est le fondement le plus naturel de l'ordre de la Societé.
Societé. Origine de la Societé. I.
Societé. Son usage. I.
Societé. Ce que c'est que la Societé. I.
La part au gain regle celle de la perte. I.
Societé. Difference de contributions & de portions. I.
Societé. Societé illicite. I.
Societé. Difference de la Societé & des autres contrats pour l'étenduë des engagemens.
Societé. Comment la Societé se contracte. I.
Societé. Ce qui est requis pour former une Societé. I.
Societé. Si on peut stipuler que les heritiers seront associez. I.
Societé. Pactes sur la durée de la Societé. I.
Societé. Clauses penales. I.
Societé. Pactes sur le reglement des portions. I.
Societé. Deux sortes de Societez. I.
Societé. Societé de gains, ou pure ou simple. I.
Societé. Si la Societé des profits comprend les successions, legs & donations. I.
Societé. Si la Societé de tous biens comprend tout. I.
Societé. Dedommagement personnel d'un associé se rapporte dans une Societé universelle. I.
Societé. Si la condamnation personnelle contre un associé tombe sur la Societé. I.
Societé. Si les gains illicites & malhonnêtes entrent dans la Societé. I.
Societé. A quoi les Societez sont bornées. I.
Societé. Comment doit s'expliquer l'obscurité qui se trouve dans le contrat de Societé. I.
Societé. Sur quoi s'acquittent les dettes passives & autres charges de la Societé. I.
Societé. Ce que l'associé peut ou ne peut prendre sur le fond de la Société. I.
Societé. Comment se dissout la Societé. I.
Societé. Si une renonciation frauduleuse & à contre tems dégage de la Societé. I.
Societé. Quand la renonciation à la Societé est inutile. I.
Societé. Le tems de la Societé étant fini, ce qui se fait. I.
Societé. Si le curateur du prodigue & de l'insensé peut interrompre la Societé. I.
Societé. Si la Societé est interrompuë par la mort naturelle ou civile. I.
Societé. Societé d'une ferme à l'égard des heritiers.
Soldats, leur testament. III.
Soldats, Leurs devoirs. IV.
Soldats, Leurs crimes & délits. IV.
Soldats, Comment finit leur engagement. IV.
Soldats, Ont trois sortes de congés. IV.
Solidité entre deux ou plusieurs debiteurs; & entre deux ou plusieurs creanciers. II.
Solidité Ce que c'est que la Solidité entre les debiteurs. II.
Solidité Si la Solidité doit être exprimée. II.
Solidité Si la condition des coobligez solidairement peut être differente. II.
Solidité Contre qui a recours celui des obligez solidairement, qui a païé pour les autres. II.
Solidité Si l'action contre un des obligez solidairement, fait cesser la Solidité. II.
Solidité Si l'exception personnelle de l'un des obligez solidairement décharge les autres. II.
Solidité Si la demande faite à un des coobligez empêche la prescription à l'égard de tous. II.

Solidité En quoi consiste la Solidité entre plusieurs creanciers. II.
Solidité D'où elle dépend. II.
Somme d'argent & les interêts dûs au proprietaire par celui qui se trouve avoir l'argent d'une autre personne. II.
Somme reçûë pour renoncer à une heredité. III.
Sourds & muets, & autres qui ont de pareilles infirmitez, quel est leur état. I.
Sourds & muets, Si les Sourds & muets sont capables de succeder. III.
Sourds & muets, Si celui qui est Sourd & muet tout ensemble, peut tester. III.
Sourds & muets, Si le Sourd qui peut parler, peut tester. III.
Sourds & muets, Si les Sourds peuvent être témoins dans un testament. III.
Souverains ne tiennent leur puissance & leur autorité, que de Dieu seul. IV.
Souverains Usage qu'ils en doivent faire. IV.
Souverains Comment ils se rendent aimables aux peuples. IV.
Souverains Ce que renferme la puissance du Souverain. IV.
Souverains Doit toûjours avoir les forces necessaires pour faire regner la justice. IV.
Souverains Quel est le premier droit du Souverain. IV.
Souverains Autres qu'il renferme. IV.
Souverains A le droit d'emploïer son autorité pour faire observer les Loix de l'Eglise. IV.
Souverains A le droit d'établir des Officiers, de regler leurs fonctions, & de les supprimer. IV.
Souverains A droit d'accorder des dispenses. IV.
Souverains A droit d'accorder des privileges. IV.
Souverains A droit de recompenser les services & autres merites par des titres d'honneur & des pensions des deniers publics. IV.
Souverains A droit de naturaliser les Aubains. IV.
Souverains De legitimer les Bâtards. IV.
Souverains De regler les peines des crimes. IV.
Souverains De permettre ou de défendre les assemblées des Corps ou Communautez. IV.
Souverains De donner aux Communautez la liberté de posseder des biens, & de les amortir. IV.
Souverains De permettre les foires & marchez. IV.
Souverains De battre monnoye. IV.
Souverains Et d'interdire toute autre monnoye que celle à qui le Prince veut donner cours. IV.
Souverains Son droit sur les mines. IV.
Souverains A le droit de faire éclater sa puissance par des marques de grandeur sensible. IV.
Souverains D'avoir des Gardes pour sa personne. IV.
Souverains D'avoir plusieurs Officiers pour ses maisons. IV.
Souverains Domaine du Souverain. IV.
Souverains A droit de lever les tributs necessaires. IV.
Souverains De lever des troupes pour la guerre, & de pourvoir aux dépenses qu'elle demande. IV.
Souverains De regler les depenses de l'Etat selon son besoin. IV.
Souverains Quatre sortes de revenus appartenans au Souverain. IV.
Souverains Differentes manieres dont il en peut disposer. IV.
Souverains Quels sont les devoirs des Souverains. IV.
Souverains Comment ils doivent se servir de leur puissance pour administrer la justice. IV.
Souverains Pour reprimer les violences. IV.
Souverains Choix qu'ils doivent faire de bons ministres & de bons Officiers. IV.
Souverains Quelles précautions ils doivent prendre pour connoître la verité. IV.
Souverains Quelle doit être leur prudence dans la dispensation des privileges, des exemptions, des punitions. IV.
Souverains Leur devoir à l'égard des Etrangers. IV.
Souverains Pour la dispensation des Finances. IV.
Souverains Sommaire des devoirs du Souverain. IV.
Souverains En quel sens le Souverain est au dessus des Loix. IV.
Souverains Differentes sortes de devoirs des personnes qui approchent les Princes. IV.
Souverains La puissance reside en la personne du Souverain. IV.
Souverains Revenus du Souverain en quoi consistent. IV. *et suiv.*
Il n'y a que le *Souverains* Souverain qui puisse ordonner & regler les contributions. IV. *Voïez Prince. Roi.*
Stellionat, s'il est distingué du dol. I.
Stellionat, Quelle est son origine. I.
Stellionat, Ce que c'est que le Stellionat. I.
Stellionat, Ses effets. I.
Stellionat, Si le debiteur qui donne en gage une chose pour une autre, commet un Stellionat. II.
Sterilité universelle, précautions qu'il faut avoir pour la prévenir. IV.
Subrogation aux droits des creanciers, ce que c'est. II.
Subrogation Quelle est la maniere la plus simple de subroger. II.
Subrogation Autres manieres de Subrogation. II.
Subrogation Subrogation sans transport. II.
Subrogation Subrogation d'un acquereur aux creanciers qu'il païe. II.
Subrogation Subrogation par saisie. II.
Subrogation Si la Subrogation est nulle aprés le païement. II.
Subrogation D'oû dépend la validité de la Subrogation. II.
Substitutions sur quoi ont leur fondement.
Substitutions Si la Substitution pupillaire exclud la mere de sa legitime.
Substitutions Signification de ce mot, *Substitution.* III. *et suiv.*
Substitutions Quelle difference il y a entre les Substitutions & les fideicommis. III.
Substitutions Substitution pupillaire pourquoi ainsi appellée. III.
Substitutions Quels sont ses effets. III.
Substitutions Ce que c'est que la Substitution vulgaire. III.
Substitutions Si dés qu'il y a un heritier, la Substitution vulgaire est aneantie. III.
Substitutions Si on peut faire plusieurs degrez d'une Substitution vulgaire. III.
Substitutions Si on peut substituer plusieurs à un, ou un à plusieurs, & les coheritiers entr'eux. III.
Substitutions Si on peut substituer à un legataire. III.
Substitutions Si entre coheritiers reciproquement substituez les portions pour la Substitution sont les mêmes que celles de l'institution. III.
Substitutions Si la Substitution reciproque entre coheritiers est bornée aux survivans. III.
Substitutions Si le substitué au substitué l'est aussi à l'institué. III.
Substitutions Si l'institution de celui de deux qui survivra, renferme la Substitution du survivant au prédecedé. III.
Substitutions Si le substitué qui meurt avant le cas de la Substitution, transmet son droit à son heritier. III.
Substitutions Si le substitué à un des coheritiers est préferé au coheritier qui a le droit d'accroissement. IV.
Substitutions Si entre plusieurs heritiers Substituez les uns aux autres, celui qui a une part, peut renoncer à celles qui vaquent. III.
Substitutions Heritier substitué à lui-même. III.
Substitutions Ce que c'est que la *Substitution pupillaire.* III.
Substitutions Si on peut substituer à un posthume. III.
Substitutions Si la Substitution pupillaire renferme la vulgaire. III.
Substitutions Si la Substitution pupillaire comprend les biens de l'enfant. III.

Substitutions Si on peut substituer pupillairement à l'enfant qu'on n'a pas en sa puissance. III.
Substitutions Comment finit la Substitution pupillaire. III.
Substitutions Substitution aux enfans ou petits enfans en démence pourquoi appellée exemplaire. III.
Substitutions Quelles personnes on appelle à cette Substitution. III.
Substitutions Comment finit cette Substitution. III.
Substitutions Si la mere & autres ascendans peuvent faire cette Substitution. III.
Substitution compendieuse, ce que c'est. III.
Substitution compendieuse, Effet des trois Substitutions dans la compendieuse. III.
Substitution compendieuse, Leur difference. III.
Substitution reciproque, ce que c'est. III.
Substitution reciproque, Si le substitué à l'impubere peut accepter une Succession sans l'autre. III.
Substitution reciproque, Si la Substitution reciproque entre deux impuberes comprend la Substitution vulgaire & la pupillaire. III.
Substitution reciproque, La Substitution reciproque entre un impubere & un adulte est souvent vulgaire. III.
Substitution reciproque, Comment celui qui est substitué à un impubere & à un autre heritier, l'est à tous deux. III.
Substitution reciproque, Le substitué à deux impuberes ne succede qu'au dernier mourant. III.
Substitution reciproque, Le substitué au dernier mourant succede à tous les deux, s'ils meurent ensemble. III.
Substitution reciproque, Si la Substitution vulgaire à un impubere finit par son adition, lorsqu'ensuite il y renonce. III.
Substituer, quelle est la signification de ce mot. III.
Substituer, Qui peut Substituer. III.
Substituer, Diverses manieres de Substituer l'heredité ou une partie. III.
Substituer, A quoi est bornée la Substitution.
Substituer, Si l'heritier chargé d'une substitution peut en retenir un quart. III.
Substituer, En quel cas les biens Substituez demeurent à l'heritier. III.
Substituer, Comment la substitution peut être faite. III.
Substituer, Si les charges passent avec les biens au substitué. III.
Substituer, Si on peut Substituer des choses de toute nature. III.
Substituer, Si on peut Substituer une seule personne ou plusieurs. III.
Substituer, Si on peut Substituer en un ou plusieurs degrez. III.
Substituer, Si on peut Substituer les mêmes personnes qu'on peut instituer heritiers. III.
Substituer, Bornes de la liberté de faire quelque avantage à l'un des Substituez. III.
Substituer, Ordre des Substituez en divers degrez. III.
Substituer, Si les Substituez reciproquement peuvent renoncer au fideicommis. III.
Substituer, Contre qui court la prescription d'un bien Substitué. III.
Substituer, En quel cas la substitution à un heritier ou legataire en cas qu'il meure sans enfans, demeure sans effet. III.
Succession. Sur quoi est fondé l'ordre des Successions.
Succession. Combien il y a de manieres de succeder.
Succession. Si les Successions doivent être distinguées des engagemens.
Succession. Successions pourquoi distinguées des engagemens. III.
Succession. Quelle est leur nature. III.
Succession. Comment elles ont été reglées par les Loix. III.
Succession. Successions legitimes & testamentaires. III.
Succession. Combien il y a d'ordres des Successions legitimes. III.
Succession. Quelle est l'origine des Successions testamentaires. III.
Succession. Laquelle des deux Successions, la testamentaire ou la legitime, est plus favorable. III.
Succession. Reflexions sur les differences entre les Successions legitimes & testamentaires. III.
Succession. En quoi consistent ces differences. III.
Succession. Quelle consequence on en peut tirer. III.
Succession. Troisiéme espece de Successions. III.
Succession. Succession de ceux qui meurent sans parens & sans avoir fait testament. III.
Succession. Autres sortes de Successions. III.
Succession. Succession des personnes de condition serve. III.
Succession. Ce que c'est qu'une Succession. III.
Succession. Combien il y a de sortes de Successions. III.
Succession. Plusieurs Successions d'un heritier à l'autre passent au dernier heritier. III.
Succession. Ce qu'il faut faire pour savoir à qui la Succession d'un défunt doit appartenir. III. III.
Succession. Quelles personnes sont incapables de succeder. III. *et suiv.*
Succession. Quelles personnes peuvent succeder? III. *et suiv.*
Succession. Comment on peut considerer la capacité ou l'incapacité, pour les Successions testamentaires. III.
Succession. Et pour les Successions ab intestat. III.
Succession. Difference entre les causes qui rendent les personnes incapables de succeder, & celles qui les rendent indignes. III.
Succession. Droit de recueillir les biens d'une Succession, à qui appartient. III.
Succession. Entre les mains de qui doivent être mis les titres d'une Succession. III.
Succession. Successions legitimes ou *ab intestat.* III.
Succession. Quelles personnes les Loix appellent aux Successions. III.
Succession. Les Successions descendent plûtôt qu'elles ne remontent. III.
Succession. Comment se doit partager la Succession entre des enfans de freres du défunt. III.
Succession. Comment le mari succede à la femme, & la femme à son mari. III.
Succession. Sujets doivent être contenus dans l'obeïssance. IV.
Sureté de toutes sortes de lieux. II.
Surtaux. Voïez *Cotisation.*
Survendre. S'il est permis de Survendre. I.
Syndics, leur usage.
Syndics, Par qui sont nommez. II.
Syndics, Comment s'en fait la nomination. II.
Syndics, Pouvoir de celui qui est nommé. II.
Syndics, Durée de son pouvoir. II.
Syndics, Quels doivent être ses soins. II.
Syndics, Engagemens des Syndics. II.
Syndics, Comment peuvent être tenus en leur nom. II.
Syndics de Communautez. IV.

T

TAILLE, ce que c'est. IV.
TAILLE, Tailles personnelles & réelles. IV.
TAILLE, Comment s'imposent les Tailles réelles. IV.
TAILLE, Où s'en fait l'imposition. IV.
TAILLE, Forme de l'imposition. IV.
TAILLE, Comment les Tailles réelles obligent les personnes. IV.
TAILLE, Si les impositions sur chaque fonds peuvent être augmentées ou diminuées. IV.
TAILLE, Si la cote d'un fonds est indépendante des autres biens du proprietaire ou possesseur. IV.
TAILLE, Si la taille qui se perd sur un heritage, se rejette sur les autres. IV.

TAILLE, Solidité de la Taille réelle d'un fonds. IV.
TAILLE, Si on peut se pourvoir pour la diminution de la Taille réelle. IV.
TAILLE, Si les Tailles personnelles se prennent sur tous les biens du cotisé. IV.
TAILLE, Privilege des Tailles. IV.
TAILLE, Si les conventions des possesseurs peuvent changer l'ordre de la levée de la Taille. IV.
TAILLE, Deux sortes d'exemptions particulieres des Tailles personnelles. IV.
TAILLE, Comment se fait en France l'imposition des Tailles. IV.
TAILLE, Comment se doivent faire le departement & l'assiette des Tailles. IV.
TAILLE, Les changemens qui arrivent dans les lieux, changent le pied des impositions. IV.
TAILLE, Défenses aux Officiers qui font les départemens, de recevoir des presens. IV.
TAILLE, On ne peut imposer ni plus ni moins de ce qui est ordonné. IV.
TAILLE, Divers Officiers préposez à la levée des Tailles. IV.
TAILLE, Quel est le devoir des Receveurs generaux, & des Collecteurs des Tailles. IV. *et suiv.*
Témoignages écrits, quels? V.
Témoin. Si les Témoins d'un acte écrit sont recevables à dire le contraire. II.
Témoin. Ce que c'est qu'une preuve par Témoins. II.
Témoin. Ce que c'est que Témoin. II.
Témoin. L'usage des Témoins est infini. II.
Témoin. Quelles personnes peuvent être Témoins. II.
Témoin. Quelles qualitez sont necessaires dans les Témoins. II.
Témoin. Quels Témoins sont suspects. II.
Témoin. Si le Témoin qui a quelque interêt dans le fait, doit être rejetté. II.
Témoin. Si des Témoins engagez dans les interêts de la partie doivent être rejettez. II.
Témoin. S'il en est de même des Témoins parens ou alliez. II.
Témoin. Des Témoins amis. II.
Témoin. Des Témoins ennemis. II.
Témoin. Des Témoins domestiques ou dépendans de la partie. II.
Témoin. Des Témoins qui chancellent. II.
Témoin. Quel nombre de Témoins est necessaire dans les cas où la preuve par Témoins peut être reçûë. II.
Témoin. Si on peut faire entendre plusieurs Témoins. II.
Témoin. Si des Témoins, même sans reproche, peuvent se tromper. II.
Témoin. Si des Témoins peuvent être contraints de déposer. II.
Témoin. Si les Témoins doivent être vûs par le Juge. II.
Témoin. Excuses des Témoins, qu'on appelle Exoines. II.
Témoin. Quelles personnes sont dispensées par leur dignité, d'aller devant le Juge pour porter témoignage. II.
Témoin. Commission pour oüir un Témoin. II.
Témoin. Par qui les frais des voïages des Témoins, leur doivent être remboursez. II.
Témoin. Comment un faux Témoin doit être puni. II.
Témoin. La presence des Témoins est necessaire pour la validité d'un testament. III.
Témoin. Leur âge. III.
Témoin. Si les femmes peuvent être Témoins. III.
Témoin. Quelles personnes ne peuvent être Témoins dans un testament. III.
Témoin. D'où se considere la capacité du Témoin. III.
Témoin. Si l'heritier nommé par un testament, peut y être Témoin. III.
Témoin. Si le pere, les enfans & les freres du testateur peuvent être Témoins. III.
Témoin. Si plusieurs d'une même famille peuvent être Témoins.
Témoin. Quel nombre de Témoins est requis pour la validité d'un codicille. III.
Témoin. En quoi consiste la preuve par Témoins. V.
Témoin. Termes du tems apposez dans les testamens. III.
Témoin. Si le Terme à un tems incertain rend la disposition conditionnelle. III.
Témoin. Ce qu'il faut faire lorsqu'il y a un Terme joint à la condition. III.
Terre. Ordre naturel de la culture de la Terre. IV.
Terre. Protection dûë à ceux qui sont occupez à la culture de la Terre. IV.
Testamens, leur usage. III.
Testamens, Origine des differentes Jurisprudences du Droit Romain & des Coûtumes pour les Testamens. III.
Testamens, Leurs inconveniens. III.
Testamens, Si les incapables de faire un Testament, ne peuvent avoir d'heritiers testamentaires. III.
Testamens, Si ceux qui n'ont point de parens, peuvent disposer de leurs biens par Testament. III.
Testament, ce que c'est. III.
Testament, Si la simple institution d'heritier fait un Testament. III.
Testament, Si le Testament renferme la disposition de tous les biens. III.
Testament, En quel tems il a son effet. III.
Testament, Si le Testament doit contenir une institution d'heritier. III.
Testament, Si le Testament peut dépendre d'autre personne que du testateur. III.
Testament, Questions qui peuvent naître des dispositions d'un Testament. III.
Testament, Comment le Testament a son effet. III.
Testament, Diverses sortes de Testamens. III.
Testament, Comment ceux qui ont quelques infirmitez, peuvent faire leur Testament. III.
Testament, Le Testament est un titre commun à tous les interessez. III.
Testament, Quelles choses il y a à considerer dans un Testament pour en connoître la validité & l'effet qu'il peut avoir. III.
Testament, Qui sont ceux que les Loix rendent incapables de faire Testament. III. *et suiv.*
Testament, Quelles personnes peuvent tester. III. *et suiv.*
Testament, Difference entre l'incapacité de tester, & celle de recevoir par un Testament. III.
Testament, Si les personnes indignes peuvent recevoir par Testament. III.
Testament, Ce qui est requis pour la validité d'un Testament. III.
Testament, Quelles personnes ne peuvent être témoins dans un Testament. III.
Testament, Si on peut à toute heure faire Testament. III.
Testament, Diverses formalitez pour diverses sortes de Testamens. III. *et suiv.*
Testament, Trois sortes de Testamens militaires. III.
Testament, Testament secret. III.
Testament, Forme de l'ouverture de ce Testament. III.
Testament, Verification des seings avant l'ouverture. III.
Testament, Comment toutes personnes capables de tester peuvent faire leur Testament. III.
Testament, Comment un Testament est nul. III.
Testament, Si un premier Testament est annullé par un second. III.
Testament, Si le Testament qui peut subsister avec moins de formes, revoque le premier. III.
Testament, Si un Testament fait en faveur de l'heritier du sang, revoque le premier qui appelloit un heritier étranger. III.
Testament, Si la naissance d'un enfant annulle le Testament. III.
Testament, Si le Testament où les enfans sont oubliez, est nul. III.
Testament, Si l'exheredation injuste des enfans annulle le Testament. III.

Testament, Si le Testament est annullé, le testateur mourant incapable de tester. III.
Testament, Quels changemens n'annullent point un Testament. III.
Testament, Ce qu'il faut entendre par second Testament. III.
Testament, Si lorsque l'heritier institué renonce par collusion avec le legitime, le Testament subsiste pour les autres dispositions. III.
Testament, En quel cas le Testament est entierement annullé. III.
Testament, Si les additions pour expliquer un Testament, l'annullent. III.
Testament, Comment il faut juger des ratures & des additions. III.
Testament, Si le Testament fait par force est nul. III.
Testament, Voïes illicites dont on se sert pour suggerer un Testament. III.
Testament, Trois sortes d'expressions dans les Testamens. III. *et suiv.*
Testament, Une fausse designation ne nuit pas à une disposition d'ailleurs assez claire. III.
Testament, Les obscuritez & ambiguitez s'expliquent par les circonstances. III.
Testament, Interpretation d'un legs qui se rapporte à deux choses, & qu'il faut fixer à une. III.
Testament, Si on peut suppléer les mots necessaires & qui font le sens. III.
Testament, Exemple d'une conjecture pour découvrir l'intention incertaine du testateur. III.
Testament, Autre exemple de l'interpretation d'une expression defectueuse. III.
Testament, On n'interprete pas ce qui est évident par les termes. III.
Testament, Si la validité d'une disposition est indépendante du motif expliqué par le testateur. III.
Testament, Lequel de deux Testamens differens doit subsister. III.
Testament, Diverses vûës pour l'interpretation des Testamens. III.
Testament, Ce que c'est que les conditions dans les Testamens. III.
Testament, D'où le droit d'accroissement dépend dans les Testamens. III.
Testament, Par qui les Testamens doivent être executez. III.
Testament, Regle à observer dans l'execution des Testamens. III.
Testament, Execution d'une disposition Testamentaire commise à l'heritier ou à un autre. III.
Testament, En quoi consiste l'execution d'un Testament. III.
Testament, Si les Testamens inofficieux sont annullez pour l'institution inofficieuse. III.
Testament, Si l'approbation du Testament exclud de la plainte d'inofficiosité. III.
Testament, Si on peut alleguer successivement les nullitez du Testament ou l'inofficiosité. III.
Testament, Quelle difference il y a entre un Testament & un codicille. III.
Testament, Si un Testament est annullé par la naissance d'enfans. III.
Testament, Si les Testamens militaires sont sujets à la Falcidie. III.
Testateur, comment il peut annuller son Testament. III.
Testateur, La volonté du Testateur tient lieu de Loi. III.
Testateur, L'incertitude de l'expression s'explique par l'intention du Testateur. III.
Testateur, Egard qu'il faut avoir à la destination du Testateur. III.
Testateur, Diverses vûës pour connoître l'intention du Testateur. III. *et suiv.*
Testateur, Interpretation par la consideration du Testateur pour les personnes. III.
Testateur, Cas où l'évenement change la disposition du Testateur. III.
Testateur, Disposition des Testateurs qu'on ne doit pas executer. III.
Testateur, En quels sens les Testateurs peuvent ou ne peuvent déroger aux Loix. III.
Testateur, Ce qu'il faut faire dans les cas où il s'agit d'interpreter quelque disposition du Testateur. III.
Testateur, Quelles choses il faut considerer dans les dispositions des Testateurs. III.
Testateur, Les dispositions des Testateurs tiennent lieu de Loix. III.
Testateur, Si un Testateur peut instituer un heritier en termes qui bornent l'institution. III.
Testateur, Si un Testateur peut charger d'un legs ou d'un fideicommis, son heritier & son legataire. III.
Testateur, Quelles sont les choses dont les Testateurs ont la liberté de faire des legs. III.
Testateur, La volonté du Testateur doit regler les fruits & les revenus du legs. III.
Testateur, Si le Testateur peut obliger son heritier à acquitter les legs sans deduction de la Falcidie. III.
Testateur, Si le Testateur debiteur de son heritier peut lui défendre de compter la dette pour la Falcidie. III.
Testateur, Si le Testateur peut au lieu de la Quarte trebellianique assigner un fonds ou autre chose. III.
Testateur, Si le Testateur peut prohiber la trebellianique. III.
Theologal, ce que c'est. IV.
Titre. Si le vice du Titre empêche la prescription. II.
Transaction, son usage. I.
Transaction, Ce que c'est qu'une Transaction. I.
Transaction, Ses differentes sortes. I.
Transaction, Transactions bornées à leur sujet. I.
Transaction, Si la Transaction avec l'un des interessez fait préjudice à l'égard des autres. I.
Transaction, Transaction faite avec autre que la partie. I.
Transaction, Si la Transaction sur un droit fait préjudice à un autre droit semblable survenu depuis. I.
Transaction, Transaction avec stipulation de peine. I.
Transaction, Avec caution. I.
Transaction, Si les Transactions ont la force de choses jugées. I.
Transaction, Si le dol ou l'erreur annulle les Transactions. I.
Transaction, Si la Transaction déroge à un droit dont le titre soit inconnu. I.
Transaction, Transaction sur pieces fausses. I.
Transaction, Si les Transactions sont resoluës par la lesion. I.
Transaction, Transaction pour pallier un contrat. I.
Transaction, Sur procés jugé à l'insçû des parties, I.
Transaction, Transmission. Ce que c'est que le droit de Transmission. III. *et suiv.*
Transaction, Sur quoi il est fondé. III.
Transaction, Ce que c'est que la Transmission. III.
Transaction, A quoi elle est restrainte. III.
Transaction, En quel cas elle a lieu. III.
Transaction, D'où elle depend. III.
Transaction, Si l'adition d'heredité donne le droit de Transmission. III.
Transaction, Transmission du legs pur & simple. III.
Transaction, Du legs conditionel. III.
Transaction, Du legs à jour incertain. III.
Transaction, Si les regles de la Transmission peuvent s'appliquer aux substitutions & aux fideicommis. III.
Transports, combien il y en a de fortes. II.
Transports, Quel est leur effet. II.
Transports, Si le transport fubroge à l'hypotheque & au privilege. II.
Transports, Si le Transport sans garentie pour demeurer quitte, est un païement. II.
Transports, Quelle difference il y a entre le Transport & la delegation. II.
Transports, Si le Transport d'une dette fait une delegation. II.
Travail. L'homme est naturellement destiné au travail.
Travail. Difference entre le travail, de l'état d'innocence, & celui du nôtre.
Travail. Trebellianique, ce que c'est. III.

Travail. Pourquoi ainsi appellée. III.
Travail. Si elle a lieu pour un heritier en partie. III.
Travail. Si le testateur peut au lieu de la Quarte Trebellianique assigner un fonds ou autre chose. III.
Travail. S'il peut prohiber la Trebellianique. III.
Travail. Comment les fruits s'imputent ou ne s'imputent point sur la Trebellianique. III.
Tresor, ce que c'est qu'un Tresor. I.
Tresor, A qui il appartient. II.
Tribonien, son avarice. III.
Tribunaux uniques dans le Roïaume. V.
Tributs. Qui a droit de lever les Tributs necessaires. IV.
Tributs. Differens besoins des Tributs. IV.
Tributs. Devoir de païer les Tributs. IV.
Tributs. Si tous les biens des redevables de Tributs, y sont affectez. IV.
Tributs. Si les Tributs se prescrivent. IV.
Tributs. Dans le doute on favorise les redevables contre le Fisque. IV,
Tributs. Trois sortes d'exemptions des Tributs. IV.
Troupes. A qui appartient le droit de lever des troupes pour la guerre. IV.
Tuiles tombées d'un toict. II.
Tutelle, ce que c'est II.
Tutelle, A qui appartient la Tutelle. II.
Tutelle, Quand & comment elle finit. II. *et suiv.*
Tutelle, Tutelle de deux ou plusieurs mineurs. II.
Tutelle, Si l'incapacité exclut de la Tutelle. II.
Tutelle, Quelles infirmitez rendent incapable de Tutelle. II.
Tutelle, Moiens d'excuse d'accepter une Tutelle, de deux sortes. II.
Tutelle, Si celui qui a déja la charge de trois Tutelles, peut s'excuser d'une quatriéme. II.
Tutelle, Si une seule Tutelle, onereuse d'ailleurs, peut faire le même effet. II.
Tutelle, Si une inimitié capitale est un moïen de se faire décharger d'une Tutelle. II.
Tutelle, Quels procés excusent d'accepter une Tutelle. II.
Tuteurs, s'ils peuvent acheter des biens des mineurs & d'autres personnes qui sont sous leur charge. I.
Tuteurs, Necessité des Tuteurs. II.
Tuteurs, Nature de leurs engagemens. II.
Tuteurs, Differences entre le Droit Romain & nôtre usage touchant les Tuteurs. II. *et suiv.*
Tuteurs, Qui est celui qu'on appelle Tuteur. II.
Tuteurs, A qui appartient la nomination du Tuteur. II.
Tuteurs, Si on peut nommer à un seul mineur plusieurs Tuteurs. II.
Tuteurs, Quelle est la fonction des Tuteurs honoraires. II.
Tuteurs, Si tous Tuteurs doivent être confirmez en Justice. II.
Tuteurs, En quelles manieres peut se faire la nomination des Tuteurs. II.
Tuteurs, Lequel de plusieurs nommez pour être Tuteurs doit être préferé. II.
Tuteurs, Qui peut être nommé Tuteur. II.
Tuteurs, Que doit faire celui qui est nommé Tuteur. II.
Tuteurs, Ses fonctions. II. *et suiv.*
Tuteurs, Son pouvoir & son autorité. II.
Tuteurs, Quelles dépenses il peut faire. II.
Tuteurs, A quoi s'étend son administration. II.
Tuteurs, Tuteur qui abuse de son pouvoir. II.
Tuteurs, Comment il agit pour le mineur. II.
Tuteurs, Effets de son autorité. II.
Ne peut pas empêcher le bien de son mineur. II.
Tuteurs, En quel cas on nomme au mineur un subrogé Tuteur. II.
Tuteurs, Si le Tuteur peut accepter un transport contre son mineur. II.
Tuteurs, Si celui qui est nommé Tuteur, est obligé d'accepter la tutelle, & de l'exercer. II.
Tuteurs, Pourquoi tous les titres, papiers & immeubles doivent être remis entre les mains du Tuteur. II.
Tuteurs, Si le Tuteur doit vendre les meubles du mineur. II.
Tuteurs, S'il peut les acheter. II.
Tuteurs, Tuteur creancier qui compose avec les autres. II.
Tuteurs, Si le Tuteur est tenu des interêts des deniers faute de les avoir emploïez. II.
Tuteurs, Quel délai il a pour en faire l'emploi. II.
Tuteurs, S'il est tenu à l'emploi des épargnes. II.
Tuteurs, Des revenus des nouveaux fonds. II.
Tuteurs, Ce qu'il doit faire, s'il ne trouve point d'occasion d'emploi. II.
Tuteurs, S'il neglige de le faire ou de prendre sa décharge. II.
Tuteurs, Administration de deux ou plusieurs Tuteurs. II.
Tuteurs, Benefice de division & de discussion entre plusieurs Tuteurs. II.
Tuteurs, La tutelle finie, que doit faire le Tuteur. II.
Tuteurs, Cas où le Tuteur est obligé de rendre compte pendant la tutelle. II.
Tuteurs, Quelles dépenses il peut emploïer dans son compte. II.
Tuteurs, Ses biens hypothequez à son mineur. II.
Tuteurs, Doivent être discutez avant sa caution. II.
Tuteurs, A quoi sont tenus les nominateurs & les heritiers des Tuteurs. II.
Tuteurs, Si le Tuteur peut prendre interêt de sés avances. II.
Tuteurs, Cas où le Tuteur a un privilege pour les deniers qu'il a emploïez. II.
Tuteurs, Causes de la destitution d'un Tuteur. II. *et suiv.*
Tuteurs, Si un mineur peut être tuteur. II.
Tuteurs, Si le fils de famille majeur, quoique sous la puissance de son pere, peut être Tuteur. II.
Tuteurs, Si les Ecclesiastiques peuvent être nommez Tuteurs. II.
Tuteurs, Jusqu'à quel tems le Tuteur doit gerer sa tutelle. II.
Tuteurs, Si l'acceptation de la charge de Tuteur fait cesser les excuses. II.
Tuteurs, Difference entre les engagemens des Tuteurs, & ceux des curateurs. II.
Tuteurs, Comment un Tuteur se rend participant de fraude. II.
Tuteurs, Comment le Tuteur peut hypothequer. II.
Tuteurs, Si les Tuteurs peuvent païer & recevoir des païemens. II.
Tuteurs, Si les Tuteurs peuvent faire des novations. II.
Tuteurs, A quoi est borné le pouvoir du Tuteur. II.
Tuteurs, Ce qu'un Tuteur fait pour son mineur, ne doit pas lui nuire, ni à son mineur ce qu'il fait pour soi. III.

V

VAGABONDS devroient être contraints à quelques travaux. IV.
Vaisseau. Sur qui tombe le dommage arrivé au Vaisseau. II. *et suiv.*
Vassaux qui tiennent un fief du Roi. IV.

Vendeur à quoi est engagé. I.
Vendeur S'il dépend de lui d'éluder l'effet de la vente. I.
Vendeur S'il est tenu de quelques dommages & intérêts, lorsque la délivrance est empêchée par un cas fortuit. I.
Vendeur S'il est obligé à la délivrance, lorsqu'il est en peril de perdre le prix. I.
Vendeur Retardement du Vendeur & de l'acheteur. I.
Vendeur Quel soin le Vendeur doit prendre de la chose venduë. I.
Vendeur Comment on peut regler le soin du Vendeur. I.
Vendeur En quels cas le Vendeur est déchargé du soin de la garde. I.
Vendeur A quoi le Vendeur est engagé. I.
Vendeur Si le Vendeur peut retenir la chose venduë faute de païement. I.
Vendeur Si au lieu du prix convenu, le Vendeur peut recevoir autre chose en païement. I.
Vendeur Quels changemens peuvent arriver à la chose venduë. I.
Vendeur Tant par rapport au Vendeur, qu'à l'acheteur. I.
Vendeur Aux perils de qui sont les changemens qui arrivent à la chose venduë. I.
Vendeur A ce qui se vend au nombre, au poids ou à la mesure. I.
Vendeur A une chose venduë à essai. I.
Vendeur Si dans la vente de l'une de deux choses, l'une vient à perir. I.
Vendeur Si la chose perit avant l'évenement de la condition qui doit accomplir la vente. I.
Vendeur Si dans le même cas la chose diminuë. I.
Vendeur Des causes qui annullent les ventes. I.
Vendeur En quels cas le Vendeur ne doit aucune garentie. I.
Vendeur Si le Vendeur peut être déchargé de la garentie de ses faits. I.
Vendeur Divers effets des troubles que souffre le Vendeur. I.
Vendeur A quoi est tenu le Vendeur, lorsque la vente est resoluë par une éviction. I.
Vendeur Si la chose n'a pas changé au tems de l'éviction. I.
Vendeur Si la chose est diminuée au tems de l'éviction. I.
Vendeur Si la chose a augmenté de prix. I.
Vendeur S'il y a des ameliorations. I.
Vendeur Vendeur qui a vendu de mauvaise foi la chose d'autrui. I.
Vendeur Si le Vendeur est obligé de découvrir les défauts de la chose venduë. I.
Vendeur Si tous les changemens qui arrivent à la chose venduë, regardent le Vendeur. I.
Vendeur A quoi le Vendeur est obligé en vendant. I.
Vendeur En quels cas le Vendeur rentre dans son droit. I.
Vendeur Quel est le privilege du Vendeur. II.
Vente, comment s'accomplit. I.
Vente, Comment se donne le consentement qui fait la Vente. I.
Vente, Si toutes sortes de personnes peuvent vendre & acheter. I.
Vente, S'il dépend du vendeur d'éluder l'effet de la vente. I.
Vente, Quelles choses peuvent être venduës. I.
Vente, Si on peut vendre une esperance incertaine. I.
Vente, S'il est permis de Vendre en gros & en bloc. I.
Vente, Comment s'accomplissent les Ventes en gros & en détail. I.
Vente, Si la Vente à essai est licite. I.
Vente, Si les accessoires de la chose venduë entrent dans la chose. I.
Vente, Si les choses détachées d'un bâtiment entrent dans la Vente. I.
Vente, Si les accessoires des choses mobiliaires entrent dans la Vente. I.
Vente, Dans la Vente de l'une de deux choses à qui, du Vendeur ou de l'acheteur, est le choix. I.
Vente, Jusqu'à quel tems subsiste la Vente de chose d'autrui. I.
Vente, Ce que c'est que le prix de la Vente. I.
Vente, Si on peut ajoûter au contrat de Vente tels pactes qu'on veut. I.
Vente, Quel est l'effet de la condition, d'où la Vente dépend. I.
Vente, De la condition qui resoud la Vente. I.
Vente, Ce qu'il faut faire pour juger qui doit souffrir la perte, & avoir le gain. I.
Vente, Quelles sont les ventes nulles. I.
Vente, Quels défauts suffisent pour resoudre une Vente. I.
Vente, Diverses causes de la resolution des Ventes. I.
Vente, Regles communes pour la resolution des Ventes. I.
Vente, Difference entre la nullité & la resolution des Ventes. I.
Vente, Si la resolution de la Vente remet toutes choses en entier. I.
Vente, Vente sous faculté de rachat renferme une condition. I.
Vente, En quels cas la Vente ne laisse pas d'être resoluë. I.
Vente, Si une Vente peut être resoluë du consentement du vendeur & de l'acheteur. I.
Vente, Clauses des Ventes forcées. I.
Vente, Quelles sont les Ventes forcées. I.
Vente, Vente forcée pour le bien public. I.
Vente, Vente de denrées. I.
Vente, Vente forcée pour une necessit [...] particuliere. I.
Vente, Si celui qui peut être contraint [...] vendre son heritage, y consent voà lontairement, quelle vente sera-ce- I.
Vente, Quel est l'effet des Ventes forcées. I.
Vente, Si la Vente d'une maison rompt le bail. I.
Vente, Si la Vente faite au dessous de la moitié de son juste prix, peut être rescindée. II. *Contrat.*
Ventilation, ce que c'est. I.
Verité, ce que c'est.
Verité, Connoître la Verité, ce que c'est. II.
Verité, La chose jugée tient lieu de Verité. II.
Veterans. Droits des Officiers Veterans. .
Veuve qui demande une provision sur les biens de la succession, pour sa subsistance & son entretien pendant sa grossesse. III.
Veuve Peines contre les Veuves qui se remarient follement à personnes indignes. III.
Veuve Si les Veuves peuvent être cotisées. IV.
Veuve Quel est le domicile de la Veuve. IV.
Vicaires generaux des Evêques, leur rang. IV.
Vice-gerens. IV.
Vices des conventions, ce que c'est. I.
Vices Different du plus ou du moins. I.
Vices Deux effets qu'ils produisent. I.
Vie, quels sont ses premiers besoins. IV.
Vieillards, s'ils peuvent tester. III.
Ville. Si on peut leguer à une Ville. III.
Ville. Affaires ordinaires & extraordinaires des Villes. IV. *et suiv.* Voïez *Communauté. Lieux publics.*
Vingtiéme, droit que le Fisque prenoit sur les successions & sur les legs. III.

Violence, si elle rend une Vente nulle. I.
Vivres. Si dans un peril commun, la provision de Vivres des particuliers devient commune. II.
Vivres. Universitez sont des Corps mixtes. IV.
Vivres. Leur établissement. IV.
Vivres. Leur police. IV.
Vivres. Devoirs de ceux qui composent les Universitez. IV. *et suiv.* Voïez *Communautez.*
Voeu. Si la nullité des Voeux rend le Religieux habile à succeder. III.
Voïage. Voïez *Frais.*
Voisin. Si on peut entreprendre sur le fonds de son Voisin. I.
Voisin. Ce qu'on peut faire dans un bâtiment au préjudice du Voisin. I.
Voisin. Incommoditez que le Voisin doit ou ne doit pas souffrir. I.
Voituriers par terre & par eau, quel doit être leur soin. I.
Voituriers par mer, leurs engagemens. I.
Voituriers par mer, S'ils sont responsables du fait de leurs gens. I.
Voituriers par mer, De quoi répondent les Voituriers par terre & sur les rivieres. I.
Voituriers par mer, Quel est leur privilege. II.
Voleur, s'il peut déposer ce qu'il a volé. I.
Voleur, Usage comment est distingué de l'usufruit. I.
Voleur, Ce que c'est que l'Usage. I.
Voleur, Quand l'Usage emporte l'usufruit. I.
Voleur, S'il peut se transmettre à d'autres personnes. I.
Voleur, Comment l'Usage acquis au mari ou à la femme est pour l'un & l'autre. I.
Voleur, Combien dure l'Usage. I.
Voleur, Si l'Usage & l'usufruit des choses qui se consument, lorsqu'on en use sont égaux. I.
Voleur, Comment se regle l'Usage de toutes les choses mobiliaires. I.
Voleur, Comment finit l'Usage. I.
Usager ne doit pas incommoder le proprietaire. I.
Usager S'il peut transmettre son droit à d'autres personnes. I.
Usager Ses engagemens. I.
Usucapion. Quelle difference il y a entre l'Usucapion & la prescription. II.
Usufruit, ce que c'est. I.
Usufruit, Son usage. I.
Usufruit, Usufruit de meubles & d'immeubles. I.
Usufruit, En quoi consiste l'usufruit. I.
Usufruit, Augmentation ou diminution de l'Usufruit par le changement du fonds. I.
Usufruit, Servitude necessaire de l'Usufruit. I. *Usage.*
Usufruit, Usufruit des choses qui se consument par l'usage, ou qui se diminuent. I.
Usufruit, Usufruit de toutes sortes de choses. I.
Usufruit, Usufruit des effets mobiliaires dans une totalité de biens. I.
Usufruit, En quoi consiste cet Usufruit. I.
Usufruit, Usufruit des animaux. I.
Usufruit, Si l'Usufruit des choses qui se consument par l'usage, en emporte la propriété. I.
Usufruit, Si l'Usufruit & l'usage de ces choses sont égaux. I.
Usufruit, Comment finit l'Usufruit. I.
Usufruit, Restitution d'Usufruit à un tiers usufruitier. I.
Usufruit, Si l'Usufruit d'un heritage inondé est perdu. I.
Usufruit, Difference entre un Usufruit universel & un Usufruit particulier. I.
Usufruit, A qui appartient ce qui reste d'une chose sujette à un Usufruit, lorsqu'elle vient à perir. I.
Usufruit, Usufruit des successions échuës aux enfans, accordé aux peres. III.
Usufruit, Si l'Usufruit laissé au survivant se perd par un second mariage. III.
Usufruit, Usufruit legué à plusieurs, & la propriété à l'un d'eux. III.
Usufruit, Usufruit des choses mobiliaires. III. *Legs,*
Usufruitier, s'il fait siens les fruits qu'il recuëille. I.
Usufruitier, Si le prix lui appartient comme les fruits. I.
Usufruitier, Comment les fruits qui s'acquierent successivement, se partagent entre l'Usufruitier & le proprietaire. I.
Usufruitier, Comment l'Usufruitier peut anticiper la recolte. I.
Usufruitier, Quels changemens il peut faire pour augmenter le revenu de son usufruit. I.
Usufruitier, S'il peut se servir des arbres abbatus pour reparer. I.
Usufruitier, S'il peut tirer des arbres d'un bois, de quoi faire des eschalas. I.
Usufruitier, Commoditez necessaires & non necessaires à l'Usufruitier. I.
Usufruitier, Si l'Usufruitier peut poursuivre le droit d'une servitude. I.
Usufruitier, S'il peut faire des ameliorations & des reparations utiles ou necessaires. I.
Usufruitier, S'il peut les ôter. I.
Usufruitier, S'il peut ceder, vendre ou donner son droit. I.
Usufruitier, S'il peut interrompre le bail qu'avoit fait le proprietaire. I.
Usufruitier, Si l'Usufruitier d'un troupeau de bétail, doit remplacer. I.
Usufruitier, Si l'Usufruitier des meubles peut les loüer. I.
Usufruitier, A quoi il est obligé. I. *et suiv.*
Usufruitier, S'il peut abandonner son droit pour éviter les charges. I.
Usufruitier, Il joüit des choses en l'état où elles sont. I.
Usure, & les causes qui la rendent naturellement illicite. I. *et suiv.*
Usure, Mauvaises suites de l'Usure. I.
Usure, Défenses d'exercer l'Usure, dans la Loi & les Prophetes. I.
Usure, Usure défenduë à Rome. I.
Usure, Aux Juifs. I.
Usure, Dans l'Evangile. I.
Usure, Il n'y a point de cas où l'Usure soit licite. I.
Usuriers, leurs pretextes. I. *et suiv.*
Usuriers, Source du commerce des Usuriers. I.
FIN.